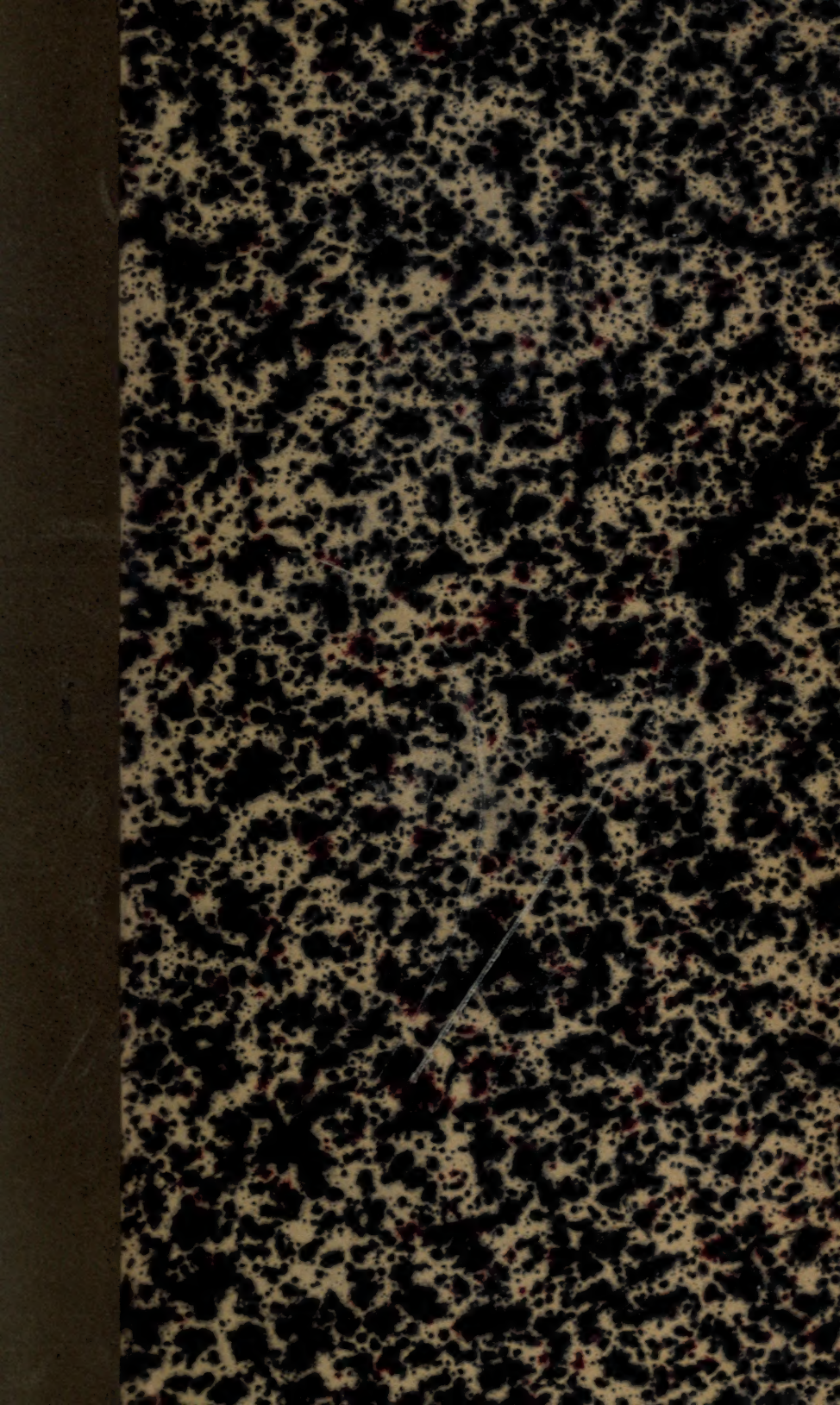
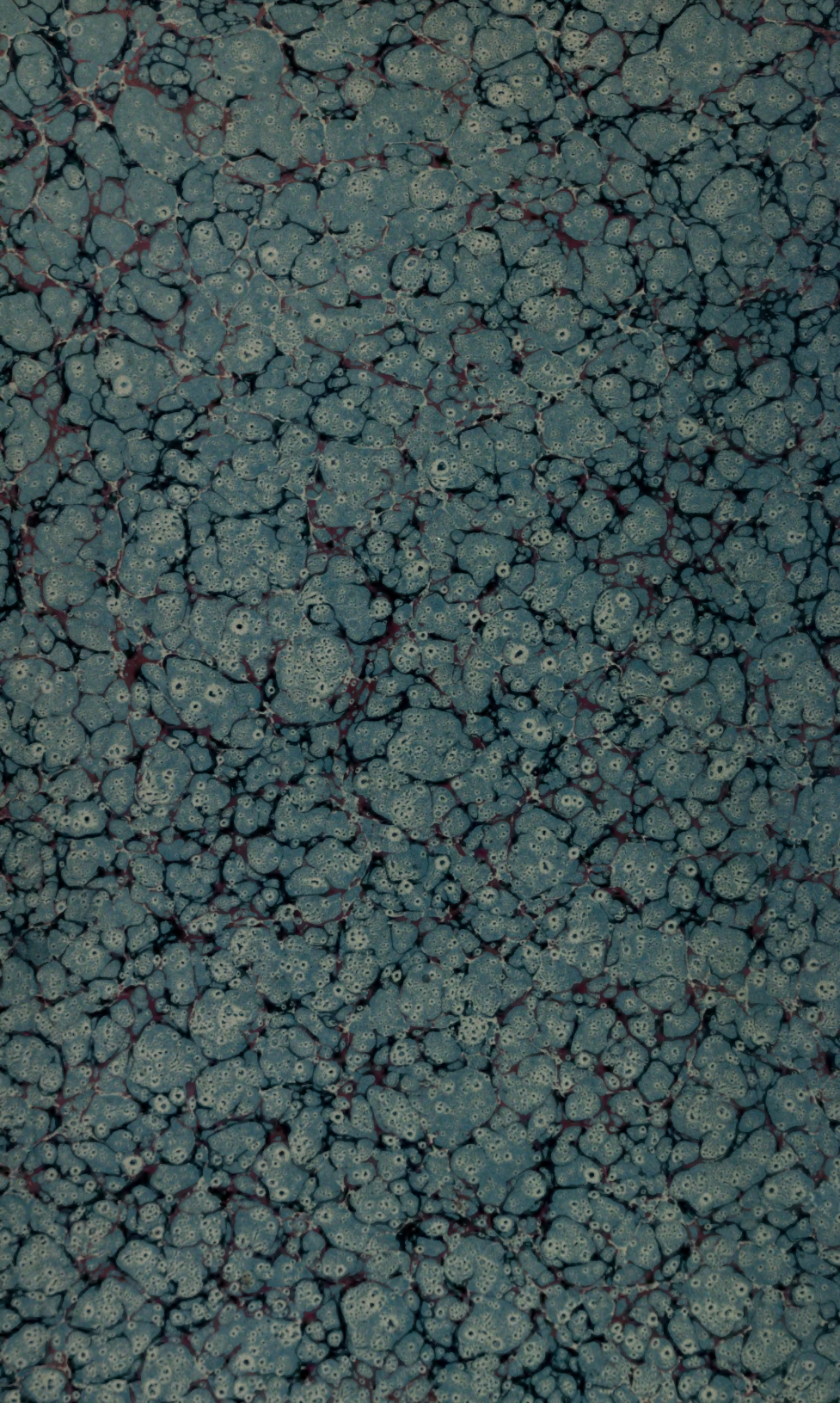
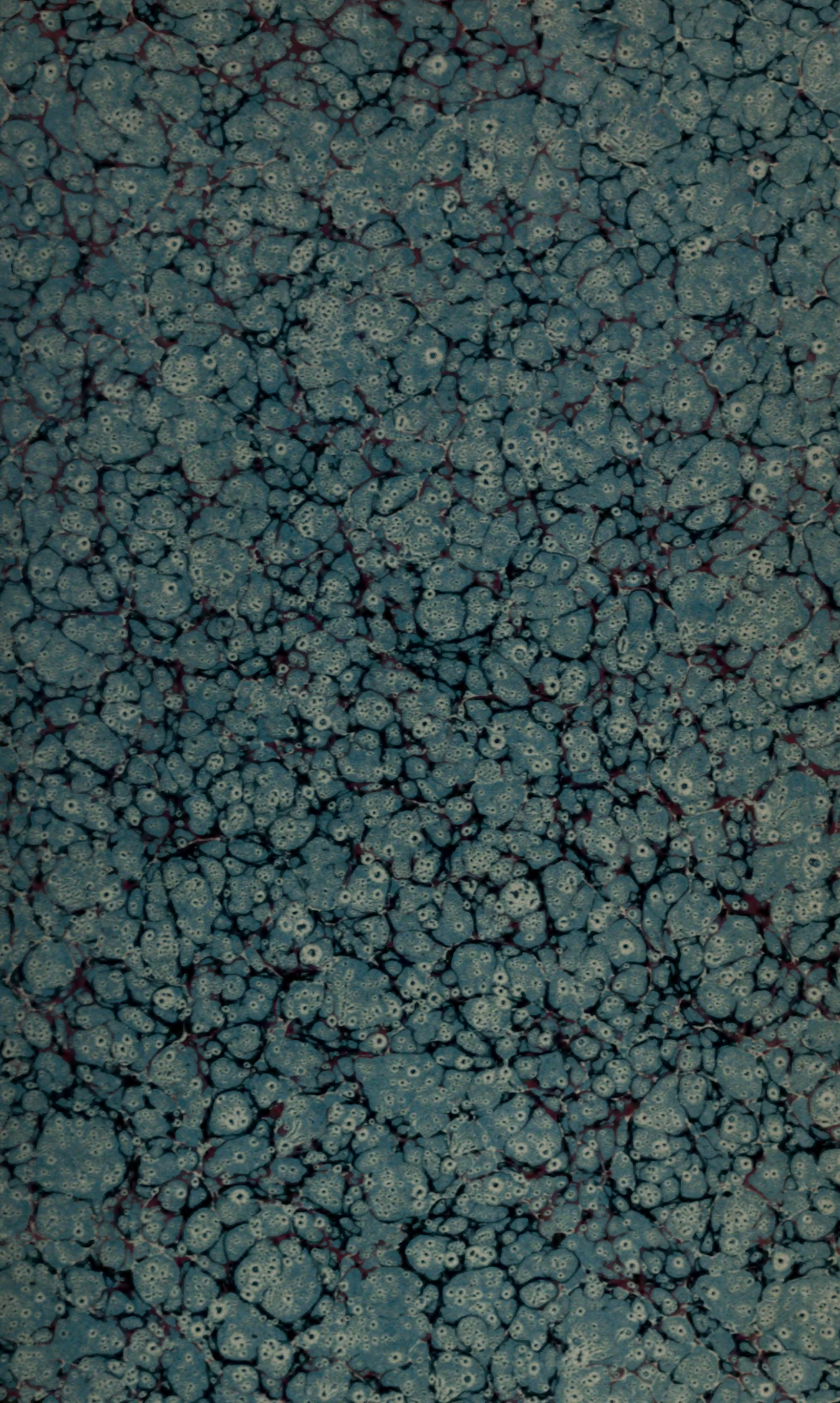










BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES.

BIBLIOTHEQUE
DE
DES CHAUVES

Paris. — Typographie de Firmin Didot Frères, rue Jacob, 56.

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES

REVUE D'ÉRUDITION

CONSACRÉE PRINCIPALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN AGE.

TOME CINQUIÈME.
DEUXIÈME SÉRIE.



PARIS,
J. B. DUMOULIN,
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES,
QUAI DES AUGUSTINS, 13.

1848-1849.

BIBLIOTHEQUE
DES CHARTES

SEAL OF THE LIBRARY

CONSERVATION OF THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF TORONTO

D
III
B5
t.10



PARIS

J. B. DE KOSKIN

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF TORONTO

1875-1876

1875-1876

MÉMOIRE

SUR L'ARRÊT

DE LA COUR DES PAIRS

DE FRANCE

QUI CONDAMNA JEAN SANS TERRE,

ROI D'ANGLETERRE.

Parmi les événements mémorables du treizième siècle, il en est peu dont la certitude soit aussi clairement établie, et qui ait cependant donné naissance à plus de doutes et de contradictions, que le jugement rendu en 1202, par la cour des pairs de France, contre Jean sans Terre, roi d'Angleterre, duc de Normandie et d'Aquitaine, déclaré coupable du meurtre de son neveu, Arthur, duc de Bretagne. De savants historiens ont exprimé, sur la composition du tribunal qui prononça cet arrêt célèbre, des opinions très-différentes, et l'un d'eux, désespérant de surmonter les difficultés qu'il rencontrait, prit le parti de révoquer en doute l'existence même de la condamnation (1). Cette diversité d'opinions ne doit pas surprendre, car il s'agit ici d'une institution politique et judiciaire qui contribua beaucoup à l'éclat de l'ancienne monarchie française, mais sur l'origine et sur les attributions de laquelle des prétentions rivales et des systèmes historiques créés à l'appui de ces prétentions ont jeté une grande obscurité.

J'ai eu l'occasion, non pas de traiter précisément cette question, mais de reproduire à son sujet l'opinion admise le plus géné-

(1) Bernardi, *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. X, p. 640.

V. (Deuxième série.)

ralement, celle qui, reposant sur deux actes authentiques et sur l'autorité d'un historien contemporain très-digne de foi, semblait devoir rester à l'abri de toute contestation. M. Pardessus l'a combattue cependant avec la science et le talent qui lui appartiennent; toutefois à l'aide d'arguments employés déjà et depuis longtemps contre elle (1). En sorte que jusqu'ici le résultat de cette nouvelle discussion a été de poser encore une fois la question, de remettre en lumière les motifs de se décider dans un sens ou dans un autre, plus peut-être que de la faire avancer vers une solution définitive. Je vais essayer d'apporter quelque élément nouveau de conviction dans une controverse dont il est superflu de faire ressortir l'intérêt, car on peut pressentir qu'un des principes les plus importants du droit féodal s'y trouve engagé.

J'aurai soin de ne pas me laisser entraîner hors des vraies limites du sujet, et de me borner à rechercher si le tribunal qui condamna Jean sans Terre était la véritable cour des pairs de France, ou la cour ordinaire du roi nommée plus tard *le parlement*. Telle est, en effet, la seule question sur laquelle j'ai le regret de me trouver en dissentiment avec mon savant confrère.

Peu de mots suffiront pour rappeler les circonstances et les intérêts politiques qui provoquèrent la condamnation du roi d'Angleterre.

Philippe-Auguste souhaitait ardemment de recouvrer les provinces que les Anglais possédaient en France, et il avait même entrepris plusieurs guerres pour parvenir à ce but, mais sans succès. Il put espérer de réaliser ses desseins, quand il vit monter sur le trône d'Angleterre, sans y avoir toutefois des droits incontestables, Jean, prince aussi inhabile que cruel, qui se trouva bientôt, en Angleterre et sur le continent, aux prises avec des difficultés insurmontables pour lui. L'adversaire naturel de Jean était Arthur, duc de Bretagne, fils de Geoffroy, frère aîné de Jean, et qui, à ce titre, se prétendait l'héritier légitime de Richard I. Philippe excita l'ambition et les espérances de ce jeune prince, et après s'être déclaré, selon les besoins de sa politique, tantôt l'allié, tantôt l'ennemi du roi d'Angleterre, il décida enfin le duc de Bretagne et Hugues, comte de la Marche,

(1) *De la juridiction exercée par la cour du roi sur les grands vassaux de la couronne pendant les onzième, douzième et treizième siècles*, dans la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 2^e série, t. IV, p. 281.

à réunir leurs forces contre Jean, pendant que lui-même envahirait la Normandie. Cette coalition ne tourna pas au profit de ceux qui l'avaient formée. Vaincu en Poitou, Arthur se réfugia à Mirebeau, où il fut assiégé et fait prisonnier. Transféré à Falaise, il y eut une longue conférence avec son oncle, qui, ne pouvant le déterminer à quitter l'alliance du roi de France, le fit conduire à Rouen et enfermer dans la tour Neuve. Peu après, Arthur disparut tout à coup, sans qu'on ait jamais pu savoir avec certitude ce qu'il était devenu. L'histoire a confirmé l'opinion générale des contemporains, en attribuant à Jean le meurtre de son neveu.

Non moins habile à se servir des moyens légaux que des armes pour parvenir à ses fins, Philippe-Auguste résolut de poursuivre contre son rival, si haut placé qu'il fût, l'application des lois féodales. En effet, Arthur était vassal de Philippe, auquel il avait fait hommage lige, au mois de juillet 1202 (1), pour le duché de Bretagne et les comtés d'Anjou, du Maine et de Touraine; de son côté Jean, en sa qualité de duc de Normandie et d'Aquitaine, était un des grands vassaux de la couronne de France. Or le meurtre d'un vassal, commis par un autre vassal, constituait, à l'égard du suzerain, un acte de trahison, dont ce dernier pouvait demander vengeance à sa cour (2). Philippe-Auguste crut devoir suivre cette voie, afin d'appuyer sur un titre légal, que le sentiment public, indigné du crime commis par Jean, ne pouvait manquer d'accueillir avec faveur, l'attaque qu'il méditait contre les possessions du roi d'Angleterre en France. Jean, assigné à comparaître devant la cour des pairs, et n'ayant pu obtenir un sauf-conduit, fit défaut. La cour le condamna à la peine de mort, et tous les fiefs qu'il avait en France furent confisqués et réunis à la couronne. Philippe pourvut avec autant d'énergie que de succès à la prompte exécution de cette seconde partie de l'arrêt.

Tel est l'exposé succinct des faits qu'il nous importe de connaître.

Je me trouve dans la nécessité de reproduire ici l'opinion que j'ai exprimée ailleurs (3) sur cette condamnation, et qui a été l'objet des critiques de mon savant confrère.

(1) Brussel, *L'usage des fiefs*, t. 1, p. 328.

(2) Assises de Jerusalem, *Livre de Jean d'Ibelin*, c. LXXXV, p. 133.

(3) *Olm*, t. 1, p. XLVII.

« Philippe-Auguste comprit que le jugement qu'il voulait obtenir n'aurait d'autorité qu'autant que cet acte serait entouré de toute la solennité des formes judiciaires, et que la moindre irrégularité l'entacherait pour toujours de nullité, et soulèverait l'Europe entière contre le prince qui l'aurait dicté. Le dogme du jugement des pairs dut reprendre dans cette occasion sa vigueur première, et recevoir une rigoureuse application; car aucun autre moyen ne se présentait à Philippe-Auguste de cacher, sous l'apparence du droit, ses desseins ambitieux. Si le roi d'Angleterre pouvait regarder comme indigne de l'élévation de son rang de venir se défendre devant de simples vassaux du roi, devant des prélats, des officiers du palais, des chevaliers ou des maîtres choisis par son suzerain, il ne dégradait pas sa couronne en comparaisant devant une cour composée de six souverains, ses égaux en droits, sinon en puissance, et qui avaient reçu d'un principe incontesté le droit de le juger.

« Les motifs qui décidèrent Philippe-Auguste, lors du procès de Jean sans Terre, à constituer en cour suprême les six pairs laïques, durent le presser de compléter son ouvrage en adjoignant à ces six pairs laïques un nombre égal de pairs ecclésiastiques. »

A cette opinion, M. Pardessus oppose les objections suivantes, empruntées à Lepage (1), à Bernardi (2) et à D. Brial (3) :

1^o Philippe-Auguste n'établit pas la cour des pairs; car une cour de ce genre, destinée à juger uniquement les pairs, n'a jamais existé. Lorsqu'un grand vassal était traduit devant la cour du roi, cette cour, où les autres grands vassaux avaient droit de séance, devenait à son égard une cour des pairs.

2^o Il paraît impossible que le tribunal qui a jugé Jean sans Terre ait été composé exclusivement de six grands vassaux ou pairs laïques; car sur les six pairies laïques, telles que les désigne la liste donnée par Mathieu Paris, deux appartenaient à Jean sans Terre, savoir, le duché de Normandie et le duché d'Aquitaine. Restaient donc seulement quatre pairs. Mais l'un d'eux,

(1) *Lettres historiques sur les fonctions essentielles du parlement, sur le droit des pairs et sur les lois fondamentales du royaume.* 1753, 2 vol. in-12.

(2) *Mémoire sur l'origine de la pairie en France et en Angleterre*, tom. X des *Mém. de l'Acad. des inscriptions*, p. 579.

(3) *Recherches sur l'origine de la pairie en France et l'établissement des douze pairs*, dans la préface du t. XVII du recueil des *Historiens de France*.

le comte de Flandre, Baudouin IX, était, dès les premiers jours de l'année 1202, parti pour la croisade ; un autre, le comte de Champagne, Thibaut IV, dit le Posthume, était à peine âgé de deux ans ; un troisième, le comte de Toulouse, en hostilités avec Philippe-Auguste, et qui s'était même uni contre lui avec le roi d'Angleterre, n'a certainement point quitté ses États en 1202 pour se rendre à la cour qui devait juger son allié. Le duc de Bourgogne était donc le seul des pairs laïques qui aurait pu prendre part au jugement.

3° En supposant que six pairs ecclésiastiques eussent été adjoints aux six pairs laïques, les premiers auraient dû s'abstenir de prononcer dans le procès de Jean sans Terre, car le caractère dont ils étaient revêtus leur défendait de participer à des jugements emportant peine afflictive.

Maintenant que les deux opinions ont été exposées avec toute l'exactitude désirable, je puis entrer dans la discussion, et montrer que l'opinion adoptée par le plus grand nombre des historiens modernes est, sous tous les rapports, la mieux fondée, la plus conforme aux témoignages historiques et aux usages de la féodalité.

Si presque tous les historiens, anglais ou français, qui ont écrit sur les événements du treizième siècle s'accordent entre eux pour répéter que Jean sans Terre fut condamné par la cour des pairs de France, ce n'est pas qu'ils fondent cette assertion sur quelque système relatif à l'administration de la justice pendant le moyen âge, ou, comme le dit le savant critique auquel je réponds, « parce qu'il y a dans les annales de chaque nation des traditions longtemps accréditées, qui s'évanouissent à mesure qu'on les examine de plus près (1) ; » leur avis repose sur une base plus simple et plus solide, sur l'autorité d'un historien contemporain, auquel on ne saurait refuser la connaissance parfaite des événements et des institutions de son temps, unie à un esprit assez pénétrant pour en bien juger le caractère : je parle de Mathieu Paris.

Le chroniqueur de Saint-Albans naquit, selon toute probabilité, en l'année 1197. Initié de bonne heure aux secrets de la politique, honoré de la faveur du roi Henri III, en relations habituelles avec un grand nombre de personnages puissants, animé

(1) P. 301.

du désir ardent de connaître la vérité sur les événements et sur les hommes, il a écrit une histoire qui, par la richesse des documents de tout genre qu'elle contient, s'élève de beaucoup au-dessus de toutes les chroniques de cette époque. Baronius signale la partialité de Mathieu Paris et la légèreté de ses jugements sur les pontifes et sur les chefs du clergé; mais il ajoute que, sans ses blasphèmes, son ouvrage serait un livre d'or, précieux par les documents publics dont il est comme tissu et construit (1). Le dernier biographe de Mathieu Paris, M. de Luynes, exprime sur cet auteur une opinion non moins favorable : « Mathieu Paris, dit-il (2), aussi bien informé qu'on pouvait l'être alors, par ses relations tant avec la cour qu'avec Rome et avec le clergé de France, est resté le seul historien à consulter pour le temps de Jean sans Terre. »

Je ne pense donc pas que l'on puisse facilement supposer qu'un écrivain aussi bien au courant des choses de son temps se soit mépris sur la qualité du tribunal qui prononça contre le roi Jean, père de son protecteur, un arrêt dont les conséquences pour l'Angleterre furent si graves, et qui, après avoir ému l'Europe entière, devint, en 1216, sous Philippe-Auguste, et en 1254, sous saint Louis, le sujet de discussions approfondies à Rome, en France et en Angleterre. Écoutons l'historien, et nous verrons ensuite par quelles inductions on prétend infirmer son témoignage.

Je ferai d'abord remarquer que Mathieu Paris ne s'explique pas sur l'arrêt, de son chef et comme historien; ce qu'il en dit se trouve dans le compte rendu, inséré textuellement par lui dans sa chronique, d'un débat qui eut lieu à Rome, en 1216, comme je viens de le dire, en présence du pape, au sujet de la condamnation de Jean sans Terre, dépouillé alors de son royaume, qui venait d'être donné par les barons d'Angleterre à Louis de France, fils aîné de Philippe-Auguste. Ce sont donc les envoyés de Louis et le souverain pontife Innocent III qui parlent bien plus que l'historien lui-même.

« Les députés, lisons-nous dans la Grande chronique (3), di-

(1) *Annal.*, ann. 996, n° 63.

(2) *La Grande chronique de Mathieu Paris*, traduite en français par Huillard-Breholles. Paris, 1840, t. I, p. LXL.

(3) P. 283, ed. 1614.

rent d'abord, en présence du pape, que Jean, par une trahison insigne, avait tué de ses propres mains Arthur son neveu, et que pour ce crime il avait été condamné à mort dans la cour du roi des Français, par le jugement de ses pairs : *Pro quo facto condemnatus fuit ad mortem in curia regis Francorum per iudicium parium suorum.* »

Le pape répondit que les barons de France n'avaient pu le condamner à mort, parce qu'il était roi (*rex inunctus*), et ainsi leur supérieur, etc. ; que d'ailleurs il paraissait contraire au droit civil et aux règles canoniques de porter une sentence capitale contre un absent qui ne s'avouait point coupable, et qui n'avait été ni appelé ni convaincu.

Les envoyés répliquèrent que le roi avait pleine juridiction sur ses hommes liges ; que le roi d'Angleterre, comme duc et comte, était son lige ; qu'ainsi, quoiqu'il fût roi, il n'en était pas moins, comme duc et comte, soumis à la juridiction du roi des Français, et que si, en cette qualité, il avait commis un crime en France, il pouvait et devait être condamné à mort par ses pairs : *Posset et deberet judicari ad mortem per pares suos.*

Mathieu Paris place ici quelques faits étrangers au débat, mais qui se rapportent à la non-comparution du roi Jean devant la cour des pairs. Il nous apprend que ce prince avait envoyé des ambassadeurs à Philippe-Auguste, pour l'assurer qu'il était prêt à comparaître en sa cour et d'y obéir à justice, s'il lui accordait un sauf-conduit ; que le roi leur ayant donné l'assurance qu'il pouvait venir en paix, les ambassadeurs avaient exigé qu'il pût retourner de même, mais que le roi leur avait répondu : Oui, si le jugement de ses pairs le permet : *Ita sit, si parium suorum iudicium hoc permittat.* Les envoyés retournèrent vers le roi Jean, qui ne voulut pas courir les risques de l'événement, ni s'exposer au jugement des Français. Les barons de France n'en procédèrent pas moins à la condamnation. *Magnates autem Franciæ nihilominus processerunt in iudicium.* L'historien dira bientôt ce qu'il entend par le mot *magnates*.

Il est inutile de puiser dans le compte rendu, reproduit avec tant de signes d'exactitude par Mathieu Paris, de nouveaux témoignages, afin de montrer que non-seulement cet historien, mais le pape, les députés de Louis de France, et, on peut ajouter l'opinion générale, attribuaient, en 1216, à la cour des pairs de France, la condamnation prononcée contre le roi d'Angleterre.

Ne se pourrait-il pas que le chroniqueur, fidèle interprète des faits, eût cependant employé une expression à laquelle il n'attachait pas le sens que nous lui attribuons, et qu'il se soit servi, pour désigner la cour ordinaire du roi, de cette dénomination de cour des pairs, remise récemment en vogue par les romanciers du treizième siècle? Cette supposition est inadmissible. Mathieu Paris entend évidemment, par les mots *cour des pairs*, la cour composée des six grands vassaux de la couronne, unis aux six archevêques ou évêques auxquels appartenait le titre de pairs. *Rex tamen Francorum*, dit-il à l'année 1257 (1), *magnates suos animat et confortat; præcipue eos, quos duodecim pares Franciæ consuevimus appellare*; et en même temps il énumère les six pairies laïques et les six pairies ecclésiastiques, telles que nous les connaissons. En 1254, lors des conférences entre saint Louis et Henri III, pour la restitution des fiefs confisqués sur Jean sans Terre, le roi de France aurait dit, selon Mathieu Paris (2), au roi d'Angleterre : *O utinam duodecim pares Franciæ et baronagium mihi consentirent! certe amici essemus indissolubiles*. En effet, les barons de France étaient opposés à tout projet de restitution des fiefs confisqués, et l'historien met dans leur bouche cette déclaration : *Absit enim ut duodecim parium judicium quo juste abjudicatur rex Anglorum et privatur Normania, cassetur, et pro frivolo habeatur* (3). Je termine sur ce point, en rappelant une observation du même auteur à propos des comtes de Flandre et de Boulogne faits prisonniers à Bouvines : *Adjiciunt etiam quod nullus de regno Francorum debuit ab aliquo jure suo spoliari, nisi per judicium duodecim parium* (4). Mathieu Paris n'était certes pas étranger à la connaissance des lois de la féodalité et des usages judiciaires de la France, pays avec lequel il entretenait des rapports continuels; et quand il affirme de la manière la plus formelle et à plusieurs reprises que le roi Jean fut condamné par la cour des pairs de France, il est difficile de croire qu'il ait voulu dire que ce prince fut condamné par un autre tribunal.

Au surplus le chroniqueur de Saint-Albans n'est pas le seul

(1) P. 634.

(2) P. 605.

(3) P. 558.

(4) P. 245.

historien du treizième siècle qui certifie ce fait. Guillaume de Nangis parle en ces termes des scrupules conçus par saint Louis au sujet de la condamnation : « La concience li remordoit de la Normandie et pour autres terres que il tenoit, que li rois de France, ses ayouls, avoient tolues par le jugement de ses pers au roi Jean d'Angleterre dit sans Terre (1). »

On sera sans doute étonné qu'un arrêt qui frappait une tête couronnée, prononçait la confiscation de vastes domaines, et amenait un si profond changement dans les forces relatives de la France et de l'Angleterre, n'ait pas été précieusement conservé, surtout à une époque où l'habitude de transcrire des actes judiciaires d'une bien moindre importance commençait à se répandre. Mais il suffit de remarquer que Mathieu Paris a pu omettre d'insérer le texte même de l'arrêt dans sa chronique, sans qu'il en résulte aucune preuve contre l'existence de cet arrêt, qui est, du reste, attestée par deux documents officiels dont on ne peut nier l'autorité.

D'après les anciens usages des cours féodales, l'existence d'un arrêt se prouvait, non par la production de la copie de cet arrêt, mais par l'attestation de ceux qui l'avaient rendu ou qui en avaient conservé authentiquement le souvenir. Cette attestation s'appelait un *record* (2). A l'époque où du Tillet écrivait son *Recueil des roys de France*, il existait au *Trésor des Chartes* une certification de l'arrêt de la cour des pairs, donnée par Louis VIII, fils et successeur de Philippe-Auguste. Voici en quels termes du Tillet la désigne : « Certification du roi Louis VIII, fils du roi Philippe, que régnant son dit père, le dit roi Jean avoit, par jugement de la cour des pairs de France, donné en conformité d'opinion, confisqué tout ce qu'il avoit endecà la mer (3). » Cette pièce, malheureusement perdue, reproduisait sans doute, comme plusieurs attestations de ce genre que nous possédons (4), les termes mêmes de l'arrêt. Bernardi prétend que Louis VIII, encore très-jeune lors de cet arrêt, n'avait pu être au nombre des juges (5). Louis VIII allait entrer dans sa seizième année lorsque le roi Jean fut condamné ; il était donc,

(1) *Historiens de France*, t. XX, p. 413.

(2) Assises de Jérusalem, *Livre de J. d'Ibelin*, c. XLIV, p. 70.

(3) *Recueil des rangs des grands de France*, p. 106.

(4) Chantereau-Lefebvre, de *l'Origine des fiefs*, preuves, p. 70-85.

(5) *Mém. de l'Acad. des inscriptions*, t. X, p. 640.

sous le rapport de l'âge, apte à siéger dans une cour féodale ; mais, en admettant qu'il eût assisté au jugement sans y opiner, il pouvait, vingt ans plus tard, certifier l'existence de l'arrêt, et c'est ce qu'il fit.

Le second acte officiel qui prouve que le roi Jean fut condamné par la cour des pairs, est une lettre circulaire adressée, en 1216, par le même prince, Louis, fils de Philippe-Auguste, aux évêques et aux monastères d'Angleterre, où on lit : *Satis notum est quoniam de murdro Arthuri nepotis sui in curia carissimi domini nostri regis Franciæ, cujus ambo erant homines ligii, per pares suos citatus et per eosdem pares tandem fuit legitime condemnatus* (1).

Il existe donc un accord complet entre les assertions des historiens et le témoignage des actes publics. Cet accord s'étend jusqu'aux formes du langage ; car si Mathieu Paris se sert des mots *cour des douze pairs*, quand Louis VIII, dans son attestation et dans sa lettre circulaire, emploie seulement ceux-ci : *cour des pairs*, il est évident que ces expressions, appliquées au tribunal qui jugea le roi d'Angleterre, duc de Normandie et d'Aquitaine, sont parfaitement synonymes.

Les fondements de l'opinion que je me propose de défendre étant connus, je dois maintenant rechercher si cette opinion est conforme aux principes de la féodalité et aux usages judiciaires, plus ou moins fidèles à ces principes, qui régnaient en France vers le commencement du treizième siècle, afin de savoir si Mathieu Paris, qui déclare expressément, et ne fait pas entendre, comme le dit M. Pardessus (2), que le tribunal qui condamna le roi Jean était la cour des pairs de France, n'a pas commis une véritable erreur ; et si, de son côté, Louis VIII, n'aurait pas donné, dans l'acte dont il vient d'être parlé, le nom de cour des pairs au parlement, appelé à prononcer exceptionnellement sur le sort d'un grand vassal.

On a beaucoup disserté sur l'origine du droit de n'être jugé que par ses pairs, et cependant, en y réfléchissant, on aurait vu que cet usage ou ce droit subsiste nécessairement dans toute société constituée selon la forme hiérarchique, où l'inférieur ne peut juger le supérieur, parce que le principe de la société serait

(1) *Recueil des hist. de France*, t. XVII, p. 723, b.

(2) P. 303.

violé ; ni le supérieur juger l'inférieur , parce que la puissance du premier ferait planer sur la sentence qu'il rendrait contre le second un soupçon de partialité. Le jugement par pairs était , à l'égard des hommes libres, le droit commun en France sous les deux premières races. Chacun , selon son rang , y était jugé par des personnes de même grade : le comte par des comtes, le duc par des ducs, l'évêque par des évêques , et ainsi des autres personnes.

L'établissement des fiefs ne fit qu'affermir ce principe, en attachant au sol et en fortifiant la hiérarchie. La pairie était alors, non pas une dignité , mais une obligation dérivant de la possession du fief , en vertu de laquelle tout vassal devait exercer la justice , conjointement avec ses co-vassaux , dans les assises du fief dominant. Chaque fief avait ses pairies, c'est-à-dire d'autres fiefs mouvants de lui, et les possesseurs de ces fiefs servants, qui étaient réputés égaux entre eux , composaient la cour du seigneur, et jugeaient avec lui toutes les causes de son fief.

Ce qu'on doit le plus remarquer dans cette organisation, moins judiciaire encore que militaire, qui, unissant les vassaux les uns aux autres par les liens d'une étroite solidarité , créait au sein de la seigneurie une puissante association, avec ses intérêts particuliers, ses lois, ses moyens d'action, et dont le pouvoir balançait , souvent même dominait celui du seigneur, c'est que le droit de juger appartenait en réalité aux vassaux. Nous lisons en effet dans les *Assises de Jérusalem* (1), cette règle de droit : « Le seignor ne peut jugement faire ne estre as jugemens ne as esgars ne à counissances. » La présence du seigneur était nécessaire pour assembler et constituer la cour ; mais , la cour une fois constituée, son rôle devenait purement passif, ainsi que nous l'apprend Geoffroy Letort dans le passage suivant , où se trouvent expliqués , avec autant de vérité que de concision , les droits de la pairie : « Toz les homes liges chevaliers, selonc l'assise, sont pers et tenus l'un à l'autre espessiaument en preupre cas, ce est assaveir de garder et de sauver et d'entreadier l'un l'autre , se le seignor les voleit mener de leur cors ou de leur fiés ou de leur teneures autrement que par leur jugement , qui sont pers et cour quant le seignor y est (2). » Tel était le prin-

(1) *La clef des Assises*, t. I, p. 599, n° CCLXXIV.

(2) *Assises de la haute cour*, t. I, p. 458, n° XIII.

cipe souverain de l'administration de la justice sous le régime féodal ; principe universellement reconnu, et qui reçut toujours, dans le royaume latin de Jérusalem, la plus rigoureuse application.

Il n'en fut pas de même, je le reconnais, en Europe, et particulièrement en France, où la suprématie du roi et des grands vassaux, le peu de prix que les seigneurs attachaient à leurs prérogatives judiciaires, et l'autorité conquise par les gens de loi dans les tribunaux, amenèrent, dès le treizième siècle, des dérogations notables aux lois de la féodalité. Si graves toutefois que fussent ces dérogations, nous devons reconnaître qu'elles se rapportaient plutôt à l'application des principes qu'aux principes eux-mêmes. On reconnaissait la règle, on la proclamait hautement ; mais comme sa stricte exécution eût rencontré, dans les habitudes et dans les intérêts nouvellement créés, de nombreuses difficultés, on s'attachait à tourner ces difficultés à l'aide d'interprétations subtiles qui sauvaient du moins le principe, dont l'application pouvait toujours être réclamée, et l'était en effet dans les circonstances majeures.

La présence de tous les pairs d'une seigneurie était nécessaire pour prononcer sur le sort de l'un d'eux : l'impossibilité de réunir à jour fixe tous les vassaux d'un suzerain fit adopter la règle que quatre, trois et même deux pairs suffisaient pour rendre un jugement (1). Le seigneur, ainsi que je l'ai dit, convoquait la cour, faisait assigner l'accusé ou le défendeur par deux pairs, dirigeait les débats, et, quant au surplus, son pouvoir restait subordonné à celui de la cour : le roi, les grands vassaux, les seigneurs d'un ordre élevé, étrangers la plupart aux usages judiciaires, amenaient avec eux au sein de leurs cours, ainsi que cela s'était toujours pratiqué en France, même sous les rois de la première race (2), pour éclairer les discussions, faire les enquêtes, rédiger les actes et leur donner à eux-mêmes des conseils, un certain nombre de clercs et de chevaliers versés dans la science des lois, lesquels s'arrogèrent peu à peu le droit d'opiner, sans que le plus souvent les véritables juges crussent devoir pro-

(1) Ph. de Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, c. LXV, p. 333. — P. de Fontaines, *Conseil à un ami*, c. XXI, art. 37. — Assises de Jérusalem, *Livre de Jean d'Idelin*, c. CLXIV, p. 252.

(2) *Historiens de France*, t. IV, p. 717, b.

tester contre cette intrusion. D'autres violations non moins sensibles des principes de la jurisprudence féodale pourraient être aisément signalées. Toujours est-il que le jugement par les pairs, étendu des nobles aux bourgeois des villes, demeurait, dans cette société aristocratique, la règle générale, et que si un feudataire venait à l'invoquer, force était au seigneur et à la cour d'y revenir, ou de violer ouvertement, et à leurs risques et périls, un des plus anciens usages de la nation. Aussi les grands vassaux avaient-ils le soin, sous le règne de Philippe-Auguste, à l'époque où les entreprises de la couronne contre les droits des seigneurs prirent un caractère menaçant, d'insérer, dans l'acte de foi et hommage qu'ils faisaient au roi, la réserve suivante : « Je ne manquerai à la fidélité ni au service que je lui dois tant que lui-même me fera droit dans sa cour par le jugement de ceux qui peuvent et doivent me juger : *per judicium eorum qui me possunt et debent judicare* (1). » Il se trouvait donc dans la cour des personnes qui pouvaient et d'autres qui ne pouvaient pas juger les grands vassaux, et ceux-ci prenaient leurs sûretés afin de n'y être jugés que par les unes et non par les autres, ou, en d'autres termes, que par leurs pairs.

Cependant M. Pardessus nie absolument le droit des pairs. « Il n'existe, dit-il (2), aucun document contemporain ou voisin de l'époque dont nous nous occupons, dans lequel on trouve expressément ou même indirectement énoncé ce prétendu principe, qu'un vassal ne pouvait être jugé, dans la cour de son suzerain, que par ses pairs. » Je crois au contraire qu'il n'existe pas un seul jurisconsulte du treizième siècle qui n'ait proclamé ce principe. Il suffit d'interroger les écrits de Philippe de Navarre, de Jean d'Idelin, de Geoffroi Letort, de Beaumanoir, de P. de Fontaines et des plus habiles jurisconsultes anglais de la même époque, en particulier de celui qui pose la règle suivante comme un axiome inutile à développer : *Nullus debet recipere judicium quam a pari suo* (3), pour demeurer convaincu que ce prétendu principe était, dans toute l'Europe, le fondement même de la justice civile et criminelle, ce que l'on n'avait pas, je crois, jusqu'ici contesté.

(1) Chantereau-Lefebvre, de l'Origine des fiefs, p. 115, preuves.

(2) P. 293.

3 Quoniam attachiamenta, c. LXVII.

Appliquons ces idées générales au procès de Jean sans Terre.

Philippe-Auguste entreprend de ruiner l'autorité morale de son adversaire, en faisant prononcer contre lui, et sans respect pour la dignité royale dont il est couvert, un arrêt qui, en vertu des lois féodales, le condamne à la peine de mort et le dépouille de tous les fiefs qu'il tient de la couronne de France. La plus vulgaire prudence eût commandé à un prince moins habile et moins expérimenté de ne rien négliger pour que l'arrêt, à l'abri de tout reproche d'illégalité, pût être accepté par l'Europe comme l'expression sincère de la justice ; elle lui eût surtout commandé de ne point violer en une telle circonstance le droit des pairs, que la conscience publique garantissait, d'accord avec les lois, et à l'égard duquel le roi Jean avait, lui aussi, fait ses réserves en prenant possession de ses deux grands fiefs. Ces obligations, on peut affirmer que Philippe-Auguste les a remplies, et que, dans ce procès célèbre, toutes les règles du droit, toutes les formalités judiciaires, toutes les garanties accordées par la coutume aux accusés, furent scrupuleusement respectées ; car jamais le roi Jean, qui ne s'épargna pas les reproches et les accusations contre Philippe-Auguste, ne prétendit avoir été condamné par un tribunal incompétent et illégalement. Ses partisans, et plus tard le pape Innocent III, son chaleureux défenseur, n'alléguèrent contre le roi de France d'autre reproche que de lui avoir refusé un sauf-conduit. Se seraient-ils attachés à une objection aussi peu fondée, si, en privant un de ses grands vassaux du droit de n'être jugé que par ses égaux, c'est-à-dire en lui refusant la garantie du droit commun, Philippe eût entaché d'une nullité éclatante l'arrêt rendu contre son rival ?

On répond que Jean ne réclama pas contre la légalité de l'arrêt, parce que la cour ordinaire du roi, dans laquelle les grands vassaux avaient, par leur dignité, le droit de séance quand bon leur semblait, et où même ils devaient être personnellement requis (*semonds*) de se rendre, lorsqu'il s'agissait de juger l'un d'entre eux, était investie du droit de juger un grand vassal, comme l'aurait fait une cour féodale de la couronne, si elle avait été instituée dans l'origine (1). En effet, ajoute-t-on (2), il pouvait arriver qu'après que le défendeur avait demandé qu'on

(1) P. 303.

(2) P. 294.

appelât à la cour des vassaux de son rang, ceux-ci refusassent leur assistance par un motif quelconque. Dans cette circonstance, la cour restait-elle frappée d'incompétence, et par conséquent l'action de la justice était-elle interrompue et véritablement paralysée?

Cette opinion renferme une négation du droit des pairs aussi formelle que la précédente, non que ce droit eût été restreint ou fût tombé en désuétude à une certaine époque, mais parce qu'il n'aurait pu exister chez aucun peuple ni dans aucun temps, sans entraver et même paralyser l'action de la justice. Les juriconsultes que j'ai cités, et d'autres encore, nous apprennent que ce droit n'occasionnait dans son exercice aucun dommage à l'action continue et régulière de la justice, assurée qu'elle était par des moyens efficaces, soit de vaincre la mauvaise volonté d'un pair défaillant, soit de le suppléer s'il était en effet dans l'impossibilité de remplir ses devoirs judiciaires (1). Ce point ne peut donner lieu à aucun doute.

Il en est de même de cette autre objection, que si la cour des grands vassaux eût existé, il aurait fallu attribuer l'exécution des décisions de ce tribunal à un pouvoir indépendant du roi lui-même, au moins dans les cas où les jugements de cette cour auraient été contraires à ses intérêts, et par conséquent ce pouvoir eût été le véritable souverain. Or, ce n'est ni ce qu'avaient entendu faire les grands vassaux, ni ce qui était possible (2). Je répondrai, sans examiner si la division des pouvoirs, telle qu'elle existe de nos jours, était seulement entrevue sous le régime de la féodalité, qu'il résulte des principes de ce gouvernement que la souveraineté résidait dans la cour, et non dans la personne du seigneur, et que les Assises de Jérusalem enseignent avec de grands détails comment les vassaux d'un seigneur peuvent contraindre celui-ci à exécuter l'arrêt qu'ils ont rendu, quand cet arrêt est contraire à ses intérêts : ce qui a conduit du Tillet à cette remarque fort juste, que « le seigneur féodal plaidant contre son vassal, n'est juge, ne au conseil avec les pairs du fief, lesquels jugent sans luy (3), » et font sans lui et contre lui exécuter l'arrêt. Je ne crois pas devoir m'arrêter davantage

(1) Beaumanoir, c. LXVII, p. 456. P. de Fontaines, c. XXI, § X

(2) P. 293.

(3) *Recueil des roys de France*, p. 372.

sur une question de pure théorie où l'on peut aisément s'égarer sans aucun profit pour la science, et je viens à cette affirmation, que la cour ordinaire du roi était compétente pour prononcer sur le sort et sur les intérêts d'un grand vassal.

Il importe de savoir comment cette cour était constituée lorsque le roi y siégeait. Quelques arrêts revêtus des noms des juges qui les ont rendus nous apprennent qu'elle se composait de princes du sang, de prélats, de barons et de gens de loi ou maîtres. Ces derniers, qui formaient la majorité, étaient des chevaliers, d'anciens baillis ou d'anciens sénéchaux (*milites*), ou des ecclésiastiques (*clerici*).

En 1222, Philippe-Auguste tint un parlement à Vernon. Il s'agissait de juger une contestation au sujet du comté de Beaumont, qui offrait de l'importance, mais n'était pas une affaire de pairie. Voici comment la cour fut composée en cette occasion (1) :

Le seigneur roi,	
L'archevêque de Tours,	
L'évêque d'Angers,	
" de Senlis,	
Le seigneur Louis,	} fils du roi,
Le seigneur Philippe,	
B. de Roye, chambellan de France,	
Matthieu de Montmorency, connétable de France,	
Enguerrand de Coucy,	
Archambaud de Bourbon,	
Guy, comte de Saint-Pol,	
D. de Mellot,	
Raoul, vicomte de Beaumont,	
Guillaume de Dampierre,	
Gauthier de Nanteuil,	
Albert de Hangest,	
Jean de Roboret,	
Thibaut le Maigre,	
Henri, trésorier de Beauvais,	} clercs,
Robert le Bègue,	
Jacques de Dinant,	
Milon de Crosac,	

(1) Martène, *Amplissima collectio*, t. I, p. 1163.

Robert de Bona ,
 Gilbert Louet ,
 Milon de Livres ,
 Ursion , chambellan ,
 Pierre Baron ,
 Et plusieurs autres (*et pluribus aliis*).

Telle était, au commencement du treizième siècle, la composition de la cour ordinaire, le roi y siégeant. On voit qu'il y entrait un nombre considérable de jurisconsultes, gens fort utiles assurément pour rendre la justice, mais d'une condition si modeste, que le rédacteur de l'arrêt ne prend même pas la peine de transcrire leurs noms, *et pluribus aliis*.

Est-il permis de supposer qu'au début du treizième siècle, quand les idées et les mœurs féodales n'avaient pas encore perdu toute leur énergie première, le roi de France eût osé s'éloigner assez des lois, des usages, des traditions de son temps, pour faire juger et condamner le premier et le plus redoutable de ses grands vassaux, qui de plus était roi, par une assemblée composée en grande majorité de légistes obscurs, chevaliers, clercs, *maîtres*, sans que celui-ci et l'Europe entière protestassent contre une telle profanation ?

Croire que lorsqu'un grand vassal était traduit devant la cour du roi, cette cour, où les autres grands vassaux auraient eu le droit de séance et rien de plus, devenait à son égard une cour des pairs, que tous les membres de cette cour devenaient ses pairs (1), c'est admettre que des gens tels que Jean de Rouvray, Thibaut le Maigre, Henri, trésorier de Beauvais, Robert le Bègue, etc., auraient pu être regardés et se regarder eux-mêmes sérieusement comme les pairs de jugement du roi d'Angleterre. Après les règnes de Philippe-Auguste, de saint Louis et de Philippe de Valois, la féodalité marcha rapidement vers sa décadence; mais, en 1202, ses dogmes n'étaient pas à ce point oubliés ou méconnus, que les prérogatives judiciaires des plus hauts personnages fussent complètement anéanties, et qu'un pair de France rendit compétent pour le juger un tribunal, par cela seul qu'il y était traduit.

L'assertion que l'arrêt contre Jean sans Terre fut prononcé par la cour ordinaire du roi étant repoussée, il reste à démon-

(1) P. 300.

trer que le tribunal qui condamna ce prince était bien, ainsi que le dit Mathieu Paris, la cour des pairs de France.

Les pairs seuls avaient qualité pour juger l'un d'entre eux : telle était la règle générale, applicable aux grands vassaux comme aux vassaux inférieurs. Mais les grands fiefs pouvaient être tenus par des femmes, par des mineurs, quelques-uns des grands vassaux pouvaient se trouver dans l'impossibilité matérielle de remplir leurs devoirs de cour, et comme le roi, en ce cas, ne jouissait pas de la faculté accordée aux seigneurs, d'emprunter des juges à leurs suzerains (1), il s'ensuit que souvent la cour des pairs aurait été *dégarnie*, c'est-à-dire, réduite à un nombre de juges trop petit pour rendre un arrêt qui eût quelque autorité. Afin d'obvier à ces inconvénients, et conformément à la coutume ancienne qui autorisait le seigneur à s'entourer de conseillers, choisis même parmi les membres de la cour, *pour sa parole garder* (2), les rois de France amenaient avec eux, au sein de la cour des pairs, les princes de leur sang, des grands officiers de la couronne, et un petit nombre de prélats et de barons. On sait que tous les évêques de France étaient de droit conseillers du roi (3). L'assistance de ces personnages ne pouvait pas blesser la fierté des pairs, et donnait à la justice des garanties d'impartialité. Les seigneurs suivirent cet exemple dans leurs cours particulières.

Voici comment fut composée, en 1216, la cour des pairs qui prononça entre la comtesse de Champagne et Érard de Brienne (4) :

Pairs. A., archevêque de Reims.

Guillaume, évêque de Langres.

Id. — de Châlons.

Philippe, — de Beauvais.

Étienne, — de Noyon.

Eudes, duc de Bourgogne.

Évêques et barons. L'évêque d'Auxerre.

— de Chartres.

— de Senlis.

— de Lisieux.

(1) Beaumanoir, c. LXVII, p. 456.

(2) *Livre de Jean d'Ibelin*, c. XX.

(3) Du Tillet, p. 365.

(4) D. Martène, *Amplissima collectio*, t. 1, p. 1193.

Guillaume, comte de Pons.

R., comte de Dreux.

B., comte de Bretagne.

G., comte de Saint-Pol.

Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou.

G., comte de Joigny.

Jean, comte de Beaumont.

R., comte d'Alençon.

On ne voit plus ici, comme dans la cour ordinaire, une foule de clercs, de chevaliers, de légistes de tout ordre. Les juges qui siègèrent, sans être pairs, étaient les évêques et les barons, placés, dans la hiérarchie féodale, immédiatement après les grands vassaux. La composition de la cour, sans être régulière, s'éloignait aussi peu que possible de la légalité. Que ces pairs adjoints, suppléants, pour ainsi parler, aient conquis, avec le temps, le droit de juger, il n'y a rien là qui doive surprendre, rien qui ne soit conforme à la règle selon laquelle les institutions judiciaires de la France se modifièrent à cette époque; mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que, malgré l'intervention de ces personnages, la cour n'en demeurerait pas moins la cour des pairs, et même la cour des douze pairs, et que si la comtesse de Champagne eût jugé convenable à sa dignité ou à ses intérêts de revendiquer le droit strict de n'être jugée que par ses égaux; si elle eût dit au roi, pour me servir de la formule donnée par les Assises de Jérusalem : « Sire, je pri et requier à vos et à la court que voz ne soufrés que *tel* ou *tels* qui ne sont mes pers ou qui n'ont vois en court, seient à cest esgart ou à ceste conoissance ou à cest recort; que (car) je n'entens que il puissent jugier chose qui seit de mon cors ni de mon honor ni de mon fié, ni esgart ni conoissance ni recort faire, por ce que il est tel par quei il ne le peut, ni ne le deit faire (1); » si, dis-je, la comtesse de Champagne eût adressé à son suzerain une semblable requête, celui-ci n'aurait pu se dispenser d'y faire droit, et les pairs eussent seuls pris part au jugement.

Sous le règne de saint Louis, quand la couronne proclamait le principe de sa suprématie, et que ce principe n'était plus que timidement contesté, la question de savoir si des prélats ou des

(1) *Livre de Jean d'Ibelin*, c. LXXII, p. 115.

barons pouvaient, sur la convocation du roi, siéger et opiner dans la cour des pairs, était encore controversée. L'auteur du *Livre de Plet* se décide pour l'affirmative, en ces termes : « Uns des pers de France s'otroie à jugier par devant le roi par ceux qui jugier le doivent, et dit que li rois ne si conseuz ne le doivent pas juigier ; mès il ne dit pas bien ; mais li rois ne son conseil, sanz autres ne le puet jugier, c'est à dire que si per i doivent estre (1). » Ce jurisconsulte ne prétend pas que la cour du roi fût compétente pour juger un pair, quand les autres pairs avaient été sommés de s'y trouver ; mais il soutient, et son opinion finit par l'emporter, comme on peut le voir dans un passage des *Établissements de saint Louis* (2), cité par M. Pardessus, que les pairs ou un certain nombre de pairs siégeant dans cette cour, la transformaient momentanément en une véritable cour des pairs, compétente pour juger un grand vassal. La juridiction des pairs était maintenue, à l'aide d'une de ces fictions de droit, communes dans la législation du moyen âge, et ne se confondait jamais avec la juridiction de la cour ordinaire du roi, ainsi que le pense le même auteur, et comme il l'indique clairement par le titre de son mémoire. Cette cour ne possédait aucun caractère pour exercer une juridiction quelconque sur les grands vassaux de la couronne, et quand elle entreprit de s'attribuer cette juridiction, elle rencontra des obstacles et suscita des protestations qui l'auraient certainement arrêtée, si, à cette époque, l'autorité royale eût pu éprouver des résistances capables de ralentir ses progrès.

Le débat entre les grands vassaux et les grands officiers de la couronne, en 1224, sert de preuve à ce qui vient d'être dit. Les grands officiers de la couronne accompagnaient d'ordinaire le roi lorsqu'il venait présider la cour des pairs. Le rang que ces personnages occupaient dans l'État, le devoir de leur charge, la solennité du procès, étaient des motifs suffisants pour expliquer leur présence au sein de la cour, pourvu, toutefois, qu'ils s'abstinssent de prendre une part directe aux jugements. Ils ne s'arrêtèrent pas devant cette limite, et, en 1224, dans le procès entre la comtesse de Flandre et le sire de Nesle, son vassal, les pairs contestèrent aux grands offi-

(1) P. 264.

(2) L. I, c. LXXI.

ciers le droit de suffrage quand il s'agissait de juger l'un d'entre eux. Ils s'appuyaient sur ce que les grands officiers pouvaient être suspects dans les causes des pairs, où le roi avait le plus souvent un intérêt personnel. Cette raison était celle qui avait fait adopter le principe du jugement par les pairs. Les grands officiers alléguaient, en faveur de leur prétention, non pas le droit, qui leur était ouvertement contraire, mais la coutume, *usus et consuetudines Franciæ*, sans cependant oser ajouter, *tempore a quo non exstat memoria*, comme le faisait toujours le parlement lorsqu'il s'agissait d'anéantir quelque droit privé, à l'aide d'une prétendue coutume favorable à la couronne. La cour ordinaire du roi prononça sur ce débat, et, ainsi qu'on devait le prévoir, elle se décida en faveur des grands officiers, qui jugèrent, avec les pairs, l'affaire de la comtesse de Flandre.

Cet arrêt violait le droit de la pairie; mais la nécessité où l'on fut de le rendre montre que, sous saint Louis, et à plus forte raison sous Philippe-Auguste, les grands vassaux soutenaient contre le roi et contre son parlement la prérogative essentielle de leur rang. Des atteintes profondes avaient été portées à cette prérogative, et l'ordre de la plus haute juridiction, ainsi que l'usage commun des fiefs en étaient troublés; cependant une prescription suffisante ne couvrait pas encore cette altération des anciens usages, qui, dans une circonstance difficile et grave, pouvaient reprendre toute leur autorité.

Tel était l'état de la question, au moment où Philippe-Auguste conçut la pensée de faire juger le roi Jean par la cour des pairs.

Il pouvait, certainement, composer cette cour comme il composa celle qui jugea, quatorze ans plus tard, le procès entre la comtesse de Champagne et Érarid de Brienne, c'est-à-dire, en faisant asseoir à côté d'un certain nombre de pairs un nombre plus grand de prélats et de barons, tous dévoués à ses projets. Mais de combien d'obstacles l'exécution d'un semblable dessein n'aurait-elle pas été entourée! Ce qu'il ne craignit pas de faire dans un simple procès de succession, qu'aucun intérêt politique ne venait compliquer, pouvait-il le tenter lorsqu'il s'agissait de prononcer un arrêt de mort contre un roi, son vassal, entreprise inouïe dans les annales judiciaires de la féodalité, et que la moindre irrégularité aurait fait échouer? Le roi Jean, si violent,

si orgueilleux, si puissant à cette époque, devait-il, quand son adversaire prétendait, en le flétrissant d'une condamnation, lui arracher sinon la vie, du moins les riches et vastes domaines qu'il possédait en France, se montrer moins jaloux de son droit, moins soucieux de sa dignité que ne le furent, en 1224, les grands vassaux lorsqu'ils voulurent interdire l'entrée de la cour des pairs aux grands officiers de la couronne? Si l'accusé eût réclamé contre la composition de la cour, envahie par des juges dévoués à son ennemi et qui n'étaient pas ses pairs, Philippe-Auguste aurait-il pu sérieusement lui opposer un arrêt de son propre parlement, délibérant et jugeant en sa présence et par ses ordres?

En 1216, la condamnation du roi Jean fut en quelque sorte révisée par le souverain pontife, qui recueillit contre cet acte toutes les censures auxquelles il attribuait quelque importance. Aurait-il négligé une objection victorieuse, que les barons et les jurisconsultes d'Angleterre devaient avoir depuis longtemps signalée à son attention?

Le système que je combats est, comme on le voit, hérissé de difficultés, et il me semble plus simple et plus prudent d'accepter l'autorité de Mathieu Paris, quand, du reste, cet historien, dont l'assertion est confirmée par deux actes authentiques, n'avance rien qui ne soit parfaitement conforme aux idées, aux mœurs et aux lois du temps où il écrivait.

Je viens à des arguments d'une nature différente, et qui méritent un examen d'autant plus sérieux, que Bernardi, D. Brial et M. Pardessus leur attribuent une force irrésistible et concluante.

Selon ces savants critiques, les pairs laïques étaient tous, à l'exception du duc de Bourgogne, dans l'impossibilité d'assister, en 1202, au jugement du roi d'Angleterre. Quant aux pairs ecclésiastiques, les lois de l'Eglise leur interdisaient de prendre part à des jugements emportant peine afflictive.

Sur les six pairies laïques, telles que les désigne la liste donnée par Mathieu Paris, deux appartenaient à Jean sans Terre, savoir, le duché de Normandie et le duché d'Aquitaine; restaient donc seulement quatre pairs (1).

Cette observation est juste. Il n'en faut pas toutefois tirer

(1) Bernardi, p. 642; Pardessus, p. 301.

aucune conséquence contraire à la réunion de la cour en 1202. Jamais on n'a prétendu que ce tribunal ne pût juger qu'au nombre absolument nécessaire de douze juges. Deux pairs et le roi formaient une cour habile à prononcer sur toute affaire de pairie. Jean d'Ibelin nous l'apprend en ces termes : « Quant le seignor et deus ou plus des homes dou seignor sont ensemble, ce est cort (1). »

M. Pardessus ajoute : « L'un des pairs, le comte de Flandre Baudouin V (*lisez* Baudouin IX), était, dès les premiers jours de l'année 1202, parti pour la croisade, par suite de laquelle il fut nommé empereur de Constantinople. » Ce fait n'est pas précisément exact.

Villehardouin (2) nous apprend que les croisés commencèrent à se mettre en route « après la Pasques entor la Pentecoste, » c'est-à-dire, dans le courant du mois de juin. Retenu par l'armement d'une flotte qu'il dirigeait sur Venise, le comte de Flandre dut quitter plus tard ses États, et, selon toute probabilité, traverser la France, non pas dans les premiers jours, mais vers le milieu du mois d'août de l'année 1202, se rendant à Venise, où il s'embarqua le 8 octobre (3). Or, l'époque du passage en France de ce grand vassal semble coïncider avec l'événement dont nous nous occupons. En effet, l'acte d'hommage d'Arthur à Philippe-Auguste, cause de la rupture de ce jeune prince avec son oncle le roi Jean, eut lieu au mois de juillet 1202 (4). Cette guerre fut de courte durée, et la mort du comte de Bretagne suivit de bien près sa défaite. Il ne serait donc pas impossible que la cour des pairs eût été convoquée au moment où Baudouin se trouvait en France. Ceci, toutefois, n'est qu'une conjecture, puisque la date précise de l'arrêt n'est pas connue, et je consens à regarder comme douteuse la participation du comte de Flandre à cet arrêt.

« Un autre pair, le comte de Champagne, Thibaut IX (*lisez* Thibaut IV), dit le Posthume, était à peine âgé de deux ans. »

Le comte de Champagne doit être, en effet, retranché du nombre des juges.

« Un troisième, le comte de Toulouse, en hostilités avec Phi-

(1) C. CLXIII, p. 252.

(2) *Hist. de France*, t. XVIII, p. 439.

(3) *Ibid.*, p. 442.

(4) *Ibid.*, t. XVII, p. 56, d.

lippe-Auguste, et qui s'était même uni contre lui avec le roi d'Angleterre, n'a certainement point quitté ses États, en 1202, pour se rendre à la cour qui devait juger son allié. »

On pourrait conclure de cette objection, et d'une autre dont j'ai examiné précédemment le mérite, que le service de cour dû par le vassal à son suzerain était une obligation purement volontaire, dont aucune sanction pénale ne garantissait l'accomplissement, et qu'il acquittait *quand bon lui semblait*, pour me servir des expressions de M. Pardessus. Il s'en faut de beaucoup que les lois féodales eussent abandonné la distribution de la justice, cet intérêt suprême de toute société, à la discrétion des convenances particulières : la féodalité montrait plus de prévoyance.

Les droits du vassal reposaient sur la concession de fiefs à lui faite par le suzerain, sous la condition d'acquitter deux obligations : le service militaire, et le service de plaids ou de cour (1). En violant l'une ou l'autre de ces obligations, le vassal résolvait le contrat, et le fief faisait retour au suzerain. La législation lombarde admettait cette conséquence rigoureusement logique (2), mais l'usage en modéra ailleurs la sévérité. Alphonse IX, roi d'Espagne, ne prononce, dans ses *Siete partidas* (3), que la perte du fief à vie contre le vassal défaillant, et les Assises de Jérusalem (4) abaissent même cette peine à la confiscation du fief pendant un an et un jour. La peine variait dans les différentes contrées de l'Europe; nulle part les lois ne laissaient sans garantie le contrat qui servait de base au système féodal.

En supposant donc que Raimond VI, comte de Toulouse, grand vassal de la couronne, eût prêté secours à Jean sans Terre contre son suzerain Philippe-Auguste, il aurait commis un acte qui, selon les circonstances, eût pu être qualifié et réprimé avec plus ou moins de sévérité; mais jamais il n'aurait été dispensé de remplir ses devoirs de cour envers son suzerain. Au surplus, je me hâte d'ajouter qu'en 1202 il n'existait aucun sujet de méintelligence entre le roi de France et le comte de Toulouse, et que Bernardi, en signalant le premier cette prétendue désertion, a commis une erreur qu'il convient de relever.

(1) Brussel, *Usage des fiefs*, t. I, p. 128.

(2) *Consuetudines feudorum*, l. I, t. XXI; l. II, t. XXXIV, §§ 7 et 8; t. LV, § 1.

(3) *IV^a partida*, t. XXV, ley 8.

(4) *Livre de Jean d'Ibelin*, c. CXCI, p. 306.

Ayant lu dans l'*Art de vérifier les dates* (1) ces mots : « Raymond, l'an 1198, se ligue avec le roi d'Angleterre contre Philippe-Auguste, » il a cru que ce roi d'Angleterre était Jean sans Terre, et qu'il s'agissait de la guerre qui amena le meurtre du duc de Bretagne. La date de 1198 aurait dû l'éclairer et lui montrer que le roi ci-dessus désigné était Richard Cœur de Lion, mort le 6 avril 1198 (v. s.), et que la rupture de ce prince avec Philippe-Auguste, qui remontait à quatre années plus haut, n'avait nul rapport avec les événements de l'an 1202. Quant au comte de Toulouse, il demeura complètement étranger à ces événements; nous le voyons, en 1202, mêlé dans un conflit entre Alphonse II, comte de Provence, et Guillaume IV, comte de Forcalquier, quitter ses États et se transporter sur les bords du Rhône (2); mais rien dans l'histoire ne s'oppose à ce que l'on admette que quelques mois plus tard il se soit rendu au lieu indiqué par le roi de France pour l'assemblée des pairs du royaume.

Ainsi, des six pairs laïques, trois peut-être, et certainement deux, le duc de Bourgogne et le comte de Toulouse, prirent part au jugement, sous la présidence du roi, seigneur de la cour. N'eût-il été rendu que par ce petit nombre de juges, l'arrêt était parfaitement légal, mais les six pairs ecclésiastiques siégèrent dans la cour comme ils en avaient le droit.

Bernardi et D. Brial repoussent absolument l'idée que des ecclésiastiques ont pu concourir à un arrêt prononçant la peine de mort. « Quant aux ecclésiastiques, dit le premier (3), les lois de l'Église leur défendaient de prendre part à un arrêt de mort. » D. Brial rappelle, sans s'y arrêter, « que des pairs ecclésiastiques ne pouvaient participer à des jugements emportant peine afflictive (4). » Après avoir invoqué à son tour cette interdiction, M. Pardessus ajoute les deux objections suivantes : « Est-il présumable qu'en fait et d'après les mœurs du temps, ces six évêques n'eussent pas pris le parti de s'abstenir, par la considération que Jean sans Terre, en même temps qu'il était, comme duc de Normandie et d'Aquitaine, vassal de la couronne de France, était roi couronné et sacré? Une autre considération ne

(1) T. II, p. 298, éd. de 1783.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. III, p. 114.

(3) P. 643.

(4) P. XXVI

me paraît pas moins puissante. Dans le compte que Mathieu Paris rend des conférences tenues entre le pape, ses légats et les ambassadeurs de Philippe-Auguste (*lisez de Louis, fils aîné de Philippe-Auguste*), le pape, chaud partisan de Jean sans Terre, ne dit pas un mot du concours des pairs ecclésiastiques, et surtout en une si grande majorité, à un jugement qu'il qualifiait cependant de jugement rendu *contra canones*; et ce silence porte à induire qu'en effet les pairs ecclésiastiques n'y avaient pas concouru (1). »

Ces divers arguments émanent d'un principe vrai, mais dont les auteurs que je viens de citer tirent, à mon sens, des conséquences trop absolues, ne tenant aucun compte des altérations que ce principe éprouvait dans la pratique.

Les tribunaux ecclésiastiques ne pouvaient pas prononcer ce qu'on appelait au moyen âge *peine de sang*, et non une peine afflictive, comme le dit D. Brial. Dès lors les clercs, qui siégeaient en grand nombre au sein des tribunaux laïques, s'abstenaient dans les procès pouvant amener l'application de la peine de mort ou d'une mutilation, *in criminibus quæ morte aut de truncatione membrorum puniuntur* (2). « Ils ne doivent assister, dit Laroche-Favyn (3), en parlant des conseillers-clercs du parlement, aux jugements criminels, esquelz s'agit de crime capital, ou peine de mort, ou mutilation de membre, ou du fouet, ou des galères, parce que *Ecclesia non novit sanguinem*. »

Cette incapacité des clercs en matière de grand criminel apportait de nombreux obstacles à la bonne administration de la justice, puisque les tribunaux se trouvaient privés dans les affaires graves des juges les plus instruits et les plus expérimentés. On comprendra la nature de cet inconvénient quand on saura qu'il n'existait pas encore au treizième siècle de tribunaux criminels proprement dits, et que les mêmes cours et les mêmes personnes jugeaient au civil et au criminel. Les clercs se retiraient dans les procès pouvant entraîner peine de sang, un greffier laïque remplaçait le greffier ordinaire, qui était toujours un ecclésiastique, et les cours, ainsi dégarnies de leurs meilleurs juges, prononçaient. L'usage s'appliqua à corriger les ef-

(1) P 302.

(2) Du Cange, *Gloss.*, v° *Sanguis*.

(3) *Treize livres des parlements de France*, p. 73.

fets de cette incapacité des clercs, en autorisant les tribunaux, soit à ne prononcer que dans des cas très-rares les peines de sang, soit à scinder les arrêts de grand criminel de telle sorte que les juges ecclésiastiques, après avoir pris part à tous les actes du procès, pussent s'abstenir sur la portion de l'arrêt portant une peine de sang, et opiner sur celle qui joignait à cette première peine l'amende pécuniaire ou honorable, la confiscation, l'exil, l'emprisonnement, ou toute autre peine du second degré. Les cours profitaient ainsi des lumières des juges ecclésiastiques, sans que ceux-ci violassent les lois de l'Église.

Les *Olim*, registres des arrêts civils du parlement, contiennent un grand nombre d'arrêts criminels auxquels les clercs de la cour participèrent; et il en est un, entre plusieurs autres, qui montre combien le souverain et son parlement faisaient d'efforts pour resserrer dans les plus étroites limites l'incapacité dont les ecclésiastiques se trouvaient frappés.

Au parlement de la Toussaint 1306 (1), la cour fut appelée à prononcer définitivement sur la plainte de Pierre de Bougon, marchand, contre Renaud Buille, citoyen de Bourges. Ce dernier était accusé d'un vol accompagné de circonstances aggravantes et qui devait entraîner une peine de sang. L'enquête ayant prouvé la culpabilité de l'accusé, la cour se contenta de le condamner à la restitution de la chose volée et à des dommages-intérêts, le renvoyant par-devant le roi pour l'application de la peine corporelle. Le roi voulut que la cour délibérât de nouveau avec lui sur cette affaire; et après l'avoir examinée, il déclare qu'il fait grâce à l'accusé de la vie et des membres, à cause de la présence de ses clercs qui ont pris part au précédent jugement (*propter clericorum nostrorum presenciam qui priori interfuerant iudicato*). Ainsi le roi remet à l'accusé la peine grave qu'il a encourue plutôt que de consentir à ce que les juges ecclésiastiques se retirent ou s'abstiennent; et la cour, lors de son premier jugement, avait renvoyé l'application de la peine au roi, divisant la condamnation en deux parties distinctes, quoiqu'il n'y eût eu qu'un seul examen de l'affaire, afin de ne pas se priver de la présence de ces mêmes juges.

Le principe posé par l'Église était formel; mais, comme on le voit, il subissait dans la pratique toutes les restrictions aux-

(1) *Olim*, t. III, p. 208, n° XXV. Cf. t. II, p. 319, n° XXVI.

quelles il pouvait se prêter, et les juges laïques préféraient laisser des crimes impunis plutôt que de se séparer des juges ecclésiastiques, organes véritables de la justice en France à cette époque.

Ces explications étaient, ce me semble, nécessaires pour faire comprendre que, dans le procès du roi Jean, les six pairs ecclésiastiques purent, sans blesser les lois de l'Église ni les usages des cours féodales, s'abstenir de prononcer la sentence de mort contre l'accusé et prendre part au surplus de l'arrêt. S'ils eussent siégé dans une cour ordinaire, cette faculté leur aurait été accordée ou offerte sans difficulté : comment supposer qu'ils en furent privés dans la cour des pairs, tribunal de l'ordre le plus élevé, mais rarement assemblé, dépourvu de précédents judiciaires, et forcé, par la nature de son institution comme par la nécessité, d'adopter les règles suivies dans les cours féodales ordinaires ?

Je ferai de plus remarquer que la disposition essentielle de l'arrêt, la seule à laquelle le roi de France attachât véritablement de l'importance, n'était pas la peine de mort, que jamais Philippe-Auguste n'aurait songé à faire exécuter s'il en eût possédé les moyens ; mais parce que, pour arriver à la confiscation de tous les fiefs du duc de Normandie et d'Aquitaine, objet unique de sa convoitise et du jugement de la cour des pairs, il fallait se résigner à prononcer la peine de mort. En effet, Jean ne pouvait être condamné à la confiscation que comme coupable de trahison, crime qui entraînait aussi la peine capitale ; et c'est là ce qui explique que, dans la certification de l'arrêt donnée par Louis VIII, et dont j'ai parlé plus haut, il n'était point question de la peine de mort, autant du moins qu'on en peut juger par la note de du Tillet. Cette peine, principale en apparence, n'était au fond qu'accessoire et de pure forme.

M. Pardessus pense que les pairs ecclésiastiques devaient en tout cas s'abstenir, parce que l'accusé était revêtu du caractère sacré de la royauté. Mais Jean ne fut pas traduit devant la cour des pairs en sa qualité de roi, mais comme duc de Normandie et d'Aquitaine et vassal de la couronne de France ; de même que les pairs ecclésiastiques ne le jugèrent pas en leur qualité d'évêques, mais comme seigneurs féodaux : car ils étaient tous ducs ou comtes, et n'entraient qu'à ce titre dans la cour des grands vassaux.

De ce que le souverain pontife, qui qualifiait le jugement des pairs de jugement rendu *contra canones*, ne se plaignit pas du concours des pairs ecclésiastiques, M. Pardessus tire la conclusion que ces pairs n'y avaient pas dû concourir. Ne serait-il pas plus naturel d'induire, du silence d'Innocent III, que ce pontife, si habile à découvrir des objections contre l'arrêt, n'aperçut rien, dans l'intervention des pairs ecclésiastiques, telle qu'elle eut lieu, qui pût donner des motifs à une critique seulement spécieuse ?

La supériorité du nombre des ecclésiastiques sur celui des laïques dans une cour féodale n'a rien non plus qui doive surprendre. Cette disproportion numérique, conforme aux mœurs du temps, se retrouve dans toutes les autres juridictions, dans le parlement et dans l'Échiquier de Normandie, comme dans les Grands-Jours de Troyes et les Assises des seigneurs. Elle était la conséquence du dédain de ces seigneurs pour leurs fonctions judiciaires.

Je crois avoir démontré la vérité, non pas d'un système créé par moi et sous ma seule responsabilité, mais de l'assertion positive et assurément très-désintéressée d'un historien contemporain, prévenu il est vrai sur plusieurs points, parce qu'il était le chroniqueur officiel du roi d'Angleterre, mais instruit plus qu'aucun autre des lois, des coutumes et des événements de son époque, et qui, ayant vécu dans la faveur du roi Henri III, fils de Jean sans Terre, ayant pu connaître quelques-uns des juges de ce dernier, ne doit pas s'être mépris aussi complètement qu'on le suppose sur la composition du tribunal qui rendit l'arrêt le plus célèbre et le plus fécond en conséquences politiques dont les annales judiciaires du moyen âge aient conservé le souvenir ; d'un historien qui, prompt à saisir et à mettre en lumière tout ce qui pouvait nuire aux ennemis de sa nation, n'aurait certes point passé sous silence une violation manifeste des lois, commise par Philippe-Auguste contre le père de son bienfaiteur.

Qu'il me soit permis, en terminant, de demander si l'on oppose à un témoignage aussi digne de confiance autre chose qu'une idée systématique, mise en faveur, au milieu du siècle dernier, par les défenseurs des prétentions exagérées du parlement de Paris, et dont la conséquence serait de reléguer parmi les traditions faussement accréditées l'existence d'une cour de

justice , sans laquelle l'édifice régulier de la féodalité aurait manqué de couronnement. Il se trouvait , à tous les degrés de la hiérarchie féodale, des tribunaux où le suzerain et ses vassaux réprimaient les délits et débattaient leurs intérêts. Des preuves incontestables seraient nécessaires , pour qu'il fût possible de croire qu'au sommet de la société, là où il importait le plus de prévenir les dissensions et la violence, cette garantie manquait, et qu'entre le roi et ses grands vassaux, ou qu'entre les grands vassaux eux-mêmes , il n'y avait d'autre arbitre que la justice particulière du roi ou la force.

Il vint un temps où la royauté, s'élevant au-dessus de tous les pouvoirs de la société, fut regardée comme la source même de la justice. Alors le souverain se croyait le droit de prononcer directement , et prononçait en effet quelquefois sur le sort de ses sujets, quelle que fût leur puissance ou l'élévation de leur rang. Ce changement dans les idées et dans les lois de la nation se préparait , mais n'était pas encore réalisé au commencement du treizième siècle. A cette époque, les principes de la féodalité vivaient encore au fond des mœurs , et Philippe-Auguste eût-il voulu s'affranchir de leur autorité, dans le procès du roi d'Angleterre, son vassal et son ennemi, il ne l'aurait pu. J'ajoute que s'il l'avait pu , l'intérêt de sa politique et de sa propre considération lui eût commandé de ne pas s'en affranchir.

BEUGNOT ,

De l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

ÉTUDES

SUR

L'ICONOLOGIE

DU MOYEN AGE.

CHASTETÉ ET LUXURE.

NOBLESSE ET VILENIE.

La série de médaillons représentant les Vertus et les Vices, qui, aux cathédrales de Paris, d'Amiens et de Chartres, accompagne la grande scène du jugement dernier, a depuis longtemps piqué la curiosité des antiquaires. Déjà, sous l'Empire, le président de Saint-Vincent avait tâché d'interpréter les bas-reliefs de Paris. Guidé par un sens droit et une perspicacité de vérifiable critique, il parvint, quoique privé du secours des monuments et des textes, à établir une théorie raisonnable qui n'a pas été sans utilité pour ses successeurs. On peut s'en convaincre en jetant les yeux sur l'histoire de Notre-Dame de Paris, rédigée par M. Gilbert, ou mieux encore sur le mémoire original qui parut dans le *Magasin encyclopédique* dirigé par Millin, autre archéologue de bonne volonté, qu'on dédaigne trop aujourd'hui, et à qui cependant nous devons une foule de documents précieux sur l'iconographie et l'architectonique de nos pères. Si le président de Saint-Vincent s'est quelquefois trompé, il faut, pour son excuse, tenir compte d'une circonstance fâcheuse dont il n'a pas soupçonné toutes les conséquences : il travaillait sur un texte altéré, si l'on peut ainsi parler à propos de sculptures. Les médaillons de Paris en effet, livrés sous le règne de Louis XV à des artistes étrangers à la symbolique du moyen âge, ont été restaurés sans intelligence aucune. Ces divers tableaux étaient fort mutilés ; ils les ont refaits comme ils ont pu, et tout dans cette restauration décele l'i-

gnorance. Ainsi, pour ne citer que deux exemples, à Chartres et à Amiens l'*Idolâtrie* est représentée par un homme qui se prosterne devant le diable et l'adore: il en était de même certainement à Paris; au lieu de cela, on y voit maintenant un personnage à genoux devant un médaillon ovale, dans la posture d'un amant en contemplation devant le portrait de sa maîtresse. L'avare était représenté par un personnage penché vers son coffre-fort, et comptant soigneusement des pièces de monnaie qu'il tire d'un sac par poignées pour en garnir son trésor; à la place de ce tableau on a figuré au portail de Paris une femme, cachant une de ses mains dans une sorte de manchon, et de l'autre s'appuyant sur un socle cubique, comme si l'on eût voulu représenter la Nonchalance; explication qui en effet a été proposée. On le voit donc, les artistes du dix-huitième siècle ont rendu les idées des théologiens du treizième à peu près avec autant de bonheur que les artistes monnoyers gaulois les types grecs ou romains, lorsqu'ils copiaient les statères de Macédoine, les drachmes de Marseille ou les deniers consulaires. Il n'y a là du reste rien d'étonnant, car la barbarie et la civilisation doivent arriver au même résultat lorsqu'elles procèdent de même, lorsqu'elles copient sans comprendre; c'est donc sur les ouvriers de Soufflot que retombent en partie les erreurs de M. de Saint-Vincent.

En 1834, sous le titre d'*Histoire de l'art statuaire (Bas-reliefs de Notre-Dame)*, M. Didron a fait paraître dans la *Revue de Paris* trois articles intéressants sur ces sculptures, à propos desquelles il a dû nécessairement parler de la série représentant les Vertus et les Vices. Quoique la science de la symbolique du moyen âge fût à cette époque très-peu avancée encore, l'auteur a néanmoins beaucoup éclairci la question et rectifié une grande partie des erreurs échappées à M. de Saint-Vincent. Mais le travail le plus récent et le plus important que nous ayons sur ce point intéressant de l'iconographie, est le mémoire publié par MM. Duval et Jourdain (1) sur les bas-reliefs du grand portail d'Amiens, et notamment sur les vingt-quatre médaillons qui le décorent et qui représentent la série complète des Vertus et des Vices, mis en regard les uns des autres.

Parmi ces vingt-quatre bas-reliefs, vingt sont expliqués

(1) Bulletin monumental, t. XI, p. 450 et suiv.

d'une manière incontestable ; ce sont : la Foi et l'Idolâtrie, l'Espérance et le Désespoir, la Charité et l'Avarice, la Prudence et la Folie, l'Orgueil et l'Humilité, la Force ou le Courage et la Peur ou la Lâcheté, la Patience et la Colère, la Paix ou la Concorde et la Discorde, l'Obéissance et l'Indocilité, enfin la Persévérance et l'Inconstance. Les quatre médaillons, qui restent nous paraissent expliqués d'une manière moins satisfaisante. Nous allons tâcher de les interpréter à notre tour.

A Amiens, à Chartres et à Paris, deux des tableaux sur lesquels porte notre discussion occupent la même place, et sont classés au quatrième rang après les trois vertus théologiques et les trois vices qui leur sont opposés. Les médaillons de Chartres et d'Amiens sont identiques. La vertu porte pour écusson un phénix au milieu des flammes; celle d'Amiens a de plus une palme à la main; le bas-relief inférieur, représentant le vice correspondant, offre la figure d'un jeune homme qui enlace dans ses bras une jeune fille. Le personnage que nous regardons comme une femme porte à Amiens, d'après la description des deux savants archéologues, un miroir et un sceptre. A Paris les deux cartouches ont été refaits; l'écusson de la vertu est chargé d'une salamandre, entourée de flammes comme le phénix d'Amiens et de Chartres; le vice est caractérisé par un homme courbé, qui d'une main tient la corne de son manteau chargé sans doute d'argent, et de l'autre porte des balances. Dans ces deux personnifications, MM. Duval et Jourdain croient reconnaître la Justice et l'Injustice; pour nous, nous n'hésitons pas à y voir la Chasteté et la Luxure, remplacée à Paris par la Convoitise.

Pour établir leur théorie, MM. Duval et Jourdain raisonnent ainsi: la Justice, la Prudence, la Tempérance et la Force sont les quatre vertus cardinales, lesquelles sont placées par les théologiens à la suite des vertus théologiques, c'est-à-dire, de la Foi, de l'Espérance et de la Charité. Or, nous avons vu tout à l'heure ces trois dernières vertus placées en tête de la série des médaillons emblématiques; il est dès lors probable que les quatre autres qui les suivent sont les Vertus cardinales. La première de celles-ci, la Justice, doit en conséquence occuper le quatrième rang, et c'est précisément à cette place que se trouve la figure portant une palme et un phénix, emblèmes qui, selon plusieurs pères de l'Eglise, ont été quelquefois donnés comme

attributs à la Justice. Le cartouche du bas représente un homme qui en embrasse un autre ; ce dernier est armé d'un sceptre, coiffé d'une toque, et il tient à la main un miroir dans lequel le premier l'empêche par ses embrassements de se mirer : n'est-ce pas le juge prévaricateur qui se laisse séduire par un adroit plaideur ? et ne faut-il pas voir là la représentation de l'Injustice ?

Malgré l'ingénieuse explication du bas-relief inférieur, et l'autorité des textes invoqués pour l'interprétation des emblèmes de la *vertu* qui lui est opposée, nous croyons que le raisonnement de MM. Duval et Jourdain est plus spécieux que solide. En effet, lorsqu'on étudie l'iconographie du moyen âge ou même la symbolique de l'antiquité, il ne suffit pas de prendre au hasard un exemple inusité pour autoriser des conjectures plus ou moins plausibles ; car les mêmes attributs, chez les païens comme chez les chrétiens, ont été donnés à des personnages bien différents, et leur signification a varié suivant les circonstances. Nous ne citerons qu'un exemple de ce fait ; il est tiré d'un manuscrit de la fin du treizième siècle qui appartient à la Bibliothèque nationale, et qui porte le n° 7283. C'est un livre composé par le confesseur de Philippe le Hardi, frère Laurent, et intitulé la *Somme le roi*, ou la *Somme des Vertus et des Vices*. La Bibliothèque en possède plusieurs copies ; celle dont nous voulons parler est une des plus anciennes, et elle est surtout importante pour nous, en ce qu'elle contient de nombreuses miniatures représentant des vices et des vertus. Là le même emblème est donné à des êtres fort distincts entre eux. Parmi les sept dons du Saint-Esprit, qui comme nos vertus sont représentés par des jeunes filles voilées et couronnées, quatre, l'*Humilité*, la *Patience*, la *Charité* et la *Contemplation*, portent un cartouche chargé d'une colombe. Deux autres, la *Voyance*, comme dit le texte, et une des vertus cardinales, la *Force*, ont un lion peint sur leur écu. Comment donc se décider pour l'une plutôt que pour l'autre, sinon en appelant à son secours des arguments plus concluants que ceux tirés du seul caractère des emblèmes (1) ?

Si la palme est, selon quelques auteurs, le symbole de la Jus-

(1) Les emblèmes accessoires sont souvent d'une grande utilité. Ainsi, dans notre manuscrit, la *Force* se distingue de la *Voyance* et de la *Prudence* en ce que, marchant sur un ennemi renversé, elle semble se rire d'un tourbillon de flammes qui sort de

tice ainsi que le phénix, ces deux emblèmes ont aussi d'autres significations : la palme indique le martyr et quelquefois une vertu pure et simple, comme le prouve une miniature tirée d'une bible historique de la Bibliothèque nationale, cotée sous le n° 6829. Cette miniature, placée au fol. 9 recto n° 6, représente J. C. et le diable se partageant les hommes. « J. C., dit le « texte, *J. C. et l'annemi partissent leurs gens ; l'annemi prend « ceux qui sont tous noirs par péchés J. C. prend ceux qui ont « diverses couleurs des Vertus.....* » L'annemi emporte les gourmands, les luxurieux et les avares. J. C. conduit au ciel deux jeunes filles, portant chacune un cartouche *vide* et une *palme*. Ce sont évidemment des vertus, mais des vertus de *diverses couleurs*, ce qui fait que le peintre a eu bien soin de ne pas les caractériser d'une manière plus spéciale. La palme signifie donc ici, non la Justice ou telle autre vertu en particulier, mais une vertu quelconque.

Si de l'examen de la palme nous passons à celui du phénix, les bestiaires nous indiquent que, dans les cas les plus ordinaires, cet oiseau est l'emblème de Jésus-Christ, parce qu'il renaît de ses cendres, comme le fils de Dieu ressuscita d'entre les morts. De plus, le phénix qui est seul de son espèce, qui renaît de ses cendres sur l'autel d'Héliopolis sans avoir été conçu, a été pris fréquemment pour le symbole de la Chasteté. A ne considérer donc que le bas-relief de la cathédrale d'Amiens, il serait tout aussi naturel d'y voir la Chasteté que la Justice ; plus naturel même puisque l'acception symbolique dont nous parlons est plus fréquente que celle qui est citée par MM. Duval et Jourdain.

En examinant la série des bas-reliefs sculptés à Amiens, à Chartres et à Paris, on reconnaît aussitôt que les cartouches supérieurs, ceux qui représentent les vertus, sont pris dans un sens abstrait. Tous offrent la figure d'une vierge qui n'est caractérisée que par l'écusson qu'elle porte à la main. Il n'en est pas de même de la série inférieure ; c'est pour ainsi dire une morale en action. L'idolâtre se prosterne devant le démon, le déses-

terre et d'un homme qui la menace de sa hache. La *Voyance*, c'est-à-dire la sagesse, tient à la main un aplomb, pour montrer qu'elle fait tout avec mesure ; de plus, comme témoignage de son triomphe sur la ruse, elle foule aux pieds *Renard*, qui tient dans sa gueule l'imprudent coq *Chanteclair*. Enfin la *Prudence* perce de son épée un lion qui, comme *Renard*, est ici une figure du démon, et elle marche aussi sur un bœuf. Au bas on lit : *Prudence qui occit un lion*.

péré se perce de son épée, l'avare compte ses trésors, le lâche fuit devant un lièvre et quitte son glaive, épouvanté par les cris du hibou ; la désobéissance, la discorde, l'inconstance sont caractérisées par un homme qui insulte son évêque, par un mari et une femme qui se battent, par un moine qui quitte son couvent, et ainsi des autres. On pourrait nous objecter cependant que l'orgueil et la folie sont personnifiés par deux abstractions, puisque l'orgueilleux tombe de son cheval, et que le fou est un être imaginaire, sonnant de la trompe ou mangeant une pierre, et courant à l'aventure. Mais MM. Duval et Jourdain ont fort bien prouvé que cette anomalie n'était rien autre chose que la représentation fidèle, sur la pierre, de quelques textes tirés des livres saints.

En adoptant l'interprétation proposée par ces savants à propos du bas-relief inférieur n° 4, il faudrait admettre que l'artiste qui l'a sculpté a puisé à deux sources ; qu'il a voulu à la fois représenter un acte réel, le plaideur embrassant son juge, et un symbole, le juge négligeant d'interroger le miroir de la justice. Or un tel système est tout à fait en dehors des faits que nous avons établis tout à l'heure, puisqu'il est mixte. Ce qui a fait croire à MM. Jourdain et Duval que le personnage que nous prenons pour une femme était un juge, c'est qu'outre le miroir, il tient un sceptre, et que sa tête porte un chapeau sans passe qu'ils prennent pour un mortier. Le chapeau était la coiffure ordinaire des grandes dames du treizième siècle ; les miniatures des manuscrits, les sculptures des tombeaux, les peintures des vitraux l'attestent par des milliers d'exemples ; il serait donc superflu de s'étendre sur ce fait. Quant au sceptre, il est tout naturel encore de le trouver à la main d'une femme, puisque sur leurs sceaux les femmes nobles se font souvent représenter avec une rose ou une fleur de lis à la main : ce sceptre pourrait donc n'être à la rigueur qu'une fleur portée sur sa tige. Enfin, un juge au treizième siècle ne portait pas pour insignes de sa dignité un manteau, une ceinture, une robe et un mortier. Quand les artistes de cette époque avaient à représenter une scène de jugement, ils sculptaient ou dessinaient soit un roi couronné armé du sceptre, soit un guerrier couvert de son haubert, coiffé de son casque et tenant son épée hors du fourreau. Jamais, ou du moins fort rarement, le juge est debout : il est assis, ses jambes sont croisées, et il fait de la main un signe

impératif. Hérode, Caïphe, Pilate, tous ceux qui ordonnent l'exécution des martyrs, des apôtres ou des disciples, ont cette attitude, quelquefois même ils portent la couronne laurée des empereurs. Tel est, par exemple, le juge de saint Étienne à Notre-Dame de Paris, à la porte latérale du midi, sculptée en 1258. En tout cas, nous doutons très-fort qu'au temps de Philippe-Auguste ou même de saint Louis on puisse nous montrer un juge accoutré comme le personnage de notre bas-relief.

Passons au symbolisme du miroir. Et d'abord, en supposant qu'un juge pût tenir un semblable objet à la main, il faudrait admettre que ce personnage fût à la fois réel et allégorique. Or une pareille confusion est inadmissible, au moins n'en connaissons nous aucun exemple. Cependant, si, contre toute vraisemblance, on voulait admettre une telle supposition, on aurait encore à prouver qu'au moyen âge le miroir était l'emblème de la justice ou de la vérité, ce qui ne serait pas moins difficile. Le moyen âge a puisé son symbolisme à trois sources : l'antiquité, l'Écriture sainte et la nature. L'antiquité et la Bible pourraient seules, dans cette circonstance, avoir inspiré le tailleur d'images. Or, dans l'antiquité le miroir a toujours été l'attribut exclusif de la beauté ou de la volupté. Sur les vases grecs, c'est aux mains d'Hélène ou de Vénus qu'on le trouve d'ordinaire. Némésis, l'Équité, la Justice, Dicé, toutes les divinités de même nature, portent pour emblème un frein, une branche de frêne, la roue de la Fortune défendue par un griffon, une épée, des balances, et jamais de miroir. La *Somme* de frère Laurent, Ms. 7283, nous montre la Justice armée d'une épée. Nous ne connaissons dans la Bible ou dans l'Évangile aucun passage où il soit question du miroir de la justice et de la vérité; mais ce dont nous croyons pouvoir répondre, c'est qu'en iconographie on ne trouverait nulle part, avec le sens qu'on veut lui prêter, cet emblème reproduit en peinture ou en sculpture avant le seizième siècle. Au treizième et au quatorzième siècle, au contraire, le miroir est toujours placé entre les mains de la coquette, de la femme mondaine; c'est sur les couvercles des miroirs, alors purs objets de toilette, que nous trouvons sculptée l'histoire de l'attaque, de la défense et de la prise du *Château d'Amour*, ainsi que les diverses péripéties du drame de l'*Amant et de l'Amée*, la poursuite amoureuse de l'Amant, la résistance de l'Amée, et enfin le couronnement de l'Amant par l'Amée. Le musée de Cluny et les

galeries du Louvre nous offrent de nombreux exemples de ces représentations.

La cathédrale de Paris peut encore fournir un autre argument à l'appui de notre attribution. Outre la série de vices et de vertus sculptée au grand portail, il y en a une autre exécutée en verrerie dans les compartiments de la rose occidentale. Toutes deux sont identiques; seulement, comme la peinture à cette époque est d'un style toujours plus ancien que la sculpture, les vertus ne sont plus représentées comme de jeunes vierges modestement couvertes d'un voile, mais comme de fortes femmes, la tête ceinte d'une couronne, le bras armé d'une lance, et terrassant les vices qui leur sont opposés (1).

Or à ce vitrail de Notre-Dame nous retrouvons encore la vertu qui porte pour emblème sur son écusson le phénix au milieu des flammes; mais sa signification est plus nettement déterminée que sur les médaillons sculptés, car elle perce de son arme une femme coiffée d'un chapeau plat et tenant entre les mains un miroir. Certes, on ne peut supposer qu'une vertu en terrasse une autre. La femme au miroir ne peut donc signifier la Justice ou la Vérité; c'est évidemment un vice; et ce vice, quel serait-il, sinon la volupté ou la luxure, puisque, dès les temps les plus reculés, nous trouvons le miroir donné comme attribut, d'abord à Vénus, et, plus tard, par extension, aux femmes mondaines? D'ailleurs, dans un roman conservé à la Bibliothèque nationale, sous le n° 6812, et qui porte pour titre : *Les Deux livres de Fauvel*, on trouve, fol. XII recto, une miniature représentant une femme qui tient d'une main des gants et de l'autre un miroir; au bas on lit ces vers :

Lez Fauvel à dextre partie
Se sient Charnalité sa mie,
Une dame d'auctorité
Qui est contraire à Charité.
Marastre d'ospitalité,
Aversaire de verité,

(1) La rose occidentale de Notre-Dame de Paris n'a encore été décrite par personne. Elle se compose des douze vertus et des douze vices, des douze travaux de l'année et de l'arbre de Jessé. Au milieu devait se trouver la Vierge, tenant l'enfant Jésus dans ses bras. — M. Paul Durand en a fait une belle restauration (car toute la peinture est fort endommagée) pour l'ouvrage de M. Albert Lenoir, intitulé : *Statistique monumentale de Paris*.

• Nourrice de crudelité,
 Mere de toute iniquité;
 C'est celle qui n'aime que li;
 Semblent d'amour montre a celi
 De qui il puet son profit faire,
 Autrement nul ne lui puet plaire;
 Et quand son guaing plus n'i dure
 Elle le het et n'en n'a cure... etc.

Fauvel le Cheval, c'est-à-dire, la passion brutale personifiée, le mauvais instinct, assiste à un banquet où sont conviés tous les vices; *Charnalité*, c'est-à-dire luxure, s'assied la première à sa droite, son miroir à la main. Le miroir, comme nous l'avons dit, est donc l'attribut, non de la Justice, mais de la Luxure.

Ceci posé, nous n'avons, pour expliquer la scène dans son ensemble, qu'à ouvrir au hasard les *sommes*, les traités de morale, les bibles historiques, en un mot, tous les livres religieux ou moraux que nous a laissés le moyen âge. Un coup d'œil rapide suffira pour nous convaincre que les deux personnages qui se jettent dans les bras l'un de l'autre, et qui, à Amiens et à Chartres, occupent la même place que la femme au miroir à Paris, représentent également la luxure. Le manuscrit 6829, auquel nous avons déjà eu recours, en offre d'innombrables preuves. Dès le folio 1, recto, n° 5, ce sujet se montre, et, de page en page, il se continue pour ainsi dire sans interruption. La miniature que nous avons citée dans un article précédent, intitulé : *le Rat employé comme symbole au moyen âge*, en fournit encore un exemple irrécusable (1).

Enfin, comme dernière et irréfutable preuve, nous citerons un exemplaire de la *Somme des Vertus et des Vices* (2), où l'on trouve notre sujet, non-seulement placé au milieu de la série des sept péchés capitaux, mais encore accompagné de cette inscription qui suffit à lever toute espèce de doute : *Le sisième chef de la Beste est Luxure* (3).

Le sens clair et précis du vice représenté dans les diverses images que nous venons d'étudier, nous donne nécessairement

(1) Voyez *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. IV, 2^e série, p. 239.

(2) Bibl. nationale, n° 7018.

(3) Ce manuscrit porte les armes des Montmorency-Laval, et date du quatorzième siècle.

l'explication de la vertu qui lui est opposée, bien que les emblèmes de celle-ci soient, comme nous l'avons vu, beaucoup moins caractéristiques. En regard de la Luxure, l'artiste n'a pu représenter que la Contenance ou la Chasteté. Un autre texte d'ailleurs va nous servir à le prouver. Nous avons dit en commençant que le phénix qui, à Amiens, orne l'écusson du personnage, était remplacé à Paris par une salamandre, dont le sens mystique est évidemment le même. Or, le texte auquel nous faisons allusion et qui est tiré du Bestiaire de Guillaume le Normant, établit en termes formels que la salamandre est le symbole de la pureté. La conclusion à en tirer ne saurait donc être douteuse. Voici comment s'exprime Guillaume le Normant :

Salamandre est une beste
 Ke de la couwe et de la teste,
 Ke le cors ressemble lesarde.
 Si n'ad paour ke nul feu l'arde.
 Du feu ne dute nule chaleur,
 Mes est de diverse color.
 Si en feu vent par aventure
 Le feu esteindra a dreture. . . .
 Ceste beste signifie
 Le prodoïne de sainte vie
 Ky tant est de parfaite foi
 Kyl esteint environ soi
Le feu et l'ardur de luxure
 Et des vices la grant ordure (1).

Pour détruire tous les doutes qui pourraient s'élever sur notre opinion, il ne reste donc plus qu'à expliquer le quatrième bas-relief inférieur de Paris, c'est-à-dire, celui où l'on voit un homme qui tient des balances à la main et des écus dans le pan de son manteau. Le roman de Fauvel nous vient encore en aide à cet égard. Au fol. XII verso, *Charnalité* est assise auprès d'une

(1) Ms. 632-25 et 632-23. Les Ms. du Bestiaire sont nombreux. Nous en connaissons cinq ou six qui offrent de nombreuses variantes, mais elles sont plus importantes pour la philologie que pour l'objet qui nous intéresse. Nous n'en citerons qu'une seule dans le Ms. 632-23. Au lieu de :

Le feu esteindra a dreture,

il y a :

Li feu esteint par sa nature.

C'est du Ms. 632-25 que nous nous sommes servi de préférence.

compagne qui la vaut bien : c'est *Convoitise*, qui tient une bourse et un coffre-fort, ainsi que nous l'apprend le texte :

De lez charnalité assise ,
 Fu ce me semble convoitise ,
 Qui est de volenté moult male.
 Maigre fu , seiche , bise et pale ,
 Et si n'est pas si anormale ,
 Qu'il n'est de denier plaine malle ;
 Car elle est nuit et jour engar
 Pour plus avoir et plus aquiere.
 Sa vie en grant douleur a mise ,
 Car il n'est neus qui lui suffise.
 Se elle estoit royne de France ,
 Si n'auroit-elle pas souffisance ,
 Ainsoi souffreroit grant martire
 Pour avoir onquore l'empire.
 Tous jour a avoir trait et tire
 Et tant plus a , et plus empire.

Puisque *Convoitise* est la compagne la plus prochaine de *Char-nalité*, du moins dans le roman de Fauvel, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le sculpteur de Paris ait substitué un de ces vices à l'autre, en le mettant en opposition à la même vertu ; par là, s'explique tout naturellement la dissemblance apparente entre la série des vertus et des vices du portail de Paris et celles d'Amiens et de Chartres. On nous accordera bien, en effet, sans aucune contestation, que, si dans le roman de Fauvel *Convoitise* porte une bourse et un coffret, il n'y a rien d'étonnant à ce que, dans le bas-relief, elle ait à la main les balances du Lombard qui pèse son or, et que son giron soit rempli de pièces de monnaie. Si les objets caractéristiques ne sont plus les mêmes, il n'est pas douteux néanmoins qu'ils ne procèdent de la même idée et n'expriment un même symbole.

D'après tout ce qui précède, l'appellation la plus juste à donner aux deux premiers sujets que nous avons cherché à expliquer paraît donc être celle de *Chasteté* et *Luxure*, d'après les types d'Amiens et de Chartres. Nous substituerons toutefois le terme de *Convoitise* à celui de *Luxure* pour le cas particulier du bas-relief de Paris ; mais en faisant remarquer qu'il y a là un manque de symétrie probablement dû à une erreur de l'artiste.

Les deux bas-reliefs dont nous allons nous occuper maintenant sont situés au troisième rang à la droite du spectateur, et à la gauche de Jésus-Christ ; car on sait que, dans toutes les scènes du jugement dernier placées aux grandes portes des églises, le Fils de Dieu occupe le poste d'honneur, le trumeau ; c'est-à-dire, le pilier qui soutient le tympan. Ils sont placés entre la Patience et la Colère, la Concorde et la Discorde. Le tableau supérieur représente une *Vertu* portant pour emblème, sur son cartouche, un agneau ; dans celui du bas, on voit une femme richement vêtue assise sur un siège, et repoussant du pied un homme qui, un genou en terre, lui offre respectueusement une coupe. Partout ce sujet est traité de même. A Chartres, à Amiens et à Paris, MM. Duval et Jourdain y ont vu la *Douceur* et la *Fierté*, et en cela, ils ont approché de la vérité autant qu'il leur était possible, à défaut de textes précis. Ce sujet, en effet, est nommé par le roman de Fauvel *Noblesse* et *Vilenie*.

Nous avons vu plus haut le héros de ce roman occuper la place d'honneur dans un banquet auquel assistaient tous les vices, les uns comme Charnalité, Convoitise, Avarice, Idolâtrie, Détraction, Haine, Oiseuse *Vénus*, Gloutonnerie, Ivresse, Lécherie s'asseyant à sa droite ; les autres se plaçaient à sa gauche, tels qu'Orgueil, Présomption, Dépit, Indignation, Vaine coquetterie, Vantance, Boban, folle Outrecuidance, Hypocrisie, Variété, Doubleté, Ingratitute, Angoiseuse, et enfin, au milieu d'eux tous, notre dame *Vilainie* qui, dans la vignette dont le texte est accompagné, est figurée absolument de même que sur les bas-reliefs de Paris, de Chartres, d'Amiens, et dans les peintures de la rose de Notre-Dame.

Enprès li, c'est-à-dire auprès d'Ingratitute, dit l'auteur du poème :

Enprès li se siet vilainie
 En estat de chevalerie ;
 Mes a savoir vraie noblesse ,
 Ne maintient son cueur, ne adrece.
 Mais fel fust fille de bon père ,
 Droit fust qu'aucun bien ne li père.
 Elle cuide estre noble et sage ,
 Pour ce qu'elle a grand héritage ;
 Mais il se deçoit et meserre
 Car noblece n'est pas pour terre ,

Ains, est de cuer en homme ente,
 Qui est de nobles meurs renté;
 Esqueux, ceus qui sont ententis,
 Sont très nobles et très gentis... etc.

En se décidant pour Douceur et Fierté, MM. Duval et Jourdain avaient en vue une vertu et un vice de tous les temps et de tous les pays, et ils appuyaient leur opinion sur des textes vraisemblables tirés des livres saints, où l'agneau est pris effectivement comme symbole de la Douceur. Comment, en effet, nous autres hommes du dix-neuvième siècle, pourrions-nous penser que, parmi les douze vertus et les douze vices offerts en exemple aux chrétiens du treizième siècle, nos pères se seraient imaginé de placer une qualité et un défaut tout spéciaux à l'adresse d'une seule classe de personnes? Fauvel, cependant, ne nous laisse aucun doute à cet égard, et nous sommes bien forcés de le croire sur parole; car son affirmation vaut toutes les conjectures, même les plus plausibles et les plus ingénieuses. L'agneau, du reste, convient parfaitement à noblesse, et est son véritable blason; car sa toison est blanche comme elle, et toutes les écritures donnent à cet agneau le titre d'immaculé. Bien plus, l'Apocalypse nous le montre comme vainqueur de tous ceux qui osent s'attaquer à lui; car il n'est autre que le sauveur du monde : *Hi cum agno propugnabant : Agnus vincet illos* (1). Quant à Vilenie, nous la voyons à l'œuvre comme tous les autres vices. Ce n'est point un seigneur qui maltraite un vassal, ainsi que le dit M. l'abbé Crosnier (2), mais une dame acariâtre, qui accable de mille injures les gens de sa propre *mesnie*, et qui ne respecte rien, parce qu'elle est de noble extraction, et qu'elle *cuide estre noble et sage*, pour ce qu'elle a *grant héritage*, et qu'elle oublie que *noblesse n'est pas pour terre*. Vilenie, que nous trouvons ici désignée sous son propre nom, se rencontre partout dans la poésie du moyen âge. Nous l'y trouvons vivant et agissant dans l'épopée historique sous les traits du vieux comte de Blois, *Thibault le Tricheur*, qui *fut fel et haïrou*, et qui *a homme ne a femme ne porta amitié*, ainsi que nous le dit le trouvère Robert Wace; nous le voyons encore

(1) Apocalypse, ch. 17, 14.

(2) Iconographie chrétienne, dans le *Bulletin monumental*, 2^e série, t. IV, p. 247.

apparaître sous le nom de *Ganne*, qui a bâti tant de châteaux pour détruire toute sortie, et fait périr par trahison tant de braves chevaliers, et dont les paysans gardent encore un souvenir traditionnel, souvenir qu'ils ont été puiser sans doute dans les *chansons* du cycle carlovingien, *chansons* que leurs ancêtres chantaient en chœur lorsqu'ils marchaient à l'ennemi.

Si l'on adopte les explications que nous venons de proposer, nous croyons qu'on aura maintenant l'interprétation complète et certaine des bas-reliefs représentant la série principale des Vertus et des Vices. A l'aide du roman de Fauvel, il nous eût été facile de nous étendre encore sur le même sujet ; car ce précieux manuscrit contient une foule de renseignements utiles sur le symbolisme de cet ordre de personnifications. Nous y aurions trouvé entre autres choses la confirmation de la plupart des idées émises par MM. Duval et Jourdain ; mais nous avons dû nous arrêter, lorsque nous avons appris qu'un élève de l'École des Chartes, M. de Montaiglon, préparait une édition complète de ce poème. L'étude approfondie qu'il a faite du texte de Fauvel le met bien plus à même que nous de traiter à fond cette matière intéressante.

AD. DUCHALAIS.

LES DEMANDES

QUE LE ROY FAIT

DES COUSTUMES DE FIEF

A L'USAGE DE FRANCE.

On ne sait rien de l'auteur du *Grand coutumier de France* vulgairement appelé *le Grand coutumier de Charles VI*. On ne sait pas davantage, du moins jusqu'à présent, à quelle époque fut rédigé cet ouvrage l'un des restes précieux de notre ancienne jurisprudence. Mais on est un peu plus instruit sur le plan que s'était formé celui qui le publia et sur les procédés qu'il employa pour le composer. Il suffit en effet de l'étudier pour reconnaître que c'est moins un ouvrage particulier qu'une compilation dont le noyau primitif s'est peu à peu grossi avec le temps sans qu'on sache et sans qu'il soit guère possible de retrouver quelles gens y ont successivement mis la main.

Les éditions imprimées sont précédées d'une petite préface dont l'auteur anonyme s'exprime ainsi : « J'ai faict et compilé ce petit traictié pour instruire et endoctriner les jeunes hommes qui voudront avoir connoissance du faict et instruction de pratique... Lequel traictié j'ai prins et assemblé dès longtemps sur plusieurs autres livres et opinions des saiges praticiens et sur plusieurs aultres choses concernans et regardans le faict de la dicte pratique selon ma possibilité, faculté et puissance, laquelle je repute estre petite et foible. » Je crois qu'il ne faut pas s'y tromper, et que celui qui a écrit cette préface pleine de candeur et de modestie pourrait bien être, non pas l'auteur du *Grand coutumier*, mais seulement l'éditeur des premières impressions ; il n'était pas sans avoir quelque droit en effet de regarder comme son œuvre un livre dans lequel il avait introduit des changements très-notables et des additions importantes. Les éditions (1), ou plutôt l'édition imprimée, car elles

(1) L'auteur du *Manuel du Libraire*, ordinairement si complet, cite beaucoup d'anciens livres de coutumes locales, mais il a tout à fait oublié le *Grand coutumier*

diffèrent peu les unes des autres, ont toutes invariablement composé le Grand coutumier de quatre livres dont le premier contient un choix d'ordonnances concernant l'organisation judiciaire et la police, et dont les autres sont relatifs : le livre II au droit civil, le livre III à la procédure ; le livre IV aux conflits de juridiction et à la justice criminelle. De ces quatre livres le premier est étranger à tous les manuscrits, et le troisième ne se trouve que dans un seul. Pour les deux qui restent, ils forment dans tous les manuscrits une même série de chapitres qui se suivent d'un bout à l'autre du livre sans être interrompus par aucune division. On voit par là combien les manuscrits diffèrent de l'imprimé ; et il est plus facile maintenant de comprendre que la préface pût appartenir en propre à ce dernier et se trouver étrangère aux autres. Mais ce qui peut le faire réellement croire, c'est que cette préface n'est dans aucun des manuscrits (1).

Ce n'est là toutefois qu'une conjecture que des recherches plus heureuses pourront peut-être renverser. Mais qu'elle soit adoptée comme vraie ou condamnée comme fausse, elle fait bien ressortir ce caractère de compilation qui a présidé à la formation du Grand coutumier, et en voyant l'ouvrage diminué de moitié lorsqu'on remonte aux manuscrits, on se sent le désir d'aller plus loin encore et de connaître les opuscules qui ont servi de squelette à ce gros livre.

En voici un que le hasard nous a fait connaître et qui vraisemblablement est l'un des plus intéressants. Dans les éditions tant imprimées que manuscrites du Grand coutumier, on voit clairement que ce qui concerne les fiefs est emprunté à des sources différentes. Trois chapitres sont consacrés à ce sujet : l'un sur *la saisine des fiefs*, en français ; l'autre en latin intitulé *De feudis*, et le troisième ayant pour titre *Des coutumes de fiefs*. Ce dernier offre un aspect bizarre ; il est rédigé par demandes et par réponses, et il est le seul de tout l'ouvrage à présenter cette particularité. L'énigme est expliquée par le petit document qu'on va lire, lequel se trouve dans le manuscrit 4643 latin de la Bibliothèque nationale et reproduit, comme un opuscule à part, le cha-

de France, qui est cependant aussi rare que pas un d'eux. M. Ed. Laboulaye est le premier qui ait donné sur cet ouvrage des notions exactes ; il l'a fait en huit ou dix lignes dans la *liste des auteurs* placée en tête de l'édition des *Institutes de Loysel* publiée par M. Dupin et par lui. Il a compté huit éditions de ce livre publiées entre les années 1515 et 1598.

(1) Du moins de ceux qui sont à ma connaissance. Ce sont : à la Bibliothèque nationale les Mss. 119 N. D ; 9827 ; 9389 ; Dupuy, 247 ; Lancelot, 115 ; enfin le n° 682 des Mss. de la bibliothèque de la ville de Troyes.

pitre des coutumes de fiefs en le faisant précéder d'un sommaire, où l'on apprend que c'est une pièce administrative. Le roi, est-il dit dans ce préambule, a fait rechercher quelles solutions on donne, d'après l'usage de France, aux questions qui peuvent s'élever sur la pratique des fiefs, et les a fait constater par écrit afin d'empêcher les gens puissants de porter atteinte, dans leur intérêt particulier, aux coutumes établies; et la pièce suivante est le résultat de ce travail.

Quel est ce roi? On n'en dit pas le nom, et le document ne contient aucun indice, aucun trait historique, aucune date qui puisse mettre sur la voie et faire connaître à quelle époque il a été composé. Nulle trace d'aucune enquête semblable sur les fiefs ne se trouve dans le recueil des *Ordonnances des rois de France*. Il y a seulement à rapprocher du sommaire qui vient d'être analysé le fameux article 125 de l'ordonnance rendue par Charles VII en 1454, article où se trouve le premier pas fait par le gouvernement pour une rédaction générale des coutumes de France. « Souventes fois, y est-il dit, advient que les parties prétendent coutumes contraires en un mesme pays, et *aucunes fois les coutumes muent et varient à leur appétit*, dont grandz dommages et inconveniens adviennent à nos subjectz. Nous, voulans abrèger les procez et litiges d'entre nos subjectz et les relever de mises et despens et mettre certaineté ès jugemens tant que faire se pourra *et oster toutes matières de variations et contrarietez*, ordonnons et decernons, etc. » Ainsi l'on voit la même pensée qui a dicté la rédaction de notre document régner aussi, mais agrandie et plus savante, dans l'ordonnance de Charles VII. Il semble que l'auteur de cette dernière avait connaissance de notre enquête sur les fiefs et peut-être encore d'autres travaux de même genre qui ne nous sont pas parvenus. Mais ce n'est pas à dire pour cela que ces essais primitifs, inconnus jusqu'ici, et dont *les demandes des coutumes de fief* sont, je crois, le premier spécimen que l'on publie, appartiennent au règne de Charles VII. Le document qu'on va lire accuse par sa forme et par son style un âge plus ancien; il semble du commencement du quinzième siècle; il pourrait même remonter jusqu'au règne de Charles V. Je ne puis rien ajouter de plus précis. Il n'y a dans toute la pièce qu'un nom, celui de Jean de Houpendare (voy. § 22), qui pourrait servir peut-être à lui donner une date approximative; mais j'ai vainement essayé jusqu'ici de le retrouver ailleurs.

Le manuscrit latin 4643 (1) est un recueil qui commence par un

(1) Ms. in-4° sur papier, relié en maroquin rouge aux armes de Colbert. Il a été déjà mentionné ci dessus, *Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1^{re} série, t. III, p. 51.

stilus parlamenti et qui contient diverses ordonnances et autres pièces écrites de différentes mains. Les *Demandes des coutumes de fief* s'y trouvent intercalées vers le milieu sans aucune raison apparente et y occupent neuf pages. L'écriture du document est de la première moitié du quinzième siècle. Il est reproduit ci-après avec exactitude et sans autre changement qu'une numérotation des paragraphes. J'ai seulement cru devoir en rendre la publication aussi complète que possible en ajoutant en note toutes les variantes fournies par les éditions imprimées ou manuscrites du Grand coutumier (1).

Voici le texte :

Ce sont les demandes que le roy nostre sire fait des coutumes de fiefz à l'usage de France, les quelles coutumes ont esté vérifiés par les bons coutumiers selon ce qu'ilz en ont usé et veu user es chastelleries qui se gouvernent aux coutumes de France. Car quant il eschiet que il est ung fort seigneur et ung foible vassal ou ung fort vassal et ung foible seigneur, le plus fort de chacun d'eulx veult faire les coutumes a son propre et singulier prouffit soit a tort ou a droit.

Primo le roy demande : Ung chevalier et une dame espousent l'un l'autre, et ont plusieurs enffans filz et filles ; le chevalier et la damme se meurent. Comment se partiront leurs fiefz. — *La coutume respond* : Le filz ainsné emportera lequel hostel que mieulx luy playra, soit de par père ou de par mère, tout a ung arpent de jardrin tenant au dit hostel hors part. Et quant est de tout le seurplus de tous les fiefz, il emportera la moitié (2) par tout ; et les aultres enffans auront l'autre ; et emportera autant (3) la fille comme le filz. Et yront touz au seigneur de qui ilz (4) sont tenuz, et entreront touz en foy et fera chacun ung hommaige au seigneur. Et ne racheteront point les filz ne les filles, pour ce qu'il leur vient de droite ligne.

(1) Pour ces variantes j'ai désigné l'édition imprimée de 1515, qui est la plus ancienne et le type des autres, par la lettre I.

Les manuscrits sont représentés par les lettres suivantes :

Paris, 119 Notre-Dame, par N.-D.

Paris, 9389. par Bt

Troyes, 682. par T.

Les autres manuscrits n'offrent point de variante qui mérite d'être citée.

(2) La moitié par my et par tout, N.-D.; T.

(3) Et en emportera autretant, T.

(4) De qui leurs d. fiefz seront tenuz, T.

2. *Le roy demande* : Ung chevalier a deux enfans touz filz. Y se meurt. Comment se partiront les fiefz ? *Response* : L'ainsné aura les deux parz (1) et le jeune la tierce part soit filz ou fille.

3. *Le roy demande* : Ung chevalier se meurt et a plusieurs enfans mineurs d'age (2) ; la damme demeure en vie. Qui aura le gouvernement des enfans. — *Response*. La mère en aura la garde davant touz et ne rachatera point ; mais il conviendra (3) que dedens les xl jours après la mort du chevalier, elle voise (4) par devers les seigneurs (5) et qu'elle leur offre la bouche et les mains, tant pour son heritaige comme pour son douayre, et aussi comme ayant la garde de ses enfans, et le seigneur le (6) doit recevoir sans prouffit.

Or me dictiez, dist le roy, se ceste damme se remarie, se son mari rachetera, et quelle chose il rachetera. — *Response*. Il rachetera l'éritaige de la damme tout entièrement et le douaire qu'elle tient de son premier mari et l'éritaige aux enfans dont elle a la garde (7) ; et doit aller aux seigneurs et leur offrir la bouche et les mains dedens xl jours après ce qu'il a espousée la damme. Et s'il (8) leur doit offrir pour le rachat une somme d'argent, ou le pris que la terre sera prisee par bonnes gens, ou l'année et le marc d'argent ou il chiet. Et sachez (9) que le marc d'argent est (10) avecques l'année, ne l'année ne commence davant que le marc d'argent soit payé. Maiz tant que le seigneur en pourra lever de puis (11) qu'il a la damme espousée, puisqu'il aura lessé passer les xl jours, ce sera au seigneur et en pure perte pour le vassal (12).

(1) Les deux pars avecques le manoir comme dessus et le jeune, N.-D. ; T.

(2) Soubz aagez, T ; I.

(3) Esconvient, T.

(4) Aille, T.

(5) Le seigneur ou seigneurs, T.

(6) La doit recevoir, T ; I.

(7) . . . la garde, se il voit qu'ilz soient près de leur aage, et la prendra l'ayeul ou l'ayeulle se elle veult et ne fera aucun prouffit au seigneur ; et doit aller, N.-D.

(8) Et si leur doit, T ; I.

(9) Le marc d'argent la on il chiet. Et saichiez, T.

(10) Chiet, T.

(11) Depuis les xl jours passez après le remariement de lad. dame, T.

(12) Et pour la dame, T. — N.-D. ajoute ces mots : Tellement que, se il treuve l'aoust prest à sayer et les vingnes prestes à vendanger, tout sera sien franchement sans rien payer du labourage. — Toutes voyes selon la coustume, à l'opposition de N. du Jarre, disant que se les terres avoient par le vassal esté baillées à ferme à ung clostier qui a, à ses despens, tout labouré et semé, si ne lui en rendroit riens le seigneur ;

Or medictes, dist le roy : Si le seigneur choisist et prent l'année ; le marc d'argent lui est payé deslors qu'il choisist l'année (1) ; la damme avoit fait labourer les terres qui sont en ce fief et sont en blez ; comment prendra le seigneur l'année ? — *Respond le coustumier* : Le seigneur prandra les terres toutes semées, se il luy plaist, au point que ilz seront ; maiz y sera tenu de payer à son vassal (2) fers et semences tant seullement sans priser femeures (3).

Item se les terres estoient baillées afferme à ung fermier qui les eust labourées, le seigneur auroit troys choys contre le fermier s'il lui plaisoit : le premier, il pourroit prendre les gaignages en lui rendant fers (4) et semences ; le second, qu'il puet partir au fermier aux champs à la gerbe (5) ; le tiers, qu'il puet prandre la moison au temps et au terme qu'il la doit à son maistre.

4. *Le roy demande* : En ce fief a plusieurs bois grans et de grant aaige et aussi y a plusieurs viviers et rivières prestes à pescher ; quant le seigneur a prins et choisy l'année, puet-il coupper les bois et pescher les eaues ou point où elles sont quand il choisist ? — *Response*. Certez, non. Il ne puet riens prandre fors la revenue d'une année seullement. C'est assavoir que les eaues et les bois seront prisés combien ilz puent valoir de creue pour une année, et aussi combien ilz (6) puent valoir une année seullement, ne riens n'en lievera fors la valeur d'une année, comme dit est.

5. *Le roy demande* : A combien d'aaige est un enfant aaigé ? —

mais la coustume veult que icelluy fermier ait de sa ferme et dommage recours à celui qui le luy bailla et à ses hoirs s'il est mort. — *Item* le seigneur, si luy plaist, ira demourer toute son année en l'ostel du fief et boutera toutes autres gens hors et fera du tout comme du sien. — *Queritur* : Fera-il point faire les labours des terres et les vingnes ? *Responsio* : Oyl, tellement quellement, et se l'autre cueillette avenir chyet en son année, encores l'aura-il ; sinon le vassal l'aura, mais il paiera tous les labours premiers. Et pour eschever ce dangier, les vassaulx font plus grans offres souvent que leurs fiefs ne valent.

(1) Le seigneur choisist l'année, et est payé du marc d'argent dès qu'il choisist l'année, T.

(2) Tous les autres textes portent *frais*.

(3) *Fumiers*.

(4) *Frais*.

(5) Au champ et à la gerbe, T. A la jarbe, I.

(6) Et aussi combien les eaues pevent valoir tant seulement, ne rien n'en levera fors la valeur d'une année, T ; Bt.

Response. Le filz est aage à xx ans et ung jour, et la fille à xv ans et ung jour (1) entre les nobles.

6. *Le roy demande :* Quels gens ce sont qui ont garde et quels gens ce sont qui ont bail? — *Response.* Père, mère, ayol et ayolle ont garde d'enffans mineurs d'aage; frères et seurs oncles et neupveuz, cousins et parens du costé ont bail; mais père et mère, ayol et ayolle qui ont la garde de leurs enffans ou des enffans de leurs enffans, ne rachateront point; maiz frères et parens de ligne colatéral, à eulx appartient le bail, rachatent le bail d'une année, si comme il est dit cy davant ou III^e chapitre; et leur esconvient faire toutes les solennités qui sont contenues ou dit III^e chappitre (2).

7. *Le roy demande :* Se ung chevalier se meurt et sa femme aussi et ilz lessent pluseurs enffans soubz aagez, le chevalier a son père et ung frère en vie : qui aura le gouvernement des enffans soubz aage, ou l'ayol des enffans, ou l'oncle? — *Response.* Certez, l'ayol des enffans aura la garde. Et aussi aura-il la garde du costé de par leur mère, comme il aura de son costé, pour ce que touz les meubles et les revenues des enffans sont au gardien pour raison de la garde. Maiz il est tenu de les acquiter et de payer toutes leurs debtes, et les nourrir et payer toutes leurs charges de toutes leurs terres. *Item* de soustenir à faire leurs vignes et de les rendre en aussi bon estat comme quant ilz estoient au commencement de la garde. *Item* de faire garder et gouverner leurs justices et de les rendre sans aucun empeschement qui viengne de par la coulpe du gardien; et se deffault de couverture ou aultre deffault y a par le fait du gardien, il est tenu de l'en oster a ses coustz.

8. *Le roy demande :* Ung chevalier et sa femme sont morz et ont lessié ung enfant soubz aagé ou pluseurs. Ilz n'ont nulz amis ne parens qui vueillent entrer ou bail ne racheter leurs fiefz; le seigneur met le fief en sa main par deffault d'omme; et toutevoies le seigneur et la damme se obligèrent avant leur trespassement à une de leurs filles qui estoit nonnain, et luy donnèrent 20 l. de terre (3) et l'assignèrent sur leur fief : Assavoir se le seigneur qui tient le fief en sa main par deffault d'omme, sera

(1) A xv ans et ung jour se plus tost n'est mariée, T; Bt.

(2) Si comme il est dit cy devant. . . . Cette glose qui termine le § se trouve dans les imprimés, mais manque dans la plupart des manuscrits du Gr. coutumier.

(3) De rente, I.

tenu de payer (1) riens ne de respondre à nully du fief jusques ad ce qu'il ayt homme; et se l'enfant est povvre et il n'a de quoy vivre, sera le seigneur tenu de luy querir (2) à vivre? — *Response* : Certez, sire, non.

9. *Le roy demande* : S'il y a en ce fief eaues ou boys, fera le seigneur pescher les eaux et coupper les boys? — *Response*. Certez, sire, oil, et prandra et levera tout ce qu'il pourra trouver audit fief sans riens rendre au vassal, quand il viendra en aage (3).

10. *Le roy demande* : Ung chevalier espousa sa femme, et au jour qu'il l'espousa elle tenoit de son propre héritage cent livres de terre; durant leur mariage, ilz orent ung filz qui ot nom Robert, et avecques ce ilz acquistèrent durant leur mariage ij^c liv. de terre. Le chevalier mourut et la damme se remaria, et print ung gentil homme, et de ce second mari elle eut ung filz nommé Guillaume, et durant ce second mariage ilz acquistèrent mil l. de terres, et si avoient et ont des meubles (4). Or advint que la damme morut et laissa les deux enfans de ses deux mariz dessusdits, c'est assavoir Robert et Guillaume. Comment sera le sien party? Premièrement l'héritage de la damme, les conquestz et meubles du premier mary et les conquestz et meubles du second mary avec certains héritages en fief qui sont venuz de la damme de son père (5); et aussi certains fiefz qui lui sont venuz de son frère; toutes ses deux eschouetes depuis que son premier mari l'espousa. — *Response*. Certez, sire, Robert le premier filz emportera franchement les cent l. de terre que ladite damme leur mère jadis tenoit de son propre héritage au jour que son premier mary, père de Robert, l'espousa, et les aura franchement, ne Guillaume le second filz n'y prandra riens, et si aura les fiefz qui sont escheuz à la damme sa mère du père de ladite damme. Maiz Guillaume le second filz aura la part de la damme leur mère des conquestz qu'elle fist en la compagnie de son premier mary, et si aura pareillement toute la part de ladite damme sa mère des conquestz qu'elle a faiz avec le second mary son

(1) De payer ladite rente à la nonnain. — *Resp.* Non, car le seigneur n'est tenu de riens respondre à nully du fief... T; I.

(2) De luy aider à vivre, T; I.

(3) En aage, T; I.

(4) Et ont deux mil livres de meubles, T; I.

(5) *Lisez* : Qui sont venuz à la dite damme, de son père. — ... qui lui sont venuz de son frère, T; I.

père. Et si aura touz les fiefz qui luy sont venuz de son frère, et si aura touz les meubles que ladicte damme avoit au jour de son trespassement. Et les debtes et le testament de ladite damme. lesdiz deux enfans paieront chacun selon ce qu'il emportera des meubles et des héritaiges, c'est assavoir *pro rata*.

11. *Le roy demande* : Le chevalier a une fille et non plus ; le chevalier se meurt : la fille est en aage, elle estant en la foy de son seigneur. Assavoir se elle rachetera.—*Response*. Certez, sire, non ; car par la coustume, nul enfant, soit filz ou fille, ne rachetera chose qui luy viengne de père ne de mère, d'ayol ne d'ayolle, car c'est droicte ligne en descendant. — *Or me dictez, dist le roy*, se elle se marie, et son mari ne la trouve en foy ; rachetera son mary ?—Oil, il rachetera tout l'éritaige de la damoiselle (1).— *Or prenons, dist le roy*, qu'elle ayt un frère, et qu'elle soit en foy quant elle se marie : Assavoir se son mary rachetera ?—Certez, oil, car par la coustume, puisque le seigneur change vassal, il y chet rachat, se se n'est de père à filz, d'ayol ou d'ayolle.

12. *Le roy demande* : Ung chevalier et sa femme sont mors et laissent pluseurs enfans, dont il y a une fille aagée et les aultres enfans sont soubz agiez. Qui aura le gouvernement de ses enfans ? — *Response*. Certez, sire, la fille qui est aagée entrera en la foy du seigneur de qui le fief est tenu pour le totaige, soy disant héritière de son père et de sa mère, seulle et pour le tout. Ne le seigneur ne la puet contraindre à soy porter avoir (2) le bail de ses frères et seurs. Mais esconviendroit que le seigneur la reçoive du totaige de ses fiefz sans prouffit ; et à la mesure que les enfans venront en aage, la fille leur baillera leur part, et entreront en la foy de leur seigneur sans racheter.

13. *Le roy demande* : Ung chevalier et sa femme achateront deux fiefz, l'un mouvant de l'abbé de Saint-Denis, et l'autre du prieur de Saint-Martin des Champs ; le chevalier se meurt sans hoir de son corps ; maiz il a ung frère qui partist à la damme, et partissent ces deux fiefz en telle manière, que le frère a l'un des fiefz et la dame a l'autre, et demeurent touz entiers. Assavoir s'il y a rachat ?—*Resp*. Certes, sire, oil ; chacun rachetera la moitié

(1) T ajoute ici cette glose : « Secus in Campania, quia filia transcendente ad primum matrimonium seu ad primas nupcias, maritus ejus nichil solvit ; secus si ad secundas nupcias convolaverit quia secundus maritus solvet rachatum. »

(2) Comme aiant, 1.

d'un des fiefz, et seront prisez ad ce. — *Respond le roy* : Amis, tu scees que en eschanges de heritaiges sans soultes n'a point de rachat. Il convenist de ce qui à lui appartenoit ; maiz ilz ont eschangé ce qui n'estoit pas leur , et dont ilz n'estoient point en foy ; par quoy rachat chiet.

14. *Le roy demande* : Ung chevalier a ung filz et une fille. Il marie sa fille. Assavoir se le mari rachatera ce que le père ou la mère luy donnent en mariage. — *Resp.* Non, puisqu'elle ayt ung frère, elle ne rachetera point, car le frère la garde une foiz de racheter par la coustume des nobles.

15. *Le roy demande* : A cette fille dessusdicte vient et eschiet par la mort de son père , de son ayol ou de son ayolle , ung fief après ce qu'elle est mariée. Assavoir se son mari rachetera ce que ainsi lui sera escheu ; car vous savez (2) que son frère la gardera une foiz de rachater. — *Response.* Le mary ne rachetera pas. Jà soit ce que son frère l'ayt autrefois gardée de rachater, voyre ce qui lui fut donné en mariage. Or savez-vous , sire , que par la coustume des nobles , ce qui eschiet de père et de mère, d'ayol ou d'ayolle , il n'a point de rachat pour ce qu'il vient de droicte ligne en descendant. Et touteffois que ce cas escherra à femme soit mariée ou non , et elle aura frère , le frère la gardera de rachater puisqu'il venra de père, de mère, d'ayol ou d'ayolle de droicte ligne en descendant. Or , vous savez que ce fief luy vient de droicte ligne en descendant , en laquelle ne eschiet point de rachat , et pour ce la puet son frère garder de rachater touteffois que le cas y escherra (3).

16. *Le roy demande* : Ung chevalier se meurt ; et après sa mort, celui qui devra estre héritier entre en ses fiefz et heritaiges, et en fait les prouffiz siens ij ou iij ans sans entrer en foy ne en hommaige du seigneur de qui les fiefz sont tenuz, au desceu du seigneur. Or advient que le seigneur s'aperçoit que il n'a point

(1) et seront prisez. — L'en peut dire contre ceste response : En eschange d'heritaige sanz soultes n'a point de rachat ; et l'en peut veoir que c'est un eschange. — *Solucio.* Voir est que en eschange sanz soultes n'a point de rachat ; maiz s'ilz voulsissent avoir eschange sans rachat, il convenist qu'ilz eussent avant ce esté en foy chascun de ce que à lui en appartenoit ; maiz ilz ont eschangé ce qui n'estoit pas leur et dont ilz n'estoient pas en foy ; pourquoi le rachat y chiet (T).

(2) *Videtur quod sic*, puisque son frère l'a ja garantie une foiz de rachater, T ; N. D. ; T ; I.

(3) Et s'elle n'a point de frère que fera elle ? Fera selon ce qui est esclairey cy dessus ou § *Ung homme noble ou non noble* (Glose de T. B4, 1)

d'omme de cest fief. Tantoust il meet le fief en sa main et deffend à icellui qu'il ne s'i boute. Et depuis que ce sera, le seigneur (1) puet prandre toutes les levées et les fruiz qui y seront du fief et appliquera son prouffit sans rieurs randre à celui à qui le fief doit estre.

17. *Or prenons, dist le roy* : Le vassal vient vers le seigneur et luy fait les offres que l'en doit faire à son seigneur. — *Resp.* Le seigneur lui dira (2) : Vous avez levé mon fief qui m'appartenoit, non pas à vous, car vous n'avez que quérir ou fief (3) jusques ad ce que vous eussez fait par devers moy ce que vous deviez ; car vous n'y pouez ouvres, se ce n'est par moy ; et pour ce que vous l'avez tenu sans seigneur depuis la mort de celui de qui vous (4) avez la cause, je l'ay tenu sans homme, ne à chose que vous me requeriez ne à offre que vous me faciez. Je ne vous escouteray point jusques ad ce que je l'aye autant tenu sans homme comme vous l'avez tenu sans seigneur ; ou vous me rendrez tout ce que vous en avez levé durant le temps que vous n'y aviez point de droit.

18. *Le roy demande* : Ung chevalier et sa femme ont deux enfans. Le chevalier se meurt ; sa damme demeure et a la garde de ses enfans. La dame a ung frère, et aussi avoit le chevalier ung frère ; et advient que la damme se meurt ; l'enfant qui est souz aagé demeure. Assavoir qui aura les meubles de la damme, ou le frère au seigneur, ou le frère à la damme, pource qu'elle eut touz les meubles après le trespas du dit chevalier. — *Resp.* Le frère de la damme les aura touz, pour ce qu'ilz viennent de son cousté (5).

19. *Le roy demande* : Ung chevalier a conquesté iij^e l. de terre et n'a nul hoir de son corps ; maiz a deux frères et iiij seurs. Il se meurt. Comment se partiront les héritaiges de père et de mère et ses conquestz ? — *Resp.* Certez, sire, les deux frères emporteront tout l'éritaige en fief tant du propre comme des conquestz ; ny les seurs n'y prendront riens ; car par la coustume des nobles : Nulle fille ne hérite en eschoitte de cousté, puis qu'il y a hoir masle aussi près comme elle. Et de ceste succession autant emportera le jeune des frères comme l'ainné.

(1) Et depuis *quid faciet dominus* ? T. — Et depuis, que fera le seigneur ? N.-D. — Que doit faire le seigneur ? l.

(2) Adonc le seigneur lui peut dire, T.

(3) Car vous n'y avez riens jusques à ce que, T ; l.

(4) Vous dictes avoir cause, T ; l.

(5) Pour ce qu'il vient de son costé, l

20. *Le roy demande* : Ung chevalier et sa femme sont en mariage; le chevalier se meurt et a plus à creu que mestier ne luy fust. Assavoir se la damme payera la moitié des debtes. — *Resp.* Certez, sire, non, se il ne luy plaist; maiz qu'elle voyse le jour de l'obbit du chevalier à l'église sus la fousse du corps et eu, là, mettant sur la fousse sa saincte, en disant : « Je renonce à touz les biens meubles et à toutes les debtez de monseigneur et à touz les biens quelxconques que monseigneur et « moy eussions oncques, excepté mon douaire; » et depuis se garde bien de prandre aucuns des biens dessusdiz; et par ainsi elle aura son douaire franchement, sans paier nulles debtes (1).

21. *Le roy demande* : Ung chevalier a iiij filles. Il se meurt. Comment se partiront ses fiefz? — *Response.* Autant aura l'une comme l'autre, et ne rachèteront point, pour ce que c'est eschoitte de droite ligne (2).

22. *Le roy demande* : Ung gentilhomme nommé Jehan Houpendare tient ung fief de son seigneur. En ce fief a ung fief qui en vient qui est arrière fief au seigneur de qui ce premier fief est tenu. Or advint que le dit Houpendare achate ce fief qui est tenu de luy en fief nu à nu. Assavoir comment que ledit Houpendare tenra ce fief et de qui; et se il tenra de luy-mesmes. — *Resp.* Certez, sire, il esconviendra que le dit Houpendare le meste hors de sa main par quoy il en ayt homme comme devant, et qu'il soit tenu du seigneur en arrière fief de qui le plain fief est tenu, et que le dit Houpendare en soit son homme comme devant; ou se ce non, il esconviendra que le dit Houpendare le tiengne en plein fief de son seigneur de qui le maistre fief est tenu et qu'il luy en face hommaige aussi bien comme du maistre fief et qu'il luy en baille son adveu comme du propre fief; et par ainsi le pourra tenir le dit Houpendare et non aultrement (3).

23. *Le roy demande* : Ung gentilhomme a une fille seulement et non plus d'enfans. Il marie sa fille, et ce fait il meurt. Assavoir se le mary rachatera la succession du père (4). — *Resp.* Cer-

(1) Au lieu de ce § les autres textes portent seulement : Item la dame peult renoncer aux meubles et aux debtes en acceptant son douaire le quel elle aura franchement; mais garde soy qu'elle ne preigne aucuns bienz tant soit petit.

(2) Pour ce qu'elles succèdent en droicte ligne, T; 1.

(3) Au nom de Jean de Houpendare les manuscrits du Grand coutumier substituent un nom banal; les uns mettent Robert, les autres Philippe.

(4) La succession du père quant aux fiefz, I.

tez, sire, oil. Car il est estrange personne et si n'a point la damoiselle de frère qui la garantisse de rachater.

24. *Or me dictes, dist le roy*, se ladite damoiselle demeure orpheline de père et de mère et n'est ne ne fut oncques mariée et convient qu'elle entre en foy des fiefz qui luy sont venuz et escheuz tant de par père comme de par mère, assavoir se elle rachatera. — *Resp.* Certez, sire, oil ; pour ce qu'elle n'a point de frère qui la puisse garder de racheter ; mais si elle eust ung frère grand ou petit, il la gardast une foiz de rachater tant seullement. — Et s'elle se remarie après ces choses faictez, rachatera son mary ? — Certez, sire, oil, pour ce qu'il est estrange personne.

25. *Le roy demande* : Ung chevalier se marie, qui a son père et sa mère en vie. Toutesvoya sa femme a de luy ung enfant. Si advient que la mère du chevalier se meurt durant le mariage dudit chevalier et de sa femme ; et après ce, la femme du d. chevalier se meurt, et sur ce le d. chevalier se remarie à une aultre femme, et a celle femme ung filz durant le second mariage, et après ce le père du d. chevalier trespasse. Assavoir se l'enfant premier emportera douaire en l'eschoitte du père et de la mère de son père, et comment ces deulx eschoittes seront parties entre les deulx enfans. — *Resp.* Le premier enfant emportera le douaire de son ayolle pour ce que sa mère vivoit au jour du trespas de sa ditte ayolle ; car par la coustume des nobles, ce qui eschiet à homme noble, luy estant en mariage, soit de par père ou de par mère, d'ayol ou d'ayolle, en descendant de droitte ligne, sa femme en est aussi bien douée comme se son mary en fust en saisine au jour des nopces quant il l'espousa ; et par la coustume, c'est l'héritage du premier enfant ; et l'autre moitié d'icelle eschoictes se partira selon la coustume du pais, c'est assavoir que l'eschoitte de l'ayol qui a esté mort depuis que la première damme fut morte, et que la femme de son filz a eu ung enfant de son filz, icelle eschoitte derrenière de l'ayol, se partira par la voye devant ditte ; car c'est douaire à la seconde femme et propre héritage du second enfant ; ne le premier enfant n'y prandra riens, fors par la manière que ditte est dessus.

26. *Le roy demande* : Ung homme noble ou non noble vend ung fief, et est marchié fait et acordé entre lui et l'achateur. Or advient que l'achateur et le vendeur sont à accord que le marchié soit deffait, et reprent le vendeur son fief. Assavoir se le seigneur de qui est le fief tenu y aura point de quint denier. —

Resp. Certez, sire, non ; car par la coustume des fiefz, tout homme qui tient en fief, puet son fief vendre ou eschanger ; et si le puet rendre et tenir comme davant (1), que le seigneur de qui il est tenu n'y puet riens demander jusques au desmettre de la foy, maiz quil n'y ait point de fraude contre le seigneur (2).

27. *Le roy demande* : Ung homme noble ou non noble et sa femme acquierent ung fief et le tiennent longuement en leur main. Or advient que l'homme et sa femme sont mors. L'homme a ung frère et la femme n'a nul parent ne personne qui se puisse dire de son lignage. Comment sera ce fief party ? — *Resp.* Certez, sire, le frère emportera la moitié du fief et le seigneur de qui il est tenu aura l'autre moitié, ou cas qu'il sera hault justicier sus ledit fief ; et s'il n'estoit hault justicier sur ledit fief, le hault justicier l'auroit et pourroit tenir ung an sans en faire prouffit au seigneur de qui il seroit tenu ; maiz il esconviendroit que le hault justicier le meist hors de sa main dedans an et jour et qu'il en baillast homme à celui de qui il seroit tenu affin qu'il en eust le quint denier de la vendue.

28. *Le roy demande* : Ung homme noble ou non noble tient ung fief. Or advient qu'il se meurt et lesse ung enfant soubz aagé, lequel homme a une seur aagée qui est à marier, laquelle a le bail de cest enfant. Assavoir se icelle seur rachetera le bail de sa niepce fille de son frère ? — *Resp.* Certez, sire, oil : car toutes personnes qui prennent bail, rachatent. — *Or me dictez, dist le roy*, se celle seur se marie lui tenant ce bail, assavoir se son mari rachetera iceluy bail ? — *Resp.* Certez, sire, oil, car il est estrange personne. — *Or me dictez, dist le roy*, se son mary se meurt luy estant en ce bail et cependant l'enfant demeure toujours soubz aagé, assavoir se la femme qui est amite (3) de l'en-

(1) Jusques au desmettre de la foy, T ; 1.

(2) Bt place ici cette observation : *Secus esset in censivæ* (Lib. sup. titulo : De saisine en censive, § *Quid se l'acheteur ne va point devers le seigneur*). — Puis le même Ms. Bt et le Ms. T ajoutent à ce § le développement qui suit : Si comme je vens pour ma nécessité rente sur mon fief sans aliéner le gazon ou se je vens le gazon à rachat d'un an ou de trois ou plus et que je, le temps du rachat, en joys des fruis, prouffis et émolumens en signe que je n'aye point d'entencion de le meetre hors de ma main, mais que ce je feis pour ma nécessité ; mais se je vens mon fief à ung, deux ou trois ans de rachat et icelui qui l'achete en recoit les prouffis et emolumens, ou se je le vens sans terme sans ce que je me desmeete de la foy es mains de mon seigneur en cest cas il est à présumer que ce je face pour receler à mon seigneur feodal son quint denier, mesmement quant celui à qui je le vens en jouyt des fruitz.

(3) Qui est ante, T.

fant rachatera ce bail pour ce qu'il lui revient par la mort de son mary? — *Resp.* Certez, sire, oil. — *Or me dictez, dist le roy, si elle se marioit plusieurs foiz durant le soubz aage d'icellui enfant, racheteroient touz ses mariz?* — *Resp.* Certez, sire, oil, aussi bien le derrennier comme le premier, et aussi elle, toutesfoiz que le bail reviendra en sa main.

29. *Le roy demande :* Ung homme tient ung fief : à quans ans le puet il engaiger sans ce que le seigneur y ait prouffit? — *Resp.* Certez, sire, tout homme puet son fief engaiger à iij ans et non plus, une foiz en son aage. Et s'il est ainsi qu'il soit engaigé à plus, le seigneur en aura le quint denier de tout, car s'il vendoit son fief après ce qu'il l'aurait engaigé à la vie d'aucune personne ou à pluseurs années, de tant seroit le fief moins vendu et de tant en auroit le seigneur moins de prouffit quant au quint denier (2).

30. *Le roy demande :* Ung gentilhomme et sa femme sont mors ; l'omme a son pere en vie et la femme a ung frère en vie ; assavoir mon, qui aura le gouvernement des enfans qui sont creez en ce mariage, qui sont soubz aage? — *Resp.* Certez, sire, l'ayol des enfans en aura la garde et aussi bien du cousté de la mère comme du cousté du père, pour ce que touz les biens meubles de l'enfant appartiennent à l'ayol devant touz. Et si ne rachatera point. — Et s'il eschéoit qu'il n'eust point d'ayol et qu'il eust oncles d'un cousté ou d'autre, ou aultres personnes plus loingtaines de linage qui auroient (2) le gouvernement des dessus d'enfans?

Notre manuscrit s'arrête ici sans même donner la réponse à cette dernière question (3). Dans les autres textes imprimés ou manuscrits le chapitre est loin d'être terminé là, mais on n'y apprend rien de plus sur l'opuscule qui en est l'objet, sur son auteur ni sur l'époque de sa composition. Peut-être en trouvera-t-on quelque autre texte moins avare d'éclaircissements.

(1) Ce § ne se trouve pas dans les autres textes.

(2) Qui aroit, T; I.

(3) Voici cette reponse : « Le plus prouchain l'ara de quelque costé qu'il soit, » T; Bt. — « L'oncle de par le père, » I.

RAPPORT

II

GRAND CONSEIL

DE LOUIS XI

SUR LES ABUS ET LES SCANDALES

DE LA COUR DES AIDES.

1468.

La cour des aides tirait son origine de la commission financière qui fut préposée à la levée et à toute l'administration de l'impôt extraordinaire voté sous le roi Jean pour la défense du territoire. Cette commission avait d'abord été temporaire ainsi que l'aide pour laquelle on l'avait nommée. Charles V rendit l'une et l'autre perpétuelles. L'organisation de la cour des aides ne devint complète que sous Charles VI ; elle fut faite à l'image des autres cours souveraines. C'était le tribunal qui jugeait en dernier ressort toutes les affaires contentieuses ou criminelles occasionnées tant par l'assiette que par la perception de ce qui formait au moyen âge les *finances extraordinaires* du royaume.

Louis XI, au commencement de son règne, crut pouvoir se passer de la chambre des aides. Il l'abolit en 1462, et investit de ses pouvoirs l'auditoire des maîtres des requêtes de son hôtel, à qui il adjoignit les receveurs généraux, alors au nombre de trois. Mais les maîtres des requêtes ne purent accorder des fonctions nouvelles avec celles qu'ils avaient déjà. Le roi fut forcé de rétablir, le 3 juin 1464, un tribunal spécial qu'il composa des trois receveurs assistés d'un conseiller et d'un greffier. C'était encore une notable réduction sur l'ancien personnel de la cour, qui consistait, outre les receveurs généraux, en un président, trois conseillers, un avocat, un greffier, un receveur des amendes et deux huissiers. L'État ne se ressentit pas longtemps de cette diminution

de charges. La guerre du Bien Public, qui eut lieu, comme on sait, en 1465, força le roi non-seulement à rappeler les anciens officiers des aides, en maintenant ceux qu'il y avait mis lors de la réorganisation, mais encore à créer quantité de charges qui n'avaient pas existé sous les règnes précédents. Aussi, en 1468, comptait-on, à la cour des aides, deux présidents, sept receveurs généraux, cinq conseillers, deux avocats, deux receveurs des amendes, six huissiers.

C'est là le premier abus que signale notre document. Les conséquences fâcheuses en sont exposées avec une clarté et une franchise qui ne laissent rien à désirer. Les auteurs du rapport nomment les membres de la cour, signalent leurs intérêts particuliers, mettent à nu leurs rivalités et leurs passions. Ils finissent par le récit de scènes incroyables, dans lesquelles la cour, en dépit de sa majesté, se transformait parfois en une arène où des coups étaient donnés et reçus.

Mathurin Baudet, procureur des aides, et Aignan Viole, premier avocat (il était de la création de 1464), doivent être regardés comme les auteurs de ce rapport : du moins, ils l'ont signé ; et l'on voit, par le dernier paragraphe, qu'ils furent invités par le Grand Conseil à le rédiger après une déposition verbale de son contenu qu'ils avaient faite quelque temps auparavant.

L'un des articles du mémoire atteste qu'il fut remis le 21 octobre 1468. C'était le moment où Louis XI, engagé d'une façon si téméraire auprès du duc de Bourgogne, concluait le fatal traité de Péronne. Les embarras amenés par cette affaire empêchèrent qu'on fit droit immédiatement aux plaintes portées contre la cour des aides. Notre mémoire toutefois ne fut pas inutile. Il ressortit son effet en 1470, par une ordonnance en date du 29 décembre, qui ramena le personnel de ce tribunal à ce qu'il était sous Charles VII (1).

Nous publions ce précieux document d'après une copie moderne et souvent défectueuse, que nous avons trouvée dans la collection Legrand (t. XVI) à la Bibliothèque nationale.

Au Roy et à messeigneurs de son grand conseil par luy commis à la justice et police de son royaume : remontre son procureur général sur le fait des aydes et gabelles ordonnées pour la guerre, ce qui s'ensuit pour y estre pourveu.

Et premièrement que la chambre des dits aydes a esté par long temps et bien entretenue d'un président, quatre généraux,

(1) Voyez *Ordonnances des rois de France*, t. XVII, p. 357.

trois conseillers, un avocat, un procureur, un greffier, un receveur (1) et deux huissiers.

Ce nonobstant, puis peu de temps, plusieurs se sont intrus esdits offices et subrepticement ont eu lettres servans à leur cas ; tellement que, pour un président, y en a deux ; pour quatre généraux, sept ; pour trois conseillers, cinq ; pour un avocat, deux (2) ; pour un receveur, deux ; pour deux huissiers, six.

Item et en lad. chambre se traitent toutes questions et matières de finances extraordinaires.

Item s'y traitent toutes questions d'offices desdits aydes et gabelles, comme esleus, grenetiers, receveurs et autres ; et aussy la punition et correction d'iceux quand ils délinquent esd. offices au préjudice du Roy, de ses finances et de la chose publique.

Item semblablement s'y traitent (qui bien est à noter) toutes matières d'exemptions, soit qu'elles soient prétendues à cause de noblesse, ou autrement.

Item que trois personnes, c'est à sçavoir deux généraux et un conseiller, ou deux conseillers et un général, peuvent par les ordonnances royaux juger et déterminer, et par arrest, de quelque matière agitée en lad. chambre, sans aucune excepter, soit qu'elle touche le roy en ses finances ou autre.

Item et par ce, faut conclure que, quand telle puissance fut baillée à si petit nombre de gens comme de trois, et dont on use encore à présent, ils estoient bien esleus comme notables et experts ; autrement le roy y eust pu avoir grand intérêt en ses finances ; veu que en parlement, à ce qu'une matière soit jugée par arrest, tant soit elle petite, ils doivent estre dix conseillers du moins : qui n'est de merveille, car arrest est la fin des controverses.

Item, ces choses présumposées et jacoit ce que par ordonnances royaux le nombre des officiers de lad. chambre soit d'un président, quatre généraux, trois conseillers, avocat, procureur, greffier, receveur et deux huissiers, comme dit est, voire qui ne font que quatorze en nombre : toutes fois ils sont douze ex-

(1) C'était celui qui recouvrait les amendes prononcées par la cour.

(2) L'acte de création de la seconde charge d'avocat nous a été conservé. Il est imprimé dans le recueil des *Ordonnances des rois de France*, t. XVI. Cette création eut lieu le 15 mai 1466, en faveur de Jean Dufresnoy, gendre du premier président au parlement de Paris.

traordinaires en ladite chambre ; ainsy, pour quatorze, vingt six.

Item mais il y a plus (1) que par certaine ordonnance faite sur la restrinction des offices et gages de tout le royaume, les quatre généraux furent réduits à deux, (ostez et deboutez tous extraordinaires), et les gages réduits ; c'est à sçavoir : ceux du président, qui prend mille livres tournois par an, à cinq cens livres t. ; et ceux des généraux, qui en prennent cinq cens l. t., a trois cens l. t. ; et ainsy de plusieurs autres officiers.

Item lad. restrinction des personnes peut estre dite raisonnable ; car encore demeurent six pour juger un procès, c'est à sçavoir le président, deux généraux et trois conseillers ; et toutes fois, par l'ordonnance que dessus, trois le peuvent faire.

Item et au regard des commissions qui surviennent en lad. chambre pour les parties, elles se doivent par les ordonnances bailler *ad partes* quand elles y sont requises (qui le sont presque toutes) ; mais il ne se fait pas pour la pratique de trois escus par jour aux généraux qui y vont, avec les 500 l. t. qu'ils prennent sur le Roy, absens comme présens, en son préjudice.

Item le Roy y est doublement intéressé ; car ce leur est cause de eux distraire de ladite chambre pour avoir double loyer, et aussi ils sont payez sans servir.

Item et au regard de la restrinction des gages de mil à 500 l. pour le président, et de 500 l. à 300 l. pour les généraux, elle semble raisonnable, voire à payer du temps qu'il servirent ; car c'est bailler au président de lad. chambre autant qu'à un président de parlement (hors le premier), et à un général, autant qu'à un conseiller de lad. cour. Et aussy outre lesd. gages ont les vins, et les autres ont les espices de visiter procès, taxations de dépens et interrogatoires, qui vallent au bout de l'an grand chose.

Item les gages des trois conseillers, qui doivent estre gens lettrez, pour visiter et consulter les procès, ne sont que de 100 l. t. obstans les émolumens que dessus ; et plus n'ent ont à présent.

Item et au regard du greffier, il n'a aucuns gages ordinaires ; et peut estre la cause parce que l'office est lucratif.

Item, au regard de l'avocat, il ne prend que 100 l. t. de ga-

(1) Il doit y avoir une lacune du texte à cet endroit

ges, obstant qu'il pratique pour qui l'en requiert, tant en parlement, en ladite chambre, que ailleurs; et n'est besoin avoir deux avocats; et ne fut jamais fait que depuis deux ans.

Item et touchant le procureur, son prédécesseur n'avoit que 100 l. t. de gages et pratiquoit pour les parties, comme l'avocat; mais on luy a, outre ce, ordonné 300 l. pourveu qu'il ne pratiquera pour autre quelconque que pour le roy. Et si lad. somme semble excessive, en soit diminué ce que sera advisé et permis pratiquer pour les parties, comme faisoit sond. prédécesseur, s'il est advisé qu'il se doye faire.

Item et au regard de la recepte de lad. chambre, elle peut estre toute faite par un seul receveur qui a 100 l. de gages.

Item et en tant que touche les six huissiers dont les quatre extraordinaires ne prennent gages, il ne se doit tolérer; car ce est foule à la chose publique, et se peut-on en toutes exécutions aider de tous autres sergens et mesmement des sergens à cheval pour envoyer dehors, qui ne prennent que xj s. par jour; et sous le nom d'huissier, les dits extraordinaires en prennent seize, qui à la vérité ne sont point officiers.

Item suffit pour lad. chambre les d. deux huissiers ordinaires pour garder l'huis et autres affaires de lad. chambre.

Et pour déclarer comment en lieu de quatorze officiers en y a de présent vingt-six, est à sçavoir ce qui s'ensuit :

Pour un président en y a deux, c'est à sçavoir Mgr l'évesque de Troyes (1), président ordinaire, et Mgr le général Herbert, qui a lettres pour présider en son absence.

Pour quatre généraux, en y a sept : c'est à sçavoir le dit Herbert, maistres Antoine Erlant, Guillaume de Sabrevoys, Jean Compains, Jacques Lesbahy, Guillaume Longuejoe et Ravaud Le Roy (2).

Pour trois conseillers, en y a cinq, c'est à sçavoir : maistre Jehan de Fromentières, Charles Rapiot, Jehan Baillet le jeune, Charles Cadier et Jehan Dubreuil.

(1) Louis Raguier, fils d'un receveur général de Charles VII, et lui-même président de l'ancienne cour des aides dissoute par Louis XI. Il fut remis en charge le 9 juillet 1465, huit jours avant la bataille de Montlhéry.

(2) Ravaud-Leroy avait été fait général le 29 août 1465, à la place de Jean Compains, qui s'était mis avec les coalisés. Après le traité de Saint-Maur, Compains vint redemander sa place, et le roi la lui rendit sans destituer pour cela Ravaud-Leroy. (*Ordonn. des rois de France*, XVI, p. 347.)

Pour deux huissiers, six, c'est à sçavoir : Jean Bellefemme, Jean Constantin, Guillaume de Lunes, Jean Le Blanc, Guillaume Frolo et le clerc dudit Herbert.

Pour un avocat, deux, maistre Aignan Viole, ordinaire, et maistre Jean du Fresnay, extraordinaire.

Pour receveurs, maistres Jean d'Orchière et Jacques Desmolins.

Pour greffier, maistre Pierre Vivier.

Et pour procureur, maistre Mathurin Baudetz.

Item et que à l'occasion de l'excessif nombre que dessus, et aussy par la proximité de lignage estant en ladite chambre, sont en icelle chambre les divisions, questions, ligue et débats de part, desquels sera cy après touché.

Item et pour déclarer la dite proximité, le président y a ses deux cousins proches, maistres Jehan Baillet le jeune et Antoine Erlant, et son neveu, maistre Charles Cadier; qui sont quatre, dont les trois peuvent décider par arrest.

Item ledit Herbert y a son fils, Sabrevoys, et son cousin germain, Fromentières. Ainsy trois, qui peuvent faire un arrest comme dessus.

Item en la dite chambre sont les dites divisions, ligue et haines entre les personnes qui s'ensuivent, c'est à sçavoir entre ledit président et Compains.

Entre les dits Sabrevoys et Compains d'une part, et ledit Erlant d'autre, pour la priorité du lieu et siège.

Entre lesdits Herbert et Erlant, pour cause de l'office de quart général ordinaire.

Entre les dits Herbert et Longuejoe, pour cause de l'office de quint général.

Entre les dits Sabrevoys, Compains, Longuejoe, Fromentières et Rapiot d'une part, et le dit Cadier d'autre.

Entre les dits Cadier et Dubreuil, à cause de l'office de conseiller ordinaire.

Entre les deux huissiers qui se dient ordinaires, et les quatre autres.

Item et en la dite chambre surviennent chacun jour, à l'occasion des choses dessus dites, plusieurs grands débats, noises et divisions; tellement qu'au moyen d'icelles, depuis demy an en ça, se sont faites peu d'expéditions en la dite chambre. Et qui pis est s'en est engendré grand scandale et grand vitupère.

Item et qu'ainsy soit il, il est tout notoire que Compains et

Sabrevoys battirent maistre Charlot Cadier la première fois qu'il entra en la chambre après son institution, et tellement qu'il cria au meurtre, à l'oye de ceux qui attendoient les expéditions de ladite chambre et de ceux qui alloient en la chambre des Comptes.

Item, samedi, xv^e jour d'octobre MCCCCLXVIII, y eut très grand noise en ladite chambre entre lesd. Erlant et Sabrevoys, en appelant les pères l'un de l'autre, c'est à sçavoir, Herbert et feu Erlant, traitres au Roy, et plusieurs autres injures.

Item et semblablement led. Compains a pris noise et injurié ledit président en pleine chambre; et plusieurs autres débats et noises quotidiannes, dont il apperra, quand on voudra sur ce faire information, et qui sont toutes notoires.

Item et de nouvel, le jour d'hier, y eust en icelle chambre très grand noise entre les présidens, généraux et conseillers d'icelle, d'une part, et led. Sabrevoys, d'autre, à l'occasion de l'institution dudit Dubreuil, et semblablement cejourd'huy, tellement qu'elle vacque.

Item, que le président de ladite chambre, connoissant les choses dessus dites, a ce jour d'huy xxi^e d'octobre MCCCCLXVIII, à vous, Messeigneurs du grand conseil, requis ordre et provision y estre mise; et par ledit Sabrevoys, au nom de ladite chambre, a autrefois esté requis pardevant Monseigneur de Dunois, en conseil; auquel conseil ont esté baillez articles par les dessusdits les uns contre les autres, qui contenoient bien amplement les abus par eux perpetrez.

Item et se sont les aucuns d'eux assemblez hors d'icelle chambre, et certaine somme consignée par Loys Beuve de Fons, ont déclarée confisquée et départie entr'eux, sans la prendre par les mains du receveur ne de son commis.

Item et pour ce que par les avocat et procureur du Roy en la dite chambre, vous ont esté ouvertes et remonstrées de bouche les choses dessus dites, en la présence dud. président, leur avez enjoint les rediger par escrit : ce qu'ils ont fait, requérans pour l'interest du Roy, prompte provision y estre par vous donnée.

Pro interesse Regis et de consilio advocati, peto provideri.
Signé : BAUDET et VIOLE.

REVUE

DE

LA GARDE FÉODALE

DE SAINT-MAUR-LES-FOSSÉS ,

EN 1274.

En septembre 1274, l'abbé de Saint-Maur fit une proclamation portant que tous les hommes de son abbaye, passibles du service militaire, eussent à s'armer, dans le délai de quarante jours, pour la défense du bourg de Saint-Maur. Des malintentionnés, *malignantes seu delinquentes*, menaçaient cette localité, ou plutôt lui donnaient de l'ombrage, car les termes de la convocation sont une preuve qu'il s'agissait moins de repousser un péril imminent, que de se prémunir contre quelque tentative possible. Comme le roi Philippe, fils de saint Louis, s'était marié quelques semaines auparavant avec Marie de Brabant, et que les noces se faisaient à Vincennes, l'affluence de monde occasionnée par une si grande cérémonie était sans doute ce qui faisait craindre pour la sécurité publique dans la contrée.

Tous les Parisiens connaissent la presqu'île formée au delà de Saint-Maur par un coude si extraordinaire de la Marne, presqu'île dont le canal coupe l'isthme aujourd'hui. C'est à l'extrémité de cette langue de terre, vers la Varenne, qu'eut lieu le rendez-vous militaire des hommes de Saint-Maur. Ils comparurent devant l'abbé, assisté de sa maison, et en présence de quantité de curieux qui étaient venus de Nogent, de Champignolle, de Champigny, de la Varenne même, et d'autres lieux voisins. Ils formaient plusieurs pelotons équipés diversement selon la fortune de chacun. Il y avait douze hommes, riches à 70 livres de biens, qui avaient pour armure, soit un haubert, soit un haubergeon, tous portant sur leur tête un chapeau de fer, et à la ceinture une épée avec un couteau. Cinquante-trois autres, riches à 30 livres et au-dessus, n'avaient pas d'armure défensive en fer, mais seulement des cottes gamboisées ou des gambessons, c'est-à-dire, des tuniques ou simplement des gilets rembourrés et piqués. Ils portaient aussi le chapeau de fer, avec l'épée et le couteau. Ceux de 10 à 30 livres, en beaucoup

plus grand nombre que les précédents, n'avaient que leur habit de tous les jours, avec une calotte ou un chapeau de fer, une épée sans fourreau et un couteau. Enfin les hommes de moins de 10 livres n'avaient qu'un arc, des flèches et un couteau.

Nous tirons tous ces détails d'une Notice consignée sur le cartulaire de Saint-Maur, cartulaire écrit en 1284 par Guillaume, prévôt de l'abbaye, et qui est conservé aux Archives nationales (L₃₉⁴). Voici le texte même de la Notice (fol. 4, r^o) :

Anno Domini M^o CC^o LXX^o IIII^o, die dominica ante festum beati Michaelis Archangeli (1), frater Petrus abbas istius ecclesie precepit omnibus hominibus dicte ville Fossatensis ut quilibet ipsorum, infra XL^a dies, propter defensionem dicte ville, contra vires malignantium seu delinquentium haberet arma sufficientia secundum quantitatem facultatum suorum. Videlicet illi qui habebant valorem LX libr. et amplius, haberent lorica^m vel *hauberjons*, et capella de ferro, spatam sive ense^m, et cultrum. Et inventi fuerunt tales, circa duodecim. Habentes autem valorem XXX libr. et amplius, haberent tunicas gambesatas sive gambesonos, et capellum ferreum, ense^m et cultellu^m; et inventi fuerunt LIII. Illi vero qui habebant decem libras et amplius, haberent galeram sive capellum ferreum, ense^m sintham (2) ferream et cultellum. Alii vero qui minus habebant, haberent arcus, sagittas et cultellum. Et facta fuit ostensio eorum predictorum in Varena juxta carrerias, presente dicto abbate, coram eodem presentibus ibidem sacrista, elemosinario et cenario monachorum dicte Ecclesie, et tota familia dicti abbatis, pluribus hominibus de Varena, de Champeigniello, Champeigniaco et Nogento, et pluribus aliis qui voluerunt interesse. Et proclamatum fuit ibidem ex parte dicti abbatis ut quilibet de armatura sua, quam ibi ostendit, vel meliori, ex tunc teneret se munitum, et quocienscumque, tam de die, quam de nocte, clamor levaretur pro vi, insulto vel alia aliqua necessitate ville seu alicujus, omnes surgerent et juvarent illum sive illos qui indigerent, armis suis predictis premuniti. Et facta fuerunt predicta.

(1) Cette date correspond au 28 septembre.

(2) Pour *cinctam*, voyez Ducange.

SÉANCE PUBLIQUE ANNUELLE

DE L'ACADÉMIE

DES INSCRIPTIONS

ET BELLES-LETTRES.

Cette cérémonie a eu lieu le 1^{er} septembre, un mois plus tard qu'à l'ordinaire. C'était une conséquence des événements de cette année qui ont jeté quelque trouble dans le cours ordinaire des travaux scientifiques. Loin de s'en étonner, le public aurait pu croire au contraire à une perturbation plus grave. Aussi s'attendait-on à voir la salle déserte et à écouter une séance sans intérêt. On a été bien trompé. L'assistance était nombreuse. L'Académie avait porté sur son programme des lectures moins longues et plus animées qu'à l'ordinaire; et la séance en somme s'est trouvée fort intéressante. M. Burnouf présidait. Après l'annonce des prix décernés et des sujets nouveaux mis au concours par l'Académie, M. Lenormant a payé son tribut accoutumé d'un spirituel rapport sur les travaux présentés pour les encouragements que l'Académie décerne chaque année à l'étude des antiquités nationales. Une notice de M. Walckenaër sur la vie et les ouvrages de Colebrooke, savant sanskritiste, et un petit mémoire très-piquant de M. Ampère, sur les castes et la transmission des professions dans l'antique Égypte, ont rempli la séance : séance en quelque sorte historique, puisqu'elle recommençait l'ère des succès de l'érudition remportés sous la tutelle et pour la gloire de la République.

Voici le résumé des décisions prises par l'Académie au sujet des concours ouverts sous ses auspices :

Elle a reçu deux mémoires sur cette question, qu'elle avait mise au concours depuis plusieurs années : *Faire l'histoire et l'étude de la langue grecque dans l'occident de l'Europe depuis la fin du cinquième siècle jusqu'à celle du quatorzième.* — Le prix a été accordé à M. Renan.

Depuis 1846 un prix avait été proposé sur la question suivante : *Éclaircir les annales et retracer l'état de la France pendant la seconde moitié du dixième siècle, d'après les monuments publiés ou inédits.* Un seul mémoire a été envoyé. L'Académie a prorogé le concours jusqu'à l'année 1850, et change ainsi les termes du programme : *Faire l'examen critique des documents propres à éclaircir les causes qui ont amené la décadence de la dy-*

nastie carlovingienne et l'élévation au trône de la maison de Hugues Capet.

Le prix de numismatique, fondé par M. Allier de Hauteroche, a été accordé à M. de Pfaffenhoffen, pour un ouvrage intitulé : *Essai sur les aspres comnénats ou blancs d'argent de Trébisonde*, 1 vol. in-4°.

Le prix fondé par le baron Gobert, pour le travail le plus savant et le plus profond sur l'histoire de France et les études qui s'y rattachent, a été décerné à M. Amédée Thierry, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, pour son *Histoire de la Gaule sous l'administration romaine* ; l'accessit à M. Clément, pour son ouvrage intitulé : *Le gouvernement de Louis XIV.*

Il n'est pas d'usage de lire en séance publique le rapport qui motive la distribution des prix Gobert. Nous ne saurions dire si les hommes d'étude y prétendent avec une émulation digne de la pensée du fondateur. Sans doute beaucoup se présentent : l'Académie craindrait-elle d'avoir à s'expliquer trop ouvertement sur l'insuffisance des titres apportés par le plus grand nombre ? Mais c'est la conséquence nécessaire et la moralité de tous les concours publics, qu'après l'épreuve il reste des morts et des blessés sur la place. Tant pis pour ceux qui osent prétendre à la palme olympique sans savoir lancer un disque ou manier le ceste ; leur confusion doit tourner à la gloire du vainqueur. Il est certain qu'en consacrant une grande fortune à ces fondations sans pareilles, le baron Gobert entendait tenir incessamment en haleine la république des lettres. Il voulait qu'une noble ambition, noblement entretenue, fit éclore membres par membres cette histoire de France tant de fois essayée et toujours à refaire. Pour répondre à ce pieux désir d'un mourant, ses exécuteurs testamentaires ne sauraient, il nous semble, environner de trop d'éclat les jugements qu'il leur a donné le moyen de sanctionner d'une manière si magnifique.

Le concours pour les antiquités de la France, beaucoup moins imposant par les avantages qu'il procure, marque plus, incontestablement, dans la chronique du monde érudit. Nous ne doutons pas qu'il ne contribue d'une manière plus efficace au progrès de la science. Aussi bien il y règne toute la publicité et toute la solidarité désirables. L'Académie livre à la multitude le secret des opinions émises par les commissaires à qui elle délègue l'examen des ouvrages présentés au concours. Un rapporteur, organe de la commission, assume sur lui la responsabilité du jugement de ses collègues, en tant qu'il rédige ce jugement et le signe de son nom. Depuis plusieurs années M. Lenormant s'acquitte toujours avec bonheur de cette tâche à laquelle il est éminemment propre. Il distribue l'éloge et la critique avec un goût et dans une mesure tout à fait louables. Son procédé est instructif autant que fécond ; il consiste à ramener toujours le mérite ou les défauts des ouvrages examinés à des principes qui puissent servir pour l'enseignement du reste des mortels.

Nous ne pouvons mieux montrer le cas que nous faisons du travail de M. Lenormant, qu'en en reproduisant les parties les plus saillantes.

Nous citerons d'abord son exorde qu'il a pris dans la situation produite par les événements de l'année.

« Quand on parcourt les rues de Constantinople et qu'on étudie les monuments de cette grande capitale, on s'aperçoit que pour asseoir les constructions récentes, même les plus considérables, l'architecte n'a pas pris la peine de déblayer les matériaux des édifices précédemment élevés dans le même lieu. Le sol s'exhausse ainsi rapidement, et l'on en peut mesurer le progrès par le nombre des incendies et des autres causes de destruction. Les révolutions humaines, malgré leur violence, n'écartent pas davantage les ruines qu'elles accumulent ; et dès que l'homme, par l'invincible besoin de réorganisation qu'il éprouve, recommence à bâtir sur le sol des institutions et des lois, les débris antérieurs servent également de substruction à ses nouvelles entreprises.

« A Constantinople, à Corinthe, à Catane, partout où les couches des différents âges se sont superposées, soit par l'action de l'homme, soit par celle de la nature, le voyageur se sent pris d'un grand désir d'en pénétrer le mystère. Si le temps, l'argent et la puissance répondaient à sa curiosité, vous le verriez immédiatement employer la pioche et la sonde, et sa passion ne serait satisfaite que quand il aurait rendu à la lumière le plus ancien et le plus profond de tous ces vestiges humains.

« C'est ainsi que le passé, et surtout le passé national, nous apparaît à la lueur des révolutions nouvelles ; et plus nous voyons détruire autour de nous, plus nous nous sentons portés vers l'étude de tant d'institutions, d'hommes et de choses, qui, après avoir été doués d'une existence énergique et féconde, ne se sont affaissées l'une après l'autre sur le sol de la patrie qu'en y laissant les semences de l'avenir.

« C'est vous dire, Messieurs, que le concours des antiquités de la France n'a pas perdu pour nous de son importance et de son intérêt. Les personnes qui de tous les points de notre territoire en appellent au jugement de l'Académie, semblent avoir partagé la même impression. Malgré tant de distractions puissantes, le concours est encore presque aussi nombreux que l'an passé, et l'on peut affirmer qu'il possède toujours l'heureuse variété qui le distinguait depuis quelque temps. »

Nous trouvons que les passages suivants renferment de bons conseils pour ceux qui chercheraient une direction avant de se livrer à des travaux d'érudition.

« Si nous étions de loisir, il nous faudrait prêter une oreille attentive, quoique peu docile, aux réclamations d'un respectable habitant de Sisteron, victime d'une fraude habile, qui croit avoir trouvé dans son jardin un monument de l'épigraphie grecque, destiné à perpétuer le souvenir du passage de l'armée d'Annibal dans cette contrée ; mais la discussion serait longue,

et n'aboutirait pas sans doute à un résultat satisfaisant. On affirmerait, d'un côté, avec autant d'obstination que nous continuerions à nier du nôtre : parce qu'en effet les marques de la falsification nous semblent, dans le cas présent, comme dans beaucoup d'autres semblables, aussi faciles à constater que le sont ailleurs les signes de la vérité. Nous n'accusons pas de présomption nos confrères de l'Académie des sciences, quand ils rejettent sans discussion certains *systèmes du monde*, et nous croyons, dans de justes limites, notre autorité tout aussi bien fondée que la leur. Que notre concitoyen de Sisteron en prenne donc son parti : nous l'y engageons cordialement.

« N'insistons pas toutefois sur ces observations ; on n'a de goût qu'à celles qui peuvent être immédiatement utiles : c'est l'effet du mors pour quelques coursiers fougueux et qui dépassent le but par un désir excessif de l'atteindre ; sorte de reproche d'ailleurs qu'il est toujours honorable de mériter. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à associer dans le même point de vue deux hommes bien connus dans la science, M. DE LA PYLAIE et M. DOUBLET DE BOISTHIBAULT.

« Le premier met la dernière main à un grand ouvrage sur les antiquités celtiques de la Bretagne. Pendant quinze ans, il n'a épargné ni travaux ni fatigues : à force de s'éloigner des routes battues, il a le droit de se croire entré dans la famille de ces hardis explorateurs qui percent les continents inconnus. Ses portefeuilles sont remplis d'une foule de matériaux inédits, dessinés avec scrupule : plans, cartes, descriptions, itinéraires, rien ne manque à cette exploration vraiment gigantesque, rien, que la différence qui existe entre les méditations du cabinet et les conjectures du bivouac. C'est ainsi que des traces trop multipliées de négligence ou de préjugé enlèvent à M. de la Pylaie la haute récompense à laquelle il aspire ; à moins qu'il ne s'amende, elle sera recueillie par quelqu'un de ses successeurs, moins méritant peut-être, mais plus circonspect.

« C'est aussi pour cette raison que la palme vient d'échapper à M. Doublet de Boisthibault. Il avait adopté un sujet neuf et intéressant, l'histoire de l'abbaye de Tiron dans le Perche, qui jeta un assez grand éclat dans le XII^e siècle, et qui, après avoir reçu un reflet quelque peu profane de la gloire d'un de ses abbés, le poète Desportes, trouva au XVII^e siècle une nouvelle vie dans son agrégation à l'illustre réforme de Saint-Maur. Un beau cartulaire inédit, rempli des pièces les plus curieuses, lui était fourni par la bibliothèque de Chartres. On ne peut que louer le parti qu'il a tiré de ce précieux document ; mais en cherchant de l'illustration à l'établissement qu'il tirait de l'oubli, l'auteur s'est perdu dans les rayons d'une trop grande renommée : il a confondu, avec le grand homme qui clôt la liste des Pères de l'Eglise, saint Bernard de Clairvaux, le bienheureux Bernard, moine bénédictin, né aux environs d'Abbeville, et fondateur de l'abbaye de Tiron. Ce n'est pas là une erreur d'un moment, elle se continue pendant tout l'ouvrage, et nous voyons ainsi associés à la prédication des croisades et à

la création de l'immense famille des Bernardins, les actes, les relations, les voyages d'une existence contemporaine, il est vrai, parallèle à beaucoup d'égards, mais obscure en comparaison de l'autre, et qui, presque étrangère à l'histoire générale, n'a droit qu'à un souvenir de l'érudition.

« M. TARBÉ de Reims n'était pas exposé au même péril : le héros auquel il a consacré les veilles de son patriotique enthousiasme, *Guillaume Coquillart*, n'a pas, que nous sachions, d'homonyme qui puisse faire trébucher l'attention de l'historien. Par une de ces faveurs de la renommée dont on se rend difficilement compte, il a joui d'une fortune littéraire bien supérieure à celle de son contemporain Charles d'Orléans, et tandis que le prince de nos poètes du XV^e siècle, plus prince encore par le talent que par la naissance, restait enseveli dans la poussière des bibliothèques, les éditions de Coquillart, commencées de son vivant, se renouvelaient d'âge en âge, jusqu'en 1723. Celle que M. Tarbé vient de publier en dernier lieu surpasse toutes les précédentes, et quoiqu'il n'ait pas eu de manuscrits à sa disposition, les notes et le glossaire, souvent trop minutieux, qu'il a joints à son texte, dissipent un bon nombre des obscurités de ce Lycophron de la fantaisie gauloise. Mais, hélas, ce n'est pas en hissant sur un piédestal cette figure du second ordre qu'on peut lui rendre la grâce et le naturel qu'elle n'eut presque jamais. Plus applaudi, plus honoré pendant son long séjour en ce monde que les plus grands poètes, Guillaume Coquillart semble avoir escompté, de son vivant, toute la gloire de l'avenir, et s'il garde une place dans notre histoire littéraire, c'est bien moins par ses qualités que par ses défauts, et surtout par cette affectation puérile que Marot, bon juge en fait de poésie familière, a finement caractérisée dans une parodie de quatre vers (1). »

Voici encore d'autres écueils signalés par M. Lenormant avec un grand à propos ; car ils ont déjà causé le naufrage de plusieurs archéologues et historiens de notre époque.

« Des écrivains circonscrivent l'objet de leurs études, et s'attachent à en éclairer tous les aspects. C'est dans cette honorable catégorie que nous rangerons madame Félicie d'AYZAC, femme d'une rare instruction et d'un esprit ingénieux. *Trente-deux statues observées dans la partie haute des tourelles de Saint-Denis* lui ont donné l'occasion de constater, à sa manière, par les monuments de l'antiquité catholique, l'existence de la *zoologie hybride dans la statuaire chrétienne* ; ce qui veut dire, dans un langage moins obscur, qu'aux yeux de madame d'Ayzac, les monstres moitié hom-

(1) Épitaphe de G. Coquillart :

La morre est jeu pire qu'aux quilles,
Ne qu'aux eschets, ne qu'au quillart.
A ce meschant jeu Coquillart
Perdit sa vie et ses coquilles.

mes et moitié animaux, suspendus par les statuaires du moyen âge aux flancs de la royale basilique, forment par leur réunion un système d'allégories morales. Madame d'Ayzac a d'illustres modèles dans la voie d'interprétation où elle s'est engagée; elle en a aussi de dangereux. Il y aurait beaucoup à dire sur les limites variables de la composition raisonnée et de la fantaisie dans les productions de l'art chez tous les peuples; contentons-nous d'appliquer avec discrétion au spirituel auteur de la *Zoologie hybride* un proverbe aussi vieux au moins que les tourelles de Saint-Denis : *Qui veut trop prouver, ne prouve rien.*

« A propos d'un personnage du septième siècle, *saint Léger, évêque d'Autun*, dom Pitra trouve le moyen d'étaler une érudition querelleuse et passionnée. Au début même du récit,

Vestibulum ante ipsum, primisque in faucibus,

nous rencontrons une attaque dédaigneusement violente à l'un des historiens les plus laborieux, et, sous beaucoup de rapports, les plus exacts de notre époque. On aurait tort toutefois de s'en tenir aux premières impressions causées par un langage qui certes ne fait pas partie de la succession des Mabillon et des Ruinart. L'histoire de saint Léger est le fruit d'un labeur persévérant et consciencieux. L'auteur a découvert des sources nouvelles; il a fait de celles qu'on connaissait déjà un usage presque toujours avoué par la critique. Dans la marche de notre histoire, il y a peu d'étapes agréables entre la fin de Grégoire de Tours et le commencement d'Éginhard. Dom Pitra a non-seulement accompli le voyage en observateur attentif, mais encore il a fait au milieu de ce désert un séjour prolongé et fructueux. Nous ne sommes que justes en assignant à l'*Histoire de saint Léger* une des premières places de ce concours. »

M. Lenormant aborde enfin les ouvrages jugés dignes du prix par la commission.

« Les trois mémoires manuscrits que nous avons placés en tête de cette liste, et à chacun desquels nous vous proposons de décerner une médaille, offrent entre eux un lien remarquable, et auquel nous n'avions certainement pas songé, quand nous leur assignions le rang dont ils nous semblaient dignes. Les recherches de M. l'abbé GIRAUD se rapportent à une petite ville de la Provence, bâtie à une certaine distance de la mer, avec les débris d'une ancienne colonie maritime des Phocéens, abandonnée depuis l'époque où les Arabes conquérants de l'Afrique commencèrent à dévaster le littoral de la Gaule. M. HENRI nous fournit, d'après les archives municipales de Toulon, la preuve authentique d'un fait amèrement reproché à François I^{er} par ses contemporains, alors qu'on vit le roi très-chrétien contraindre une partie de ses sujets à abandonner leur ville natale pour la livrer au chef des pirates barbaresques. A son tour, M. Azéma DE MONTGRAVIER nous transporte au nid même de la piraterie, et l'appréciation qu'il nous donne du système de l'occupation romaine dans la partie de la Mauritanie

Césarienne connue aujourd'hui sous le nom de province d'Oran, contribuera à consolider, au profit de la civilisation et de l'humanité, la possession de cette terre désormais française et chrétienne.

« Cependant, les qualités qui distinguent ces trois lauréats sont aussi diverses que leurs professions mêmes. M. Henri, c'est l'homme de cabinet, le paléographe persévérant qui sait se soustraire aux charmes d'un beau climat pour s'enfermer dans de sombres archives, et en secouer la poussière au profit de la science. M. Giraud trouve dans ses études favorites un délassement aux occupations du ministère sacré. Enchaîné par le plus grave de tous les devoirs au sol « qui lui a donné la vie et qui gardera ses cendres, » il en interroge curieusement les moindres vestiges, et l'intérêt tout filial que lui inspirent ses ruines, subjugue à son tour l'âme du lecteur étranger à ces minutieux souvenirs. Déjà vous avez assigné, dans le recueil destiné à comprendre les mémoires des savants étrangers, une place à la description de l'antique Tauroentum. Alors M. l'abbé Giraud descendait vers la mer; il interrogeait les débris de l'époque romaine; il restituait les mouvements du port jusqu'à l'époque même de la navigation massaliote. Aujourd'hui l'observateur s'éloigne du rivage, et à travers les oliviers incultes, au centre d'une des plus attrayantes vallées de la Provence, il distingue les débris d'une antique chapelle; c'est là qu'au dixième siècle des moines de Saint-Victor vinrent apporter la règle de Cassien, et rompirent la glèbe d'une terre fiscale que venait de leur concéder le vicomte de Marseille. Les vicissitudes qu'eut à traverser cette *celle* rurale furent souvent pénibles; il fallut disputer, le bâton pastoral à la main, à bien des envahisseurs, le sol consacré par la religion et agrandi par la piété des fidèles. Peu à peu cependant, la paroisse qui s'était formée sous la domination pacifique de ces moines s'accrut et se développa; dès la fin du onzième siècle, c'était une ville qui, par son nom grec, *Cathedra*, aujourd'hui *la Cadière*, rappelait encore son origine phocéenne. Sur cette terre privilégiée, où jamais le servage féodal ne fut connu, la république municipale se fonda tout naturellement; les religieux de Saint-Damien présidèrent à ses statuts, et y maintinrent la paix publique par un arbitrage pacifique et bienveillant.

« Cependant le motif tout-puissant qui avait porté à disperser les moines agriculteurs sur les terres en friche, ce motif avait disparu : à mesure que le travail devenait moins nécessaire, la sévérité de la règle avait fléchi, et les réformateurs de Saint-Victor s'étaient crus obligés de faire rentrer ces colonies éparses dans le sein de l'abbaye-mère. Les chefs de l'illustre monastère sentirent alors la nécessité de faire passer la propriété du sol aux mains de ceux qui désormais pouvaient seuls lui rendre son ancienne fertilité. Un acte solennel et mûrement délibéré consomma, sous le règne de Henri II, cette paisible révolution. L'abbaye ne conserva, comme signe de son ancien domaine sur la Cadière, qu'un cens peu onéreux pour les habitants, lequel devait disparaître à son tour dans le torrent destructeur de toutes les institutions monastiques. Une pauvre chapelle, à laquelle un

pieux pèlerinage ramène annuellement les fidèles, occupe le chœur de l'ancienne église, et rappelle seule à des populations oubliées les antiques bienfaits de la religion. M. Giraud a répandu sur ce récit un charme dont nous ne donnons ici qu'une imparfaite idée : il sait unir une douce philosophie, un style agréable, à toute l'exactitude de l'érudition.

« Maintenant voici venir la parole brève et l'observation nette d'un soldat de l'armée d'Afrique. M. Azéma de Montgravier appartient à cette classe honorable d'officiers français qui se sont voués à l'administration des affaires arabes en Algérie, et dont les travaux ont mérité un aveu d'admiration de la part des Anglais, toujours si prévenus dans leurs jugements dès qu'il s'agit de notre conquête algérienne. M. de Montgravier a exploré le sol de la province d'Oran avec l'activité et la constance qui n'appartiennent qu'à des habitudes militaires. Il a observé en soldat et a conclu presque en historien. Qu'on lise avec attention son mémoire, qu'on étudie surtout la belle carte qu'il y a jointe, et l'on comprendra les moyens supérieurs que les Romains mirent en usage pour conserver avec sécurité et exploiter avec profit cette terre fertile, mais redoutable. Un premier réseau de forteresses, communiquant entre elles par une voie commune, et disposées sur la crête du contre-fort qui court parallèlement à la côte, a d'abord protégé les établissements commerciaux et agricoles du littoral ; la colonisation s'est ensuite avancée dans le Tell au delà de ce premier *obstacle continu* ; et la seconde chaîne de montagnes a reçu, avec le temps, un second système de défense dont les débris couvrent partout le sol.

« L'expérience avait tellement démontré aux Romains l'avantage de ces dispositions, qu'après la chute des Vandales, l'administration byzantine reprit assez de force et d'activité pour relever les ruines. Partout on retrouve les traces de cette restauration militaire de Justinien, objet habituel des sévérités de l'histoire.

« Recueillons ce témoignage des ruines, marchons sur les traces du peuple qui posséda à un degré si éminent le génie de la conquête et de la colonisation, et, s'il faut en croire M. de Montgravier, nous aurons en vingt ans touché le but que les Romains eux-mêmes mirent plusieurs siècles à atteindre....

« Quel contraste entre Toulon en 1543 et l'Algérie en 1848, entre l'hospitalité que nous donnions à Barberousse, et celle que nous imposons à Abd-el-Kader !

« Un long cri d'indignation s'était élevé dans toute l'Europe à la nouvelle que le roi de France avait livré une de ses villes au chef des écumeurs de la Méditerranée : ce grief servit de prétexte pour refuser aux ambassadeurs de François I^{er} l'entrée de la diète de Spire.

« Trois siècles se sont écoulés, et jamais le procès intenté au vainqueur de Marignan par l'Europe chrétienne, n'a été complètement vidé. Sleidan avait accusé le roi de France : c'était un ennemi ; Baucaire de Péguillon, évêque de Metz, et Français de naissance, est encore plus circonstancié que

Sleidan : les nouveaux annalistes ont tenu peu de compte de cet historien, judicieux pourtant et bien informé de ce qu'il raconte.

« On croyait généralement qu'il fallait faire la part de l'exagération , et que la vérité se trouvait en deçà des rumeurs contemporaines.

« M. Henri a fini par où l'on aurait dû commencer , il a compulsé les archives de Toulon, et il résulte des pièces authentiques, qu'il a transcrites et analysées, que l'opinion, même hors de France, traita François I^{er} plutôt avec un excès d'indulgence.

« L'hivernage de Barberousse à Toulon dura six mois , de septembre 1543 au mois d'avril de l'année suivante. Après une attaque dirigée contre Nice, de concert avec les Français, et qu'on accusa les Ottomans d'avoir mollement conduite, il revint sur notre territoire avec toute sa flotte. A son arrivée la cité était déserte, un ordre du roi avait imposé l'exil à tous ses habitants : les chefs de famille obtinrent seuls de pouvoir rester à la défense de leurs propriétés ; mais il ne demeura dans la ville pas une femme, pas un vieillard, pas un enfant. Les pirates s'établirent dans les maisons, en consommèrent les provisions, usèrent des meubles dont elles étaient garnies. Le conseil de ville pourvoyait à la dépense ; l'ambassadeur de François I^{er} à Constantinople avait suspendu son départ, pour faire l'office de commissaire du roi auprès de Barberousse ; un prince du sang qui allait s'immortaliser à Cérissolles, le duc d'Enghien continuait de cultiver l'amitié du barbare, après avoir associé sa bannière à la sienne pendant la campagne d'Italie.

« Cependant les pirates profitaient de la protection du roi de France pour ravager les côtes de l'Espagne, et y faire des razzias d'esclaves chrétiens : ils n'épargnaient pas davantage la population de la Provence, qui contribuait à peupler leurs infâmes séraïls. A son départ, la flotte barbaresque se répandit sur les rivages d'Italie, et ne rentra dans Alger qu'après avoir enlevé quinze mille âmes de la population de Lipari.

« Pendant le séjour des Barbaresques à Toulon, les sujets de François I^{er} montrèrent une résignation à toute épreuve : le registre des délibérations de la commune en fait foi ; et ce fut en vain qu'après un premier dédommagement ils poursuivirent auprès de la cour le recouvrement des indemnités auxquelles ils avaient droit ; ils y perdirent encore leur argent et leur peine.

« Qui croirait pourtant aujourd'hui que ce fait n'est point isolé dans notre histoire ? Il inaugure au contraire une humiliation qui se continua pendant trois siècles. Quand le cardinal de Richelieu envoya, en 1633, un observateur distingué pour explorer les côtes de la Méditerranée, celui-ci trouva la population réfugiée sur les hauteurs, veillant jour et nuit à sa défense, le commerce impossible, les ports ouverts à chaque instant aux insultes et aux dépredations des Barbaresques (1).

(1) Voyez l'introduction à la *Correspondance du cardinal de Sourdis*, dans la collection des *Documents publiés par le ministère de l'instruction publique*.

« On s'imagine que tout est fini sous le grand règne, et que les bombes de Duquesne ont enfin dompté l'insolence des forbans. Voici une pièce authentique, et qui prouve que le 8 novembre 1789, quatre mois après la prise de la Bastille, Louis XVI autorisait son ministre de la marine, M. de la Luzerne, à payer au dey d'Alger 1,814,457 francs pour un brick corsaire algérien détruit aux îles d'Hières par un vaisseau napolitain. Le détail des indemnités est curieux : la vie d'un pirate est estimée 11,000 francs pièce; on donne 5,500 francs pour la blessure d'un Turc (1).

« Aujourd'hui les souverains des oasis du Sahara sont nos tributaires, et le temps n'est pas loin où le génie européen franchira le désert qui nous sépare du Sénégal.

« L'Académie connaît le faible de la commission des antiquités nationales pour les études algériennes. L'honorable officier, M. de Montgravier, auquel nous sommes si heureux de décerner la première médaille de ce concours verra bien qu'il ne s'agit pas seulement ici d'une récompense scientifique, et il comprendra tous les motifs de la distinction dont il est l'objet. »

Conformément à ces conclusions, l'Académie a décerné la première médaille à M. le capitaine du génie Azéma de Montgravier; la seconde médaille, à M. l'abbé Giraud; la troisième médaille, à M. Henri.

Des mentions très-honorables sont accordées, 1° à M. Greppo, pour son ouvrage intitulé : *Études archéologiques sur les eaux thermales ou minérales de la Gaule à l'époque romaine*, in-8°; 2° à M. Pitra, pour son ouvrage intitulé : *Histoire de saint Léger, évêque d'Autun et martyr, et de l'église des Francs au septième siècle*, in-8°; 3° à M. Pichon, pour l'édition qu'il a donnée de l'ouvrage intitulé : *Le Ménagier de Paris*, 2 vol. in-8; 4° à M. Doublet de Boisthibaut, pour son ouvrage manuscrit intitulé : *Essai historique sur l'abbaye de la Sainte-Trinité de Tiron*; 5° à M. de Boissieux, pour son *Recueil général des inscriptions latines trouvées dans le Lyonnais*, in-4°; 6° à M. le Héricher, pour son ouvrage intitulé : *Avranchin monumental et historique*, 2 vol. in-8°; 7° à M. de la Font de Melicocq, pour son ouvrage intitulé : *Les cités picardes et artésiennes aux quatorzième, quinzième et seizième siècles*, manuscrit.

Un rappel de mention très-honorable est accordée à M. de Montfalcon, pour son *Histoire de la ville de Lyon*, 2 vol. in-8°.

Des mentions honorables ont été accordées : 1° à M. de la Pylaie, pour son ouvrage intitulé : *Études archéologiques mêlées d'observations et de notices diverses*, in-8°; 2° à M. l'abbé Desroches, pour son ouvrage intitulé : *Annales religieuses de l'Avranchin*, in-4°; 3° à M. Tarbé, pour l'édition qu'il a donnée des *OEuvres de Coquillart, accompagnées d'un glossaire et de notes historiques*, 2 vol. in-8°; 4° à M. Achmet d'Héricourt,

(1) Voyez l'analyse de cette pièce dans le *Catalogue des Curiosités bibliographiques, par le bibliophile voyageur*, 8^e année, 1844, pag. 88, n° 717. Elle a été acquise par la Bibliothèque nationale.

pour son ouvrage manuscrit intitulé : *Histoire de Béthune* ; 5° à M. Jules Delpit , pour son ouvrage intitulé : *Collection générale des documents français qui se trouvent en Angleterre* , 1^{er} vol. in-4° ; 6° à madame Félicie d'Ayzac , pour son ouvrage intitulé : *De la zoologie hybride dans la statuaire chrétienne*, in-8°.

L'Académie rappelle qu'elle a proposé pour sujet du prix ordinaire à décerner en 1849 : *Tracer l'histoire de la chute du paganisme et de sa destruction totale dans les diverses provinces de l'empire d'Orient, à partir du temps de Constantin.*

Elle propose, pour sujet du prix ordinaire à décerner en 1850, *La Restitution, d'après les monuments, de l'histoire des monarchies fondées par les Grecs à l'orient de la Perse à la suite de l'expédition d'Alexandre et du démembrement de l'empire des Séleucides.*

M. de Caumont, correspondant de l'Académie, désirant contribuer d'une manière efficace aux progrès d'un genre d'érudition auquel il s'est voué avec tant de succès, a déposé au secrétariat de l'Académie, d'après l'autorisation de M. le ministre de l'instruction publique, une somme de *cinq cents francs*, pour être offerte à l'auteur du meilleur mémoire sur un point relatif aux antiquités nationales, et laissé au choix de l'Académie. En conséquence, l'Académie propose la question suivante pour ce prix qui sera adjugé en 1850 : *Existe-t-il encore en France des monuments religieux construits au dixième siècle ? Si ces monuments existent, à quel signe peut-on les distinguer de ceux du siècle suivant ?*

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ORDONNANCES DES ROIS DE FRANCE DE LA III^e RACE, jusqu'au règne de Louis XII inclusivement, suivie d'une table alphabétique pour en faciliter l'usage; par J.-M. Pardessus, membre de l'Institut. In-folio de 607 pages, Paris, Imprimerie royale, 1847.

Le vaste monument connu sous le nom d'*Ordonnances des rois de France*, après cent cinquante ans de travail, est enfin à la veille d'être terminé. Le XXI^e et dernier volume de la collection, comprenant la fin du règne de Charles VIII et le règne tout entier de Louis XII, paraîtra bientôt, et en attendant qu'il soit complètement achevé, le savant éditeur, à qui l'Académie des inscriptions a confié l'honneur de mener l'entreprise à son terme, M. Pardessus vient de donner la table de tout l'ouvrage. Conçu, vers la fin du dix-septième siècle, par Louis XIV qui chargea le chancelier de Pontchartrain de faire exécuter son projet, ce recueil devait, dans l'esprit des premiers rédacteurs, être exécuté suivant l'ordre chronologique. A cet effet, un tableau indiquant les documents destinés à y être insérés, fut préparé par leurs soins; il parut en 1706 sous le titre de *Table chronologique des ordonnances faites par les rois de France depuis Hugues Capet jusqu'en 1400*, et servit de programme à l'édition des deux premiers volumes. Mais bientôt, comme il arrive presque toujours dans un travail aussi considérable, une grande quantité de pièces qui auraient dû, par leur date, prendre place dans ces deux volumes et qui avaient échappé aux éditeurs, ne furent connues d'eux que trop tard et ne purent être insérées que dans les volumes suivants. En outre, le plan primitif fut modifié en ce qui concernait le choix des documents : les chartes de commune, les règlements locaux, les privilèges, les sauvegardes, furent imprimés par Secousse dans ce recueil, malgré l'exclusion dont les frappait la table de 1706. C'en était déjà fait de l'ordre chronologique qu'on s'était proposé de suivre dans l'origine. Il ne s'agissait plus que de remédier au mal, c'est ce qu'on fit, en 1757, en publiant une table de tous les documents imprimés par Laurière et Secousse dans les neuf premiers volumes. Le désordre chronologique qui avait nécessité cette table devait, pour les mêmes raisons, se perpétuer dans la suite, et se perpétua en effet. Bréquigny, en rédigeant les tomes X à XIV, M. de Pastoret, dans les tomes XV à XX, et M. Pardessus, dans le tome XXI, suivirent l'exemple de Secousse pour le choix des documents, et ne purent pas plus que lui négliger ceux qui avaient échappé aux investigations de leurs devanciers. De là cette absence de chronologie qui a si souvent fait le désespoir des érudits, occupés à fouiller dans ce vaste et précieux recueil. L'Académie n'a pas voulu laisser imparfaite une collection qui sera toujours un trésor inépuisable pour l'histoire politique, administrative et judiciaire de la France. Aux mêmes maux, les mêmes remèdes. Elle chargea donc M. Pardessus de rédiger une nouvelle table dans

laquelle seraient rassemblées chronologiquement les notices de tous les documents contenus dans les vingt et un volumes de la collection. L'auteur vient d'accomplir sa tâche, et les fruits qu'on recueille toujours d'une bonne table se recommandent trop par eux-mêmes, pour qu'il soit nécessaire de faire ressortir longuement l'utilité de celle-ci. Elle offre, d'abord, une espèce de programme pour le choix des documents qui devront entrer dans la composition du supplément, dont le projet, discuté depuis longtemps, a été définitivement adopté, en 1844, par l'Académie. Mais le principal avantage de ce nouveau volume sera d'économiser aux érudits le temps considérable qu'ils étaient obligés de passer à feuilleter la collection avant de pouvoir rencontrer l'objet de leurs recherches. M. Pardessus rectifie en outre çà et là des erreurs de date, qui avaient échappé aux précédents éditeurs, et signale de nombreuses variantes de textes.

A la suite de la table chronologique, et pour faciliter les vérifications, se trouve un tableau des années que renferme la collection des ordonnances d'après l'ancien comput, qui faisait commencer l'année au jour de Pâques; puis, une table des différents règnes indiquant le commencement et la fin de chacun d'eux. Le volume se termine par une table alphabétique qui n'occupe pas moins de soixante-dix pages, et à l'aide de laquelle on peut aisément trouver de suite toutes les pièces qui intéressent une ville, une corporation, une abbaye; dans laquelle enfin sont classées, avec de nombreux renvois, et d'une manière aussi générale ou aussi détaillée que possible, les diverses matières qui font l'objet des ordonnances. Cette table sera surtout d'une grande importance pour les monographies.

Il est inutile de s'étendre plus longuement sur le mérite et les avantages d'un semblable travail. Quant à la manière dont il a été exécuté, nous dirons, en terminant, qu'on y remarque, ce qui est précieux pour une œuvre de ce genre, ce soin minutieux de détail qui a toujours présidé aux nombreuses publications du savant jurisconsulte.

E. J.

CHRONIQUE.

Septembre-Novembre 1848.

Voici un événement qui fera époque dans l'histoire de l'École des chartes, et qui doit désormais, il faut l'espérer, la mettre à l'abri de toute attaque. Appelée à décider du sort de cette école, l'Assemblée nationale en a décrété le maintien, dans sa séance du mardi 14 novembre dernier, en lui conservant l'intégralité du crédit pour lequel elle était portée au budget de l'instruction publique.

Le comité des finances proposait de réduire ce crédit, qui était de 35,400 f. depuis la nouvelle organisation de l'École, au chiffre ancien de 12,400 fr. ;

et, par conséquent, de ramener l'École à l'état misérable où elle était encore en 1846. L'opération proposée ne ressemblait pas mal à celle d'un propriétaire qui, après avoir exhaussé sa maison de deux ou trois étages, la réduirait ensuite au rez-de-chaussée primitif, pour s'épargner des frais d'entretien. Et en effet, l'École de 1846 n'était guère que le rez-de-chaussée de l'École actuelle. C'est sur ce fondement que l'on a élevé une institution sinon monumentale, du moins convenable, en rapport avec l'usage auquel elle est destinée, et capable de rendre des services qui, pour n'être pas éclatants et populaires, n'en sont pas moins réels et sérieux.

Il était permis de croire que le comité des finances avait des raisons bien graves à faire valoir contre l'École des chartes et sa nouvelle organisation pour vouloir ainsi la frapper d'un coup qui eût été mortel, s'il eût porté. Nous étions fort curieux, pour notre compte, de connaître ces raisons que le comité avait jugé à propos de garder en réserve pour les produire seulement au jour de la discussion. Quelle n'a pas été notre surprise lorsqu'il nous a été donné d'en apprécier la valeur. Les adversaires de l'École des chartes ont prouvé une seule chose : c'est qu'ils ne la connaissaient pas, c'est qu'ils n'avaient pas bien lu l'ordonnance qui la constitue. Ils ont cherché à effrayer l'Assemblée en lui représentant l'École comme une pépinière de pensionnaires de l'État, et cela parce que six pensions de 600 francs, analogues aux traitements des agrégés de l'Université, sont mises à la disposition du ministre, qui les distribue entre les plus anciens et les plus méritants des archivistes paléographes. Ceux-ci en jouissent, comme d'une récompense, comme d'une indemnité, jusqu'au jour où ils reçoivent un emploi, et laissent disponible leur pension qui passe à un autre. C'est à propos de ces pensions que M. Sauvaire-Barthélemy s'est écrié : « Le ministre de l'instruction publique peut ainsi battre monnaie sur le trésor de la République, car il a le droit de nommer autant d'élèves qu'il lui convient. »

Il y a là deux erreurs. Non, le ministre ne peut ainsi battre monnaie sur le trésor de la République ; car, comme l'a dit l'un de nos défenseurs, M. de Kerdrel, il n'y a que six pensions, ni plus ni moins ; à quoi il aurait pu ajouter : Aux termes de la loi de finance invoquée dans l'ordonnance, il ne peut y en avoir que six, et pas davantage.

Deuxième erreur : Le ministre ne peut nommer autant d'élèves qu'il lui convient ; il ne peut nommer que ceux qui ont été jugés dignes d'être admis par le jury d'examen. Ensuite le titre d'élève ne donne aucun droit au traitement d'agrégé ; pour y avoir droit, il faut être archiviste-paléographe ; il faut aussi que l'un des traitements dont le nombre est limité à six, nous le répétons, devienne disponible.

Ainsi tombe l'épouvantail au moyen duquel les adversaires de l'École auraient pu égarer le vote de l'Assemblée, si cette assemblée ne comptait dans son sein autant d'amis de la science, et si la cause de l'École n'y avait rencontré des défenseurs aussi convaincus et aussi habiles que MM. Ferdinand de Lasteyrie et de Kerdrel. Ces deux représentants n'avaient garde

de laisser étrangler entre deux portes l'École, que l'un a contribué si fort à faire réorganiser, où l'autre s'estime heureux d'avoir complété son instruction.

Grâce à eux, grâce aussi à l'attitude du nouveau ministre de l'instruction publique, M. Freslon, et à quelques paroles de son prédécesseur, M. Vaulabelle, la vérité s'est fait jour. L'institution qui nous est si chère à tous est sauvée de la ruine qui la menaçait ; c'est une victoire pour la science à laquelle nous nous sommes voués, une victoire dont nous sommes fiers, qui nous impose une vive gratitude pour ceux à qui elle est due, et qui doublera l'ardeur avec laquelle nous nous sommes livrés jusqu'ici à nos modestes études. Nous prions les défenseurs de l'École des chartes, et ceux qu'elle a trouvés dans l'Assemblée, et ceux qu'elle a rencontrés au dehors, dans les principaux organes de la presse, de recevoir ici le témoignage public de notre reconnaissance ; nous espérons leur prouver de plus en plus que l'institution à laquelle nous appartenons mérite de leur part cet intérêt ; notre espérance va plus loin encore : nous avons la confiance que les adversaires de l'École des chartes, mieux éclairés sur sa valeur et touchés de nos persévérants efforts pour accroître la science toute française dont cet établissement est l'asile, reviendront un jour de leurs préventions, et rendront à notre École et à la société qui en est sortie la justice à laquelle elles pensent avoir droit.

Nous nous faisons un devoir de reproduire ici, d'après le *Moniteur*, la discussion dont nous venons de faire connaître le résultat et qui a été singulièrement tronquée et défigurée dans la plupart des autres journaux.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. « Chap. XXI. Ecole des chartes, 35,400 fr. »

M. Ferdinand de Lasteyrie a demandé la parole sur ce chapitre.

LE CITOYEN FERDINAND DE LASTEYRIE. Messieurs, si la France en était arrivée à ce degré d'embarras financier, qu'elle ne pût entretenir plus longtemps ses différentes écoles, je comprendrais très-bien que le comité des finances vint, mais avec plus de regret qu'il n'en exprime, demander à l'Assemblée de fermer quelques-uns de ces établissements ; je le déplorerais, mais enfin je le comprendrais.

Ce que je ne puis pas comprendre, c'est qu'en voulant maintenir tous les établissements ouverts, on propose des mesures telles qu'aucun d'eux ne puisse prospérer ; voilà ce qui a lieu particulièrement pour l'École des chartes. Cet établissement était autrefois incomplet ; l'enseignement y était insuffisant, tout le monde s'en plaignait. Les chambres précédentes ont souvent réclamé contre cet état de choses, et le Gouvernement, après s'être bien fait prier, a complété l'enseignement. Il y avait autrefois deux professeurs seulement qui faisaient chacun un cours à la Bibliothèque, alors royale. Depuis qu'on a créé une école spéciale, les études, au lieu d'être de deux années, sont de trois ; les professeurs, au lieu d'être au nombre de deux, sont au nombre de sept, et l'enseignement est complet.

Cette école n'est pas très-dispendieuse, car, en y comprenant les frais de matériel, le local et le traitement des sept professeurs, on ne demande pour elle que 35,000 francs.

Si vous voulez comparer les traitements de ces fonctionnaires avec beaucoup d'au-

tres, la comparaison sera tout à leur avantage. Je ne veux citer pour point de comparaison que l'école dont vous aurez ensuite à vous occuper.

A l'Ecole des langues orientales vivantes, vous avez cinq professeurs, qui reçoivent chacun 5,000 fr. Les sept professeurs de l'Ecole des chartes reçoivent entre eux tous une somme telle que le traitement moyen ne va pas au delà de 2,600 francs. Certainement, pour des travaux d'érudition, où tout le monde sait qu'il n'y a pas beaucoup à gagner, un traitement de 2,600 fr. en moyenne est quelque chose de bien modique, de bien raisonnable.

Une voix. De bien mesquin.

LE CITOYEN FERDINAND DE LASTEYRIE. Cette Ecole a fourni à une foule de départements des archivistes qui ont sauvé d'une destruction imminente, et malheureusement en partie accomplie, des documents qu'on peut considérer à bon droit comme les éléments mêmes de notre histoire nationale.

Là ne s'est pas bornée leur tâche. Ce n'est pas une besogne de théoriciens, une besogne purement scientifique qu'ils ont accomplie; mais, depuis quelques années déjà, dans beaucoup de localités, on a pu voir combien l'intervention des hommes formés à cette Ecole pouvait être utile dans les contestations judiciaires. Des fortunes ont été sauvées, grâce à leurs recherches; et la justice a pu souvent s'éclairer de leurs lumières dans des questions obscures pour tous autres.

Eh bien, c'est une pareille pépinière qu'on vous propose de détruire. Car, sachez-le bien, ce n'est pas une modification à l'enseignement qu'on vous demande, ce n'est pas une légère économie qu'on vous propose; c'est la destruction de l'Ecole des chartes.

Je ne pense pas que la révolution de 1848 soit la négation de tous les instincts libéraux, et doive entraîner l'amointrissement ou la ruine de tous les établissements scientifiques. Je crois, au contraire, que ces foyers d'instruction doivent être entretenus religieusement parmi nous, et par nos soins.

Je demande donc que le comité des finances veuille bien nous dire si, toute réflexion faite, il persiste dans une proposition si peu justifiée, et, s'il en était ainsi, je lui demanderais alors comment il entend que l'enseignement soit donné à l'avenir, et s'il est disposé à réduire le traitement des professeurs au chiffre de 900 francs, qu'il trouvait suffisant dernièrement pour les bibliothécaires.

LE CITOYEN SAUVAIRE-BARTHELEMY. Messieurs, l'Ecole des chartes a été instituée le 11 novembre 1829, pour fournir des archivistes à nos divers établissements et des employés à nos bibliothèques. Cette Ecole coûtait alors 9,000 fr.; elle était composée de deux professeurs, savoir: un professeur élémentaire chargé d'apprendre aux élèves à déchiffrer les chartes, et un professeur de paléographie numismatique. Ces deux professeurs, attachés déjà à d'autres fonctions, recevaient à l'Ecole des chartes des traitements de 2,000 et de 1,500 fr. Six élèves étaient attachés à cette institution; ils recevaient de l'Etat une pension de 600 fr., prise sur les fonds de l'Ecole, qui pouvait suffire à cette dépense avec sa dotation de 9,000 fr. Plus tard, cette dotation fut portée à 12,400 fr.; elle s'élevait encore à ce chiffre en 1846.

Cette Ecole ainsi constituée, si réduite, a produit tant d'élèves, en égard au nombre de places qu'on avait à leur donner, qu'il y en a aujourd'hui plus de quarante aspirant vainement aux emplois qui leur ont été promis. Qu'est-il arrivé depuis? Par ordonnance du 31 décembre 1846, l'honorable M. de Salvandy a porté la dépense de cette institution à 35,000 fr.; il y a institué trois professeurs titulaires, trois professeurs agrégés ou plutôt maîtres de conférences; puis enfin un inspecteur général des études, dont les fonctions ne sont guère définies dans un pareil établissement.

Voilà, Messieurs, quelle est la composition du personnel des professeurs de l'École.

Quant aux élèves, voici ce que statue à leur égard ladite ordonnance.

Le nombre des pensionnaires reste le même, mais le ministre a le droit, d'après l'art. 1^{er}, d'en nommer autant qu'il veut, sans traitement. Ces élèves ainsi nommés ont, par le seul fait de leur nomination, et après avoir subi des examens, des droits à exercer contre le trésor. Aux termes de l'art. 18 de l'ordonnance, après trois ans d'études, quand ils sont jugés capables, ils reçoivent un brevet d'archiviste-paléographe. Voici comment est conçu cet article :

« Un traitement fixe de 600 fr. est attaché à toutes les personnes qui ont obtenu le diplôme d'archiviste-paléographe ; ce traitement ne se perd que par le refus d'acceptation des emplois institués pour les archivistes-paléographes. »

Ainsi c'est une pépinière de pensionnaires de l'État que l'on a fondée. Le ministre de l'instruction publique peut ainsi battre monnaie sur le trésor de la République, car il a le droit de nommer autant d'élèves qu'il lui convient : l'article 1^{er} ne limite pas son droit, il est indéfini.

Le comité des finances n'a pas voulu laisser commencer un pareil abus, dont les conséquences ne pourront être appréciées qu'après la première période triennale des cours de l'École. Le comité des finances a été d'avis qu'il convenait, pour y couper court, de rétablir l'École dans la limite des dépenses où elle était autrefois renfermée ; elle a suffi à tous les besoins ; elle a même fourni beaucoup plus d'élèves que l'on n'a pu en placer. Ces élèves ont fait parvenir au comité des finances de vives réclamations sur la manière dont ils étaient traités. A peine deux d'entre eux ont-ils été placés chaque année, et cependant l'ordonnance de 1829, plus libérale envers eux que la dernière ordonnance du 31 décembre 1846, leur attribuait la moitié des places vacantes dans les bibliothèques publiques, tandis que l'ordonnance du 31 décembre 1846, en donnant plus d'extension à l'entrée de l'École, a restreint le nombre des emplois à leur donner ; elle a restreint au tiers le nombre des places dans les bibliothèques auxquelles ils peuvent prétendre. En vain prétendrait-on que l'ordonnance leur donne le droit de prétendre aux places d'archivistes dans les départements ; l'ordonnance de 1829 leur donnait les mêmes droits, et cependant ils n'ont pu être exercés en présence de ceux qui sont ouverts en faveur des employés des préfectures et des mairies. Presque toujours ces employés sont préférés ; la raison en est simple : ils sont de la localité, ils ont déjà rendu des services à ceux auxquels la nomination est attribuée ; et d'ailleurs, il y a beaucoup plus de travail administratif, dans des archives essentiellement administratives, que de vieux papiers à reviser. Avant de leur avoir trouvé un débouché, ne multiplions pas des élèves qui grèveront à leur sortie le trésor de charges nouvelles, et qui seront peut-être encore obligés de travailler, comme journalistes, à la rédaction des journaux politiques, ainsi que cela a lieu aujourd'hui pour quelques-uns d'entre eux. En conséquence, le comité des finances, trouvant l'organisation du 31 décembre 1846 vicieuse, vous demande le retour à l'état des choses existant, il y a dix-huit mois, à l'égard de cette institution.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. M. de Kerdrel a proposé un amendement qui consiste à maintenir le chiffre de 35,400 fr., comme au budget primitif.

M. de Kerdrel a la parole.

LE CITOYEN DE KERDREL. Messieurs, vous avez entendu hier avec faveur un professeur du collège de France, défendant son illustre compagnie ; permettez aujourd'hui à un humble élève de l'École des chartes de venir défendre cette institution modeste, pour l'honneur de la science paléographique et pour celui de la science his-

torique, dont la paléographie est le véritable fondement. Et d'abord j'expliquerai un fait allégué par l'honorable M. de Barthélemy : il vous a dit que l'École des chartes, telle qu'elle existait autrefois, était plus que suffisante, puisque quarante des élèves formés dans cette école se trouvaient encore, il y a peu de temps, sur le pavé (ce sont ses propres expressions). Eh bien, savez-vous d'où résultait ce déplorable état de choses ? Le voici : on ne prenait pas au sérieux l'École des chartes ; le Gouvernement, se fondant sur l'insuffisance de l'enseignement de cette École, se mettait à l'aise pour violer les règlements applicables aux archivistes-paléographes, et ne donnait pas même à ces jeunes gens la moitié des places auxquelles ils avaient droit.

Oui, voilà pourquoi, dernièrement encore, il y en avait tant sur le pavé.

Maintenant, Messieurs, permettez-moi d'entrer dans quelques détails. (Bruit à gauche.)

Voix nombreuses. Parlez ! parlez !

LE CITOYEN DE KERDREL. Messieurs, l'histoire de l'École des chartes est peu connue, c'est son plus grand défaut. Eh bien, vous êtes des hommes consciencieux, vous voulez prononcer en connaissance de cause, n'est-ce pas ? Écoutez donc avec un peu d'attention celui qui dans cette enceinte connaît peut-être le mieux l'École des chartes.

Il faut qu'une économie soit raisonnable pour être adoptée par vous, et la première condition pour qu'elle soit raisonnable, c'est qu'elle ait été sérieusement, mûrement raisonnée. Or, sous ce rapport, l'économie qui vous est proposée à l'article *École des chartes* est loin de nous donner toute satisfaction.

Voici le raisonnement auquel s'est livrée la commission des finances ; elle s'est dit : Autrefois il y avait une École des chartes qui vivait avec le modeste budget de 12,400 fr. Ce qui a existé autrefois peut encore exister aujourd'hui. Rétablissons purement et simplement le chiffre de 12,400 fr.

Le raisonnement, ce me semble, n'est pas allé au delà.

Il fallait procéder autrement, il fallait comparer l'état actuel de l'École avec son état passé ; il fallait comparer l'enseignement qu'on y donne aujourd'hui avec celui qu'on y recevait jadis ; il fallait comparer les services qu'elle rend maintenant et qu'elle rendra désormais, avec ceux qu'elle rendait antérieurement à 1846. Puisqu'on n'a pas fait cette comparaison, je vais l'établir brièvement devant vous.

Messieurs, avant 1846, l'École des chartes n'avait pas même un local qui lui fût propre ; elle habitait un grenier de la Bibliothèque nationale, où les sièges n'étaient pas aussi nombreux que les auditeurs, un grenier où l'on étouffait de chaleur l'été, où l'on grelottait de froid l'hiver. (Oh ! oh !) Oui, Messieurs. Oh ! vous en parlez à votre aise au milieu de vos bouches de chaleur. Je répète : On grelottait de froid l'hiver, et si vous voulez que j'entre dans un détail trivial, il n'y avait pas d'autre calorifère qu'un trou par lequel avait passé autrefois le tuyau d'un poêle ! J'en tremble encore. (Hilarité.)

Quant à l'enseignement de l'École des chartes, il était confié à deux professeurs de la plus haute distinction sans doute, MM. Guérard et Champollion ; mais enfin deux professeurs pour une science si complexe, deux professeurs qui donnaient trois heures de leçon par semaine, Messieurs, c'est vous dire que, tout remarquable que fût l'enseignement de l'École des chartes, il était excessivement incomplet.

On sortait de l'École des chartes : on y avait appris à lire les écritures des siècles les plus reculés, c'est-à-dire celles que l'on ne rencontre jamais ou presque jamais dans nos dépôts publics ; on y avait bien reçu quelques notions sur les idiomes du moyen âge, sur le classement des archives, mais les institutions sous l'empire des-

quelles les chartes ont été rédigées, mais le droit féodal et canonique, mais la sigillographie, l'archéologie monumentale elle-même, toutes choses nécessaires à l'intelligence et à la critique des textes anciens, on vous en parlait à peine; non pas que les professeurs les ignorassent, mais parce qu'ils n'avaient pas le temps de les enseigner. Sans doute, en dehors de l'Ecole, quelques élèves se familiarisaient avec ces connaissances indispensables que je viens d'énumérer : l'Ecole était pour eux comme une initiation, une invitation à l'étude à laquelle ils répondaient ; mais enfin c'était le petit nombre.

Aussi, je l'ai déjà dit, le Gouvernement s'autorisait de la faiblesse des études de l'Ecole des chartes pour abreuver les élèves de cette Ecole de toutes sortes de dégoûts et d'injustices.

Messieurs, aujourd'hui les choses ont changé. D'abord l'Ecole des chartes a un local, sinon somptueux, du moins convenable ; elle a sa bibliothèque, ses archives d'étude ; l'enseignement y est complet ; on y fait et l'on y fera désormais, pour l'honneur de la France, de véritables érudits, ce qui est fort rare dans tous les pays, mais surtout dans le nôtre ; on y fera des auxiliaires précieux pour l'Académie des inscriptions et belles-lettres, qui n'en vent pas d'autres aujourd'hui ; on y fera des continuateurs pour ces magnifiques collections que nous ont léguées les oratoriens et les bénédictins, et dont on a cru pendant longtemps qu'ils avaient emporté le secret dans la tombe ; on y fera, Messieurs, de modestes et d'excellents archivistes. Et j'insiste sur ce mérite positif de metteurs en ordre, de déchiffreurs, pour ceux qu'un intérêt scientifique toucherait peu.

Maintenant une autre considération : les cours, autrefois, n'étaient ouverts qu'aux élèves de l'Ecole des chartes ; aujourd'hui ils sont publics.

Et ici permettez-moi une observation importante. Dans l'Université, vous avez des professeurs d'un mérite éminent, je le reconnais. L'enseignement historique y est donné d'une manière remarquable. Cependant, il faut bien le dire, l'enseignement historique n'y est pas complètement satisfaisant, en ce sens qu'il n'a pas une base assez solide. Les professeurs d'histoire de l'Université et tous les professeurs d'histoire de France apprennent l'histoire de seconde main, et l'enseignent de troisième. Si quelques-uns d'entre eux font exception, s'ils veulent remonter aux sources, eh bien, il leur manque la pierre de touche de la critique.

Ainsi, voilà, je suppose, un de ces professeurs qui ouvre dom Bouquet, qui feuillette la collection des historiens de France ; il rencontre une charte qui lui servira peut-être de point de départ pour établir un système historique, mais il ignore si cette charte a subi des interpolations, si elle a été altérée ; il ne connaît pas quels sont les signes indicateurs de cette altération, et qui accusent la main d'un faussaire ; il accepte cette charte comme authentique ; il trompe ses élèves parce qu'il s'est d'abord trompé lui-même. (Rumeurs diverses.)

Aujourd'hui, grâce à la réorganisation de l'Ecole des chartes, il y a des professeurs d'histoire, des jeunes gens qui se destinent à cet enseignement, parmi les auditeurs de MM. Guérard et Lacabane. Grâce aux leçons de ces savants maîtres, ils peuvent apprendre l'histoire de première main, remonter à ses sources véritables. Leur enseignement en devient plus sûr, plus éclairé, et bientôt, grâce à ce progrès incontestable, on ne pourra plus répéter ce mot de M. de Maistre : « L'histoire, depuis trois siècles, est une conspiration contre la vérité. » (Très-bien ! très-bien !)

Maintenant, Messieurs, je descends de ces hauteurs de la science où je me suis placé un instant pour ne considérer que le degré le plus humble, mais non le moins utile, de la paléographie. Il y a, à l'Ecole des chartes un cours de paléographie usuelle,

il est public aussi celui-là. Eh bien, croyez-vous que ce ne soit pas quelque chose pour les jeunes avocats, pour ceux qui suivent la carrière du barreau, du notariat, de savoir lire, pardonnez-moi le mot, les vieux grimoires ? Souvent un vieux grimoire devient le point d'appui de la fortune publique et de la fortune privée. Et moi qui vous parle, s'il y a un doux souvenir dans ma vie, c'est d'avoir sauvé la modeste fortune d'un père de famille en lisant en cinq minutes un vieux grimoire. (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, vous savez maintenant ce qu'était autrefois l'École des chartes et ce qu'elle est aujourd'hui, depuis que l'honorable orateur qui a précédé M. Sauvaire-Barthélemy à la tribune, M. de Lasteyrie, depuis que MM. Taillandier et Golbéry, car il faut rendre justice à tout le monde, même aux députés du centre de l'ancienne Chambre (on rit) ; depuis, dis-je, que ces hommes honorables ont obtenu pour l'École des chartes, non pas une réorganisation, mais une existence.

Quoi qu'il en soit, si la commission persiste, je lui demanderai sur quoi elle fait porter ses réductions.

Les appliquera-t-elle aux pensions des élèves, à ces pensions si abusives dont on vous parlait tout à l'heure ? Veut-elle revenir à l'ancien système à cet égard ? Mais l'ancien système des pensions était déplorable, et c'est celui-là qui constituait de véritables abus. Autrefois, après un an d'études faites dans le cours préparatoire de l'École des chartes, on se présentait à un concours. Huit élèves étaient admis au titre d'élèves pensionnaires, et touchaient pendant deux ans une indemnité de 800 francs. Ces élèves souvent étaient des étudiants en droit aux besoins desquels leur famille subvenait déjà. Cette pension de 800 fr. était un petit appoint à leur modeste budget pendant deux ans ; mais, lorsque leurs études de droit étaient achevées, leur pension leur manquait et leurs parents ne pouvant pas prolonger indéfiniment les sacrifices qu'ils faisaient pour eux, ces jeunes gens s'en retournaient forcément chez eux ; ils entraient soit dans le barreau, soit dans la magistrature, mais enfin dans une carrière quelconque, non dans une de celles qui leur étaient ouvertes par l'École des chartes ; de sorte que l'École des chartes faisait pour ainsi dire des élèves amateurs ; on y voyait des jeunes gens qui venaient s'asseoir sur ses bancs pour avoir la pension, avec l'intention secrète de ne remplir aucun des emplois que l'École pouvait leur ouvrir.

Aujourd'hui, sauf les deux premiers élèves de chaque année, on ne touche une pension (de 600 fr., notez bien !) qu'une fois sorti de l'École, et jusqu'au moment où l'État vous appelle à des fonctions. Cette sorte de traitement de disponibilité à cela de bon, que celui qui en jouit a intérêt à demander un emploi, et que l'État a, de son côté, intérêt à lui en donner un. Le nouveau système de pension tend donc à l'abolition des sinécures et des élèves amateurs, ce qui est le pire de tous les abus. Il ne produit d'ailleurs qu'une augmentation de 2,000 fr. ; 8,400, au lieu de 6,400 fr.

Maintenant, il y a un local à l'École des chartes ; il faut bien qu'il soit éclairé et chauffé. Je n'ai pas mesuré le combustible et le gaz qu'on y brûle, mais, jusqu'à preuve du contraire, je crois que le chiffre de 1,500 fr. doit être conservé, ci 1,500 fr. ;

Un local suppose un appariteur, ci 1,000 fr. ;

Il y a une bibliothèque : achat de livres, abonnement, reliure, ci 500 fr.

Archiviste, ci 600 fr.

Tout cela est réglé avec bien de l'économie.

J'arrive à la commission de perfectionnement. Cette commission est composée de huit membres, dont sept sont de l'Institut. Elle se réunit tous les mois et quelquefois davantage ; elle fait subir les examens ; elle est, pardonnez-moi la comparaison, comme

un moyen de haute pression qui fait monter le niveau des études. Vous ne voudrez pas la supprimer, ci 2,000 fr.

Déjà, avec ces chiffres partiels, j'arrive à une somme de 13,400 fr., c'est-à-dire une somme supérieure à la somme qu'on vous propose. Cependant il manque encore quelque chose à l'École; mais ce quelque chose, ce sont les professeurs. (On rit.)

Les professeurs coûtent à l'État 20,000 fr.

Qu'on me dise quel est le cours inutile! Quand on me l'aura dit, je monterai à cette tribune, et je viendrai discuter l'utilité ou l'inutilité de ce cours; mais jusqu'à ce qu'on m'ait démontré qu'il y a cours sans objet à l'École des chartes, qu'il y a des superfétations dans l'enseignement, je maintiendrai que tous les cours se complètent l'un l'autre, et que les leçons diverses données à l'École des chartes constituent vraiment l'enseignement paléographique.

MM. les membres de la commission, quand on retire une pierre d'un édifice on l'ébranle. Vous ne voulez pas (j'ai trop de confiance dans vos lumières et dans votre patriotisme), vous ne voulez pas ébranler une institution aussi modeste, aussi libérale, et, puisqu'il faut dire le mot, aussi démocratique que l'École des chartes. Oui, démocratique, car la carrière qui est ouverte par cette École est bien humble, bien modeste, bien laborieuse. (Très-bien! très-bien!)

Avant de descendre de cette tribune, je veux répondre à une objection qui s'y produira peut-être.

Je sais qu'on fait arme de ces titres : répétiteur général et répétiteurs particuliers; on dit : Toute cette nomenclature doit cacher des sinécures.

Eh bien, le répétiteur général fait un cours; les répétiteurs particuliers font des cours; ce ne sont pas simplement des maîtres de conférences, ce sont des professeurs de l'École, des professeurs très-habiles et très-peu rétribués. Si je ne craignais d'abuser de vos instants, Messieurs, je vous énumérerais les matières qui sont enseignées à l'École des chartes; mais, encore une fois, j'attends que les membres de la commission m'aient démontré l'inutilité de tels ou tels cours pour leur répondre. (Très-bien! — Aux voix!)

LE CITOYEN DESLONGRAIS. Messieurs, je crois que, jusqu'à présent, dans le ministère de l'instruction publique, vous avez déjà maintenu quelques abus; il s'agit de savoir si vous voulez encore en maintenir un autre. (Oh! oh!)

LE CITOYEN BOURBEAU. On ne peut dire que l'Assemblée maintient des abus.

LE CITOYEN DESLONGRAIS. Je le crois, c'est mon opinion, et je dirai à l'honorable membre du comité de l'instruction publique, que le comité des finances n'a proposé de réduction que sur ce qui était abusif à son avis, et que, par conséquent, nous avons le droit de dire qu'à nos yeux c'étaient des abus.

Voyons l'École des chartes.

Dans le principe, cette École s'était faite modeste; elle avait créé quelques élèves; on devait supposer que les sciences des élèves qui en sortaient devaient leur ouvrir tout de suite des carrières paléographiques; le Gouvernement avait même pris des engagements à cet égard.

Dans quel état se trouvait l'École en 1846, quand on a voulu lui donner une plus grande extension? Quarante-quatre élèves en étaient sortis; presque aucun n'avait trouvé de débouché. Qu'en doit-on conclure? Ou que l'École était inutile, ou que les élèves n'étaient pas capables. (Dénégations.)

Messieurs, si les élèves étaient capables, le reproche va remonter plus haut, car le Gouvernement s'était engagé à leur donner des emplois dans les bibliothèques, et il n'a pas exécuté ses engagements.

Maintenant, je ne puis pas m'empêcher de considérer les élèves de l'École des chartes comme des espèces de plantes de serre chaude qu'on fait éclore avec peine, et qui, quand elles ont un peu grandi, ont encore besoin de beaucoup de soins. En effet, quand vous avez constitué l'École, quand vous avez fait sept professeurs pour six élèves, quand il sort de l'École des élèves qui ne peuvent pas trouver d'emploi, ce sont des pensions de 600 francs qu'on constitue. Il suffit, en vérité, de faire apparaître à l'Assemblée quel est le mécanisme de cette École, pour qu'elle reconnaisse que, s'il y a utilité (et je ne le nie pas) dans l'étude paléographique, pourtant il ne faut pas développer l'École des chartes.

Eh bien, lorsqu'elle ne coûtait que 12,000 fr., ses produits étaient exubérants. En portant la dépense à 35,000 fr., savez-vous quel sera le résultat? De vous faire de petits pensionnaires à 600 fr., qui espèrent trouver des emplois et qui n'en trouvent pas. Ainsi, outre que vous aurez fait des dépenses inutiles, vous aurez nui à l'avenir de beaucoup de jeunes gens, parce que vous leur aurez fait des promesses que vous ne pourrez pas remplir, et lorsqu'ils auront passé là plusieurs années, ils seront embarrassés de la carrière que vous voulez leur ouvrir.

Je crois que jamais réduction n'a été plus motivée; c'est pour cela que je viens la soutenir devant l'Assemblée. (Aux voix! aux voix!)

LE CITOYEN DE KERDREL. Messieurs, je ne veux dire qu'un seul mot pour rectifier une erreur que je ne crains pas d'appeler très-grande.

On vous dit que les élèves de l'École des chartes sont des plantes de serre chaude; que l'École des chartes, à ce qu'il paraît, ne formait pas autrefois des élèves très-capables, puisqu'il y en avait beaucoup qui n'étaient pas placés. Je répondrai à M. Deslongrais: Dites encore de ces choses-là, monsieur Deslongrais, vous servez la cause que je défends! (Interruption.) Calomniez (le mot n'a ici rien de blessant, bien entendu), calomniez, il en restera toujours quelque chose... mais dans l'intérêt de ceux qui auront été calomniés. (Mouvements divers.)

LE CITOYEN DESLONGRAIS. N'oubliez pas, Messieurs, que monsieur est élève de l'École des chartes. Cela ne me blesse pas du tout.

LE CITOYEN DE KERDREL. Si l'École des chartes autrefois ne faisait pas de bons élèves, c'est qu'elle était mal organisée, et vous voulez revenir à cette organisation vicieuse! Je pars précisément de ce que vous avez dit: Oui, l'École des chartes faisait de mauvais élèves; oui, je suis un de ces mauvais élèves; eh bien, il ne faut plus faire de mauvais élèves; donc il faut maintenir l'organisation actuelle et ne pas revenir à sa première organisation, qui serait la désorganisation! (Très-bien!)

Un mot encore. On a dit qu'il y avait quarante élèves sans emploi.

Eh bien, Messieurs, depuis la nouvelle organisation, vous n'avez que six anciens élèves sans emploi. Depuis 1846, M. Salvandy s'est montré pénétré de l'esprit de justice qui aurait dû exister chez ses devanciers; il n'a plus fait de favoritisme; il a donné des places à ceux qui y avaient droit, et, en définitive, il n'y a, je le répète, que six pensions de 600 fr. à payer. Était-ce la peine de mener tant de bruit? (Aux voix! aux voix!)

LE CITOYEN SAUVAIRE-BARTHÉLEMY. Ils sont venus se plaindre à nous.

LE CITOYEN FERDINAND DE LASTEYRIE. Je ne crois pas qu'ils se plaignent.

LE CITOYEN VAULABELLE. Messieurs, un seul mot. Je viens répondre à une assertion qui a été avancée par MM. Sauvaire-Barthélemy et Deslongrais, et qui est celle-ci: L'École des chartes n'a pour résultat que de créer une pépinière de fonctionnaires.

Eh bien, Messieurs, j'ai été pendant deux ans élève de l'École des chartes, je dois

dire qu'aucun de mes camarades ni moi n'avons jamais songé un quart de seconde à demander quoi que ce soit au Gouvernement.

LE CITOYEN DE KERDREL. Ni moi non plus.

LE CITOYEN VAULABELLE. Il y a donc à l'École des chartes des élèves autres que ceux qui songent à obtenir du Gouvernement des emplois et des traitements. (Aux voix ! aux voix !)

LE CITOYEN FRESLON, *ministre de l'instruction publique*. Avant le vote, je déclare à l'Assemblée que le chiffre proposé par le comité des finances est la destruction de l'École des chartes. Il faut, Messieurs, que vous en soyez bien prévenus, et, si on me contredit, je monte à la tribune et je combattrai les chiffres que M. Barthélemy-Sauvage a donnés lui-même, chiffres d'après lesquels il faudrait encore laisser 20,000 fr. à l'École des chartes pour qu'elle subsistât.

Si, je le répète, au lieu d'adopter le chiffre de 15,000 fr., vous adoptiez le chiffre de 12,000 fr., ce serait la destruction de l'École.

Voix nombreuses. C'est évident !

LE CITOYEN MINISTRE. Si la discussion s'élève sur le chiffre de 20,000 fr., je m'engage à répondre à l'instant même aux calculs présentés par M. Barthélemy-Sauvage et à démontrer qu'il a commis des erreurs de fait sur chacun des points qu'il a examinés. (Aux voix ! aux voix !)

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'amendement de M. de Kerdrel.

Cet amendement consiste à reprendre, pour l'École des chartes, le chiffre du budget primitif, c'est-à-dire 35,400 fr. au lieu de 12,400 fr. Est-il appuyé ? (Oui ! oui !)

Je le mets aux voix.

(L'amendement est mis aux voix et adopté.)

— L'avis suivant vient d'être publié à l'École des chartes :

En vertu des délibérations du conseil de perfectionnement, en date des 2, 3, 5 et 7 août 1848, sont admis à suivre les cours de troisième année de l'École des chartes, et dans l'ordre suivant, les élèves de seconde année dont voici les noms :

MM. GRÉA.

TARDIF (Jules).

GARNIER.

LOYSEAU-GRANDMAISON.

LEZURIER.

DE MONTAIGLON.

TRANCHANT.

Par autorisation de M. le Ministre de l'instruction publique, M. FANJOUX, malade au moment des examens, est admis à suivre de nouveau les cours de troisième année.

Sont admis à passer aux études de seconde année, et dans l'ordre suivant, les élèves de première année dont voici les noms :

MM. JACOBS.

DARBOIS DE JUBAINVILLE.

DE BEAUREPAIRE (Charles).

CADIS.

JOLLY.

BESSOT DE LAMOTHE.

CHARRONNET.

DE BEAUREPAIRE (Eugène).

MERLET.

LAGACHE.

Les élèves dont les noms ne figurent pas sur ces listes, ne sont plus admis à continuer leurs études qu'en qualité d'auditeurs bénévoles.

— Par arrêté du ministre de l'instruction publique, en date du 2 octobre dernier, M. Alfred de Martonne, ancien élève de l'École des chartes, a été nommé à la chaire d'histoire du collège de Draguignan (Var).

— Deux nouvelles bibliothèques publiques ont été récemment ouvertes à Paris par les soins du Gouvernement : la bibliothèque, si riche en collections scientifiques, du Muséum d'histoire naturelle, et l'ancienne bibliothèque particulière du Louvre. Placée au Luxembourg à l'époque de sa fondation, en 1796, cette dernière bibliothèque fut transportée en l'année 1800 au château des Tuileries, et en 1814 dans le local qu'elle occupe encore au Louvre et qui lui avait été assigné par Napoléon. Elle contient une riche collection de livres imprimés, des collections manuscrites du seizième et du dix-septième siècle provenant pour la plupart du château de Compiègne, divers fragments des archives Joursanvault, enfin le magnifique manuscrit du huitième siècle connu sous le nom d'Évangélaire de Charlemagne, et qui appartenait jadis à l'église Saint-Sernin de Toulouse.

— Par arrêté du chef du pouvoir exécutif, en date du 29 octobre, la commission des monuments historiques près le ministre de l'intérieur est recomposée ainsi qu'il suit : MM. de Malleville, représentant du peuple, vice-président de l'Assemblée nationale, président ; de Lamartine, Hauréau, Buchez, Ferdinand de Lasteyrie, Renouvier, Roger (du Loiret), représentants du peuple ; Vitet, Léon de Laborde, Mérimée, Lenormant, membres de l'Institut ; Lacroix (Paul), homme de lettres ; le Prévost, ancien député ; Caristie, Labrousse, Vaudoyer, Questel, architectes ; le directeur général des cultes ; le chef de la division des beaux-arts ; Mercey, chef de bureau des beaux-arts ; de Courmont, secrétaire.



HENRI BAUDE,

POÈTE IGNORÉ

DU TEMPS DE LOUIS XI ET DE CHARLES VIII.

François Villon a couché sur son Grand Testament un certain Baulde, carme de profession ou de mœurs, qui n'est certainement pas celui dont il s'agit ici. Il suffit qu'en 1461, date du Grand Testament, le Baulde de Villon ait été un vieillard (il le dit positivement) pour que le rapprochement des deux personnages soit impossible. Non-seulement le nôtre vivait encore sous Charles VIII, mais il était encore, sous ce règne, d'humeur et d'âge à se faire de mauvaises affaires avec le gouvernement.

Le nom de Baude n'est pas dans le Temple de Bonne Renommée de Jean Bouchet, où d'autres poètes, ses contemporains et ses inférieurs, ont eu leur mention. Il manque aussi dans les auteurs les plus complets de notre histoire littéraire, Lacroix du Maine, Duverdier, Goujet. Il faut descendre jusqu'à notre siècle pour trouver une trace de cet enfant perdu du vieux Parnasse français. Quelques-uns de ses vers, composés à la louange du Bourbonnais, ont été introduits à titre de renseignement dans une description topographique qui fait suite à l'Ancien Bourbonnais de M. Ach. Allier (1). L'auteur de cette citation l'a prise au lieu même d'où provient tout ce qu'il y a de pièces imprimées ci-après et tout ce que j'ai à dire sur la personne de Baude

(1) Voir l'appendice de M. Batissier placé à la fin du second volume, p. 36.

car, à part deux ou trois circonstances révélées par les chartes, c'est à ses vers qu'il faut demander ce qu'il fut et ce qu'il fit.

Il naquit à Moulins (1), je suppose vers 1430. De bonne heure il fut attaché à des fonctionnaires de la maison du roi, et par cette voie parvint, en 1458, à l'office d'élu des aides pour le bas Limousin (2). Arrivé là, il n'en bougea plus.

Son talent poétique contribua-t-il à lui faire obtenir sa place, ou bien est-ce la place qui le mit à même de cultiver et de produire au jour son talent? je n'en sais rien; tout ce que je puis dire, c'est que pas un des vers que j'ai recueillis ne paraît antérieur à sa nomination. Les plus anciens sont du règne de Louis XI, de 1465; du moins l'auteur les date de « l'année où chacun tendait à son profit », qualification parfaitement appropriée à l'année de la guerre du Bien public. Cette pièce de 1465 est un testament, testament non d'un homme, mais d'une bête; d'une vieille mule parlementaire qui avait trotté pendant vingt ans sur le pavé de Paris, portant sur son dos les plus gros seigneurs de la finance et de la justice. Baude s'inscrivit au nombre de ses légataires pour avoir sa selle, meuble sans lequel il prétendait ne pouvoir plus chevaucher. Le reste est plein d'allusions du même goût. Ce qui en ressort de plus clair pour la vie de notre auteur, c'est qu'il hantait le Palais et en connaissait parfaitement le personnel ainsi que la chronique.

Un élu était un magistrat chargé de répartir l'impôt dans une certaine circonscription de pays; il avait en outre à juger les réclamations des imposés contre le fisc ou du fisc contre les imposés. Cela ne laissait pas que de pouvoir occuper; mais l'usage des délégations était si général autrefois, que les élus, comme la plupart des autres fonctionnaires, faisaient faire leur ouvrage par leurs commis, tandis qu'ils venaient eux-mêmes vivre à Paris. Baude, qui avait des procès à soutenir et sa muse à cultiver, n'eut garde d'aller s'enterrer à Uzerche ou à Tulle lorsqu'il pouvait rester dans la capitale, et il y resta si bien que dans le titre de plusieurs de ses pièces il est qualifié « d'esleu de Lymosin demourant à Paris (3). » De cette façon il put vivre dans la société de ses juges, les requérir en prose et en vers, et, lorsqu'ils faisaient trop traîner sa cause, se moquer d'eux. Le

(1) Ci-après, p. 111.

(2) Ci-après le texte de sa nomination, p. 132.

(3) Voy. ci-après, p. 99.

soin de sa charge se réduisait pour lui à avoir là-bas de bons employés qui ne prélevassent pas trop sur son casuel. Les titres font foi qu'il s'arrangea de son mieux en prenant pour ses commis des personnes de sa famille, peut-être ses propres fils. Nous avons des quittances de Jean et François Baude, clercs et greffiers des élus du bas Limousin, en 1479 et 1482.

Il est impossible que Louis XI, qui connaissait presque tous les gens d'esprit de son royaume, n'ait pas eu quelques rapports avec maître Baude. Si, comme j'ai tout lieu de le croire, c'est sur une parole de ce roi que roule certain rondeau (1), il aurait fait à son élu plus de promesses que d'avantages. Un méchant logogriphe sur le traité de Picquigny est d'ailleurs la seule production qui nous reste de Baude inspiré par les grands événements de ce règne (2). Nous avons plus et mieux pour juger de la figure qu'il fit sous Charles VIII.

Lorsque ce jeune et bénin prince eut succédé à son très-redouté père, à la vue de tant de convoiteux qui envahissaient les régions du pouvoir, Baude s'avisa de faire une pièce de circonstance, une moralité qui, selon l'usage, fut jouée sur la Table de marbre dans la grande salle du Palais. Le roi était fort loué dans cette pièce; l'un des acteurs le comparait à une fontaine vivifiante d'où le royaume se réjouissait d'avoir à tirer sa fécondité; mais l'interlocuteur, poursuivant la métaphore, déplorait la présence, dans cette eau si pure, d'herbes et de racines qui empêchaient son cours; de gravois et de bourbes qui la troublaient, et donnaient lieu à des pêches par trop fructueuses. Là-dessus grands applaudissements des spectateurs. Mais cela, redit en cour, n'y fit point rire. L'un crut se reconnaître dans l'image des mauvaises herbes, l'autre dans celle des bourbes et gravois; finalement une compagnie d'archers fut envoyée de nuit pour saisir à son domicile le malencontreux moraliste. Sa porte fut enfoncée, et malgré ses protestations qu'il n'avait pas voulu attaquer telle ou telle personne, mais seulement blâmer le mal dans sa généralité; malgré ses remontrances contre l'illégalité de son arrestation, il fut arraché de son lit et conduit au petit Châtelet (3).

(1) Voy. p. 107.

(2) Voy. p. 110.

(3) Toutes ces circonstances sont relatées dans la deuxième épître au duc de Bourbon, ci-après, p. 115.

Baude paraît être resté assez longtemps en prison, quoiqu'il eût de bons appuis, et dans le parlement qui avait autorisé la représentation de sa pièce, et dans le peuple de Paris qui l'avait applaudie. Après son troisième mois de captivité, perdant courage, il essaya de se faire, à l'aide de sa muse, un protecteur à la cour. Justement le duc de Bourbon, souverain de son pays natal, se trouvait être en ce moment le premier personnage du royaume. Il cumulait la présidence du conseil de régence avec la charge de connétable. Baude ne le connaissait pas, quoique ce fût un prince ami des lettres. Il lui adressa une épître pleine de ses louanges, de celles de sa maison, de celles surtout de leur commune patrie. C'est à peine si le poète, occupé à transformer le Bourbonnais en un paradis terrestre, songea dans sa lettre à parler de lui-même (1).

Sa prison s'ouvrit, mais non par le fait du duc de Bourbon. Peut-être des démarches commencées par l'Hôtel de ville de Paris aboutirent-elles avant que le prince eût eu le temps de s'entremettre dans l'affaire. Toujours est-il que ce fut à ses bons amis les Parisiens que notre auteur dut sa liberté. Non-seulement la ville induisit le parlement à évoquer la cause par devers lui, mais encore elle se porta partie plaignante pour la violence exercée contre l'un de ses notables; et subordonnant sa poursuite à celle dont Baude était l'objet, elle menaça de le rendre demandeur d'intimé qu'il était (2). Dans cette situation, ses persécuteurs essayèrent de l'intimider. On le fit appeler plusieurs fois par le lieutenant criminel, qui l'adjurait de révéler ses complices, de nommer le grand seigneur à l'instigation de qui il avait fait cette sortie contre le gouvernement; que parler lui compterait pour sa décharge, que se taire empirerait son cas. Tout cela n'était guère honnête et allait contre le droit. Baude s'en plaignit au duc de Bourbon dans une seconde épître qu'il lui envoya, beaucoup plus explicite que l'autre sur son propre fait, beaucoup moins louangeuse pour le prince. Il lui donna, au lieu d'encens, de l'éperon, lui insinuant qu'on le maltraitait de la sorte parce qu'on le prenait pour une bête, et qu'on le jugeait tel parce qu'il était Bourbonnais. Ensuite il faisait croire au vieux duc qu'il était un dictateur chargé d'exécuter la loi dé-

(1) Voy. la première lettre de Baude au duc de Bourbon, pag. 111.

(2) Voy. l'épître deuxième au duc de Bourbon, pag. 116.

créée par les sénateurs du parlement ; qu'il avait l'épée pour cela, qu'il devait s'en servir.

J'ai fait chercher dans les registres du parlement quelle fut l'issue de cette affaire. Rien n'a été trouvé. Il paraît seulement, par quelques strophes de Baude, que depuis ce temps il eut accès dans la maison de Bourbon, et qu'il y acquit même une certaine familiarité, puisqu'un jour que le prince lui faisait une promesse, il s'adjudgea sa ceinture comme garantie de l'accomplissement (1).

Quant à la moralité dont notre auteur paya si chèrement le succès, aucun des manuscrits que j'ai eus à ma disposition ne la contient ; mais à la place de celle-là ils en donnent une autre plus circonspecte, quoiqu'elle soit dans le même esprit. La cour y est malmenée d'un bout à l'autre, et c'est par les gens du palais que Baude lui fait tenir tête. Cette petite pièce contient le pronostic du néant à quoi devaient aboutir les demandes des États généraux de 1484. Elle dut être représentée au commencement de 1485.

Les préoccupations politiques des années suivantes continuèrent à alimenter la veine de notre poète, et lui fournirent des traits dont on saisirait mieux la portée s'ils étaient moins enveloppés. Par l'une des pièces qu'il fit alors nous apprenons qu'il se sentait vieillir (2) ; il résulte de l'autre qu'il rimait encore après 1490 (3). Le passage qui renferme cette date est pour nous le testament de Baude.

Il mourut laissant une certaine réputation, si l'on s'en rapporte à la personne qui nous a conservé ses vers, car elle ajoute à son nom la qualification de « très-clair et renommé compositeur. » Cet hommage lui fut rendu vers 1530, et n'eut point d'écho. On a lieu de s'en étonner. Lorsque les presses des imprimeurs gothiques ont préservé de l'oubli tant d'ampoulés et creux versificateurs, le naturel d'Henri Baude demandait pour lui pareille faveur. Clément Marot sut l'apprécier, car il le pillait (4) ; peut-être est-ce à cause de cela qu'il ne se donna pas la peine de recueillir et publier ses œuvres, ainsi qu'il fit pour François Villon.

(1) Voy. pag. 122.

(2) Ci-après, pag. 126.

(3) Voy. p. 127.

(4) Voy. ci-après les *Lamentacions Bourrien*, et la notice placée en tête.

Villon et Baude sont de la même école. Tous deux ont préféré le sel gaulois à la magnificence amphigourique des poètes flamands. L'élú du Limousin a peut-être encore plus de mérite d'avoir persévéré dans cette voie, car il vécut dans le temps où Chastellain, par son influence, avait comme réduit à néant toute autre littérature. Le lourd Robertet, qui fut le poète le mieux renté de France sous Charles VIII, consacrait ces fausses doctrines par sa pratique et par sa position de Mécène auprès du duc de Bourbon. Sans doute Baude eut à passer par sa faveur pour arriver à celle du prince. Quand on les aura lus tous les deux, on verra combien le protecteur était au-dessous du protégé.

On ne veut pas dire, par ce qui précède, que Baude soit un bon poète : il mérite un bon rang dans son siècle, comme les borgnes dans le royaume des aveugles. Il rampe souvent, souvent il est obscur et gâte son esprit pour ne pas savoir l'arrêter à temps. Ce sont les défauts de Villon. Après cela il faut reconnaître que, s'ils sont l'un et l'autre difficiles à comprendre, la faute n'en est pas seulement à l'imperfection de leur génie, mais bien aux allusions, aujourd'hui inexplicables, dont ils sont pleins, et aux altérations qui se sont introduites dans leur texte.

Quatre manuscrits de la Bibliothèque nationale ont fourni le choix de pièces qui fait l'objet de la présente publication : ce sont les numéros 7685, 7686, 7687 du vieux fonds, et 208 du Supplément français. Quoique rangés dans deux fonds différents, ils ont tous quatre même origine. Ce sont d'anciens cahiers de vers formés par Jacques Robertet, petit-fils du poète dont nous parlions tout à l'heure. Jacques Robertet était un homme d'une grande instruction (1); toutefois, entre sa génération et celle de son aïeul, la langue avait changé, et lorsqu'il copiait d'anciens poètes comme Baude, il lui arrivait déjà de ne pas tout comprendre. Évidemment il a corrigé plus d'une fois pour faire un sens.

Robertet paraît avoir eu entre les mains un recueil complet des œuvres de Baude. Ses extraits sont plus nombreux dans le manuscrit 7685 que dans aucun des trois autres. Il les a mis sous le titre suivant, dont nous avons déjà eu lieu d'invoquer quelques expressions : « S'ensuivent plusieurs petitiz traictez et

(1) Marot a fait l'éloge de son savoir dans la *Déploration de la mort de Florimond Robertet*.

« dictz extraietz des œuvres de maistre Henry Baulde, en son
« vivant esleu de Lymosin, demeurant à Paris, très-clair et
« renommé compositeur en ryme et langage françois. » Le titre
d'élu appliqué au nom de Baude reparait dans les trois autres
manuscripts.

J'ai fait un choix dans le choix de Robertet. Plusieurs pièces
étaient trop obscènes pour être reproduites, d'autres trop plates.
Je me suis fait un devoir de ne rien omettre de ce qui pouvait
offrir un sens historique.

Le Testament de la mule Barbeau.

Histoire satirique d'une mule que le trésorier de Charles VII avait amenée d'Espagne en France, et dont la destinée ne manqua pas d'être brillante au commencement; car tour à tour elle fut donnée en cadeau au chancelier Guillaume Juvenel des Ursins, puis échut à un notable conseiller, depuis devenu premier président du parlement de Toulouse. Par la suite, l'âge l'ayant dé faite, elle passa de l'écurie du conseiller dans celle d'un simple greffier, Alain Delacroix, et du greffier à Barbeau, son dernier maître. Barbeau est désigné comme un personnage, gros et gras, qui « vivait de cris et se nourrissait de plumes, » dont le séjour ordinaire était la grand'salle du Palais, particulièrement les environs de la Table de marbre. Ces enseignes ne sont-elles pas celles d'un huissier? La mule lui lègue sa voix, pour le besoin qu'il avait de se faire entendre. — (Tiré du manuscrit 7685.)

Maistre Regnier, dit la mule Barbeau,
De Bouligny (1), d'Espagne m'amena,
Et le servy par ung temps bien et beau.
Puis au seigneur de Treisnel (2) me donna.
Malade fuz : par quoi m'abandonna;
Dauvet (3) me print, que je servy par fols;
Vieille me vit, à son paige ordonna
Que me baillast à Alain Delacroix.

(1) René de Bouligny figure dans l'histoire des révolutions qui trônèrent le règne de Charles VI. Il mourut trésorier de France vers 1445.

(2) C'est le nom que portait le frère du célèbre Jean Jouvenel des Ursins, archevêque de Reims et historien. Ce seigneur de Traisnel fut chancelier de Charles VII et de Louis XI.

(3) Jean Dauvet, seigneur de Clagny, fut fait premier président au parlement de Toulouse, et ensuite de Paris, par Louis XI.

Je l'ay porté avecques maint registre;
 Or est-il mort, et mon poil est tout gris.
 Barbeau me tient; je ne sçay à quel titre,
 Pour quoy, comment, la raison, ne le pris.
 Soustenu l'ay, puisqu'à porter le pris;
 Et sans cesser il m'a tous jours foulée,
 Et tellement a de picquer appris
 Que, ventre et dos, je suis toute escorchée.

J'ay demeuré tant que suis vieille, éthique,
 Sans rien gagner, et ay perdu mon temps,
 Tout mon vivant, avec gens de pratique.
 Povre et foible de tous membres me sens;
 Et, qui pys est, on m'a lymé les dens;
 Dont j'ay souffert (pour bien faire) grant mal,
 Par cautelle (de bon cueur m'en repens),
 A Orléans, des mains d'un mareschal.

Prendre en gré fault; je ne sçay que j'en dye.
 Il a long-temps que plaisir ne m'advint.
 Quoy qu'il en soit, j'ay une maladye
 Prinse : de froit je croy qu'elle m'advint.
 Rongeant mon frein, des ans a plus de vingt,
 Piedz nudz, sans fers : c'est ce que m'enryma,
 Car six mois a, mareschal ne me tint,
 Fors que celluy qui les dens me lyma.

Si n'ay-je fait excès il a long temps.
 Car j'ay tous jours vescu, comme une beste,
 D'un peu de foing, d'avoine sur les champs,
 Quant mon maistre faisoit aucune enqueste;
 Jeünant souvent, non pas à ma requeste,
 Et jour et nuict par diverses journées (1).
 Puis emplissoit, non pas de vin, ma teste
 Mon ratellier, pour menger des bourrées (2).

(1) Courses, voyages.

(2) Inversion forcée. Le sens est : « Puis mon râtelier, pour des bourrées que j'y mangeais, ne me portait pas au cerveau. »

Or est-il temps que nature s'acquiete :
 Je n'en puis plus, je suis débilitée.
 Rien plus certain n'est que la mort subitte
 Et ne sçait-on comme elle est limitée.
 Pour le vouloir que j'ay d'estre acquitée,
 Despartir vueil mes biens entièrement,
 (Porter ne puis, j'en ay pris ma lippée)
 En tous endrois, selon ce testament.

Mon corps premier, qui jadis fut si beaulx,
 Entièrement, sans riens en retenir,
 Veul estre mis au ventre des corbeaulx,
 Car je n'ay pas vouloir de revenir.
 Si mes os peuvent en quelque rien servir,
 Qui veult, les ait, quant ilz seront curé.
 Barbeau aura, s'il y peult advenir,
 Ma belle voix, et mon chant, son curé.

Pour s'esmoucher (1) ma queue aura Barbeau,
 Et de ma peau tabourins on fera.
 De ma langue sera fait un traineau (2),
 Qui pour chausser ses pantoufles sera.
 Et le bailly sçavez-vous qu'il aura?
 Je veulx qu'il ait (et ainsi l'ay enjoinct,
 Car je sçay bien que bon gré m'en sçaura)
 Mes oreilles, pour ce qu'il n'en a point (3).

Trois grans mastins seront exécuteurs
 (Je l'ordonne) des bouchers Saint-Germain (4),
 Et de mes os veuil estre curateurs;
 Car tous mes biens seront mis en leur main.
 Chose mortelle n'a heure (5), ne demain;
 Penser y fault, quant en est lieu et temps.
 J'ay murmuré souvant, quant ay eu faim,
 Contre Barbeau : de bon cueur m'en repens.

(1) Chasser les mouches d'autour de lui.

(2) Objet qui remplaçait la corne servant aujourd'hui au même usage

(3) On coupait alors les oreilles aux escrocs.

(4) Trois grands chiens de la boucherie Saint-Germain seront, je l'ordonne, etc.

(5) Peut-être *huy*.

A Julien je donne ma testière,
 Car veue m'a ronger mon frain souvant;
 Colette aura, je le veulx, ma eropière :
 Propre luy est, elle porte en avant.
 Et du sourplus de mon habillement
 J'ay ordonné, point ne veulx qu'on le celle :
 Baude l'aura, qui dit, par son serment,
 Qu'il ne pourroit plus chevaucher sans selle.

Donné ou mois qu'on tue les pourceaulx (1),
 L'an que chascun à son proufit tendoit,
 Que pour argent on avoit des chappeaulx,
 Et que le vin par tout cher se vendoit (2);
 Qu'argent presté à peine se rendoit;
 De blé assez, mais faulte de monnoye;
 Dessoubz mon seel et signet du pied d'oye,
 Présent Barbeau, qui n'en a point de joye.

Entre ung vieil cerf et une grand lisarde (3),
 Entre trois cours (4), et dessoubz deux grans roys (5);
 Au coing d'un gourte (6) que le quint roy (7) regarde,
 Dessoubz marbré (8) et tout encloz de bois,
 Où les jours maigre on oyt diverses voix,
 Hante un Barbeau et s'y tient par coustume,
 Groz bien nourry, du lez de Gastinois (9),
 Qui vit de cry et se nourrist de plume.

(1) C'est-à-dire en novembre.

(2) La récolte de 1465 manqua par suite de l'abondance des pluies. Voir la Chronique scandaleuse.

(3) Animaux empaillés qui étaient comme curiosités dans la salle du Palais. La *lisarde* était un serpent monstrueux.

(4) La grand'salle du palais était, effectivement, et est encore disposée sur trois cours.

(5) Les statues de Charlemagne et de saint Louis.

(6) Ou bien *hourt*, estrade.

(7) La statue de Charles V.

(8) Le bloc de marbre appelé Table de marbre était sous cette estrade.

(9) Ceci indique que la place de Barbeau était au midi de la grand'salle.

Les lamentacions Bourrien, chanoine de Saint-Germain-l'Auxerrois.

Satire de mœurs, dont Marot s'est approprié les principaux traits, presque sans y rien changer, et qu'il a réduite en une épigramme de dix vers. C'est celle qu'on trouve dans tous les recueils de ses œuvres sous le titre du *Gros prieur*. Baude, lui-même, pourrait bien s'être inspiré du Chanoine amoureux que Villon a dépeint dans sa ballade des *Contrediz de franc Gontier*; toutefois, s'il a imité Villon, il ne l'a pas copié. Pour ce qui est du trait final, il est de ceux qui ont tant d'auteurs qu'en réalité ils n'appartiennent à personne. Le sujet est celui d'un chanoine déplorant son abandon, après qu'il a vu fuir une infidèle dont un gage vivant lui est seul resté. Bien que sa douleur soit loin d'être mortelle, l'auteur s'introduit pour l'en consoler en lui débitant une longue tirade sur l'inconstance des femmes de son quartier (le quartier de Saint-Germain-l'Auxerrois). Ce morceau de rapport est d'une grande obscurité par la multitude d'allusions inexplicables qu'il contient; il nuit au reste de la pièce, et serait à retrancher si l'on ne voulait faire qu'une publication littéraire.

En ung mol lict, viz entre neuf et diz,
 Près d'un grant feu, ung chanoine bien gras,
 Qui devisoit par melodieux dictz,
 En se veutrant couché entre deux draps.
 Son filz tenoit putatif en ses bras,
 Le bers (1) joignant d'un grant pot où il piece,
 (Le pot au feu bouilloit pour le repas)
 Disant ses heure avecques la nourrice.

Avefvy (2) fut, n'y ot pas longuement,
 Non pas par mort, mais par translacion,
 En regretant de cueur piteusement
 Celle par qui eut génération;
 Puis prent l'enfant; par admiracion
 En l'accolant luy ryt, et puis le baise.
 Le gars s'en ryt : tel consolacion
 Y prent le doulx qu'il en sospire d'aise.

« Faiz » ce dit-il au clerc de son mulet,
 « Illec bon feu, pour faire la boulye,

(1) Le berceau.

(2) Aveuvi, rendu veuf.

Et va sçavoir si le bon vin cleret
 Dure encores, et revien, je t'en pryé. »
 En soy tournant l'enfant se plainet et crye ;
 Lors l'accola en le faisant dancer.
 Il syfle et chante : que voulez que vous dye ?
 C'est grant plaisir que de l'ouyr chanter.

« Mon filz » dit-il « voulez-vous déjeûner ?
 Respondez moy , parlez à vostre père.
 Je vous ay fait , vous me devez aymer.
 Helas ! (dit-il en regrettant sa mère)
 La despartye fut à nous deux amère,
 Mon doulx enfant, quand elle nous laissa ;
 Onques depuis je ne feiz bonne chere.
 Maudit soit-il, qui le faict pourchassa ! »

L'enfant babille qui encor n'a deux ans,
 Et de la main luy baille par la joue,
 Puis le regarde, puis le nez, puis les dens.
 « Mais regardez » dit-il « comme il se joue ! »
 Il le bouquine; après luy fait la moue :
 « Me semble-il pas ? » dit-il à sa servante.
 — « Ouy » fait-elle. Lors en plaisir se noue ;
 Le jeu luy plaist, et ainsi se contente.

« Le cueur, mon filz, quant me souvient, me serre
 De ta mère, que jadiz j'aymay tant.
 Pourquoi m'a fait fortune si grant guerre
 Quelle a laissé et le père et l'enfant ?
 Quant m'en souvient, de deuil le cueur me fend,
 Et d'autre aymer n'est pas en ma puissance.
 Amour m'a fait du plaisir ; mais autant
 Et plus m'a fait de deuil et desplaisance.

« J'ay autresfois blasmé en ma jeunesse
 Jeunes amans, par grant desrision,
 Du mal d'amours qui à présent me blesse
 Dont à present j'ay grant compassion ;
 Et croy qu'il n'est douleur ne passion
 Plus dolente ne qu'homme peust souffrir,

Quant deux amans d'une complexion
Sont anexez, et puis fault despartir. »

Lors lermoyant ses yeulx print à froter,
Car plouré jà avoit bien longuement ;
Et je, voulant le dolent conforter,
Luy remonstrant son cas benignement,
Luy diz ainsi qu'il fault pacienment
En gré porter les douleurs de ce monde ;
Et pour prouver particulièrement
Les cas égaulx, allegay la Bymonde,

Qui a vescu des ans bien vingt et sept
Fort éloquent, vivant de sa pratique,
Et a aymé, ainsi que chacun sçait,
En tous les ars et encor s'y applique ;
Qui a laissé maint prélat autentique,
Bourgeois, marchant et homme de finance.
Quant veult, les prent. Lysez en sa cronique :
Liberté veult et ayme sa plaisance.

— « Or alleguer ne vous veulx rien en vain :
Bien congnoissez, ce croy, ma demoiselle
Qui près vous maint jadiz, de Sainet Germain,
Est à present comme une tourtorelle ;
Elle ne va si non quant on l'appelle.
Pancez en vous quantz serviteurs donnez
Se sont à elle, dont baillé de la pelle
Leur a au cul, et tous habandonnez.

« Les mercières, chascune en son endroit,
La colonnère jaulne (1), la gibecière,
Le blanc Aulbin qui nommer la vouldroit
(Je ne veul point parler de l'espicière,
Elle ayme trop ; si fait la pasticière) :
Voyez leurs faietz, considerez leurs gestes ;
Prins ont partout (si a mainte lingière)
De telz que vous, puis les ont laissez bestes.

(1) Jaulne, peut-être employé pour *jeune*, comme ci-après, p. 126.

« Que proufiter vous peult le desconfort ?
 Il envieillist, il vous fait marmyteux.
 De vous douloir chascun dit qu'avez tort,
 Combien qu'au vray voz regretz sont piteux.
 Lysé au livre, non comme despiteux,
 Mais doucement, sans que le sens s'esgare,
 Les doulx moyens, les parlers inciteux,
 Que feit jadiz Jaquette de la Mare (1).

« Là trouverez les ordonnances peinctes,
 Et les moyens du faict et du deffaict;
 Pourquoi, comment, et les parolles fainctes,
 Les jours, les heures, les regards et le faict;
 Les registres en sont en son buffet
 Prothocollez d'ancienne coustume;
 Laquelle en bref conclut et par effect :
 « Vraye ouvrière est celle qui mieulx plume. »

« C'est très mal dit, ce me pourriez vous dire,
 Et comparé selon le personnage;
 Car elle estoit aussi souple que cyre
 Et n'estoit point de si lasche courage.
 Je suis d'accord à tout vostre langaige,
 Et qu'elle estoit de vous fort amoureuse;
 Mais prinse fut, qui fut ung grant oultrage,
 Par cautz moyens, avecques la fumeuse. »

Et sur ce point on apporta la nappe,
 Où il congneut que le disner s'avance.
 Alors s'estend, il se frotte, il se grate,
 A grant regret despart de sa plaisance;
 Ung groz pet fait de toute sa puissance;
 La fein le prent, et il print sa chemise.
 « Mon Dieu, dit-il, donne moy pacience;
 Qu'on a de maulx pour servir saincte église (2) ! »

(1) Serait-il question ici d'un Art d'aimer composé par une Parisienne? L'ouvrage et l'auteur sont aujourd'hui inconnus.

(2) Ces deux derniers vers sont mot pour mot dans le Gros prieur de Marot. Le *Margarita facetiarum*, recueil d'ana imprimé à Strasbourg en 1508, contient au premier chapitre une anecdote, *De indocto praelato*, où ce trait se trouve, mais tout

Rondeau sur une promesse du roi à l'auteur.

Ce roi est vraisemblablement Louis XI, ainsi qu'il a été conjecturé ci-dessus. Pièce difficile à comprendre à cause de l'embarras de l'expression. La plaisanterie repose sur une double repartie du roi que le poète rétorque contre lui. Souvenez-vous de moi. — Je m'en souviens. — Mais qu'est-ce que se souvenir sans le faire sentir? — Un chrétien croit sans voir; un sujet doit se souvenir que parole de prince et loi, c'est tout un. — Si fais-je. Je crois en Dieu, je me souviens de tout ce qui peut plaire à mon prince, et d'autant plus qu'il voudra bien fournir pour ma dépense, vous savez quoi.

(Ce rondeau est tiré du manuscrit 7687, fol. 22 verso.)

Souviengne-vous, ce dit Baude, de moy.
 — Bien m'en souvient, ce luy respond le roy.
 — Mais de quoy sert sans effect souvenir?
 Autant vaudroit promettre et riens tenir.

— Croire sans veoir est nostre droitte foy;
 La parolle du prince fait la loy;
 L'une laisser pour l'autre retenir
 Souviengne-vous.

— Par quoy en Dieu entièrement je croy,
 Et aux princes, à qui service doy,
 Complaire veul de tout mon souvenir,
 Et plus encor qui pour m'entretenir
 Vouldroit fournir vous sçavez bien de quoy.
 Souviengne-vous.

Autre Rondeau sur la promesse faite à l'auteur.

Tiré du même manuscrit, fol 23.

Baude, à quoy pences-tu? — J'escoute.
 — Et quoy? — S'il cherra quelque goutte.

autrement amené : « Magnus prælatus in alma urbe Romæ cum interresset prandio
 « delicatissimo et opiparo, et solum sinapium deesset, suspirans et dolens exclama-
 « vit : O quanta patimus pro Ecclesia Dei ! Alter ad latus assidens et ipsius errorem
 « castigans, dixit : *Patimur*. Tum primus subinfert : Non magni refert si *patimus*
 « aut *patimur* dixerimus ; utrumque enim genitivi est casus. »

— De quoy? — De la graisse de court.
 — Tu pers temps; on la tient si court
 Que l'on ne sçait où l'on la boute.

— On m'a promis. — Tu n'y vois goutte :
 Promettre et tenir, somme toute
 N'est pas selon le temps qui court,
 Baude.

Tu en auras s'il en dégoutte.
 — On le m'a dit. — Plus tost la goutte !
 Tu t'abuses; chacun y court;
 Le premier vault deux. — Brief et court
 Je feray donc . . . — Quoy? — Bancqueroute,
 Baude.

Autre Rondeau pour excuser Baude

de ce qu'il avait mal parlé de certaines religieuses.

(Manuscrit 7687, fol. 24.)

Si j'ay parlé aucunement
 Des dames de religion
 De la basse condicion,
 Je l'ay fait par esbattement.
 Sans y pincer, soubdainement,
 Ce fut par bonne intention
 Si j'ay parlé.

Car je sçay bien que loyaulment
 Le font par bonne affection.
 Et pour toute conclusion,
 Je m'en repens présentement
 Si j'ay parlé.

*Requestes de Baude baillées à la Court de parlement en poursuivant
 son procès.*

(Tirées du manuscrit 7685, fol. 59.)

Tant a cropy mon sac en parlement
 Qu'il a couvé ung grant tas d'incidens,

Et eust couvé encor plus largement ;
 Mais droit y mit ung peu d'empeschement.
 A mes despens chacun jour résident,
 Chasser les veulx ; mais sans les présidens,
 Chacun m'a dit qu'ilz n'en vuyderont point.
 Priez les en , quant vous verrez le point.

Autre requeste.

Encor ung cop, en la chambre sur Seine (1).
 Vous plaise aller Baude ramentevoir,
 Tant que l'en puist de luy mémoire avoir,
 Car dix ans a qu'il est en ceste peine.

Dit moral en rondeau.

(Tiré du manuscrit 7687, fol. 23 verso.)

A l'estourdy, sans y veoir goutte,
 On fait souvent mainte follye;
 On va, on vient, on se marie,
 Et ne sçait on où l'on se boutte.

On tire l'un, et l'autre on boutte,
 On menasse et après on pryé
 A l'estourdy.

On parle assez, mais on n'escoute,
 Si ce n'est quelque menterie.
 On dispose et puis on varie,
 On mesdit de tous, somme toute,
 A l'estourdy.

(1) Nom donné à la Chambre des requêtes du parlement, dont les fenêtres donnaient sur la rivière.

A gens voluptueux et suyvens leurs plaisirs.

Petite pièce ou dit en vers à rimes équivoques. — (Tirée du manuscrit 7685, fol. 56.)

Courages Sardanapalins,
Qui de regard n'estes pas lins (1),
Confitz en muliebrinage,
Vostre sens muliebrin nage,
Filans humblement non pas lins (2).

L'année du traicté de France et d'Angleterre en prenant les lettres qui signifient nombre.

Genre de logogriphe comme il s'en faisait sur tous les grands événements au quinzième siècle. Celui-ci a trait à la paix, ou mieux à la trêve de Picquigny, qui fut conclue entre Louis XI et Édouard VII, le vingt-neuf août 1475. — (Tiré du manuscrit 7685, fol. 56.)

Prenez ung grain bien commun en Sauloygne (3),
Quatre lectres commençans Catheloygne (4),
D'une perdrix prenez l'elle (5) sans plus,
Et deux membres aux quinze-vingts forclus (6) :
Vous scaurez quant fut par mer et par terre
Traicté de paix de France et d'Angleterre.

Pour maistre Olivier, barbier du roy Loys.

Épigramme sur le supplice du fameux Olivier le Dain, qui fut pendu en 1484. — (Tirée du manuscrit 7685.)

Le dain fut au collet tendu
En vert may par le col pendu.

(1) C'est-à-dire, *linx*.

(2) Filant tout autre chose que du lin.

(3) Millet ou mil.

(4) C'est-à-dire cccc.

(5) C'est-à-dire L.

(6) Cela revient à xv, car quinze-vingts se marquait en chiffres xvxx.

Aultre dit.

A propos de l'état des esprits au moment où fut débattue la question de la régence de Charles VIII. — (Même ms. que les deux pièces qui précèdent.)

Broulis avec outrecuydance,
 Outrecuydance avec broulis,
 Sont drogues à faire ung coulis
 Pour mettre desarroy en France.

Lectres de Baude envoyées à Mgr de Bourbon, connestable de France.

Baude se recommande au prince avec lequel il n'a pas encore eu de rapport, quoiqu'il soit né son sujet. Il entame l'éloge du Bourbonnais et décrit les productions ainsi que la prospérité de cette province, avant d'arriver à l'objet de sa supplique, qui est d'obtenir sa délivrance de prison. Cette pièce se rapporte à l'an 1484. Elle est tirée du ms. 7685 (f. 37). M. Batisier eut occasion de l'y voir, il y a quelques années, et en prit plusieurs vers qu'il a imprimés dans son Appendice à l'Ancien Bourbonnais.

Baude, très puissant et très hault
 Et mon très redoubté seigneur,
 S'esbaudist, car le faict le vault
 Et le repute à grant honneur,
 D'estre né, prince de valeur,
 De vostre pays tant courtois,
 Au fin caeur, qui est le meilleur
 Et le chef de tout Bourbonnois (1).

Deux raisons y a principales
 Qui le meuvent ad ce vouloir :
 L'une, les grans vertuz réalles
 De vous, avec le grant vouloir (2),
 Que vous estes descendu hoir
 D'une tant excellent maison,
 Que l'on ne scauroit concevoir
 Au contraire aucune raison.

(1) C'est Moulins qu'il entend par cette périphrase.

(2) Ou plutôt *valoir*.

Tant benins voz prédécesseurs
 Ont esté (et vous en tenez)
 Que chacun de voz serviteurs
 A tousjours vous entretenez;
 Et quant sont vieilz, vous les tenez,
 Après que de servir sont las,
 Bien peuz et très-bien assignez
 Près Moulins, à Sainet-Nicolas.

Servy vous eust très voulentiers
 Piéça de toute sa puissance;
 Mais trouver n'a sceu les sentiers,
 Qu'ayez eu de luy congnoissance;
 Doubtant, pour ce qu'il n'a science
 Où vous doyez prendre achoison,
 Qu'on apperceust son ignorance.
 Véez là la première raison.

Le pays, quant au second point,
 Est le plus plaisant que je voye :
 Villes et chasteaulx bien empoinct,
 Où l'on demène tousjours joye;
 La belle forest de Tronsoye (1),
 Bon aer, peuple doulx et humain.
 S'il y a faulte de monnoye,
 N'en forge-on pas à Sainet-Pourçain ?

Il est garny d'estangs, de bois,
 Vins, bledz, chair, poisson à planté,
 Une grant pièce de la croix,
 Plus qu'en toute chrestienté;
 Les beaulx baings chaulx pour la santé,
 Saffran et fruit de toutes sortes.
 Qui d'espices a voulenté
 En voist quérir à Aigues-Mortes.

Des espées de Montluçon,
 Armeuriers, nobles de courage,
 Ouvriers de chascune façon,

(1) Ou Tronjoye, auj. Tronget.

De tous mestiers le personnage.
 On y treuve de bon fromage,
 Cuyrs de vache et de cordouen,
 Des draps pour le commun usage;
 Mais ilz sont meilleurs à Rouen.

Plus y a; quiconque entreprend
 Tant de parolle que de faict,
 Contre l'ostel, mal luy en prent,
 Et à la fin en est deffaict.
 On en a bien veu qui l'ont faict,
 A qui il n'en eut pas bien pris (1).
 L'entreprinse ore leur desplait;
 Plus n'y tourneront pour le pris.

Pas n'a tort s'il se gloriffie
 D'estre extraict d'une tel contrée,
 Soubz si très haulte seigneurie
 Tant benigne et tant exaulcée.
 En suppliant, s'il vous agrée,
 De regarder ce peu de chose,
 Et le mettre en vostre pencee,
 Qu'il vous envoie cy enclose.

Il est vostre, comme je suis,
 Serviteur, sans affinité,
 Sinon peult estre entre deux huys
 En quelque obscure extrémité;
 Là soubz le *Benedicite*
 Avez souvent, sans fiction,
 En éminent nécessité
 Prins repas de conjunction.

D'aller devers vous seroit prest
 Pour vous solliciter son faict;
 Mais il a, trois mois a, l'arrest
 Pour bien (2), sans riens avoir mesfaict.

(1) Allusion à la condamnation récente de Jean Doyat, qui avait été érigé par Louis XI en antagoniste de l'hôtel ou de la maison de Bourbon.

(2) Pour bien avoir faict, sans riens avoir mesfaict.

Eslargy sera s'il vous plaist,
 Lors que vostre voix sonnera,
 Et, récompencé du forfait,
 Adonc Baude buyssonnera.

Priant la saincte Trinité
 Qu'elle vous doint vostre désir,
 Honneur, bonne prospérité,
 Santé, tousjours avoir plaisir,
 Madame à Montluçon gésir
 D'un beau filz qui vous est propice,
 Et paradis, après mourir
 En desmariant, son office.

Escript le premier des dimanches
 Ou moys où vendanges se font (1),
 L'an qu'on portait les larges manches,
 A Paris, près du Petit Pont (2),
 Où maintz espèrent qu'ilz auront
 Par vostre moyen délivrance
 Des griefz qu'à tort enduré ont.
 Dieu vous en octroyt la puissance !

Autres lettres de Baude audit seigneur de Bourbon.

L'auteur expose le motif qui l'avait fait mettre au Châtelet, ainsi que les démarches par suite desquelles il a été élargi ; mais ses persécuteurs l'inquiètent toujours, et c'est pourquoi il s'adresse au prince qui a mission de faire respecter les lois. (Cette pièce est tirée du même volume que la précédente ; elle peut être de la même année.)

Baude se plainet; prince puissant,
 Très hault et redoubté seigneur,
 A vous comme des fleurs yssant (3)
 Et principal conservateur,
 Qui main forte avez et faveur
 Pour excécuter par police
 Ce que sera dict par justice.

(1) En octobre.

(2) Baude était prisonnier au petit Châtelet, au bout du Petit-Pont.

(3) Issu des fleurs de lis.

Or est ainsi que, pour louer
 Le roy et sa proximité,
 Il a fait qu'on a fait jouer
 Une briefve moralité,
 En laquelle on a récité
 Que droiet est souvent interdit
 A maint, par malle voulenté,
 Avecques singulier prouffit.

Et tout ainsi qu'herbes, racines,
 Roche, pierre, boue et gravois,
 La course des fontaines vives
 Empeschent bien souventes fois :
 Ainsi font de faict et de voix
 Tous ceulx qui, en particulier,
 Sans droit, sans raison et sans loix,
 Aymont leur prouffit singulier.

Le droit cours de justice empeschent,
 Et par leur ornée pratique,
 Enmy l'eau qu'ilz troublent, peschent
 A la foule du bien publique.
 Maulx en viennent, guerre s'applique,
 Mauvais rappors, guerres, contends.
 Mais aucuns (ne sçay qui les pique)
 N'en ont pas esté bien contens.

Les ungs se veulent appliquer
 A herbes, autres à gravois ;
 Et dient que pour les moquer,
 On a ce fait. Riens n'y congnois,
 Sauf leur honneur. Mais toutesfois
 Baude n'a tant secu buissonner
 N'alléguer coustumes ne droiz,
 Qu'on ne l'ait fait emprisonner.

Qui estoupe plus ung conduit
 Qu'herbes, pierres et inmondices,
 Il vault pis que celluy qu'est duiet
 Faire pour argent injustices.

Il n'a rien blasmé que les vices ;
 Aussi ne luy (1) conseilleroye.
 Chascun pourra veoir leurs malices,
 Par le double qu'il vous envoie.

Baude, après brisement de portes ,
 En effect à mynuict fut pris
 (Qui esloyent dures et fortes)
 Et au Petit Chastellet mys.
 Parlement qui avoit permis
 Jouer ce que a esté faict ,
 Au pourchaz de ceulx de Paris ,
 L'en feirent mettre hors par effect.

Or Paris, doubtant le transport ,
 S'opposa pour la vyolance ;
 S'ajoigny s'il a droit ou tort :
 La court retint la congnoissance.
 Car nonobstant, par arrogance ,
 Veullent qu'il soit précipité.
 S'il (2) n'y sçait mettre résistance ,
 Actendu leur auctorité.

Par le cryminel lieutenant ,
 Fut plusieurs fois interrogué,
 Lequel l'alla fort enquérant
 S'aucun grant, ou son subrogué,
 Prince, l'avoit épilogué
 Pour plus donner à aucun charge ;
 Et s'il le disoit de bon gré,
 Il serviroit à sa descharge.

Quelz ilz sont, je ne les congnois ;
 Et me traiete l'on purement
 Pour ce que suis du Bourbonnois ,
 Garny de pource entendement ;
 Mais j'ay ouy dire souvent
 Par le rapport de maintes gens ,

(1) Il semble qu'il faille corriger *nuluy*.

(2) Ou plutôt Si, ou Cil.

Que c'est le propre fondement
De la secte des maistres gens (1).

Vous et la court de Parlement
Estes gardes et protecteurs
De ce royaume entièrement.
La court sont pronunciateurs,
Ainsi que les cent sénateurs,
Et vous devez estre Pompée
Pour contraindre les transgresseurs :
Et pour ce portez vous l'espée.

Pragmatique entre gens de Court et la salle du Palais.

Scène destinée à la représentation et jouée sans doute sur la Table de marbre, ainsi que la moralité dont il est question dans l'épître précédente. Elle est tirée du même manuscrit (fol. 40 verso).

LA COURT.

On a des ordonnances faictes
Et des anciennes extraictes
Bien correctes et regardées.

LE PALAIS.

A quelque fin ont esté faictes ;
Les vieilles sont assez parfaictes ;
Mais qu'elles fussent bien gardées.

LA COURT.

On a rayé les pensions
Pour oster les exactions
Dont le peuple estoit tant chargé.

LE PALAIS.

Quelz douces persuasions !
Que vallent telz invencions,
Quant il n'en est point deschargé ?

LA COURT.

Les monnoyes on deserya ;
Par ce moyen on bannyra
Les faulx monnoyers et mangeurs.

(1) Ou plutôt *Maistres-Jehans*. C'était un mot très-employé sous Louis XI comme équivalent d'*intrigant*.

LE PALAIS.

C'est trop souvent, on s'en rya ;
Par ainsi tout se conduira
A la volenté des changeurs.

LA COURT.

Office plus ne se vendra.
Bénéfice nul n'obtiendra
S'il n'est saige clerc et saichant.

LE PALAIS.

Quant faveur la main y tiendra,
A traffiquer on entendra,
Au moins qui trouvera marchant.

LA COURT.

Nous avons paix, sans coup férir,
Peult-on riens meilleur requérir ?
Car paix tient chascun en franchise.

LE PALAIS.

On peult assez paix requérir
Et promettre de la tenir ;
Mais au garder est la maistrise.

LA COURT.

Les saiges seront à repos ;
Lors asageastriront les folz
Quant on leur touldra leur trippot.

LE PALAIS.

C'est pour venir à mon propoz :
Sans entrer on va les yeulx cloz,
Ce me semble, à l'entour du pot.

LA COURT.

Gens d'église Dieu prieront,
Les nobles thésauriseront
Les brebis seures en leurs parcs.

LE PALAIS.

Les gens d'église gaudiront,
Et les nobles emprunteront
A belle usure des Lombars.

LA COURT.

On abbatra ces grans estatz ;
Tous procès seront mis au baz :
N'a pas longtemps qu'on en parla.

LE PALAIS.

Adieu gorriers (1) et advocatz!
 Mais de quoy servent ces fatraz ?
 Car le lièvre ne gist pas là.

LA COURT.

Puis ordre aux cleres des trésoriers
 Sera mis, farciz de deniers ,
 Et à ung tas d'abbuz champestres.

LE PALAIS.

A! Nostre-Dame quelz ouvriers!
 Ilz parlent bien des manouvriers ,
 Mais ilz ne dient riens des maistres.

LA COURT.

On a osté la pillerie ,
 Mesmement en l'artillerie ,
 Et tant de gens d'armes cassez.

LE PALAIS.

Il y a par tout menagerie ;
 Mieulx eust vallu, sans cryerie,
 Casser le lieu des trespassez.

LA COURT.

L'Église sera réformée
 De vye quasi difformée
 Par ses suppostz entièrement.

LE PALAIS.

Soit la chose bien calculée ,
 Et , sans faire si grant levée ,
 Reformons nous premièrement.

LA COURT.

Palais, Palais, tu te reposes
 Et tousjours contre moy proposes
 Par grant despit quelque malice.

LE PALAIS.

Venons au point, laissons ces choses ;
 En nostre faict n'a que trois choses :
 Guerre, finances et justice.

LA COURT.

A tous abbuz en pourverra ,
 Comme le cas le requerra ,
 Afin que bien vous l'entendez.

(1) Gens à la mode et dépensiers. Voir ci-après la ballade du Gorrier.

LE PALAIS.

C'est très bien dit, or il perra.
En ce faisant, chacun verra
A quelle fin vous prétendez.

LA COURT.

Le souverain en équité
Mettra partout tranquillité;
Car vouloir en a et puissance.

LE PALAIS.

On luy dira la vérité
Faire n'y fault difficulté,
Je le prens sur ma conscience!

L'ACTEUR.

Des gelines de ce village
Me souvient qui ont telz usaiges,
Quant l'une chante, l'autre pont :
Comme de ces deux personnaiges ;
Tous leurs faictz ne sont que langaiges :
Quant l'un parle, l'autre respont.

Ballade en dialogue sur le mauvais gouvernement de la Cour.

(Manuscrit 7685, fol. 60.)

J'allasse en court, se j'eusse de l'argent.
— A quoy faire? — Pour avoir ung office.
— Les y vent-on? — Ouy, très chèrement.
— Pourquoi est-ce? — Par faulte de police.
— Je m'en plaindroie. — Et à qui? — A Justice.
— Justice dort, encor n'est esveillée.
— Dont procède? — Le quoy? — Ceste malice.
— De nostre court qui est mal conseillée.

Qui gouverne? — Le seul consentement.
— Qui a bruyt? — Damoiselle Avarice.
— Qui a ce fait? — Ruzé entendement.
— Mais à quel fin? — Pour avoir sacrifice.
— Où est Raison? — Avec l'Appocalypse.
— Et Vérité? — Elle est toute enrouée.
— Dont procède, etc.

Durera-il ? — Non pas trop longuement.
 — Pour quoy ? — Pour ce : c'est mauvais édifice.
 — N'est-il tout neuf ? — Sur mauvais fondement
 Il ploye au vent par mauvais artifice.
 — Et où est Paix ? — Elle quiert sa nourrice.
 — Tout va donc mal ? — Trop pis que l'autre année.
 — Dont procède, etc.

Prince qu'as-tu ? Doulx comme regalice
 Sera de maintz ceste dragme avallée.
 Dont procède, etc.

Ballade d'un Gorrier bragart.

Satire contre une classe d'hommes, nombreuse dans les armées, et que leur conduite déréglée, leur turbulence, leur luxe mêlé d'indigence, rendaient ridicules autant qu'incommodes. *Gorrier* vient de *gorre*, qui signifiait alors ce que nous appelons la mode : *bragart* est probablement dérivé de braies ou de braguette (1). La ballade du *gorrier bragart* se trouve à la suite de la précédente, dans le même manuscrit.

De noir veloux fut la robe empruntée
 D'un mien mignon, fourrée par le chault;
 Une chesne de leton surdorée,
 En my juillet, sur ung petit courtault;
 Souliers camuz, boufiz comme ung crapault,
 Large bonnet avoit à suffisance;
 La chemise par le collet luy sault.
 Chascun s'en rit et il y prent plaisance.

Ung grant laquais luy portoit son espée
 (Dont la moitié du fourreau luy desfault)
 D'une robe revestu deschirée,
 Comme s'il vinst freschement d'un assault.
 Faulte d'argent, à tous propoz luy fault
 D'en brief ravoir à tous jours espérance.

(1) *Bragars de court*, dit Jean Bouchet en parlant des muguets de son temps; et à propos de cette même race dont se moque Baude :

Puis ces bragars, quant ilz en sont au bout
 Et que contrainetz ilz sont de vendre tout,
 Mauldisent roy, son service et maison.

En contemplant le passe-temps Mychault.
Chascun s'en rit et il y prent plaisance.

« J'ay », ce dit-il, « despendu en l'armée,
Tout mon vaillant, dont pas n'ay esté cault;
Mais encor ay une terre engaigée
A réméré, pour plus qu'elle ne vault;
J'en pers les fruitz, mais de ce ne me chault,
Car je prendray d'amour telle alliance
Que l'on verra que je volleray hault ».
Chascun s'en rit et il y prent plaisance.

Prince, plusieurs désirent en sursault
Par telz moyens acquérir grant chevance;
Mais en montant, si l'ung des piedz leur fault,
Chascun en rit et il y prent plaisance.

D'une promesse faite à Baude par monseigneur le duc de Bourbon.

(Manuscrit 7686, fol. 58.)

On m'a donné une promesse,
(Non pas donnée proprement
Par effect, mais par voix expresse,
Autant que cueur plain de noblesse
En pourrait donner verbalement;)
Mais il y a jà longuement
Que j'actens, et si ne vient rien :
De quoy Baude s'esbahit bien.

Je me saisy (qui fut le bon)
Quand la voix me fut proférée,
De la sainture de Bourbon,
Pour mieulx califfier le don;
Mais elle n'estoit pas ferrée (1).
Dedans mon seing l'ay enserrée
Tant que la promesse on verra;
Baude respond; or y perra.

(1) C'est-à-dire qu'il n'y avait après ni boucle ni agrafe en or.

Priant à Dieu pourtant des cieulx,
 Qu'au promettant donne santé,
 Paix en régnant de bien en mieulx;
 Bien vivre prospérant, joyeux,
 Tousjours de bien entallenté,
 Et de s'acquiescer voulenté
 De la promesse dessusdicte,
 Pour demeurer vers Baude quiete.

Bulles du cardinal de Guerrande, fol du roy, qui fut à monseigneur de Bourbon.

Plaisanterie dont le sel consiste à avoir assujetti aux formules de la chancellerie apostolique un brevet de goinfreterie et de fainéantise décerné au fou de Charles VIII. Ce fou s'appelait Noël et était natif de Guérande. J'ignore quel est le Cadier au nom de qui est délivrée la bulle. — (Tiré du manuscrit 7685, fol: 36.)

Cadier, serf des serviteurs Bacchus,
Episcopus, ainsi que chascun sçait :
 Comme ainsi soit que tous les convaineus
 (De quelque habit qu'on les trouve vestus)
 De foi legière et de sens indiscret,
 Mais qu'ilz sçaichent bien entendre au buffet,
 Estre pourveuz, pour leur grant léaulté,
 Doibvent soubz la nostre papalité;

Or est ainsi qu'on nous a informé,
 Sans sens rassis par vraye expérience,
 D'un nostre filz que la lune a formé,
 Que s'il avoit un bonnet enformé
 A oreilles, on verroit sa science,
 (Propoz soubdain a-il) en conscience
 Digne d'avoir une dignité grande,
 Nommé Noël, du pays de Guerrande;

Bien confians de l'inliotérature,
 Engin cornu, cornue voulenté,
 Vouloir trop prompt, sans avoir soing ne cure
 Contre raison de sa propre nature,

Riz sans propoz, propoz entallenté,
 Tallent vouloir sans estre contenté,
 Content tousjours de dormir à toute heure,
 Posé travail, qui sans cesser labeure :

A toy, Noël, pour les biens que tu vaulx,
 Dont de plusieurs avons esté requis,
 Par le conseil de tous les cardinaulx,
 Nous, cardinal à cinquante chevaulx
 T'avons créé, quant en fusmes enquis.
 Par quoy t'avons dilligemment requis
 Dans les boyaulx de tout nostre chappitre,
 Où tu auras siège, chapeau et mittre,

Pour en jouyr dès ores en avant,
 Aux droiz gaiges de cardinallité :
 La nuit veiller ou dormir sur ung banc,
 Et, au reveil, ne trouver pas ung blanc
 En ta bourse, par grant humilité;
 Et pour pourvoir à la nécessité,
 Tu t'en iras bien souvent, sans lanterne,
 Te colloquer au fons d'une taverne.

Ce fut donné en nostre consistoire,
 Près du Temple où nostre estat tenons
 Après grâces, ainsi qu'on part de boire,
 Publiquement et de fresche mémoire,
 Où bien souvent après disner dormons,
 En la saison qu'au reveiller buvons
 Sans varier de vouloir et de faict,
De gratia, pour ce qu'ainsi nous plaît.

Les dix visions Baude.

Revue allégorique d'une succession d'événements si bien dissimulés sous le voile qui les couvre, qu'il est impossible de les reconnaître. La sixième strophe semble avoir trait aux derniers épisodes de la guerre des Deux roses en Angleterre. Quant à la huitième, où l'on reconnaît très-bien la personification de l'Autriche, de la Lorraine et de l'Angleterre, elle a trait vraisemblablement à quelque-une des coalitions formées contre la France

pendant la minorité de Charles VIII. Le plus clair de tout cela est que l'auteur déclare avoir vieilli au spectacle de ces événements.— (Tiré du manuscrit 7785, fol. 43.)

N'a pas long temps, en esprit
Vy, en dormant, dix visions (1),
Visibles ou illusions,
Lesquelles je mis en escript.

Premier je vy ung tas de bestes
En pasturant furtyvement ;
Après congneu soudainement
Qu'elles n'avoyent point de teste.

Puis je vy gens qui conseilloyent
Pour nuyre contre vérité ;
Mais après leur auctorité,
Grevez de leur conseil estoient,

En France, quant à l'autre point ,
Viz plus qu'autre part de raison ;
Mais on me dit que la raison
Estoit, car on n'en usoit point.

En l'aer Phéton le char menoît
Du soleil ; mais tant traversa,
Que chevaulx et char renversa
Jupiter, car trop hault montoit.

Une grant nef, le voile au vent,
Viz tournoyer enmy la mer,
De la tormente en grant danger,
Par faulte de gouvernement.

Le cheval Pegasus volla ;
Echo n'estoit point honorée,
Mynerve viz habandonnée,
Quant Saturne Mars accolla

(1) Probablement *dix visions* est à double entente.

Puis un aigle à deux testes vint :
 Une double croix regardoit,
 Et le lyepard les escoutoit,
 Quant ung taur (1) ilecques survint.

Singulier proufit mesnageoit
 La chose publique endurant,
 Le commun alloit murmurant ;
 Mais autre chose n'en estoit.

Ignorans ne sceurent que dire
 Et les saiges dissimuloient,
 Les craintifz tousjours escoutoient ;
 Les folz n'en faisoient que rire.

Athlas qui vint de phiton bas (*sic*)
 Se mit dessoubz l'ombre brutine ;
 Car la grant chaleur reymondine
 Doubtoit, en mirant ces débatz.

Et quant j'euz tout mon sommeil pris,
 Je me trouvay vieil et cassé ;
 Mon vert et jaulne temps passé,
 Et mes cheveulx perdans le gris.

Dict moral sur le maintien de Justice.

Vœux pour la prospérité du règne de Charles VIII, probablement à l'époque où le jeune roi commença de gouverner par lui-même. L'auteur lui propose surtout pour modèle son aïeul Charles VII, et il insiste sur le maintien des lois imposées aux gens de guerre en 1444, lors de la création d'une armée régulière. — (Manuscrit 7685, fol. 46.)

Alexandre, Constantin et Pompée,
 [Et] Charlemaigne atout sa grande espée,
 Pourquoi est-ce, de droit ou par office,
 Qu'on les nomme grans en toute contrée,
 Et autres non ? Pour maintenir justice.

Qui fait les roys régner en prosperant ?

(1) C'est peut-être la maison de Foix qui est désignée par cet emblème. Les armoiries de Foix étaient des vaches.

Qui feit Rommains long temps en acquérant?
 Qui feit Cesar occident conquerir?
 Qui surnomma Charles le Conquérant?
 Pour quoy vit-on sinon en espérant?
 Pour justice droitement maintenir.

Qui augmenta le royaume de France?
 Qui luy donna si grant magnificence?
 Qui recouvra Guyenne et Normandye,
 Puis quarante ans (1), sans faire vyolance,
 En si brief temps, à petite puissance?
 Ce fut justice, qui y fut accomplye.

Qui y feit paix long temps après durer,
 Tant qu'on n'osoit contre droit murmurer,
 Chascun vivant en grant tranquillité
 Que n'oïssiez le nom de Dieu jurer (2)
 Comme à present on le voit parjurer?
 Ce fut justice et sa fille équité.

Par qui fut-ce qu'on chasse les pillars
 Et les courtois mis ou lieu des paillars,
 Dont le peuple fut tout morne et transy;
 Et qu'on retint des notables vieillars,
 Car ilz seavent les tours de leurs billars?
 Pour justice qu'on trouva à Nancy (3).

A la garder doibt-on faire debvoir,
 Car on ne peult sans elle paix avoir,
 Ne par armes ne par autre puissance.
 Si prie à Dieu de très humble vouloir
 Que préserver vueille par son pouvoir
 Le chef entier et le peuple de France.

(1) Ceci nous rapporte à 1490 environ, la conquête de la Normandie ayant été faite en 1450, et celle de la Guienne achevée en 1453.

(2) Il y eut plusieurs ordonnances rendues par Charles VII contre les blasphémateurs et ceux qui juraient en vain le nom de Dieu.

(3) C'est à Nancy (1444) que furent promulguées les ordonnances qui constituaient les armées sur une nouvelle base.

Dictz moraulx pour mettre en tapisserie.

Toutes les pièces qui suivent sont des devises faites pour accompagner des dessins ou cartons qui servaient de modèles soit dans les manufactures de tapisserie, soit dans les ateliers de peinture sur verre. Le plus souvent ces sujets étaient conçus de telle sorte qu'ils formaient une scène de trois personnes ou de trois groupes, dont l'un, à la manière du chœur antique, était chargé de faire la moralité. Les vers que les uns et les autres prononçaient étaient brodés ou peints soit à la hauteur de leur bouche, soit sous leurs pieds. — (Manuscrit 7685 et S. F. 208.)

1

Des Pourceaulx qui ont répandu ung plain panier de fleurs :

Belles raisons qui sont mal entendues
Ressemblent fleurs à pourceaulx estendues.

2

Ung beau Cheval enfermé dans ung parc et en sortant par dessus ung paliz se met ung pal en la poitrine.

Le Cheval.

J'avoye bien où pasturer,
Si je l'eusse sceu endurer.

L'Asne hors le parc qui ne mangeve que chardons.

J'ayme mieulx menger des chardons
Qu'estre lardé de telz lardons.

3

Ung Bon homme regardant dans ung bois ouquel a entre deux arbres une grant toille d'éraigne. Ung Homme de court luy dit :

Bon homme, diz moy, se tu daigne,
Que regarde-tu en ce bois (1) ?

Le Bon homme.

Je pence aux toilles des éreignes
Qui sont semblables à noz droiz;
Grosses mousches en tous endroiz
Passent, les petites sont prises.

(1) La pièce est dans les deux Mss. 7685 et S. fol. 208; mais les deux premiers vers ont été omis dans le premier de ces textes.

Le Fol.

Les petitz sont subjectz aux loix,
Et les grans en font à leurs guises.

4

Le Galifre de Baudas (1).

Apportez moy harnois et auberjons,
Apportez moy enclumes et marteaulx,
Cloches, landiers, bassins et chaulderons,
Fers à cheval, et mailletz à massons,
Mors et estriers, braquemars et cousteaulx,
Fers de lances, clefz, grilles et vaisseaulx
De fer ou fonte, et charretes ferrées :
J'avalleraï hallebardes, espées;
Rien ne treuve qu'à moy ne soit mengeable,
Et si telz mez aux grans festes années (2)
Ne treuve bons, je mengeray le deable.

*Il doibt estre à table et doibt avoir de toute ferraille devant luy et menjer
une enclume en disant :*

Affin que mieulx ma bouche j'œuvre
J'avalleraï ce coing de beurre.

5

*Ung Homme qui parle à ung Munier qui oste le cours de l'eau d'un moulin pour
le faire venir au sien.*

Pourquoy oste-tu le chemin
A la rivière de nature?
C'est contre raison et droiture
A l'intérêt de ce moulin.

Le Munier.

C'est pour faire venir, Colin,
L'eau à mon gré, dont je prens cure,
Cependant que le temps me dure,
Abondamment en mon molin.

(1) C'est-à-dire le calife de Bagdad ; il paraît que c'était alors un type de caricature dirigé contre les gens qui font parade de tout avaler.

(2) *Fêtes annuelles* ? lecture douteuse. Voir le Ms. suppl. fr. 208.

La Munière parle à son varlet.

Prens double portion, Robin,
De ce blé à comble mesure.
Il ne me chault s'on en murmure,
Car la raison est au moulin.

Le Fol.

Le munyer prend l'eau du voisin,
Sa femme prent double moulture :
Conclusion, chacun procure
De tirer l'eaue à son moulin.

6

Une Chandelle allumée entre un Homme de court et un Laboureur.

L'Homme de court.

Maint homme monte sans eschelle
Jusques au feu, pour ce qu'il luit,
Comme le papillon de nuit
Qui chiet quant il s'est brulé l'esle.

La Chandelle.

Chacun vient sans que je l'appelle
Et je brule ce qui me suit,
Pour tant qui est sage me fuit.
La façon de court est ytelle.

Le Laboureur.

On prend du riche la querelle,
On flatte celui qui a bruit,
On fait ainsi que se conduit
Le papillon à la chandelle.

7

Deux Femmes dont la première dit :

J'ai de mon sens et mon visaige,
Par qui j'ay eu de grans faveurs,
Fait tous mes amis grans seigneurs
Et trouvé par tout avantaige.

L'autre Femme.

J'ay par mon corps et mon langage,
 Moieunnans mes entreteneurs,
 Bénéfices, estaz, honneurs,
 Et grans partiz en mariage.

Ung Fol qui dit :

Pour remectre sus ung mesnage
 Soubdainement, sans grans labeurs,
 Ne fault, ce dient nos docteurs,
 Qu'une putain en ung lignage.

8

Ung Docteur qui est sur les degrez du Palais et dit :

Quant on voit d'asnes quantité
 Dessus mulles comme barons,
 Signiffie que nous avons (1)
 Pollitique d'asinité.

*Des Asnes abillés en advocas sur des mulles, et une Femme nommee Faveur
 qui leur chausse des esperons.*

Se nous avons prosperité
 Beaucoup plus que nous ne valons,
 Faveur nous a mis aux talons
 Les esperons d'auctorité.

Ung Fol qui les monstre au doy et dit :

Puisqu'asnes ont felicité,
 Par dame Faveur ou par dons,
 Nous aurons des petiz asnonz
 Pour fournir l'Université.

9

*Ung Religieux et ung Homme de court au pié d'ung pourrier.**Le Religieux.*

Es grans cours croissent soucie et encolie,
 Sur les haultz montz fiert fouldre qui tout froisse,

(1) Le Ms. s. f. 208, d'où cette piece est tirée, propose, comme correction, *loy avons* au lieu de *nous avons*.

En tous terrouers croissent poires d'angoisse,
 En cloistre n'a ren que merencolie.
 Mais qui de cuer avec Dieu se ralie,
 Prenant vertu pour sa guide et conduicte,
 S'il vaine soy-mesmes, délices met en fuite
 Quant de plaisirs mondains il se deslité.

L'Homme de court.

J'ay en maintz lieux de divers fruiz tasté,
 Entre lesquelz poires sont de grans pris;
 Bon chrestien, franc soreau s'ay gousté,
 Et d'autre sorte qu'en leur saison ay pris;
 D'angoisse aussi menger ay bien appris
 Que j'ai cueilly par tout, ainsi qu'on court;
 Mais je maintien, sans peur d'estre repris,
 Qu'il n'est angoisse que celle de la court.

Nomination d'Henri Baude à l'office d'élu du Bas-Limousin.

Extrait d'un vidimus authentique donné, sous le sceau du bailliage de Limoges, par Jean Guercin, bourgeois du château de Limoges, à la date du 8 janvier 1460/1. L'original du vidimus est au cabinet des titres de la Bibliothèque nationale.

CHARLES, par la grâce de Dieu roy de France, à tous ceulx qui ces présentes lectres verront, salut. Sçavoir faisons que, pour la bonne relacion qui faicte nous a esté de la personne de nostre bien amé Henry Baude et de ses sens, loyauté, preudommie et bonne diligence; et aussi en faveur de plusieurs bons et agréables services qu'il nous a faiz par cy devant en la compaignie d'aucuns noz officiers estans autour de nous et en nostre service: à icellui Henry Baude avons donné et donnons par ces présentes l'office d'esleu sur le fait des aides, ou équivalens ayant cours ou lieu d'iceulx, ou bas pais de Limosin, que souloit tenir et excercer Jaques de la Ville, vacant à present par la résignacion qui en a au jour d'uy esté faicte, de noz congié et licence, ès mains de nostre amé et féal chancelier, par procureur quant à ce souffisamment fondé dudit De la Ville; pour ledit office d'esleu avoir, tenir et d'ores en avant excercer par ledit Henry Baude, aux gaiges, chevauchées, droiz, prouffiz et émolumens qui y appartiennent, tant qu'il nous plaira, s'il est à ce souffisant. Si donnons en mandement par ces mesmes présentes à nos amés et féaulx les généraulx conseilliers

par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes noz finances, que, prins et receu dudit Henry Baude le serement en tel cas acoustumé, icelui mectent et instituent ou facent mectre et instituer de par nous, en possession et saisine dudit office d'esleu, etc., etc. Donné à Vendosme, le derrenier jour d'octobre, l'an de grâce mil cccc cinquante huit et de nostre règne le xxxvij^e. *Sic signatum*. Par le Roy, à vostre relacion. DUBAN.

Quittance de Jean Baude, greffier des élus du Bas-Limousin.

D'après la cédule originale et autographe en parchemin, conservée au cabinet des titres de la Bibliothèque nationale. Nous nous abstiendrons de reproduire une autre cédule contenue dans le même dossier, qui est à peu près dans les mêmes termes et au nom de François Baude, exerçant aussi l'office de greffier des élus du Bas-Limousin en 1482.

Je, Jehan Baude, clerc et greffier des esleuz pour le Roy nostre sire, sur le fait des aides ordonnez pour la guerre ou bas païs de Limosin, confesse avoir eu et receu de Gilbert Merlin, receveur pour le roy nostre dit seigneur au bas païs de Limosin, la somme de vingt-cinq livres t. à moy ordonnée par ledit seigneur pour mes gaiges desserviz en mondit office, pour avoir faiz les papiers, commissions et autres lectres touchant l'équivalent ausdictes aides, aiant cours oudit bas païs de Limosin de ceste présente année, commençant le premier jour d'octobre derrenier passé mil cccc soixante dix neuf, et finissant le derrenier jour de septembre prouchain venant mil cccc quatre vings. Delaquelle somme de xxv l. t. je suis content et en quicte ledit receveur et tous autres. Tesmoing mon seing manuel cy mis, le xvj^e jour de mars l'an mil cccc soixante dix neuf. *Signé* Baude.

JULES QUICHERAT.

DOCUMENTS

SUR L'HISTOIRE

DE L'ALGÉRIE

ET DE

L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE

PENDANT LE MOYEN AGE.

RELATIONS AVEC PISE.

Nous continuons à publier quelques-unes des pièces que nous avons recueillies en Italie sur l'histoire du commerce de l'Europe avec le nord de l'Afrique pendant le moyen âge. Ces documents ne nous semblent pas sans intérêt : non-seulement ils concernent un pays dont l'histoire, dans un avenir peu éloigné, peut avoir autant d'attrait pour nous que celle de notre propre pays ; mais ils prouveront , dans leur ensemble, que les relations des Européens avec les Arabes occidentaux , du douzième au quatorzième siècle, ont été plus faciles et plus fréquentes qu'on ne le pensait , quand le nord de l'Afrique était encore sous le régime des Turcs.

Après le onzième siècle, durant lequel les peuples d'Italie, aidés par les princes normands de Sicile, étaient parvenus à repousser jusque sur le continent d'Afrique les derniers efforts des invasions sarrazines ; après ce temps de guerres presque continuelles, on fut de part et d'autre disposé à la paix et au commerce.

Les Pisans, chez qui les marchands musulmans trouvaient déjà bon accueil au onzième siècle (1), furent les premiers à

(1) Cf. Donizon. presbyt., *Vita Mathildis comitissæ, carmine scripta*. Ap. Muratori, *Script. rer. italic.*, tom. V, pag. 335.

profiter de la nouvelle situation pour établir des comptoirs en Afrique, et chercher dans les ressources de la contrée un dédommagement aux pertes que leur avait fait éprouver en Orient leur attachement au parti gibelin. Le consul Cocco Griffi passe, dans les histoires du pays, pour le premier qui ait été envoyé en ambassade solennelle par la république de Pise auprès des émirs de Bougie et de Tunis, et le premier qui ait obtenu les franchises pour la sécurité des marchands pisans venant commercer en Afrique (1).

On sait, d'autre part, que la république négocia un traité de paix avec le sultan de Maroc, en 1134 (2); que six ans après, en 1140, les Pisans s'emparèrent de l'île de Tabarca, près de la Calle, dont ils exploitèrent les bancs de coraux (3); et qu'enfin, en 1230, un traité, renouvelant sans doute les franchises dont ils jouissaient dans les royaumes de Tunis et de Bougie, confirma la faculté qu'ils avaient d'établir des comptoirs dans les villes de l'émir, sans être soumis à d'autre juridiction qu'à celle de leurs propres consuls (4).

Les pièces que nous publions ci-après nous montreront les Pisans jouissant, dès le douzième siècle, de ces privilèges sur la côte d'Afrique, entretenant des relations amicales avec les émirs, et vivant en corps de nation au milieu d'eux à Tunis et à Bougie. C'est par cette dernière ville que devait se faire surtout le commerce du corail de Tabarca (5).

On remarquera le document de 1157, où l'émir de Tunis, dans des termes presque affectueux, appelle les Pisans *ses plus chers amis de la chrétienté*; et l'acte de 1272, portant nomination d'un recteur pour l'église des Pisans à Bougie. Jaffero avait été désigné dès l'an 1270; mais, incertain des conséquences que pouvait avoir l'expédition préparée par le roi de France, il avait,

(1) Fanucci, *Storia dei tre celebri popoli marittimi dell' Italia, Veneziani, Genovesi e Pisani*, 4 vol. Pisa, 1817—1822, tom. II, pag. 47.

(2) Roncioni, *Istorie Pisane*, con illustrazioni di Francesco Bonaini. Firenze, 1844 et suiv., t. I, pag. 241.

(3) Roncioni, t. I, p. 255. Fanucci, t. II, p. 48, 49. Ce dernier cite, sous la date de 1163 ou 1167 (Cf. Pardessus, *Collection de lois maritimes*, t. II, introd., pag. xxxvj), un traité qui est le document de 1157 imprimé ci-après.

(4) Traité publié par Flaminio dal Borgo. *Scelti diplomati Pisani*, Pisa, 1765, in-4°, pag. 210.

(5) Cf. Fanucci, tom. II, pag. 49.

avec ses compatriotes, quitté la ville de Bougie, dont le voisinage de Tunis pouvait rendre le séjour dangereux, au milieu d'une population musulmane que la guerre avec les chrétiens allait surexciter. Après la retraite des Français, les Pisans revinrent en Afrique plus en faveur que jamais, car ils n'avaient point participé à l'expédition, et prièrent l'archevêque de leur envoyer le pasteur qu'il avait d'abord nommé à la cure de Bougie.

Les derniers documents, de 1354 et 1379, sont un traité de commerce avec le roi de Tunis, et la procuration donnée à un chevalier pisan pour traiter de la paix avec les princes de Bone, Bougie et Tunis. Quelles que fussent la sincère alliance et les bonnes relations de la république de Pise avec les émirs de la côte d'Afrique, rien ne pouvait prévenir les discussions particulières au sujet des tarifs, les rixes individuelles qui devaient survenir fréquemment entre deux populations que les habitudes et les croyances divisaient si profondément. La république de Pise dut soutenir ses sujets, et de quelques incidents, peut-être sans importance, surgirent des démêlés plus graves. Le mandat donné par la république à Rainier de Gualandi avait pour objet de sanctionner par un traité l'oubli des griefs réciproques que pouvaient avoir à se reprocher les habitants des deux pays, et de rétablir les relations dans leur ancien état. Je n'ai pu retrouver ni à Florence ni à Pise le pacte que dut conclure en Afrique l'ambassadeur de Gambacorte.

Le traité de 1354 reconnaissait aux commerçants de la Toscane, car Florence elle-même était encore obligée de couvrir ses expéditions du pavillon pisan, les mêmes droits et les mêmes privilèges dont ils jouissaient depuis si longtemps. La république de Pise était pourtant bien déchue alors du rang et de la prospérité qu'elle avait quand Cocco Griffi alla établir son premier consulat dans les États de l'émir Al-Moumenin. La perte de ses établissements d'Orient, l'anéantissement de sa flotte par les Génois à la Melloria, le soulèvement de la Sardaigne, sa plus riche colonie, furent des atteintes dont elle ne se releva pas; toutefois, au milieu de sa décadence, et au milieu des dangers que lui suscitait la puissance croissante de la république de Florence, son commerce avec l'Afrique ne se ralentissait pas. Les Vénitiens et les Génois étaient bien parvenus, les premiers surtout, à partager les faveurs exceptionnelles que ses nationaux avaient seuls autrefois, mais les Pisans ne perdirent pas leurs

droits, et jusqu'à leur soumission politique à la république de Florence, ils furent toujours au rang des nations les plus favorisées dans le Maghreb.

1157, au mois de juin.

Lettre d'Abou-Abd-Allah, roi de Tunis, à l'archevêque et au peuple de Pise. — L'émir annonce aux Pisans, ses amis les plus chers parmi les peuples de la chrétienté, la victoire qu'il vient de remporter sur les Masmoudis. Répondant aux lettres qu'il avait reçues de l'archevêque, Abd-Allah dit que le tort causé aux Pisans par une galère égyptienne ne s'est effectué qu'après le départ de la galère du port de Tunis; il annonce des mesures nouvelles pour la plus grande sûreté des Pisans dans son royaume, et diminue les droits qu'ils payaient sur les grains, l'alun et les marchandises non vendues.

Archiepiscopo Villano, Corcise et Sardinie primati atque vicario, et universis omnibus [consulibus ?] Pisanorum suprascriptorum tam maioribus quam minoribus, Abdella, filius Abdellaris, filii Abdellahæ, filii Boccarasen, rex Tunithi, salutem et honorem, et ut gratia Dei super vos descendat et in vobis permaneat (1) !

In nomine Dei, qui est pius et misericors, gratias omnipotenti Deo, qui totius mundi est firmamentum et qui regit ac gubernat omnia que in cœlo et infra cœlum et sub cœli rotunditate persistunt.

Quoniam placuit Magne Sapientie Vestre visitare me verum et purum amicum vestrum per sapientes et gratiosas litteras vestras, quas mihi transmisistis per Moimonem, filium quondam Guilielmi, legatum illustrem vestrum, virum multa probitate et prudentia repletum et cui propter sapientiam qui in eo est civitatum et regum negotia digne convenit administrare, gaudio magno et inenarabili sum repletus. Quas litteras, tum honore et magnificentia vestra, tum dilectione quam in eundem legatum vestrum habeo, mihi carissimum eum, maximo amore, et honoris plenitudine suscepi; collaudans immensam sapientiam vestram quod talem virum ad me mittere dijudicastis, qui sapienter et indefesso studio de omnibus que ipsa in carta continebantur et de aliis que ad communem vestre civitatis honorem spectabant, mihi sicut sapiens homo ac providus obtulit petitiones.

Et quia proprium est amicorum suorum negotiorum status et ordines

(1) Les paragraphes ne sont pas dans les originaux.

velle suis amicis notare facere, idcirco vobis, sicut veris amicis meis quos pre ceteris mundi christiani diligo, notum fieri volo quod libera- vit me et totam terram meam liberator omnium Deus de omnibus (1) Massemutorum (2), et concessit mihi gratia Creatoris victoriam super eos; in qua multis de illis occisis, reliqua illorum innumerabilis multi- tudo in fugam conversa est.

In eo quidem, viri potentissimi, quod de galea Babilonitica mihi si- gnificando mandastis, hoc vobis in veritate respondere propono. Galea siquidem illa cum ad partes meas pervenit, illud quod de vestris homi- nibus accidit nundum perfecerat. Si enim post commissum damnum [seu] maleficium, terram meam forte applicuisset cum vestris hominibus et damnum ab ea commissum modo quolibet cognovissem, hoc revera sciatis quod pro illorum redemptione de meis utique dedissem thesau- ris et ad civitatem vestram illos liberos direxissem. Si vero presevissem illam cum ad terram meam pervenit quod Pisanos offendere disposui- set, de manibus et potestate mea nullatenus esset espressa. Ideoque manifestum sit vobis me securitatem fecisse jam dicto legato vestro pro vobis quod nulla galearum undecunque advenerit aut fuerit, amodo in regno meo recipietur, nisi securitatem firmam fecerit in qua teneatur se Pisanorum neminem offensurum.

Preterea directuram illam que consuevit in terra mea dari videlicet per singulos saccos biomellas (3) quinque in tantum est diminuta quod non dabuntur inde ulterius ultra id quod pugno quatuor poterit com- prehendi (4). Id etiam quidem de mercibus illis que vendi non poterunt in mea curia (5) recipi solita fuerat, videlicet de decem unum, penitus ablatum et a nobis recisum esse cognoscite. De alumine quoque, pro cujus cantare triginta et octo miliarienses dabantur et tertia (6), nihil

(1) Il manque ici un mot comme : *conatibus* ou *irruptionibus*, s'il ne faut lire : *hominibus*.

(2) Les Masmoudis formaient une grande tribu berbère, qui étendit sa domination ou ses ravages sur tout le pays depuis Sousa jusqu'à Tlemsen et Fez. (Édrisi, *Géo- graphie*, tom. 1, pag. 208-228, passim.) Ils se rendirent même redoutables sur mer. Caffaro, *Annal. genuens.*, ann. 1153. Ap. Muratori, *Scriptor. rer. italic.*, t. VI, col. 264.

(3) *Hiomella* est pris ici dans le sens de *Gumella*, jointée, la quantité de grain que peuvent contenir les deux mains réunies.

(4) Ainsi il y avait une diminution de plus de moitié sur le droit.

(5) *Curia mea*, la cour ou le tribunal de la douane de Tunis, la douane elle-même.

(6) On payait 38 *milliaresi* et tiers par quintal d'alun. La monnaie des *milliaresi* avait également cours chez les Arabes et chez les Chrétiens; ces derniers en frap- paient eux-mêmes avec les légendes arabes. Voy. du Cange, *Gloss.*

inde ammodo a Pisanis hominibus auferetur. Insuper Sapientiam Vestram sire volo me firmum et securum pro vobis fecisse Moimonem probabilem legatum vestrum, quod si Pisanorum aliquis, ut (1) qui se Pisanum esse profiteatur, me tamen id cognoscente per litteras Pisanorum publicas aut per bonos homines civitatis Pisane, ad terrarum mearum aliquam partem captivus quocumque modo pervenerit, illum si sine redemptione habere potero recuperabo, alioquin ipsum meo pretio redimam et redemptum Pisas liberum et absolutum remittam. Illud idem convenit mihi idem legatus vester versa vice vos observaturos. Hec omnia cum jam dicto legato vestro firmavi rata et inviolabilia a me perpetuo conservanda, et ut ante conspectum vestrum et multitudinis vestre presentiam publice recitentur desidero.

Scripta est in mense junio, anno a Macchumet quingentesimo quinquaginta et duobus (2).

(Archives de l'archevêché de Pise, reg. de 1157.)

1182, 19 mai, de Pise.

Lettre de l'archevêque, des consuls, des conseillers et du peuple de Pise à l'emir Youssouf, au sujet d'une difficulté qu'on faisait aux Pisans pour l'extraction des cuirs et maroquins du royaume de Bougie.

Excellentissimo et serinissimo domno Joseph Elmire Elmomini, filio quondam Elmire Elmomini, regi regum et domino dominantium, et omnium Elmirarum Elmire, Ubaldus, Pisanorum archiepiscopus, Sardinie primas et sancte romane sedis legatus, et Pisanorum consules et consiliarii, cunctusque pisanus populus, ejus fidelissimi, devotum servitium et ut Deus per suam sanctam misericordiam eum defendat, protegat et conservet!

Nos fidelissimi amici vestri pacem et amicitiam vestram super alias paces et amicitias caras et acceptas habemus et Celsitudini Vestre servire per omnia desideramus. Et cum vestro fideles simus et in vobis quam maximam spem et fiduciam habeamus, miramur multum quod in regno vestro Bugee, hominibus nostris devetum (3) factum est ne coria vel

(1) C'est-à-dire : que tout Pisan, comme tout homme se déclarant Pisan, etc.

(2) La 552^e année de l'hégire a commencé le 13 février 1157.

(3) La défense, *devetum*, ne fut pas maintenue, et les Pisans purent dans la suite exporter des cuirs de Bougie, comme les documents postérieurs en font foi. Cf. *Traité de 1265 entre le roi de Tunis et la république de Pise*. Bruneti, *Codice diplom. Toscano*, t. I, part. II, p. 147.

beccunas ement, et de [tinent]ur inviti et quando volunt de terra vestra non possunt exire. Qua de causa Magnificentiam Vestram modis quibus possumus, humiliter rogamus, ut homines nostros sicut consuevistis bene port[et]is et bailiis (1) vestris de Bugea, si placet, precipiatis ut nullum devetum, de coriis aut de beccunis vel aliis mercibus, Pisanis faciant; et quando voluerint exire de terra vestra libere possint exire, ut gratias quam maximas in Altitudini Vestre valeamus exponere.

Misse anno Dominice incarnationis millesimo MCLXXXII, indictione decima quarta (2), XIII kalendarum junii.

(Archives de Florence dites *delle Riformagioni*, aux Offices, Cartapecore, registre XXIII, pièce n° 4.)

1237.

Lettre de deux Arabes, sujets du roi de Tunis, à U. Visconti, podestà de Pise, relative à une affaire litigieuse pendante à Gènes.

Illustri et magnifico atque multe discretionis U. Vicecomiti, Pissarum civitatis potestati, Bec. et Bei, Saraceni, homines magni regis Tunexi, salutem et sui regiminis exitum gloriosum.

Quum rerum experimentis aperte cognovimus Nobilitatem Vestram atque tocius Pissarum civitatis circa negocia predicti regis domini nostri atque nostra ceterorumque hominum suorum taliter efficere quod redundat maxime ad honorem regis pariter et vestrum, ideoque Magnitudini Vestri quod super facto nostro in Janue civitate fecerimus, per hanc seriem litterarum duximus intimandum, quod deposuimus petitiones nostras, testes nostros produximus, sententiam ac brevem expectamus et satis bene usque nunc speramus si in justicia fuerimus, conservari. Discretionem igitur vestram [instantanter] deprecamur pro posse quatenus litteras vestras jam dicto domino nostro transmittere dignemini et bona ut Judeum qui apud vos de Tunixi venit pro sua justicia et jure suo consequendo recommendatum habeatis et ipsum in sua dignemini justicia conservare, ut per hec et alia de vobis et tuta (3) civitate vestra dignas laudes coram rege et omni populo dicere valeamus.

(Archives *delle Riformagioni*, à Florence. Cartapecore, registre XXII, pièce n° 11, texte arabe et traduction latine originale, sous la date de 1237.)

(1) *Bailii*, baillis, préposés.

(2) On voit, dans cet acte et dans les suivants, que la ville de Pise était toujours en retard d'un an, dans le calcul des indictions, sur le comput ordinaire d'après lequel les auteurs de l'Art de vérifier les dates ont dressé leurs tables. Ainsi, par exemple, l'année 1182, comptée à Pise pour la 14^e indiction, tombe sur la 15^e dans le calcul des Bénédictins. — (3) Sic pour *tota*.

1241, 8 mai, à Pise.

Décision d'arbitres nommés par le podestà de Pise, autorisant le chapelain des Pisans établis à Tunis à occuper ou à louer une boutique située près du fondouc des Pisans à Tunis, et réclamée à tort par une société de marchands de Pise comme leur ayant été vendue par la république.

In nomine Domini, amen. Cum a nobis domino Ugolino, Ugonis Rubei de Parma, Dei gratia Pisanorum potestate, pro communi Pisano et civitate Pisana, super facto cujusdam apothece (1) posite in fundaco (2) sive extra fundacum Pisanorum in Tunithi, quam tenet presbiter de Dunithi (3), et quam apothecam Rubertinus de Curte et Bernardus Guieti et Nicholus Rubeus et socii ad se asserunt pertinere ex compra inde ab eis facta a communi Pisano et ex forma privilegii de jamdicta venditione eis a communi Pisano concessi, tertio nonas madii, petitum fuerit consilium a senatoribus in hac forma : « Consilium senatorum sub sacramento petitum, cum intellexeritis verba coram vobis bis proposita a nobis suprascripta potestate et licteras coram vobis lectas missas nobis a consulibus Pisanis de Tunithi super facto cujusdam apothece quam tenet presbiter Pisanorum de Tunithi, et quam apothecam Rubertinus de Curte et Bernardus Guieti et Nicolaus Rubeus et socii ad se asserunt pertinere ex forma privilegii eis a communi Pisano concessi, quod inde vobis placet et a nobis pro communi Pisano sit faciendum consulite; » et predictum consilium tum discerni non potuerit. Postea, eodem die, antequam consilium discederet, cum dictum consilium discerni non potuerit de facto, suprascriptus Pisanus potestas surrexit et dixit, in suprascripto consilio coram senatoribus in consilio tunc existentibus, quod ipse habebit judices suos et quatuor sapientes viros et privilegium suprascripti Rubertini et sociorum; et videbit sicut inde tenetur ex forma sui juramenti et privilegii suprascripti, et secundum quod inde ipsi ei dederint pro consilio, ita tamen faciet et procedet; quod dictum potestatis predicti dicto consilio senatorum placuit.

Postea octavo idus madii, forma dicti consilii pro communi Pisano

(1) Boutique.

(2) *Fondacum*, fondouc ou khan des Pisans. Voy. ci-après l'article 3 du traité de 1354.

(3) De Tunis.

sequentes infrascriptos sapientes viros super facto dicte apothece nobis consulendo duximus eligendos videlicet : dominum Johannem Medaliam, judicem et assessorem nostrum, Bonaccursum Lagium, Jacobum Karllecti, Ildebrandum Suavithi, Jacobum Lamberti Galli, Saracenum Albithonis Caldere, Sigerium Gaitanum, quod nobis super dicto facto taliter consulerunt. Cum ab ipsis consilium secundum formam infrascripti consilii duximus postulandum, cujus tituli consilii infrascriptorum sapientium virorum tenor talis est : « Consilium sapientium virorum sub sacramento petitum a domino Johanne Medalia, iudice et assessore suprascripti potestatis vice et nomine potestatis predicti, super facto apothece que detinetur a sacerdote morante in Tumithi pro Pisanis, de qua apothecha mota est questio inter emptores fundaci de Tunithi et consules mercatorum de Tunithi et presbiterum suprascriptum : Bonaccursus Lagius consulit et placet ei et sibi videtur, quod sacerdos predictus debeat habere usum illius apothece de fundaco suprascripto, qua usus est idem sacerdos, et ipsam locare et dislocare et pensionem ipsius libere percipere et habere pro suo victu. Jacobus Carllecti idem (1); Jacobus Lamberti Galli idem; Ildebrandus Suavithi idem; Sigerius Gaitanus idem; Saracenus Albithonis Caldere consulit et sibi videtur quod dictus sacerdos potest habitare in una apothecha suprascripti fundaci sicut alii mercatores Pisani, sed pensionem ejus dicitur non pertinere ad ipsum sacerdotem; dominus Johannes Medalia, iudex et assessor potestatis, consulit et sibi videtur et dicitur idem quod Bonaccursus Lagius suprascriptus. »

Fuit predictum consilium sapientium virorum petitum et datum Pisis in curia suprascripti Pisanorum potestatis, que est in domo Dadorum, prope ecclesiam Sancti Donati, presentibus Gnello et Benencasa, cancellariis Pisani communis, et Rainerio et Jado, notariis cancellarie, testibus ad hec rogatis, Dominice incarnationis anno millesimo ducentesimo quadragesimo primo, indictione tertia decima, octavo idus madii.

Ego Jadus Salimbeni, domini imperatoris iudex et notarius, et nunc cancellarie Pisani communis scriba publicus, hec omnia suprascripta ut in actis cancellarie predictae inveni, ita scripsi atque firmavi.

(Archives de M. le chevalier Roncioni, à Pise. Expédit. orig.)

(1) C'est-à-dire : Jacques Carllecti adhéra à l'avis de Bonnacurso Lagi.

1260, 25 avril, à Pise.

Le camérier de l'archevêque de Pise remet, au nom de ce prélat, au mandataire du prêtre Opitho, l'administration spirituelle et temporelle de l'église de Sainte-Marie de Tunis, et lui donne décharge de la somme de dix livres pisanes, payées pour le cens annuel que doit ladite église à l'archevêque.

Magister Bonifatius, cappellanus Sancti Justi ad parlascium, camerarius venerabilis patris domini Friderici, Dei gratia Pisani archiepiscopi, pro ipso domino et de ipsius speciali licentia et mandato, commisit Sigerio Caccie, civi Pisano, recipienti pro presbitero Opitho, curam et administrationem ecclesie Sancte Marie de Tunithi in spiritualibus et temporalibus, a tempore quo terminus dicti presbiteri fuit completus, qui fuit pridie idus martii ad unum annum proxime completum. Unde dictus Sigerius, gratia et honore dicti presbiteri, dedit et solvit pro ipso presbitero de suis ipsius Sigerii propriis denariis pro censu vel tributo hujus anni presentis libras x denariorum Pisanorum, de quibus dictus camerarius se ab eo vocavit bene pacatum et quietum.

Actum Pisis in scala (1) ecclesie Sancti Petri ad vincula, presentibus presbitero Ventura de Casabasciana, Lucane diocesis, et Gregorio quondam Benencase Gigordi, testibus, VII kalendas maii, MCCLX, indictione II.

(Archives de l'archevêché de Pise. Regist. ann. 1260.)

1261, 23 mars, à Pise.

Notice d'un prêt fait à un citoyen de Pise, de la maison des Lanfranchi, à l'occasion d'un voyage et d'une expédition de marchandises qu'il devait envoyer à Bougie.

1272.

Quittance de la somme prêtée.

Puccius Bossus, filius domini Gerardi Rubei, de domo Lanfrancorum, coram me, etc. (1) recepit et habuit a Solaccio Vinario, quondam

(1) Sur les degrés de l'église de Saint-Pierre aux Liens. On connaît l'usage fréquent au moyen âge de dresser les actes et de rendre la justice sous les porches, sur les degrés des églises, dans les marchés et autres lieux publics. Voy. *Bibl. de l'École des Chartes*, 2^e série, tom. IV, pag. 256.

(2) Sic.

Lamberti, in societate maris in viadium in Bugeia (1), quod presentialiter est facturus, vel in aliud viadium, quod iret vel micteret cum utilitate hentice (2) una vice et pluribus, libras XV denariorum Pisanorum minutorum, quas libras XV denariorum ei dare et reddere promisit infra XV dies proximos, postquam dictus Puccius Bossus Pisas reversus fuerit seu major pars hentice Pisas reducta fuerit, cum omnibus partibus de quatuor partibus lucri quem dictus in eis reddere in denariis, sine omni briga, ad penam dupli obligando se, etc. (3), renuntiando omni juri, etc. Dans ei bailiam et potestatem, etc.

Actum Pisis, in apotheca domus Rodulfini notarii, presentibus Leopardo quondam Rosselmini de Arbaula et Rainerio, filio magistri Rainerii de Ponte Sereli, testibus, X calendas aprilis MCCLXI, indictione III.

Cassa est parabola suprascripti Solaccii (4), asserentis sibi fore satisfactum in toto a suprascripto Puccio. Actum Pisis in apotheca Rodulfini notarii, presentibus Rodulfino notario et Gerardo Gatto testibus, MCCLXXII, indictione XIII, XI calendas maii.

(Archives de l'archevêché de Pise. Regist. ann. 1261.)

1272, 29 avril, à Pise.

Le prêtre Jaffero nommé par l'archevêque de Pise, recteur de l'église des Pisans à Bougie, ayant été obligé de quitter cette ville à cause de l'expédition dirigée par le roi de France contre le royaume de Tunis, l'archevêque investit de nouveau Jaffero de la même cure, sur la demande de ses concitoyens revenus à Bougie.

(1) Dans l'association, dans la mise en commun de marchandises ou de fonds pour le voyage à faire à Bougie. Au retour, on partageait les bénéfices au prorata des contributions de chacun des sociétaires, comme il est indiqué dans la charte de nolisement que nous avons précédemment publiée, *Bibl. de l'École des Chartes*, 2^e série, tom. IV, pag. 244. On trouve encore dans les archives de M. le comte Alliata, de Pise, sous le n^o 392 et la date du 27 avril 1326, un autre contrat de nolis pour un voyage de Pise à Castello di Castro de Sardaigne, à Djidgelli, Bougie et Collo, villes dépendantes aujourd'hui de la province de Constantine.

(2) *Hentica*, qui n'est pas dans le Glossaire de la basse latinité, désigne sans doute, ainsi que le mot *Hansa*, *Hensa*, avec lequel il doit avoir des rapports étymologiques, l'association commerciale, ou bien la cargaison d'aller et de retour du navire de l'association, comme semblent l'indiquer les mots suivants : *major pars hentice*.

(3) Sic.

(4) *Cassa est parabola Solaccii*, la parole donnée à Solaccio fut cassée, l'obligation de Puccio Bossi fut annulée par le paiement.

Cum venerabilis pater dominus Fridericus, Dei gratia Pisanus archiepiscopus, presbitero Jaffero ecclesiam de Buggea contulisset et ad eandem dictus presbiter se conferret, moram in eadem ad ipsius domini archiepiscopi beneplacitum et mandatum pro cappellano ipsius ecclesie contracturus, et propter exercitum factum per dominum regem Francie ad partes de Tunithi, idem presbiter in eadem esse vel morari non potuerit, set ipsum exinde et alios Pisanos mercatores opportunè separare, occasione exercitus supradicte, idem dominus archiepiscopus, ad maximam precum instantiam mercatorum Pisanorum qui vivunt in Bugea, eundem presbiterum Jafferum pro cappellano ipsius ecclesie remisit, eidem iterato dictam ecclesiam conferendo, committens ei per hoc publicum instrumentum bailiam et potestatem excommunicandi omnes qui dictam ecclesiam vel ejus cimiterium invaderint seu jura ipsius nequiter occuparent. Item commisit ei quod possit indulgentias facere ut omnibus qui eidem ecclesie manum porrexerint caritatis triginta dies de injuncta penitentia possit in Domino misericorditer relaxare.

Actum Pisis, in balatorio (1) claustrum Sancti Petri ad vincula, presentibus Rodulphino notario, quondam Albertini, et presbitero Rustico, rectore ecclesie Sancte Marie de Laiano, cappellano ipsius domini et aliis testibus, MCCLXXII, indictione XIII, tertio calendas maii.

(Archives de l'archevêché de Pise. Regist. ann. 1272.)

1354, 14 mai, à Tunis.

Traité de paix et de commerce, pour dix ans, entre la république de Pise et l'émir Abou Ishak Ybrahim, roi de Tunis, négocié par Renier Porcellin, ambassadeur de la république.

In æterni Dei nomine, amen.

Ex hoc publico instrumento sit omnibus audientibus manifestum quod magnus et potens atque victoriosus necnon bene fortunatus dominus, dominus vetus, altus et bonus pelegrinus, Ebu Maamet Abdala Bentefraghim, per Dei gratiam, visus-rex serenissimi, nobilissimi, altissimi et potentissimi atque excellentissimi domini, per Dei gratiam, domini Emir Elmumin (2) Ybusac Abram Ebne, regis Tunicii et aliarum terrarum et locorum de Africha, filius quondam, celebris memo-

(1) Sur la terrasse ou le balcon du cloître.

(2) L'émir Al-Moumenin, ou emir des Croyants.

rie, illustrissimi et nobilissimi atque potentissimi domini regis Mirabuchier (1), pro dicto domino rege, ex una parte;

Et sapiens et discretus vir ser (2) Ranerius Porcellinus, civis et mercator pisanus, filius quondam ser Francisci Porcellini, ambaxiator, syndicus et procurator pisani communis, ut constat per cartam, syndicatus et procurationis rogatam a ser Conrado, notario de Rinovich, pisano cive, Dominice incarnationis anno millesimo trecentesimo quinquagesimo tercio, indictione sexta de mense januarii secundum cursum pisanum (3), sindicatorio et procuratorio nomine pro dicto communi pisano, ex altera;

Fecerunt inter se, nominibus quibus supra, veram et puram pacem, concordiam, finem et remissionem de omnibus et singulis injuriis, offensionibus et de robbariis et aliis quibuscumque factis, habitis et illatis inter scriptam regiam majestatem et ejus subditos et subjectos, et scriptum commune Pisanum et ejus cives et homines et personas ad invicem usque hodie (quibus omnibus dicte partes, nominibus quibus supra, penitus et in totum renuntiaverunt), duraturam a medio mense maii presentis ad annos decem proxime venturos. Quam pacem et concordiam dicte partes, nominibus quibus supra, promiserunt se, ipsis nominibus antedictis, toto dicto termino decem annorum habere firmam et tenere ratam et contra non facere vel venire aliqua ractione, vel causa, aliquo modo, vel jure, ordinando et statuendo inter dictas partes, nominibus scriptis, observare et adimplere pacta infra ut scribuntur inferius ordinata, videlicet :

1 (4). Primo quod quilibet Pisanus, ad ejus voluntatem, possit libere et secure, in avere (5) et persona, venire et stare ad terras et loca scripti domini regis et inde discedere.

2. Et quod, durante dicta pace, aliquod lignum (6) scripti domini regis vel ejus subditorum non faciat aliquam novitatem alicui Pisano in persona vel avere, nec contravenire ad terras vel loca ipsius communis pro damnificando aliquam personam.

3. Et quod Pisani possint et debeant habere fundachum (7) in quali-

(1) Ou Mir Abuchier.

(2) Ser, forme italienne de sire.

(3) Nous avons remarqué ci-dessus que la ville de Pise était toujours en retard d'un an dans le calcul des indictions. On en trouve ici la raison : le comput pisan faisait partir les années de l'indiction du mois de janvier, au lieu du mois de septembre. Cf. note 2 supra, p. 140.

(4) Les paragraphes et les numéros d'ordre ne sont pas dans le manuscrit.

(5) Son avoir, ses biens.

(6) Navire ou barque.

(7) Le *fondouc* était la maison et les comptoirs que chaque nation étrangère avait

bet civitate scripti domini regis, ei in eis vel aliquo eorum non debeat vel possit stare aliqua persona cujuseumque conditionis existat, nisi ad voluntatem Pisanorum. Et debeat fieri eis in quolibet dictorum fundacorum una ecclesia et unum cimiterium. Et in qualibet predictarum civitatum debeat esse unum balneum in quo, una die in qualibet edomada, possint intrare et stare per dictam diem. Et debeant habere unum furnum in qualibet dictarum civitatum.

4. Et quod Pisani non teneantur vel debeant solvere octo miliaren-ses pro quolibet centenario bisantium mercantiarum que per eos emen-tur in terris et locis scripti domini regis.

5. Et quod Pisani teneantur solvere medium drietum tantum et non ultra de auro vel argento cugnato seu fabricato.

6. Et quod de auro et argento in piastris, vel in virgis (1), vel non fabricato, Pisani non teneantur vel possint cogi ad solvendum directum donec ipsum vendiderint. Et si non vendiderint vel vendere noluerint, possint et eis liceat ipsam quantitatem auri vel argenti deferre ad illas partes ut eis videbitur et placebit, sine aliqua solutione directi sol-venda.

7. Et quod de moneta contantium (2) auri vel argenti non tenean-tur aliquid solvere, nisi modo consueto (3).

8. Et quod si aliquid lignum Pisanorum frangeretur sive iret in perditionem in aliquo loco scripti domini regis, isti tales de dicto ligno possint secure ire et stare ad locum populatum, sive in quo esset aliqua gens et debeant adjuvari a dicta gente scripti domini regis, sine aliqua solutione inde facienda, et res scriptorum talium Pisanorum portari ad

dans la ville où elle commerçait. Ces quartiers ayant des entrées particulières dont les habitants disposaient, renfermaient les magasins et les boutiques des marchands de la nation, comme on a vu ci-dessus, dans le document de 1241.

(1) *In piastris et in virgis*; je traduis ainsi ces mots : en feuilles ou en barres, en feuilles ou en lingots. Les Italiens appellent *piastra* une feuille ou une plaque de métal, et ce mot est sûrement le même, sauf la prononciation, que ceux de *plastræ*, *plasta*, *plata*, qui, dans les textes de la basse latinité, désignent les métaux laminés. (Voy. le Gloss. de du Cange.)

(2) De l'or et de l'argent comptant, c'est-à-dire monnayé et non en lingots.

(3) On voit, par les articles 5, 6 et 7, que l'importation en Afrique de l'or et de l'argent non monnayés était exempte des droits d'entrée, tandis que le numéraire frappé payait un droit. On retrouve des dispositions semblables dans la plupart des traités conclus par les nations européennes avec les princes d'Afrique, de Syrie et d'Arménie. Les métaux précieux, avant d'être préparés pour passer sous le balancier étaient généralement purs d'alliage; les princes étrangers avaient donc intérêt à en favoriser le transport chez eux, car ils se réservaient ainsi les bénéfices considérables de la fabrication et de l'émission des espèces.

illa loca, ut dictis Pisanis placebit, ad expensas curie scripti domini regis (1).

9. Et quod aliquis Pisanus non teneatur securare (2) in portu Tunitii aliquem amicum vel inimicum scripti domini regis.

10. Et quod ponderatores terrarum et locorum scripti domini regis teneantur et debeant ponderare mercantias Pisanorum; et dicti ponderatores non possint petere vel habere mercedem eorum, nisi modo preterito et anticho.

11. Et quod Pisani possint stare in portu Tunitii et ejus reveria (3) et in quolibet alio loco scripti domini regis; et quod aliqua persona non possit vel debeat inhibere eis predictum stare et esse, vel si vellint procurare, habere et emere vectoalia sive victum.

12. Et quod Pisani possint et eis liceat in tota fortia (4) scripti domini regis illas mercantias quas aduxerint scharicari facere et si eas vendere noluerint recharichari et portari facere ad loca ut eis videbitur et placebit sine aliqua solutione dirieti.

13. Et quod aliquis officialis, sive canovarius aut famulus sive alia persona, pro aliqua causa, non possit petere vel habere ab aliquo Pisano aliquid ultra modum consuetum.

14. Et quod aliquis Pisanus, facta sive reddita curie ejus ratione (5), non possit pro aliquo detineri.

15. Et si aliqua persona, cujuscumque loci existat, cum aliquo Pisano veniret ad terras et loca scripti domini regis illa talis persona tractetur ut Pisanus (6).

16. Et quod quilibet Pisanus possit et ei liceat sine aliqua prohibitionem per aliquem ei fienda vendere in galeca (7), id est in incanto, mercantias suas ad ejus voluntatem.

(1) Les Arabes d'Afrique, surtout dans les royaumes de Tunis, de Bone et Bougie, ont toujours garanti aux Européens, et presque toujours observé fidèlement les stipulations relatives à la protection des naufragés. Les parages du Maroc étaient bien moins hospitaliers; mais on peut s'assurer, même en ce qui concerne les côtes de Tanger à Oran et Alger, que la terreur de leurs brigandages date surtout du régime des Turcs.

(2) Qu'il ne soit obligé d'être garant malgré lui.

(3) Sur la côte.

(4) Dans toute la domination ou le royaume dudit seigneur.

(5) C'est-à-dire, quand il aura réglé son compte avec la douane royale. Cf. les articles 18 et 34 du présent traité.

(6) C'est sous la protection de cette clause et sous le pavillon pisan, que les Florentins ont fait le commerce avec l'Afrique longtemps avant d'avoir eux-mêmes une marine. Nous aurons plus tard l'occasion de revenir sur cette circonstance.

(7) A l'enclère. Cf. Silv. de Sacy, *Notices et extraits*, tom. XI, pag. 23.

17. Et quod custodes douane scripti domini regis teneantur custodire et salvare mercantias Pisanorum entes in dicta douana. Et si aliquid dampnum reperiretur esse factum in dictis mercantiis dum essent in dicta douana, dicti custodes teneantur dictis Pisanis dictum tale dampnum integraliter emendare.

18. Et quod cuilibet Pisano petenti ractionem in douana, dicta ractio pro ejus expeditione sine mora debeat sibi fieri; et quod postquam fecerit suam ractionem in dicta douana ei liceat discedere a dictis terris et locis ad suam voluntatem. Et quod non possit aliquo modo detineri nisi evidenti ractione, sibi cum veritate petenda (1).

19. Et quod aliquis Pisanus de aliquo suo navigio per eum vendendo in dictis terris et locis scripti domini regis non teneatur solvere aliquem dirictum, nisi tale navigium venderet personis qui non essent in pace cum dicto domino rege; de quo in dicto casu solvere teneatur (2).

20. Et quod mercantias Pisanorum de quibus esset semel solutum dirictum in una terra vel loco scripti domini regis, dicti Pisani possint et eis liceat portari facere ad terras et loca scripti domini regis quotiens eis placebit, sine aliqua solutione dirictus.

21. Et quod Pisani non teneantur solvere dirictum in aliquo loco scripti domini regis de mercantiis per eos emendis de pecuniis sive monetis cugnatis et non cugnatis sive in piastris aut in virgis, de auro vel argento, de quibus pecuniis et monetis esset solutum dirictum in aliquo loco scripti domini regis (3).

22. Et quod quilibet Pisanus patronus cujuscumque ligni venientis ad terras et loca scripti domini regis possit et sibi liceat emere illas mercantias que sibi placebunt in dictis terris et locis et illas portare quo sibi placebit sine aliqua solutione dirictus, usque in quantitate denariorum quos receperit de mercantiis quas super dicto ad dictas terras et loca aduxerit.

23. Et quod dicto domino regi liceat et possit accipere unam navim de tribus Pisanorum que essent in portu Tunitii ad naulum, videlicet

(1) Cf. l'article 14.

(2) Cet article avait pour objet de faciliter les acquisitions de navires aux Arabes; les peuples qui n'étaient pas dans l'alliance (*in pace*) de l'émir de Tunis pouvaient eux-mêmes conclure ces marches avec les Pisans; mais dans ce cas, le contrat, exempt de tout payement s'il concernait un des sujets de l'émir, était soumis à un droit de vente. Les mêmes conditions se retrouvent dans les traités des Génois et des Venitiens avec les musulmans. Traité génois de 1250, Silv. de Sacy, *Notices et extraits*, t. XI, pag. 23, etc.

(3) Cf. les art. 5, 6 et 7.

illam quam elegerit et voluerit consul Pisanorum Tunitii, qui in tempore erit in dicto officio consulatus.

24. Et quod quilibet Pisanus possit et liceat sibi recomendare in terris et locis dicti domini regis tantum de exitu quantum habuerit de introitu suarum mercantiarum cuicumque sibi videbitur et placebit.

25. Et quod curia dicti domini regis teneatur emendare cuilibet Pisano illud quod ipse perdiderit de suis mercantiis in galica (1).

26. Et si dictus Pisanus vendiderit aliquam mercantiam per turcommanos (2) et mercantia predicta perderetur, quod ad emendationem dicti turcimani inde dicto Pisano integre teneantur.

27. Et quod si per aliquem Pisanum emeretur aliqua cab[alla?] seu aliqua mercantia in scriptis terris et locis ab aliquo officiale, serviente aut factore scripti domini regis, carta publica aut scriptura inde interveniente, quod per dictum dominum regem et ejus curiam observetur ut in dicta carta seu scriptura continetur ad plenum, dummodo carta et scriptura non sit falso modo composita vel scripta.

28. Et si aliquis Pisanus recederet de terris et locis scripti domini regis et portaret seu auferet aliquid curie scripti domini regis vel alterius persone, quod consul Pisanorum vel alius Pisanus non teneatur inde ad aliquid, nisi ille talis consul seu Pisanus esset ejus fidejussor pro predictis (3).

29. Et quod aliquis Pisanus non audeat vel presumet aliquo modo emere ab aliqua persona mercantias et res abblatas alicui de terris vel locis scripti domini regis, aut emere aliquem Saracenum de dictis terris et locis. Et si contrafieret, liceat cuilibet de terris et locis predictis accipere dictas mercantias et res et Saracenum seu Saracenos juxta eorum posse, libere, sine solutione, aut restitutione alicujus pretii inde dicto Pisano fienda; et eo converso (4).

30. Et quod consul Pisanorum possit, debeat et sibi liceat cognoscere lites et questiones Pisanorum in terris et locis scriptis. Et in predictis habeat bailiam et potestatem et liberum et generale mandatum inde cognoscendi, terminandi, condemnandi, liberandi et omnia et singula facere et fieri facere in predictis, ut ei videbitur et placebit; et quod in

(1) Le gouvernement ou la douane de l'émir (*curia*) était donc responsable des marchandises qu'on lui confiait pour être mises aux enchères, *in galica*. Cf. l'art. 16 du présent traité.

(2) *Turcommanus*, *Turcimanus*, drogman, interprète.

(3) Le traité de Venise de 1317 et différents autres traités que nous publierons plus tard renferment la même disposition.

(4) *Et eo converso* : de même qu'un Pisan ne pouvait acheter un Arabe pour en faire son esclave, de même il était interdit à un Arabe d'acheter un Pisan.

curia dicti domini regis vel alicujus alterius non debent se impedire, durante dicta pace, aliquo modo vel jure.

31. Et quod quilibet Pisanus per terras et loca scripti domini regis libere et secure, sine aliqua contradictione possit emere et emi facere mercantias et res quas emere voluerit. Et quod per terras et loca scriptas alicui Pisano per Januenses vel aliam personam non possit prohibi emere mercantias et res aliquo modo (1).

32. Et quod aliquod forum factum aliquarum mercantiarum per aliquem Pisanum, ab aliquo de curia regali scripta vel ab alia persona non possit frangi, sed semper habeat roboris firmitatem.

33. Et quod si aliquis emeret ab aliquo Pisano aliquam mercantiam pro parte curie scripte (2) et inde dicto Pisano faceret cartam seu scripturam et in termino non solveretur ei pro curia regali, scriptura teneatur et debeat id solvere dicto Pisano integraliter sine mora.

34. Et quilibet Pisanus qui haberet recipere (3) a scripta regali curia aliquam quantitatem dirictorum sive pecunie possit et ei liceat usque in dictam quantitatem dirictorum sive pecunie, discomputare in douana et in omnibus aliis officiis dicti domini regis dirictum quem solvere habebit de mercantiis per eum adducendis tam a civitate Pisana quam ab aliis locis mundi ad scriptas terras et loca.

35. Et quod omnes Pisani qui sunt vel qui venturi sunt ad scriptas terras et loca scripti domini regis amentur et revereantur honorate.

36. Et quod Pisani in scriptis terris et locis teneantur et debeant de eorum mercantiis et rebus solvere dirictum et cabellas ad illam ractionem quam solvunt Januenses de eorum mercantiis et rebus et non ultra (4).

37. Et quod Pisani non teneantur nec possint cogi ad solvendum de eorum mercantiis et rebus dirictum, donec ipsas mercantias et res ipsi vendiderint et sit in voluntate ipsorum de solvendo dirictum eorum mercantiarum et rerum de dictis mercantiis vel ad denarios (5).

38. Et quod quilibet Saracenus subpositus dicto domino regi, venturus ad civitatem Pisanam et ejus fortiam et districtum, custodiatur, salvetur in avere et persona.

39. Et si aliquis Saracenus nunc, vel durante dicta pace, esset, vel erit

(1) Les Génois devenus plus puissants que leurs rivaux de Pise, cherchaient partout à entraver leur commerce.

(2) *Pro parte curie scripte*, pour ladite cour du roi, pour le roi.

(3) Qui aurait à recevoir.

(4) Cet article témoigne des progrès du commerce des Génois. Au douzième siècle, les Pisans avaient en Afrique des privilèges exceptionnels et supérieurs aux leurs; maintenant ils considéraient comme la plus grande faveur d'être traités comme eux.

(5) En marchandises ou en argent.

schiavus in civitate Pisana et ejus fortia et districtu, quod commune Pisana teneatur incontinenti liberare eum, sine aliquo dispendio dicti Saraceni.

Acta, facta, composita et firmata sunt scripta omnia, ut supra per omnia continentur, in cuba (1) mediocri viridarii Restabbi scripti domini regis, positi juxta Tunicium, Ferrando Perez, christiano stipendiario scripti domini regis existente in predictis turcumanno, presentibus Archaido (2) Lodoricbo Alvarez, Archaido Andrenerio Cibo, conestabilibus stipendiariorum christianorum scripti domini regis, et Simone Orlandi Andrea ser Pieri Salmuli (3) et aliis quam pluribus christianis et Saracenis testibus ad hec vocatis et rogatis, Dominice incarnationis anno millesimo tricentesimo quinquagesimo quarto, indictione sexta, septimo decimo kalendas junii, secundum cursum et consuetudinem Pisane civitatis.

Benincasa, quondam Meycasonis de Montemangno, Pisanus civis, imperiali auctoritate notarius et scripti ser Rainerii pro communi Pisano scriba publicus ad predicta, predictis omnibus interfui et de mandato et voluntate scriptorum contrahentium de predictis omnibus cartam feci, Ferrando scripto in predictis turcimano existente, et ad cautelam in hanc publicam formam redegi.

(Archives delle Riformagioni. Regist. XXII des Cartapecore, pièce n° 14.

Trad. latine orig.)

, 1379, 11 septembre, à Pise.

Procurations de Pierre de Gambacorte, capitaine de Pise, des anciens et du défenseur du peuple au chevalier Rainier de Gualandi pour traiter de la paix entre la république et les rois de Bone, de Bougie et Tunis.

In æterni Dei nomine, amen.

(1) *Cuba*, coupole. Ce passage m'a servi à établir le sens de *cuba*, que je crois signifier coupole, non-seulement ici, mais dans la légende d'un sceau de l'ordre du Temple. Tom. IV, pag. 403 de la *Biblioth. de l'Éc. des Chartes*, nouv. série.

(2) *Archaidus*, l'Al-Kaid, le Kaid, titre donné à Alvarez et à Cibo, connétables des soudoyers chrétiens, et qui semblerait indiquer que ces dignitaires joignaient à leur autorité militaire un pouvoir à la fois judiciaire et administratif; car le kaid, chez les Arabes, est un fonctionnaire civil participant aux attributions de préfet, de maire et de juge de paix. Le roi de Tunis, comme plusieurs autres émirs d'Afrique, avait à son service un corps d'hommes d'armes chrétiens. Voy. Nicolas de Jamsilla, *Chronic. sicil.*, ap. Murator. tom. VIII, col. 614, etc., et une bulle de 1290, publiée dans la *Biblioth. de l'Éc. des Chartes*, tom. III, pag. 518, nouv. série.

(3) Simon d'Orlandi André, fils de sire Pierre Salmuli.

Ex hoc publico instrumento sit omnibus manifestum quod nos Gerardus Astarius, prior Guelfus, ser Mathei Bilanciarrii, Petrus Fatti notarius, Gerardus ser Pieri de Lavaiano, Andreas Pieri, Nerius Malpilius, Tomasus Janus, Jacobus Buete de Monte Calvuli, Pierus del Grillo, Gerardus Dini Duccii et Nuncius Jacobi del Baglione, antiani Pisani populi, et Pierus, miles de Gambacurtis, capitaneus custodie civitatis Pisane et ejus comitatus, fortie et districtus, et dominus Masnardus, Pisani communis necnon Pisani populi defensor, ex omni bailia et auctoritate quam habemus a communi et populo Pisano pro dicto communi Pisano et ejus vice et nomine, facimus, constituimus et ordinamus syndicum et procuratorem egregium et nobilem militem Raynerium, filium quondam bone memorie domini Peri Bullie de Gualandis, civem Pisanum, licet absentem tamquam presentem, ad faciendum, iniendum, reddendum, recipiendum et jurandum una simul cum excellentissimo et gloriosissimo domino domino inclito rege Buone, seu ejus locum tenente, seu alia legiptima persona pro ipso domino inclito rege, veram, puram, bonam et perpetuam pacem et concordiam, remissionem et liberationem de omnibus et singulis injuriis, offensionibus et dampnis hinc inde usque hodie factis, illatis, habitis et perpetratis tam in genere quam in specie, et de omnibus et singulis obligationibus, factis, penis commissis occasione alicujus et cujuscumque pacis hactenus facte inter excellentissimum et gloriosissimum inclitum regem Buone et commune Pisanum, cum modis, tenoribus, conventionibus, articulis, concessionibus, obligationibus, penis, renuntiationibus et aliis de quibus quomodo, qualiter et prout et sicut dicto nostro syndico et procuratori videbitur et placebit. Et ad ipsam pacem, concordiam, remissionem, et quaslibet liberationes, promissiones et obligationes dicti Pisani communis dicto et a dicto excellentissimo et gloriosissimo domino domino inclito rege Buone et cuicumque alii legiptime persone et a quacumque alia legiptima persona, pro ipso excellentissimo et gloriosissimo domino domino inclito rege Buone faciendum et recipiendum; et ad promittendum et conveniendum de habendo, tenendo et conservando perpetuo firmam et ratam ipsam pacem (1)...

Actum Pisis, in palatio residentie dominorum antianorum Pisani populi, videlicet ad Palmentum, ubi dicti domini anthiani audientiam tenent, presentibus ser Jacobo quondam ser Vanneris de Appiano, cancellario dominorum antianorum Pisani populi et ser Francischo,

(1) Je supprime la fin de l'acte, où se trouvent les longues formules ordinairement usitées dans les procurations.

quondam Puccii Homo Dei, cancellario majore Pisani communis, testibus ad hæc vocatis et rogatis, Dominice incarnationis anno millesimo trecentesimo septuagesimo nono, indictione prima, die undecima septembris, secundum cursum et consuetudinem civitatis Pisane (1).

(Archives de Florence dites *delle Riformagioni*. Reg. des Cartapecore, XXII, pièce n° 16, minute orig. (2).)

(1) La première indiction de Pise était la deuxième suivant le comput ordinaire. Voy. ci-dessus, l'observation sur le doc. de 1182.

(2) La pièce n° 17 du même registre est une procuration semblable à celle-ci, pour traiter de la paix avec le roi de Bougie séparément; le n° 18, autre procuration pour traiter avec Tunis; le n° 19, pour traiter avec les rois de Tunis, Bone et Bougie.

L. DE MAS LATRIE.

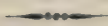
LIBER DOMICILII

OU COMPTE DES DÉPENSES

DE LA TABLE ET DE L'ÉCURIE

DU ROI D'ÉCOSSE JACQUES V

(1525-1533).



Le *Liber domicilii* est un compte des dépenses faites pour la table et les écuries du roi d'Écosse, Jacques V. Il a été publié à Édimbourg, en 1836, par le *Bannatyne club*, l'une de ces grandes et libérales sociétés littéraires dont l'Angleterre s'enorgueillit à juste titre. Nous nous proposons d'en rendre compte ici avec quelque détail. On publie rarement de ces sortes d'ouvrages, car leur lecture n'a rien d'attrayant. Cependant quand on considère combien ils peuvent être utiles, quand on songe à tout ce qu'une étude attentive des anciens comptes pourrait jeter de jour sur une foule de points obscurs d'histoire et d'archéologie, on regrette qu'ils n'aient pas été plus souvent mis à contribution.

Celui dont nous voulons parler forme un volume in-4° de 235 pages, non compris un appendix de 45 pages. Il est intitulé : *Excerpta e libris Domicilii domini Jacobi Quinti, regis Scotorum*. Il ne contient en effet que des extraits de ces comptes, pour les années 1525 à 1533. La préface anglaise mise à la tête de cet ouvrage, nous apprend que les comptes des dépenses domestiques de la maison des rois d'Écosse formaient une série de registres s'étendant des années 1525 à 1553. Dix de ces registres sont conservés dans le *General register house* d'Édimbourg. Le plus ancien de la série, celui des années 1525 et 1526, se trouve dans la bibliothèque des avocats. C'est des quatre premiers que sont tirés les extraits qui forment le *Liber domicilii* (1).

Les différents comptes compris sous le titre de *Liber domicilii* forment quatre divisions. La première contient les dépenses de la table, sous les titres de *Panetria*, *Butellaria* et *Coquina*. La seconde, sous

(1) D'après un excellent usage, on y a placé en tête un fac-simile de l'original.

le titre de *Species et Chandria*, comprend les dépenses pour les épices et l'éclairage. La troisième comprend les achats de vins. La dernière a rapport aux dépenses de l'écurie. Nous allons parcourir ces quatre grandes divisions, en relevant dans chacune d'elles ce qui nous a paru le plus curieux.

On lit en tête du livre : *Liber domicilii supremi domini nostri regis Jacobi Quinti de anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo quinto, Jacobo Coluile de Vchiltre ministrante in officio compotorum rotulitoris*. Puis vient immédiatement la dépense faite, jour par jour, pour la table du roi, par son contrôleur Jacques Coluile (1). Elle commence au dimanche 17 août 1525, et se termine, pour ce premier extrait, au samedi 27 juillet 1526. D'autres extraits, mais moins considérables, des dépenses de cette nature, reprennent au mercredi 19 août 1528 pour s'arrêter au mardi 10 juin 1533. Dans le courant de l'année 1528, Robert Bertoun de Vuirbertoun succède à Jacques Coluile dans l'office de contrôleur. La dépense, comme nous venons de le dire, est faite jour par jour, et porte sur les trois articles que nous avons nommés, la Panneterie, la Bouteillerie et l'Office.

D'abord, pour ce qui concerne la panneterie, la consommation était considérable. C'est ainsi, par exemple, que pour le mois de mars 1525, on trouve une moyenne de 190 pains par jour. Il y en avait de deux qualités : l'un destiné au roi, *panes de dominico*; l'autre pour les gens de sa maison, *panes de secundo*; expressions qui correspondraient dans nos comptes du moyen âge à celles de *pain de bouche* et *pain du commun* (2). Tantôt on achetait le pain tout fait, *panes venales*; tantôt on le faisait chez le roi, comme le prouve ce passage : *Item, emptum per Waltherum Scot, pistorem, 1 celdra frumenti, price bolle 24^s, summa 19^{te} 4^s de qua provenérunt in panibus, dempta multura, 1340 panes de secundo et de dominico* (3). Ce dernier cas était le plus

(1) Le contrôleur était le receveur général du domaine royal; les revenus qu'il recevait étaient inscrits sur les rôles de l'échiquier.

(2) On trouve encore une autre sorte de pain, comme dans le passage suivant : *Item distribuuntur pauperibus et diversis personis, in elemozina regis 100 panes mucidi* (pag. 35). Qu'est-ce que c'était que ces *panes mucidi*? était-ce du pain moisi? A la vérité on trouve dans un vieux glossaire cité par du Cange, un *panis æstivatus*, pains muisis, mais peut-on croire qu'on donnait en aumône, de la part du roi, du pain gâté? Ne serait-ce pas plutôt un pain cuit dans l'eau, que l'on trouve avoir été quelquefois en usage, par exemple, dans l'abbaye de Cluny : *Panis qui in aqua coquitur et melior esset quam quotidianus*, ou tout simplement des pains durcis, restans de la table royale, qu'on faisait tremper dans l'eau?

(3) *Liber domicilii*, pag. 11.

fréquent. Indépendamment de l'usage ordinaire, on trouve des pains, ou, pour mieux dire, de la pâte, employée en pâtes et pâtisseries : *Item expensum in pastillis et adipe, 40 panes*. Quant au prix du pain, il est en général de 2 deniers obole, ou d'un peu moins (1). Au reste, pour le pain comme pour les autres denrées, il se faisait des provisions pour la table du roi. C'est ce qu'indique l'expression de *preintratis*, qui revient à chaque instant (2). Dans nos vieux comptes ce serait ce qu'on appelait *les garnisons de l'hostel*.

Après l'article de la Panneterie vient, dans notre compte, celui de la Bouteillerie. Il n'y est en général question que de cervoise; cependant on trouve quelquefois mentionnée aussi de la bière. De même que pour le pain, on achetait la cervoise toute faite, ou bien on la faisait chez le roi. Il est question à tous moments d'achats d'orge pour cet usage (3). On trouve aussi quelques achats de drèche, *brasium*, mais rarement (4). Au reste, la consommation de la cervoise était considérable; on la trouve de plus de 12,000 pintes pour le seul mois de mars 1525 (5). La cervoise s'achetait en lagines, et la bière en barils (6).

(1) En général chaque pain revient à un centième la livre : *Item, emptum 300 panes venales, price 3^{tt}* (p. 4); *Item, emptum 100 panes, 20^o* (p. 116). D'autres fois il est un peu au-dessous : *Emptum 361 panes venales, price 3^{tt} 10^o 2^d* (p. 3); *emptum 336 panes venales 3^{tt} 5^o* (p. 147).

(2) *De preintratis expensum in prandio apud Beblis 192 panes, et sic eque eque* (p. 5). Ce qui signifie qu'on consomma, ce jour-là, les 192 pains qui étaient en provision.

(3) *Emptum 3 celdre 6 bolle ordeï . . . de quibus provenerunt in cervisia 400 lagine cervisie* (p. 6); *emptum 3 celdre 3 bolle ordet, pricium 37^{tt} 7^o, de quibus provenerunt in cervisia 400 lagine cervisie* (p. 151). On remarquera, dans ce dernier exemple, qu'une même quantité de cervoisé est fabriquée avec une moindre quantité d'orge.

(4) *Item, emptum per rotulatore 2 celdre 1 bolla brasii price bolle viginti solidi, de Roberto Bertoum de Ouirbertoun, et liberatum Willielmo Cwynghame de Strabock, brasiatori, summa 50^{tt} 8^o, de quibus provenerunt in cervisia 290 lagine cervisie* (pag. 6).

Item, empte 2 celdre brasii. . . . Item, empte 2 celdre ordeï. . . . Liberate brasiatori Wod, de quibus provenerunt in cervisia 520 lagine cervisie (p. 144).

(5) Le relevé que nous en avons fait nous a donné une moyenne de 50 lagines par jour, ce qui fait pour les 31 jours 12,400 pintes, à compter la lagine pour 4 quartes ou 8 pintes.

(6) Ce serait ici le lieu d'expliquer la différence qu'il y avait entre la *cervisia* et le *birrum*, mais notre compte ne nous en donne malheureusement pas les moyens. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la cervoise est bien plus souvent mentionnée que la bière, et que son prix est sensiblement plus fort. La cervoise coûte

De la Bouteillerie nous passons à l'article de l'Office, *coquina*. On y trouve le détail de tout ce qui était servi sur la table royale, en viande de boucherie, volaille, gibier, poissons et fruits. Nous allons en donner l'énumération.

Parmi les viandes servies sur la table royale, le bœuf et le mouton tiennent la première place. Vient ensuite le veau. Le porc y paraît plus rarement. On y servait le bœuf gras, *merta herbalis*, dans la belle saison, et le bœuf salé, *merta salsa*, dans l'hiver (1). Le veau, *vituli parvi* et *vituli magni*, semble avoir été consommé entre le printemps et l'automne. L'agneau était en usage, comme aussi le cochon de lait, *porcellus*. Parmi les plats que l'on trouve mentionnés dans notre compte, il est souvent question de langues et de pieds de bœuf, comme aussi du plat national, « *sheep's head and trotters*, » *capita arietum* et *pedes ovium*. On trouve encore des têtes de veau, *capita vitulorum*, et une hure de sanglier, *caput apri*.

Pour la volaille, on trouve des poules, *pultre*, des poulets, *pulli gallinarum*, des chapons, des chapons gras, *capones pasti*, des coqs, distingués en *galli nigri*, *galli silvestres* (2), *galli domestici*; des oies, *auce domestice*, des oies sauvages, *auce campestris*, des *auce verides* (3). On trouve encore parmi les oiseaux des pluviers, des tourterelles, des alouettes, des canards sauvages, des paons (4), des perdrix, des cygnes, des colombes, des hérons, des poules d'eau, des poules de mer, *aves marine*, des râles d'eau, des guignards (5), *dottrels*, des pieds-rouges, *redskanks* (6), des grues, des cigognes, des hérons, etc.

Pour le gibier on trouve des lièvres, des chevreuils, des daims, des sangliers et des cerfs. Cependant on remarque, en général, qu'il est servi peu de gibier sur la table royale; ce que l'éditeur anglais attribue au séjour de Jacques V dans les cantons les plus cultivés de l'Écosse,

2° la lague ou les huit pintes, tandis que la bière ne coûte qu'environ 1^s 4^d. Nous remarquerons, en passant, que le mot *birrum* n'a pas été donné dans du Cange, du moins dans cette acception.

(1) On en tirait des îles Orcades. On trouve au 29 mai 1526 : *Emptum a domina de Sincglar 24 merte salse Orchadie, cum totidem porcis, price 21^s 12^d* (Appendix, p. 11).

(2) Probablement des coqs de bruyère.

(3) Dans le glossaire qui est en tête du *Liber domicilii* on a lu *virides* et traduit *green or young geese*, vertes ou jeunes oies, mais il y a bien *verides* dans le texte, par exemple, dans ce passage de l'Appendix (pag. 10) : *Emptum 3 auce verides*.

(4) Cet article est rare.

(5) Sorte de petit pluvier.

(6) Sorte d'oiseaux de rivière.

circonstance qui forçait à aller chasser à de grandes distances. Au reste, si l'on trouve dans le *Liber domicilii* peu d'articles de gibier, il n'en est pas de même, à beaucoup près, du poisson. Les espèces et les quantités y sont en nombre prodigieux. En voici le relevé, seulement pour la première quinzaine du mois de mars de l'année 1525. On remarquera, il est vrai, que c'était un mois de carême (1).

Harengs salés.....	<i>alleca salsa</i>	6,420
Harengs frais.....	<i>alleca recentia</i>	3,500
.....	<i>alleca rubea</i>	60
Merlus secs.....	<i>speldingis</i>	5,651
.....	<i>albi pisces</i>	3,102
.....	<i>pisces aridi</i>	167
Surmulets frais.....	<i>mulones recentes</i>	329
Surmulets secs.....	<i>mulones aridi</i>	204
Surmulets.....	<i>mulones</i>	19
Raies sèches.....	<i>rigadia arida</i>	214
Merlans.....	<i>merlingi</i>	187
Perches.....	<i>perches</i> (sic).....	100
Carrelets.....	<i>bronoscoli</i>	63
.....	<i>giresi</i>	38
Saumons frais.....	<i>salmones recentes</i>	29
Turbots.....	<i>turbo</i> (sic).....	21 3/4
Turbots.....	<i>rone</i>	5
Morues sèches.....	<i>leing</i>	22
Truites.....	<i>trute</i>	27
.....	<i>codlingis</i>	24
Lumps (2).....	<i>padill</i>	10
Anguille.....	<i>anguilla magna</i>	1
Squale, ou chien de mer..	<i>phoci</i>	1/2

COQUILLAGES.

Huîtres.....	<i>ostria</i> (3).....	10,000
Pèlerines.....	<i>pectines</i>	360
.....	<i>pectines aque dulcis</i> ...	84
.....	<i>polupi</i>	174
Crabes.....	<i>cancri</i>	18
Quartres de coquilles.....	<i>concharum</i>	6

(1) *Liber domicilii*, p. 35 à 45. Comme je suis loin de répondre de ma traduction, je donne le texte en regard.

(2) Le lump est un poisson de mer du genre des cycloptères.

(3) Dans un passage il est fait mention d'huîtres de la côte occidentale : *ostria occidentalia* (p. 30).

Dans d'autres parties de notre compte il est encore question de quelques autres sortes de poissons (1). Le reste des articles qui apparaissent au chapitre de la cuisine, sont le lait, le beurre, les œufs, le sel, la farine, la graisse de porc, le fromage, enfin des fruits, mais seulement des pommes, des poires et des noix.

Après avoir donné les dépenses de la table, notre compte passe à celles des épices et du luminaire, *species et chandria*. On sait que dans tout le moyen âge on faisait une grande consommation de ce qu'on appelait *épices*, et qu'on entendait par ce mot toutes sortes de confitures et de conserves, l'hypocras, le miel, le sucre, etc.

Dans les chroniqueurs il est, à tout moment, question *du vin et des espices*. Non-seulement c'était l'accompagnement obligé de tout festin, mais encore on les offrait dans les visites et les réceptions. Nos pères, qui avaient bien peu de ressources en fait de plaisirs de l'esprit, se dédommageaient de leur mieux par ceux de la matière. Et comme, même sous ce dernier rapport, ils étaient moins avancés que nous, ils paraissent avoir cherché dans la quantité un dédommagement à ce qui leur manquait du côté de la qualité. Ils n'avaient guère la ressource, comme madame de Maintenon, de remplacer le plat de rôti par un récit amusant. Leur alimentation beaucoup plus substantielle que la nôtre exigeait des digestifs puissants, et certes ils ne s'en faisaient pas faute. Ils remplaçaient le thé et le café, qu'ils ne connaissaient pas, par des boissons plus violentes qui causaient une excitation matérielle plus grossière. L'introduction du café a été certainement un progrès de la tempérance.

Pour ce qui est des épices proprement dites, le *Liber domicilii* mentionne la cannelle, les clous de girofle, le gingembre, le macis ou fleur de muscade, le poivre, le safran. On y trouve aussi des fruits secs, des prunes de Damas (2), des raisins de cour (*racemi curie*), des avelines, des amandes et des dattes. Il y est fait souvent mention du miel et du sucre. Pour le miel, on en trouve à 4^s la quarte, qui valait deux pintes. Le sucre se vendait à la livre. Son prix varie de 2^s 6^d à 4^s. On trouve du sucre blanc à 3^s la livre, un autre sucre (*zuccour pennet*) à 6^s 8^d la livre, enfin, même du sucre candi (*zuccourcande*). Celui-là est le plus cher. Une livre deux onces coûte 12^s. A côté des épices, l'hypocras tient sa place (1 *quarta impocirist* 14^s). Puis, au milieu de tout cela on voit des achats d'huile, de vinaigre et de savon.

(1) Par exemple le marsouin, et même la baleine. Il en est fait mention dans Rabelais. On la trouve aussi dans des repas donnés par l'Hôtel de ville au seizième siècle.

(2) Quelquefois, mais rarement, des figues.

Sous ce titre de *Species et chandria*, on trouve encore : pour le luminaire, des torches, torches de cire, etc., des *prikattis* et des *rovvis* (bougies?). Pour le service du dressoir, de belles toiles de Hollande et de Bretagne, d'autres toiles de lin de qualités inférieures, d'autres de chanvre. Pour la table, de beaux hanaps (*ciphi magni*). Pour la cuisine, des vases d'étain, des marmites (*olla*), des poêles ou casseroles (*partelle*), les unes en cuivre, d'autres en fer pour les fritures (*pro les fryouris*).

Divers officiers étaient affectés à ces différents services. Il y en avait un pour les épices (*custos specierum*) ; un, chargé de la conservation de l'argenterie (*custos vasorum argenteorum*) ; un pour la batterie de cuisine (*custos vasorum stanneorum in servitio aule*).

A l'article *Species et chandria* succède celui des achats de vins. Les vins sont achetés tantôt en pipes et poinceaux, tantôt en lagines ou gallons, en quartes et même en pintes. Les crus sont des vins du Rhin, de malvoisie, de muscat, du vin blanc d'Anjou, du vin de la Rochelle, etc. Le claret apparaît très-fréquemment. On les encave tantôt dans les celliers du roi à Striveling, tantôt au monastère Sainte-Croix et ailleurs. Quelquefois il est fait mention de dons de cette nature faits au roi : *Ex dono prepositi et communitatis Edinburgi, 1111 pounsiões vini* (1).

La quatrième et dernière division de notre compte est celle de l'Écurie, sous le titre de *Averia domini regis*.

On y voit que le roi avait	5 chevaux (2),
le grand écuyer (<i>magister stabuli</i>)..	4
le <i>magister averie</i>	2
le clerc des comptes.....	3
le sénéchal du roi.....	2
le sénéchal de l'hôtel (<i>domicilii</i>)....	2
les cinq valets d'écurie.....	5
l'abbreviateur des comptes.....	1
le maréchal.....	1
le sumpterman (3).....	1
l'archiqueux (<i>archicocus</i>).....	2

On voit, par un passage de la page 108, que la nourriture de ces chevaux coûtait 6^d par jour en été, et douze en hiver. Il est à remarquer qu'indépendamment du foin et de l'avoine, on leur donnait une sorte

(1) *Lib. domicilii*, p. 190.

(2) Une autre fois 6, une autre fois 3.

(3) Garde des bagages.

de pain. On trouve à tout moment ces mots : *pro pane equino*. Il est question dans un endroit de chevaux mis au vert. *Item solutum pro pabulo 5^e equorum familiarium domini remanencium in grano gramine a xi octobris inclusive usque ad primum novembris exclusive* (1). On voit aussi que le roi en donnait en présent à divers seigneurs (2).

Telles sont les diverses sortes de dépenses que contient le *Liber domicilii*. Mais pour qu'on puisse s'en faire plus facilement une idée, nous en donnerons ici un extrait. Nous choisissons comme exemple la dépense faite un jour de fête ; le jour de Noël de l'année 1525.

DIE LUNE xxv decembris. PANETRIA. De preintratis, expen' in dominico 1^{re} panes. Item de secundo expen' iiii^e xiiii panes. Item expen' in pastillis iii^e lxxxi panes. Summa expensarum viii^e lxxxxiiii panes, et sic restant vi^m iii^e v^{xx} (3) xv panes. BUTELLARIA. De cervisia preintrata, expen' 1^{re} iii lagine i quarta cervisie, et sic restant vi^e v^{xx} x lagine ii quarte cervisie. Item emptum de Willielmo Cownyngthame et Margareta Johnnestoun brasiatoribus iiii^e xxi lagine cervisie price xvi^d. Summa xxxiiiith vi^e viii^d, et sic restant in toto 1^m 1^e x lagine ii quarte cervisie. COQUINA. Empt' xii carcagia mertarum price xxith xii^e de quibus expen' in domicilio iii merte 1 1/2 quarta merta recentis, et sic restant vii merte i quarta merte recentis. Item de v^{xx} xi merts iii quarte merte salse restantes quinto decembris intrantur isto die. Item empt' xviii merte cum coriis price xxxiiiith iiii^e. Item intrat' viii merte cum coriis, proprietatis de Kyncelewin (4). Summa hujus introitus 1^e xvii merte iii quarte merte, de quibus expen' in domicilio iii merte salse, et sic restant 1^e xv merte iii quarte salse. De preintratis, expen' xlv mutones iii quarte, et sic eque. Item empt' lxxx mutones price xxith vi^e viii^d, et restant. De preintratis, expen' x porcelli v^{xx} i pluviarum, et sic eque. De preintratis, expen' ii petre viii libre butiri, et sic restant xxi petre xv libre butiri. De preintratis, expen' viii^e ova, iii^e poma et pira, et sic restant ii^m v^e ova, 1^m viii^e lx poma et pira. De preintratis, expen' li cuniculi, et sic eque. De preintratis, expen' i vitulus magnus 1 1/2 quarta, et sic eque. Item empt' ix perdicis, x pluviarum, ii galli nigri, iii petre cepi, i caput apri, ix hogchis, v fillatis, xxiiii lingue bovine, varii precii. Summa iiith viii^e x^d, et expen'. Item intrat' ex dono comitis de Ergile i rabuk, ii furchez cervi magni.

(1) *Lib. domicilii*, p. 199.

(2) Au comte de Lovinox (p. 103); au comte d'Angus (p. 105).

(3) Dans tout le cours du manuscrit on lit v^{xx} écrit pour *quatre-vingts*.

(4) On voit que Jacques V vivait sur sa terre absolument comme le faisait Charlemagne.

Item intrat' per comitem Angusie vi cuniculi, ii ardee, v anetes campes-
tres, v telis. Item intrat' per dominum rotulatorem i quarta apri, i ei-
gnus, i pago. Item intrat' per dominum de Burlie i cignus, et expen'
successive.

Summa 1^r xiiiith xviiith ii^d (1).

On voit par cet extrait qu'il fut dépensé pour le seul jour de Noël : cent pains pour la table du roi, quatre cent et treize pour le commun, et trois cent quatre-vingt-un pour les pâtés. Ce dernier chiffre est rarement aussi fort, ici cela tient à ce que c'était un jour de fête. Pour la bouteillerie on voit qu'il se consumma : quatre cent et quatorze pintes de cervoise, coûtant chacune 2^d ; pour la cuisine, trois pièces et un demi-quartier de bœuf frais, trois autres de bœuf salé, un grand veau, quarante-cinq moutons et trois quartiers, dix cochons de lait, cinquante et un lapins, un quartier de sanglier, une hure, vingt-quatre langues de bœuf, neuf cochons, cinq filets (de pore ?), quatre-vingt-onze plu-
viers, neuf perdrix, deux coqs noirs. Plus 24 livres de beurre et autant de graisse, 800 œufs et 300 pommes et poires. Le tout ayant coûté une somme de 114th 18^s 2^d, non compris le gibier envoyé par les comtes d'Argyle et d'Angus.

Il y a dans tous les comptes un point très-important à étudier : c'est celui des poids et des mesures. Dans le *Liber domicilii*, le blé, l'avoine et le sel sont mesurés à la *celdre*, qui vaut 16 bolles ; la *bolle*, 4 firlores, et la *firlote*, 4 *pecces*. Le glossaire anglais qui est en tête du *Liber domicilii*, évalue la *celdre* à 36 boisseaux anglais. On voit, dans notre compte, qu'un cheval consommait deux *pecces* d'avoine par jour. Au reste, on sent bien que nous ne pouvons qu'indiquer ici, sans les définir, des mesures qui ne sont pas les nôtres. Les mesures de capacité pour les liquides sont : 1^o pour les vins, le *dolium*, la pipe, le *tersing*, le *pounsioun*, la *lagina*, la quarte et la pinte (le *dolium* contenait 2 pipes, 3 *tersings*, 4 *pounsiounes*, 80 *lagines*, 320 quartes ou 640 pin-
tes) ; 2^o pour la bière, la *laste*, contenant 10 barils, le baril, contenant 9 *lagines* et 2 quartes ; 3^o pour la cervoise, la *lagine* seulement. Quant aux poids, on ne trouve que la *petra* et la livre. La *petra* valait huit livres.

Nous aurions encore bien des choses à relever dans ce compte, si nous ne craignions d'être entraînés trop loin. Nous nous borne-
rons à dire qu'on y trouve les noms de plusieurs des officiers du

(1) *Liber domicilii*, p. 20.

roi, outre ceux que nous avons donnés; par exemple, de ses chapelains, de son barbier, de son fou, qui s'appelait Jean Mescrere, etc. Nous signalerons en finissant une partie importante, qui ne fait jamais faute dans les comptes de cette nature : c'est celle qui a rapport à l'itinéraire du roi. Jour par jour on y suit Jacques V dans ses fréquentes excursions hors d'Édimbourg; tantôt pour ses plaisirs et ses chasses (1), et alors il va s'établir chez les grands seigneurs de l'Écosse ou chez de riches abbés (2); tantôt pour des motifs plus sérieux. Ainsi, par exemple, on le voit, le 1^{er} juin 1525, se rendre d'Édimbourg à Striveling, où il avait convoqué les barons et les libres-tenanciers du royaume (3). Une autre fois, avec quelques seigneurs de son conseil, il fait une chevauchée dans l'ouest pour aller à la poursuite de voleurs qui désolaient le pays (4). Comme nous l'avons déjà dit, on trouve dans les comptes de toute nature mille détails semblables. Ils ont de plus le grand avantage d'être toujours placés à des dates certaines.

Nous nous sommes arrêtés bien longtemps sur ce livre, parce que nous croyons ces sortes de publications, malheureusement trop rares, d'une incontestable utilité pour l'histoire. Elles méritent donc d'être accueillies avec empressement, et c'est ce que nous avons fait pour celle-ci en particulier. Le *Liber domicilii* est une publication faite avec soin, et avec le luxe des publications anglaises. On y regrette cependant l'absence d'un autre luxe, encore préférable, celui des notes et des commentaires. Une courte préface, une lettre d'un professeur d'histoire naturelle sur quelques points de zoologie, et un glossaire fort restreint, ne sauraient suffire pour un tel livre. Il aurait fallu l'accompagner d'une évaluation des poids et des mesures, d'un tableau comparatif des prix, d'une explication détaillée de certains usages, en un mot de tous les rapprochements et de tous les commentaires qu'exigent ces sortes de publications pour être véritablement utiles. Un reproche plus grave que nous ferons au *Liber domicilii*, c'est qu'il s'y trouve

(1) Memorandum. Dominus rex cum ejus familia fuerunt apud palacium de Enchanzean, die lune, 16 octobris, et die martis ejusdem, in prandio, similiter, super expensis domini comitis de Levinox, et postea equitaverunt versus Dunbertane, in cena (*Lib. domicilii*, p. 16).

(2) Et memorandum quod dominus rex mansit die jovis, in prandio, apud Melros, in cena, et die sequenti in prandio super expensis abbatis ejusdem (*Ibid.*, p. 65).

(3) Finito prandio apud Edinburgh, dominus rex cum quibusdam dominis consilii, equitaverunt versus Striveling, ad prevenientes dominos regni, barones et liberetentes ad exercitum suum (*Ibid.*, p. 61).

(4) Dominus rex et quidam domini de consilio equitaverunt de Edinburgh versus partes occidentales ad circa captionem latronum (*Ibid.*, p. 65).

de nombreuses erreurs de chiffres (1). Si elles sont malheureusement dans le texte, il était indispensable d'en prévenir le lecteur ; si elles ne s'y trouvent pas, l'éditeur est d'autant moins excusable. L'exactitude la plus scrupuleuse est ici, on le sent bien, plus nécessaire encore qu'ailleurs. Cependant, comme ces fautes ne portent, après tout, que sur les quantités consommées et non pas sur les noms des objets désignés, le livre, sous ce rapport, reste instructif, et sera consulté avec fruit par ceux qui s'occupent de l'histoire de la vie privée.

(1) Par exemple aux pages 3, 35, 39, 79, 88, 151. Nous n'en donnons pas ici la preuve, ce qui prendrait beaucoup de place ; nous l'eussions fait s'il se fût agi d'un compte français, et qui eût été répandu en France.

D. D'A.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

HISTOIRE DE LA LUTTE DES PAPES ET DES EMPEREURS DE LA MAISON DE SOUABE, *de ses causes et de ses effets, ou tableau de la domination des princes de la maison de Hohenstaufen dans le royaume des Deux-Siciles, jusqu'à la mort de Conradin*, par M. de Cherrier. Paris, Courcier, 1844-47, 3 vol. in-8.

Nous nous proposons depuis longtemps de recommander cet ouvrage aux amis de l'histoire étudiée avec conscience dans les documents sérieux, composée avec méthode et bonne foi, écrite avec goût et simplicité. Le troisième volume vient de paraître; nous saisissons cette occasion pour analyser brièvement les parties publiées jusqu'à présent du travail de M. de Cherrier.

On trouve exposée, dans un avertissement de quelques pages, la pensée générale d'après laquelle a été composée l'histoire de la lutte des papes et des empereurs de la maison de Souabe. Selon l'auteur, le roi, ou chef des conquérants, apparaît à l'origine des monarchies barbares fondées en Italie, comme le représentant du droit de conquête, tandis que les ecclésiastiques et le pape à leur tête représentent, par leur origine, par leur influence religieuse sur les vainqueurs, par leurs efforts pour adoucir les souffrances des vaincus, le principe vivant de la nationalité indigène. Au bout de peu de temps, les pontifes romains puisent dans leurs luttes avec l'autorité militaire, dans l'agrandissement de leur puissance morale, le désir d'une indépendance complète; dotés de l'État ecclésiastique par les Carlovingiens, ils rêvent pour eux-mêmes la domination de l'Italie; et, afin de l'obtenir, ils s'appuient sur les Allemands qui, de leur côté, tendent à se faire les souverains de la Péninsule, et deviennent, après l'avoir servi, les adversaires du saint-siège. Alors commence en Italie la lutte de deux factions hostiles, l'une composée surtout d'éléments aristocratiques, et défendant la cause des monarques germains, l'autre formée des grandes communes lombardes et combattant avec les papes au nom de la nationalité italienne. Après trente ans de guerre, Frédéric Barberousse, par un mariage habile, assure à sa famille la possession de la Sicile, que des liens étroits avaient jusque-là unie au saint-siège, et dont les papes veulent empêcher l'incorporation à l'empire.

Ce mariage, qui a eu des conséquences si importantes, est, à proprement parler, le point de départ du récit de M. de Cherrier. Dans une introduction, qui s'ouvre à l'invasion des barbares dans l'empire romain, l'auteur expose les vicissitudes de l'Italie pendant les dernières années du règne des Césars, pendant les périodes lombarde, carlovingienne et germanique, et donne des détails sur le pontificat de Grégoire VII, la querelle des investitures, et la conquête de l'Italie méridionale et de la Sicile par les Normands; puis il aborde l'histoire de Frédéric Barberousse, dont l'élec-

tion à la dignité impériale fut proclamée à la diète de Francfort, le 4 mars 1152.

C'est un spectacle des plus curieux et des plus variés qui s'offre dès lors aux regards. Les efforts de Frédéric Barberousse pour rétablir en Italie la puissance des empereurs que les jurisconsultes de l'école de Bologne ont déclarée absolue à la diète de Roncaglia ; la courageuse résistance des villes lombardes, un moment arrêtée par la ruine de Crème et de Milan ; l'opposition du pape Urbain III au mariage de Henri, roi des Romains, fils de Barberousse, avec Constance, tante et héritière du roi de Sicile Guillaume II ; l'établissement de Henri VI en Sicile après la mort de Guillaume, telle est la première partie du drame. — Henri VI, en mourant, a fait un testament favorable aux prétentions des pontifes romains sur la Sicile ; Frédéric II, dont la régence est confiée à Innocent III, que sa mère fait reconnaître roi par les Siciliens et dont le pape favorise l'élection à l'empire, se trouve bientôt en opposition avec les successeurs d'Innocent ; Grégoire IX l'excommunie à trois reprises différentes, s'efforce de soulever contre lui l'Allemagne, et offre la couronne impériale à Robert, frère de saint Louis. Frédéric soutient avec vigueur la guerre contre les confédérés de la ligue lombarde, et contre les papes ; enfin, excommunié de nouveau, déposé par Innocent IV, qui couronne roi des Romains Guillaume de Hollande, privé de son fils Enzo, menacé par les assassins et les rebelles, accablé de fatigues et de chagrins, l'empereur va mourir à Fiorenzuola, dans le royaume de Naples (1250). Sa postérité est poursuivie par la haine du saint-siège ; Conrad, son fils, meurt après avoir enlevé Naples aux pontifes ; Conradin, son petit-fils, d'abord soutenu par Manfred, se voit enlever par celui-ci la couronne des Deux-Siciles.

Le troisième volume de M. de Cherrier se termine à la mort du pape Alexandre IV ; le quatrième doit conduire le lecteur jusqu'à l'exécution de l'infortuné Conradin. En lisant l'ouvrage, on est frappé du ton de sincérité et de justice qui y règne ; l'auteur, qui appartient à l'école religieuse, a dans l'esprit une droiture qui lui permet de faire à chacun, sans enthousiasme et sans haine, la part du bien et du mal. Ne cherchez point chez lui les tableaux éblouissants, les nouveautés hardies, la fougue de l'éloquence ; M. de Cherrier est un historien calme et sérieux, qui cherche la vérité, et qui la livre avec modestie au public, sous une forme pure et agréable. C'est là un mérite dont il faut lui tenir grand compte dans un temps d'éclat factice et de phraséologie ambitieuse et vide. Nous avons particulièrement remarqué, dans les trois volumes publiés jusqu'à présent, des détails fort intéressants sur la mort de Pierre des Vignes et de Frédéric II ; un examen des codes de ce prince ; des recherches sur le système financier des papes et des empereurs au treizième siècle, et le récit de la fuite et des premiers combats de Manfred dans le royaume de Naples, après sa réconciliation avec Alexandre IV. A la fin de chaque volume, on trouve quelques pièces justificatives.

CHRONIQUE.

Décembre 1848.

— Une perte cruelle vient de frapper la science française, M. Letronne, garde-général des Archives nationales, administrateur du collège de France, a été enlevé à sa famille, le 14 décembre, après une maladie de quelques jours. Les regrets universels que répand cette mort inattendue, s'augmentent d'une douleur particulière pour l'École des Chartes, qui a perdu en M. Letronne un directeur qu'elle s'honorait de voir à sa tête. Les sentiments qu'elle éprouve ont été exprimés par M. J. Quicherat, qui, après les discours prononcés par MM. Burnouf et Quatremère au nom de l'Institut de France et du Journal des sàvants, a pris la parole en ces termes :

« L'École des Chartes serait ingrate si elle ne venait aussi déposer son hommage sur le cercueil de M. Letronne. Elle ne saurait oublier le service éminent qu'il lui a rendu en consentant, lorsqu'elle se réorganisait entre tant d'obstacles, à accepter gratuitement la responsabilité de sa direction. Et ce n'est pas ce seul acte de désintéressement qui commande notre reconnaissance. Nous lui devons notre établissement tout entier. Après nous avoir donné un asile dans le palais de Clisson et des Guise, après avoir mis une sollicitude toute paternelle à embellir ce séjour d'une étude austère et recueillie, il s'est montré, dans l'exercice de son autorité, toujours bienveillant, toujours plein de paroles encourageantes, toujours prêt à faciliter toute chose, même en contribuant de ses propres deniers aux exigences d'un service trop parcimonieusement doté par l'État.

« C'est que notre institution répondait à l'une des sympathies les plus marquées de sa nature, en même temps qu'à l'une des conceptions de son esprit. La critique, cette faculté si française, cette faculté que pendant trente ans il a fait briller avec tant d'éclat devant l'Europe attentive et ravie, il lui semblait qu'au lieu d'en abandonner la production au hasard des circonstances ou des penchants, il était possible de la prendre à son germe dans de jeunes intelligences, possible de la faire éclore par une culture particulière et assidue. Il voulait que par là on assurât le recrutement de cette armée d'explorateurs que notre pays, selon lui, devait avoir le privilège de fournir au reste du monde pour la recherche et la mise au jour de toute vérité recélée dans les textes. Il reconnut que l'École des Chartes répondait en partie à cet objet, et malgré la différence de ses études favorites et des nôtres, il nous adopta, il nous fit venir à lui avec cet empressement juvénile qui est le signe et la preuve des actions spontanées. Il suivit curieusement nos premiers travaux, il espéra de les voir aboutir. L'une des dernières et des plus vives émotions de sa vie, a été d'apprendre que son fils aîné venait d'être admis l'un des premiers à l'École des Chartes.

« Nous avons joui trop peu de l'honneur de l'avoir à notre tête. Nous aurions voulu que plusieurs générations de sujets distingués s'ajoutassent comme un ornement de plus à la couronne qu'il portait en ce monde. Puisqu'une mort prématurée nous le ravit, c'est à sa mémoire que nous ferons cette offrande, c'est sur sa tombe que nous apporterons les succès futurs de nos élèves. »

M. le Ministre de l'intérieur, présent aux funérailles, a commandé au

sculpteur Duret, pour l'une des salles des Archives, un buste de M. Letronne.

La commission des impressions gratuites à l'Imprimerie nationale a décidé que le tome III de l'ouvrage de M. Letronne, sur les Inscriptions grecques de l'Égypte, serait imprimé aux frais de l'État.

— Par arrêté du Président de la république en date du 26 décembre, rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur, M. de Chabrier, ancien inspecteur de l'Université, membre du comité historique près le ministère de l'instruction publique, a été nommé garde-général des Archives nationales en remplacement de M. Letronne.

— Par un arrêté de M. le ministre de l'instruction publique en date du 30 décembre, M. B. Guérard, membre de l'Institut, conservateur-adjoint au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, professeur de l'École des Chartes, a été nommé directeur de ce dernier établissement en remplacement de M. Letronne.

— Le 4 et le 5 décembre ont eu lieu les examens des jeunes gens qui s'étaient fait inscrire pour entrer cette année à l'École des Chartes. La liste des candidats admis a été arrêtée ainsi par le conseil de perfectionnement. MM. SORET, LECARON, LETRONNE, LEGENTIL, CRAMON, BOUTARIC, CHAZAUD, ROSE, COCHERIS, LANGLOIS, VIEILLE.

La discussion publique des thèses présentées par les élèves de la dernière promotion sortie de l'École, à l'effet d'obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe, commencera lundi 15 janvier, à dix heures et demie du matin, dans la salle des cours de l'École des Chartes, aux Archives nationales.

— Nous rappelons à nos lecteurs les belles questions que l'Académie des sciences morales et politiques a mises au concours pour cette année : *Recherches sur l'origine de la juridiction ou de l'ordre judiciaire en France ; en retracer l'histoire, exposer son organisation actuelle et en développer les principes.* Il sera nécessaire de faire connaître les causes qui ont successivement amené le déplacement, l'aliénation ou le morcellement du pouvoir judiciaire en France, et les causes qui ont plus tard et progressivement procuré le rétablissement de l'unité de juridiction. Il conviendra d'analyser le pouvoir judiciaire, d'indiquer sa nature, son étendue et ses limites ; de distinguer les divers éléments dont il se compose ; d'examiner à quels différents ordres de tribunaux l'exercice de la juridiction peut ou doit être délégué ; quelles doivent être les règles de leur compétence et l'autorité qui doit la maintenir.

Pour le même concours de 1849, l'Académie a proposé encore le sujet du prix suivant : *Exposer l'ensemble des mesures économiques ordonnées par Colbert, en faire ressortir l'esprit et en déduire les conséquences telles qu'elles se sont produites depuis son administration jusqu'à nos jours.*

Voici les questions proposées pour 1850 : *Retracer les phases diverses de l'organisation de la famille sur le sol de la France, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.* Ce n'est pas seulement un mémoire d'érudition que l'Académie demande : elle désire que les concurrents, après avoir exposé les faits, en recherchant soigneusement les causes et apprécient leur influence. La constitution de la famille étant d'ailleurs liée à celle de l'État, il faudra que ce lien soit assez marqué pour que les rapports qui existent entre l'une et l'autre constitution puissent être facilement saisis. On demande enfin que les progrès en tout genre, moraux, sociaux, matériels, qui peuvent être attribués aux diverses formes d'organisation de la famille, soient précisés de manière à en faire apprécier exactement les avantages et les inconvénients.

Seconde question proposée pour 1850 : *Rechercher quelle a été en France la condition des classes agricoles depuis le treizième siècle jusqu'à la révolution de 1789.* On indiquera par quels états successifs ces classes ont passé, soit qu'elles fussent en plein servage, soit qu'elles eussent un certain degré de liberté, jusqu'à leur entier affranchissement ; on montrera à quelles obligations successives elles ont été soumises, en marquant les différences qui se sont produites à cet égard, dans les diverses parties de la France, et en se servant des écrits des juriconsultes, du texte des coutumes anciennes et réformées, générales et locales, imprimées et manuscrites, de la législation royale et des écrits des historiens, ainsi que des titres et baux anciens qui pourraient jeter du jour sur la question.

Les trois premiers de ces prix sont des médailles de la somme de 1,500 francs. Le quatrième est une médaille de 1,000 francs.

— Dans un moment où la sollicitude publique s'est naturellement portée plus qu'elle n'avait fait depuis trente ans sur tous les papiers émanés de l'Administration impériale, nous croyons devoir reproduire le rapport de M. Taillandier, à la suite duquel le chef du Pouvoir exécutif décida le 10 août dernier que les Archives de la secrétairerie d'État seraient réunies aux Archives nationales. Voici ce rapport :

« Monsieur le ministre,

« L'établissement des archives centrales fut posé en principe dans le règlement de l'Assemblée nationale du 29 juillet 1789. Une loi du 12 septembre 1790 appliqua ce principe, en déterminant les documents qui seraient portés aux archives centrales et le mode d'administration et de conservation de ces archives. Elles furent définitivement établies et réglementées par un décret de la Convention, en date du 7 messidor an II. L'art. 1^{er} de ce décret portait : « Les archives établies auprès de la représentation nationale sont un dépôt central pour toute la République. »

« Jusqu'à la constitution de l'an VIII, les archives nationales restèrent sous l'autorité immédiate du corps législatif ; mais depuis cette époque, et

à partir de l'arrêté consulaire du 8 prairial de la même année, elles furent placées dans les attributions du pouvoir exécutif et confiées au ministère de l'intérieur.

« Cet état de choses a peu varié depuis. Les archives dépendent encore aujourd'hui du ministère de l'intérieur, et, outre les documents qui y ont été portés lors de leur formation, elles reçoivent périodiquement les dossiers de tous les ministères, lorsque par leur ancienneté ces dossiers ne doivent plus être consultés fréquemment.

« J'ai cru devoir, monsieur le ministre, vous rappeler succinctement les divers actes qui ont créé et réglementé les archives nationales, parce que vous avez sous votre garde d'autres archives qui, évidemment, peuvent et doivent être réunies au dépôt central.

« Ce sont les archives de l'ancienne secrétairerie d'État, actuellement établies dans la galerie du Louvre, et qui contiennent tous les originaux des actes du gouvernement consulaire et du gouvernement impérial.

« Sous l'empire, le ministre secrétaire d'État contre-signait seul les décrets impériaux. En conséquence, il conservait ces décrets et en délivrait des ampliations aux autres ministres.

« Quand le régime constitutionnel fut établi, chaque ministre, devant contre-signer les actes qu'il soumettait au chef de l'État, dut les conserver, et, par suite, les archives de la secrétairerie d'État furent closes; mais comme, dans les temps rapprochés de l'empire, il était nécessaire de recourir très-souvent à ces archives, il parut convenable de ne pas les confondre avec les archives générales.

« En conséquence, une ordonnance du 21 mai 1817 plaça les archives de l'ancienne secrétairerie d'État dans les attributions du ministère de la justice, décida qu'elles resteraient au Louvre, et que leurs dépenses seraient supportées par le ministère de la justice.

« Elles sont encore dans cet état; seulement, après la révolution de février, votre prédécesseur supprima l'emploi du chef de bureau auquel elles étaient confiées, et les réunit, quoique devant rester distinctes, au bureau des archives du ministère de la justice.

« La nécessité de conserver, dans un dépôt spécial, les archives de l'ancienne secrétairerie d'État ne se fait plus sentir.

« Les actes qu'elles renferment remontent tous à une époque éloignée; leur importance est plutôt historique qu'usuelle; aussi le nombre d'expéditions réclamées et délivrées annuellement est-il peu considérable.

« Le moment me paraît donc venu de verser cette précieuse collection aux archives générales. Déjà ce projet avait été formé sous l'ancien gouvernement: sa réalisation dégagera une partie du Louvre d'un dépôt qui pourrait gêner la destination ultérieure de ce monument, et présenterait, en outre, deux avantages incontestables: 1° une économie sur le budget; 2° une conservation plus assurée de documents du plus haut intérêt et sur lesquels, dans leur classement actuel loin du ministère de la justice, vos

chefs de service ne peuvent exercer qu'une surveillance insuffisante qui ne saurait prévenir des pertes irréparables.

« J'ai, en conséquence, l'honneur, Monsieur le ministre, de vous soumettre un projet d'arrêté tendant à faire verser les archives du Louvre aux archives nationales.

« Je suis, etc.

« Le secrétaire général du ministère de la justice,

« A. TAILLANDIER. »

L'arrêté est conçu en ces termes :

« Le président du conseil, chargé du pouvoir exécutif;

Considérant qu'il n'existe plus de motifs pour conserver dans un dépôt spécial les archives de la secrétairerie d'État impériale, et qu'il convient de les réunir aux archives nationales;

Sur le rapport du ministre de la justice,

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les archives de la secrétairerie d'État impériale, placées, par l'ordonnance du 21 mai 1817, dans les attributions du ministère de la justice, passeront dans les attributions du ministère de l'intérieur, et seront réunies aux archives nationales.

Art. 2. L'ordonnance du 21 mai 1817 est rapportée.

Art. 3. Les ministres de la justice et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 août 1848.

Le président du conseil, chargé du pouvoir exécutif,

E. CAVAIGNAC.

Le ministre de la justice,

MARIE. »

— Nous lisons dans les journaux du mois de décembre dernier la note suivante :

Un incident grave a signalé une vente publique d'autographes à la fin du mois de novembre. Parmi les articles annoncés dans le catalogue figuraient deux lettres précieuses, l'une de Malherbe, l'autre de Rubens. Averti à temps, M. Naudet, directeur de la Bibliothèque nationale, a pu mettre opposition à la vente de ces pièces, qui, comme il fut facile de le reconnaître, provenaient de deux recueils de cet établissement. Elles lui ont été immédiatement restituées, et il les a probablement fait replacer dans les volumes d'où une main habile les avait arrachées.

Nous ajouterons qu'il ne peut s'élever aucun doute sur ces soustractions. Nous avons vu ces deux lettres et les volumes d'où elles proviennent. La lettre de Malherbe faisait partie du vol. 714 de la collection des lettres de Du Puy, et celle de Rubens du t. II de la correspondance de Peiresc (S. F. 999).

DES REVENUS PUBLICS EN NORMANDIE,

AU DOUZIÈME SIÈCLE (1)

Preliminaires.

Rechercher de quoi se composaient les revenus des ducs de Normandie ; à quelles dépenses on les employait ; comment on les administrait ; quelles vicissitudes les finances de cette province ont subies depuis Richard II jusqu'à Philippe-Auguste : tel est le but de ce travail, et voici les sources principales où nous avons puisé.

Personne n'ignore que l'échiquier des ducs de Normandie avait dans ses attributions l'audition et la vérification des comptes. Les archives de cette cour furent transportées en Angleterre lors de la conquête de Philippe-Auguste (2). Elles ne tardèrent pas à être complètement oubliées, et c'est par le plus grand des hasards qu'il nous en est parvenu quelques fragments. Déjà, au siècle dernier, Thomas Madox avait dit quelques mots d'un rôle de l'échiquier normand que M. Holmes avait découvert à la Tour de Londres (3). Il a été publié dans cette ville

(1) Ce travail est la thèse que l'auteur a présentée, le 15 janvier dernier, à l'École des Chartes pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe.

(2) Voy. sur ce transport un bref de Jean sans Terre, du 21 mai 1204, publié par l'abbé de la Rue, *Essais sur la ville de Caen*, t. I, p. 385 ; Floquet, *Hist. du parlement de Rouen*, t. I ; D. Hardy, *Rot. terrarum datarum et denariorum*, an. 5 Joh., m. 1.

(3) *The history and antiquities of the exchequer*, éd. in-fol., p. 112.

en 1830 par M. Petree (1), et réimprimé cinq ans après par M. Léchaudé d'Anisy (2). Depuis on a trouvé d'autres documents du même genre parmi les papiers du *Pell-Office* et dans les archives de *Chapter-House* à Westminster. La Société des antiquaires de Londres les a tous fait imprimer à ses frais (3). M. Thomas Stapleton, chargé de cette édition, a fait preuve, dans son travail, d'une habileté au-dessus de tout éloge. Non content d'avoir reproduit le texte des rôles avec la plus rigoureuse exactitude, il y a joint de longues observations (4) qui doivent faire considérer son édition des Grands Rôles comme le livre le plus savant et le plus curieux que nous possédions sur la Normandie au douzième siècle. La publication de M. Stapleton comprend : 1° le grand rôle de 1180 (5); 2° un fragment de celui de 1184; 3° celui de 1195; 4° celui de 1198; 5° un fragment du rôle de la recette de Garin de Glapion en 1200 et 1201; 6° une notable partie du grand rôle de 1203. M. Léchaudé a popularisé chez nous ces inappréciables documents, en donnant une édition des trois rôles de 1180, 1184 et 1195, dans un volume publié par la Société des antiquaires de Normandie (6). La seconde partie, comprenant les rôles de 1198, 1200-1 et 1203, n'a pas encore paru. MM. Charma et de Formeville nous en ont communiqué les bonnes feuilles.

Malgré l'avis de M. Stapleton (7), nous ne serions pas étonné qu'on retrouvât encore des fragments de quelques grands rôles de l'échiquier normand : ils se rédigeaient probablement en double, et les particuliers s'en faisaient délivrer des copies. Le

(1) *Magni Rotuli scaccarii Normanniæ de anno ab incarnatione Domini M^o C^o LXXXIII*, by M. Petree. London, 1830.

(2) *Extrait des chartes du Calvados*, t. II, p. 349-367.

(3) *Magni Rotuli scaccarii Normanniæ sub regibus Angliæ, opera Thomæ Stapleton*; 1840 et 1844, 2 vol. in-8°. Le troisième n'est pas paru.

(4) *Observations on the great rolls of the exchequer of Normandy*, pp. ix—ccxxvii du t. I; pp. v—cccxxx du t. II.

(5) Antérieurement à cette époque nous ne connaissons que par une simple indication le rôle de 1176 : Robertus de Ros habet in municionem castri de Bonavilla blada, vina, bacones, caseos et moretum, sicut continetur in rotulo anni mⁱ cⁱ lxxi vi^{ti}. *Rot. scac.*, t. I, p. 235.

(6) *Grands Rôles des échiquiers de Normandie publiés par Léchaudé d'Anisy*. Paris et Caen, 1845, in-4°.

(7) The recovery of the remainder of the series is, I fear, a vain hope. *Rot. scac.*, t. I, p. iv.

cartulaire de Savigni en contient deux extraits pour l'année 1201 : l'un (1), relatif à l'église du Tilleul, a été publié par M. Stapleton (2), et par M. Léchaudé d'après une pièce des archives de Mortain (3), que nous n'avons point retrouvée à Paris ; l'autre concerne l'église de Sourdeval (4).

Les rôles normands de Jean sans Terre, conservés à la Tour de Londres, donnent aussi des renseignements abondants sur les finances de ce roi. Carte en révéla l'existence dans son catalogue ; de Bréquigny les comprit dans ses transcriptions ; la commission des archives d'Angleterre les a fait publier par M. Duffus Hardy (5) ; M. Léchaudé les a réimprimés (6). Ils se composent de : 1° Rôle des cyrographes de la deuxième année du roi Jean (1200-1201) ; 2° Rôle des contre-brefs de la même année ; 3° Rôle de l'offre de la même année ; 4° Rôle des dons de terre et des contre-brefs de la quatrième année (1202-3) ; 5° Fragments du rôle de Normandie de la cinquième année (1203-4).

Beaucoup de pièces normandes sont encore inscrites sur les rôles anglais de Jean sans Terre, telles que les rôles des chartes, rôles des contre-brefs, rôles des lettres patentes, rôles des lettres closes, rôles des fins, rôles de l'offre, etc. Ils ont tous été publiés par M. Duffus Hardy (7). M. Bonnin a préparé une édi-

(1) *Chartul. Savigneiense*, aux Arch. de la Manche, fol. xxx v°, in *episcopatu Abrincensi*, n. xxx.

(2) *Observations*, t. I, p. 30.

(3) *Grands rôles*, p. 202, c. 2.

(4) Le voici : « Item de eodem. Abbas de Savigneio et monachi reddiderunt computum de xx solidis quos Robertus Pic. Willelmus Monacus, frater suus, noluerunt recipere ad preceptum justiciariorum regis de rema facie inter eos de presentatione ecclesie de Sordeval cum omnibus decimis parrochie enciis predictae ecclesie. In thesaurario (sic, legendum : thesanro) liberaverunt et quieti sunt. In compoto Radulfo Thaisson, tunc senescallo Normannie. In rotulo domini cc° 1°. » (*Chartul. Savign.*)

(5) *Rotuli Normannie in Turri Londinensi asservati*, accurante Thoma Duffus Hardy, S. A. S. vol. I. 1835, in-8°.

(6) *Grands rôles*, pp. 89-131. Malgré son imperfection relative, c'est la seule édition que nous ayons sous les yeux en rédigeant notre travail.

(7) *Rotuli litterarum patentium in Turri Londinensi asservati*, accurante Th. Duffus Hardy, vol. I, pars I (1201-1216). 1835, in-fol.

Rotuli de oblatiis et finibus in Turri Londinensi asservati tempore regis Johannis, accurante Thoma Duffus Hardy. 1835, in-8°.

Rotuli de Liberate ac de misis et prestitis regnante Johanne, cura Th. Duffus Hardy. 1844, in-8°.

Rotuli chartarum

tion de tous les actes normands compris dans ces rôles anglais : il a bien voulu nous confier son travail.

Une autre source de renseignements très-utiles pour l'histoire de nos finances se trouve dans les archives de l'échiquier d'Angleterre, qui avait tant d'analogie avec le nôtre. Plus fortunés que nous, nos voisins possèdent, sans presque aucune interruption, les grands rôles de leur échiquier (*Pipe-Rolls*), depuis la seconde année de Henri II. Ils ont même conservé celui de la trente et unième année de Henri I^{er}. Il a été imprimé par M. J. Hunter, ainsi que ceux des deuxième, troisième et quatrième années de Henri II, et de la première année de Richard (1). Celui de la troisième année de Jean a été édité d'après le double de la chancellerie (2). Dès avant ces publications, les rôles de la Pipe étaient assez bien connus dans leur ensemble, grâce aux travaux de Madox. Le livre de cet auteur nous a été fort utile; nous avons surtout profité du dialogue de Richard, fils de Neel, qu'il a donné dans son appendice (3).

Nous désirions étudier les comptes des rois de France au treizième siècle, pour les comparer avec ceux des ducs de Normandie : mais ils sont à peu près complètement perdus; nous en sommes presque réduit à la défectueuse édition que Brussel a donnée du compte de 1202 (4).

Les actes privés, bien que n'ayant point d'ordinaire un rapport direct avec les finances publiques, nous ont néanmoins été

(1) *Rotulus scaccarii anno XXXI Hen. I*, ed. Jos. Hunter, 1833, in-8°.

The greats rolls of the Pipe for the 2^d 3^d et 4th years of the reign of king Henry the second... under the care of the Rev. Joseph Hunter. London, 1844, in-8°.

The great roll of the Pipe for the first year of the reign of king Richard the first.... under the care of Joseph Hunter. London, 1844, in-8°.

(2) *Rotulus cancellarii vel antigaphum magni rotuli Pipæ de tertio anno regni regis Johannis.* Printed by command of His Majesty king William IV, etc. 1833, in-8°.

(3) *Antiquus dialogus de scaccario.* Ce traité, écrit au douzième siècle, est généralement attribué à Gervais de Tilbury. M. Stapleton (*Observations on the great rolls*, t. I, p. xiii, n. f.) dit qu'il est de Richard, fils de Néel, évêque de Londres et trésorier de l'échiquier. Ce dialogue a été publié par Madox, à la fin de *The history and antiquities of the exchequer*.

(4) *Compte général des revenus tant ordinaires qu'extraordinaires du roi pendant l'an 1202*; dans le *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France*, t. II, pp. cxxxix—ccx.

d'un puissant secours. Sans eux, nous n'aurions pas éclairci bien des points obscurs.

Comme une grande partie de notre mémoire ne serait guère intelligible si l'on n'était d'avance fixé sur la valeur des sommes qui y sont énoncées, nous avons dû commencer par tracer l'histoire monétaire de la Normandie au douzième siècle. De cette manière, notre travail se composera de cinq parties :

- I. *Histoire monétaire.*
- II. *De l'administration financière.*
- III. *Histoire de la fortune publique.*
- IV. *Des recettes.*
- V. *Des dépenses.*

Avant d'entrer en matière, il convient de s'expliquer sur la portée que nous attribuons à notre titre. Par *revenus publics*, nous entendons les revenus de toute nature dont nos ducs disposaient, tant pour leurs dépenses privées que pour l'administration de leur duché. Dans notre intention, l'emploi de ces mots ne préjuge en rien la question de savoir s'il existait au douzième siècle un système d'impôt régulier et permanent. On verra même que nous ne reconnaissons pas ces caractères aux impositions dont nous avons à parler.

L'expression *revenus publics* n'est donc pas parfaitement juste; mais nous n'en avons point trouvé de plus satisfaisante. Au surplus, elle a été déjà employée dans le même sens par M. de Pastoret (1).

Au début de ce mémoire, nous devons publiquement consigner l'expression de notre reconnaissance envers tous nos professeurs à l'École des Chartes, et envers nos premiers maîtres, M. de Gerville et M. Auguste Le Prevost. La bienveillance et l'intérêt que ces deux derniers savants nous ont toujours témoignés, nous font un devoir de leur dédier ce premier fruit de nos recherches sur une province dont ils ont étudié le passé avec tant de persévérance et de bonheur. Sans les nommer ici, ce qui serait trop long, nous remercions encore tous ceux qui nous ont aidé de leurs conseils ou de leurs communications. Si, dans notre travail, nous avons pu employer un certain nombre de

(1) *Des revenus publics en France, depuis le commencement de la troisième race jusqu'au règne de Louis XI.* Préfaces des tomes XV, XVI et XVII du *Recueil des Ordonnances des rois de la troisième race.*

textes nouveaux, c'est à leur obligeante amitié que nous devons en grande partie cet avantage.

PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE MONÉTAIRE.

Malgré les remarquables lettres de M. Lecointre Dupont (1), l'histoire monétaire de la Normandie au treizième siècle présente encore bien des lacunes. A l'aide des textes plutôt que des monuments métalliques, nous essayerons d'en donner une idée. Après avoir passé en revue les espèces qui circulèrent alors dans cette province, nous en déterminerons la valeur précise; nous consacrerons ensuite quelques lignes au prix de l'or et aux pièces de cette matière.

Depuis Guillaume le Conquérant jusqu'à Philippe-Auguste, nous trouvons mentionnées en Normandie les monnaies du Mans, de Rouen, d'Angers, de Tours, d'Angleterre, de Chartres, de Dreux, de Châteaudun, de Vendôme, de Paris, de Guincamp, de Beauvais, de Déols et de Gien.

Les mançois sont d'un usage très-fréquent dans toute cette période, principalement dans la Basse-Normandie. Il est inutile d'en apporter des exemples.

Nous ne pouvons passer aussi légèrement sur les roumois. Assez fréquemment citée dans les documents du onzième siècle, cette monnaie devient assez rare à partir de 1080. M. Lecointre (2) a même prétendu que toutes traces en disparaissaient depuis cette année jusqu'à 1150. Mais cette assertion est hasardée, et les faits ne nous manquent pas pour la renverser : nous pouvons citer de nombreux exemples prouvant que jusqu'à Jean sans Terre la monnaie de Rouen n'a point cessé d'être en usage.

Vers 1080, les religieux de Troarn donnent à un nommé Houard dix livres de Rouen (3). En 1082, le comte de Mortain attache à une des prébendes de sa collégiale une rente de cent

(1) *Lettres sur l'histoire monétaire de la Normandie et du Perche*, par M. Lecointre-Dupont. Paris, 1846, in-8°.

(2) *Lettres*, p. 10.

(3) *Dedimus x libras monetæ Rotom. Arch. du Calv., fonds de Troarn*, n. 26.

sous de Rouen sur le tonlieu de Condé (1), et à une autre soixante sous de Rouen sur celui de Tinchebrai (2). Quelque temps après, Pierre, fils de Geoffroi l'Enfant de Fontenai, vend à Saint-Étienne de Caen pour dix livres de Rouen une portion de dime (3). Après la mort de Guillaume le Conquérant, Guillaume, comte d'Évreux, enleva à l'Abbaye-aux-Dames vingt sous de deniers de Rouen (4). L'année du siège du Mont-Saint-Michel par Guillaume le Roux et Robert Courteheuse (1091), l'abbé de Préaux acquit une terre qu'il possédait à titre de gage de cinquante sous de romesins (5). En 1094, les moines de Troarn payent neuf livres de Roumois à Robert Vernit (6). Le 1^{er} juin 1100, leur abbé, Arnoul, fit une charité de six livres, monnaie de Rouen, à Robert de Beaufou (7). Le 11 des calendes de juillet 1101, les mêmes religieux donnent douze livres, monnaie de Rouen, à Guillaume, fils de Galon de la Chapelle (8). En 1106, l'abbé de Préaux prêta dix livres de romesins à Robert, fils d'Onfroi le Bouteiller (9). Dans le premier quart du même siècle, Eude, abbé de Caen, acheta, pour trente livres dix sous de Rouen, cinquante acres de terre (10), apaisa un procès en donnant quarante sous de cette monnaie (11), et paya sept livres de Rouen pour sept acres de terre (12). En 1118, Robert, abbé, et les moines

(1) Ad aliam quoque prebendam dedit idem comes in theloneo Condeti c solidos rothomagensium. *T. des Ch.*, reg. LXVI, n. XI^e LVIII.

(2) Et LX solidos rothomagensium annuatim in theloneo, *ibid.*

(3) Vendidit Sancto Stephano pro x libris Rothomagi duas partes decimæ. *Neustria pia*, p. 635.

(4) Willelmus comes Ebroicensis, ex quo rex Willelmus finivit, aufert S. Trinitati... xx solidos rothomagensium nummorum. *Chartul. S. Trinit. Cad.*, fol. 39 v^o; *Bibl. nat.*, ms. latin n. 5650.

(5) Jamque diu in vadimonium tenerant pro quinquaginta solidis Romeisinorum. *Cartul. de Préaux*, appartenant à M. de Blosseville, f. cxiii v^o.

(6) Habuit etiam insuper novem libras rotomagensium. *Chartul. Troarn.*, à la *Bibl. nat.*, fonds des cartul., n. 193, f. cxliiii v^o.

(7) Dominus vero abbas Ernulfus pro caritate et amicitia et expectatione boni dedit ei vi libras rothomagensis monetæ. *Ib.*, f. xlvi v^o.

(8) Habuit de rebus monasterii nostri xii libras rotomagensis monete. *Ib.*, fol. clxxi v^o.

(9) Pro x libris romesiorum. *Cartul. de Préaux*, f. cxliii r^o.

(10) Emit Eudo in Starvilla l. acras terræ. . . . xxx libris rothomagensium et x solidis. *Neustria pia*, p. 637.

(11) Dedit etiam predictus abbas. . . xl solidos rotomagensium. *Arch. du Calv.*, pancarte n. 13-5 du fonds de Saint-Étienne.

(12) VII acras optime terre. VII libris rotomagensium, *ibid.*

de Lessai donnent à Geoffroi d'Anneville cent sous de Rouen avec un palefroi (1). A cette époque, nous voyons Henri I^{er} confirmer à Saint-Georges de Bocherville dix sous de Rouen de revenu (2); Ouen, évêque d'Évreux, acheter pour cent sous de Rouen une maison située dans cette ville (3); les moines de Préaux acheter de Guillaume Waneserot une terre pour quarante-huit sous de romesins (4); et de Herluin, fils de Raoul le Queux, trois acres de terre pour cinquante sous de romeisins (5); Lance-lin, fils d'Osmont, prêtre d'Airan, recevoir de ceux de Troarn dix livres de Rouen avec trente-cinq sous du Mans (6); Guillaume, fils de Robert Anquetil, donner à l'église de Saint-Martin du Val, près Beaumont, vingt sous, monnaie de Rouen, de sa rente de Beaumont (7); les chanoines d'Évreux récompenser par seize livres de Rouen la générosité de Marc de Tuit (8); Richard, neveu de Guillaume Rohier, reconnaître une dette de vingt sous de romeisins (9). En 1126, le pape Honorius confirme à la cathédrale d'Évreux la dime de Vernon, se montant à dix livres de Rouen (10). En 1130, les religieux de Troarn donnèrent leur église de Varaville à Bau-duin, prêtre, à charge d'en rendre huit livres par an (11). En 1135, le prieuré de Bellencombres reçut de Guillaume de Va-

(1) Pro qua carte firmacione dederunt ei Robertus abbas et monachi c solidos rot. et unum palefridum. *Lib. de Beneficiis Exaqui*, aux Arch. de la Manche, f. 32 v°; cf. *Gallia christ.*, t. XI, c. 919.

(2) Et x solidos rothomagensium de terra Galfridi de Limesi. Bibl. nat., coll. de Moreau, boîte 41.

(3) Per c solidos rothomagensium. *Cartul. du chapitre d'Évreux*, n. 19 des Arch. de l'Eure, f. XLIX v°, ch. n. CXIII.

(4) XL et octo solidis romesinorum. *Cartul. de Préaux*, f. CVIII v°.

(5) Accepit pro hac venditione quinquaginta solidos romeisinatorum. *Ibid.*, f. CXI r°.

(6) Habui autem in karitate decem libras rothomagensium et xxxv solidos cenomannensium, quos debebam illis. *Chartul. Troarn.*, f. CIII v°.

(7) De renta mea de Bellomonte viginti solidos rothomagensis monete. *Chartul. de Bellomonte*, à la bibliothèque Mazarine, ms. n. 1212, f. 12 r°, ch. n. 1 B.

(8) Ipsi dederunt michi xvi libras rothomagensium. *Second cartul. du chapitre d'Évreux*, n. 18 des Arch. de l'Eure, p. 92, n. CLXVI.

(9) XX^{ti} solidos de romeisinis reddam monachis qui super eam jacebant. *Cartul. de Préaux*, f. CX r°.

(10) Annua decimam de Vernone decem librarum rothomagensium. *Second cartul. d'Évreux*, p. 12, n. xv. On lit dans une bulle d'Innocent, en 1141 : Annua decimam de Vernone, scilicet decem libras rothomagum (sic). *Ib.*, p. 15, n. xvii.

(11) Tali pacto, ut reddat illis per singulos annos viii libras rothomagensium. *Chartul. Troarn.*, f. XLVI v°.

renne cent sous rouennais de rente (1). Des chartes du Mont-Saint-Michel pour Carteret et Guernesey parlent, cette même année, de cinq sous et de sept livres de Rouen (2). Peu avant sa mort, Henri 1^{er} donna cent livres de cette monnaie aux religieuses de Fontevraud (3). Trois ans plus tard environ, Rainfroi fit don de vingt livres roumoises aux moines de Saint-Ouen (4). Par sa charte de 1145, Baudri de Baudemont atteste que les vasseurs de Varclive et de Lisors s'étaient réservé une rente de sept sous de Rouen sur la terre qu'ils avaient vendue à Itier de Noion (5). Un diplôme de l'impératrice en faveur des moines de Saint-André de Goufer prouve que, sous le roi Étienne, les vicomtes d'Argentan faisaient leurs paiements en roumois (6). C'était aussi en pareilles espèces que se payaient des droits prélevés alors par le vicomte de Rouen sur les navires venant de l'Hibernie (7). Gautier, abbé de Montebourg, transigeant avec Algare, évêque de Coutances, s'engagea à payer annuellement à la cathédrale dix sous de Rouen ou d'Angers (8). La même abbaye servait sur la dime de Morsalines une pension de dix sous d'Anjou ou de Rouen au prieur de Saint-Côme. Cette redevance est mentionnée dans une dizaine de chartes du douzième siècle, dont la plus ancienne remonte à l'évêque Algare. Dans toutes

(1) De hereditate et patrimonio meo de Wellebof c solidos rothomagenses per annum. *Monast. anglic.*, dernière éd., t. VI, p. II, p. 1113.

(2) Quinque solidi rothomagensium. . . . vii libras rothom. nove monete. Charte origin. aux Arch. de la Manche.

(3) Quoque anno c libras Rothomagi. Charte des Arch. de Maine-et-Loire citée par M. Deville, *Précis des travaux de l'Acad. de Rouen*, an. 1847, p. 340. Ce savant donne cette charte comme de l'an 1137 : il faut qu'il y ait une erreur de copie ou d'impression ; car le roi Henri ne vivait plus à cette époque.

(4) Dedit 20 libras roman. (sic, l. : romesinorum) ad emendam annonam quæ tunc temporis valde cara erat. *Neustria pia*, p. 28.

(5) Exceptis vii solidis rothomagensium vavasoribus de Warcilive et de Lisors, qui illam sibi vendiderant. *Chartul. de Mortemer*, Bibl. nat., ms. de Gaign., n. 2735, p. 71. Une charte de Goscelin Crepin relate le même fait. *Ib.*, p. 50.

(6) Pro salute mea et filii mei Henrici, ducis Normannie, . . . XLVI solidos et vi denarios romesinorum. Arch. du Calv., fonds de Saint-André, n. 5.

(7) Unum tymbrum de marturis aut decem libras Rothomagi. . . Vicecomes Rothomagi de unaquaque habeat viginti solidos Rothomagi. *C. Hen. ducis pro burgen-sibus Rothom.*, publiée par M. Cheruel, *Hist. de Rouen pendant l'époque communale*, t. I, p. 241 et suiv.

(8) Reddet abbas annuatim x solidos rothom. vel andeg. ecclesie Constantiensi. *Chartul. Montisb.*, au château de Plein-Marais, p. 25.

ces chartes on emploie les mêmes termes (1). A peu près à la même époque, Geoffroi Hunel avait engagé à Osmond le Decache un journal de terre à Vernon pour huit sous de roumois (2). Alexandre III, dans une bulle adressée à Guillaume, doyen de Baieux, parle de six sous d'Angers ou de Rouen, qu'il doit annuellement pour l'oratoire Saint-Gilles (3). Une rente en roumois est aussi l'objet d'une charte de Guillaume, abbé de Fontenai, vers 1170 (4). Henri, évêque de Baieux, de 1165 à 1205, reçut Guillaume, neveu de Bauduin, pour curé de Varaville : il devait payer à l'abbé de Troarn une pension en monnaie d'Angers ou de Rouen (5). Henri II rappelle, dans une longue confirmation des biens de Saint-Étienne de Caen, que, par-devant le sénéchal Robert, il avait été reconnu qu'Étienne, fils de Gautier de Rouen, était chargé d'une rente de cinquante sous de roumois à cause du cellier que le roi Guillaume avait donné à cette abbaye à Rouen (6). Le 16 juillet 1199, Jean sans Terre confirma aux templiers vingt livres de roumois sur la vicomté de Rouen (7). Dans une charte de l'année 1201, Gautier, archevêque de Rouen, mentionne encore une pension payable en angevins ou en roumois (8). Enfin, dans un rôle des fiefs, rédigé vers l'époque de la conquête de Philippe-Auguste, il est dit que, pour l'entretien de ses chevaliers au service du roi des Français, l'évêque de Baieux

(1) Per x solidos andeg. vel rotom. dandos annuatim. *Ib.*, p. 24. — X sol. rotom. et andeg. *Ib.*, p. 19, 21, 49, 50. Cf. *Bibl. Cluniac.*, c. 1417; M. Lecoindre, *Lettres*, p. 111.

(2) Diurnum terre quod Godefridus Hunel invadiavit supradicto Hosmundo propter viii solidos novorum romensium. *Chartul. Montisb.*, p. 79; p. 495 de la copie de M. de Gerville.

(3) Sub annuo canone sex solidorum andegavensium vel rothomagensium. *Lib. niger capit. Baioc.*, f. 48 r°, cité par M. Stapleton, *Observations on the great rolls*, t. I, p. xvi.

(4) Voy. plus loin, p. 187, n. 2.

(5) Reddet idem Willelmus ecclesie Troarnensi ix libras andegavensis monete vel rothomagensis. *Chartul. Troarn.*, f. xlvii r°.

(6) L solidos rothomagensium pro cellario quod rex Willelmus dedit Sancto Stephano apud Rothomagum. *Cartul. de Normandie*, appartenant à M. Le Prévost, fol. xix v°.

(7) XXⁱⁱ libras rothomagensis monetè in redditu rothomagensis vicecomitatus. *Rotuli chartarum*, t. I, p. 3.

(8) Reddendo inde annuatim decem solidos andegavensium vel rothomagensium. *Chartul. Montisb.*, p. 21.

doit lever dans chacun de ses fiefs de haubert vingt sous, monnaie de Rouen (1).

Les nombreux exemples que nous venons de rappeler ne permettent pas de douter que, depuis Guillaume le Conquérant jusqu'à Jean sans Terre, il n'ait circulé dans la Normandie une monnaie de Rouen. Nous sommes même convaincu que jusqu'aux Plantagenets c'était la monnaie officielle (2). La rareté des mentions de cette monnaie dans les chartes ne nous semble point un argument valable; car, à l'exception des mançois, quelle espèce de monnaie est plus fréquemment citée dans les documents, jusqu'à environ l'an 1150? En effet, l'usage le plus suivi dans cette période consistait à ne point spécifier la monnaie: on disait simplement tant de livres, tant de sous, tant de deniers. Nous en avons une preuve bien évidente dans le cartulaire de la Trinité de Rouen, publié par M. Deville (3). Nous y avons compté plus de cinquante paiements, tous effectués antérieurement à l'avènement de Henri I^{er}: les rédacteurs des chartes n'ont pas même une seule fois indiqué l'espèce de monnaie avec laquelle on payait. Quant à la rareté, ou, pour mieux dire, à l'absence de ces deniers de Rouen, nous chercherons à l'expliquer quand nous traiterons des revenus que les ducs retiraient de leur atelier monétaire.

A partir du milieu du douzième siècle, les angevins (qui avaient cours dans notre province dès avant l'avènement des Plantagenets) (4) devinrent la monnaie ordinaire. Rien n'est

(1) *Episcopus Baiocensis debet invenire x optimos milites ad servitium regis Francorum per xl dies et ad eos procurandos debet capere in unoquoque feodo militis xx solidos rotomagensis monete.* M. Léchaudé, *Traduction des Antiq. de Ducarel*, p. 242. M. Lecoindre, *Lettres*, p. 110.

(2) Voici un exemple à l'appui de cette conjecture: En 1106, Robert, fils d'Onfroi le Bouteiller, engage sa terre aux moines de Préaux, « usque ad quinque annos pro c solidis, quos pater ejus dare debuerat, quando monachus factus est, et pro c solidis monete cenomannice, quos pro x libris romesiorum ab abbate idem Robertus accepit, omnes pariter, videlicet xv libras transacto terminus (sic) redditurus. *Cartul. de Préaux*, f. cxiii r^o. Il est évident que, dans cette charte-notice, les premiers *cent sous* et les *quinze livres*, dont on ne spécifie pas la nature, sont de la monnaie de Rouen.

(3) Dans la collection des Cartulaires de France, à la suite de celui de S. Bertin.

(4) *Petrus Juvenis a priore (B. M. Moretonii) x libras andegavensium erat habiturus.* *C. Herb. Abrinc. ep.*, an. 1139. *Chartul. Maj. Monast.*, t. II, p. 416; *Bibl. nat.*, ms. latin, n. 5441.

plus commun que de les rencontrer dans les chartes du temps de Henri II, de Richard et de Jean. Telle était la vogue dont ils jouissaient, que c'était en angevins que les Normands stipulaient pour leurs biens de l'Île de France et du Beauvoisis : ainsi, en 1196, les religieux de Chalis devaient à ceux du Bec une rente rachetable par quarante livres d'angevins (1); en 1201, ceux de Saint-Ouen affermaient leur manoir de Condé pour cent livres d'Angers (2). Les conquêtes de Philippe-Auguste n'empêchèrent pas cette monnaie de rester dans l'Évrecin la monnaie usuelle : en 1195 et 1202, elle était encore reçue dans les prévôtés du roi de France à Vernon (3), à Paci (4), à Évreux (5) et à Gournai (6). Mais à peine arrivons-nous à l'année 1204, que les traces de la monnaie angevine disparaissent presque complètement dans notre province. Çà et là, elle est encore mentionnée dans quelques documents postérieurs de peu de mois à la conquête : ainsi, en mai 1204, Philippe-Auguste prévoit le cas où une terre qu'il donne au maire de Falaise vaudrait plus de cent livres d'Angers (7); en juin, Gui Turpin reçoit soixante livres d'Angers (8), et Gérard du Marché une terre estimée cent livres angevines de revenu (9); en août, Philippe-Auguste rend au comte de Dreux quatre cents livres d'Angers sur l'échiquier de Caen (10). Un état des fiefs et aumônes, dressé après la conquête, mentionne encore la monnaie d'Angers (11). Mais on n'en est pas moins fondé à poser en règle générale que les angevins ne survécurent pas à la

(1) Bibl. nat., coll. de Moreau, boîte 84.

(2) Pro centum libris andegavensium annuatim reddendis. *Ib.*, boîte 90.

(3) Voy. le *Cartulaire de Vernon*, Arch. de la Manche, p. 1, ch. n. 1.

(4) Magister Willelmus Brito LXX solidos andeg. Brussel, *Usage des fiefs*, tom. II, p. CXLVII; cf. *ib.*, p. CLXXIII, et *Neustria pia*, p. 483.

(5) De andegavensibus III^{xx} et XIX lib. et IX solid. Brussel, *ib.*, p. CLXXIV, c. 1.

(6) Pro duobus prisonibus qui erant ad Gornacum. Brussel, *ib.*, p. CLXXXIV, c. 2.

(7) Si hec predicta plus quam centum libre andegavensium singulis annis valerent. Bibl. nat., ms. n° 172 du fonds des *Cartul.*, part. I, fol. xxxv r°, c. 2, et part. II, fol. LXVI v°, c. 2.

(8) Dedimus Guidoni Turpin pro LX libratibus andegavensium. Même ms., part. II, fol. LXVII r°, c. 1.

(9) Sub precio c librarum andegavensium. Bibl. nat., ms. de Colbert, n° 8408, 2. 2, B, fol. XII^{xxi} v°.

(10) *Ib.*, fol. VIII^{xx} XVIII v°; *Hist. de la maison de Dreux*, preuve, p. 252.

(11) Pro prebenda Ebrouicensi, LXX solidos andegavensium... Pro prebenda Fulconis capellani c solidos andegavensium ad sanctum Remigium. Bibl. nat., ms. latin n° 9852, 2, fol. XII r°.

chute des Plantagenets en Normandie. Nous devons cependant avouer qu'en 1209, nous voyons Gonnor, fille de Robert de Valognes, donner à Notre-Dame de Bonne-Nouvelle une rente de cent sous d'angevins, et recevoir des moines une charité de quinze livres d'angevins (1). De plus, en 1213, le roi confirme aux Bons-Hommes de Rouen deux cents livres d'Angers, à prendre sur la vicomté de cette ville (2); mais, par plusieurs raisons, nous avons la preuve que, dans cette maison, l'industrie des faussaires s'exerça, au treizième siècle, à fabriquer ou au moins à altérer les lettres royaux (3).

Après avoir établi que les angevins circulèrent en Normandie jusqu'à la conquête de Philippe-Auguste, essayons de prouver qu'ils étaient la monnaie officielle, la monnaie publique (4), la monnaie capitale (5), pour me servir des expressions du temps. Une raison décisive, c'est qu'à quelques exceptions près, toutes les sommes portées sur les rôles de l'échiquier de 1180 à 1203 (et il y en a plusieurs dizaines de mille) sont énoncées en monnaie d'Angers. Un fait non moins concluant, c'est la manière dont s'exprime Henri II, faisant une donation aux chanoines du Plessis : « Je leur donne, dit-il, cent livres d'Angers sur la prévôté de Baieux; et si un jour une autre monnaie devient dans cette ville la monnaie courante, qu'ils aient pareillement en cette autre monnaie ladite rente de cent livres (6). » Nous croyons inutile d'accumuler d'autres exemples : c'est là un fait incontestable et incontesté.

(1) Ego Gunnor filia Roberti de Valloigniis dedi sancte Marie de Prato c solidos andegavensium. . . Monachi de caritate sua michi dederunt xv libras andegavensium. *T. des Ch.*, reg. LXXII, n° III^e XXXVI.

(2) CC libras andegavensium in vicecomitatu nostro de Rothomago. *Ib.*, reg. LXXV, n° LXVIII.

(3) Nous nous proposons de consacrer un travail spécial à cette question. Qu'il nous suffise de copier ici une phrase d'une lettre d'Alexandre IV en 1260 : Sicut ex parte carissimi in Xpisto filii nostri. . . regis Francie illustris fuit propositum coram nobis, nonnulli priores et fratres Grandimontensis ordinis ipsius regis et aliquorum baronum regni sui litteras falsaverunt. *T. des Ch.*, *Mélange de bulles*, n° 22. Carton J, 697.

(4) XL solidos publicæ monetæ. *C. Rob. de Mellento pro Gemmetico*, ann. 1183, dans Laroque, *Hist. de Harcourt*, t. IV, p. 1346.

(5) VII libras denariorum capitalis monete. *Cartul. de Préaux*, fol. VI^{XXVIII} v°.

(6) C libras andegavensium in prepositura Baiocensi et si aliquo tempore alia moneta cucurrit in civitate illa c illius monete similiter percipiant. *T. des Ch.*, reg. LXXII, n° III^e XXII. Cette leçon diffère un peu de celle adoptée par M. Stapleton *Observations*, t. I, p. LXII, et M. Lecointre, *Lettres*, p. IV.

Mais, vis-à-vis de ces angevins, monnaie officielle, quel était le rôle des roumois, qui, par leur nom, nous apparaissent comme monnaie nationale? « En présence de ces nombreux deniers mançais, angevins, quincampoïs, etc., découverts en Normandie, je me suis plus d'une fois demandé, écrit M. Lecoindre (1), si toutes ces pièces avaient bien été frappées dans les endroits dont elles portent le nom, et si nos ducs n'en avaient pas fait battre dans notre province. » M. Cartier était allé plus loin : « Les roumois d'alors, dit-il (2), n'étaient autres que les tournois ou quelquefois les angevins. » Éveillée par ces conjectures, notre attention s'est fixée sur différents textes, qui nous ont conduit à présumer que les deniers angevins et les deniers roumois du temps des Plantagenets, n'étaient qu'une seule et même monnaie. On les nommait *angevins*, parce qu'ils étaient frappés à l'effigie des comtes d'Anjou; *roumois*, parce qu'on les fabriquait à Rouen, ou au moins qu'ils y étaient la monnaie usuelle. Essayons de justifier cette opinion. Jusqu'ici personne n'a rencontré une monnaie qu'on pût reconnaître pour les roumois de la seconde moitié du douzième siècle; cependant ces roumois sont bien plus souvent cités dans nos chartes de cette époque que les deniers de Vendôme, de Tours, de Guincamp, de Gien, etc., dont on retrouve des exemplaires dans les trésors que le hasard fait découvrir en Normandie (3). Comment expliquer cette absence des roumois, à moins qu'ils ne fussent identiques avec d'autres deniers, les angevins par exemple? Un fait propre à rendre cette identité vraisemblable, c'est que roumois et angevins se prenaient indifféremment les uns pour les autres. En prouvant plus haut l'existence des premiers, nous avons signalé, dans plusieurs chartes, l'expression de *deniers de Rouen ou d'Angers* (4). La forme employée par le pape Alexandre III, dans une lettre adressée au doyen de Baieux, est encore plus remarquable : « Sous une redevance annuelle de six sous d'Angers ou de six sous de Rouen, s'il arrive que la monnaie change en Normandie (5). » Une charte de Robert,

(1) *Lettres*, p. 22. Cf. *ib.*, p. 110.

(2) *Recherches sur les monnaies au type chartrain*, p. 124.

(3) Lecoindre, *Lettres*, p. 19-21.

(4) Voy. plus haut, p. 181, n. 8; p. 182, n. 1, 3, 5 et 8.

(5) *Sub annuo canone sex solidorum andegavensium vel rothomagensium*, si mo-

abbé de Fontenai, en 1170, mentionne une rente de « deux sous d'Angers, tant qu'ils auront cours, ou de pareille somme de monnaie de Rouen (1). » Dans ces deux textes, le mot « monnaie de Rouen » ne doit-il point se prendre comme synonyme de « monnaie frappée à Rouen », ou bien « monnaie courante à Rouen ? » Citons encore un fait analogue : comme on le voit dans une confirmation de Jean sans Terre, les Templiers avaient, sur la vicomté de Rouen, une rente de vingt livres, monnaie de Rouen (2). Or, à l'échiquier, comment s'acquittait cette dette ? En payant vingt livres de monnaie ordinaire, c'est-à-dire vingt livres d'Angers sous Henri II et Richard Cœur de Lion (3), vingt livres de Tours sous Philippe-Auguste (4). Si notre explication semble plausible, rien ne sera plus naturel que la non-découverte des monnaies roumoises des Plantagenets.

Étudions maintenant la transformation subie par les angevins lors de la conquête de Philippe-Auguste. Comme nous l'avons vu, ils disparurent : les tournois prirent leur place ; mais la dépréciation des premiers ne causa point, dans notre province, une révolution financière ; la valeur intrinsèque des uns et des autres ne différait pas : sous Philippe-Auguste, le marc d'argent contenait cinquante-trois sous quatre deniers tournois (5) ; et, sous Richard Cœur de Lion et Jean sans Terre, cinquante-trois sous quatre deniers angevins (6). Aussi voyons-nous acquitter, après 1204, par un même nombre de tournois, les sommes qui, dans les contrats primitifs, avaient été stipulées en angevins. Nous n'en apporterons que quelques preuves. A la fin du douzième siècle, Guillaume Avenel, seigneur des Biards, donna aux moines de Savigni cent sous d'Angers, payables annuellement sur sa recette de Montgothier (7) ; en 1228, cette rente

neta in Normannia mutari contigerit. *Lib. niger capit. Baioc.*, fol. 48 r°, cité par M. Stapleton, *Observations*, t. I, p. xvi, et M. Lecointre, *Lettres*, p. 17.

(1) Pro ii solidis andegavensium, quandiu cursum habuerint aut totidem rothomagensium. *Cartul. de Fontenai*, p. 12, Bibl. nat., ms. du Suppl. franç., n. 1029.

(2) Voy. plus haut, p. 182, n. 7.

(3) Fratribus Templi xx libras per cartam regis. *Rot. scac. Norm.*, t. I, pag. 70. Cf. *ib.*, t. I, p. 154 ; t. II, p. 304.

(4) Templarii xx libras. Bibl. nat., ms. de Colbert, n. 8408, 2. 2., B, f. xiiii^{xxviii} r° ; ms. lat. n. 9852. 2, f. mii^{xxvi} v° ; ms. n. 172 des *Cartul.*, part. I, f. 46.

(5) Voy. plus loin, p. 205.

(6) Voy. plus loin, p. 196.

(7) C solidos andegavensium annuatim percipiendos in redditu meo, scilicet in

s'acquittait par cent sous de tournois (1). Par suite d'accords faits au douzième siècle, l'abbé de Montebourg devait au prieur de Saint-Côme une rente de dix sous d'angevins ou de roumois sur la dime de Morsalines (2); le pouillé du diocèse, rédigé en 1251, qui ne parle que de tournois, porte également à dix sous cette pension (3). Richard de Bohon, en 1157, et Guillaume de Tournebu, en 1187, évêques de Coutances; Hugue, vers 1160, et Gautier, en 1201, archevêques de Rouen, confirmèrent successivement, à l'abbé de Montebourg, une pension de trente sous d'Angers sur l'autelage de Turqueville (4). En 1214, l'évêque de Coutances, Hugue de Morville, déclara que le curé de cette paroisse devait à l'abbaye de Montebourg une pension de trente sous de tournois ou de monnaie usuelle (5). La substitution des tournois aux angevins parut d'autant moins aux nouveaux sujets de Philippe-Auguste, que, dès avant la conquête, les tournois avaient pénétré dans notre province (les trésors trouvés à la Maladerie, près Caen, à Lorrain, à Cheux et à Alençon, en sont la preuve) (6), et que, dans l'usage, on les confondait avec les angevins. En voici un exemple : vers 1200, les religieux de Silli donnèrent à Fouque de Clopel, chevalier, un palefroi de soixante sous d'Angers (7); dans une charte du même temps, où il est fait allusion à ce cheval, on dit qu'il était de soixante sous de Tours (8).

Ainsi, les deniers de Tours ne différaient pas, quant à leur valeur intrinsèque, des deniers d'Angers, et ils étaient connus en Normandie dès avant la domination de Philippe-Auguste.

taillia mea annua in festo sancti Remigii reddenda in Mongother. *Chartul. Savign.*, in dioc. Abrin., n. LXXXIX, f. xxviii r°.

(1) Cum abbas et conventus Savignei c solidos turonensium annuatim perciperint in tallis meis de Monte Goterii. *C. Will. Avenel*, Arch. nat., carton L, 1146. 5.

(2) Voy. plus haut, p. 182, n. 1.

(3) Consuevit inde reddere x solidos priori de Sancto Cosma. *Livre noir de Coutances*, f. 58 r°.

(4) XXX solidos andegavensium annuatim pensionis, *Chartul. Montisb.*, pag. 25. Cf. *ib.*, p. 43, 19 et 22.

(5) XXX solidos turonensium vel usualis monete. *Ib.*, p. 43.

(6) Voy. M. Lecoindre, *Lettres*, pp. 19-21.

(7) Unum palefridum de lx solidis andegavensium. *Chartul. Silleiense*, f. 160 r°. Bibl. nat., ms. n. 178 des Cartul.

(8) Unum palefridum de lx solidis turonensium. *Ib.*, f. 163 v°. Il est à noter que, dans la même charte, quelques lignes plus haut, il est question de monnaie d'Angers : Dederunt nobis predicti abbas et canonici de bonis suis xiiii solidos andegavensium. *Ib.*, f. 163 v°.

C'est là, nous n'en doutons pas, la raison qui décida cet habile monarque à généraliser, dans ses nouvelles conquêtes, le système tournois, tandis qu'il maintenait le système parisis dans ses anciens domaines (1). Cette distinction ressort assez bien d'un diplôme de Louis VIII, que nous transcrivons au bas de cette page (2). De cette manière, la monnaie tournoise devint et resta longtemps la monnaie normande par excellence. Mais on aurait tort de lui attribuer ce caractère antérieurement à la conquête de 1204 (3) : en effet, jusqu'à cette époque, les mentions de cette monnaie sont excessivement rares dans les chartes, et les deux textes sur lesquels M. Lecoindre a basé son opinion ne prouvent rien en faveur de son système. Le premier est le fameux règlement dit de 1158 : bientôt nous prouverons qu'il est postérieur à 1204 (4); le second est un passage du Dictié de l'Herberie (5), qui constate un usage du treizième siècle, ou du quatorzième siècle, mais non du douzième.

L'importance de la matière nous a fait insister sur les monnaies de Rouen, d'Angers et de Tours; nous serons plus bref pour celles qu'il nous reste à passer en revue.

La monnaie anglaise était très-répandue dans la Normandie dès

(1) Ce qui montre bien que le système tournois n'était point à l'usage des anciens domaines de Philippe-Auguste, c'est que la monnaie de Tours n'est peut-être pas mentionnée plus d'une fois dans le compte des revenus de 1202 publié par Brussel; voici cette mention : *Et pro duobus duplariis vini quos rex habuit, vii libras et xiii solidos tironensium. Usage des fiefs, t. II, p. clv, c. 1.*

(2) *In nomine, etc. Ludovicus, etc. Notum, etc., quod nos Henrico Plartrard et heredi suo scienti facere cuneos monete parisiensis concedimus cuneos monete nostre parisiensis faciendos et habendos citra Ligerim, exceptis acquisitionibus pie recordationis Philippi, genitoris nostri, et nostris, videlicet Atrebatensi, Viromandensi, Normannia, Andegavia, Pictavia, Turonia, et Cenomania et aliis acquisitionibus in quibus moneta fabricatur, ita quod idem Henricus et heres ejus, sciens facere cuneos monete parisiensis, habebit in solidos de singulis duobus trossellis et una pila, et monetarii pagabunt eundem fabricem de cuneis monete quamdiu fabricatur moneta. Si autem heres dicti Henrici nesciret facere cuneos monete, idem heres faceret eosdem cuneos fieri per assensum nostrum et consilium eorum quos ad hoc dux[er]imus statuendos. Quod ut, etc. Actum Parisius, anno Dominice incarnationis MCCXXV, regni vero nostri anno tercio. Astantibus, etc. Datum per manum Garini, Silvanectensis episcopi, cancellarii. Bibl. nat., ms. de Colbert, n. 8408, 2. 2, B, f. xlvv v°.*

(3) Tel est le système de M. Lecoindre, p. 14 et 32.

(4) Voy. plus loin, p. 203.

(5) Je ne preisse c'un denier de la monnoie de la terre : à Londres, en Angleterre, un esterlin; à Paris, un parisis; au Mans, un mansois; à Roen en Normandie, un tornois, à Bordeaux, un bordelais, etc. Jubinal, *Œuvres de Rutebauf*, t. I, p. 471.

le temps de Henri I^{er}. Nous en voyons une preuve évidente dans le continuateur de Guillaume de Jumièges, quand il dit qu'on y apporta, pour solder les troupes, de la monnaie fabriquée d'une manière déloyale par les changeurs d'Angleterre (1). Sous Henri I^{er}, un jeune homme, nommé Richard, engagea sa terre aux religieux de Préaux pour huit sous d'esterlins (2). Sous Henri II, les moines de Bohon prenaient une rente de soixante sous sterling sur la chambre d'Enjuger de Bohon (3). Mais ce qui, mieux qu'aucun texte, montre la vogue des esterlins, c'est la forte proportion dans laquelle on les trouve dans les trésors (4). La bonté de ces pièces les faisait encore rechercher longtemps après l'expulsion des Anglais (5). En parlant de cette monnaie, nous devons avertir que parfois, dans les rôles de l'échiquier normand, pour 1195 et 1198, il s'agit d'esterlins, sans que la nature de la monnaie soit bien spécifiée : entre autres exemples, nous citerons le compte des pléges de Richard d'Argences (6), de Richard fils de Landri (7), de Renaud le Blaier (8), de Gervais de Hantonne (9), et de l'évêque de Lisieux (10). Le compte de la taille de Caen (11) et du fouage (12), en 1195, sont aussi en esterlins.

La monnaie de Chartres avait cours dans le diocèse d'Évreux, et particulièrement dans les environs de Pont-Audemer et de Beaumont-le-Roger, où, sans doute, elle avait été introduite par les comtes de Meulan. Elle est citée à chaque page du cartulaire de Préaux (13). En 1145, le comte Galeran donne, par la main de Robert, prieur de Beaumont, à Raoul de Grolai, vingt livres de monnaie de Chartres, qui courait alors, dit-il, dans ses do-

(1) Lib. VIII, c. xxiii. — Éd. de Cambden, p. 679.

(2) Pro octo solidis de esterlins. *Cartul. de Préaux*, f. cix v^o.

(3) LX solidos sterlingonum in festo sancti Michaelis annuatim reddendos in propria eorum domo de camera mea. *Chartul. Maj. Monast.*, t. II, p. 25. Bibl. nat., ms. lat., n. 5441. Cf. *ib.*, t. II, p. 33 et 39.

(4) Voy. M. Lecoindre, *Lettres*, p. 19-21.

(5) Leblanc, *Traité hist. des monoyes de France*.

(6) *Rot. scac.*, t. I, p. 130, 144, 150, 188, etc.

(7) *Ib.*, t. I, p. 148.

(8) *Ib.*, t. I, p. 192; t. II, p. 342.

(9) *Ib.*, t. II, p. 305.

(10) *Ib.*, t. II, p. 323.

(11) *Ib.*, t. I, p. 172.

(12) *Ib.*, t. I, p. 110.

(13) F. cx v^o, viii r^o, viii r^o, viii v^o, xix r^o, xix v^o, viii v^o.

maines (1). Dans la seconde moitié du douzième siècle, les moines de Mortemer payent à Eudes « de Hopenniis » vingt-cinq sous de Chartres (2), et le roi Henri II confirme aux lépreux de Saint-Gilles une terre qu'ils avaient achetée douze sous chartrains de Raoul Croc (3). Une dette de deux cents livres de Chartres est mentionnée sur le grand rôle de 1198 (4). En 1202, il fut payé aux lépreux trente sous chartrains sur la prévôté de Paci (5). Vers 1160, l'abbesse de Préaux donna à Guillaume de Vaux dix sous, à Guillaume de Bonneville, trente sous, et à son frère, Geoffroi, cinq sous en monnaie de Carthage, d'après la leçon imprimée, qui doit évidemment être corrigée en monnaie de Chartres (6).

Les monnaies de Châteaudun et de Dreux circulaient à peu près dans les mêmes contrées que celles de Chartres. En 1131, fut conclu un accord sur les églises de Verneuil, en vertu duquel l'évêque d'Évreux devait payer tous les ans vingt sous de dunois aux moines de Saint-Évroul et pareille somme à ceux de Saint-Laumer (7). A la fin du douzième siècle, Roger, fils de Robert de Vaux, reçut des moines de Saint-Évroul quarante sous de

(1) Ego comes G. dedi per manum Roberti, prioris ejusdem ecclesie, predicto Radulfo xxⁱⁱ libras carnotensis monete que tunc currebat per meam terram. *Chartul. de Bellomonte*, f. 10 v°, n. xx. A.

(2) Accepit autem de caritate ecclesie xxv solidos carnotensium. *Chartul. de Mortemer*, p. 88.

(3) Terram quam emerunt de Radulpho Croc, xii solidis carnotensium. *T. des Ch.*, rég. LXII, n. m^{re} xvi.

(4) Galterus de Sancto Dionysio, qui fuit serviens Baldoini de Cantelou, [debet] CC libras carnotensium de debito Radulfi, episcopi Lexoviensis. *Rot. scac. Norm.*, t. II, p. 419.

(5) Leprosis xxx solidos carnotensium. Brussel, *Usage des fiefs*, tom. II, p. cxlvii.

(6) [Guillelmo de Vallis] dedit abbatissa Sancti Leodegarii Pratellensis x solidos cartaginensium. . . . Dedit ei [Guillelmo de Bornevilla] Mathildis abbatissa triginta solidos cartaginensium et Gaufrido, fratri suo, quinque solidos cartaginensium. *Neustria pia*, p. 525. La leçon *cartaginensium* vient sans doute d'une abréviation mal interprétée. L'on sait que, sur des deniers chartrains, le nom de Chartres est écrit *Cartis*; dans une charte nous avons trouvé : « xx solidos cartonum » (*Cartul. de Préaux*, fol. cx i v°). Nous supposons que le ms. que du Moustier avait sous les yeux portait *carl'*, et qu'au lieu de compléter *cartonum* il aura mis *cartaginensium*.

(7) Dabit episcopus Ebroicensis quoque anno monachis Sancti Ebrulphi xx solidos dunesorum et monachis Sancti Laudomari xx solidos dunesorum. *Cartul. du chap. d'Évreux*, n. cxm.

Dreux (1). Au siècle suivant, l'abbé de Breuil-Benoît donna cent livres de Dreux à divers chevaliers (2).

Les premières conquêtes de Philippe-Auguste répandirent les deniers parisis dans le Vexin, où ils demeurèrent longtemps la monnaie la plus ordinaire; d'ailleurs, ces espèces circulaient déjà auparavant dans la haute Normandie. Dans le cartulaire de l'abbaye de Mortemer, nous voyons les religieux de cette abbaye faire des charités à beaucoup de leurs bienfaiteurs en monnaie de Paris (3).

Les deniers de Beauvais avaient également cours dans la haute Normandie. Dans une charte pour l'abbaye du Vœu, Henri III parle d'une terre achetée cent vingt livres de Beauvais (4). Hugue du Plessis, ayant donné deux acres de terre aux moines de Mortemer, reçut vingt-quatre sous de Beauvais (5). Jean de Hosdenc cède à l'abbaye de Beaubec vingt sous de Beauvoisins (6). Pareille somme fut donnée par le comte Guillaume d'Aumale aux chanoines de Saint-Lô de Bourg-Achard (7). L'abbaye d'Aumale devait une rente de dix sous de Beauvais à Francon, fils d'Enguerrand (8). Enfin, cette monnaie est citée dans les titres de l'abbaye de l'Île-Dieu, appartenant à la fin du douzième siècle et aux années 1208 et 1214 (9).

Les monnaies de Vendôme, Déols, Gien, Guingamp et Rennes ne sont que des exceptions auxquelles nous ne nous arrêterons pas.

(1) Pro qua concessione xl solidos drocensium recepit. Orderic Vital, *Hist. eccles.*, I. V; éd. de M. Le Prévost, t. II, p. 403.

(2) Centum libras drocenses. *Gall. christ.*, t. XI, instr., c. 143.

(3) Voy. p. 55, 57, 58 et 59.

(4) Terram de Parvo Becco, cujus partem quandam mater mea emit a monachis de Briostel pro c et xx libris belvacensium. La Roque, *Hist. de Harcourt*, t. IV, p. 1343.

(5) Hugo de Plaisseto dedit Deo et Sancte Marie duas acras terre, concessione uxoris sue et filiorum suorum, accipiens de caritate xxiiii solidos belvacensium. *Charatul. de Mortemer*, p. 81.

(6) XX solidos belvesinorum. Charte de Beaubec, communiquée par M. Bonnin.

(7) Ex dono autem comitis Willelmi de Aubemarle xx solidos belvacenses. *C. Hen. II*; Bibl. nat., coll. de Moreau, boîte 51.

(8) Unde ipsi monachi eidem Franconi reddere debent annuatim decem solidos belvacensium. *C. Hen. II*; *T. des Ch.*, reg. LXV^r, n. II^c III^m II.

(9) Preter duos solidos belvacenses annuatim reddendos (sans date). — XII denariis belvacenses (1208). — XII denarios belvacenses vel parisienses annui census (1214). Chartes communiquées par M. Bonnin.

Nous avons maintenant à déterminer la valeur intrinsèque des principales monnaies que nous venons de passer en revue, savoir : des esterlins, des angevins et des mançois.

Ici, nous rencontrons l'insurmontable difficulté qui se présente toutes les fois que l'on veut comparer nos poids et nos mesures modernes avec les poids et les mesures du moyen âge : nous ne pouvons nous appuyer sur aucun étalon ; aussi, n'attribuons-nous pas à nos chiffres une rigueur absolue ; seulement, nous espérons qu'ils approchent autant de la vérité que le permet l'état actuel de la science.

Dans nos calculs, nous avons assimilé le marc anglo-normand à notre marc moderne ; tout ce que nous savons de celui-là, c'est qu'il se composait de huit onces (1) ; de plus, d'après un texte unique, nous croyons qu'il était au marc de Troies dans le rapport de 1 à 1,02260 (2). Malheureusement nous ignorons le rapport du marc de Troies avec le marc moderne ; nous ne connaissons que son rapport avec les marcs de Tours, de Limoges, et de la Rochelle au quatorzième siècle. D'après un fragment d'un registre de la chambre des comptes, rapporté par Ducange (3) et par Boizard (4), nous avons calculé que le marc de Tours était au marc de Troies dans le rapport de 1 à 1,09324 ; celui de Limoges, dans le rapport de 1 à 1,07936 ; celui de la Rochelle, dans le rapport de 1 à 1,06250.

En Angleterre, sous Henri II, Richard et Jean, le marc d'argent valait treize sous quatre deniers sterling. Nous donnons en note quelques extraits des rôles de la Pipe, qui l'établissent d'une manière incontestable (5). Les actes privés, sur ce point,

(1) Teodoricus Ursus reddit compotum de dimidia marca auri pro recto de quadam terra. In thesauro xxv solidos pro ii uncias auri. Et debet ii uncias auri. Rôle de l'an 31 de Henri I^{er}, cité par M. Stapleton, *Observat.*, t. II, p. xviii. Voy. plus loin, p. 206.

(2) Idem reddit compotum pro Willelmo de Merlou de ii marcis argenti de redemptione ejusdem, et de xlvii marcis iii solidis sterlingorum ad perficiendum pondus de Treies. *Rot. scac.*, t. II, p. 301.

(3) Au mot *Marca* ; éd. des Bénédictins, t. IV, c. 501.

(4) *Traité des monoyes*, p. 249.

(5) Idem vicecomes reddit compotum de xx marcis argenti de debito Willelmi, filii Hervei. In thesauro xv solidos et vi denarios. Et debet xii libras et xi solidos et ii denarios (*Pip. 2 H. II*, p. 9). Willelmus de Clerfai reddit compotum de xl marcis. In thesauro xx libras. Et in camera regis Stephano camerario x marcas. Et quietus est (*ib.*, p. 27). Hunfridus de Sancto Vigore reddit compotum de xx marcis argenti pro duello. In thesauro lxxvi solidos et viii denarios. Et in perdono per breve regis eidem

sont parfaitement d'accord avec les actes publics : vers 1150, Robert, comte de Nottingham, donne aux moines de Savigni 40 sous, c'est-à-dire (selon ses propres expressions), trois marcs d'argent à Stutesburi (1), de sorte que :

la livre sterling	=	81 fr. 585
le sou	=	4 fr. 0788
le denier	=	0 fr. 3399

Les textes donnant la valeur précise des angevins ne sont pas aussi nombreux et aussi concordants que pour les esterlins. Plusieurs passages du Grand Rôle de 1180 nous font croire qu'on taillait alors dans un marc d'argent deux livres six sous huit deniers d'Angers (2). D'autres textes semblent contredire cette évaluation : les uns nous montrent le marc d'argent payé deux livres (3), et deux livres six deniers et deux cinquièmes de denier d'Angers (4) ; les autres en élèvent le prix jusqu'à deux

Hunfrido c solidos. Et debet c solidos. (*Pip. 3 H. II*, p. 79.) Ricardus de Luvetot reddit compotum de x marcis argenti. In thesauro LXVI solidos et viii denarios. Et debet LXVI solidos et viii denarios. (*Ib.*, p. 90.) Johannes Maltravers reddit compotum de ii marcis argenti. In thesauro xiii solidos et iii denarios. Et debet i marcam argenti. (*Pip. 4 H. II*, p. 119.) Idem vicecomes reddit compotum de c marcis argenti pro monetariis. In thesauro xxi libras et xiii solidos et iii denarios. Et debet xiv libras. (*Ib.*, p. 143.) Willelmus, filius Roberti, reddit compotum de xvii solidis pro habenda custodia Gilleberti, filii Haraldi. In thesauro i marcam et debet iii solidos et viii denarios. (*Pip. 1, Ric. I*, p. 59.) Radulphus, filius Willelmi, reddit compotum de dimidia marca pro eodem [quia retraxit se]. In thesauro ii solidos et ix denarios. Et debet iii solidos et xi denarios. (*Ib.*, p. 70.) Willelmus de Sumervilla reddit compotum de v marcis pro defectu. In thesauro xvi solidos. Et debet L solidos et viii denarios. (*Ib.*, p. 243.) Willelmus, constabularius Normannie, et Balduinus Wac reddunt compotum de m marcis... In thesauro c libras et debent dccc et L marcas. (*Rotulus cancellarii*, p. 192.) Galfridus de Albemar reddit compotum de quater xx et xvi libris et ix solidis et x denariis... In thesauro x marcas. Et debet quater xx et ix libras et xvi solidos et vi denarios. (*Ib.*, p. 17.)

(1) XL solidos, id est iii marcas argenti in Stutesberia. (*Chartul. Savign.*, in *diversis episcopatibus*, n. xiii, f. cxxxiv r°. — Original aux Arch. nat., carton L. 1146-15).

(2) Et ix libras vi solidos viii denarios pro iii marcis argenti, unde rex adquietavit eos versus eundem Petrum de debito patris eorum. (T. I, p. 50.) Et de cc libris et xxxiii libris et vi solidis et viii denariis pro c marcis argenti quas debebat de tallagio de Archis. (T. I, p. 66.) Et ix libras et vi solidos et viii denarios pro iii marcis argenti. (*Ib.*)

(3) C marcas argenti pro cc libris andegavensium. *Ib.*, t. I, p. 92.

(4) Eidem advocato de Bettuna xxx marcas argenti emptas LX libras et xvi solidos per breve regis. (T. I. 57.)

livres dix sous (1) ; et même jusqu'à deux livres douze sous dix deniers et quatre cinquièmes de denier (2).

Mais, dans ce dernier cas, il s'agit de vaisselle donnée par le roi au duc de Bourgogne, et la perfection du travail peut expliquer l'élévation du prix (3). Nous ne nous rendons pas compte de l'infériorité des chiffres fournis par les deux premiers textes (4), mais nous ne croyons pas qu'ils puissent balancer l'autorité des nombreux textes qui estiment le marc d'argent égal à deux livres six sous huit deniers. Ainsi, en 1180 :

une livre d'Angers	=	23 fr. 064
un sou	=	1 fr. 182
un denier	=	0 fr. 0985

En 1184, le marc valait deux livres treize sous quatre deniers d'Angers (5) ; de cette manière, en 1184 :

une livre d'Angers	=	20 fr. 396
un sou	=	1 fr. 0198
un denier	=	0 fr. 0849

En 1190, il fallait deux livres huit sous d'angevins pour payer un marc d'argent (6). Donc, en 1190 :

(1) L. solidos pro marca argenti. *Id.*, t. I, p. 88.

(2) Pro xxx marcatis vasselle quam rex dedit duci Burgondie et comiti de Bar lxxix libras et vii solidos pro (sic, *L.* : per) breve Regis. (T. I, p. 70.)

(3) L'on ne doit donner qu'une attention secondaire au prix de la vaisselle d'argent. En 1198, que le marc d'argent vaut 53 sous 4 deniers d'Angers, nous voyons le marc de vaisselle d'argent estimé 50 sous : De lxxii libris x solidis pro v cupis argenti unaquaque de v marcis. (T. II, p. 351.)

(4) Ne serait-ce point le prix payé à l'hôtel des monnaies pour le marc d'argent ?

(5) Osbertus de Curtillis reddit compotum de i marca argenti pro parte terre versus Hugonem, fratrem suum. In recepta Ricardi Beverel xv solidos andegavensium pro iii solidis ix denariis sterlingorum... Et debet ix solidos vii denarios sterlingorum. — Mabilia Lalobe reddit compotum de lxxii marcis xii denariis sterlingorum de remanente finis sui. In thesauro iii libras v solidos vi denarios andegavensium pro xxi solidis iii denariis et obolo sterlingo. Comiti Willelmo ad operationes castrorum de Marchia iii libras v solidos vi denarios andegavensium pro xxi solidis iii denariis et obolo sterlingo per breve regis. Et debet lxxviii marcas xi solidos vii denarios sterlingorum. (1-120.) De thesauro Anglie c libras sterlingorum pro cccc libris andegavensium per eosdem... De camera regis c libras sterlingorum (sic, *L.* : pro) cccc libris andegavensium. (1-110.)

(6) Joscius, filius Abrahe, ii marcas et dimidiam pro vi libris andegavensium, pro debito suo quod habet de Willelmo de Trublevilla et Toma de Briencun. (*Pip.* 1 *Ric.* I, 229.)

une livre d'Angers	=	22 fr. 656
un sou	=	1 fr. 1328
un denier	=	0 fr. 0944

En 1195 (1), 1198 (2), 1200 (3) et 1201 (4), le marc d'argent se trouve évalué à cinquante-trois sous quatre deniers angevins. Par conséquent, de 1195 à 1201 :

une livre d'Angers	=	20 fr. 396
un sou	=	1 fr. 0198
un denier	=	0 fr. 0849

Nous pouvons maintenant déterminer la valeur des mançois. Le simple rapprochement de plusieurs textes authentiques nous fournira la preuve que le denier mançois était le double du denier angevin.

Henri II donna et confirma aux religieuses de Mortain, sur son revenu du Tilleul, quarante sous de mançois que son père lui avait précédemment concédés (5). Conformément à cette donation, le fermier du Tilleul payait à ces religieuses quatre livres d'angevins par an (6); preuve qu'il fallait deux angevins pour évaluer un mançois. D'autres exemples nous mènent aux mêmes résultats. En 1082, Robert, comte de Mortain, donna sur son tonlieu au doyen de Saint-Évroul cent sous de mançois de

(1) *Episcopo Batoniensi de dono regis xx libras vi libras xiii solidos iiii denarios pro x marcis argenti. Abbati de Pinu xl libras pro xv marcis de dono per... de Dunes de dono c libras vi libras xiii solidos iiii denarios andegavensium pro xl marcis per idem breve. (T. I, p. 136.) Monachis de Bonoportu c libras xxxiii libras vi solidos viii denarios pro l marcis argenti. (T. I, p. 235.)*

(2) *Mercatoribus de Plaisance iiii libras cc libras xxvi libras xiii solidos iiii denarios pro m marcis cc marcis x marcis in solta debiti quod episcopus de Durealme fecit eis apud Romam pro negocio regis. (T. II, p. 300 et 301.) Elye Bernardi in camera regis n libras xxxiii libras vi solidos viii denarios pro cc marcis argenti. (Ib., p. 301.) Marchisio de Monte Ferraud nccc libras pro cc marcis argenti de feodo suo et xxvii libras xiii solidos iiii denarios pro x marcis argenti. (Ib., p. 301.)*

(3) *Item recepit de thesauro Normannie iiii libras cc libras xv libras in andegavensibus. Item recepit ab eodem thesauro n libras l libras de thesauro Anglie que valent ii libras cc libras andegavensium. (T. II, p. 501.)*

(4) *Et ipsi regi l libras pro cc libris andegavensium quas reddidit regi in Normannia. (Rotulus Cancellarii, p. 351.)*

(5) *Preterea do eis et confirmo xl solidos cenomanensium de redditu meo Teillioli, quos pater meus eis prius concesserat. Original aux Arch. nat., carton L 1146-18.*

(6) *Monialibus Moritonii iiii libras de elemosina statuta. Rot. scac., t. I, p. 9. — Monialibus de Moretonio viii libras de elemosina statuta de nobis annis. Ib., t. II, p. 538*

rente (1); en 1180 et en 1203, pour acquitter cette aumône, on payait dix livres d'Anjou (2).

Ce que nous avons dit plus haut (3) suffit pour établir que les roumois de la seconde moitié du douzième siècle ne différaient point des angevins. Il serait plus difficile d'évaluer les roumois du temps de Guillaume le Conquérant. Nous sommes porté à croire qu'ils valaient la moitié moins que les mançois. En effet, Guillaume, comte de Mortain, constitua en 1082 plusieurs rentes sur ses prévôtés, au profit de la collégiale de Saint-Évroul. Nous en signalerons deux : l'une de cent sous du Mans sur le tonlieu de Mortain (4), l'autre de cent sous de Rouen sur celui de Condé (5). Or, en 1180, celle-là s'acquittait par dix livres d'Angers (6), et celle-ci par cinq livres d'Angers (7); ce qui permet de croire que les cent sous de mançois de 1082 valaient moitié plus que les cent sous de roumois de la même année. Cette évaluation concorde parfaitement avec deux textes du cartulaire de Préaux; en effet, nous y voyons, sous le règne de Guillaume le Conquérant, dix-neuf livres de monnaie du Mans payées pour dix-huit livres de roumois (8), et en 1106, une dette de dix livres de roumois acquittée par cinq livres de monnaie du Mans (9). Nous ne pouvons donc adopter l'opinion de M. Lecoindre (10), qui suppose que, dès le onzième siècle, la loi et la taille légale de la monnaie mancelle étaient les mêmes que celles de la monnaie roumoise. Il se fonde sur le rapport qu'il trouve entre les prescriptions de l'ordonnance de Lagni en 1315 relatives aux mançois, et un article du concile de Lillebonne, en 1080, sur les monnaies nor-

(1) Ad decanatus honorem hec subscripta donavit : in teloneo Moritonii c solidos cenomanensium. *T. des Ch.*, reg. LXVI, n° XI^e LVIII.

(2) Decano Moritonii x libras de elemosina statuta. *Rot. scac.*, t. I, p. 8; cf. t. II, p. 538.

(3) P. 186.

(4) Voy. plus haut, n. 1.

(5) Voy. plus haut, p. 179, n. 1.

(6) Voy. plus haut, n. 2.

(7) [In Conde] canonico de Moritonio c solidos de elemosina statuta. *Rot. scac.*, t. I, p. 17.

(8) Imperante Willelmo, Roberti Martionis filio, etc. Non post multum tempus dedit idem abbas G. suprascripto Gisleberto ix libras cenomannice monete pro x et viii libras rothomagensis monete. *Cartul. de Préaux*, f. VIIII v^o et VIIII r^o.

(9) Voy. plus haut, p. 183, n. 2.

(10) *Lettres*, p. 11.

mandes (1). Nous ne pensons pas qu'une ordonnance de 1315 suffise pour indiquer comment les choses se passaient plus de deux cent trente ans auparavant.

Puisque l'occasion s'en présente, nous examinerons le document que M. Lecoindre nous propose comme de l'année 1080. Il ne nous est connu que par un texte incorrect publié par D. Martène d'après un manuscrit du Mont-Saint-Michel, sous ce titre : *Normannorum antiquæ consuetudines et justitiæ in concilio apud Lillebonam anno MLXXX celebrato confirmatæ* (2). Mais, dans le contexte de l'acte, rien n'indique que ce soient les canons de la fameuse assemblée tenue à Lillebonne en 1080. Les Archives nationales possèdent en original les canons de ce concile (3) : pas un seul ne ressemble aux articles publiés par D. Martène. Il y a plus : le préambule de ces derniers dit positivement qu'ils furent rédigés après la mort du Conquérant (4). C'est simplement une déclaration de quelques coutumes observées sous son règne ; au lieu d'y ordonner, on y expose. Aussi, selon nous, M. Lecoindre s'est-il mépris sur le caractère de son document quand il a traduit : « Que personne en Normandie ne puisse faire « monnaie, etc. » Nous eussions préféré : « Personne en Normandie n'a pu, etc. » Au reste, nous croyons que ce savant a parfaitement saisi le sens de l'article en disant que la monnaie dont on y parle « était à moitié de fin et droite en poids, savoir de huit sous au « demi-marc. » En partant de ces données, nous avons calculé que le sou roumois du onzième siècle valait intrinsèquement 1 fr. 727 de nos jours. Telle eût été, d'après le raisonnement de M. Lecoindre, la valeur intrinsèque du mançois. Pour combattre cette assertion, nous n'aurions pas même besoin des textes que nous avons cités tout à l'heure, et qui montrent le mançois comme le double du roumois. Il suffirait de rappeler que, sous les Plantagenêts et Philippe-Auguste, le sou du Mans valait le double de celui d'Angers, c'est-à-dire de 2 fr. 364 à

(1) Voici cet article : Nulli licuit in Normannia monetam facere extra monetarias domos rothomagenses et baiocenses : et illam mediam argenti et ad justum pensum, scilicet viii solidorum in helmarc.

(2) *Thesaurus Anecdotorum*, t. V, c. 119.

(3) Trésor des Chartes, *Normandie*, I, n. 1. Ces canons sont plus ou moins exactement imprimés dans le P. Labbe, *Sacro-Sancta concilia*, t. X, c. 391 ; Pomeraye, *Rotom. eccl. concilia*, p. 103 ; Bessin, *Concilia Rotom. prov.*, p. 1, p. 67 ; Orderic Vital, *Hist. eccl.*, I, V, éd. de M. Le Prevost, t. II, p. 316.

(4) *Filii ejus et heredes predicti regis fecerunt recordari.*

2 fr. 0396 de nos jours. En d'autres termes, dans une période de cent vingt ans, la monnaie mançoise eût été *enforcie* dans le rapport de 1 à 1,181 ; tandis que, pour la même période, le changement survenu dans la valeur absolue de la monnaie normande est exprimé par le rapport de 1 à 0,590.

Dans les appréciations précédentes, nous n'avons point tenu compte d'un très-important document, publié par Leblanc (1), et reproduit par Paucton (2), M. Cartier (3) et M. Lecointre (4). Cette pièce, que Leblanc regardait comme la plus ancienne ordonnance sur les monnaies de la troisième race, est assez précieuse pour que nous l'examinions en détail. Le texte publié par Leblanc n'est pas très-intelligible, et M. Lecointre appelait de tous ses vœux la découverte de nouveaux manuscrits, pour y rectifier plusieurs passages. Nous avons trouvé ce règlement dans un des registres de Philippe-Auguste, écrit au treizième siècle (5). D'après ce manuscrit, nous proposons la leçon suivante :

De mutacione monete.

« Ita ordinatum est apud Cadomum coram senescallo Nor-
 « mannie, consilio fratris Haimardi et consilio baronum Nor-
 « mannie, quod marca de Quadomo, Dunesensi, Peticensi et
 « Vintocinensi capiatur ad scacarium pro XIII solidis et IX dena-
 « riis, et de Guincampensi pro XIII solidis et IX denariis, et de An-
 « degavensi pro xv solidis turonensium, et nulli licet nec cambi-
 « tori nec alii portare monetam prohibitam extra terram domini
 « regis, sed ad cambium vel ad custodes monete ; et illi qui de-
 « bent argentum domino regi reddant pro marca XIII solidos et
 « IIII denarios sterlingum de custodia vel LIII solidos et IIII de-
 « narios turonenses vel xxvi solidos et octo denarios cenoman-
 « nenses ; et mandatum est ex parte domini regis quod de debitis
 « que debentur ei, sicut premissum est, in ballia vestra de illis
 « qui non habent turonenses vel cenomannenses, alios denarios

(1) *Traité historique des monnoyes de France*, ed. de Paris, p. 163 ; ed. d'Amsterdam, p. 153.

(2) *Métrologie*, p. 640.

(3) *Revue numismatique*, 1845, p. 287.

(4) *Lettres*, p. 109.

(5) Bibl. nat., ms. n. 172 du fonds des Cartulaires, 1^{re} partie, fol. XLVI r^o, c. 2.

« recipiatis, et similiter faciatis fieri de debitis que debentur alii
 « genti ad marcam Rothomagensem XIII solidos, Guincampen-
 « sem XIII solidos, Andegavensem XIII solidos et III denarios. »

Dans ce texte, nous avons introduit deux corrections qui ne peuvent être contestées ; dans le ms. on lit : *Ita ordinatu est ap Cadomū coīa senesc Norm gsilio fris Haimr*, etc. Leblanc a imprimé : *Ita ordinatum est apud Cadomum communia senescaltie Normannie concilio fratris Hanur*. Qu'il ait mal lu ce dernier mot, ce n'est pas là un point douteux, mais il est aussi bien certain qu'il a fidèlement copié le mot *communia*, qui rend la phrase inintelligible. En changeant un *i* en *r* (*cora* au lieu de *coīa*), nous avons *coram*, qui donne un sens très-clair. — L'autre leçon que nous nous sommes permis de modifier, est l'incidente *sicut premissum est* ; d'après l'abréviation du ms., il faudrait *promissum* ; mais il suffit de lire le passage pour juger que cette correction n'est pas moins acceptable que la première. Un mot nous semble encore très-douteux : c'est le *Quadomo* de la seconde ligne. Nous sommes tout porté à admettre la leçon de M. Lecointre, qui y substitue *carnotensi*. En effet, nulle part ailleurs il n'est question de monnaie de Caen ; d'un autre côté, comment admettre que la monnaie de Chartres, très-répandue dans une partie de la Normandie, n'eût point été comprise dans ce règlement, qui n'en oublie pas de bien moins importantes ? Enfin, sa place n'est-elle point à côté de la monnaie de Châteaudun ? Aux défenseurs de la leçon *Quadomo*, nous aurions encore à opposer l'orthographe vicieuse de ce mot, qui, deux lignes plus haut, est écrit sans altération. Ces raisons nous semblent décisives. Quant au *marcam Rothomagensem* de la fin, sans hasarder aucune correction, nous ne doutons pas qu'il ne soit identique avec le *marca de Quadomo, Dunesensi, Peticensi et Vintocinensi* du commencement. En effet, dans son premier article, le règlement s'occupe d'une catégorie de monnaies où il admet trois espèces : la première de Chartres, etc., la deuxième de Guincamp, et la troisième d'Angers. Dans son dernier article reparait une catégorie où se trouvent trois espèces de monnaies : la première de Rouen, la deuxième de Guincamp, et la troisième d'Angers. Ainsi, dans les deux passages, les espèces sont en nombre égal et rangées dans le même ordre. Ce n'est pas tout : dans le premier, le marc de Chartres est évalué à quatorze sous neuf deniers, celui de Guincamp à treize sous neuf deniers, celui

d'Angers à quinze sous ; dans le second , nous voyons le marc de Rouen porté à quatorze sous , celui de Guincamp à treize sous , et celui d'Angers à quatorze sous trois deniers ; en d'autres termes, le premier, le deuxième et le troisième nombre de la fin sont rigoureusement égaux au premier , au deuxième et au troisième nombre du commencement , diminué de neuf deniers. Ce rapprochement nous fait croire à l'identité de la première espèce de monnaie évaluée dans le premier article et dans le dernier. Une autre raison prouvant que la leçon *marcam Rothomagensem* est défectueuse, c'est que (comme nous l'avons vu plus haut) roumois et angevins se prenaient indifféremment les uns pour les autres ; si la leçon que nous attaquons était la véritable, le règlement serait en désaccord avec tous les autres documents, puisqu'il montre le denier roumois plus faible que l'angevin de un soixantième.

Après avoir établi le texte de l'ordonnance , nous avons à en rechercher la date et l'intention.

Leblanc rapporte cette ordonnance à l'an 1158. Son opinion a été suivie par MM. Cartier et Lecointre. Engagés dans cette voie, ces savants n'ont pu saisir le but de l'ordonnance : le premier y voit une mesure destinée à conduire à la refonte les espèces angevines ; mais M. Lecointre n'a pas eu de peine à renverser ce système : comment Henri II pouvait-il décrier les angevins, sa propre monnaie, pour y substituer les tournois, c'est-à-dire une monnaie étrangère ? D'ailleurs, comment admettre que les angevins aient été supprimés en Normandie en 1158, quand c'est justement à cette époque qu'ils y acquièrent leur plus grande vogue, quand surtout on les y voit figurer pendant les quarante-cinq années suivantes comme la monnaie la plus ordinaire ? M. Lecointre a proposé un autre système : selon lui, le règlement avait pour but de faciliter la réduction en tournois de la valeur des angevins ; mais cela suppose la prédominance du système tournois sur le système angevin , et ce fait ne s'accomplit pas avant la conquête de Philippe-Auguste, en 1204 ; de plus, si tel avait été le but du législateur, il n'aurait pas eu besoin de changer le cours des deniers chartrains, dunois, etc. ; enfin, si, en adoptant le système de M. Lecointre, la conversion de la valeur des angevins en tournois se trouvait facilitée, la conversion de la valeur des deux autres catégories de monnaies devenait beaucoup moins aisée qu'avant le règlement.

A notre tour nous hasarderons une explication : mais, d'abord,

assurons-nous du temps où fut rendue l'ordonnance. Leblanc l'a fixée à l'an 1158 (1). Le seul motif qu'il allègue, c'est que, dans son ms., « ce qui précède est daté de la sixième année de Richard roy d'Angleterre, donné à Rouën, et ce qui suit de l'an 1158. » Cette raison n'en est pas une : tout le monde sait que, dans les manuscrits du treizième siècle, les pièces ne sont pas dans un ordre chronologique rigoureux ; nous n'en voulons pas d'autre preuve que le fait allégué par Leblanc dans ce même passage, des trois pièces qu'il indique comme se suivant dans le registre, la première est de 1195, et la troisième de 1158. Le rédacteur de ce registre ne s'est donc pas astreint à l'ordre chronologique : de ce qu'il a transcrit une pièce sans date avant une pièce de l'année 1158, il ne s'ensuit donc pas que la première soit antérieure à la seconde. Ainsi, le fait allégué par Leblanc, fût-il vrai, ne prouve aucunement que le règlement en question soit de 1158. Mais ce fait même n'existe pas. En effet, le registre actuellement conservé à la Bibliothèque nationale sous le numéro 172 des Cartulaires, et qui porte l'ancienne cote xxxiv bis du Trésor des chartes, est le même que celui dont il s'était servi. Établissons cette identité : l'un et l'autre proviennent du Trésor des chartes ; dans l'un et dans l'autre la pièce qui nous occupe est transcrite au folio 46 ; dans l'un et dans l'autre elle est transcrite avec les mêmes inexactitudes. Leblanc dit que son registre était coté viii au Trésor, et une note, placée au commencement du manuscrit 9852.2, prouve que l'ancien registre vii était relié dans le registre xxxiv bis. Or, comme le registre xxxiv bis se compose de deux parties distinctes, et que l'une de ces parties est l'ancien registre vii, n'est-il pas évident que l'autre partie est l'ancien registre viii, surtout quand nous voyons copiée au folio 46 de cette autre partie une pièce qui était copiée au folio 46 de l'ancien registre viii ? De cette manière, le registre actuellement conservé à la Bibliothèque nationale n'est point différent de celui que Leblanc avait consulté ; mais, dans le registre de la Bibliothèque nationale, le règlement est précédé et suivi de pièces du registre de Philippe-Auguste. Leblanc n'était donc pas fondé à dire qu'il s'y trouvait entre des actes de 1195 et de

(1) Du Cange (au mot *Marca*, éd. des Bénédictins, t. IV, c. 502) cite ce règlement comme de 1158, et l'attribue au roi Richard. On a depuis corrigé cet anachronisme en substituant la date de 1198 à celle de 1158. (Voy. M. Charma, note sur le Grand rôle de 1198, p. 14, n. 1.) Ces conjectures ne peuvent supporter le moindre examen.

1158. Ainsi, la raison tirée de la juxtaposition n'a pour fondement qu'un fait controuvé. Il est donc constant que la déduction de Leblanc n'est pas légitime, et que, fût-elle irréprochable au point de vue de la logique, elle manque par la base, puisqu'elle part d'une erreur.

Sans donc nous préoccuper de l'hypothèse émise par nos devanciers, nous allons prouver que le règlement fut fait à l'échiquier du temps de Philippe-Auguste, après qu'il eut conquis la province.

Le manuscrit 172 du fonds des Cartulaires de la Bibliothèque nationale est un registre de Philippe-Auguste. Le règlement y est transcrit entre deux pièces du règne de ce roi. D'après le raisonnement de Leblanc, nous serions fondé à le rapporter à la même époque; mais nous abandonnons cet argument personnel.

Quelque sens qu'on attache au règlement, il est impossible de n'y pas reconnaître la préférence donnée aux tournois sur les angevins. M. Cartier y voit une refonte de ceux-ci, et M. Lecoindre le croit dicté par le besoin de réduire en tournois la valeur des angevins, ce qui suppose les premiers plus communs que les seconds. Or, ce fut seulement après 1204 que les tournois prirent la place des angevins; n'en faut-il pas conclure que c'est à cette époque qu'on doit rapporter le règlement?

Mais, une preuve bien autrement concluante, c'est que le règlement fut fait à l'échiquier par le conseil de frère Haimard. Or, il nous est facile d'établir que c'était un agent de Philippe-Auguste, et que, parfois, il fut un des maîtres de l'échiquier normand. En effet, nous voyons ce frère Haimard figurer comme trésorier du roi à chaque chapitre du compte des revenus de Philippe-Auguste en 1202. C'était à lui que les différents comptables versaient l'excédant de leurs recettes sur leurs dépenses (1). En 1222 le roi le choisit, avec l'évêque de Senlis et le chambellan de France, pour son exécuteur testamentaire (2). S'il res-

(1) Fratri Haymardo (*Je me suis permis de corriger ainsi le texte de Brussel, qui, ici comme à tous les articles de la dépense, a mis le nominatif* c. et iii libras et xii solidos; et quitus. (*Compte du prévôt de Sens*, p. cxxxix, c. 2.) — Summa [expensarum] viii^{xx} libre c solidis minus. Fratri Haymardo xiiii^{xx} et xi libras et xii solidos et iii denarios; et debet c solidos. Item fratri Haymardo c solidos et quitus (*Compte du prévôt d'Orléans*, p. cxi, c. 1), etc. — Recepta Renaudi de Bistisiaco (*Bailli de Sens*) de computo xxxviii libre expensa: fratri Hamardo xxxviii libras et quitus, etc. (p. cli, c. 1).

(2) Hujus autem testamenti executores constituimus dilectos et fideles nostros

tait encore des doutes sur l'identité de frère Haimard, trésorier et exécuteur testamentaire de Philippe-Auguste, avec le frère Haimard, qui était à l'échiquier quand on y décida le changement de la monnaie, ils tomberaient devant un texte authentique qui nous montre frère Haimard, templier, représentant du roi à l'échiquier de Falaise, en mai 1213 (1). L'intervention du trésorier de Philippe-Auguste dans l'assemblée où se décida le changement de la monnaie circulant en Normandie prouve que ce règlement est postérieur à 1204.

Avec cette donnée, l'explication de notre document devient beaucoup plus facile. Voici comment nous en interprétons les dispositions :

1° Sont décriés les deniers de Chartres, de Châteaudun, de Vendôme, de Guincamp et d'Angers. Néanmoins, il est interdit de les faire sortir de la terre du roi : il faut les porter au change ou à la monnaie. A l'échiquier, on échange un marc de deniers de Chartres, de Châteaudun, du Perche et de Vendôme pour quatorze sous neuf deniers tournois; un marc de deniers de Guincamp, pour treize sous neuf deniers tournois; un marc de deniers d'Angers, pour quinze sous tournois.

2° A l'avenir auront cours les esterlins, les mançois et les tournois. Pour un marc d'argent, l'on payera treize sous quatre deniers d'esterlins; cinquante-trois sous quatre deniers tournois, et vingt-six sous huit deniers mançois.

3° Ceux qui n'auront ni mançois, ni tournois, s'acquitteront en payant un marc de deniers rouennais, c'est-à-dire de Chartres, de Châteaudun, du Perche et de Vendôme, pour quatorze sous tournois; un marc de deniers de Guincamp pour treize

Garinum, Sylvanectensem episcopum, et Bartholomeum de Roia, Franciæ camerarium, et fratrem Haymardum, thesaurarium templi. (*Recueil des historiens de France*, t. XVII, p. 115.) Nous sommes porté à croire qu'il s'agit aussi de frère Haimard dans le premier testament de Philippe-Auguste, article 19 : Si in via quam facimus, nos mori contingeret, præcipimus quod regina et archiepiscopus et episcopus Parisiensis et abbates S. Victoris et de Cernayo et frater G. thesaurum nostrum in duas partes dividant. (*Ordonn. du Louvre*, t. I, p. 19.) Au lieu de « frater G. » Brussel (*Usage des fiefs*, t. II, p. x) propose de lire « frater B. »

(1) Cum autem Radulphus, abbas Savigneii, et Fulco Paganelli essent ad seacarium apud Falesiam, etc. Actum hoc anno ab incarnatione Domini m^o cc^o tercio decimo, mense maio, die qua cantatur *Misericordia Domini*, presentibus fratre Aimart, templario, W. de Capella, milite, loco domini regis, presentibus, etc. (Bibl. de la ville de Rouen, Collection Le Ber; Chartes de Savigni, n. 17.)

sous tournois; un marc de deniers d'Angers pour quatorze sous trois deniers.

Ainsi, la livre d'esterlins circulant en Normandie, sous Philippe-Auguste, valait intrinsèquement 81 fr. 385 de nos jours; le sou, 4 fr. 079; le denier, 0 fr. 3399; la livre de mançois valait intrinsèquement 40 fr. 792; le sou, 2 fr. 0396, et le denier, 0 fr. 16996; la livre tournois valait 20 fr. 396; le sou, 1 fr. 0198; le denier, 0 fr. 0849.

Telles sont, selon nous, les seules valeurs qu'on puisse déterminer d'après le règlement. M. Lecoindre a voulu y trouver la valeur des monnaies de Chartres, de Châteaudun, du Perche, de Vendôme, de Guincamp et d'Angers : mais, dans ses calculs, il a supposé des livres (monnaies de compte) là où le texte donne des mares (poids); ce qui l'a conduit à des résultats que nous croyons trop faibles d'environ un quart. Quant à nous, par les mares de deniers dont il est parlé dans le règlement, nous entendons des quantités de deniers pesant chacune huit onces; or, comme nous ignorons le poids précis de chacun de ces deniers, nous renonçons à déduire la valeur du denier, de la connaissance du prix d'un certain nombre de deniers. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de comparer entre elles les trois espèces de monnaies décriées : un calcul très-simple montre que le denier de Chartres, de Châteaudun, du Perche et de Vendôme, était au denier de Guincamp dans le rapport de 59 à 55, et au denier d'Angers, dans le rapport de 59 à 60.

Le règlement garde un silence absolu sur les monnaies parisis. Nous y suppléerons à l'aide du précieux compte de 1202, publié par Brussel. Nous y voyons le denier parisis égal à 0 fr. 1231 (1), à 0 fr. 1237 (2), à 0 fr. 12035 (3) et à 0 fr. 1135 (4). En prenant 0,12 comme moyenne, on trouve que la valeur intrinsèque de la livre parisis égale 28 fr. 80. D'après le même compte, la

(1) Pro duobus prisonibus qui erant ad Gornacum xxi libras andegavensium, quæ valent xiii libras et viii solidos parisiensium, p. clxxxiv , c. 2.

(2) Et de andegavensibus iiii^{xx} et xix libras et ix solidos qui valent lxviii libras et v solidos, p. clxxiv , c. 1.

(3) Et debuimus ei viii^{xx} et xiii libras et iii solidos et dimidium parisiensium qui valent xiii^{xx} et xiii libras andegavensium, p. cxcvi , c. 2.

(4) Frater Garinus xi^{xx} et x libras andegavensium quæ valent viii^{xx} et xii libras, p. ccii , c. 2.

livre de Provins ne valait que 31 fr. 489 (1); et celle de Gien, 19 fr. 20 (2).

Les ducs de Normandie ne frappèrent point de monnaie d'or. De là les nombreuses stipulations en marcs, onces et livres d'or qu'on trouve dans les textes normands du onzième et du douzième siècle (3). Dans ce cas, il est probable que le métal était tantôt en lingots, tantôt en pièces étrangères (4).

En Angleterre, sous Henri I^{er} (5), Henri II (6) et Richard, le marc d'or valait six livres, et par conséquent l'once (7), la huitième partie, valait quinze sous sterling (8). Ces prix sont invariables; et, si un texte ne porte la valeur du demi-marc d'or qu'à trente sous (9), il faut attribuer cette particularité à une erreur du clerc, qui aura écrit *demi-marc* au lieu de *deux onces*. Des chiffres précédents, l'on peut déduire qu'au douzième siècle, en Angleterre, un marc d'or répondait à 491 fr. 50 cent. de nos jours, et une once à 61 fr. 43 cent.; de sorte qu'à cette époque et dans ce pays, la valeur de l'or était à la valeur de l'argent dans le rapport de 9 à 1.

Le prix de l'or ne fut pas aussi fixe en Normandie. En 1180, le marc valait vingt livres (10), tandis qu'en 1195, il est ap-

(1) Et vi^{xx} et x libras provinensium de pacamento quæ valuerunt iiii^{xx} et xvii libras parisiensium, p. clii, c. 1.

(2) Et iiii^e et iiii^{xx} et xiii libras et viii solidos giemensium, qui valent iiii^e et xxix libras et xiii solidos, p. cliii, c. 2.

(3) Accepto auri marco. *Chartul. S. Trin. Roth.*, n. xxiii, p. 433; etc.

(4) Ibidem iiii^{er} marchas bisanciorum ii denariis et obolo minus. (Bibl. nat., ms. n. 172 du fonds des Cartul., 2^{me} partie, fol. cxli r^e.) xxiiii solidos bisanciorum et xv uncias auri. *Liber niger scacc.*, éd. de 1771, t. I, p. 384.

(5) LX solidos pro dimidia marca auri (*Rot. scac.* 31 H. I, p. 3) VI libras pro i marca auri (*ib.*, p. 8 et 37).

(6) VI libras pro i marca auri (*Pip.* 2 H. II, p. 37 et 66; *Pip.* 3 H. II, p. 83 et 101; *Pip.* 4 H. II, p. 121).

(7) VI libras pro i marca auri (*Pip.* 1 Ric. I, p. 74 et 106). XXXVI libras pro vi marcis auri (*ib.*, p. 219).

(8) XXX solidos pro ii uncias auri (*Rot. scac.* 31 H. I, p. 5). XV solidos pro i uncia auri (*Pip.* 2 H. II, p. 37). Reddit computum de iii marcis auri pro telariis et bolengariis. Ricardo de Hasting' ii marcas auri et i unciam et dimidiam per breve regis. Et debet vi uncias et dimidiam auri (*Pip.* 4 H. II, p. 112). — Bolengarii Londini reddunt computum de i marca auri pro gilda sua. In thesauro xxx solidos pro ii uncias auri. Et debent vi uncias auri (*ib.*, p. 114 et 115).

(9) Alanus de Valeines reddit computum de xxx solidis pro dimidia marca auri, ut donatio quam Hamon, filius Willelmi, fecit ei de medietate terre de Sturemunda per servitium dimidii militis et unde recepit homagium suum scribatur in rotulo. In thesauro xv solidos. Et debet xv solidos (*Pip.* 1 Ric. I, p. 235).

(10) Et xl libras pro ii marcis auri (*Rot. scac.*, t. I, p. 56). — Et debet c libras

précié vingt et une livres six sous huit deniers (1), et qu'en 1198, la valeur de l'once s'élevait à cinquante-trois sous trois deniers, ce qui donne vingt et une livres six sous pour le marc (2). La même année, nous trouvons encore le marc d'or porté à vingt et une livres douze sous six deniers angevins (3); mais un autre ne le porte qu'à vingt livres (4), prix que d'ailleurs nous retrouvons pour l'année 1195 (5).

En nous tenant à ce dernier chiffre, nous trouverions que l'or était à l'argent en Normandie, au douzième siècle, dans le rapport de 7 et demi à 1. Il est inutile de rappeler qu'aujourd'hui ce rapport est d'environ 15 et demi en France, et 16 dans d'autres États de l'Europe. Au quinzième siècle, en Normandie, il était de 10 (6).

Les besants jouent un grand rôle dans notre histoire monétaire. Introduits dans notre province à la fin du onzième siècle, ils y acquirent une très-grande vogue dans le siècle suivant. Robert le Magnifique s'en servit beaucoup dans son pèlerinage (7). L'archevêque Jean parle de deniers d'or dans une charte relative à Gisors (8). Sous le règne de Guillaume le Conquérant, l'abbé de Préaux donne à Richard de Chroliei deux besants d'or (9). Un peu plus tard, une charte de Savigni mentionne des pièces d'or. A

pro v marcis auri (*ib.*, t. I, p. 57). Et de x libris pro dimidia marca auri de remanente promissi sui (*ib.*, t. I, p. 68).

(1) Philipus de Moaz reddit computum de c et vi solidis viii denariis pro ii uncis auri de ii annis pro mercato de Bellomonte (*ib.*, t. I, p. 280).

(2) Ricardus Silvani reddit computum de lxx solidis iii denariis pro i uncia auri de priore de Bellomonte pro mercato suo de Bellomonte (*ib.*, t. II, p. 361).

(3) Pro iii marcis auri ad faciendam coronam regis quater xx libras vi libras x solidos (*ib.*, t. II, p. 303).

(4) Idem reddit computum de m libris, cc libris pro x marcis auri et de lxx libris x solidis etc. (*ib.*, t. II, p. 350).

(5) Cc libris pro x marcis auri (*ib.*, t. I, p. 184).

(6) M. Lécointre, *Lettres*, p. 57.

(7)

Ne poeint pelerin entrer
En Jerusalem par orer,
Ki ains ne dunast un bezant.
.....
Ja empres li (<i>le duc</i>) ne remaindrunt,
Tant cum besanz durer porront.

(Wace, *Roman de Rou*, v. 8319 et 8339; éd. de Pluquet, t. I, p. 412 et 413.)

(8) Stapleton, *Observations*, t. II, p. xxxvii.

(9) Eodem Willelmo regnante... dedit ei (Richardo de Chroliei) abbas [de Pratelhis] illius loci societatem, et unum mulum et duo candelabra argentea et duo bizantia auri. *Gallia Christ.*, t. XI, instr., c. 201. Cf. *Cartul. de Préaux*, fol. iiii^{vs} xviii r^o.

partir de Henri II, les besants sont trop fréquemment cités dans les chartes pour que nous en apportions les exemples. Il est plus utile d'en déterminer la valeur.

D'innombrables textes prouvent qu'en 1195 (1) et en 1198 (2), le besant équivalait à sept sous d'angevins. En 1201 (3) et en 1203 (4), il valait huit sous de cette monnaie.

Un autre nom donné à des pièces d'or était celui de *talent*. En 1180, Galeran, fils de Robert, comte de Meulan, reçut des moines de Beaumont un talent d'or (5). Le 7 juin 1200, le roi concéda à Robert, fils de Raoul, une terre à Caen, moyennant deux talents et dix poires de Saint-Règle (6). La valeur de ces pièces est indiquée dans le pouillé du diocèse de Coutances, rédigé vers 1335 : « Le curé de Sautechevreuil, y est-il dit, doit à l'abbesse de Lisieux un talent d'or valant sept sous tournois (7). » Cette évaluation nous permet de considérer le mot talent comme synonyme de besant (8).

Une dernière espèce de monnaie d'or était l'obole (9). Le Blanc en cite des exemples depuis 1200 jusqu'en 1462, qui permettent d'évaluer l'obole à cinq sous tournois (10).

(1) De Goberto serviente episcopi Baiocensis vii solidos pro i bisancio, etc. De Silvestro de Sicavilla vii solidos pro i bisancio. *Rot. scac.*, t. I, p. 169. — De Willelmo de Cordai lxx solidos pro x bisanciis pro habenda recordacione asise de terra sua. *Ib.*, t. I, p. 226.

(2) Thomas de Brikevilla reddit compotum de lxx solidis pro habenda recognitione de finibus, etc. *Ib.*, t. II, p. 297. — De Willelmo Tholomei vii solidos pro i bisancio pro audiendo hoc quod Ricardus de Flouireio recognovit eum esse propinquiorem heredem, etc. *Ib.*, t. II, p. 295.

(3) Abbas de Savigneio et monachi reddiderunt compotum de vii solidis pro uno bisancio pro audiendo fine, etc. 1201. *Chartul. Savign.*, in *episc. Abrin.*, n. cx, fol. xxx v°.

(4) De Willelmo de Logis et Willelmo de Apentiz viii solidos pro fine suo inrotulando. *Rot. scac.*, t. II, p. 532. — Auvere Bardof reddit compotum de xl solidis pro v bisanciis pro habendo recto versus Hais mater Guifardi de tenemento coquine abbatis Gumeticensis. *Ib.*, t. II, p. 551.

(5) Galerannus, filius meus, talentum aureum. *C^a Rob. com. Mellenti*, citée par M. Le Prevost, *Beaumont*, p. 13, c. 1.

(6) Dno talenta et decem pyra de Sancto Regulo. *Rot. Chart.*, t. I, p. 70.

(7) Et debet dicte abbatisse unum talentum auri valens vii solidos turonenses. *Livre Blanc de Coutances*, appartenant à M. Delamare, fol. 88 v°; *Polypt. Const.*, Bibl. nat., ms. 5400 du fonds latin, fol. 54 v°.

(8) BESANT. talentum bisantinum. Baron, *l'Art héraldique*, chap. VIII. Paris, 1687. In-12, p. 190.

(9) . . . Auri et lxxxv bisantia 9 oboles. *Rot. Norm.*, p. 128, c. 2.

(10) *Traité des monnoyes*, éd. de Paris, p. 178.

En terminant cet essai sur les monnaies normandes au douzième siècle, nous devons signaler trois erreurs qui ont échappé à nos devanciers, quand ils ont donné comme monnaies de cette époque les florins, les écus et les pimpreneaux.

Suivant Le Blanc (1), les florins auraient été connus de nos ducs, même sous Guillaume le Bâtard. « L'histoire de Normandie fait aussi mention, dit-il, des florins d'or sous l'an 1067 (*sic*), lorsqu'elle dit que le duc de Normandie donna à celuy qui luy vint dire de la part de Harald de sortir d'Angleterre, un coursier, une robe et quatre florins d'or. » Sans indiquer l'auteur, il marque seulement en marge, page 179. A l'appui de son opinion, il invoque encore un titre de l'an 1068, jeudi après la conversion de saint Paul. C'est un acte par lequel Jeanne, veuve de feu Pierre Le Coq, bourgeois de Pontoise, vend à la confrérie des clercs de Pontoise sept sous parisis de rente pour quatre francs d'or, desquels florins elle se tient pour payée (2). Mais, pour peu qu'on fasse attention à cet acte, on y trouvera d'une manière incontestable tous les caractères du quatorzième siècle. Il faudrait le regarder comme faux, à moins d'admettre une erreur dans la date. Nous croyons qu'au lieu de 1068, il faut lire 1368.

L'attribution des écus repose sur une faute de traduction. La charte du duc Guillaume, vers 1060, pour la fondation de Saint-Georges de Bocheville (3), mentionne un paiement de « neuf livres de deniers, savoir en espèces et en chevaux (4). » On a interprété « le prix de neuf livres de pièces d'argent, à savoir de deniers et d'écus (5). » Notre version n'a pas besoin d'être défendue. L'on sait qu'au douzième siècle il était ordinaire de payer une terre, partie en argent, partie en marchandises de luxe. Nous ne rappellerons qu'un exemple : c'est l'achat d'un alleu par Onfroi de Vieilles, moyennant une grande quantité de deniers, de manteaux et de chevaux (6).

(1) Ed. de Paris, p. 154.

(2) Septem solidos parisienses. . . . pro pretio quatuor francorum auri. . . quibus florenis se tenuit pro contenta. *Hist. vérit. de l'ant. du vicariat de Pontoise*, p. 22.

(3) Copie au *Trésor des Chartes*, reg. LXIV, n. VI^e LXVI.

(4) Precium novem librarum nummorum, videlicet denariorum et equorum. *Ibid.*

(5) M. Deville, *Essai hist. et descr. sur l'égl. et l'abb. de S. Georges de Bocheville*, p. 61, c. 2 et n. 5.

(6) Alodium. . . quod eminus magno pretio denariorum, palliorum, caballorum. *Neustria pua*, p. 521.

Quant aux pimpreneaux, c'est par une inexplicable méprise qu'ils ont été considérés comme une monnaie courante dans la Haute-Normandie. En 1218, Philippe-Auguste en donna à Tenier, son sergent, deux cents payables au Pont-de-l'Arche (1). Du Cange, qui avait trouvé cette charte dans un registre de la chambre des comptes, a cru que c'était une menue pièce de monnaie (2). Le Blanc ne regarde pas cette interprétation comme certaine, sans toutefois en proposer une nouvelle (3). Nous ne doutons pas qu'il ne s'agisse là de pimpreneaux, petits poissons qu'il n'est pas rare de trouver cités dans les textes concernant la Haute-Normandie. *Pimperneaux d'Eure* était un proverbe usité au treizième siècle (4). Un acte de 1235 parle d'une redevance de deux cents pimpreneaux et trois anguilles (5); les moines de Saint-Wandrille recevaient des pitances de pimpreneaux (6); en 1365, les habitants de Tourni, près Vernon, accusés d'avoir tué le receveur d'un impôt levé pour les fortifications de Mantes, prétendaient qu'il était mort d'une indigestion de pimpreneaux (7).

Après avoir étudié la valeur absolue des monnaies employées en Normandie, il nous resterait à en chercher la valeur relative. Mais les développements que nécessiterait ce travail, seraient trop longs pour entrer ici. D'ailleurs ce travail a été déjà fait d'une manière plus générale par M. Guérard et par M. Leber. Les résultats qu'ils ont obtenus nous permettent d'attribuer à l'argent du douzième siècle au moins six fois plus de pouvoir qu'à celui du dix-neuvième.

(1) Bibl. nat., ms. de Colbert n. 8408, 2. 2, B, f. XII²² III r^o. — Imprimé par M. Léchaudé, *Grands rôles*, p. 154, c. 1.

(2) Au mot *Pimpenellus*.

(3) *Traité des monnoyes*, éd. de Paris, p. 183.

(4) Le Grand d'Aussy, *Hist. de la vie privée des Français*, éd. de 1815, t. III, p. 424, c. 1.

(5) *Polyptych. Fiscamn.*, cité par du Cange, au mot *Pipella*.

(6) *Spicil. ms. Fontanell.*, cité par le même, au mot *Pipernella*.

(7) In quo quidem prandio pimprenellos male decoctos comederant; et illuc per longum tempus steterant, ac vinum de tanto ac tali ad tantum et tale, et postmodum de poto ad potum, more Normannorum, biberant, etc. M. Pichon, *Le ménagier de Paris*, t. II, p. 191, n. 7.

L. DELISLE.

(La suite aux prochaines tirraisons.)

PROCÈS CRIMINEL

INTENTÉ CONTRE

JACQUES DE BRÉZÉ

GRAND SÉNÉCHAL DE NORMANDIE,

AU SUJET DU MEURTRE DE SA FEMME.

(1467 — 1486.)

La mort tragique de la femme du grand sénéchal de Normandie, Jacques de Brézé, est un des plus sombres épisodes de l'histoire privée du temps de Louis XI. Jacques de Brézé, comte de Maulevrier et grand sénéchal de Normandie, était fils de ce Pierre de Brézé, seigneur de la Varenne (1) et aussi grand sénéchal de Normandie, qui s'était signalé par sa bravoure sous le règne de Charles VII et qui fut tué à la bataille de Montlhéry. Jacques de Brézé avait épousé, en 1462, Charlotte de France, l'une des filles de Charles VII et de la belle Agnès Sorel (2). Ce mariage, tout politique, avait dû se faire sous de fâcheux auspices, car c'était un mariage forcé; et quoiqu'il eût, quinze ans après sa célébration, donné naissance à cinq enfants, il se termina par la catastrophe que nous allons laisser d'abord raconter par un chroniqueur contemporain (3) :

« En ce temps le samedy treiziesme jour du mois de juing mil quatre cens soixante et seize, le sénéchal de Normandie comte de Maulevrier, fils de feu messire Pierre de Brézé, qui fut tué à la rencontre de Montlehery. Lequel sénéchal qui s'en

(1) Commynes l'appelle tantôt le sénéchal, tantôt M. de la Varenne.

(2) Agnès Sorel eut quatre filles; mais comme l'une d'elles mourut à l'âge de six mois, les généalogistes n'en comptent que trois : celle dont il est question ici, puis Marguerite, mariée à Olivier de Coëtivi, et Jeanne, femme d'Antoine du Bueil, comte de Sancerre.

(3) *Chronique scandaleuse*, édit. de 1620, p. 254.

estoit alé à la chasse près d'un villiage nommé Romiers-les-Dourdan (1), à luy appartenant, et avecques luy y avoit mené madame Charlotte de France sa femme, fille naturelle du feu roy Charles et de damoiselle Agnès Sorel. Advint par male fortune après que la dite chasse fut faicte et qu'ils furent retournez au soupper et au giste audit lieu de Romiers, ledit sénéchal se retrahit seul en une chambre, pour illec prendre son repos de la nuit, et pareillement sadicte femme se retrahit en une aultre chambre. Laquelle, meue de lescherie désordonnée, comme disoit sondit mary, tira et amena avecques elle un gentil-homme du pays de Poictou, nommé Pierre de la Vergne, lequel estoit veneur de la chasse dudit sénéchal, et lequel elle fist coucher avec elle, laquelle chose fut dicte au sénéchal par un sien serviteur et maistre d'hostel nommé Pierre l'Apoticaire. Lequel sénéchal incontinant print son espée et vint faire rompre l'uy où estoient lesdits Dame et Veneur, lequel veneur il trouva en chemise, auquel il bailla de son espée dessus la teste et au travers du corps, tellement qu'il le tua. Et ce fait, s'en ala en une chambre, ou retrait, au joignant de ladicte chambre, où il trouva sadite femme mucée dessous la couste d'ung liet où estoient couchez ses enfants, laquelle il print et la tira par le bras à terre. Et en la tirant à bas luy frappa de ladicte espée parmy les espaules, et puis, elle descendue à terre et estant à deux genoulx, luy traversa ladicte espée parmi les mamelles et estomach, dont incontinent elle ala de vie à trespas, et puis l'envoya enterrer en l'abbaye de Coulons (2), et y fist faire son service. Et fist enterrer ledit veneur en ung jardin au joignant de l'ostel où il avoit esté occis (3). »

C'est à peu près là tout ce que l'on sait de cette tragique histoire. Elle est sans doute assez intéressante pour qu'on nous

(1) On sait que la *Chronique scandaleuse* a été pour la première fois imprimée sous le nom de Jean de Troyes, par les éditeurs de l'ancienne collection des *Mémoires sur l'histoire de France*, édit. de Londres. Elle a été reproduite sous ce dernier titre dans la collection Petitot. Les éditeurs de la première avaient déjà remarqué l'erreur du nom de lieu Romiers, et lui avaient avec raison substitué, en note, celui de Rouvres.

(2) Colombes était une abbaye de bénédictins, fondée en 1028, vis-à-vis Nogent-le-Roi, dont elle n'était séparée que par la rivière d'Eure. Nogent-le-Roi était l'une des nombreuses seigneuries de la maison de Brézé. Jacques fut enterré aussi à Colombes. Son épitaphe met sa mort au 10 août 1494, et le P. Anselme au 14 août.

(3) On trouve encore dans le *Dictionnaire critique* de Bayle, à l'article Pierre de

permette de faire connaître ici quelques pièces qui d'abord démontrent l'exactitude du récit de la *Chronique scandaleuse*, et ensuite ajoutent beaucoup aux détails qu'il contient.

Si la vengeance du grand sénéchal fut terrible, il ne tarda pas à la payer cher. Louis XI ne vit pas couler froidement le sang royal de France. Charlotte était, après tout, sa sœur, et c'est certainement un des points les plus intéressants de cet épisode d'observer, dans l'acharnement qu'il mit à poursuivre le meurtrier, à employer tous les moyens pour lui faire avouer qu'il avait poignardé sa femme sur de *faux et sinistres rapports* (1), dans la sévérité de l'arrêt par lequel il le priva de tous ses biens, et en même temps dans la mansuétude avec laquelle il les rendit aussitôt aux enfants de Charlotte (2); d'observer, dans cette suite de faits de véritables marques de tendresse données par Louis XI au sang de Charles VII. Sa colère fut d'autant plus grande, qu'il n'aimait pas cette maison de Brézé, et qu'en 1448, lorsqu'il s'était retiré en Dauphiné, il comptait Pierre, le père de celui-ci, pour un de ses ennemis. Mathieu de Coucy nous apprend qu'il « avoit cette matière bien à cœur. » Or, on sait que Louis XI avait pour principe de reconnaître consciencieusement les mauvais services qui lui avaient été rendus. Aussi, l'un de ses premiers soins, à son avènement, avait-il été de faire enfermer au château de Loches ce Pierre de Brézé, qui, pour en sortir, s'était engagé à se rendre en Sicile, au service du duc d'Anjou, et à consentir au mariage de son fils avec cette Charlotte de France, qui devait si mal honorer sa maison. Une cédule du trésor nous apprend que le roi lui donna une somme de quarante mille écus d'or en considération de ce mariage (3). Néanmoins, Pierre de Brézé resta suspect à Louis XI, et d'après ce que rapporte Philippe de Commines, ce n'était pas à tort. On

Brezé, les détails suivants, tirés, dit l'auteur, de notes manuscrites qui lui avaient été envoyées par M. Baudrand : « Louis de Brezé (lisez Jacques) poignarda sa femme dans « le village de Rouvres, sur la petite rivière de Vègre, à deux lieues de Houdan et à « demie lieue d'Anet. Ce fut dans sa maison tout joignant le presbitère où il y a « encore des marques de sang avec son buste, ainsi que j'ai vu plusieurs fois, cela « étant dans une terre à moi, et puis il fit enterrer cette femme dans l'abbaye de Cou- « lons près de Nogent-le-Roi. »

(1) Voy. ci-après, p. 226 et 232.

(2) Voy. l'acte de donation, p. 230 et suiv.

(3) Nous la donnons plus bas, p. 239.

voit même, dans Jean de Troyes, la veuve de Pierre (1) trahir indignement le roi; au moment où elle l'assurait de sa fidélité, elle livrait la ville de Rouen au duc de Bourbon.

Pierre de Brézé ayant été tué à la bataille de Montlhéry, le 16 juillet 1465, Jacques de Brézé, son fils aîné, lui avait succédé dans ses biens et dans sa charge de grand sénéchal de Normandie. Il était, comme nous l'avons déjà dit, marié à Charlotte de France depuis l'an 1462, lorsqu'il la tua de sa main, dans sa maison de Rouvres, le 31 mai de l'année 1477 (2).

Un tel meurtre devait avoir un grand retentissement. Aussi, peu de temps après qu'il eut été commis, son auteur, alors de retour à Paris, reçut, par un huissier du parlement, commandement de la cour de se constituer prisonnier à la Conciergerie sous huitaine. Jacques de Brézé ayant obéi, un ordre du roi commit un président et douze conseillers pour procéder à son interrogatoire. Il y avait déjà un certain temps que le procès s'instruisait, lorsque, le 24 novembre 1477, sur les cinq ou six heures du soir, une barque vint toucher au pied de la tour de la Conciergerie; des hommes armés en descendirent, se firent livrer le prisonnier, et, sans tenir compte de ses réclamations ni de ses protestations, le firent monter avec eux dans leur barque, après lui avoir ôté ses gens et ses serviteurs. Grande dut être alors la peur du sénéchal, de se voir ainsi brusquement enlevé de nuit par des hommes armés, et qui agissaient par ordre du roi. Il crut tout d'abord qu'on voulait le noyer, crainte qui n'était pas déraisonnable avec Louis XI. Cependant, une fois dans la barque avec ses silencieux gardiens, il descendit rapidement jusqu'à Saint-Cloud. Arrivé là, Brézé fut remis à Robert d'Estouteville, prévôt de Paris, son mortel ennemi (3).

Il fut conduit par d'Estouteville au château de Vernon, qui avait appartenu à la mère de sa femme, et il y fut détenu deux ans et sept mois sans être interrogé, et sans savoir ce qu'on ferait de lui. Enfin, Louis XI le fit amener par devers lui, à Nemours, lié et garrotté. De Nemours, il fut transporté, toujours

(1) Elle se nommait Jeanne Crespin. Ce fut le 28 septembre que le roi reçut à Paris ses protestations de fidélité, et la veille elle avait introduit le duc de Bourbon dans Rouen.

(2) Pour cette date, voyez les notes qui accompagnent les pièces.

(3) Il était en procès avec lui au sujet de la succession d'Antoine Crespin, archevêque de Narbonne, son oncle maternel, mort le 15 octobre 1472.

lié et garrotté, à Vincennes ; il y resta jusqu'au jour des Rois suivant, puis il fut ramené au château de Vernon, pour y être gardé plus étroitement encore que la première fois ; on mura ses fenêtres, et il n'eut de jour que par la cheminée et quand la porte s'ouvrait. Il paraît, par une lettre mystérieuse de d'Estouteville au roi, que nous donnons plus bas (1), qu'on fit alors une tentative pour sa délivrance. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle fut sans résultat. Brézé restait ainsi étroitement gardé dans le château de Vernon, lorsqu'au mois de juin suivant le roi y envoya pour l'interroger quelques présidents et quelques conseillers du parlement, qui, n'ayant pas répondu à ce qu'il attendait d'eux, furent bientôt congédiés. Le roi paraissait ne pouvoir pas maîtriser son impatience. Aussi, le mois suivant, c'est-à-dire en juillet, il envoya à Vernon un capitaine de ses gardes, nommé Hervé du Chesnay, chercher son prisonnier, qui fut mené d'abord à Dreux et de là au château de Laverdin. Ce fut dans ce dernier lieu qu'une commission fut nommée pour lui faire son procès. Elle se composait de Navarrot d'Anglade, de M^e Pierre de La Dehors, de Girard Bureau, de Pierre Lobat, de Pierre Durand et de M^e Jean de Vallée. Seul de ces six commissaires, M^e Pierre de La Dehors était homme de justice (2). Il voulut suivre les formes, ce qui déplut aux autres commissaires, qui s'en plaignirent au roi. Louis XI fit mettre en prison pendant quelque temps le juge trop scrupuleux, et le priva de son état. Cependant il adjoignit d'autres commissaires aux premiers. Brézé fut interrogé de nouveau. On le menaça de la question, et d'un autre côté Navarrot d'Anglade lui promit son pardon, au nom du roi, s'il voulait confesser ce dont on l'accusait. Brézé se vit contraint d'en passer par là, et confessa ce qu'on voulut. Sur quoi, le 22 septembre 1481, on lui lut une sentence portant que, d'après l'avis du grand conseil, il avait forfait envers le roi de corps et de biens, que cependant Sa Majesté consentait à convertir le criminel en civil, et qu'il était condamné à une amende de 100,000 écus d'or (3). Il paraît, d'après une pièce que nous donnons plus bas, qu'après le prononcé de cette sentence, Brézé

(1) P. 229. Le d'Estouteville dont il est ici question est le fils du premier. Il se nommait Jacques, et succéda à son père dans la charge de prévôt de Paris, après la mort de celui-ci, arrivée en juin 1479.

(2) Il était lieutenant-criminel.

(3) Voy. aux notes l'évaluation de cette somme, ci-après p. 227.

fut élargi, car on voit ce Girard Bureau, dont on a déjà parlé, se présenter par devers lui pour réclamer le paiement de l'amende, et sur l'impossibilité où se trouva le condamné d'y satisfaire, le constituer de nouveau prisonnier au château de Roche-Corbon. Cette pièce nous apprend encore que Bureau mit en même temps sous la main du roi les nombreuses terres et seigneuries de la maison de Brézé, savoir : en Normandie, le comté de Maulevrier, avec les baronnies, terres et seigneuries de Bec-Crespin, Mauny, Blanes, le fief du Tort ; en pays Chartrain, Nogent-le-Roi, Anet, Bréval et Montchauvet ; en Anjou, la Varenne, Brethossac et Clayes ; en Périgord, Montfort, Carlus et Aillac, dépendants de la vicomté de Turenne ; enfin, en Quercy, Creuse et la moitié de la ville de Martel. Ne pouvant payer cette énorme amende de 100,000 écus, Brézé, pour sortir de prison, fut obligé de faire au roi la cession de tous ses biens. Le contrat en fut passé à Tours, le 6 octobre 1481. Mais, dans le même mois, le roi les rendit à Louis de Brézé, son fils aîné, et à ses quatre autres enfants par substitutions successives, ne laissant au père qu'une pension de 2,000 francs sur la baronnie de Mauny. Comme le jeune de Brézé était mineur, il eut pour curateurs Dunois et ensuite le vidame de Chartres. Les choses demeurèrent dans cet état pendant le reste du règne de Louis XI.

Tant que Louis XI vécut, Jacques de Brézé n'osa pas appeler ouvertement de la sentence qui le condamnait ; mais à la mort de ce roi, il eut l'espoir de rentrer dans ses biens. Il commença par s'adresser au nouveau roi, Charles VIII, et en obtint des lettres de relief d'appel, au moyen desquelles il fit ajourner au parlement, d'une part, les commissaires qui avaient porté sentence contre lui, et d'autre, les curateurs de son fils. Après plusieurs défauts acquis à Jacques de Brézé (1), sa cause fut enfin plaidée en parlement, le 3 mai 1484.

Ce jour-là, son avocat, qui s'appelait Michon, après avoir raconté la longue détention et les différentes translations de son client, de prison en prison, conclut à la cassation de la sentence, s'appuyant principalement sur ce que son client avait été enlevé illégalement à la juridiction de la cour. Il conclut également à la restitution des biens. La cour appointa les parties. La cause fut donc plaidée de nouveau le 6 mai. L'avocat Ganay y

(1) On en trouve à partir du 3 février 1484.

porta la parole pour le vidame de Chartres, alors curateur de Louis de Brézé. Il commença par s'excuser d'avoir à plaider contre Jacques de Brézé, exposant que son client, le vidame de Chartres, ayant épousé la sœur du sénéchal (1), voudrait ne pas entrer en procès contre lui ; mais que l'action qu'intentait le sénéchal étant à l'encontre de ses propres enfants, dont il était tuteur, il se voyait forcé de le faire. Ganay témoigna du désir qu'il eût eu de voir l'affaire plaidée *hostio clauso*. Entrant ensuite dans les faits de la cause, il dit que les enfants du sénéchal n'avaient jamais actionné contre lui. Il soutient la validité de la cession des biens, et celle du procès, comme ayant été fait par le commandement du roi, *a quo non est appellandum*. Il termina en disant qu'au cas où la cour modérerait l'amende, il requerrait que ce fût au profit des enfants. Dans sa réplique, Michon dit que son client s'en rapportait à la cour au cas où elle voudrait adjuger à ses enfants une amende à laquelle il serait condamné ; mais que sa longue détention, et ce qu'il avait eu à souffrir, devait paraître une satisfaction suffisante. Après quoi, la cause fut appointée de nouveau pour entendre les gens du roi. Et, en effet, le 11, Thiboust prit la parole pour le procureur général. On devine bien qu'imbu de l'esprit parlementaire, il soutint l'illégalité de l'extraction. Quant aux amendes qui seraient portées, il requit qu'elles fussent adjugées au roi, et non aux enfants. Après lui, les avocats Michon et Ganay plaidèrent encore, et la cour donna un nouvel appointment, conçu en ces termes : « Appointé est à mettre devant la cour et au conseil, tant sur lesdites provisions requises par icelles parties, que sur le principal. Et, touchant les commissaires, pourra le dit appellant, se bon luy semble, bailler requeste à ladite cour. »

Mes recherches dans les registres du parlement n'ont pu me faire retrouver la suite de cette affaire. Heureusement que les lettres de rémission obtenues de Charles VIII par Jacques de Brézé (2) suppléent en partie à cette lacune. Nous y apprenons en effet que la cour donna un arrêt « par lequel a esté dit qu'il a esté mal jugé et procédé par lesdits commissaires et bien

(1) Jeanne de Brézé, promise à Godefroy de la Tour, seigneur de Montgascon, au mois de septembre 1459, et mariée à Jean de Vendôme, vidame de Chartres.

(2) Voyez plus loin, p. 220.

« appelé par ledit suppliant, et que tout ce qui avoit esté fait
 « contre ledit suppliant depuis ce jour qu'il fut tiré et mis hors
 « des prisons de ladite Conciergerie, seroit mis au néant, et ledit
 « suppliant remis en la possession et saisine de ses terres et
 « seigneuries; et avecques ce, que ledit suppliant seroit réin-
 « tégré esdites prisons de ladite Conciergerie. »

On remarquera, en passant, que dans cet arrêt le parlement traitait la souveraineté du roi assez irrévérencieusement, d'abord en cassant une sentence donnée par des commissaires nommés par lui et sur l'avis de son grand conseil, et ensuite, en révoquant indirectement une donation royale, puisque les biens de Jacques de Brézé avaient été, ainsi que nous l'avons vu, donnés à son fils par le roi. Il y a, dans l'histoire du parlement, de fréquents exemples d'une telle hardiesse. Seulement, il est bon d'observer qu'il se les permettait rarement du vivant de la personne. Ici, par exemple, il casse ce qu'a fait Louis XI; mais Louis XI est mort.

De même, en 1462, il avait cassé la sentence portée contre Jacques Cœur, mais cela après la mort de Charles VII. Le mal en ceci, c'est que le roi pût consentir à distinguer ainsi sa personnalité propre de la personnalité royale considérée d'une manière absolue. Pour en revenir à notre arrêt, à la vérité il était favorable à Jacques de Brézé, puisqu'il cassait la sentence de ses commissaires et lui rendait ses biens; mais comme, d'un autre côté, il contenait la clause périlleuse de réintégrer prison en la Conciergerie, nous voyons que Brézé ne se soucia nullement de s'en prévaloir, et qu'il préféra recourir à la clémence royale. Il en obtint des lettres de grâce ou de rémission, qui sont datées du mois d'août 1486, au moment où le roi Charles VIII faisait sa première entrée dans la ville de Clermont en Beauvoisis. Ici une grave difficulté se présente. En effet, nous voyons par ces lettres que Brézé se trouvait alors dans les prisons de cette ville. Or, en octobre 1481, après avoir fait au roi, comme nous l'avons vu, la cession de tous ses biens, il avait dû évidemment sortir de sa prison de Roche-Corbon. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on voit, dans les registres du parlement, qu'à la date du 20 juillet 1484, il jouissait de toute sa liberté, puisque ce jour-là il fut mandé au parlement pour procéder, en sa qualité de grand sénéchal de Normandie, à la poursuite d'un criminel qui s'était enfui dans cette province. Comment se

fait-il alors que, libre en juillet 1484, nous le retrouvions dans les prisons de Clermont en août 1486 ? Cela ne peut s'expliquer que de deux manières. Ou bien Brézé, depuis son arrêt, aurait été emprisonné par ordre du parlement, ou bien il serait allé de son plein gré se constituer prisonnier à Clermont au moment où il savait que le roi allait y faire sa première entrée. La clémence royale ne manquait jamais de se signaler dans de pareilles occasions, et Brézé aura saisi celle-ci avec empressement. Nous penchons pour cette seconde hypothèse.

Quoi qu'il en soit, il obtint un plein pardon. Seulement, ses lettres de rémission, qui mettaient fin à son procès criminel, ne purent terminer le procès en matière civile qui en était résulté. A la vérité, dans les cas ordinaires, de telles lettres remettaient leur obtenteur absolument dans le même état où il était avant le fait pour raison duquel il les avait demandées; mais ici il n'en dut pas être de même, à cause de la donation de Louis XI à Louis de Brézé.

Une note qui se trouve à la suite de l'une des pièces que nous donnons, nous apprend qu'en 1489, Louis de Brézé avait un curateur nommé par justice, ce qui indique qu'à cette époque il plaidait encore contre son père. Toujours est-il que, grâce à ses lettres de rémission, Jacques de Brézé reprit ses titres et son rang, neuf ans après le meurtre qui l'en avait privé.

Nous aurions encore bien des points à examiner dans l'histoire de Jacques de Brézé, mais nous croyons plus utile de les traiter succinctement dans les notes dont nous accompagnons le texte des pièces que nous donnons ici. Ces pièces, au nombre de six, qui n'avaient pas encore été publiées, nous ont paru mériter de l'être, comme contenant quelques détails importants sur l'un des grands procès criminels du quinzième siècle. A ce point de vue, elles ne sont pas sans quelque utilité pour l'histoire de cette époque.

I.

Lettres de rémission pour Jacques de Brézé, comte de Maulevrier et grand sénéchal de Normandie, au sujet du meurtre de sa femme. Août 1486 (1).

Charles, etc., savoir faisons à tous présens et advenir, nous avoir receue l'umble supplicacion de nostre cher et amé cousin, conseiller et chambellan, Jaques de Brézé, conte de Maulevrier, nostre grant séuascal et rafformateur général de noz pays et duchié de Normendie (2), contenant :

Que dix ans a ou environ (3), à ung jour de samedi, vigille de la feste de la Saincte Trinité, luy et Charlote de France, sa femme, estans à

(1) Cette pièce a été analysée dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres* (tom. XLIII, p. 682), par l'académicien Girard.

(2) *Nostre grant sénéchal de Normandie*. A l'art. de Pierre de Brézé, le P. Anselme dit qu'il avait été nommé grand sénéchal de Normandie dans l'année qui suivit la bataille de Formigny, c'est-à-dire en 1451. D'après le même auteur, il semblerait que Jacques de Brézé, son fils, lui eût succédé dans cette charge. Cependant, on trouve dans un registre du *Trésor des chartes* (J. reg. 220, pièce n. 79), sous l'année 1467, un sire de Beaujolais, qualifié de grand sénéchal de Normandie. Ce n'est donc que postérieurement que Jacques de Brézé aura été revêtu de cette dignité. Nous l'avons vu agir en cette qualité dans l'année 1484. La charge de grand sénéchal de Normandie rapportait douze cents livres tournois par an, comme on le voit par une quittance de Pierre de Brézé, qui se trouve aux Archives nationales (série K, carton 69, pièce n. 41). Elle est du 7 nov. 1460. La signature, qui est autographe, porte : *Bresze*. Ces gages se payaient en deux termes, et l'on trouve dans des comptes de Louis XI, conservés à la Bibliothèque nationale (ms. Gaignières, n. 772), aux années 1475 et 1476, notre Jacques de Brézé porté, chaque fois, pour une somme de six cents livres. Or, comme en 1477 on ne l'y trouve plus, c'est une nouvelle preuve de l'exactitude de la date de 1477, que nous avons adoptée.

(3) *Dix ans a, ou environ*. Charlotte de France fut tuée dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin 1477. Sans le secours de la pièce suivante, cette date eût été très-difficile à fixer. Dans celle-ci, en effet, qui est du mois d'août 1486, ces dix ans nous feraient remonter à l'année 1476, et comme, d'un autre côté, Jean de Troyes, auteur contemporain, et qui a fait un véritable journal du règne de Louis XI, met le fait en question au 13 juin 1476, j'avais d'abord penché pour cette année-là. Mais une difficulté m'arrêtait. Jean de Troyes, qui pour le jour s'accorde avec notre pièce, se trompe sur le quantième en disant : un samedi, 13 juin ; car, en 1476, le 13 juin tombait un jeudi et non pas un samedi. Cette année-là, le samedi, veille de la Trinité, tombait le 8 juin. Si le fait s'était passé en 1476, c'eût donc été le 8 juin. Mais la pièce qui suit dit positivement qu'il se passa en l'année 1477. Or, en 1477, le samedi, veille de la Trinité,

Rouvres, ainsi que ledit suppliant, pour la nuyt qui estoit venue, eut désir de se coucher, il dist à la dite Charlotte, sa femme, qu'elle s'en vensist coucher, ainsi qu'il est acoustumé faire en mariage. Et depuis que ledit suppliant fut couchié en son lit, icelle sa femme lui vint dire qu'elle ne poyoit encores coucher avec lui jusques à ce qu'elle se fust nectoyé et lavé ses chevelx. A quoy ledit suppliant lui dist : « Bien ! » Et ainsi comme ledit suppliant actendoit sadite femme, cuidant qu'elle vensist avec lui, il s'endormit. Et après, environ la myenuyt, ledit suppliant fut esveillé par Pierre l'Apoticaire, et par son barbier, qui lui viendrent dire que ladite Charlotte et Pierre de la Vergne, qui estoit serviteur domesticque dudit suppliant, estoient couchez ensemble en ung lit, en faisant adultaire, en la chambre qui estoit au dessus de celle où estoit couché ledit suppliant. Pourquoy icellui suppliant, mou de grant ire et desplaisant dudit cas, se leva soudainement de sondit lit, et, de chaude colle, print une espée, et vint en la chambre où s'estoient couchez ledit Pierre et ladite Charlotte; et fut bouté l'uy de ladite chambre, qui estoit fermé, dedans. En laquelle chambre ledit suppliant trouva ledit la Vergne; auquel, de prime face, il bailla ung ou plusieurs coups de ladite espée, tant d'estoc que de taille, tellement que ledit de la Vergne, a l'occasion desdits coups, mourut en la place. Et apres vint

tomhait le 31 mai. C'est donc au 31 mai 1477 qu'il faut placer la scène tragique de Rouvres. Jean de Troyes s'est donc trompé d'un an, et nos Lettres de rémission d'a peu près neuf mois. En effet, la date de 1477 est celle qui se trouve dans la plaidoirie de l'avocat de Brézé, qui devait mieux connaître les faits qu'un chroniqueur ou même qu'un secrétaire du roi. De plus, il y a dans cette plaidoirie une autre date très-précise, celle de l'extraction de Brézé de la Conciergerie, laquelle est mise à la veille de la Sainte-Catherine audit an, c'est-à-dire au 24 novembre. Enfin, on a vu dans la note précédente, par l'absence du nom de Jacques de Brézé dans la liste des pensions de l'année 1477, une nouvelle preuve que ce fait a dû arriver cette année-là même. Le P. Anselme (t. I, p. 119) fait mourir Charlotte de France à Romiers près Dourdan, le 16 juin 1477. Il ne se trompe pas sur l'année, mais il se trompe sur le jour, et plus encore sur le lieu, que nous avons vu être Rouvres, et non pas Romiers, près d'Anet, et non pas près de Dourdan. Il a été induit en erreur par Jean de Troyes. Ce n'est pas la seule faute qu'ait commise le P. Anselme sur ce point. Car, dans un autre endroit (t. VIII, p. 271), en parlant du même fait, il le place sous la date du 16 juin 1470. Qu'on me permette une dernière observation. Le P. Anselme (t. I, p. 119), en parlant de Charlotte, dit, dans une note marginale : Son épitaphe porte le 3 juin. Cette épitaphe se trouve dans le *Dictionnaire géographique* de l'abbé d'Expilly, à l'art. de l'abbaye de Colombis. Elle porte effectivement la date du 3 juin 1476. Cependant, je n'en ai pas tenu compte, parce que j'accorde plus de confiance à un registre original du parlement que j'ai sous les yeux, qu'à une épitaphe transcrite dans un dictionnaire. Il paraît d'ailleurs qu'elle était en mauvais état, car Expilly n'en donne qu'un fragment.

icelluy suppliant, à ladite Charlotte, sa femme, qui s'estoit retraicte en la garde robe, à laquelle il bailla ung coup de ladite espée par la poitrine; à l'occasion duquel coup elle alla semblablement de vie à trespas.

Pour lequel cas et omicide ledit suppliant se rendit prisonnier ès prisons de la Conciergerie de nostre palais à Paris, auquel lieu il fut enquis et examiné, et son procès fait sur ledit cas; et longuement détenu prisonnier, sans ce que aucun arrest ou jugement fust sur ce donné par nostre court et parlement. Et depuis, par l'ordonnance et commandement de feu nostre très cher seigneur et père, que Dieu absoille, ledit suppliant fut tiré hors des prisons de ladite Conciergerie, et mené prisonnier en la grosse tour du chasteau de Vernon sur Seine, auquel lieu il fut estroitement détenu par l'espace de trois ans ou environ, sans lui faire, ne ouvrir aucune voye de justice. Et après le fist oster, nostredit feu seigneur et père, dudit lieu de Vernon, et mener à plusieurs et divers voyaiges, tant ès chasteaulx de Nemours, bois de Vincennes, et Laverdin (1). Esquelz lieux il fut par certaines intervalles de temps détenu prisonnier par l'espace d'un an ou environ (2), en grant destresse. Et sur ce, commist, nostredit feu seigneur et père, plusieurs commissaires pour faire autre procès de nouveau que celui qui avoit esté fait par nostredite court du parlement. Lesquelz commissaires, ou aucuns d'iceulx, enquirent et examinèrent ledit suppliant sur ledit omicide; et après que lesd. commissaires eurent fait leur rapport à nostre feu seigneur et père, fut procédé et donné sentence et jugement contre ledit suppliant, par laquelle sentence il fut condamné envers nostred. feu seigneur et père en la somme de cent mil escuz, et à tenir prison jusques à plaine satisfaction d'icelle somme. Et après, pour le paiement d'icelle somme, et pour yssir hors desd. prisons, icelluy suppliant fut contrainct cedder et transporter à nostred. feu seigneur et père, toutes ses terres et seigneuries; lesquelles, nostredit feu seigneur et père donna, céda et transporta depuis à nostre cher et amé cousin Loys de Breszé, filz ainsné dudit suppliant, et lui réserva seulement, sa vie durant, deux mil livres et demourance sur le revenu et baronnie de Mauny (3). Dont et desquelles choses ledit suppliant protesta et eut inten-

(1) Ces différentes translations sont données avec encore plus de détails dans la pièce suivante. C'est à Laverdin que lui fut signifiée sa sentence, le 22 sept. 1481. Laverdin est à trois lieues S. O. de Vendôme.

(2) *Par l'espace d'un an, ou environ.* Cela ne doit s'entendre que de l'une de ses diverses détentions. Brézé dut rester au moins quatre ans en prison, comme il est dit à la page suivante.

(3) Dans des lettres du 14 août 1483, que nous donnons plus bas, on le voit prendre le titre de baron de Mauny, auquel il ajoute celui de maréchal héréditaire de Normandie.

cion d'appeler; ce que icellui suppliant n'osa faire lors formellement; pour doubte et craincte que nostred. feu seigneur et père ne le feist remectre et tenir en plus dure et estroiete prison qu'il n'avoit paravant. Mais, depuis le trespas de nostred. feu seigneur et père, icellui s'est formellement porté appellant en nostred. court de parlement, tant de ladiete condampnacion contre lui faicte, que d'autres tors et griefz à lui faiz en lad. matière. Lequel appel il a relevé de nous, et obtenu noz lettres, en vertu desquelles il a fait adjourner et intimer lesdits commissaires, et mesmes les tuteurs et curateurs de nostredit cousin Loys de Breszé, en ladite court de parlement. En laquelle a esté tant procédé, que les parties à plain oyés sur ledit cas d'appel, icelle nostre court a donné son arrest sur ledit procès; par lequel a esté dit qu'il a esté mal jugé et procède par lesd. commissaires et bien appelé par ledit suppliant et que, tout ce qui avoit esté fait contre ledit suppliant depuis le jour qu'il fut tiré et mishors des prisons de ladite Conciergerie, seroit mis au neant, et ledit suppliant remis en la possession et saisine de ses terres et seigneuries; et avecques ce, que ledit suppliant seroit réintégré esdites prisons de ladite Conciergerie. Et à ceste cause, doubtant icellui suppliant, que s'il estoit de rechief prisonnier en ladite Conciergerie, qu'il y fust longuement détenu, en dangier de sa vie et de y finer misérablement ses jours, pour raison dudit omicide, sans avoir regard à la longue détention de prison et aux grans peines, vexacions, travaux, pertes et dommaiges qu'il a souffertes et soustenues pour raison dudit cas, nous a humblement supplié et requis, que actendu ce que dit est, aussi les grans services que lui et ses prédécesseurs ont faiz, tant à nostre ayeul, nostred. feu seigneur et père, que au royaume et à la couronne de France, où ilz se sont vertueusement employez de tout leur pouvoir pour la tuition et deffense d'icellui; mesmement que en faisant nostre première et nouvelle entrée en la ville de Clermont en Beauvoisin, nous avons trouvé ledit suppliant prisonnier ès prisons dudit lieu, pour ledit cas, nous lui vueillons sur ce impartir noz grace et miséricorde. Pourquoi, Nous, actendu les choses dessusdictes, ayans regard et considéracion ausd. grans peines, travaux et pertes, et à la longue et dure prison que ledit suppliant a souffertes et soustenues, par l'espace de quatre ans et plus, voulans, à ceste cause, miséricorde estre préférée à rigueur de justice, audit suppliant, pour lesd. causes et autres grans justes et raisonnables à ce nous mouvans, avons, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, et en usant des droiz et prérogatives dont noz prédécesseurs Roys ont acoustumé joir, en faisant nostredite première et nouvelle entrée en ladite ville de

Clermont en Beauvoisin, remis, quieté et pardonné, et, par la teneur de ces présentes, remectons, quietons et pardonnons le fait, cas et omicide dessusd., ainsi commis et perpétré par ledit suppliant aux personnes dessus dites, plus à plain déclaré ou procès sur ce fait par icelle nostre court ; Avec toute peine, etc. En mettant au néant, etc. (1). Et l'avons restitué, etc., satisfaction, etc. Et imposons, etc. Si nous donnons en mandement par ces mesmes présentes, à noz ames et feaulx conseillers, les gens tenans et qui tiendront nostredite court de parlement à Paris, et à tous, etc. Que de nos présens grâce, etc. Ils facent, etc. Et afin, etc. Sauf, etc. Donné en ladite ville de Clermont en Beauvoisin, ou mois d'aoust, l'an de grace mil cccc quatre vings six, et de nostre règne le troiesme. Ainsi signé : Par le Roy, les maistres des requestes présens.
J. Damont Visa Contentor, du Ban.

(Archives nationales, *Trésor des chartes*, J. registre 218, pièce n. 50.)

II.

Plaidoirie de l'avocat Michon, pour Jacques de Brézé. 3 mai 1484.

Entre Jaques de Breszé, conte de Maulevrier et sénéchal de Normandie, appellant de Navarrot d'Anglade, Hervay du Chesnay, maistres Girard Bureau, Pierre Lobat, Pierre Durant et Jehan Vallée, eux disans commissaires du Roy en ceste partie, d'une part ;

Et le conte de Dunoys (2) et Jehan de Vendosme (3), Adrian de Chartres, curateur de Loys de Brezé, intimez, et aussi ledit maistre Jehan Vallée, soy disant procureur du Roy en ceste partie, intimé, d'autre part ;

Michon, pour ledit appellant, pour ses causes d'appel, dit : Que l'an mil CCCC LXXVII, icellui appellant estant lors en ceste ville de Paris, pour aucuns faulx rapportz contre luy faiz au feu Roy Loys derrenièrement trespasé, que Dieu absoille, touchant la mort de feue madame Charlotte de France, en son vivant femme dudit appellant, fut fait commandement à icelluy appellant par ung huissier de la court de céans, de

(1) Les abréviations sont dans le texte.

(2) François d'Orléans, comte de Longueville, qui fut comte de Dunois après la mort de son père, le fameux Dunois, arrivée en 1468.

(3) Jean de Vendôme, troisième du nom, vidame de Chartres.

par le Roy et ladite court, de soy rendre prisonnier en la Consiergerie du Palais de céans, dedans huit jours ensuivans. En obeissant auquel commandement, ledit appellant se rendist prisonnier en lad. Consiergerie, en laquelle il fut par aucune espace de temps; pendant lequel il fut, en plaine court, par plusieurs foiz, interrogué sur les informations contre luy faictes par l'ordonnance du Roy, par ung des présidens et douze conseillers de ladite court. Et fut sa confession et sa deposition mise et reddigée par escript, tellement que le procès fut en estat de juger, et, se il le fut ou non, la court le scet bien (1). Or, combien que ce pendant ledit appellant feust ou sauf-conduit, seureté et sauvegarde de ladite court, et que on ne deust aucunement actempler à sa personne sans congé de lad. court, et que la court le deust defendre de toutes extractions, actendu que soubz la confiance de la court il s'estoit rendu en la Consiergerie, néantmoins, la veille Saincte Katherine (2), oudit an mil CCCC LXXVII, environ cinq ou six heures au soir, fut prins par aucuns en lad. Consiergerie du Palais où il estoit lors prisonnier comme dit est, et fut mené en une nasselle sur la rivière de Seine; dont il fut fort esmeu et esbahy, car il cuidoit qu'on le voulüst noyer; luy ostèrent ses gens, gardes et serviteurs; ausquelz (3) ledit appellant remontra que ce n'estoit pas bien fait à eulx de ainsi le mener et l'avoir extraict de lad. Consiergerie, sans le congé de lad. court, en la sauvegarde de laquelle il estoit; protestant d'en avoir réparacion en temps et en lieu; et en tant que mestier estoit, appella d'eux en lad. court. Non obstant lesquelles remontrances et appellacions, ilz l'emmenèrent de nuyt par ladicte rivière de Seine, par la grande froidure qui faisoit lors, et jusques au lieu de Saint Cloud, auquel ilz le baillèrent en garde, tout prisonnier, à feu messire Robert d'Estouteville, en son vivant, et lors, prévost de Paris (4), qui estoit son ennemi mortel à l'occasion d'aucuns procès qui paravant avoient esté et encores estoient (5). Et le fist ledit prévost de Paris mener au chasteau de Vernon, auquel il fut détenu depuis ledit temps jusques au mois de juing ensuivant mil CCCC III^{xx}, qui sont près de trois ans (6), sans l'interroguer, et jusques oudit mois

(1) C'est ici une petite flatterie à l'orgueil jaloux du parlement.

(2) Le 24 novembre.

(3) A ceux qui venaient le prendre.

(4) Robert d'Estouteville, chevalier, seigneur de Beine, mort à Paris en juin 1479. Il avait exercé pendant quarante-trois ans la charge de prévôt de Paris, qui fut donnée à son fils Jacques d'Estouteville.

(5) Voy. ci-dessus, page 214, note 3.

(6) Deux ans et sept mois.

de juing, oudit an mil III^e, III^{xx}. Ouquel temps, le feu Roy ordonna ledit appellant estre admené par devers luy au lieux de Nemoux, où il estoit lors. Et y fut mené scandaleuzement lié et garroté, et détenu par ung temps prisonnier audit lieu, sans l'interroguer aucunement. Et depuis fut mené ledit appellant, ou mois de juillet ensuivant, lié et garrotté, ou boys de Vinciennes, ouquel il fut jusques aux Roys ensuivans, qu'il fut ramené oudit chasteau de Vernon, ouquel il fut détenu plus ruddement et estroictement que paravant; car on luy estouppa les veues (1), tellement qu'il n'avoit veue que de l'uyz et de la cheminée; et jusques ou moys de juing ensuivant, que le Roy ordonna aucuns de Messieurs les présidens et conseillers de ladite cour pour l'interroguer. Et furent pardevers luy, audit lieu de Vernon. Mais pour ce qu'ilz n'y trouvèrent aucunes charges, firent dire au Roy qu'ilz n'y scaoient que faire. Le Roy leur manda qu'ilz s'en retournassent. Et depuis, le feu Roy, oudit moys de juillet, envoya quérir ledit appellant par ung nommé Hervé du Chesnay, cappitaine de la garde, qui le print oudit chasteau de Vernon et le mena, tout lié et garrotté comme personne ville, en la ville de Dreux, et delà ou chasteau de Deverdin (Laverdin). Ouquel il a esté détenu par long temps, pendant lequel luy furent commis commissaires à luy faire son procès, lesdits Navarrot d'Anglade et pareillement maistre Pierre de La Dehors, Girard Bureau, Pierre Lobat, Pierre Durant et maistre Jehan de Vallée. Et pour ce que ledit de La Dehors, qui estoit homme de justice, vout procéder audit procès selon justice, fut fait rapport au Roy au moyen duquel ledit de La Dehors fut emprisonné par aucun temps et privé de son estat. Et depuis, fut ledit appellant interrogué par les autres commissaires, sans ordre ne forme de justice, et à leur volenté, en le menassant de le gehayner et questionner. Et voyans qu'ilz ne pourroient parvenir à leurs fins, lesdits commissaires, et entre autres ledit Navarrot d'Anglade, dist audit appellant que le Roy vouloit qu'il confessast ce que on luy mectoit sus, et que en le confessant par luy, le Roy luy promectoit luy pardonner, et qu'il ne perderoit riens. Auquel respondit ledit appellant, que puis que le Roy le vouloit, il estoit content de le confesser, combien qu'il en feust pur et ignoscent. En protestant touteffois que sa confession ne luy peust préjudicier ou temps advenir, mais seulement le faisoit pour acomplir la volenté du Roy, et soy confiant aux paroles et promesses à luy faictes par ledit Navarrot, et que toutesfoiz ce qu'il faisoit

(1) On mura ses fenêtres.

il le faisoit par contrainete. Et confessa lors ce que icelluy Navarrot volut. Après laquelle confession ainsi faicte, luy fut prononcée certaine telle quelle sentence (1), combien que onques lesdits commissaires n'avoient donné sentence. Mais toutesfoiz, celuy qui la prononça, déclaira que le Roy avoit trouvé, par oppinion du grant conseil, que ledit appellant avoit confisqué, corps et biens, mais que toutesfoiz il convertissoit le criminel en civil, et que iceluy appellant estoit condamne en cent mille escus d'or (2). Au moyen de laquelle prononciacion, toutes les terres et seigneuries dudit appellant furent incontinent mises en la main du Roy par ledit Bureau, dont il se porta pour appellant devant personnes publiques, pour doubte qu'il avoit lors de sa personne, protestant toutesfoiz de poursuivre sondit appel en temps et lieu.

(1) Elle est du 22 sept. 1481. Elle est qualifiée *telle quelle*, parce qu'elle fut prononcée par des commissaires qui n'en avaient jamais donné, étant tous étrangers à la justice. On a vu ci-dessus que Pierre de la Dehors avait été mis de côté.

(2) *Condamné en cent mille escus d'or*. Nous allons essayer de donner une évaluation approximative de cette amende. Dans le Recueil des Ordonnances (tom. XVIII, p. 144), on en trouve une du 2 novembre 1475, concernant la fabrication d'écus d'or; elle fixe le prix de l'écu à 30 sous 3 deniers tournois. Le Blanc dit à 33 sous, mais à tort. Ce qui l'a trompé, c'est que l'ordonnance de 1475, après avoir fixé le prix de l'écu à 30 sous 3 deniers tournois, comme on vient de le dire, ajoute qu'il sera donné de chaque écu 33 grands blancs au prix de 11 deniers tournois la pièce. De 1475 à 1481, date de notre sentence, il n'y eut pas d'autre fabrication d'écus d'or. Il faut donc le compter ici pour 30 sous 3 deniers tournois, ce qui, pour les cent mille, nous donne 151,250 livres tournois. Maintenant, comme en 1481 le marc était à 11 livres, c'est-à-dire à un prix environ cinq fois moins élevé qu'aujourd'hui, il faut multiplier ces 151,250 livres tournois par 5, pour en avoir la valeur en argent d'aujourd'hui, ce qui nous donne 756,250 livres. Ce qui signifie qu'en 1481, il y avait dans 151,250 livres autant d'argent qu'il y en aurait aujourd'hui dans une somme cinq fois plus forte, c'est-à-dire, dans 756,250 livres. Mais ce n'est pas tout. Car avec une somme d'argent d'aujourd'hui, équivalente à une somme d'argent de l'an 1481, on ne pourrait pas, à beaucoup près, se procurer la même quantité de choses, en d'autres termes, le pouvoir de l'argent a beaucoup baissé. C'est ce qu'a solidement établi M. Leber dans ses *Memoires sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge*. Pour l'époque qui nous occupe, il porte ce pouvoir de l'argent à six, c'est-à-dire qu'avec une somme quelconque, on pouvait, en 1481, se procurer six fois autant d'objets qu'avec une somme analogue de ce temps-ci, autrement dit, que l'argent avait alors six fois plus de pouvoir qu'aujourd'hui. Nous ne pouvons pas ici entrer dans la discussion de cette opinion; nous ferons seulement remarquer, en passant, qu'en appliquant sa donnée à notre cas, nous arriverions à un résultat qui paraît bien fort. Car, ces 756,250 livres multipliées par 6 nous donneraient la somme énorme de quatre millions cinq cent trente sept mille cinq cents livres. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'amende prononcée contre Jacques de Brezé s'élevait à une somme bien plus considérable que ne le serait aujourd'hui celle de 756,250 francs.

Et depuis fut icellui appellant contrainct à cedder et transporter au feu Roy toutes sesdites terres et seigneuries, pour demourer quicte de ladite somme de cent mille escus. Après lequel transport, le Roy donna et cedita icelles terres à Loys de Brezé, filz dudit conte de Maulevrier, appellant (1). Au moyen duquel don, le conte de Dunoys, comme son curateur, avoit prins la possession desdites terres et seigneuries. Or, depuis ces choses le Roy est allé de vie à trespas, après lequel, ledit appellant s'est traict pardevers le Roy qui à présent est (2); luy a remonstré les injustices, oppressions, violances, transports, torts et griefz que luy avoient fait parties adverses et autres, et a obtenu ses lectres de relief en cas d'appel. Au moyen desquelles il a fait intimer parties adverses en ladicte court. Et, par autres lectres, avoit esté ordonné que sesdites terres et seigneuries luy seroient baillées et rendues, pour, d'icelles, soubz la main du Roy, joyr jusques à ce que par justice autrement en soit ordonné. Et depuis, ledit conte de Dunoys s'est deschargé de ladicte curatelle, de laquelle ledit vidame de Chartres a prins la charge, et s'est efforcé de joyr desdites terres. Et ont toutes lesdites appellacions esté bien et deuement relevées. Et pour ce, conclud tout pertinent, en cas d'appel, c'est assavoir: qu'il a esté mal fait, reffusé et desnyé par ceulx qui l'ont extraict de ladite Consiergerie et qui ont faictes les allées et venues et procédures contre lui, et que, à bonne et juste cause, il avoit appellé, et que lesd. extraction, et tout ce qui a esté fait depuis icelle, soient déclarées abusives et pur actamptaz, fait contre la sauvegarde et auctorité de lad. court, et que tout ce qui a esté fait, contre et ou préjudice dudit appellant, soit déclaré abusif, et comme tel, cassé et adnullé, et mis au néant. Et en ce disant, soit ledit appellant remis au premier estat, auquel il estoit auparavant les choses susdites. Et, touchant les réparacions, proteste les avoir telles, par voye ordinaire ou extraordinaire, contre ses accusateurs et autres, qu'il appartiendra. Et au seurplus, requiert à ladite court que, en jugeant ce présent procès, luy plaise avoir regard à la longue détencion de prison et grandes oppressions que ledit appellant avoit souffertes; et demande despens, dommages et intérestz.

Appointé est que parties adverses viendront au premier jour dire ce qu'il appartiendra.

(Archives nationales. Parlement. Reg. du criminel coté X. 8882.)

Cette pièce se trouve aussi dans le reg. X. 8883, qui est sur papier. C'est peut-être la minute du premier.

(1) Cette donation est du mois d'octobre 1481. Nous la donnons plus bas

(2) Charles VIII.

III.

Lettre de Jacques d'Estouteville, prévôt de Paris, au roi Louis XI, touchant une tentative d'évasion de Jacques de Brézé (1).

Sire, incontinent que j'ai esté en ceste ville de Paris, j'ay assemblé mes lieutenants et des commissaires de votre Chastellet, et ay fait faire information touchant les escussions du prince d'Orenge, qui avoient esté arrachez des portes de vostre dit Chastellet et du Palais; et ne a on sceu savoir au vray qui s'a fait. Mais, sire, on suppose que s'a fait une folle courant les rues en ceste ville, pour ce que la nuyt on la trouva couchée à l'uys de la maison où furent trouvés lesd. escussions.

Sire, depuis mon partement de Vernon et que je vous ay eu escript comment j'avoye pourveu à la garde del'omme qui est au dit Vernon (2), il y a eu ung gentilhomme, lequel ce fait nommer Charles la Vache, qui s'en est venu au port de Nully, et s'est adressé au maistre d'escolle dudit lieu, et lui a dit, comme en confession, qu'il estoit le conte de Maulevrier et qu'il se estoit échappé du chasteau dudit Vernon, mais qu'il ne se vouloit point montrer tant qu'il eust assemblé ses gens. Et de là se vindrent, lui et ledit clerc, en cestedite ville de Paris, et arrivèrent de nuyt en ung logeis, et le lendemain deslogèrent, au matin, et s'en allèrent en ung autre logeis, et là fait ainsi six ou huit jours de reng. Et disoit qu'il le faisoit de peur d'estre congneu et encusé. Et après, envoya ledit clerc à Nogent pour cuyder avoir de l'argent des officiers et de madamoiselle la Vidasme.

Sire, incontinent que j'en ay esté adverti, j'ai envoyé audit Nogent et ay fait prendre ledit clerc. Et depuis ay fait prendre ledit gentilhomme; et sont tous deux en Chastellet. Il vous plaira, Sire, moy mander et commander ce qui vous plaira que j'en face, car il me semble que telles parolles ne se doivent pas semer par Paris.

Sire, je m'en vois faire mes omages, ainsi qui vous a plu me donner

(1) Le premier et le dernier paragraphe de cette lettre n'ont aucun rapport à l'affaire de Brézé.

(2) *L'omme qui est audit Vernon*, c'est-à-dire Jacques de Brézé. On a vu, dans la pièce précédente, qu'il fut transféré de la Conciergerie à Vernon, le 24 novembre 1477; qu'il y resta jusqu'en juin 1480; que le jour des Rois de l'année 1481, il fut extrait du château de Vincennes, où il se trouvait alors, pour être ramené à Vernon. Or, comme Jacques d'Estouteville ne succéda à son père qu'en juin 1479, il s'ensuit qu'il n'eut à garder son prisonnier qu'à sa seconde prison, c'est-à-dire en 1481.

congié, et de là m'en iray devers vous à toute diligence, à l'aide de Dieu, Sire, qui vous doint bonne vie et longue et accomplissement de tous vos bons désirs. Escript à Paris, le ix^e jour de janvier (1).

Votre très-humble et très-obéissant subget et serviteur,

J. D'ESTOUTEVILLE.

(Bibliothèque nationale, manusc. Béthune, n. 8448, fol. 23.)

IV.

Don fait par le roi Louis XI à Louis de Brézé, de toutes les terres et seigneuries cédées au roi par Jacques de Brézé, son père.—Octobre 1481 (2).

LOUIS, par la grâce de Dieu, roy de France, sçavoir faisons à tous présens et avenir, comme, par arrest donné et prononcé en nostre conseil, le vingt-deux septembre dernier passé, et pour les causes contenues en iceluy, Jacques de Brézé, lors comte de Maulevrier, eust esté condamné en la somme de cent mil escus d'or d'amende, envers nostre procureur, et à tenir prison jusqu'à plein payement et satisfaction d'icelle amande, par vertu duquel arrest et de l'exécutoire d'iceluy, nostreamé et féal conseiller en nostre grand conseil, M^e Girard Bureau (3), se seroit transporté par devers et à la personne dud. Jacques de Brézé, et lui ait fait commandement de nous payer lad. somme; à quoy led. de Brézé ait répondu qu'il n'avait aucuns biens meubles, au moins que très-peu, et qu'il ne sçauroit fournir, ni payer laditte somme. Par quoy, led. Bureau, nostre conseiller, par deffaut de payement d'icelle somme de cent mil escus, et de biens meubles suffisans, ait mis

(1) Si cette lettre est de l'année 1482, comme je le pense, elle prouve que, malgré la cession de ses biens, Brézé était resté prisonnier du roi. Cependant, comme la chose est en elle-même peu vraisemblable, j'avais d'abord cru que la lettre était de l'année 1481. Mais, comme entre une chose invraisemblable et une chose impossible, il n'y a pas à hésiter, je me prononce pour la date du 9 janvier 1482. Car, si elle était du 9 janvier 1481, il faudrait que d'Estouteville eût fait en trois jours de temps tout ce qu'il raconte au roi, puisque Brézé ne put arriver à Vernon, au plus tôt, que le 6; ce qui semble tout à fait impossible.

(2) Cette pièce est très-instructive pour tout ce qui concerne les biens et les enfants de Jacques de Brézé.

(3) On a vu, dans l'une des pièces qui précèdent, que ce Girard Bureau était du nombre des commissaires donnés à Brézé, au château de Laverdin.

en arrest led. Jacques de Brézé au chasteau de Roche-Corbon (1), et avec ce luy ait signifié qu'il prenoit et mettoit en notre main le comté de Maullevrier, les baronies, terres et seigneuries de Bec-Crespin, de Maulny, Planes, le Vivins (2), le fief Dutort, Nogent le Roy, Eunet, Bréval, Montchauvet, Breshessac, la moitié de la vicomté de Turenne en Périgort (3), à part et advis, et toutes les autres terres, rentes et revenus appartenantes aud. de Brézé, et qu'il procéderoit à les mettre et faire mettre en criées, subastations, et les faire décréter, vendre et adjuger au plus offrant et dernier enchérisseur, pour, les deniers qui ystoient (4) de la vendition desd. terres et seigneuries estre convertis et employez au payement de laditte amende. Et depuis, led. Jacques de Brézé nous ait fait très-humblement supplier et requérir, que, attendu qu'il n'avoit aucuns biens meubles, au moins que bien peu, et que par emprunt, requeste d'amis, ne autrement, il ne sçauroit de quoy payer, ne satisfaire à lad. amende, comme il disoit; aussy que si, ores, lesdittes terres et seigneuries estoient vendues et adjudgées, l'on n'en sçauroit trouver lad. somme de cent mil escus, veu qu'elles sont chargées de plusieurs charges anciennes, et de partie du mariage de sa sœur, pourquoy il seroit en voye de demeurer à toujours prisonnier, pour le reste de ce qui se deffaudroit de lad. amende, il nous plut le recevoir à nous vendre, cedder, délaisser et transporter, toutes lesd. terres et seigneuries, pour, en solution, satisfaction et payement de lad. amende, en luy délaissant aucune chose, par chacun an, sa vie durant, par manière d'usufruit seulement, sur le revenu d'aucunes desd. terres, pour sa vie et estat soutenir, et, à cette fin, nous ait fait bailler et présenter requeste signée de sa main. A quoy ayons esté content de respondre. Et depuis, ledit Jacques de Brézé nous

(1) La Roche-Courbon, près Tours. Il y avait un ancien château bâti, au commencement du onzième siècle, par Robert, seigneur des Roches.

(2) Lisez le Viviers, et plus loin, *Eunet*, lisez *Ennet*, c'est-à-dire, Anet. Cette pièce et la suivante sont tirées des Mémoires de la Chambre des comptes; mais il faut rappeler que ce ne sont là que des copies, les Mémoires originaux ayant malheureusement péri dans l'incendie de la Chambre des comptes arrivé le 27 octob. 1737. Le roi transféra provisoirement la Cour des comptes aux Grands-Augustins, et, par sa déclaration du 26 avril 1738, il ordonna que tous les corps publics et tous les particuliers, possesseurs de titres, les enverraient à la Cour des comptes pour qu'il en fût dressé de nouveaux Mémoires. Ces copies sont en général fort mauvaises; les greffiers qui les firent, et les conseillers qui les collationnèrent, s'étant, pour la plupart, fort peu préoccupés des intérêts de l'histoire et de la philologie.

(3) Voyez, à la fin de cette pièce, une note sur les terres et seigneuries possédées par la maison de Brézé.

(4) Lisez ystoient; qui proviendraient de la vente.

ait baillé, ceddé et transporté sesd. terres et seigneuries, rentes et revenus quelconques, en solution et payement de lad. somme de cent mil escus, sans rien à luy retenir ne réserver, sauf l'usufruit, sa vie durant seulement, du revenu des fruits desd. terres et seigneuries de Mauny (1), Planes, le Viviers, fief Dutort, Touberville, et autres choses qui cy-devant ont accoutumé revenir ès recettes desd. lieux, jusque à la valeur de deux mil livres de rente (2), qui luy doivent estre parfournies, si elles ne les valent, franchises et quittes, avec le droit de présenter et donner les bénéfices, et de pourvoir aux offices d'icelles terres et seigneuries ainsy à luy réservées. Et par lad. vendition faisant, luy ayons donné grace, temps et espace de retirer toutes lesd. terres et seigneuries à nous vendues jusques à d'huy en un an prochainement venant, en nous rendant et payant, ou à ceux qui de nous auront cause, lad. somme de cent mil escus à un seul payement, comme ces choses et autres sont plus à plein spécifiées et déclarées au contrat de vendition, sur ce fait et passé par devant Jean Guérart et Jean Légeret, notaires jurez établis aux contracts de nostre ville et cité de Tours, le sixième jour du présent mois d'octobre. Parquoy, de toutes lesd. terres et seigneuries qui furent et appartenrent aud. Jacques de Brézé, nous loise, compette et appartient faire et disposer à nostre bon plaisir. Pour ce est-il, que, nous, CONSIDERANT que led. Jacques de Brézé a eu épousé feue Charlotte, en son vivant notre sœur naturelle, de laquelle sont issus en mariage notre cher et amé nepveu Louis de Brézé, leur aîné fils, et deux autres fils et deux filles, qui sont encore mineures et en bas âge (3); laquelle nostre feue sœur naturelle, led. Jacques, par de faux et sinistres rapports, comme il dit, meurtrit et occist inhumainement, non voulant, led. Louis fils aîné estre deshérité et ne souffrir destriement pour les crimes dud. Jacques son père, mais les élever et augmenter en faveur de sad. feue mère, et aussy en faveur du mariage pourparlé dud. Louis de Brézé, nostre nepveu, et de notre bien amée Yolande de Lahaye (4),

(1) Aussi, dans la pièce suivante, le voit-on se contenter du titre de baron de Mauny. Il n'est plus comte de Maulevrier.

(2) Bien faible rapport pour une baronnie et une seigneurie.

(3) Ils sont nommés plus bas; ce sont : Louis, Jean, Gaston, Catherine et Anne. D'où nous pouvons rectifier une erreur du P. Anselme qui lui donne, pour fils aîné, un Pierre de Brézé, qui aurait précédé le Louis dont il est ici question. L'erreur du P. Anselme est évidente, puisqu'il fait vivre ce Pierre jusqu'après 1497, époque bien postérieure à celle de notre pièce, où pourtant il n'est nullement nommé. De plus, il lui fait épouser cette Yolande de la Haye dont il va être question.

(4) D'après le même P. Anselme, ce mariage ne se serait pas accompli, car il ne donne à Louis de Brézé que deux femmes Catherine de Dreux et Diane de Poitiers.

demoiselle, fille de nostre amé et feal conseiller et chambellan, Louis de Lahaye, seigneur de Passavant, et de notre chère et bien amée cousine, Marie d'Orléans, son épouse, et pour autres grandes et raisonnables considérations qui à ce nous ont meus et meuvent, avons, de notre propre mouvement, certaine science, grace spéciale, pleine puissance et autorité royale, donné, cédé, quitté et délaissé, et par la teneur de ces présentes, donnons, quittons, cedons, délaissions et transportons à notredit nepveu Louis de Brézé, aîné fils dud. Jacques et de feu Charlotte, nostre sœur naturelle, led. comté de Maulevrier, et lesd. baronnies, chasteaux, villes, chastellenies, terres et seigneuries de Bec - Crespin, Maulny, Planes, le Viviers, fief Dutort et Touberville, scituez et assises en nostre pays de Normandie, Nogent-le-Roy, Ennet, Bréval et Montchauvet, assis au pays chartrain, la Varenne, Breshessac et Clayes, assis en nostre pays d'Anjou, Montfort, Carlet, Aillac, (1) Creusse, et la montre du Marteau (2), assis es bailliages de Périgueux et Quercy; et généralement toutes les autres terres et seigneuries, rentes et revenus, desquelles il estoit par cy-devant seigneur et propriétaire, et dont il a jouy, quelles parts qu'elles soient scituées et assises, avec leurs appartenances et déppendances quelconques, et tout ainsi que led. Jacques nous les a délaissées et transportées, sans rien en retenir à nous ne aux nostres, pour, par led. Louis, nostre nepveu, ses hoirs et successeurs, jouir et user à toujours mais par héritage, et en faire comme de sa propre chose à luy acquise, et tout ainsy que nous eussions fait ou pu faire, et l'en avons vestu et saisy, et fait vray seigneur et possesseur par ces présentes, en faisant, par led. Louis et sesd. enfants et successeurs, les foy et les hommages tant à nous et à nos successeurs et autres à qui ils sont deus, et acquittant les autres charges anciennes telles qu'il appartient; réservé aud. Jacques de Brézé son usufruit des fruits et revenus des terres et seigneuries de Maulny, Planes, le Viviers, fief Dutort, Touberville, et autres choses qui par cy-devant ont accoutume de venir es receptes desd. lieux, jusques à la valeur de deux mil livres de rente, qui luy seront parfournies de prochain en prochain, si lesd. terres et seigneuries ne les vallent,

qui fut plus tard la fameuse duchesse de Valentinois. Voy. *Hist. géneal.*, t. VIII, p. 272, et t. III, p. 425.

(1) Lisez Montfort, Carlus, Aillac. Ce sont ces trois localités désignées plus haut par ces mots : *la moitié de la vicomté de Turenne*.

(2) *La montre du Marteau*. Assurément on serait bien embarrassé de trouver un lieu désigné ainsi, si la pièce suivante ne nous apprenait qu'il faut lire « la moitié de la ville de Martel. »

franches et quittes, avec led. droit de présenter et donner les bénéfices, et de pourvoir aux offices d'icelles terres et seigneuries à luy réservées durant sond. usufruit; réservé aussy aud. Jacques, le droit de retirer lesd. terres et seigneuries qn'il nous a vendues, en baillant aud. Louis lad. somme de cent mil escus, dedans le temps et en la forme et manière contenues esd. lettres de lad. vendition (1). Et s'il advient que led. Louis de Brézé aille de vie à trépas, ou les enfans descendans de luy, sans hoirs procréés de leur corps en loyal mariage, nous voulons et ordonnons que la succession vienne entièrement à notre autre cher et bien amé nepveu, Jean de Brézé, second fils de nostred. sœur, et frère dud. Louis, sans que autre y ait rien. Et, en deffaut d'héritiers nez en mariage de la chair desd. Louis et Jean de Brézé, voulons que notre autre cher et amé nepveu, Gaston de Brézé, leur frère, et tiers fils de nostred. sœur, ait toute lad. succession. Et si lesd. trois fils et leur enfans défailloient, nous voulons et ordonnons de rechef que nos chères et bien amées niepces, Caterine et Anne de Brézé, filles de nostred. sœur naturelle, ou leurs enfans ou autres héritiers, succèdent au dernier vivant de leursd. trois frères ou de leurs enfans, ainsy qu'il appartiendra selon la coutume des pays où les choses sont scituez et assises. Sy donnons en mandement à nos amez et féaulx conseillers, les gens de nos comptes et trésoriers, baillis de Rouen, Caux, Évreux et Chartres, sénéchaux d'Anjou, Poitou et Rouergue, de Périgord et Quercy, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans, présens et à venir, et à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que, de nos présens dons, libéralité, grace, cession et transport, ils fassent nostred. nepveu, Louis de Brézé, et sesd. hoirs et successeurs, et à deffaut d'héritiers de sa chair, sesd. frères et sœurs, ainsi et par la forme et manière que dit est, jouir et user, chacun en droit soy, pleinement et paisiblement, et cesd. présentes fassent lire, publier et registrer en nostre cour de parlement, en la chambre de nos comptes, affin qu'aucun ne puisse prétendre cause d'ignorance, sans souffrir aucun empechement leur estre fait, mis ou donné, ores ny à l'advenir, en quelque sorte et manière que ce soit, et, si fait, mis ou donné leur étoit, fassent incontinent réparer et mettre en premier état et deub; et apportant cesd. présentes, signées de notre main, ou vidimus d'icelles fait sous notre scel, et reconnaissance suffisant dudit Louis de Brézé, pour une fois seulement, nous voulons tous nos vicomtes et receveurs ordinaires et nos autres officiers à qui il touche et peut toucher, estre et demeurer quittes et déchargés en nostre chambre

(1) Ici commencent cinq substitutions successives.

des comptes et partout ailleurs où il appartiendra, nonobstant que la valeur desd. comté de Maulevrier et autres terres et seigneuries dessus nommées ne soit icy aucunement déclarée, que descharges n'en soient levees par le changeur de nostre trésor, et que l'on veuille dire que de telles amandes ou acquisitions, ne devons faire don au moins que de la moitié (1), et quelconques autres ordonnances, mandemens, restrictions ou deffenses au contraire. Et pour ce que led. Louis, nostre nepveu, et autres, pourroient avoir à besoingner desd. originaux de ces présentes, et des vérifications d'icelles, en divers lieux, nous voulons que aux vidimus faits sous scel royal, foy soit adjoutée comme aux originaux. Et affin que ce soit chose claire, ferme et stable, nous avons fait mettre notre scel à cesd. présentes, sauf en autres choses notre droit, et l'autrui en toutes. Donné au Plessis-du-parc lès Tours, au mois d'octobre, l'an de grace mil quatre cent quatre-vingt un, et de notre règne, le vingt-unième. Signé : *Louis*, et sur le reply : par le Roy : *Briconnet* ; a costé : *Visa*. Et scellées en lacs de soye rouge et verte, du grand sceau de cire verte. Sur ledit reply est escrit : *Registrata, lecta et publicata, absque prejudicio certi processus per dominum de Pons* (2) *pretenti ; actum in parlamento, vicesima secunda die novembris, anno millesimo quadragentesimo octuagesimo primo. Lecta etiam publicata et registrata in camera computorum domini nostri regis Parisius, die quinta decembris, anno quo supra.*

(Archives nationales. Mémorial R. fol 117.)

Note sur les terres et seigneuries possédées par la maison de Brézé, en 1481.

EN NORMANDIE.

Le comté de Maulevrier, à trois quarts de lieue au nord de Caudebec. Expilly dit que cette terre fut achetée à la maison de Savoie par Pierre de Brézé, deuxième du nom, père du nôtre.

Le Bec-Crespin, dans l'élection de Montivilliers, sergenterie de Harfleur. Cette terre vint dans la maison de Brézé par Jeanne Crespin, femme de Pierre II, mère de Jacques de Brézé.

La baronnie de Mauny, élection de Pontaudemer, sergenterie de la

(1) *Ne devons faire don au moins que de la moitié.* Il y a de fréquents exemples de cette espèce de règle, qui est enfreinte ici. Je me contenterai de citer celui de la veuve d'Etienne Marcel, qui n'eut que la moitié des biens de son mari.

(2) Ce procès durait encore en 1489, comme on le voit par la pièce suivante.

Londe. D'après Expilly, cette terre n'aurait été érigée en baronnie qu'en novembre 1462, et pour Jean de Hautemer, comte de Grancey. Si cela est, celui-ci l'aurait bientôt cédée à la maison de Brézé, car le P. Anselme qualifie notre Jacques de baron du Bec-Crespin et de Mauny.

Plasnes. A une lieue au nord de Bernay. Expilly écrit Plannes, et Cassini Plasnes, comme notre acte.

Le Vivier.

Le fief du Tort. On trouve dans Cassini une localité nommée le Torpt, près Pontaudemer.

Touberville. Près Bourgachard.

EN PAYS CHARTRAIN.

Nogent-le-Roi. Avant Philippe-Auguste, cette ville s'appelait Nogent l'Érembert ou l'Issembert. Elle est à quatre ou cinq lieues de Chartres, sur la rivière d'Eure, qui la sépare de l'abbaye de Coulombs, où nous avons vu que fut enterrée Charlotte de France, femme de Jacques de Brézé.

Anet. Si connu par le magnifique château qu'y fit construire Henri II pour la veuve de Louis de Brézé, Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois.

Bréval. Dans le Mantois.

Montchauvet. Expilly écrit Montchauvette; Cassini Montchauvet.

Le P. Anselme dit que ces quatre seigneuries furent données à Pierre II de Brézé par le roi, à la fin du mois de décembre de l'année 1444. En effet, on trouve au *Trésor des Chartes* une pièce, datée du mois de février 1445, ou 1446, suivant notre manière de compter, qui porte que le roi donna à *messire Pierre de Breszé, chevalier, seigneur de la Varenne et de Brethessac, son conseiller et chambellan, les chasteaux, villes, terres, chastellenies et seigneuries de Nogent le Roy, Annet, Bréval et Montchauvet, assises en l'évesché de Chartres*; à la charge par le donataire de présenter au roi, le premier mai de chaque année, une haquenée blanche du prix de cent livres parisis, ou cette somme en espèces, avec la clause, fréquente dans les pièces de cette nature, d'une amende de quatre sous parisis pour chaque jour de délai (1). On trouve, dans les *Mémoriaux de la Chambre des comptes* (2), une autre pièce relative à cette donation, et que nous ne devons pas passer sous silence. Ce sont des lettres de Louis XI, datées de Bordeaux, du 18 mai 1462, dans lesquelles il dit : *Nous avons modéré et modérons par ces présentes à un épervier bien réclamé la rente de cent livres que nous devait Pierre de Brézé pour les terres de Nogent le Roy, Ennet, Bréval et Monchauvet. Et il ajoute : En faveur du mariage qui naguères a esté fait de nostre très-chère et très-amée sœur*

(1) *Trésor des chartes*, J. carton 421, pièce, n. 19.

(2) *Mémorial M.* fol. 128.

naturelle, Charlotte de France, et du fils dudit Pierre de Brézé. D'où l'on voit que le mariage de Jacques de Brézé fut célébré peu de temps avant le 18 mai 1462.

EN ANJOU.

La Varenne, Brethessac et Clayes ou Cloye. Les Brézé avaient pour tige des seigneurs de la Varenne. Nous avons vu que Philippe de Commines désigne Pierre de Brézé sous le nom de Monsieur de la Varenne; le P. Anselme le qualifie de seigneur de la Varenne et de Brissac.

EN PÉRIGORD.

Montfort, situé sur la Dordogne, près Vitrac; Aillac et Carlus : cette expression générale, la moitié de la vicomté de Turenne, que l'on trouve au commencement de cette pièce, doit s'entendre de ces trois villes. Suivant le P. Anselme, elles furent acquises par Pierre de Brézé du sire de Pons, en 1445.

EN QUERCY.

Creusse et la moitié de la ville de Martel.

V.

Cession par Jacques de Brézé à Louis de Brézé, son fils, de tout ce qu'il possédait dans la vicomté de Turenne. — 14 août 1483.

Jacques de Brézé, baron de Mauny, seigneur d'Aurchier, et maréchal héréditaire de Normandie, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Sçavoir faisons que, comme pour demourer quictes de la somme de cent mille écus d'or d'amande, en quoy nous avons été condampnez envers le roy, notre sire, dès le vingt-deuxième jour de septembre, l'an mil quatre cens quatre vingt et un, nous eussions cédé, transporté et délaissé à toujours, au roy, notredit seigneur, entre autres terres et seigneuries, nos terres et seigneuries de Montfort, Carlux, Aillac, Creuze, et la moitié de la ville de Martel, avec tous les droits, noms, raisons et actions, le roy, notredit seigneur eust incontinent après led. transport ainsy par nous à lui fait, données, cédées, transportées et délaissées à toujours à notre cher amé fils ainé, Louis de Brézé, lequel nous avons émancipé et mis hors de nostre puissance paternelle, et duquel le roy, nostre dit seigneur eust baillé la garde et curatelle à M. le comte de Dunois, ensemble de ses biens terres et seigneuries. Pour ce est il que, pour la bonne et vraye amour naturelle et paternelle que

nous avons à nostredit fils aîné, Louis de Brézé, et à ce qu'il ait titre pour mieux entretenir et maintenir l'état de sa noblesse, à nous (avons) de notre certaine science et franche volonté, bien advisez et délibérez, ratifié, loé, gréé, confirmé et aprouvé, et par ces lettres ratifions, loons, gréons, confirmons et approuvons ladite émancipation que nous avons fait de notredit fils aîné, et les bail, cession et transport par nous faits au roy, nostre dit seigneur, en tant que saiche seulement lesdites terres et seigneuries de Montfort, Carlux, Aillac, Creuze, la moitié de Martel, et droits de ladite vicomté de Thurenne, ensemble le don et transport que le roy nostredit seigneur en a fait audit Louis de Brézé, nostre fils aîné, tout selon et en la forme et manière qu'il est contenu esdites lettres dudit don et transport fait par icelluy seigneur à nostredit fils; et oultre et d'abondant, en tant que mestier en seroit, nous avons donné, ceddé et transporté, et par cesdites présentes, donnons, cedons et transportons, et délaissions en pur et vray don, irrévocable, fait entre vifs, à toujours, audit Louis de Brézé, nostredit fils aîné, pour luy, les hoirs et ayans cause, tous les droits, noms, raisons et actions quelconques que nous avions et pourions avoir, prétendre et demander ès-dites terres et seigneuries de Montfort, Carluz, Ailhac, Creuze, la moitié de Martel et vicomté de Thurenne, et leurs appartenances et appendances, sans rien par nous en excepter, retenir ne réserver, sinon les arrérages qui nous en pouroient être deubz paravant ledit transport par nous fait au roy notredit seigneur, comme dit est, lesquels arrérages nous avons retenuz et réservez à nous; pour, d'icelles terres et seigneuries de Montfort, Carluz, Ailhac, Creuze, Martel, vicomté de Thurenne et leurs appartenances, joir, user et posséder par led. Louis de Brézé, nostredit fils, ses hoirs et ayans cause, à toujours, selon le contenu audit transport; et tout ce, fait sans préjudice, en autres choses de l'appel par nous fait de la condamnation d'icelle amende. Promettant par la foy et serment, *etc.* En temoing de ce, nous avons signées ces présentes de notre main, et fait sceller du scel de nos armes, le quatorzième jour du mois d'aoust, l'an mil quatre cens quatre vingt trois. Ainsy signé : *Brézé*. Et scellée à double queue en cire rouge.

Collation a esté faite de cette présente copie à l'original d'icelle par ordonnance du conseil, à la requeste de Jacques de Breszé, comte de Maulevrier, et grand sénéchal de Normandie, et de Ferrand Bourg de Breszé, ecurateur ordonné par justice de Loys de Breszé, écuyer, fils aîné dudit Jacques de Breszé et de chacun d'eux, en la présence de maistre Loys Chartin, procureur de Guy, seigneur de Pons, et de demoiselle Jehanne de Chateaufort sa femme, qui a veu ledit original.

Fait au grand conseil du roy, à Tours, le vingt cinquiesme jour de septembre, l'an mil quatre cent quatre vingt et neuf. Signé *Villebrenne* avec paraphe (1).

(Mémorial R. fol. 117.)

VI.

Cédule du Trésor, constatant le payement de 1,790 l. t., comptées à Pierre de Brézé, en déduction d'une somme de 4,500 l. t., ordonnée par le roi audit de Brézé sur les 40,000 écus d'or qu'il lui avait promis pour le mariage de son fils. — 26 mai 1464.

Thesaurus domini nostri regis Parisius, recepit et eidem reddidit (2), a Leodegario de Sancto Laurencio, vicecomite Rothomagensi, summam xviii^c iiii^{xx} xⁱⁱ t.; super hoc quod debet aut debere poterit ob causam sue recepte de termino Pasche ultime lapso, computatam per dominum Petrum de Breze, militem, comitem de Maulevrier, pro parte summe iiii^m v^c * t. sibi ordinate per dominum nostrum regem, super summa xli^m scutorum auri eidem data per dictum dominum regem, in contractu matrimonii filii dicti comitis et sororis naturalis dicti domini regis, ejus uxoris. Scriptum in dicto Thesauro, die xxvii^a mensis maii, anno Domini millesimo cccc^{mo} sexagesimo quarto.

BERART. ST. AMAND. LIGIER.

(Archives nationales. R. carton 70, pièce n. 18, orig. sur parch.)

(1) Il est à remarquer que, dans cette pièce, Jacques de Brézé ne prend ni le titre de comte de Maulevrier, ni celui de grand sénéchal de Normandie, ce qui est tout simple, puisqu'en 1483 il était encore sous le coup de sa sentence. Quand il n'y fut plus, il les reprit, comme il se voit par la collation de 1489, qui est au bas. En 1443, il s'intitule baron de Mauny, et maréchal héréditaire de Normandie. Ce titre de baron de Mauny peut s'expliquer par la pension de 2000 livres que le roi lui avait assignée sur cette terre, dans la cession faite au fils. Quant à celui de maréchal héréditaire de Normandie, c'est la seule fois que nous l'en trouvons revêtu, et les auteurs n'en ont pas parlé. Une observation plus importante porte sur le fond même de l'acte. C'est qu'il n'y est question que des terres de Périgord et de Quercy. Rien de la Normandie, ni de l'Anjou, ni du pays Chartrain. Était-il rentré dans celles-là? Fit-il pour elles des actes de cession semblables à celui-ci? Voilà ce que nous ne pouvons décider, faute de pièces.

(2) C'est ce que nous appellerions aujourd'hui un compte en parties doubles.

D. D'ARCQ.

THÈSES

POUR LE DIPLOME

D'ARCHIVISTE-PALÉOGRAPHE,

SOUTENUES PAR

LES ÉLÈVES SORTANT DE L'ÉCOLE DES CHARTES.

L'ordonnance du 31 décembre 1846, qui a donné à l'École des chartes sa nouvelle organisation, contient la disposition suivante (art. 17) :

« Les examens de la troisième année portent sur toutes les matières
« de l'enseignement. Les élèves déclarés admissibles au service paléo-
« graphique soutiennent, dans la séance inaugurale de la rentrée
« suivante, un acte public sur un thème imprimé qu'ils ont choisi. A
« la suite de cette épreuve sont conférés les diplômes d'archivistes-pa-
« léographes. »

On pouvait, à l'avance, apprécier le mérite de cette innovation, qui nous a paru des plus heureuses : nous avons attendu, cependant, pour en dire notre sentiment, qu'une première expérience eût justifié nos prévisions. Aujourd'hui que cette expérience a eu lieu, et avec un succès que les événements ne semblaient pas permettre d'espérer, nous ne craignons pas d'affirmer que, de toutes les mesures prises par M. de Salvandy pour relever le niveau des études à l'École des chartes, et pour donner plus d'importance au diplôme d'archiviste-paléographe, celle qui soumet les élèves à l'épreuve finale de la thèse est assurément l'une des meilleures.

Il n'a pas été possible, cette fois, d'exécuter littéralement l'article précité de l'ordonnance. En raison des circonstances, les élèves de troisième année qui avaient subi leur examen de sortie au mois d'août 1848 (1), n'ont pu être admis à soutenir leur thèse que le 15 janvier 1849, et non à l'époque de la rentrée, comme le veut l'ordonnance. Mais c'est là une infraction légère et sans inconvénient. Il en est de même de celle par suite de laquelle tous les candidats ont été admis à soutenir leur thèse, malgré la lettre de l'ordonnance qui semble exclure

(1) Voyez le compte rendu de ces examens, deuxième série, t. IV, p. 517.

de cette dernière épreuve ceux qui n'auraient pas réussi dans les précédentes.

Le jury se composait de MM. Pardessus, Hase et Paulin Paris, l'un président, les deux autres membres du conseil de perfectionnement, de M. Guérard, membre du conseil et professeur à l'Ecole, dont il est aujourd'hui le directeur, de M. Lacabane, professeur, de M. J. Quicherat, sous-directeur des études, de MM. Guessard et Vallet de Viriville, répétiteurs, et de M. de Mas Latrie, chargé provisoirement du cours de M. Champollion-Figeac.

Les candidats étaient MM. Léon de Bastard, licencié en droit, Boisserand, surnuméraire aux archives nationales, Eug. Chatel, Léopold Delisle, Henri Duplès-Agier, Léon Gossin, licencié en droit, E. Héron de Villefosse, Auguste Himly, licencié ès lettres, professeur d'histoire au collège Rollin, E. Huron, Ch. Marty-Laveaux, licencié ès lettres, Alfred Schweighæuser, licencié ès lettres, et Adolphe Tardif, licencié en droit.

Plusieurs de ces candidats, on le voit, se recommandaient déjà par des titres sérieux, dont le jury, au reste, n'a pas eu besoin de tenir compte pour reconnaître en eux des hommes d'une intelligence distinguée, et d'une solide instruction. D'autres, comme M. Delisle, par exemple, dont nos lecteurs ont déjà pu apprécier les travaux, ne pouvaient justifier que du banal diplôme de bachelier; mais ils ont fait preuve, en revanche, de rares qualités, qui les disposent à parcourir avec succès la carrière de l'érudition.

Voici dans l'ordre de mérite assigné aux concurrents par la commission d'examen, les sujets des thèses présentées, ainsi que les propositions sur lesquelles elles ont été soutenues :

1. M. HIMLY. — *Wala et Louis le Débonnaire.*

Parmi les sources relatives à Wala et à Louis le Débonnaire, l'*Epitaphium Arsenii* est la plus importante, mais aussi la moins aisée à comprendre.

Wala se proposa pour but de continuer, sous Louis le Débonnaire, la double œuvre de Charlemagne, soumission de l'Europe occidentale sous la suprématie franque, et fusion des principes germaniques et romains dans l'intérieur de l'empire franc.

Louis le Débonnaire, comme l'avait prévu Wala, se trouva incapable de diriger l'empire franc par lui-même. Sous la direction de ses pre-

miers favoris, il ne s'occupa que d'affaires religieuses ; sous l'influence de Judith, il bouleversa l'empire en s'attaquant à l'acte de partage de 817.

La charte de partage de 817, rédigée par l'aristocratie franque dans un sens essentiellement unitaire, devint la grande charte de ses droits. Toutes les révoltes postérieures eurent pour but de la maintenir contre les mauvais vouloirs de Louis et de Judith. Elles échouèrent par suite de l'attachement personnel des Germains pour Louis.

Le grand résultat du règne de Louis le Débonnaire fut la formation des nationalités modernes sur les ruines du grand empire carlovingien. Ce résultat ne fut acheté qu'au prix des calamités les plus grandes pour toute l'Europe occidentale.

2. M. ADOLPHE TARDIF. — *Des Comtes du palais.*

Le titre de *Comes palatii* est d'origine romaine.

Il y avait à la cour des rois de France un premier comte du palais, appelé par excellence *Comes palatii* ; il présidait habituellement un tribunal où siégeaient les *Comites palatii* inférieurs.

Ce tribunal avait une compétence très-étendue : il connaissait notamment des affaires des évêques, des abbés, des comtes et des grands.

Les Comtes du palais, sous la troisième race, ne portaient pas un titre purement honorifique ; ils exerçaient encore des fonctions au douzième siècle.

A la fin du onzième siècle, le titre de Comte du palais ne se transmettait pas encore héréditairement sans résistance de la part des rois.

Avant 1191, ce titre n'appartenait pas exclusivement et de droit à l'aîné de la famille dans les maisons où il était porté.

Le titre de Comte du palais n'a pas été donné à certains Pairs de France en leur qualité de Pairs.

La charge de Sénéchal était distincte de la charge de Comte du palais.

3. M. DELISLE. — *Essai sur les revenus publics en Normandie, au douzième siècle (1).*

Depuis 1080 jusqu'en 1204, des deniers de Rouen ont circulé en Normandie. — Les roumois des Plantagenets ne différaient point des angevins.

(1) V. ci-dessus, p. 173, la première partie de ce mémoire.

Le règlement de Caen sur les monnaies, qu'on a jusqu'à présent rapporté à l'an 1158, est de 1204. Il avait pour but de substituer le système tournois à l'angevin.

Avant Henri I^{er}, on ne trouve point de mentions de l'échiquier; mais l'institution, sous le nom de cour, existait auparavant. Elle est d'origine normande.

Le revenu des ducs de Normandie, au onzième siècle, consistait surtout dans leur domaine. Sous les Plantagenets, il se composait, en grande partie, d'impositions. Le désordre des finances fut une des causes de la chute de Jean sans Terre.

Les droits de justice, *fins*, promesses et mercis rapportaient énormément. — Les ducs de Normandie ont plusieurs fois aliéné leur haute justice. Dès le douzième et le treizième siècle, il y avait un greffe près de l'échiquier.

Les Plantagenets, dans plusieurs circonstances, mirent un impôt sur le mobilier et sur le revenu de leurs sujets.

Les principales dépenses des ducs de Normandie venaient de la construction et de l'entretien des places fortes. Ils avaient aussi des troupes soldées qui absorbaient des sommes considérables.

4. M. BOISSERAND. — *Marguilliers laïques des églises de Paris.*

Les marguilliers laïques de l'église de Notre-Dame n'ont guère que le nom de commun avec les marguilliers laïques des autres églises.

En effet, ils diffèrent, 1^o pour leur origine : les marguilliers laïques de Notre-Dame viennent des pauvres inscrits sur la matricule des églises; les marguilliers laïques des autres églises sont les successeurs de ceux qui tenaient cette matricule.

2^o Pour leur institution : les premiers sont institués par l'évêque; les seconds sont élus par les autres paroissiens.

3^o Pour leur rétribution : les premiers sont aux gages de l'église; les seconds exercent gratuitement.

4^o Pour leurs fonctions : les premiers sont employés à toute la besogne de domesticité des églises; les seconds en administrent les biens avec le concours du curé et de l'assemblée des paroissiens, dans les circonstances importantes.

5^o Enfin, pour la juridiction à laquelle ils sont soumis : les premiers sont justiciables du chapitre; les seconds rendent leurs comptes aux autres paroissiens, devant un examinateur au Châtelet, ou un délégué de l'official.

5. M. L. GOSSIN.—*De l'état civil et religieux des Léproux en France.*

Chez tous les peuples, on séquestra les lépreux. En France, cette séquestration avait lieu avec des formes solennelles, par le double concours de l'autorité civile et de l'autorité ecclésiastique.

Elle avait pour principal effet d'interdire aux lépreux la compagnie des hommes, l'entrée des villes, des églises et des lieux publics.

Elle entraînait certaines restrictions à la jouissance des droits civils. En général, le lépreux ne pouvait ni aliéner, ni succéder, ni tester, ni ester en justice. Il conservait seulement l'usufruit de ses biens.

Le mariage n'était pas dissous par la lèpre survenante; mais les fiançailles et les promesses de mariage étaient rompues.

De nombreux hôpitaux furent consacrés au soulagement des lépreux. L'ordre de Saint-Lazare se dévoua particulièrement à leur service.

Après l'extinction de la lèpre en France, la dotation immobilière des léproseries, d'abord affectée à l'ordre de Saint-Lazare, par édit de 1672, fit retour, par un autre édit de 1693, aux hôpitaux destinés aux pauvres atteints de maladies ordinaires.

6. M. L. DE BASTARD.—*Recherches sur la nature et l'origine des insurrections des habitants de Vézelay contre leurs abbés pendant la première moitié du douzième siècle.*

L'*insurrection* de 1108 contre l'abbé Artaud a pour motif une réduction de charges en faveur des habitants de Vézelay.

La *conspiration des bourgeois* sous l'abbé Albéric, vers 1136, a pour but de leur faire acquérir des droits civils.

L'*insurrection communale* proprement dite, vers 1155, n'est pas une insurrection politique.

L'origine de cette insurrection remonte à la rivalité des abbés de Vézelay et des comtes de Nevers.

La *commune*, qui en est la suite, n'a qu'une existence précaire, sans magistrature municipale, élective ou non; elle n'a aucun résultat immédiat.

7. M. SCHWEIGHÆUSER.—*De la Négation dans les langues romanes du nord et du midi de la France.*

La théorie de la négation, en latin, repose sur ce principe fonda-

mental, que deux négations se détruisent et valent une affirmation. L'ignorance et la barbarie du moyen âge ont profondément modifié ce principe dans les langues romanes.

L'accumulation des mots négatifs y est une condition indispensable à l'expression de la négation, sauf le cas où elle est exprimée par *non* ou par ses dérivés. Pris isolément, les autres termes négatifs ont, à peu de chose près, la valeur des termes positifs qui leur étaient corrélatifs en latin.

Certains mots affirmatifs dans l'origine, mais auxquels l'habitude de les construire avec la particule *non* ou *ne* a fait attribuer communément une valeur négative en eux-mêmes (*aucun, personne, jamais, etc.*), n'ont jamais eu cette valeur. D'autres, en effet (comme *rien*), sont devenus quelquefois négatifs dès les premiers temps de la langue.

L'usage multiplié que les langues romanes ont fait de certains substantifs destinés à renforcer l'expression de la négation, a fini par leur enlever la marque distinctive de leur nature, l'article, et les a réduits à peu près à l'état de simples adverbes.

Mais, dans aucun cas, ces prétendus adverbes n'ont une valeur négative par eux-mêmes.

La plupart des règles posées après coup par les grammairiens, sur l'emploi de ceux d'entre eux qui se sont conservés dans la langue moderne, ne sont justifiées ni par leur signification étymologique, ni par l'histoire de la langue.

8. M. MARTY-LAVEAUX. — *Examen des œuvres de Virgilius Maro, le grammairien.*

Certains grammairiens, que Virgilius Maro nous fait connaître, recherchaient les mots les moins usités, et en dérivait de nouveaux termes auxquels ils attribuaient des significations tout à fait détournées; en outre, ils employaient les prépositions les unes pour les autres.

Ils avaient des déclinaisons et des conjugaisons particulières, dont les formes étaient entièrement contraires au génie de la langue latine.

Les plus subtils joignaient à ces procédés l'abus de l'hyperbate et de la tmèse, et l'usage des sigles, qui servaient alors, non pas à abrégier l'écriture, mais à dérober la science aux profanes.

Ce genre de style, dont les règles étaient enseignées dans les écoles, et qui se trouvait plus ou moins compliqué d'inventions bizarres et de précautions propres à rendre la science inabordable, fut en usage pen-

dant une période dont il n'est pas possible de déterminer exactement la durée, mais qui comprend les huitième, neuvième et dixième siècles dans toute leur étendue.

9. M. HURON. — *Des Armoiries.*

Les armoiries modernes ne sont point d'autre nature que les emblèmes antiques ; car :

Les unes et les autres ont le même but et sont pris aux mêmes sources, qui sont : le nom , une chose remarquable, la fantaisie.

Des différences que l'on peut signaler entre les emblèmes modernes et les anciens , deux n'existent réellement pas : ce sont celles fondées sur l'écu où nous les peignons et la limitation des couleurs dont nous nous servons ; l'autre , qui est fondée sur l'invariabilité de nos armoiries , ne touche en rien à leur essence.

Ainsi, les armoiries remontent à l'antiquité, et non pas seulement au moyen âge.

10. M. HÉRON DE VILLEFOSSE. — *Le roman de l'Image du monde.*

Le roman de l'*Image du monde* n'est pas de Jean de Beauvais , mais d'un Messin nommé Gossuin.

Ce poème n'est pas un ouvrage original, mais est extrait de plusieurs autres, surtout du traité de *Imagines mundi*, qu'on attribue à Honoré d'Autun.

Le plan, entièrement subordonné à la religion, diffère de celui des auteurs qui ont fourni les matières.

L'auteur semble mériter plus d'indulgence qu'on ne lui en a accordé. Il a une certaine indépendance d'esprit, et ne répète pas servilement les préjugés reçus.

11. M. CHATEL. — *Hugues Capet dans l'histoire et le roman.*

Origine des Capétiens. Albéric de Trois-Fontaines et Tournemine ne sont pas les premiers qui aient établi et accrédité l'origine saxonne et l'origine carlovingienne de Hugues Capet. Fauchet avait retrouvé le véritable système accrédité de nos jours par l'heureuse publication du Richer de M. Pertz.

Il existait, avant Dante, une légende populaire qui faisait de Hugues Capet le petit-fils d'un boucher de Paris. Erreur de ceux qui lui ont attribué l'invention de cette fable.

Caractère de Hugues Capet. Conformité de l'histoire, des chroniques et du roman.

Analyse de la chanson de geste de Hugues Capet.

Étude paléographique. Le manuscrit est du quinzième siècle.

Étude archéologique. La geste de Hugues Capet remonte au moins au treizième siècle.

Caractère politique et tendance bourgeoise de la première partie de ce roman.

12. M. DUPLÈS-AGIER.—*De l'Ost et de la Chevauchée, ou du Service militaire des fiefs nobles en France, pendant les onzième, douzième et treizième siècles.*

Il y a des distinctions importantes à établir entre l'ost et la chevauchée.

L'âge propre au service militaire n'était autre que celui de la majorité féodale.

Les Assises de Jérusalem nous apprennent qu'il y avait quatre manières de faire la semonce de service.

La circonscription territoriale dans laquelle le service militaire pouvait être exigé, était ordinairement les limites du fief du suzerain, ou les limites du royaume, qui n'était lui-même qu'un grand fief possédé par un roi.

La durée du service, continuelle dans le principe, fut réduite par les coutumes, grâce à l'affaiblissement de l'usage des guerres privées, à un certain temps fixe et déterminé.

La sanction pénale attachée à la violation des lois qui réglaient les devoirs du service militaire était la confiscation perpétuelle, la confiscation temporaire, ou même une simple amende.

Une ordonnance de Philippe le Hardi est la base de l'estimation en argent du service militaire, dû par les divers ordres de vassaux.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

HISTOIRE DU DROIT CIVIL DE ROME ET DU DROIT FRANÇAIS; par M. F. Laferrière, professeur honoraire à la Faculté de droit de Rennes, inspecteur général de l'ordre du droit; Paris, Joubert, 3 vol. in-8°. 1847-1848.

Cet ouvrage est conçu d'après un plan des plus vastes. Il ne s'agit rien moins que d'embrasser, dans leur ensemble, l'histoire du droit romain et celle du droit français. M. Laferrière s'est dévoué à l'exécution de ce plan avec persévérance : dès 1836, il avait publié, sous le titre un peu ambitieux d'*Histoire du droit français*, un essai philosophique qui, malgré la sévérité du jugement de Klimrath (1), fut dès lors accueilli avec distinction, et reçut d'honorables encouragements. Après dix ans d'études nouvelles, il reproduit son ouvrage sur des bases entièrement neuves.

Nous n'avons point à parler du premier volume, consacré à l'histoire interne du droit romain. Le second volume commence l'histoire du droit français par l'époque celtique, et la suit pendant l'époque gallo-romaine. Avec le troisième volume commence l'époque française, conduite jusqu'à la fin de la première période, la période gallo-franque. Je rapporte les divisions de l'auteur.

M. Laferrière donne à l'époque celtique des développements relativement considérables, et restitue, avec une grande hardiesse, cette phase obscure de l'histoire du droit. Le chapitre III du livre II, intitulé *Esprit du droit gallique*, présente, dans un exposé d'ensemble, l'état des personnes, — la constitution de la famille et le droit des successions, — les règles sur la propriété, la possession et les obligations, — les institutions judiciaires. Pour remplir ce cadre, l'auteur a nécessairement puisé à d'autres sources que les sources purement historiques. César reste toujours bien pour lui « la source primitive... la source la plus pure et qui doit conserver le plus « d'influence, » mais il croit pouvoir rapprocher de cette source les monuments des usages gallois ou bretons qui, suivant lui, tiennent directement à la race et aux origines celtiques. Parmi ces monuments, il signale de préférence LES LOIS GALLOISES DE HOWEL ou HYWEL DDA, rédigées vers 843, et LA TRÈS-ANCIENNE COUTUME DE BRETAGNE, rédigée dans le courant du quatorzième siècle. On sent tout ce que ce procédé a de hasardeux, et, malgré la prudente réserve avec laquelle M. Laferrière déclare en user, il me semble qu'il s'est laissé entraîner trop avant dans ses développements sur le droit privé de l'époque celtique. Était-ce bien le lieu de traiter, même par aperçu, du retrait lignager, du domaine congéable, des sociétés taisesbles, de la possession d'an et jour? Cette méthode a tout au

(1) Voy. la *Revue de législation et de jurisprudence*, première série, t. IV, p. 48, et l'avant-propos de M. Laferrière.

moins l'inconvénient d'amener forcément de nombreuses anticipations, et il s'ensuivra des redites dans le reste de l'ouvrage. Quoi qu'il en soit, et la donnée de l'auteur une fois admise, on ne saurait méconnaître le parti qu'il a su tirer des monuments de droit par lui exploités.

Dans le livre III, consacré à l'époque gallo-romaine, M. Laferrière peint avec une grande verve le développement du droit romain sous l'action du stoïcisme et du christianisme. Le premier établissement du christianisme dans les Gaules est traité avec étendue. M. Laferrière pense, avec de Marca, Ruinart et les auteurs de la *Gallia christiana*, que les monuments primitifs et les traditions populaires, respectables par leur ensemble, combattent victorieusement l'autorité de Grégoire de Tours et le récit de Sulpice Sévère sur l'établissement tardif du christianisme dans les Gaules. Tout ce passage offre une discussion historique du plus haut intérêt.

Après un exposé de l'organisation de la province gallo-romaine et des institutions municipales sous l'administration romaine, l'auteur traite des premiers établissements des Germains et des monuments du droit romain en vigueur dans les Gaules; je reviendrai tout à l'heure sur le *Bréviaire d'Alaric* et sur le code des *Visigoths*. Le reste du volume est consacré à l'histoire interne du droit pendant cette période.

Le troisième volume commence par une narration rapide de la conquête franque et un tableau de la géographie politique de la France, sous les deux premières dynasties. Il passe ensuite à l'histoire externe et à l'histoire interne du droit germanique. Bientôt se révèle la double action de la société romaine et ecclésiastique sur la société germane : un droit mixte se forme des éléments divers coexistants sur la terre des Gaules. « Ce droit « mixte a pour principaux monuments les édits et décrets des rois méro- « vingiens; — les vrais et les faux capitulaires de la seconde race; — des « formules de divers âges, des chartes de concessions, des polyptyques de « monastères; — des canons de conciles provinciaux, nationaux et géné- « raux; — les vrais et les fausses décrétales, attribuées à des papes d'une « certaine époque. » Là encore, je signalerai tout particulièrement les chapitres consacrés au droit canonique. Déjà M. Charles Giraud, dans ses élégantes dissertations, a exposé avec un grand luxe d'érudition les *Origines canoniques du droit français* pendant la première période de l'histoire ecclésiastique, c'est-à-dire jusqu'au règne de Constantin (1). M. Laferrière mène cette étude presque jusqu'à la fin de la période carlovingienne; il aborde par conséquent la célèbre et difficile question des fausses décrétales, et sa dissertation sur ce point me semble un parfait résumé de l'état de la science et un modèle de critique historique.

Dans tout le cours de l'ouvrage, M. Laferrière, ainsi qu'il convenait à un

(1) Voyez l'*Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge*, par M. Giraud, la *Bibliothèque de l'École des chartes* en a rendu compte dans le tome II de la deuxième série, pag. 589.

travail de généralisation, a su très-bien mettre à profit les travaux de l'érudition moderne; pour ne parler que des savants contemporains, MM. Pardessus, Pertz, Guérard, notamment, lui ont souvent préparé la voie; il peut d'ailleurs réclamer sa part de recherches originales et d'aperçus ingénieux. On reconnaît en plusieurs passages une louable tendance vers la conciliation des systèmes divergents; mais cette disposition l'a égaré, je crois, dans le système qu'il propose sur le caractère territorial de la loi romaine dans la Gaule méridionale. Ce point mérite d'être examiné avec quelque étendue.

A quel titre s'est maintenue, dans le midi de la Gaule, la loi romaine (représentée principalement par le *Breviaire d'Alaric-II*)? Est-ce comme loi territoriale ou comme loi personnelle? D'après M. de Savigny (1), qui me paraît avoir épuisé la question, toutes les lois, la loi romaine comme les autres, sont devenues personnelles, à partir des grandes invasions.

Alors seulement « que les peuples auxquels s'appliquaient les droits « personnels eurent disparu, et que leur mélange eut enfanté de nouvelles « nations, les droits personnels des anciens peuples durent aussi disparaître. » Ce moment est celui de la naissance du système féodal. Cependant nous voyons l'édit de Pistes, en 864, distinguer les pays où l'on juge suivant la loi romaine et ceux où l'on ne juge pas d'après cette loi. On a prétendu prouver par les termes de cet édit le caractère territorial de la loi romaine, mais « les expressions de certains passages, que l'on a remarquées, se rapportent, non aux territoires, mais aux personnes... Toujours il est question « de désigner ceux qui suivent les différents droits, mais souvent un pays « n'était peuplé que de Romains, et alors le nom du territoire désignait les « habitants. »

M. Laferrière part d'un point tout opposé. Suivant lui, lors de la promulgation du *Breviarium*, en 506, la distinction des LOIS PERSONNELLES était inconnue dans la Gaule méridionale. Les Visigoths, admirateurs de la civilisation romaine, se seraient soumis aux lois civiles des vaincus. C'est ce que prouveraient les termes suivants du *COMMONITORIUM*, mis en tête du recueil : « *In foro tuo nulla alia lex neque juris formula « proferri vel recipi præsumatur... ut universos ordinationis nostræ disciplina et pœna constringat.* » — « Ce résultat d'ailleurs serait confirmé « par un autre document : Athalaric, roi des Goths, de 526 à 534, dans la « partie restée en dehors de la conquête de Clovis, écrivait au sénat de « Rome, selon Cassiodore, *et Gothis et Romanis apud nos esse jus commune* (2). C'est ce qui existait aussi en Italie, après la conquête des Os-

(1) *Histoire du droit romain au moyen âge*, traduction de Guenoux, t. I, ch. 3.

(2) Il y a ici une confusion de noms entre Athalaric, roi des Ostrogoths, et Amalaric, roi des Visigoths à la même époque. Le passage cité est tiré de la proclamation d'avènement adressée par Athalaric, non pas au sénat, mais au peuple romain (CASSIODORE. *Variarum*, VIII—3). Il ne fait donc que confirmer ce que l'auteur dit,

« trogoths, à la fin du cinquième siècle. L'édit de Théodoric (vers l'an 500) est un code romain, également obligatoire pour les vainqueurs et les vaincus, pour les Barbares et les Romains. » Dans ce système, les termes de l'édit de Pistes, bien loin de présenter une difficulté, fournissent une confirmation nouvelle. Mais, continue M. Laferrière, la destinée du *Breviarium* a été différente dans la portion de la Gaule retenue par les Visigoths après la victoire de Clovis, c'est-à-dire dans le territoire de l'ancienne Narbonnaise première, successivement appelée Septimanie et Gothie. Là, le *Liber judicium* ou CODEX LEGIS WISIGOTHORUM, promulgué en Espagne vers le milieu du septième siècle, se substitua de force, pendant quelque temps, à la loi romaine. On sait, en effet, que les premiers auteurs de ce code, les rois Chindaswinde et Receswinde, proscrivirent sous des peines sévères l'usage de toutes les lois étrangères, et notamment de la loi romaine, dans l'étendue de leur royaume. Quelle exécution reçut cette loi prohibitive dans la Septimanie, province indocile de l'empire visigoth? Aucune, suivant Montesquieu (1). C'est aller trop loin : il est certain qu'après la conquête franque, le code visigoth régnait encore en Septimanie (2), mais il n'était plus exclusif de la loi romaine pour la population gauloise ; quant aux Francs vainqueurs, ils suivaient la loi salique. Cet état se serait même maintenu pendant plus de deux cents ans, ainsi que le prouvent divers plaids tenus en 918, 933, 968, auxquels assistaient des juges de la loi romaine, de la loi gothique et de la loi salique (3). « Sous ce rapport, dit M. Laferrière, la loi romaine, dans la Septimanie, participait alors au caractère des lois personnelles. Mais la loi romaine était restée à l'état de loi réelle et territoriale dans les autres parties du midi, savoir : le territoire de Toulouse, l'Aquitaine et ce qui fut qualifié plus tard la Provence, par dérivation indicative de l'ancienne province romaine. — C'est ainsi que se concilie l'opinion de Montesquieu (4) et de l'abbé de Gourcy sur

avec raison, de l'édit de Théodoric. M. de Savigny a cité ce passage, et l'a placé sous son véritable jour, en traitant du droit romain dans le royaume des Ostrogoths (t. II, chap. 11).

(1) Voy. l'*Esprit des Lois*, liv. XXVIII, ch. 7.

(2) C'est ce que prouve surabondamment Canciani dans sa préface de la loi des Visigoths ; voyez encore, à la suite de cette loi, sa note sur la constitution du pape Jean VIII, au concile de Troyes, en 875.

(3) *Histoire du Languedoc, Preuves*, I, 54. 2. 111, cité par M. Laferrière. — Dans tout ce passage, j'ai développé, plus que l'auteur lui-même, ce qui concerne la Septimanie. Je crois pourtant être resté fidèle à sa pensée.

(4) Il ne me paraît pas que l'opinion de Montesquieu soit exactement rapportée dans ce passage. Montesquieu dit au contraire (*Espr. des Lois*, XXVIII, 4) : « Quand Pépin et Charles Martel chassèrent les Sarrasins (de la Septimanie), les villes et les provinces qui se soumirent à ces princes, demandèrent à conserver leurs lois, et l'obtinrent : ce qui, malgré l'usage de ces temps-là, où toutes les lois étaient personnelles, fit bientôt regarder le droit romain comme la loi réelle et territoriale dans ces pays. »

« le caractère réel et territorial du droit romain, avec celle des auteurs
 « qui ont prétendu que le droit romain était devenu loi personnelle. La
 « PERSONNALITÉ du droit romain avait passé dans la Gothie avec le code
 « visigothique. La RÉALITÉ avait subsisté dans les autres parties de la
 « Gaule méridionale avec le code d'Alaric II. »

Ce système a du moins le mérite de préciser une distinction, méconnue ou trop peu signalée par plusieurs historiens, entre les pays de la Gaule méridionale, soumis à la domination des Visigoths jusqu'à la conquête de Clovis (507, 508), et la Septimanie, conquise par les Francs seulement dans les années 752 à 755. Mais, quant au fond, il pêche entièrement par sa base, à savoir par cette idée que le *Bréviaire d'Alaric* aurait eu, dès le principe, le caractère de loi territoriale et que les Visigoths se seraient, dès le temps d'Alaric II, entièrement confondus avec la population gallo-romaine. Nous voyons, au contraire, la législation propre des Visigoths, redigée pour la première fois par Euric, père d'Alaric II, marcher et se développer, sous le règne de ses successeurs, parallèlement à la législation romaine. A cet égard, nous avons mieux que le témoignage des historiens; les lois propres des Visigoths, pendant cette période, subsistent; elles se retrouvent signalées comme anciennes (*antiquæ*) dans le code visigoth du septième siècle. Ce code lui-même, œuvre de fusion, ce code qui, le premier rétablit expressément le caractère territorial de la loi, ce code, aux trois quarts romain quant au fond, n'en est pas moins entièrement barbare par la forme et par le nom de ses auteurs. Il n'est donc pas plus vrai qu'il n'est vraisemblable que les Visigoths vainqueurs aient abandonné leurs lois nationales, que venait de recueillir et de promulguer le roi Euric, le fondateur de leur prépondérance en Gaule, et le conquérant de l'Espagne, pour venir se soumettre docilement, sous le règne d'Alaric, aux lois des Romains vaincus.

Mais un dernier argument se tire du *Breviarium* lui-même : l'identité de législation suppose la fusion des races, c'est-à-dire apparemment la permission du mariage entre les deux peuples. C'est cette permission que n'a pas manqué d'accorder le législateur visigoth du septième siècle (1). Tout au contraire, nous trouvons insérée au *Breviarium* la constitution même de Valentinien qui défend sous peine capitale le mariage entre Romains et Barbares. (*Cod. Theod.*, liv. III, tit. 14.) Suivant M. Laferrière, cette insertion « est la preuve manifeste que les Visigoths se confon-
 « daient avec les Romains ou provinciaux, et que, dans la pratique de la
 « Gaule méridionale, la constitution avait seulement pour but la prohibi-
 « tion du mariage avec les lètes ou autres colons barbares qui n'avaient
 « pas le droit de cité romaine. »

Jacques Godefroy et M. de Savigny ont répondu d'avance, en faisant remarquer l'esprit bien différent, sous des expressions presque identiques, du

(1) *Cod. visig.*, liv. III, tit. 1, loi 1.

texte de la constitution et du commentaire qui l'accompagne dans le *Breviarium* (1). J'ajouterai que, dans le système de M. Laferrière, la loi déjà citée du code visigoth est inexplicable : si le *Connubium* existait déjà, au temps d'Alaric, entre les Romains et les Visigoths, comment se ferait-il qu'une loi formelle de Receswinde fût venue le consacrer au milieu du septième siècle ?

Ces arguments, si je ne me trompe, sont déterminants (2) ; ils ont d'ailleurs pour eux les autorités les plus graves : D. Bouquet, Canciani, M. de Savigny, M. Guizot n'hésitent pas à voir dans le *Breviarium* une loi promulguée par Alaric pour ses sujets romains exclusivement. M. Laferrière assurément n'a pas ignoré l'opinion de ces savants ; on le voit à la manière dont il insiste sur les quelques textes qui fondent son système, mais pour détruire un point si fortement établi, ce n'était pas trop d'une réfutation en forme. Que M. Laferrière, au surplus, me pardonne l'insistance de ces observations ; je me fie à son infatigable persévérance, et je serais heureux de provoquer de sa part un éclaircissement dans son prochain volume, qui, j'espère, ne se fera pas attendre.

G. D.

TABLEAU GÉNÉRAL NUMÉRIQUE PAR FONDS DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES antérieures à 1790, publié par la Commission des archives départementales et communales. — Paris, in-4°, 1848, 253 pages.

Voici le second volume de cette série de publications au moyen desquelles la Commission des archives entreprit de faire connaître les richesses contenues dans les dépôts publics de la France, en même temps qu'elle s'efforçait par des mesures administratives de porter dans les archives départementales l'ordre et la lumière. Nous avons déjà rendu compte du *Catalogue général des cartulaires de France* (3) qu'elle a fait paraître en 1847. Dans le nouveau volume que nous annonçons, elle donne un curieux dénombrement de tout ce que contiennent en registres et papiers divers toutes les archives départementales du pays, celles de Paris exceptées. Aucun département n'est sans archives, mais quelques-uns sont d'une extrême pauvreté. Chaque dépôt est divisé en archives civiles et archives ecclésiastiques, et chacune de ces deux divisions se subdivise en quatre catégories : 1° registres ; 2° plans ; 3° liasses et portefeuilles ; 4° titres isolés. Le nombre total de ces différents genres de pièces réunis forme, pour tous les chefs-

(1) « Nulli provincialium, cujuscunque ordinis aut loci fuerit, cum barbara sit uxore conjugium... etc. INTERPRETATIO : Nullus Romanorum Barbaram cujuslibet gentis habere præsumat uxorem, . . . etc. »

(2) Pour épuiser la démonstration, il me reste à répondre au seul argument de M. Laferrière, le passage du *COMMONITORIUM* cité ci-dessus : « In foro tuo nulla alia lex... proferri... præsumat. » Cet ordre, adressé à des juges romains, ne doit s'entendre que des lois romaines non comprises dans le recueil, vulgairement appelé *Breviarium Alarici*, ou *Breviarium Aniani*.

(3) *Bibliothèque de l'École des chartes*, deuxième série, t. III, p. 521.

lieux de département un ensemble de : 141,279 registres ; 28,216 plans et 115 atlas ; 123,830 liasses, portefeuilles, cartons ; 943,361 chartes et titres isolés. Dans ce nombre les archives civiles figurent pour 73,707 registres, 14,580 plans, et 33 atlas ; 59,997 liasses et cartons ; 262,052 chartes et titres isolés. Les archives ecclésiastiques pour : 67,572 registres ; 13,636 plans, et 82 atlas ; 63,833 liasses et cartons ; 681,309 chartes et titres isolés. Il faut remarquer, nous le rappelons, que dans ces chiffres ne sont pas compris ceux que fourniraient les archives du département de la Seine, qui sont réunies à celles de l'État. Le chartrier le plus considérable est celui de la Côte-d'Or, qui renferme 10,034 registres ; 1,961 plans, et 105 atlas ; 4,830 liasses et cartons ; 155,808 chartes et titres isolés. Après lui viennent : la Seine-Inférieure, qui possède : 2,428 registres ; 202 plans ; 4,343 liasses et cartons ; 79,210 chartes et titres isolés. Le Nord, qui contient : 18,121 registres ; 1,064 plans ; 9,380 liasses ; 66,149 chartes et titres isolés. La Manche, qui a 4,028 registres ; 2 plans ; 2,181 liasses ; 48,212 titres isolés. La Vienne donne 1,078 registres ; 349 plans ; 3,422 liasses ; 45,307 chartes. Puis viennent l'Yonne, la Haute-Garonne, le Cher, les Bouches-du-Rhône, la Nièvre, etc. Les archives les plus pauvres sont : les Deux-Sèvres, qui a en tout 3 registres ; le Cantal, 10 registres, 43 liasses ; le Lot-et-Garonne, 7 registres, 13 liasses, 108 pièces ; la Dordogne, 6 registres, 119 plans, 22 liasses ; le Gers, 164 registres, 3 plans, 60 liasses, 95 pièces ; les Hautes-Pyrénées, 2 registres, 5 plans, 92 liasses, 264 pièces. Puis viennent la Haute-Marne, la Mayenne, la Creuse, le Loir-et-Cher, l'Indre, etc. Un assez grand nombre de départements possèdent dans leurs archives des pièces d'une haute antiquité ; ainsi la Haute-Marne en a de l'an 671 ; le Haut-Rhin, de l'an 672 ; le Nord, de l'an 706 ; le Maine-et-Loire, de l'an 717 ; le Seine-et-Oise, de l'an 752 ; la Vienne, de l'an 780, etc. Malheureusement le catalogue n'indique pas en quel nombre se trouvent ces pièces anciennes.

On doit s'attendre à ce que ces chiffres ne soient pas d'une exactitude rigoureuse. La Commission a enregistré les renseignements tels qu'on les lui envoyait des départements, et sans avoir aucun moyen de contrôle. Du reste, l'exactitude rigoureuse n'avait ici qu'une médiocre importance. Faire l'inventaire de nos richesses historiques, guider dans leurs recherches ceux qu'elles intéressent, arracher le service des archives à l'incurie, et les archives elles-mêmes à la négligence délétère qui leur sont souvent réservées en province, tel était le but de la commission. C'est un juste hommage à rendre à ceux qui la composaient, et surtout à l'administrateur éclairé qui en était le secrétaire, M. Gadebled, de reconnaître que, dans le court espace de cinq ou six ans, ils ont notablement amélioré le service des archives et élevé la position des archivistes en province. Aujourd'hui M. Gadebled a quitté le ministère de l'intérieur, les agitations politiques de l'année dernière ont désorganisé la Commission et rendu son existence

même très-problématique. Peut-être sa seconde publication, dont nous venons de parler, est-elle en même temps la dernière (1).

CHRONIQUE.

Janvier — février 1849.

— Les élèves sortis de l'École des Chartes au mois d'août 1848, après avoir subi les examens dont nous avons parlé dans le volume précédent (p. 519), et soutenu, le 15 janvier dernier, les thèses dont nous rendons compte ci-dessus (p. 240), ont reçu de M. le Ministre de l'instruction publique le diplôme d'archiviste-paléographe. Ce sont Messieurs :

HIMLY (Louis-Auguste).

TARDIF (Adolphe-François-Lucien).

DELISLE (Léopold-Victor).

BOISSERAND de CHASSEY (Dominique-Claude).

GOSSIN (Léon-Pierre).

BASTARD (Jean-Denis-Léon de).

SCHWEIGHÆUSER (Alfred).

MARTY-LAVEAUX (Charles).

HURON (Édouard-Joseph-Marie).

HÉRON de VILLEFOSSE (Étienne-Marie).

CHATEL (Eugène-Athanase).

Le *Moniteur* a publié, le 18 janvier 1849, le rapport suivant adressé à M. le Président de la République, qui lui a donné son approbation.

Monsieur le Président,

« La bibliothèque du palais du Luxembourg a été, depuis le 24 février, comme le palais lui-même, placée dans les attributions du ministère des travaux publics, et administrée par des agents nommés par moi.

« Il m'a paru que cet établissement se trouvait ainsi, vis-à-vis du ministère de l'instruction publique, dans une situation exceptionnelle qu'il importe de faire cesser. La bibliothèque du Luxembourg, formée pour l'usage des assemblées législatives qui se sont succédé dans ce palais, contient des documents parlementaires d'un grand intérêt pour la science et l'administration; elle n'a aucun caractère spécial qui rende son maintien au ministère des travaux publics nécessaire. L'intérêt des hautes études auxquelles elle offrira une précieuse ressource, et la régularité des attributions entre les divers ministères, exigent que la bibliothèque du Luxembourg rentre sous le régime

(1) Aux publications de la Commission des archives, il convient de joindre, pour les compléter, la suite de *Notes sur les archives départementales et communales*, également dues à M. Gadebled, et qui sont pleines d'excellents renseignements. Elles se publient dans le bulletin mensuel de la Société de l'histoire de France (à partir du mois de mars 1848), et ne sont pas encore terminées.

commun, et soit placée sous la dépendance de M. le ministre de l'instruction publique.

« Le crédit ouvert pour le personnel et le matériel de cet établissement, au ministère des travaux publics, pour les trois premiers mois de 1849, serait, dans le cas où vous donneriez, Monsieur le Président, votre approbation à la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre, l'objet d'un virement entre les deux ministères.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage du profond respect de votre très-humble serviteur,

« Le ministre des travaux publics,

« T. LACROSSE. »

— Dans notre dernière livraison nous avons rapporté que deux lettres de Malherbe et de Rubens enlevées à la Bibliothèque nationale, lui avaient été restituées gratuitement. Le même établissement vient de rentrer en possession de quatre autres précieux autographes de Rubens, Casaubon, Saumaise et Caenden, provenant des mêmes collections et qui ont figuré dans une vente publique à Londres, au mois de décembre dernier. Les indications nécessaires pour constater la soustraction ont été fournies, sur la vue du catalogue, par quelques-uns de nos confrères, et elles étaient assez précises pour que les magistrats anglais et les amateurs eux-mêmes n'aient pas hésité à reconnaître la justesse de la réclamation. Cependant, malgré le zèle avec lequel la légation française à Londres s'est occupée de cette affaire, la Bibliothèque nationale a dû rembourser une somme de 240 fr. aux détenteurs de ces autographes.

— Par divers arrêtés rendus par M. le Ministre de l'instruction publique, depuis le 1^{er} janvier 1849, les nominations suivantes ont été faites dans les diverses bibliothèques de Paris :

A la bibliothèque Mazarine : M. de Sacy, conservateur-adjoint, a été chargé des fonctions d'administrateur. — M. Ampère a été nommé conservateur en remplacement de M. Sainte-Beuve, démissionnaire. M. Thiébault de Berneaud, bibliothécaire, a été nommé conservateur-adjoint.

A la bibliothèque Sainte-Geneviève, M. Louis Quicherat a été nommé bibliothécaire en remplacement de M. Tastu, décédé.

A la bibliothèque de la Sorbonne, M. Amédée Rénée a été nommé employé.

A la bibliothèque du Luxembourg, M. Chavin de Malan a été nommé employé en remplacement de M. Londe, appelé à d'autres fonctions.

A la bibliothèque du Louvre, M. A. de Courson (précédemment conservateur-adjoint à la bibliothèque Sainte-Geneviève) a été nommé conservateur. — MM. Bescherelle et Rathery ont été nommés bibliothécaires ; M. Valéry-Radot, sous-bibliothécaire, et M. Benet, secrétaire-trésorier.

DES REVENUS PUBLICS EN NORMANDIE,

AU DOUZIÈME SIÈCLE.

DEUXIÈME PARTIE (1).

ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

Dans cette seconde partie, nous devons examiner l'administration des revenus du duc de Normandie. Nous avons donc à rechercher la division civile de notre province au douzième siècle, les noms et les attributions des fonctionnaires, l'origine et la nature de la cour ducale ou échiquier, la manière d'y rendre les comptes, l'organisation du trésor, le mode d'exploitation des revenus. Nous ne pourrions pas non plus passer sous silence l'état des communes qui jouent un rôle important dans cette exploitation.

Divisions administratives.

Avant saint Louis, nous ne trouvons pas en Normandie un système complet et régulier de divisions politiques : la division en diocèses est la seule qui nous semble avoir été fixe, et qui ait embrassé toute l'étendue de la province. Aussi, les ducs s'en sont-ils souvent servis dans leurs diplômes jusqu'au douzième siècle (2). A côté, nous placerons la division en *pays* qui, pour

(1) Voy. ci-dessus, p. 173, le commencement de ce travail.

(2) H. rex Anglie, episcopo Ebroicensi et omnibus baronibus et fidelibus suis de
V. (*Deuxième série.*)

être d'un grand usage, n'avait cependant rien de bien déterminé; elle s'est perpétuée jusqu'à nos jours avec sa vague indécision. Comme nos ancêtres, nous parlons journellement du Bessin, du Cotentin, de l'Avranchin, sans pouvoir en fixer les limites. Néanmoins ces pays sont très-fréquemment mentionnés dans nos actes publics du onzième et du douzième siècle (1).

episcopatu Ebroicensi. *Chartul. capit. Ebroic.*, n. cxcvii. — Henricus, rex Anglie, justiciis et custodibus episcopatus Baiocensis. *Lib. Nig. cap. Baioc.*, n. xxxvii, fol. ix v^o.

(1) In Constantino unum meum militem nomine Alveredum. *C^a Guill. com. pro Fiscanno*, Bibl. nat., Cab. Moreau, boîte 21. H. rex Anglie, R. Constanciensi episcopo et vicecomitibus et omnibus baronibus et fidelibus suis de Costentino. *Chartul. Montisb.*, p. 7. H. rex Anglie, justiciis Costentini, etc. *Ib.*, p. 8. H. (II) rex, etc. Osberto de Hosa et justiciis et ministris suis de Costentino (*ib.*, p. 12). In pago Constantinensi. *Chartul. S. Trin. Roth.*, p. 422. In pago Constantino. *C^a Ric. II pro Monte S. Mich.*, mss. de M. de Gerville, *Rep. de Ch.*, p. 2248.

In pago Abrincatino. *Ib.* — Quittanciam ubicunque in Auvinceyo, etc. Sint quitti de omnibus consuetudinibus per totum in Abrienico (*al.* Abricinio). *C^a Henr. II pro Ponte Ursonis, Ordonn.*, t. IV, p. 643. Cf. t. VII, p. 592. — Quicquid habui in Abrinchen ei dedi. *C^a Henr. ducis*, Rymer, *Fœdera*, éd. de la Haie, t. I, p. 1, p. 4.

In pago Baiocasino. *C^a Ric. II pro Monte S. Mich.*, mss. de M. de Gerville, *Rep. de Ch.*, pag. 2248. — Henr., dux Normannie et Aquitanie et comes Andegavie, omnibus baronibus et justiciis suis de Baiocasino. *Lib. Nig. capit. Baioc.*, n. xv, fol. v v^o. H. rex Anglie et dux Normannie et Aquitanie et comes Andegavie, Willelmo, filio Johannis, et ministris et omnibus baillivis suis de Baiocassino. *Lib. Nig. capit. Baioc.*, n. xxxv, fol. ix r^o. H. rex Anglie et dux Normannie et Aquitanie et comes Andegavie, justiciis, vicecomitibus et omnibus ministris suis de Beiesino (Arch. du Calv., n. 5 de l'ab. de Troarn). Henricus, rex Anglie, episcopo Baiocensi et omnibus baronibus et fidelibus suis de Beesin. *Chart. Sav.*, in episc. Baioc., n. II, fol. LI r^o.

Terra S. Stephani in Baiocasino et Oximis sit quieta, etc. *C^a Henr. Neustria pia*, p. 630. — De Oximensi et Algensi patria. *C^a Hen. ducis, Lib. Nig. capit. Baioc.*, c^a 40; Stapleton's *Observations*, t. I, p. xxxiv, n. T.

Ricardus, Dei gratia, rex, etc., omnibus ballivis suis de Passeio. *C^a pro Savigneio*, Arc. nat., L. 1146-3.

In valle castelli Moretoin. *C^a Ric. pro Monte S. Mich.*, mss. de M. de Gerville, *Rép. de Chartes*, p. 2248.

In pago videlicet Sisoïense (*sic*, l. : Lisoïense). *Dotalitium Judithæ*, D. Martène, *Thes. anecd.*, t. I, c. 122. In pago Lisiacensi. *Chartul. S. Trinit. Roth.*, p. 224.

In pago Ebrocensi. *Ib.*, p. 422.

In pago denique Rotomagensi. *Ib.*, p. 422.

H. rex Anglie, Willelmo, Rothomagensi archiepiscopo, et Roberto de Candos et omnibus fidelibus suis de Roidmeis. *C^a pro Gimegitiis*, Cab. Moreau, boîte 29. Une copie s'en trouve dans le Cartul. de Jumièges, Archiv. de la Seine-Inférieure, p. 176, c. 1, n. 292.

H. rex Anglorum, R. de Tanc. et omnibus baronibus et fidelibus suis de Calz. *C^a pro S. Wand.*, Bibl. nat., Cab. de Moreau, boîte 29, d'après un Cartulaire du

Sous Richard II et ses successeurs, la véritable circonscription politique était le comté (quelquefois vicomté), qui se partageait en vicairies (1). Il était administré par un lieutenant du comte ou duc des Normands (2), qui pour cette raison prenait le titre de vicomte, celui de comte étant, dans le principe, réservé aux membres de la famille ducale (3). Il serait impossible d'établir que ce système ait été appliqué à toute la province. Sans être entièrement aboli, il disparut de fait sous le règne de Henri II (4), et fut remplacé par la division en baillies (5). On trouve déjà quelques traces de cette dernière dès le temps de

XIV^e siècle, fol. 147. Quattuor villarum, Calesensis pagi. *Chartul. S. Trinit. Roth.*, n. XXXV, p. 440.

In pago Talou villam unam, etc. *Ib.*, p. 422.

(1) In comitatu Abricatensi. *C^a Ric. II, Cartul. de Norm.* à M. Le Prevost, fol. VII v^o. — Unam decimam omnium denariorum vicecomitatus Constantiensis et decimam vicecomitatus Constantiarum et decimam vicecomitatus Wavreti. *C^a Guill. regis, Neustria pia*, p. 432 — In vicaria insuper que vocatur Kelgenas (*sic, l. : Velgenas*). *Dotalicium Judithæ*, D. Martène, *Thes. anecd.*, t. I, c. 122. Et in comitatu Baiocensi. *Dotalicium Adelæ. Spicilegium*, t. III, p. 390. In comitatu Baiocacensi, in villa que dicitur Verson. *C^a Rob. ducis*, mss. de M. de Gerville, *Rép. de Ch.*, p. 2252. In vicariam quoque Cingalensem (*sic, l. : Cingalensem*). *Dotalicium Judithæ*, D. Martène, *Thes. anecd.*, t. I, c. 122. — Ad vicecomitatum Argentomi et Oximorum Falesiaque, etc. Orderic Vital, *Hist. eccl.*, l. XI; dans Duchêne, p. 841. — Rogerius de Monte Gomeri, Oximensis vicecomes. Orderic Vital, *ib.*, l. IV; éd. de M. Le Prevost, t. II, p. 21. — Quod habere videntur in Talcensi et in Calciacensi comitatu. *C^a Guill. ducis pro Fiscanno*, Bibl. nat., Cab. Moreau, boîte 21. — Archas et comitatum Talogii. Ord. Vital, *Hist. eccl.*, l. VIII; éd. de M. Le Prevost, t. III, p. 232.

(2) On sait que nos ducs prenaient indifféremment les titres de duc, comte, marquis, prince et consul. Quant à leurs Etats, ils ne sont guère désignés que sous le nom de duché. Encore ne nous rappelons-nous pas d'avoir trouvé cette expression avant le règne de Henri I^{er}. Cependant Guillaume de Malmesbury rapporte que le duc Robert, au retour de la croisade, reprit son comté sans aucune résistance : Comitatum suum, obsistente nullo, recepit. *Historiens de France*, t. XIII, p. 10. Mais ici le mot comté peut s'appliquer à la dignité aussi bien qu'à l'Etat.

(3) M. Stapleton, *Observations*, t. I, p. LVI.

(4) Voy. cependant plus loin, p. 264. Dans l'état des fiefs de 1172, on trouve encore vicecomitatus de Cerenciis, p. 233 de Ducarel; vicecomitatus de Contevilla, p. 234.

(5) Nous savons que souvent, à cette époque, le mot baillie signifie simplement une charge et le pays où s'étend la juridiction d'un fonctionnaire. C'est avec ce sens qu'on le trouve sur les rôles de l'échiquier d'Angleterre : Et debet, etc. Sed in libre remanent in ballia Hugonis de Gundovilla. *Pip. 2 H. II*, p. 31. Pour rappeler les profits de sa prévôté, Robert, comte de Meulan, dit : Prædictas balleias. M. Le Prevost, *Beaumont*, p. 12, c. 1.

Henri I^{er} (1) et de Geoffroy Plantagenet (2). A partir d'environ 1170, elle est à peu près la seule reconnue par l'administration (3). Le nombre de ces baillies n'était point fixe; chacune d'elles répondait assez bien à ce qu'on appelait une *châtellenie* (4) dans le siècle suivant. Nous en avons reconnu plus d'une trentaine. Ce sont, en suivant l'ordre géographique, les baillies :

D'Arques (5),	De Nonancourt (10),
Du Vexin (6),	De Caux (11),
Du Vaudreuil (7),	Du Roumois (12),
De l'Evrecin (8),	De La Londe ou d'Entre-Seine et Rille (13),
De Verneuil (9),	De Montfort (14),

(1) In villis de Molins et de Bonmolins et in tota ballia de Molins. *C^a Hen. pro S. Ebrulfo*, *Gall. Christ.*, t. XI, instr., c. 209. M. Stapleton (*Observations*, t. I, p. xxxiv, note R), en citant une charte de Henri I^{er}, adressée « Ministris suis in quorum ministeriis canonici Baiocensis ecclesie habent terras » (*Lib. Nig. capit. Baioc.*, n. 34), ajoute : « This appears to have been the common form. » Ce savant n'a-t-il point trop généralisé?

(2) Tibi etiam, Ricarde la Haia, præcipio quod per totam bailiam tuam secundum assisiam meam recognosci facias feudum episcopi Baiocensis. *C^a G. Ducis*, dans le *Liber Niger capit. Baioc.*, c^a 24; M. Stapleton, *ib.*, note S. — Henricus dux, etc., ballivis suis de Oximensi et Algeni patria, etc. Prohibeatis omnes homines de balliis vestris, etc. *Ib.*, c^a 40. *Id.*, n. T.

(3) Il n'y en a guère d'autre sur le registre des fiefs dressé en 1172. Voy. Ducarel, *Antiquités anglo-normandes*, p. 225 de la traduction, et Houard, *Coutumes anglo-normandes*, t. I, p. 239.

(4) Tel paraît avoir aussi été dans plusieurs cas le sens de *vicecomitatus* : « In vinagio quod debent michi milites de vicecomitatu Ebroucensi. » *C^a Rob. com. Melentii*, *T. des Ch.*, reg. LXIX, n. CIII.

(5) *Rot. scac.*, t. I, p. 163; t. II, p. 428. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 22. *Rot. Norm.*, p. 94; p. 98, c. 2.

(6) *Rot. scac.*, t. II, p. 311.

(7) *Ib.*, t. II, p. 483. *Rot. Norm.*, p. 92, 93, 115.

(8) *Rot. scac.*, t. I, p. 262.

(9) *Ib.*, t. II, p. 312. *Rot. Norm.*, p. 95.

(10) Ducarel, p. 223.

(11) *Rot. scac.*, t. I, p. 131. *Rot. Norm.*, p. 103, 105, c. 2, 122. Ducarel, p. 231.

(12) *Rot. scac.*, t. I, p. 246. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 26. *Rot. Norm.*, p. 94, p. 127. Cf. : Omnes Rothomagenses non cives urbis, sed ii videlicet, qui conmanent circa fluvium Sequanæ ad flumen Rilæ. *Chronica Norm.*, à l'an 1140, dans Duchène, p. 979.

(13) *Rot. scac.*, t. II, p. 491, 492, 560. *Rot. Norm.*, p. 90, c. 2; p. 107, c. 2; p. 116. Au XIV^e siècle c'était la sergenterie de la Londe. *T. des Ch.*, reg. LVI, n. LXIII. Une division du Cartulaire de Jumièges (p. 117 et suiv.) est rubriquée « Inter Rillam et Secanam. »

(14) *Rot. Norm.*, p. 127.

De Pont-Audemer (1),	De Vire (13) ou du Château de Vire (14),
De Bonneville (2),	De Condé (15) ou d'Outre-Mont-d'Encre (16),
Du Lieuvin (3),	De Tinchebrai (17),
De l'Hiemois (4),	De Domfront (18),
De Bons-Moulins (5),	Du Passais (19),
D'Alençon (6),	De Gorron (20),
D'Argentan (7),	D'Ambrières (21),
De Falaise (8),	De Contances (22),
D'Auge (9),	Du Cotentin (23),
De Caen (10),	De Cerences (24),
Du Bessin (11),	De Gavrai (25),
De Torigni (12),	

(1) *Rot. Norm.*, p. 94, p. 124, c. 2.

(2) *Rot. scac.*, t. I, p. 138, p. 142, p. 237; t. II, p. 371.

(3) *Rot. scac.*, t. I, p. 156, 237, 249, 252. *Rot. Norm.*, p. 92, c. 2, 115, 117, 120.

(4) *Rot. scac.*, t. I, p. 21, 218, 237; *Rot. Norm.*, p. 103, 108, 121. Ducarel, p. 235.

(5) *Rot. scac.*, t. I, p. 246.

(6) *Ib.*, t. I, p. 246; t. II, p. 386.

(7) *Rot. scac.*, t. I, p. 21, 213. *Rot. Norm.*, p. 106 et 126.

(8) *Rot. scac.*, t. I, p. 237, 234. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 24. *Rot. Norm.*, p. 92, 94, 104, 108.

(9) *Rot. scac.*, t. I, p. 256, 242, 361. *Rot. Norm.*, p. 93 et 106.

(10) *Rot. scac.*, t. I, p. 54, 186. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 5. *Rot. Norm.*, p. 5.

(11) *Rot. scac.*, t. I, p. 128, 263. *Rot. Norm.*, p. 92, 104, 121.

(12) *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 20 et 26.

(13) *Rot. Norm.*, p. 102 et 106. *Rot. scac.*, t. I, p. 56, 244; t. II, 357.

(14) Ducarel, p. 235.

(15) *Rot. scac.*, t. I, p. 171; t. II, p. 469.

(16) *Ib.*, t. I, p. 16.

(17) *Rot. Norm.*, p. 121, c. 2; Ducarel, p. 237.

(18) *Rot. scac.*, t. I, p. 28, 222, 244. *Rot. Norm.*, p. 96. — Proventuum de castro et baillivia Dompnifrontis. C. Hen. II pro Lonleio. *Neustria pia*, p. 426.

(19) *Rot. scac.*, t. I, p. 225; Ducarel, p. 236.

(20) *Rot. scac.*, t. I, p. 244; t. II, p. 355.

(21) *Ib.*, t. I, p. 222 et 244; t. II, p. 368.

(22) *Ib.*, t. I, p. 143, 218, 244; t. II, p. 295 et 515; Ducarel, p. 231.

(23) *Rot. scac.*, t. II, p. 505. M. Stapleton, sur son excellente *Tabula Normanniæ sub regibus Angliæ*, ne semble pas avoir distingué les deux baillies de Contances et de Cotentin. On lit dans une charte de 1042 pour Cerisi : Vicecomitatus Constanciensis et. . . . vicecomitatus Constanciarum. *Neustria pia*, p. 432. La division ecclésiastique reconnaissait aussi un « Archidiaconatus Constanciensis » (*Livre Blanc de Contances*, fol. 18 v^o) et un « Archidiaconatus de Costentino » (*Ib.*, fol. 34 r^o. *Polypt. Const.*, fol. 16 r^o). — En 1172, la baillie de Cotentin est appelée « Balliva de Hosa. » Ducarel, p. 232.

(24) *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 35. — Vicecomitatus de Cerenciis. Ducarel, p. 233. Ballia de Cerenciis, *ib.*, p. 236.

(25) *Rot. scac.*, t. II, p. 293; Ducarel, p. 232.

De l'Avranchin (1),

Et de Pontorson (4).

Du Val de Mortain (2) ou de Mortain (3),

Comme on le voit, les baillies tiraient leur nom tantôt du pays, tantôt de la ville chef-lieu. Plus souvent encore, elles se désignaient par le nom du titulaire (5).

La division en baillies semble avoir embrassé toute la province. D'après une ordonnance de Henri II, les vassaux de Baudri, fils de Gilbert, devaient, en cas de forfaiture, comparaître devant le bailli du roi à Rouen, et, s'ils y manquaient, ils étaient contraints d'y venir par les baillis du roi dans les baillies desquels ils habitaient (6). Ces circonscriptions n'avaient rien de commun avec les grands bailliages du treizième siècle : ceux-ci ne furent pas même définitivement organisés avant saint Louis.

Fonctionnaires.

Passons maintenant en revue les fonctionnaires servant à l'administration des revenus ducaux. Précisons le sens qu'on doit attacher à leurs titres, et l'idée qu'il faut se faire de leurs fonctions.

Le premier fait qui se présente à nous, c'est la multiplicité des emplois. « L'armée des fonctionnaires, écrit Pierre de Blois à Henri II, n'est pas moins nombreuse qu'une nuée de sauterelles (7). » Il faut, de plus, noter l'empressement avec lequel

(1) *Rot. scac.*, t. I, p. 244; t. II, p. 292. *Rot. Norm.*, p. 118.

(2) *Rot. scac.*, t. II, p. 356.

(3) *Rot. Norm.*, p. 103 et 120.

(4) *Rot. scac.*, t. II, p. 291. D'après l'acte suivant, la baillie d'Avranches aurait compris Pontorson : Rex, etc., omnibus de ballia Abrincensi, etc. Sciatis quod commisimus dilecto et fideli nostro Hugoni de Colunciis custodiam castri nostri de Ponte Ursonis et balliam Abrincensem, etc., ei tanquam constabulario et ballivo nostro sitis intendentes. Teste meipso, apud Rothomagum, xix die februarii (1203). *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 25.

(5) Baillia Erchenboldi cum Mitra. *Rot. scac.*, t. I, p. 52. Ballia Willelmi de Mara, *ib.*, t. I, p. 156. Ballia Willelmi de Malepalet, Ducarel, p. 234. Ballia Ranulphi de Rollancurt, *ib.*, p. 237.

(6) Si ei forisfecerint, veniant Rothomagum ei satisfactori et juri parituri coram ballivo meo Rothomagensi, et si venire noluerint, per ballivos meos in quorum balliis manserunt venire Rothomagum cogantur. *Bibl. nat.*, ms. de Colbert, n. 8408, 2-2, B, fol. xii^{xx} iii r^o; Cf. La Roque, *Hist. de Harcourt*, t. III, p. 151.

(7) Ministerialium siquidem tanta est multitudo quanta est locustarum. *Epist. xcv; Opera*, éd. de 1600, in-4°, p. 174.

les ecclésiastiques entraient dans la carrière administrative (1). Les fonctionnaires étaient en général désignés sous le titre de ministres (2), ministériels (3), officiers (4), sergents (5) et baillis (6). Ce dernier mot est le plus fréquent. Il s'applique aux prévôts des ports (7), aux percepteurs des droits sur la Seine (8) et dans les foires (9), et jusqu'aux barons de l'échiquier (10).

En commençant notre revue par les degrés inférieurs de la hiérarchie, nous rencontrons les prévôts, parfois appelés ministres (11) et préteurs (12). Leur principale occupation consistait à régir un ou plusieurs domaines du duc.

(1) Sane predictum Sagiensem qui, ministerio Dei neglecto, tanquam curialis factus est, sicut dicitur, rusticorum spoliator et scelerum ultor, si ita est, vel ministerio regio, vel episcopatu obrenunciare compellat. *Alexandri IV epistola de Frogero*, citée dans l'*Examen de ce qui est dit de la charge du connétable de Normandie*, p. 36, note 25. — Si te curialium et maxime seacarii labyrinthis immerseris, magna spiritualis exercitii dispendia patieris. Nemo potest duobus dominis servire, Deo et Mammonæ. Petrus Blesensis, *De institutione episcopi*, dans ses *Opera*, édition de 1667, p. 452, c. 2. — Nullus clericus nisi caudicus; nullus presbyter, nisi, ut verbo parum latino utar, firmarius. Will. Malmesb., l. IV; *Hist. de France*, t. XIII, p. 4.

(2) H. (II) rex, etc., iusticiis et ministris suis Anglie et Normannie. *Chartul Montisb.*, p. 13.

(3) Voy. plus haut, p. 262, n. 7.

(4) Ut regis vicecomes et officialis. Orderic Vital, *Hist. ecclés.*, l. XII; éd. de Duchêne, p. 841.

(5) Voy. plus loin, p. 265, n. 1.

(6) H. (II) Dei gratia rex, etc., archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, iusticiis, vicecomitibus, seneschallis, prepositis et omnibus baillivis et fidelibus suis totius terre sue. *C. pro S. Victore Paris.*, Arch. nat., L. 1479. H. rex Anglie etc., Willelmo, filio Johannis, et ministris et omnibus baillivis suis de Baiocassino. *Lib. Nig. capit. Baioc.*, n. xxxv, f. ix r°.

(7) Rex, etc., ballivo portus de Barbeflet, salutem, 1202. *Rot. Norm.*, p. 105, c. 2. — Baillivis portuum maris per Normanniam constitutis. 1203. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 25.

(8) Rex, etc., omnibus ballivis suis desuper Secanam. 1200. *Rot. Chart.*, t. I, p. 73.

(9) H. (II) rex, etc., omnibus ballivis suis ferie de Monte Martini. *C. pro Ebronio*. *Bibl. nat.*, mss. de Gaign., n. 205, p. 185.

(10) Johannes, etc., senescallo et ballivis suis de scaccario Cadomi. 1200. *Rot. Chart.*, t. I, p. 58.

(11) M. imperatrix, H. regis filia, archiepiscopo, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, iusticiis, vicecomitibus, ministris et omnibus fidelibus suis Argentomi et tocius Normannie. Arch. du Calvados, n. 5 du fonds de Gouffer.

Ego Gaufridus, comes Andegavie et dux Normannorum, cunctis baronibus meis, vicecomitibus, ministris et omnibus hominibus meis. *Chart. Montisb.*, p. 17. H. (II) rex, etc., iusticiis, vicecomitibus, ministris et omnibus fidelibus suis (*ib.*, p. 12). H. (II) rex, etc., vicecomitibus et ministris et fidelibus suis tocius Normannie (*ib.*, p. 13).

(12) C'est le nom qu'ils portent dans la charte des franchises de Verneuil et de Pon-

Au-dessus des prévôts nous trouvons les vicomtes (1). Ils étaient moins chargés de surveiller les domaines que de faire rentrer au trésor le produit de certains droits, tels que bernage, aide, taille, de faire exécuter les arrêts de la cour ducale, de recevoir les amendes, les mercis, les offrandes, de rendre la justice, et même de commander les troupes (2). Ils étaient choisis tantôt parmi les chevaliers (3), tantôt parmi les gens de loi (4).

Sous les Plantagenets, les vicomtes deviennent rares, et ne se trouvent guère qu'à Rouen et à Caen (5). Leur place est prise par les baillis proprement dits. Ceux-ci gouvernent les biens

torson. *Ordonnances*, t. IV, p. 637; cf. t. VII, p. 592. — Bernado (*sic*) Valense tunc pretore (Bellimontis). 1196. *Chartul. de Bellomonte*, n. XII, A. f. IX r^o.

(1) C'est peut-être par suite de l'interprétation *vic'*, mal interprétée, qu'ils sont quelquefois appelés *vicarii* : H. Dei gratia rex Anglie, etc., archiepiscopis, episcopis, comitibus, justiciis, vicariis et senescallis prepositis et omnibus ballivis et fidelibus suis. *T. des Ch.*, reg. XLVII, n. XIII. — Ricardus, Dei gratia rex Anglie, dux Normannie, Aquitanie, comes Andegavensis, justiciis, vicariis et senescallis, prepositis et omnibus ballivis et fidelibus suis, salutem. *Vidimus* de 1371 aux Arch. du Calv., n. 1145 de Gouffer. — Cependant nous avons trouvé une mention authentique des « *viarii* », qui, d'après du Cange (éd. des Bénédictins, t. VI, c. 1543), pourraient bien n'avoir pas différé des « *vicarii*. » Cette précieuse indication se rencontre dans le protocole de la charte des libertés des bourgeois de Domfront : H. rex Anglie et dux Normannie et Aquitanie et comes Andegavie, archiepiscopis, episcopis, comitibus, baronibus, justiciis, vicecomitibus, baillivis, prepositis, viariis terrarum suarum, salutem. (*T. des Ch.*, reg. LXII, n. VI^{ter} l.)

(2) Nous avons un exemple de ces fonctions militaires dans le récit de la sédition du peuple de Rouen contre l'archevêque, vers 1070 : *Igitur vicecomes civitatis archiepiscopum sic circumventum ut audivit, veritus ne quid inconsultius adversus ipsum ageretur, et ipse (sic, l. : ipsi) post noxæ argueretur, militarem manum cogit, regis bannum omnibus prætendit, etc. Acta archiep. Rothom.*, dans Mabillon, *Analecta*, éd. in-8^o, t. II, p. 450.

(3) Rogerius de Monte Gomeri, Oximensis vicecomes. Orderic Vital, *Hist. eccl.*, l. III, éd. de M. Le Prevost, t. II, p. 21.

(4) Inter reliquos Landricus de Orbecco qui eodem anno peremptus fuerat.... Hic Orbecci vicecomes et causidicus fuerat, et ultra natales suos ingenio et probitate admodum excreverat. Ord. Vital, *Hist. eccl.*, l. VIII; éd. de M. Le Prevost, t. III, p. 371.

(5) Mandatum est vicecomiti Rothomagi quod mittat apud Radepont, etc. *Rot. Norm.*, p. 108, c. 2. — Majori et vicecomiti Rothomagi, 1202. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 10.

Computate Willelmo Puinardo, vicecomiti Cadomi, etc. *Rot. Norm.*, p. 101, c. 1. — Robertus de Veteriponte habet litteras patentes omnibus de vicecomitatu Cadomi directas quod sint eidem Roberto in omnibus intendentes tanquam vicecomiti et bailivo suo. 1203. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 33.

Parmi les témoins d'une charte de Froger, évêque de Seez, vers 1180, on remarque « Hugo de Nonnant, vicecomes Oximi. » *Chartul. Silleiense*, f. 124 r^o. — Sturgoni, vicecomiti Fiscampi. *Rot. Norm.*, p. 122, c. 2.

échus au roi dans leur baillie, administrent quelquefois par eux-mêmes une ou plusieurs prévôtés ou fermes, perçoivent différents droits, rendent la justice. Ils prennent dans certaines villes le titre de sénéchal (1), et dans d'autres celui de connétable (2). Ce dernier leur était surtout donné quand ils étaient gouverneurs d'une place forte.

Les justiciers proprement dits (en latin *justiciæ*, et plus rarement *justiciarii*), ainsi que le mot l'indique, rendaient la justice au nom du duc. Leur juridiction était supérieure à celle des vicomtes ou baillis. Comme ils n'avaient pas un siège fixe, on les appelait *itinérants* ou *errants* (3). Le duc les envoyait, au nombre de trois ou quatre, tenir l'assise dans les principales villes des baillies (4). C'étaient eux qui taillaient les villes et veillaient à la conservation des droits du souverain.

(1) Hamo, pincerna regis Anglie et senescallus Baiocarum, fidelibus universis, salutem. Arch. nat., L. 1146. 15. *Chartul. Savign.*, f. LV v°, in *episc. Baioc.*, n. XXXI.

Hoc factum fuit dum Willelmus Grassus erat senescallus de Dannifronte. *C. Rob. de Mota*, Arch. du Calv., n. 16 de Fontenai. Jordano de Mesnillis, tunc senescallo de Danfront. *C. Will. de Humeto pro monialibus de Moretonio*, Arch. nat., L. 1146. 18. Fidelibus universis Nigellus Moretonii seneschallus, salutem. *C. pro Savign.*, Arch. nat., L. 1146. 14. *Chartul. Sav.*, f. xxv r°, in ep. Abr., n. LXXII. — Coram Nigello de Moretonio, serviente meo. *C. Hen. II*, Arch. nat., L. 1146. 14. *Chartul. Sav.*, f. XXXVI r°, n. CXXXXII. — Willelmo Avenel, Moretonii seneschallo. *C. W. Burel Abrinc. episc.*, *ib.*, f. XXXV v°, *ib.*, n. CXXXXI.

(2) Rex, etc., Willelmo de Mortemer, constabulario de Archis, salutem... Dedimus terram, etc., que nostra escaeta est in ballia vestra apud Archas. *Rot. Norm.*, p. 117, c. 2.

Rex, etc., preposito et probis hominibus de Torennny, etc. Commisimus dilecto nostro Johanni de Bosco castrum de Torennny custodiendum, et ideo vobis mandamus quod ei, tanquam constabulario nostro, sitis intendentes. 1202. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 20.

Quidam enim constabularius domini regis Henrici, Osbernus de Hosa nomine, qui castrum Cæsarisburgi, cum patria quæ ad illud pertinet, custodiebat... *Rob. de Monte, Appendix*, à l'an 1184; *Recueil des historiens de France*, t. XVIII, p. 337. — Sous l'administration de ce personnage, les barons de l'échiquier firent une déclaration où on lit : Que computantur in quietatione baulivo de Cesariburgo ad scacarium domini regis. *Livre rouge de S. Florent*, f. 41 v°, c. 2. — In castro Gisortii constabularius quidam, nomine Robertus de Candos. *Chartul. de Mortemer*, p. 1.

(3) Ut recognitio... que summonita est coram justic. errant. veniat coram justicia capitali. *Pip. I, Ric. I*, p. 230. — Willelmus Crassus et Henricus de Ponte Aldomari, qui una cum Hugone de Chaucum fuerunt justices itinerantes apud Pontem Aldemari. 1204. *Rot. Norm.*, p. 123, c. 1. — Justiciarii nostri itinerantes, quando ibunt in ballia de Falesia, debent venire apud Braiose et ibidem tractare placita que ad nos pertinent. *Id.*, p. 96, c. 1.

(4) In assisia apud Sanctum Laudum quam tenebant Ricardus de Montigueio, Hamon

Quand on rencontre le mot *justicia* au singulier, il faut l'appliquer au grand justicier, c'est-à-dire au sénéchal (*senescallus* ou *dapifer*) (1). Robert de Neufbourg, sénéchal de Normandie au commencement du règne de Henri II, dit en parlant de lui-même : « Par-devant moi, qui étais la justice de Normandie (2). » Wace emploie une expression analogue (3). Le titre de vicomte de toute la Normandie lui est plus rarement donné (4). Le sénéchal était le premier dignitaire de la cour de nos ducs. Il était à la tête de la justice et présidait à l'administration générale des revenus de la couronne. Nous voyons Raoul Torte, sénéchal sous Richard I^{er}, administrer les domaines et la justice, présider à la fabrication des monnaies et régler la dépense de la cour ducale (5).

de Valoniis, Philippus de Moiaz et Robertus Hermerii clericus. *Lib. de Beneficiis Exaquii*, f. 78 r^o. — Factum est hoc apud Sanctum Laudum in plenari assisia, coram Ricardo de Montigneio et Hamone de Valoniis et Philippo de Moiaz et Roberto, filio Hermer, justiciis domini regis. *C. Gaufr. de Vilers*, Arch. nat., L. 1146. 15. — Testibus his : Willelmo Crasso, Henrico de Ponte Audomeri, Michaele Belet, justiciariis domini regis, coram quibus hoc concessum fuit, et consummatum in plena assisia apud Falesiam. *C. Beatr. de Revers*, Arch. du Calv., n. 9 du fonds de Saint-Jean de Falaise.

(1) Plenariam eis sine dilatione faciatis justiciam, et, nisi feceritis, justicia mea Normannie faciat. *C. Henr. II pro Troarno*, Arch. du Calv., n. 5 de Troarn. — Et, nisi feceris, justicia mea Normannie faciat fieri. *C. Henr. II pro Montisburgo ; Chartul. Montisb.*, p. 13.

(2) Robertus de Novoburgo, senescallus Normannie, archiepiscopo, etc. Cadomo in curia regis, coram me qui eram justicia Normannie. *Chartul. Savign.*, f. L. — Cf. *Chronica Normannie*, à l'an 1158, dans Duchêne, p. 996. A : Mense julio, Robertus de Novoburgo, dapifer et justitiarius Normannie, etc. — R. de Novoburgo, dapifer totius Normannie. *Cartul. de Norm.*, f. viii v^o.

(3)
A Alain ki esteit sis huem
Par l'archeveske de Ruem
Livra sa terre à cumandise
Cum à senescal e justise.

Wace, *Roman de Rou*, v. 8131 ; édit. de Pluquet, t. VI, p. 317.

(4) Roberto de Novoburgo, totius Normannie vicecomite. Mabilon, *Annales Bened.*, t. VI, p. 317. Kalendis augusti, Robertus de Novoburgo, vicecomes totius Normannie... factus est monachus Beccensis. *Chronicon Becci*, cité dans *Neustria pia*, p. 479. D'après La Roque, *Hist. de Harcourt*, t. III, p. 148, au lieu de *vicecomes* on devrait lire *vicedominus*.

(5) Eo namque tempore erat quidam Rodulfus cujus agnomen Torta vocabatur, qui totius Northmannie honorem post mortem Willelmi altius caeteris comparibus sibi vendicabat, etc. Dudo, *De Mor. et act. Norm.*, l. III ; dans Duchêne, p. 17. — Praefectum comitatus praefecit Rodulphum agnomento Tortam, qui vectigalia annuatim a subditis exigeret et tota hac in provincia jura ac quaelibet negocia decerneret. Wil-

Guillaume le Conquérant qualifie son sénéchal, Guillaume, fils d'Osbert, de comte palatin (1). Les princes de la maison d'Anjou l'appellent souvent leur chef justicier (2), leur chef sénéchal (3).

En parlant de lui, Henri I^{er} et Henri II disent qu'il administrait leur justice par toute la Normandie (4).

Les prévôts, les vicomtes, les baillis, les justiciers et le grand sénéchal n'étaient pas les seuls officiers qui s'occupassent des finances; il y avait encore les employés spéciaux, tels que les forestiers, les graverans, les gardes des échoites, etc.; nous nous en occuperons quand nous étudierons en détail les différentes sources du revenu public. A présent, c'est sur l'échiquier que nous devons attirer l'attention.

Ielmu Gemetic., *Hist. Norm.*, l. iv, c. vi; dans Duchêne, p. 242. — Quem Rodolphus Torta, urbis præfectus, male ilico cœpit tractare et domesticos ejus penuria famis affligere, nolens ad quotidianum victum illis præter xii nummos præbere. *Ib.*, l. iv, c. ix; *ib.*, p. 243.

Dan Raoul, un vassal ki Torte ert apelez,

Mananz esteit, etc.

A cil livra li reis totes li prévostez

De Cax e de Roem e des autres citez.

Wace, *Roman de Rou*, v. 3575; t. I, p. 181.

Cil ki ert sèneschal Raol Torte aveit non,

Mult par esteit tenu por encrisme selon.

La mesme Richart fist metre à livreison

A dix wit deniers, poiz se tint por bricon

La monnoie est legière, ne valeit se poi non.

Ne lemoit en la cor juleer ne garchon.

Etc.

Ib., v. 3830; t. I, p. 195.

(1) Suggestione fidelis sui Willelmi, filii Osberni, dapiferi, qui comes erat palatii Chartul. S. Trin. Roth., n. LXVII, p. 455. Cf. : Nostro coram comite palatino res jam prælibati monasterii, videlicet Sancti Juliani, etc. C. Lud. Regis, ann. 1138, dans Brussel, *Usage des fiefs*, t. I, p. 507. — Odo, Baiocasinus presul, qui consul palatinus erat. Orderic Vital, *Hist. eccl.*, l. iv, t. II, p. 222; cf. l. viii, t. III, p. 270.

(2) Coram justicia capitali. Pip. I, Ric. I, p. 230. — Coram me vel coram nostra capitali justicia. C. Ric. Regis, T. des Ch., reg. xxx, n. m^{re} m^{re} xii.

(3) Per visum capitalem (sic; l. : capitalis) senescalli nostri Normannie... per litteras nostras vel per capitalem senescallum nostrum. Rot. Norm., p. 90, c. 1.

(4) Nemo autem justitiariorum cogat abbatem ad placitandum extra curiam suam coram aliquo, nisi coram me vel coram proprio justitiario qui super omnes alios vice mea justitiam tenet. C. H. I pro S. Petro supra Divam, c. 1110. Gallia Christ., t. XI, instr., c. 157. — Coram Rotrodro (sic) Ebroicensi tunc temporis justiciam meam per totam Normanniam exercente. C. Henr. II pro S. Ebrulfo, c. 1165. T. des Ch., reg. LXXIX, n. ix^{re} xiii. Cf. : Testibus Rothrodo Ebroicensi episcopo justicia Normannie, etc. Pancarta Henr. II pro S. Stephano Cadom., aux Arch. du Calv.

De l'Échiquier.

Nous définirons l'échiquier « la cour féodale des ducs de Normandie. » Les savants ont proposé de nombreuses étymologies (1). La plus simple nous paraît la meilleure : la cour siégeait autour d'une table recouverte d'un tapis, divisé en compartiments carrés, que l'on appelait *échiquier* (2); ce mot ne tarda pas à s'appliquer à la table. C'est ainsi qu'en France, nous étendons à ce meuble le mot *bureau* qui signifie proprement le tapis en laine dont il est recouvert. De la table, le terme *échiquier* passa à la réunion des membres qui siégeaient autour. Notre expression *table de marbre* n'a pas une origine différente.

A quelle époque remonte l'échiquier normand ? L'abbé Delarue le donne comme fonctionnant à Caen dès le commencement du règne de Henri I^{er} (3); mais, ici comme dans bien d'autres cas, il n'apporte aucune preuve de son assertion. M. Floquet (4) recule encore davantage cette date : il croit trouver l'échiquier mentionné dès l'année 1061. Mais l'examen de tenure de 1587 (5), cité par cet auteur, ne peut évidemment être invoqué pour prouver l'emploi du mot au onzième siècle, d'autant plus que le mot ne se trouve pas dans un meilleur texte du même acte (6). Jusque dans ces derniers temps, c'était

(1) Elles sont très-clairement rapportées dans Ducange, au mot *Scaccarium*.

(2) *Pro laneo panno ad scaccarium baronum xii solidos (sterlingorum)*. *Pip. I, Ric. I*, p. 224. — *Voy.* Noël de la Morinière, dans la *Revue de Rouen*, févr. 1838; Floquet, *Hist. du parlement de Rouen*, t. I, p. 23.

(3) *Essais historiques de la ville de Caen*, t. II.

(4) *Hist. du parlement de Rouen*, t. I, p. 8.

(5) Extrait d'un rôle de l'échiquier de Rouen, contenant comme le seigneur Guillaume, duc de Normandie, donna en tenure franche à l'abbé du Mont Saint-Michel, à Samson d'Anneville, son écuyer, la moitié de l'île de Guernesey. De Chantereyne, *Chronologie historique des grands baillis de Cotentin*, Discours prélim. — *Journal de Normandie*, 28 juin 1788.

(6) Examen de la teneur du fief et héritages qui furent à Sampson d'Anneville en l'isle de Guernesey, fait par Jean Freximel, Jean Dicttone, justiciers d'assize envoyés aux isles par le roy Édouart secont, etc. Nous avons vu une chartre en forme autentique en datte de l'an du sallut mille soixante et un, le jour premier après la feste de saint Luc, par laquelle le seigneur Guillaume, duc de Normendie, dit avoir donné par autroy et consesion et aussi longue durée comme la terre de Normendie demeurera conjointe ensemble à l'abé du Mont-Saint-Michel-du-Péril-de-la-Mer son aumônier, et à Sampson d'Anneville son équier et à leur sucesours la moitié de son isle de Guernesey le coté du voist, moitié par moitié par esgalles proportions, pour que le dit

à Ménage que revenait l'honneur d'avoir signalé le plus ancien texte où il soit expressément parlé de l'échiquier. C'est une lettre de Henri I^{er} en faveur de l'abbaye de Cluni; elle est sans date et paraît écrite vers 1130 (1). M. Stapleton a récemment produit d'autres documents un peu antérieurs où il est fait mention des barons de l'échiquier; il prétend même que la charte des chanoines de Londres est antérieure à la mort de la reine Mathilde en 1118 (2), mais cette prétention ne nous semble pas fondée. Selon nous, la plus ancienne mention à date certaine se trouve dans une charte adressée par Henri I^{er} à Richard, évêque de Londres, qui mourut en 1138 (3). Il faut bien observer que ces

Sampson face le service d'homme équier au corps du duc de Normandie en la dite isle. L'hoir succédant au dit Sampson relèvera la dite teneur par x livres tournoys faisant les services, jurant feauté et faisant homage au duc... *Copie ms.*, à nous communiquée par M. Metivier de Guernesey. — Les mots « x livres tournoys » suffisent pour nous empêcher d'accorder une entière confiance à ces anciens extraits de chartes : sous Guillaume le Conquérant, on ne connaissait pas en Normandie la monnaie tournoise.

(1) Nous avons trouvé un texte plus correct de cette charte : H. rex Anglorum, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, comitibus, vicecomitibus et omnibus fidelibus suis per Angliam constitutis, salutem. Sciatis me dedisse et concessisse Deo et ecclesie Beati Petri Cluniacensis c. mercatas redditus quoque anno in Anglia, scilicet LX mercatas de redditibus meis Lundonie de firma civitatis et XL marcatas de firma civitatis Lincolnie, ita quod ministri mei de illis civitatibus qui firmas meas tenuerint, afferent secum hanc pecuniam ad scaccarium meum ad festum sancti Michaelis et ibi eam liberabunt nuntio sancti Petri. Si vero non fecerint, justitia mea scaccarii eandem faciat eis justiciam inde, quam faceret de firma mea. Hanc itaque donationem meam concedo et illi ecclesie in perpetuum obtinendam corroboro et regia auctoritate confirmo. Testibus illis quorum signa manibus propriis sunt subscripta. Has autem c. marcatas singulis annis reddam eis de thesauro meo, et post discessum meum a successoribus meis recipient, sicut superius annotatum est. Hanc etiam donationem meam confirmo et corroboro, et papa Innocentius (*Innocent II, pape de 1130 à 1143*) precibus meis confirmavit et quicumque eam imminuere vel infringere presumpserit, eum anathematis vinculo preligavit. Signum Henrici + regis; signum Mathildis + imperatricis filie sue. — Copie par Lambert de Barive, d'après l'original, à la Bibl. nat., collection de Moreau, boîte 40. Une autre copie de cette charte, mais moins correcte, se trouve dans la boîte 41 de cette collection. Nous la croyons tirée du ms. de la Bibl. nat., fonds latin, n. 545.

(2) Henricus, rex Angliæ, Rogero, episcopo Sarisberie, et baronibus scaccarii, salutem. Sciatis me concessisse esse stabile donum quod Matilda regina, uxor mea, dedit et concessit canonicis Sanctæ Trinitatis Londoniæ, videlicet xxv libras blancas quas eis dedit de firma civitatis Exoniæ. Et præcipio vobis ut ita constringatis vicecomitem ut eas reddat eis, sicut faceretis de mea propria firma. Teste Gaufrido de Clintona, apud Wintoniam. *Chart. Antiq. N. n. 16*; M. Stapleton, *Observations on the great rolls*, t. I, p. xix, n. T.

(3) Henricus, rex Angliæ, Ricardo, episcopo de Lundonia, salutem. Mando tibi ut

exemples appartiennent à l'Angleterre. La charte de Robert de Leicester, que nous indiquons plus loin, mérite aussi d'être citée pour sa date (1); elle se rapporte probablement au même pays que les précédentes. Nous n'avons pas cru qu'on pût voir une trace de l'échiquier dans un texte qui montre Guillaume le Conquérant siégeant sur un tapis (2).

Ainsi, jusqu'à présent, le nom d'échiquier ne s'est pas trouvé en Normandie aussitôt qu'en Angleterre; il n'y apparaît que sous Henri II (3); mais il ne faudrait pas en conclure que cette institution nous est venue d'outre-mer. Les savants qui ont soutenu cette opinion, ne trouvent point leur échiquier avant Henri I^{er}; d'après leur raisonnement, ils doivent donc en regarder ce roi comme l'auteur; mais il était aussi duc de Normandie : comment admettre qu'il n'eût pas, à ce titre, fait profiter ses compatriotes d'un perfectionnement qu'il appliquait dans le pays conquis? D'après une autre hypothèse, l'échiquier serait d'origine saxonne, et les Normands s'en seraient emparés. Le mépris de ceux-ci pour les vaincus ne permet pas d'adopter ce système. D'ailleurs, quelles traces de l'échiquier anglais trouve-t-on avant le douzième siècle? Quels éléments saxons trouve-t-on dans cette institution? Quant à nous, nous nous rangeons du côté de ceux qui attribuent l'échiquier aux Normands; le témoignage de Richard fils de Néel, évêque de Londres et trésorier de Henri II, nous paraît plus fort que tous les raisonnements : « Cette institution, dit-il, passe pour avoir été établie lors de la conquête par le roi Guillaume, qui en avait pris le motif dans l'échiquier d'outre-mer (4). »

facias plenum rectum abbati Westmonasterii de hominibus qui fregerunt ecclesiam suam de Wintonia noctu et armis. Et nisi feceris, barones mei de scaccario faciant fieri, ne audiam clamorem inde pro penuria recti. Testibus, etc. *Ex Chartul. Westmon.*, f. 63 a, British Museum. Cott. mss. Faustina, A III. Stapleton, *ib.*, p. xx, n. v.

(1) Voy. plus loin, p. 271, n. 4.

(2) Cum rex sederet super tapetum suum inter domum forestarii et ecclesiam de Bernnivilla. D. Martène, *Hist. de Marmoutier*, part. II, t. I, n. 252. Bibl. nat., résidu Saint-Germain, paquet 96, n. 5.

(3) A tout considérer, cette circonstance n'est peut-être due qu'à la pauvreté de nos archives normandes en comparaison de celles d'Angleterre.

(4) Ab ipsa namque regni conquisitione per regem Willelmum facta crepisse dicitur, sumpta tamen ipsius ratione a scaccario transmarino. *Dialogus scaccarii*, l. I, c. IV.

Dans cette question, nous croyons qu'il ne faut pas trop s'attacher au mot ; il peut s'appliquer et s'est appliqué à toute espèce de chambre des comptes. Nous trouvons l'échiquier de Poitou sous Jean sans Terre (1), l'échiquier des Juifs (2), l'échiquier de Bordeaux (3). Dès environ l'an 1125, Robert de Leicester parle de son échiquier (4). Plus tard, les comtes d'Alençon (5), les comtes de Beaumont-le-Roger (6) et les archevêques de Rouen (7) donnaient ce nom à leur cour de justice. Ainsi, le mot *échiquier* n'est spécial ni à la cour des ducs de Normandie ni à celle des rois d'Angleterre. Nous allons plus loin : sous Henri II, notre échiquier fonctionnait dans toute sa perfection ; cependant ce roi ne l'appelle presque jamais par son nom ; il dit simplement *ma cour* (8). On ne doit donc avoir aucun égard à la pré-

(1) Rex, etc., dilecto et fideli suo senescallo Pictavie, etc., mandamus vobis quod faciatis habere Savarico de Maloleone cc libras andegavensium ad scaccarium nostrum. *Rot. Norm.*, p. 99, c. 1.

(2) Voy. du Cange, au mot *Scaccarium Judæorum*, éd. des Bénéd., t. VI, c. 171 ; l'abbé De la Rue, *Memoire sur l'ancien commerce de la ville de Caen*, dans les *Mem. de la Soc. d'agric. et de comm. de Caen*, t. IV (Caen, 1837, in-8°), pag. 19 ; Madox, *Hist. of the Exchequer*, p. 150.

(3) Ad scaccarium nostrum Burdegalie respondeant ut est justum. *Litt. Henr. V pro Joh. de S. Maria*, 9 feb. 1418 ; *Rot. Norm.*, p. 262, c. 2.

(4) Ego quoque Rotbertus, comes Legrecestriae... do etiam et concedo eidem ecclesiae [Sancti Leodegarii de Pratellis] in Stracford octo libratas et in Herdebraga lx solidatas per annum et ad scaccarium meum octo libras et sex solidos per annum, sicut pater meus ei dedit et concessit ; et hoc pro anima Willelmi regis Expugnatoris ejusque uxoris Mathildis reginae et eorum filii Guillelmi II regis, atque futura memoria animae Henrici regis et ejus uxoris Adelizae tertiae reginae, et pro anima Mathildis II Anglorum reginae et filii ejus Willelmi, etc. *Neustria pia*, p. 524.

(5) Voy. de Laurière, *Glossaire*, au mot *Eschiquier*, p. 403 ; la Roque, *Hist. de Harcourt*, t. IV, p. 1264 ; M. Léchaudé, *Grands rôles*, p. 208, c. 2. Ce dernier a publié un sceau de l'échiquier d'Alençon dans son *Recueil de sceaux normands*, pl. XXIII, fig. 6. — Voy. aux Arch. nat., reg. P 302, n. 1^{re} XL bis.

(6) Dumoulin, *Conquêtes et trophées des Normands*, p. 490. Cf. M. Le Prevost, *Beaumont le Roger*, p. 19, c. 1, et p. 17, c. 2. Houard, *Dict. de la coutume de Normandie*, au mot *Échiquier*, t. II, p. 73, c. 1, et p. 82, c. 2.

(7) Sainte-Marthe, *Gallia christ. vetus*, t. I, p. 555, c. 2. De Laurière, *Glossaire*, au mot *Eschiquier*, p. 403. Houard, *Dict. de la cout. de Norm.*, au mot *Échiquier*, t. II, p. 81, c. 1.

(8) Sicut in curia mea disracionavit. *C. Henr. II pro Alneto*, mss. de M. de Ger-ville, *Rep. de Ch.*, p. 1558. — Postea finem fecit cum Rogero de Livervilla et Roberto canonico et fratribus et nepotibus suis in curia mea coram justiciis meis apud Cado-mum. *C. Henr. II pro Joh. filio Luce*, *Chartul. capit. Ebroic.*, n. cci. — Sicut carta Roberti de Novoburgo testatur quod disracionaverunt eas in curia mea coram eo et baronibus meis, etc. Quod etiam disracionavit in curia mea. *C. Henr. II pro*

sence ou à l'absence du mot *échiquier* ; il faut aller au fond même de la question ; or, il est incontestable qu'à peu de chose près, les revenus normands de Guillaume le Conquérant ne différaient point de ceux de Henri II, et que les fonctionnaires et la cour du prince étaient de pareille nature, enfin, que les débiteurs rendaient des comptes. Ainsi, l'existence de la chose est évidente ; qu'importe l'emploi du mot ? Par là, nous ne prétendons pas que, dès le onzième siècle, l'échiquier ait atteint toute sa perfection ; seulement, nous croyons qu'il possédait dès lors ses caractères essentiels, et que les successeurs de Guillaume le Conquérant eurent cette institution à améliorer, mais non à créer.

La principale de ces améliorations fut la fixité dans l'époque et dans le lieu des sessions où étaient reçus les comptes. Avant Henri II, nous ne connaissons presque rien sur ce sujet ; Orderic Vital nous apprend cependant qu'en 1113, la veille des nones de novembre, la cour du roi siégeant à Bonneville condamna Robert de Bellême, pour n'avoir point, malgré trois citations, comparu devant la cour et n'avoir point rendu les comptes qu'il devait en sa qualité de vicomte et officier du roi pour les revenus royaux des vicomtés d'Argentan, Hiemes et Falaise (1).—Wace rapporte que Bernard le Lombard vint trouver Richard II à Rouen, pendant que le duc vérifiait les tailles et les comptes de ses prévôts, de ses baillis, de ses graverans et de ses vicomtes (2).

Jusqu'à Henri II nous voyons les ducs tenir indistinctement leur cour dans leurs différentes résidences et à des époques indéterminées. Il en fut encore de même sous ce roi ; mais il y eut une grande amélioration en ce sens, qu'à toutes les Saint-Michel il se tint dans le château de Caen une session solennelle pour entendre les comptes des prévôts et des baillis (3).

S. Steph. Cad., Arch. du Calv., n. 183. — Per preceptum nostrum venerunt in curiam nostram Willelmus Crassus. *C. Joh. regis*, 1204. *Rot. Norm.*, p. 123, c. 1.

(1) Unde a præfato rege, pridie nonas novembris, apud Bonamvillam Cur ad curiam ejus ter accersitus non venerit, cur de regis redditibus ad vicecomitatum Argentonii et Oximorum Falesiæque pertinentibus, ut regis vicecomes et officialis rationem non reddiderit et de aliis realibus rationabiliter impetitus est. Orderic Vital *Hist. eccles.*, l. XII ; Duchêne, p. 841 A.

(2) Venir ad fet de cest pais
Taiz sez prooz e sez baillis,
Ses guereins e sez viscuntes;
Ses taillees oit e sez cuntés.

(Wace, *Roman de Rou*, v. 6167 ; t. I, p. 360.)

(3) Cette session de l'échiquier est bien indiquée dans la charte par laquelle

Étudions maintenant la composition de cette assemblée. Dès Henri I^{er}, nous y remarquons deux catégories bien distinctes : celle des justiciers et celle des barons ; les premiers nommés par le roi, les seconds pouvant et même devant comparaître à raison de leur fief. Cette distinction des justiciers et des barons dans la cour de Henri I^{er} ressort parfaitement de plusieurs passages d'une pancarte de Saint-Étienne de Caen, rédigée entre les années 1108 et 1137. Nous y avons surtout remarqué la décision d'un procès rendue, devant le roi Henri, par le corps des justiciers, savoir : Jean, évêque de Lisieux, Robert de la Haie et Geoffroi de Subles, et les barons Raoul Taisson, Roger Marmion, Guillaume Patric et Robert Carbonel (1). Comme on le voit, à cette époque, la cour est presque entièrement composée de grands feudataires. Il n'en sera pas longtemps ainsi : les nobles préfèrent la carrière militaire, et laissent les bourgeois et les clercs s'occuper de l'administration. Encouragés par la protection éclairée de leur souverain, ceux-ci s'emparent des fonctions civiles et s'en acquittent avec le plus complet succès. Il se forme une brillante génération d'administrateurs, dont l'éclat ne pâlit pas à côté des chevaliers de Richard Cœur de Lion : ils finissent par composer à eux seuls le conseil et la cour du souverain. C'en est fait de la division en justiciers et en barons de l'échiquier. Les premiers ont tout absorbé, jusqu'au nom de barons. Pour rendre cette observation plus sensible, rapprochons la composition de la cour royale sous Henri I^{er} de la composition de l'échiquier sous Henri II. Dans la première, un évêque et six nobles, dont cinq au moins appartiennent aux plus illustres maisons de la province ; dans la seconde, sept hommes, dont un seul peut briller au premier rang par son origine (2). Nous n'insistons

Henri II afferme à Geoffroi, son orfèvre, de Caen, les étaux à pain et à poisson de Caen « per LX solidos andegavensium reddendos inde michi et heredibus meis annualim ad scacarium de sancto Michael. » *Cartul. de Normandie*, f. ix v^o.

(1) Testes hujus rei ipse rex Henricus et justicia, Johannes videlicet Luxoviensis episcopus, Robertus de Haia, Gaufridus de Sublis, et barones Radulfus Taisso, Rogerius Marmio, Willelmus Patricus, Robertus Carbonellus. Arch. du Calv., fonds de Saint-Étienne, n. 13-5 du catalogue imprimé. — Si on nous reprochait d'avoir traduit « justicia » par « le corps des justiciers, » nous invoquerions l'autorité d'un passage de la même pièce où il est dit : In audientia regis et tocius justicie necnon et baronum.

(2) Consideratione baronum de scacario, videlicet Guillelmi filii Radulphi, Guillelmi de Humetis, magistri Walterii de Costanciis, Osberti de Hosa, Ricardi Gifart,

pas (1); la révolution que nous signalons dans le personnel de cette cour souveraine au douzième siècle ne peut être contestée : c'est au fond la même histoire que celle du parlement des rois de France; seulement le changement s'est opéré plus tôt en Normandie qu'ailleurs, parce que cette province était en avant pour les formes administratives. Sous ce rapport, le règne de Jean sans Terre soutiendrait honorablement le parallèle avec celui de Philippe le Bel.

Comptabilité.

Tous les ans, à la Saint-Michel, les officiers comptables du duché se présentaient en personne ou par procureur à l'échiquier, séant dans le château de Caen (2). Beaucoup de simples particuliers, qu'une circonstance extraordinaire rendait débiteurs du trésor public, comptaient eux-mêmes de leur dette devant cette cour.

Dans la salle des séances était dressée une grande table, couverte d'un tapis noir, divisé en carrés par des lignes distantes l'une de l'autre de la longueur d'un pied ou d'une palme (3). La cour siégeait autour de cette table. Quand elle était réunie, on introduisait le comptable, pour lire le mémoire de sa recette et de sa dépense.

Rien n'était plus simple que le contrôle de chacun de ses ar-

Gisleberti Pipart, Randulfi de Magnavalle, justiciarum domini regis. *C. sigillata de Flotomavilla*, Arch. de Maine-et-Loire, *Livre Rouge de Saint-Florent*, f. 42 v°, c. 2.

(1) Nous citerons cependant encore un exemple emprunté au règne de Jean sans Terre : Et hoc factum fuit et concessum coram Sansone abbate de Cadomo et Radulfo Abbate, Hugo de Chaucombe, Willemo de Vaude, Ricardo Servano, Gaufrido de Cortone, Radulfo de Luxovio, Johanne Ruffo, qui tunc aderant ad scaccarium domini regis apud Cadomum. *C. Rad. Veintris pro Rob. filio Ranulfi*, Arch. du Calv., fonds de Fontenai, n. 22.

(2) Voy., dans les *Observations on the great rolls* de M. Stapleton (t. I, p. xxvii—xxx), les preuves que, 1° l'échiquier se tenait dans le château de Caen; 2° à la cour de l'échiquier était annexée une chapelle; 3° cette chapelle est probablement celle dont parle un acte de 1184 passé « in capella Beati Georgii martyris apud Cadomum coram justitiariis tunc scaccarium tenentibus » (*Chartul. Troarni*), et que M. De la Rue (*Essais*, t. I, p. 85) a prise pour l'église de Saint-Georges du château.

(3) Scaccarium tabula est quadrangula. . . . Superponitur autem scaccario superiori pannus. . . . niger virgis distinctus, distantibus a se virgis vel pedis vel palmarum extente spatio. *Antiquus dialogus de scaccario*, l. I, c. 1.

ticles. Pour les revenus ordinaires, on n'avait qu'à consulter les rôles des années précédentes ; pour le reste, la vérification, sans être aussi aisée, ne présentait pas de sérieuses difficultés. En effet, les barons étaient d'avance informés de l'augmentation du revenu public : la chancellerie royale leur transmettait une copie des concessions qui amenaient cette augmentation dans la recette (1) ; ils avaient aussi par devers eux le rôle où étaient inscrites les offrandes faites au roi par les particuliers pour différents motifs, dont nous aurons occasion de parler plus loin ; nous ne voyons cependant pas comment on pouvait vérifier certains revenus casuels, les amendes, par exemple. Quant aux dépenses, elles se divisaient en ordinaires et extraordinaires : les premières, comprenant les aumônes, les fiefs et les gages, étaient invariables ; pour les allouer, on se bornait donc à constater qu'elles figuraient sur les comptes des années antérieures ; quant aux autres, le comptable représentait le bref du roi qui les autorisait.

Le procédé employé pour établir la balance de la recette et de la dépense était assez ingénieux. En deux mots, voici l'idée qu'on peut s'en former d'après la description de l'auteur du Dialogue sur l'échiquier (2). Une série horizontale des carrés du tapis servait à additionner les sommes reçues ; la série horizontale placée immédiatement au-dessous de celle-ci était consacrée à faire le total de la dépense. En dehors de l'espace occupé par ces deux rangées, le clerc chargé du calcul avait à sa disposition un certain nombre de jetons ; le premier carré à droite était destiné à recevoir de un à onze jetons représentant chacun un denier ; le deuxième, de un à dix-neuf jetons, représentant chacun un sou ; le troisième, de un à dix-neuf jetons, représentant chacun une livre ; le quatrième, de un à quatre jetons, représentant un vingt de livres ; le cinquième, de un à neuf jetons, représentant chacun un cent de livres ; le sixième, de un à neuf jetons, représentant chacun un mille de livres, etc. A mesure qu'on énonçait les sommes inscrites au mémoire du comptable, le calculateur disposait ses jetons de manière à représenter sur le tapis ces mêmes sommes. Si, par exemple, on lisait : « Reçu 132 livres 14 sous 8 deniers, plus 285 livres 14 sous 8 deniers, etc., »

(1) Ces doubles sont connus des Anglais sous le nom de *Originalia*. La Commission des archives d'Angleterre a publié deux volumes in-folio de documents de cette nature se rapportant au treizième et au quatorzième siècle.

(2) L. I, c. v ; éd. de Madox, p. 12.

il eût, en entendant la première de ces deux sommes, ainsi placé ses jetons dans la rangée supérieure de ses cases :

	100	20	12 ^{ft}	14 ^s	8 ^d
132 ^{ft} 14 ^s 8 ^d	o	o	oooooooooooo oo	oooooooooooo oooo	oooooo oo

A la lecture de la seconde somme, il eût modifié la position de ses jetons de la manière suivante :

	400	18 ^{ft}	9 ^s	4 ^d
285 ^{ft} 14 ^s 8 ^d	oooo	oooooooooooo oooooooooooo	oooooooooooo	oooo
Total. 418 ^{ft} 9 ^s 4 ^d				

Et, par là, il eût eu l'exacte représentation du total des deux sommes. L'on conçoit qu'à l'aide de ce procédé la même opération servait à la fois, et à figurer le dernier nombre énoncé, et à l'additionner aux nombres précédents. Quand la recette et la dépense se trouvaient ainsi représentées, l'une dans les cases supérieures, l'autre dans les cases inférieures, la soustraction pouvait s'effectuer en un instant.

Quand les mémoires de chaque comptable étaient entendus, vérifiés et approuvés, ils étaient tous transcrits sur un rouleau qui devenait le *Grand Rôle de l'Échiquier de l'année*. . . (1). A l'extrémité se remarquaient, en gros caractères, l'année, la ville où

(1) Voici comment M. Stapleton décrit ces rôles : The great rolls of the exchequer of Normandy resemble in form the great rolls of the english exchequer of the same date, known as the Pipe Rolls. The membranes which compose them are from nine to fifteen in number, about eleven inches broad, and usually consist of two skins of parchment, joined endwise; but they are of unequal lengths, as sometimes a single skin only is used, and sometimes three or four skins. In the roll of the year 1180, they average thirty-eight inches, but in those of the time of Richard I the membranes are not unfrequently more than eight feet long. They are pinned or stitched together along the head, and rolled up, the extremity of the longest membrane forming the outer wrapper for all. On this, the year of the Lord in which the roll was made at Caen is indorsed, with sometimes the name of the seneschal of Normandy. The accompts are written in a stately hand, more or less on both sides of the skin; and at the bottom of the membrane on either side are titles denoting the divisions of account, or else, containing the names of the accomptants, for purposes of reference. *Observations on the great rolls of the exchequer of Normandy*, t. I, p. ix.

il avait été fait, et quelquefois le nom du sénéchal de Normandie. Afin de faciliter les recherches, au bout de chaque membrane on mettait quelques mots pour indiquer les principaux chapitres qui y étaient inscrits.

Nous ne savons si les comptes ne se tenaient pas quelquefois à l'échiquier au moyen de tailles; ce procédé était très-employé à l'échiquier de Westminster (1). On croit en trouver des traces dans un passage du rôle normand de 1180 (2). Au surplus, ce mode était très-usité chez nous pour les comptes particuliers (3) et pour ceux de la maison du duc (4). L'expression « à l'échiquier », du temps de Henri II, avait remplacé l'expression « aux tailles (5). »

Ce serait une grave erreur de penser que les grands rôles sont des comptes complets. Selon nous, ils n'embrassent d'une manière rigoureuse que les produits du domaine. Ce n'est que d'une manière accidentelle que les comptes des autres revenus y sont inscrits. Ainsi, on n'y porte pas les bénéfices de l'atelier monétaire, ni de la chancellerie, ni de beaucoup de *fin*s considérables dont le montant se versait directement dans les mains du roi (6),

(1) In thesauro liberavit in iii talliis. *Pip. I Ric. I*, p. 50. In thesauro liberavit in xix talliis. *Ib.*, p. 110. Et in liberatione Roberti contratalliatoris lx solidos et x denarios. *Ib.*, p. 206.

(2) Summa : vii libras et x solidos in vii tallis. *Rot. scac.*, t. I, p. 84.

(3) Unde [Uticenses monachi] coacti dicam per totam terram suam quæ hactenus a malis consuetudinibus libera fuerat, fecerunt, et lx libras cenomannensium de censu pagensium Rodberto [Geroiano] dederunt, etc. Orderic Vital, *Eccles. hist.*, l. VIII; éd. de M. Le Prevost, t. III, p. 124. — Et Erengot et heredes ejus habebunt de nostro bladio xiiii^m sextarium de moutura et ei computabitur in suo reddito cum dica. *C. Cecilie abbatisse Cadom.*, dans le *Chartul. S. Trinit. Cad.*, f. 88 r°, et dans les *Essais* de l'abbé De la Rue (t. I, p. 378), qui dans son texte a omis les mots *cum dica*. — Item marescallus debet facere talliam cum fabro de ferraturis equorum domini abbatis. *Recognitio de marescallio Gemmet.*, dans le cartulaire n. 300, p. 182, c. 1.

(4) Magister marescallus scilicet Johannes et preter hoc debet habere dicas de donis et liberationibus quæ fuerint de thesauro regis et de sua camera, et debet habere dicas contra omnes officiales regis. *Constitutio domus regis*, dans le *Liber Niger scacc.*, éd. de 1774, p. 354. — Debet talliare cum dispensariis meis et talliare cum omnibus bolengariis meis. *C. Henr. II pro Odoïno de Malapalude*, copie au *T. des Chartes*, reg. LXII, n. n^o LXVIII.

(5) Quod autem hodie dicitur ad scaccarium, olim dicebatur ad taleas. *Dialogus de scaccario*, l. I, c. 1. — Plus haut (p. 272, n. 2) nous avons cité un passage où Wace parle des tailles du duc Richard.

(6) Et ipsi regi l libras pro cc libris andegavensium quas reddidit regi in Normannia. *Rot. cancell.*, p. 351.

ou qui parfois se payaient à l'échiquier d'Angleterre (1). Certaines impositions spéciales donnaient aussi lieu à des rôles extraordinaires (2). — Nos grands rôles sont encore bien plus incomplets pour les dépenses : on n'y trouve que les sommes payées par les débiteurs de la couronne, en déduction de leur dette. Cette règle souffre heureusement quelques exceptions : nous citerons entre autres le compte de l'emploi des sommes dépensées pour la construction du Château-Gaillard (3). Mais, ordinairement, chaque payeur rendait un compte particulier (4).

Il serait intéressant de savoir si les recettes et les dépenses étaient prévues et réglées d'avance. Malheureusement, les documents nous manquent pour résoudre cette question. Mais, autant qu'on en peut juger par l'ensemble des rôles de l'échiquier et des rôles de Normandie, les ducs vivaient, pour ainsi dire, au jour le jour. Cependant le principe du budget était connu, au moins par les théoriciens. L'auteur du traité connu sous le nom de *Fleta* s'exprime ainsi : « Celui qui veut bien administrer son bien, doit connaître le montant de son revenu et de sa dépense annuelle (5). »

Du Trésor.

Après la question de l'échiquier ou chambre des comptes, nous avons à examiner celle du trésor. En commençant, nous avons déclaré que, par revenus publics, nous entendons les revenus de l'État et ceux du prince ; nous n'avons pas cru qu'on pût les séparer. Cependant, nous n'oserions pas dire que la dis-

(1) Adam de Port debet cc libras pro fine terre sue et hereditate uxoris sue in Normannia, et ut rex indignationem suam ei remittat et homagium suum suscipiat. *Pip. 1 Ric. I*, p. 199. — Willelmus constabularius Normannie et Balduinus Wac dant domino regi mille marcas pro terra ipsius Balduini in Anglia et Normannia. *Rot. de oblati*, an. 3 Joh., p. 169.

(2) Ad scaccarium reddiderat inde LVI libras XI solidos in rotulo redemptionis regis. *Reg. scacc.*, t. I, p. 128.

(3) *Ib.*, t. II, p. 309.

(4) Rex, etc., audivimus compotum Gaufridi de Bosco, Roberti de Tresgoz et Willelmi cleri nostri de III cc marcis argenti quas receperunt de vobis ad liberationes militum et servientum. *Rot. Norm.*, p. 108, c. 2.

(5) Qui bene igitur vult disponere et familie sue, scire veram executionem terrarum suarum necessarium erit, et perinde sciat quantitatem suarum facultatum, et finem annuarum expensarum. *Fleta*, l. II, c. LXXI ; Houard, *Traité sur les coutumes anglo-normandes*, t. III, p. 335.

inction n'ait pas été soupçonnée sous les premiers ducs de Normandie. Richard II semble la reconnaître en 1027, et attribuer à l'État le produit des anciens domaines et des coutumes et se réserver personnellement les dons au prince, les terres achetées par lui et le produit des amendes. L'ensemble de ces derniers produits constituait la Chambre, espèce de domaine privé (1). Sous Guillaume le Bâtard, la chambre n'est point confondue avec la cour (2). Nous ne savons si c'est par calcul ou par hasard qu'Orderic Vital emploie le mot *ærarium* en parlant du duc Robert Courte-Heuse, et le mot *thesaurus* en parlant de son frère Henri (3). Du temps des Plantagenets, la chambre est constamment distinguée du trésor public (4), mais, comme nous le verrons tout à l'heure, la différence n'est guère que nominale.

La chambre suivait ordinairement le prince; le trésor public, trop considérable pour ces transports, restait en dépôt dans un château. Sous Henri I^{er}, il était à Falaise (5); sous Henri II et ses successeurs, à Caen (6). Une succursale de ce dernier paraît aussi avoir été établie dans la tour de Rouen (7).

(1) *Decimas nostræ camerae, videlicet de omnibus quæcumque mihi alicujus rei servitio, dabuntur, videlicet : aut emplarum terrarum, aut emendarum, aut cujuslibetcunque negotii sive dono muneris gratis dato ; excepto fiscali censu, aut exceptis his quæ costumæ antiquitus dicant (sic), Neustria pia*, p. 217. — D'après un *Cartul. de Fécamp*, appartenant à M. Germain, de Fécamp, et dont M. Le Prevost nous a communiqué un extrait, au lieu de « negotii sive dono, » il faudrait lire « negotii sint dono. » ■

(2) *Radulphus autem meus magister auleque et camere mee princeps. C. Guill. ducis pro Bocherville*, c. 1060 ; M. Deville, *Essai sur Saint-Georges de Bocherville*, p. 62, c. 1.

(3) *Deficiente ærario, Henricum fratrem suum, ut de thesauro suo sibi daret requisivit. Orderic Vital, Eccles. hist.*, l. VIII ; éd. de M. Le Prevost, t. III, p. 267. — Cf. l. IV, t. II, p. 224.

(4) *Willelmus de Clerfai reddit computum de xl marcis. In thesauro xx libras, et in camera regis Stephano camerario x marcas. Pip. 2 H. II*, p. 27. — *Summa ccc libre li libre viii solidi viii denarii. In thesauro, nichil. Bricio camerario regis in camera regis, ccc libras per breve regis. Rot. scacc.*, t. I, p. 135. Cf. *ib.*, t. I, p. 136.

(5) *Roberto autem filio suo de thesauro quem idem servabat Falesiæ, sexaginta millia libras jussit accipere famulis suis atque stipendiariis militibus, mercedes et donativa erogare. Orderic Vital, Eccles. hist.*, l. XIII ; éd. de Duchêne, p. 901 C.

(6) *De thesauro Cadomi. Rot. scacc.*, t. I, p. 156, etc. Voy. M. Stapleton, *Observations*, t. I, p. xxiii, p. xxx et xxxi.

(7) *De thesauro Rothomagi de focagio m libras pcc libras sterlingorum. Rot. scacc.*, t. I, p. 110. — *Domino suo Johannes de Pratellis suis fidelis, salutem. Domine*,

Nous avons annoncé que le trésor ne différait de la chambre que par le nom. En effet, l'un et l'autre puisaient à des sources communes, et se vidaient pour les mêmes dépenses (1). Beaucoup de comptables se libéraient de leurs dettes en versant le montant, partie au trésor, partie à la chambre (2). D'un autre côté, le trésor alimentait la chambre et lui fournissait des fonds pour les dépenses du roi (3). A son tour, la chambre ne contribuait pas moins que le trésor à la solde des troupes et à l'entretien des places fortes (4).

La chambre était administrée par un chambrier; le trésor, par un trésorier et des chambriers. D'autres fonctionnaires, que nous qualifierons volontiers de payeurs, et qu'on prenait souvent parmi les changeurs, avaient en dépôt des sommes plus ou moins considérables qui servaient à acquitter diverses dépenses (5).

Du mode d'exploitation des revenus.

Les prévôts, les vicomtes, les baillis, remplissaient leur charge, tantôt à leur profit, tantôt au profit du souverain. Dans ce dernier cas, ils étaient plus particulièrement appelés *gardes* (6); dans l'autre, *fermiers*.

sciatis quod Gaufridus de Mesnillis qui servat vestram turrin Rothomagi recepit ante festum sancti Martini hiemalis m̄ marcas argenti et Gaufridus Cambiator interfuit cum illo Gaufrido ad illos denarios recipiendos de quibus denariis vestram voluntatem potestis facere, qui sunt in vestra turri, et hec sunt nomina illorum qui istos denarios attulerunt de Anglia : Robertus de Wincestria, Willelmus de Aveni, Johannes Hon, Garinus filius Geroldi, qui sunt homines thesaurarii et camerariorum. Valet in Domino. *Rotuli de oblati*, p. 72.

(1) Idem reddit computum de receptis suis quos habuit ad operationes castrorum de Marchia, scilicet de thesauro Cadomi dc libras, ... de thesauro Anglie c libras sterlingorum . . . , de thesauro Rothomagi de focagio, etc. . . , de camera regis c libras sterlingorum per cccc libras andegavensium. *Rot. scacc.*, t. I, p. 110.

(2) Voy. plus haut, n. 2.

(3) Liberavit in camera nostra (vii marcas) de quibus recepit de thesauro nostro, etc. *Rot. Norm.*, p. 106, c. 2.

(4) Rex, etc., baronibus de scaccario Cadomi, etc. Computate Ricardo de Wilekier lxxv libras andegavensium et xvi solidos viii denarios quos pacavit in camera nostra ad opus militum et servientum qui profecti sunt apud Vernolium et apud Novumburgum. *Ib.*, p. 105, c. 2; cf. *ib.*, p. 115, c. 2.

(5) Voy. M. Stapleton, *Observations on the great rolls*, t. I, p. xxxiii. — Cf. *Rot. scacc.*, t. II, p. 309, et *Rot. Norm.*, p. 106, c. 2.

(6) Quotienscumque in predictis baleis ministros sive ut custodes sive ut firmarios instituam. C. Rob. de Mellento; M. Le Prevost, *Beaumont le Roger*, p. 12, c. 2. —

La plupart de ces charges étaient affermées annuellement pour une somme à peu près invariable (1). Si quelques circonstances augmentaient la valeur du produit de ces domaines, on n'élevait pas le prix de la ferme en proportion, mais on faisait un chapitre spécial pour ces nouveaux revenus qu'on disait en dehors de la ferme (2). Au contraire, les revenus ordinaires se trouvaient-ils réduits par un accident ou par une distraction, le comptable n'en portait pas moins sur sa recette le prix habituel ; seulement, à la dépense, on lui allouait une somme proportionnée à la non-valeur (3).

Pour se mettre à l'abri des pertes, on exigeait des fermiers des cautions considérables (4). Les autres débiteurs étaient également tenus d'en fournir (5).

Firma vicecomitatus de Constanciis. Rot. scac., t. I, p. 12. — Firma magni vicecomitatus de Caletio; ib., t. I, p. 157 et 162, etc.

(1) La modiation de Cani est un des exemples les plus propres à montrer le peu de variations subies par les revenus publics sous la domination anglo-normande ; nous voyons qu'en 1180 (*Rot. scac., t. I, p. 77*) et en 1221 (*Reg. Phil. Aug., Bibl. nat., ms. de Colbert, n. 8408, 2. 2, B, f. viii^{xx} xvi r^o*) elle était évaluée à soixante muids ; or, sous Henri I^{er}, elle s'élevait à la même quantité ; car c'était par suite d'une donation de ce roi que les moines du Pré, à Rouen, en avaient la dîme, et la charte de concession spécifie bien que la quantité aumônée est de six muids : « Sex modios de modulatione mea Waeneii apud Guerni. » (*M. Stapleton, Observations, t. I, p. cxvi.*) Cf. la confirmation de Henri II, dans le même *Reg. Phil. Aug., f. viii^{xx} xiii r^o*, et dans le reg. VI^{xx} XVIII du *Tr. des Ch., n. ccxi*. — Nous citerons encore l'exemple de la vicomté de Contances, dont la ferme se trouve de cinquante livres en 1180 (*Rot. scac., t. I, p. 50*), 1195 (*ib., t. I, p. 223*), 1198 (*ib., t. II, p. 295*), et 1203 (*ib., t. II, p. 515*).

(2) *De censis novarum domorum de Drincorte que sunt extra firmam prepositure (ib., t. I, p. 57). Terra de Monte Acuto est dominicum regis et extra firmam (ib., t. I, p. 17). Foresta de Montebore est in dominico regis (ib., t. I, p. 32). In Lillebona sunt xxvii libre et i denarius de recuperatis per juram preter firmam (ib., t. I, p. 67). Idem reddit computum de xiii libris v solidis ix denariis de exitu novarum domorum et stallorum de Drincort et terre de Maisnillo que sunt extra firmam (ib. t. I, p. 116).*

(3) *In defectu dimidie porcarie quam tenebat Alvereda Mancella xii solidos et vi denarios (ib., t. I, p. 1). In defectu molendinorum dirutorum per cretinam xxxiii libras et xviii solidos (ib., t. I, p. 24). Voy. plus loin, 5^e partie.*

(4) *Oliverus de Meshenenc reddit computum de c solidis pro plegio Osberti de Maisoncellis. Rot. scac., t. I, p. 23. Willelmus de Hometo debet cc libras pro plegio vicecomitis Rothomagi. Ib., t. I, p. 4. Stephanus de Ouvilla reddit computum de c solidis pro plegio Osberti de Maisoncellis. Ib., t. I, p. 20. De abbate Cadomi c marcas pro plegio Reginaldi le Blaier. Ib., t. I, p. 188. Voy. plus haut, p. 190.*

(5) *Voy. Rot. Norm., p. 102, c. 2. — De Vitali Grano Ordei xl solidos pro plegio filii sui fugitivi. Rot. scac., t. I, p. 19. De Rogero Crasso xx solidos pro plegio Bertini fugitivi pro robaria. Ib., t. I, p. 34.*

Quand un débiteur ne pouvait s'acquitter, s'il avait des terres, on ne les vendait pas au profit du roi, comme cela se pratiquait au quatorzième siècle, mais on les séquestrait; les revenus en appartenaient au roi et étaient considérés comme les intérêts du capital qui lui était dû; le séquestre ne cessait pas avant que le capital ne fût remboursé (1).

Les fermiers appartenaient aux conditions les plus diverses. Les femmes ne paraissent pas même avoir été exclues de ces fermes. Nous avons rencontré une prévôtessse de Rouvrai (2), et la vicomtesse de Rouen est très-fréquemment citée dans le Rôle de la Pipe de l'an 4 de Henri II (3) et dans les rôles de l'échiquier normand (4). Son fils Hugues figure dans la capitulation de Rouen en juin 1204 (5).

(1) Henricus, dux Normannie (*sic*) et Aquitanie et comes Andegavie, H. archiepiscopo Rothomagensi, etc., recognitum fuit regem Henricum, avum meum, domum lapideam que fuit Conani thesaurarii et virgultum ejusdem post mortem ipsius Conani in dominio suo habuisse, propter trecentas marcas argenti quas Conanus die qua fuit vivus et mortuus ipsi regi Henrico debebat, et quia predicta pecunia regi Henrico vel suo heredi a nullo Conani herede postea reddita fuit consideratione baronum meorum, et domus et virgultum in dominio meo remansit, donec pecunia illa a justo Conani herede michi redderetur. Ego vero et domum illam et virgultum Willelmo de Harecuria thesaurario Baiocensi tota vita sua habendam concessi, nisi supradicta pecunia a justo Conani herede interim sibi redderetur, etc. *Lib. Nig. capit. Baioc.*, f. v r^o, n. xiii.

(2) Dans nos extraits du *Cartul. de Jumièges*, conservé aux archives de la Seine-Inférieure, nous trouvons la note suivante : « P. 74, charte n. 125 : Carta Johanne prepositisse de Roverei, que, de assensu Johannis modo prepositi de Roveray, vendit Gemmetico terram apud Joeium. 1232. »

(3) Dans les comptes du comté de Somerset : Et in soltis per breve regis vicecomitissæ de Rothomago xxx libras et v solidos. *Pip. 4 H. II*, p. 120. Comté d'Essex : Et in soltis per breve regis vicecomitissæ Rothomagi xxvi libras et vi solidos numero. *Ib.*, p. 132. Voyez aussi de pareils paiements mentionnés sur ce rôle aux comptes des comtés de Lincoln (*ib.*, p. 136), Buckingham et Bedford (*ib.*, p. 138), Surrey (*ib.*, p. 163), Devon (*ib.*, p. 157 et 158), et de la ferme de Winchester (*ib.*, p. 176).

(4) Robertus de Bruelcort xxx libras de plegio vicecomitis Rothomagi. *Rot. scac.*, t. I, p. 96. — Robertus Pissart debet un viginti libras de plegio vicecomitis Rothomagi. *Ib.*, t. I, p. 83. Seherus de Quinceio debet xl libras et xiii denarios de plegio vicecomitis Rothomagi. *Ib.*, t. I, p. 89. — Vicecomitissa Rothomagi debet ii (*sic*, l. : ii) libras cc libras xiiii libras et v solidos de remanente compoti sui de firma Rothomagi. *Ib.*, t. I, p. 78. — Vicecometissa Rothomagi reddit compotum de ii libras c libras quater xx libras xviii libras xii solidos vi denarios de remanente veteris firme Rothomagi. *Ib.*, t. II, p. 305. Emma vicecomitissa de Rothomago et Rolandus Cambitor xl marcas de debito Gervasii de Hantonua. *Ib.*, t. II, p. 305.

(5) Hugo filius vicecomitis. *Recueil des historiens de France*, t. XVII, p. 58. Ce texte et le précédent montrent sans réplique que M. Léchaudé n'était pas fondé à

Des Communes.

Nous eussions désiré nous occuper spécialement des communes, qui jouent un grand rôle dans l'exploitation du revenu ducal, mais nous devons nous contenter d'un simple énoncé, sans présenter un tableau des institutions municipales en Normandie, avant la réunion de cette province.

Par un usage très-répandu en Angleterre, et qui n'est pas sans exemple en France, les habitants de certaines villes se chargeaient d'exploiter par eux-mêmes les revenus que les rois possédaient dans leur territoire et d'y percevoir les impôts. Entre autres communes, Rouen jouissait de cet avantage. Ce sont les officiers municipaux de cette cité qui comptent à l'échiquier des revenus de la vicomté de Rouen (1). Ce sont eux, nous croyons, qui sont désignés sous le nom de « vicomtes de Rouen (2). » Des privilèges analogues appartenaient à la commune de Baïeux (3), aux bourgeois d'Alençon (4), d'Eu (5), de Lions (6), de Nonancourt (7), de Verneuil (8), et aux hommes

regarder le mot « vicecomitissa » comme synonyme de « vicecomitatus ». *Grands roles*, p. 353, c. 3.

(1) Radulfus de Cotevart reddit compotum pro se et tota communia Rothomagi de iii libris de firma vicecomitatus Rothomagi et modiationis et molendinorum et canardorum et escactarum. *Rot. scac.*, t. I, p. 153. Matheus Grossus major Rothomagi, Radulfus Groinnet, Radulfus de Kailleio reddunt compotum pro se et pro tota communia Rothomagi de c libris LIX libris v solidis ix denariis de remanente veteris firme de Rothomago. *Ib.*, t. II, p. 303.

(2) Idem reddit compotum de lx libris quas recepit de vicecomitibus Rothomagi, etc. *Ib.*, t. I, p. 75. — Le compte rendu, en 1180, par le maire, au nom de la commune (*ib.*, t. I, p. 69), est indiqué dans le sommaire (*ib.*, t. I, p. 75) par les mots : Vicecomites Rothomagi.

(3) De Willelmo senz Aveir vii libras de remanente tallagii facti per comuniam Baiocarum. *Ib.*, I, p. 263. Cf. t. I, p. 264 et 265; t. II, p. 378.

(4) Burgenses de Alenceon reddunt compotum de xxx libris pro habendo termino de vinagio. *Ib.*, t. I, p. 19.

(5) CC libras quas recepit de burgensibus de Augo de tallagio facto in villa de Augo. *Ib.*, t. II, p. 501.

(6) Burgenses de Leons reddunt compotum de LXVI libris de tallagio per episcopum Wintoniensem facto. *Ib.*, t. I, p. 74.

(7) Burgenses de Nonancort debent LVII libras de taillagio. *Ib.*, t. I, p. 76.

(8) Walterus Tigier et Aug. Tavel et Willelmus de Estouvi et Rogerus Burgensis reddunt compotum pro se et sociis suis de ncc libris de firma prepositure de Vernolio. *Ib.*, t. I, p. 84.

de Bernai (1) et de Louviers (2). Ce fait ne se rencontre pas seulement dans les villes ; nous voyons que les hommes de Saint-Marcouf, petite paroisse rurale du Cotentin, avaient affermé le domaine assez étendu que le roi possédait dans cette localité (3).

De même que les communautés de bourgeois et de paysans, les abbayes trouvaient leur profit à prendre à ferme certains revenus publics : telle était la vicomté de Fécamp, dont jouissait l'abbé du lieu sous Jean sans Terre (4).

TROISIÈME PARTIE.

DE LA FORTUNE PUBLIQUE.

Dans cette troisième partie, nous nous proposons de retracer les vicissitudes que subit la fortune publique de la Normandie pendant le onzième et le douzième siècle.

Les revenus publics n'ont point, au moyen âge, de nom spécial en Normandie : les mots *propriété*, *domaine*, *fisc*, *tribut*, sous lesquels on les désigne, s'appliquent aussi souvent aux revenus particuliers (5).

(1) Willelmus filius Constancie et Willelmus clericus reddunt compotum pro se et pro hominibus de Bernaio. *Ib.*, t. I, p. 247.

(2) Homines de Loveres LXVII libras, etc. *Ib.*, t. II, p. 488.

(3) Homines de sancto Marculfo XLIX libras de remanente firme ejusdem ville. *Ib.*, t. I, p. 277.

(4) Rex, etc., abbati de Fiscamp, salutem. Mandamus vobis quod habere faciatis... centum libras Andegavensium de vicecomitatu de Fiscampo. 27 mai 1203. *Rot. litt. pat.*, t. I, p. 30. Cf. *Rot. scacc.*, t. I, p. 90, 167, 168 ; t. II, p. 560.

(5) Res proprietatis meæ. *C^a Ric. ducis pro Fisc.*, *Neustria pia*, p. 212. Partem rerum nostrarum in pago Constantino. *C^a Ric. ducis pro Maj. Monast.*, *Chartul. Maj. Monast.*, t. I, p. 194.

Dominium patrum suorum, etc. Ord. Vital, l. VIII ; éd. de M. Le Prevost, t. III, p. 262. — Insulam quæ appellatur Grenodidum videor habere in meo dominio. *C^a Will. ducis pro Maj. Mon.*, *Chartul.*, t. I, p. 193. Que ad meum dominicatum pertinent. *C^a ejusd. pro S. Wandr.*, Bibl. nat., ms. latin n. 5425, p. 172. De proprio dominatu meo... de suo dominio. *C^a ejusd. pro canon. Cesarisburgi*, copie aux Arch. de la Manche. Terram suam dominicam. *C^a ejusd. pro S. Florentio*, aux Arch. de Maine-et-Loire, *Livre Blanc*, fol. 95 r^o. Terras meas juxta dominicales, etc. *C^a Rob. ducis pro Ceraseio, Neustria pia*, p. 431.

De rebus autem meis fiscalibus. *C^a Rob. ducis* 1032. Ms. de M. de Gerville, *Rép. de Chartes*, p. 25. — Apud principalem fiscum omnium que possidebit detrimentum incurret. *C^a Henr. I* ; *Chartul. Savign*, in div. episc., n. 1, fol. cxxx v^o ; Arch.

Au onzième siècle, la fortune des ducs était presque exclusivement foncière : le fait suivant peut donner une idée de son immensité. La duchesse Judith reçut en douaire, de son mari, plus de cent dix domaines, dont un grand nombre représentent une de nos communes modernes (1). Sous Guillaume le Conquérant, cette richesse prit un nouveau développement, par suite de la conquête de l'Angleterre : le revenu foncier d'Édouard le Confesseur se montait à soixante mille marcs par an (valeur intrinsèque : trois millions deux cent soixante-trois mille quatre cents francs) (2). Loin de le diminuer, Guillaume l'augmenta considérablement par les biens des Saxons dépossédés, qu'il se réserva : ses domaines d'Angleterre lui rapportaient, à eux seuls, mille soixante livres trente sous trois oboles sterling par jour (3). En attribuant à chacune de ces livres une valeur intrinsèque de quatre-vingts francs (ce qui est au-dessous de la réalité), nous trouvons quatre-vingt-quatre mille huit cents francs par jour, et trente millions neuf cent cinquante-deux mille francs par an. Si l'on admet qu'à cette époque l'argent eût sept fois plus de pouvoir qu'aujourd'hui, cette somme équivaldrait à deux cent seize millions six cent soixante-quatre mille francs. Encore n'était-ce là qu'une partie de ses revenus : ses biens de Normandie n'y sont point compris, pas plus que les présents, les mercis et tous les produits accidentels. Nous ne croyons donc pas tomber dans l'exagération en disant que Guillaume le Conquérant était aussi riche qu'un prince de nos jours qui aurait quatre cents millions de francs de rente. Il ne dépensait pas à beaucoup près un tel

nat., L. 1146-14. — Roscelinum de Matunmesnil cementarium cum fisco suo. *C^a Rob. Aucensis, Neustria pia*, p. 588. De hiis quæ ad fiscum comitis Ebroicarum. *C^a Ric. regis*, 1195, *Gall. Christ.*, t. XI, instr., c. 139.

Vers 1060 l'évêque de Coutances achète du duc « valentiorum medietatem civitatis suburbii et telonei et vectigalis cum molendinis. » *Gall. Christ.*, t. XI, instr., c. 219.

(1) Voy. D. Martène, *Thes. Anecd.*, t. I, c. 122. Nous n'estimons pas le douaire de Judith à moins de 2 millions de nos jours.

(2) Angliæ (regum anglorum tempore et etiam penultimi Edwardi Westmonasteriensis diebus) annui fiscales redditus, sicut in rotulo Wintoniensi reperitur, ad sexaginta millium marcarum summam implebant. Giraldus Cambrensis, *De instructione principis*, dist. III; dans les *Historiens de France*, t. XVIII, p. 160.

(3) Ipsi vero regi, ut fertur, mille et sexaginta libræ sterilensis monetæ solidique triginta et tres oboli ex justis redditibus Angliæ per singulos dies redduntur, exceptis muneribus regis et reatum redemptionibus aliisque multiplicibus negotiis quæ regis Prætorium quotidie adaugent. Orderic Vital, *Hist. eccles.*, l. IV; éd. de M. Le Prevost, t. II, p. 223 et 224.

revenu. Aussi, quand la mort vint l'enlever, en 1087, avait-il amassé des trésors considérables. Robert Courteheuse ne marche pas sur les traces de son père : il en est réduit à engager, à son frère Henri, le tiers de son duché pour trois mille livres (1). Son expédition d'outre-mer achève sa ruine : pour l'exécuter, il dut recourir au trésor du roi d'Angleterre (2). Revenu en Normandie, il persévère dans sa désastreuse administration : il cède à toutes les exigences de ses courtisans, et diminue chaque jour l'étendue du domaine de Guillaume le Conquérant (3). Ce furent même ces dilapidations qui servirent de prétexte à son frère pour le dépouiller de ses États (4). Henri, reconnu duc de Normandie, s'appliqua à réparer les fautes de son prédécesseur : par l'un de ses premiers actes il revendique tous les domaines de son père, et fait annuler, par le jugement de ses sages, les aliénations de son frère (5).

La prospérité des finances ne survit pas au long règne de Henri 1^{er}. Étienne de Blois et Geoffroi d'Anjou dissipent à l'envi les trésors amassés par celui dont ils se disputaient l'héritage. Par leurs ruineuses générosités, ils comptaient s'attacher la noblesse et s'assurer du succès (6).

(1) *Deficiente ærario, Henricum fratrem suum, ut de thesauro suo sibi daret, requisivit. . . . Henricus duci tria millia librarum argenti erogavit, et ab eo totum Constantinum pagum, quæ tertia Normanniæ pars est, recepit. Id., l. viii; t. III, p. 267.*

(2) *Ad viam Domini peragendam, decem millia marcos argenti erogavit. Id., l. ix; t. III, p. 476. — Acceptis ab eo decem millibus marcis argenti, etc. Id., ib., p. 483.*

(3) *Prodigus dominium patrum suorum quotidie imminuebat, insipienter tribuens unicuique quod petebat. Id., l. viii; t. III, p. 262 et 263. — Pecuniam infinitam quam socer ejus (Willelmus de Conversana) dotis nomine annumerarat, ut ejus commercio Normanniam exueret vadimonio, mimorum et nebulonum finibus ita ingessit, ut pauculis diebus nec nummus superesset. Will. Malmesb., l. iv; *Historiens de France*, t. XIII, p. 8.*

(4) *Orderic, l. xi, éd. de Duchêne, p. 815; l. xii, p. 865.*

(5) *Omnia quoque dominia patris sui suæ proprietati mancipavit judicioque sapientum irrita esse censuit quæ frater suus ingratus per imprudentiam permiserat. Id., l. xi; éd. de Duchêne, p. 822, A.*

(6) *Omnes fere primi totius regni læte eum et veneranter recepere, plurimisque ab eo muneribus donati, sed et terris amplificati, etc. Gesta Stephani, dans Duchêne, p. 929, D. — Stephanus rex. . . . regis Henrici thesauris non pepercit in munus largitione nimis effusus. Thomas de Walsingham, *Ypodygma Neustriæ*, à l'an 1136; éd. de Cambden, p. 445. — Gaufridus comes. . . . multa alia de diversis terris ducatus concesserat quibusdam magnatibus ejusdem provinciæ Normanniæ, ut eos faceret hoc modo promptiores ad ferendum sibi auxilium. *Chronica Normanniæ*, à l'an 1151; dans Duchêne, p. 986.*

L'avènement de Henri II amena une révolution dans le système des finances : il travailla à révoquer les donations qui avaient été arrachées à son père par les circonstances (1). Par ses ordres, Rotrou, évêque d'Évreux, et Renaud de Saint-Valéri firent reconnaître, dans chaque évêché, les revenus légaux et les coutumes appartenant au roi et aux barons (2). C'est sans doute à cette opération qu'il est fait allusion dans une de ses chartes où il parle de la reconnaissance de ses domaines de Baieux faite à Caen par les hommes légaux de Baieux (3). Une autre charte de ce prince nous révèle l'existence de jurés établis pour reconnaître, sous la foi du serment, les coutumes et les domaines du roi dans le Bessin (4). De là ces terres recouvrées par les jurés, qui figurent si souvent sur les grands rôles qui nous sont parvenus (5). Par une mesure analogue, Henri II fit dresser, en 1172, l'état des fiefs relevant du roi (6); mais ces précautions étaient trop tardives : le mal était incurable. Le domaine ne fournissait plus au roi que douze mille mares par an (valeur intrinsèque : six cent cinquante-deux mille six cent quatre-vingts francs ; valeur relative : trois millions neuf cent seize mille quatre-vingts francs) (7). Il fallait renoncer à le consi-

(1) *Henricus. . . . cepit revocare paulatim et prudenter in jus proprium sua dominia quæ pater suis argenti necessitate primoribus Normanniæ ad tempus concesserat. Ib., à l'an 1153 ; p. 990, A.*

(2) *Rotrocius episcopus Ebroicensis et Rainaldus de Sancto Walerico fecerunt in Normannia recognoscere jussu regis per episcopatus legales redditus et consuetudines ad regem et barones pertinentes. Ib., à l'an 1162 ; p. 999, A.*

(3) *Sciatis quod quando dominia mea de Baiocis apud Cadomum recognita fuerunt per sacramenta legalium hominum de Baiocis, inter alia recognitum fuit, etc. Lib. Nig. capit. Baioc., n. xiii, f. v r°.*

(4) *Recognitum fuit precepto meo coram Roberto de Novoburgo et Willelmo filio Johannis et Godardo de Vallibus et Petro de Lacoñ et Etardo Pulcino per sacramenta juratorum qui sunt constituti ad jurandum consuetudines meas et dominica mea de Baiocensi. Ib., n. xxxv, fol. ix r° et v°.*

(5) *Castrum de Longo Campo cum toto porpriso et totum porprisum monachorum de Cadomo. . . . sunt de dominico regis recuperata per juream. Rot. seac., t. II, p. 495. Cf. t. I, p. 74.*

(6) Ce rôle a été imprimé dans les *Antiquités anglo-normandes* de Ducarel, traduction de M. Léchaudé, p. 227-243 ; Cf. Houard, *Traité sur les coutumes anglo-normandes*, t. I, p. 239-260. Voy. aussi le *Chartul. monast. S. Michaelis*, Bibl. Nat., ms. latin n. 5430, A, p. 16.

(7) *Vix annui duodecim millium marcarum redditus fiscales sunt inventi. Giraldus Cambrensis, De instructione principis, dist. III ; Historiens de France, t. XVIII, p. 160.*

dérer comme la principale source de revenu ; Henri le comprit ; il se rejeta sur les droits de justice, les fins, les tailles : ce fut là désormais le fonds le plus productif. C'est ce qui a fait dire à un ancien historien que Henri II fut *un peu trop immodéré* à chercher de l'argent (1). Cette révolution, très-importante dans l'histoire de la fortune publique, a été parfaitement saisie par Girald le Cambrien (2). Le nouveau système réussit à Henri II : ses coffres se remplirent ; son trésor (et par là nous croyons qu'il faut entendre son revenu annuel) s'élevait à plus de cent mille marcs (valeur intrinsèque : cinq millions quatre cent trente-neuf mille francs ; valeur relative : trente-deux millions six cent trente-quatre mille francs) (3). Il donnait chaque année plus de mille cinq cents livres d'Angers à son fils aîné Henri (valeur intrinsèque : trois cent cinquante-quatre mille six cents francs ; valeur relative : deux millions cent vingt-sept mille six cents francs) (4). Par son testament, il consacra à diverses œuvres pies plus de quarante et un mille marcs d'argent et de cinq cents marcs d'or, ce qui peut répondre à seize millions de nos jours (5).

La gloire du règne de Richard Cœur de Lion coûta cher à ses sujets. Au moment de partir pour la croisade, il aliénait tout son domaine, rapporte Guillaume de Neubridge ; comme ses amis lui reprochaient sa conduite, il passe pour leur avoir fait cette réponse : « Je vendrais même la ville de Londres, si je

(1) In exquirendis pecuniis paulo immoderatio fuit. Guill. de Neubridge, l. III, xxvi. *Ib.*, t. XVIII, p. 16.

(2) Tempore vero regis Henrici secundi (tot terris interim militibus tam a rege Stephano prius, quam ab ipso postmodum, tum propter verras primum inter ipsos, postmodum erga Franciam fere continuas, large utrinque datis) vix annui duodecim millium marcarum redditus fiscales sunt inventi. Quæri ergo potest ab aliquo, vel tacitum etiam quempiam movere, qualiter rex Henricus secundus et ejus filii tot inter verras tantis thesauris abundant. Ad quæ ratio reddi poterit, quia quod minus habebant in redditibus, in accidentibus (plus in accessoriis quam principalibus confidentibus) supplere curabant. *De instr. principis*, dist. III ; *ib.*, t. XVIII, p. 160.

(3) Theaurus Henrici secundi regis excedens centum millia marcas. *Memoriale fratris Gualteri de Coventre*, dans les *Collectanea*, de Leland, t. I, p. 289.

(4) Cui, quamvis terram non haberet assignatam, pater ejus quindecim millia librarum andegavensis monetæ et eo amplius quotannis dabat ; sed hoc parum erat ad explendam latitudinem cordis ejus. Rob. de Monte, *Appendix*, à l'an 1183 ; *Historiens de France*, t. XVIII, p. 335. — Voy. l'art. 6 du traité de 1174, par lequel le roi donne à son fils deux châteaux en Normandie et 1500 livres d'Anjou. Rymer, *Fœdera*, éd. de La Haie, t. I, p. 1, p. 12.

(5) Voy. *Liber Niger scaecarii*, t. I, p. 1-7.

trouvais un acheteur convenable (1). » Mais, ces ruineux préparatifs n'étaient rien en comparaison des suites de l'expédition. La rançon du roi épuisa ses États; l'empereur reçut à lui seul cent trente mille marcs (valeur intrinsèque : sept millions soixante-dix mille sept cents francs; valeur relative : quarante-deux millions quatre cent vingt-quatre mille deux cents francs) (2). A peine ces sommes étaient-elles payées, qu'il fallut en réunir de nouvelles pour subvenir aux frais de la guerre entreprise contre Philippe-Auguste; en 1198, les travaux du Château-Gaillard absorbent plus de quarante-cinq mille six cent cinquante livres (valeur intrinsèque : neuf cent trente mille francs cinquante centimes; valeur relative : cinq millions cinq cent quatre-vingt-quatre mille huit cent vingt et un francs) (3).

La détresse augmente sous le roi Jean. La Normandie épuisée ne peut se suffire; le trésor de Caen est toujours à sec; la plupart des dépenses ne se soldent qu'à l'aide des envois d'argent faits par le trésor d'Angleterre. Le rôle anglais des délivrances de terres et de deniers pour la cinquième année du roi Jean mentionne, à diverses reprises, la réception de dix-huit mille cent vingt marcs envoyés d'Angleterre en Normandie (valeur intrinsèque : neuf cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent quarante-six francs; valeur relative : cinq millions neuf cent treize mille deux cent soixante-seize francs).

Ces circonstances peuvent servir à expliquer la facilité des conquêtes de Philippe-Auguste; sous Richard Cœur de Lion, le prestige de la gloire soutenait encore le zèle des Normands; sous Jean sans Terre, il ne leur resta pas même cette consolation. Aussi n'opposèrent-ils point de résistance, et oublièrent-ils aisément une domination qui avait fini par les plonger dans la misère. Le passé ne fut regretté que des abbés et des seigneurs, qui possédaient de vastes domaines dans l'Angleterre.

(1) *Distrahebat itaque propria mature profecturus, tanquam animum redeundi non habens. Cumque ab amicis propter hoc familiari ausu increparetur, respondisse fertur : « Londonias quoque venderem, si emptorem idoneum invenirem. » De rebus anglis, l. iv; *Historiens de France*, t. XVIII, p. 20.*

(2) *Historiens de France*, t. XVIII, p. 339.

(3) Voy. plus loin, à la partie des dépenses.

L. DELISLE.

ADVIS

ET

DEVIS DES LENGUES,

TRAITÉ DE PHILOGIE

COMPOSÉ PAR BONIVARD.

1563.

Nous avons montré à nos lecteurs, dans la personne de François de Bonivard, un auteur du seizième siècle qui n'est pas sans valeur, et nous avons dit quelques mots de ses ouvrages (1). C'est seulement par de très-courts extraits que nous l'avons pu produire un peu. Nous allons aujourd'hui publier *in extenso* l'une de ses élucubrations.

Il ne semblait pas qu'une telle publication dût être faite dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*; car en parlant de Bonivard, nous avions annoncé que des savants genevois préparaient une édition complète de ses œuvres. Mais la difficulté du temps où nous vivons a forcé les éditeurs de renoncer à leur projet, et M. le docteur Chaponnière, qui devait prendre la principale part à ce travail, en a seulement donné un spécimen en publiant dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* (2) le traité de Bonivard sur l'ancienne et nouvelle police de Genève.

M. Chaponnière a bien voulu nous communiquer les copies qu'il avait préparées pour l'édition projetée, et nous permettre d'y puiser en faveur de la *Bibliothèque*. Le livre de Bonivard sur lequel se sont arrêtées nos préférences, l'*Advis et devis des len-*

(1) Voy. t. VII de la *Biblioth.*, 2^e série, t. II, p. 385.

(2) T. V, p. 369-490 (année 1846).

gues, a le mérite d'être un petit ouvrage d'intérêt tout à fait général, en même temps qu'il entre, par sa nature, dans la spécialité de ce recueil. Il n'est pas d'une lecture facile, parce que les idées y sont noyées dans l'érudition verbeuse du temps où l'auteur écrivait (1); mais celui qui consent à le lire avec indulgence trouve bientôt le fruit de sa peine dans l'esprit critique et le bon sens que Bonivard, au milieu de beaucoup d'erreurs, apporte aux questions qui se pressent confusément sous sa plume. Ce n'est pas que dans cet opuscule du seizième siècle, fort inférieur, on le pense bien, aux travaux contemporains de Ramus et d'Henri Estienne, il y ait à puiser des connaissances nouvelles sur la corruption du latin au moyen âge, sur l'origine des idiomes modernes, sur les différents points où l'auteur veut porter la lumière; mais c'est Bonivard lui-même, sans qu'il s'en doute, c'est sa tournure d'esprit, son propre langage, qui sont intéressants à examiner. Dans la nombreuse galerie d'écrivains du seizième siècle dont les ouvrages nous sont restés, Bonivard forme certainement une individualité remarquable. Il parlait l'italien comme le français, sa langue maternelle; il connaissait très-bien l'allemand; il était, en sa qualité de docteur *utriusque juris*, frotté de latin et de grec; enfin le français dans lequel il avait à s'exprimer était celui d'un pays situé hors de France, et dans lequel ne manquaient pas sans doute les idiotismes et les formes vieilles. Tous ces éléments divers, mis en œuvre par un écrivain ingénieux, à une époque où la langue était encore incertaine de sa forme définitive, composent un mélange qu'on pourra trouver curieux d'analyser.

Dans l'*Advis des lengues*, Bonivard rapporte aussi quelques anecdotes bonnes à lire. Nous en avons reproduit une assez plaisante (2); il raconte encore comment étant enfant il a joué son rôle dans la représentation d'un mystère; il décrit une inscription du dixième siècle trouvée par lui dans son couvent de Saint-Victor; il donne, d'après un écrivain allemand il est vrai, une longue liste des noms germaniques Arioviste, Clovis, Dagobert, etc., et de leur vraie signification. Il y a peut-être quelque profit à faire de tout cela.

(1) Et sans doute il faut aussi tenir compte de ce qu'il avait soixante-dix ans quand il composa cet opuscule.

(2) Ci-dessus, 2^e série, t. II, p. 401.

Nous n'avons rien à dire du manuscrit d'où l'ouvrage est tiré, si ce n'est que c'est le manuscrit autographe de Bonivard conservé aux archives du canton de Genève, et que, grâce à la main de qui nous la tenons, nous sommes sûrs de la fidélité de la copie (1) que voici :

Puisque nous havons traité du mençonge (2), seroit expédient de faire le semblable de l'instrument d'icelle, que la pluspart des usantz d'icelle, que sont les homes, appellent langue. Combien que non seulement elle est instrument de mençonge, mais aussy de son opposite, qu'est vérité; lesquelles toutes sont conceues en la pensée, qui pour se communiquer entre les homes les envoie à la langue, que en cela sert de messagère ou ambassaderesse; pourquoy tel proverbe couroit jadis entre les Grecs: Γλωσσα ποι πωρεον, τον πολιςορτιστον σαφθιόσουσα και πολιν καθεσφερουσα (3); *id est* : « Langue où vais-tu? marches-tu pour construire une cité, ou icelle détruire? » Et pourtant l'a formée nature ployable pour servir à touz endroitz, ascavoir au vray et au faux, au bon et au mal. Ce que bien cogneut Esope, auquel haïant commendé Xanthus, son maistre, qu'il luy allast acheter la meilleure viande du monde, il luy achatta une langue; après, qu'il luy achattast la pire, il fit le semblable, démontrant qu'il n'i havoit meilleure chose sus terre que la langue humaine bien s'emploïante; pire, que celle que en mal s'exerceroit.

Car Dieu haïant donné à l'home rayson et intelligence et voulenté, par lesquelles il est différent ès autres animaux, et par telle différence les excelle, et, les excellent, les domine, ne se contenta pas que l'espèce humaine précédast en rayson touz autres animaux, mais voulut encor que ce fust en démonstrance d'icelle pour la se communiquer l'un à l'autre par le moien de la parole de la langue procréée. Car touz autres animaux hont bien voix chascune selon son espèce; le beuf mugit, le cheval hinne, le chien abboie, et ainsy de toutes bestes, que n'est que simple voix, mais l'homme ha parole, que se peut diffinir ou limiter,

(1) Nous devons ajouter que suivant la méthode adoptée par la *Bibliothèque* pour la publication des textes, mais contrairement à celle des savants genevois, nous avons introduit dans la copie les accents, les apostrophes et la ponctuation modernes.

(2) L'auteur fait allusion ici à un petit traité composé par lui sous le titre d'*Advis et devis de Mençonge*, et dont il a été dit un mot dans la *Bibliothèque*. Voy. ci-dessus, 2^e série, t. II, p. 402.

(3) Pour le grec, comme il n'y en a que quelques mots, nous laissons le texte tel que Bonivard l'a écrit.

une voix membrée ou articulée, que se deschiquette en plusieurs pièces, et par ce moien despesse, se rendante desliée par ces instrumentz où elle passe et s'extamine : le poulmon , les costes, les muscles, l'artère , le palaix , le gousier, la langue, les dentz, les lèvres et l'haleine, desquelz les bestes n'hont que deux, asçavoir le poulmon et la langue, et encores la pluspart ne se sert que du poulmon sans employer sa langue à former sa voix. Et ce ha faict le bon Dieu aux homes, qu'il a crééz animaux de compaignie, affin que, multipliez, ils se communiquissent par un tel instrument leurz pensées l'un à l'autre et se incitissent mutuellement à leur devoir, que consiste en deux choses que luy mesme ha enseignées, voire gravées aux cueurz de touz homes, devant que les donner par escrit en deux tables à Moyse, qu'est que d'aymer Dieu sus toutes choses, voire plus que soy mesme, et son prouehain come soy mesme, ce que se faict par le moien de la langue; et pour tant, dict Vivès (1) en son Traicté de la corruption et correction des Disciplines, que la langue et les loix sont l'entretenement d'humaine compaignie quant l'on en use deuement, mais quant l'on en abuse, il n'i ha au monde pire chose, ainsy que nous avons dict que bien monstra Esope, ce que hont veu et démontré touz anciens philosophes, tant fideles come payens, car David n'ha-il pas dict en son xi^e pseume : « Metz garde, Seigneur, en ma bouche, et en mes lèvres mesure de circumstance. » Salomon aussy, son fils, ne dict-il pas au xviii^e de ses proverbes : « La vie et la mort sont en la main de la langue. » Du commun proverbe, courant jadis à ce propos entre les gentils, nous havons parlé cy devant. Érasmus ha faict un singulier traicté de la langue. Si nous ha Dieu donné ce instrument quant et rayson, come messenger d'icelle, et come il ha donné le frauc arbitre de user et abuser de rayson, aussi ha-il, de la langue.

Mais maintenant est question si la langue est seulle interprète de la pensée; sus quoy je respons, qu'elle en est interprète souveraine, mais non pas seulle, car il y ha d'autres membres à ce servantz. Les mains parlent, les doitz, les yeux, la teste, les piedz, et touz autres membres interprètent et signifient la conception de la pensée, et se peuvent toutes significacions d'icelle; mais les unes servent à l'instrument des yeux; le parler, des aureilles; car (selon Diomedes grammairien) : *Loqui, est articulata voce signum dare*. « Parler, est donner signe par voix membrée, » combien que encore l'on parle avec la main, qu'est en écri-

(1) Vivès, savant espagnol mort en 1540 et fort estimé en son temps. Il a composé un nombre très-considérable d'opuscules qu'on a réimprimés à Valence, sa patrie, à la fin du dernier siècle, en huit volumes in-folio.

vant. Toutes autres marques de la pensée s'appellent simples signes ou significations, come celluy que fit le roy Tarquin de Rome à un messenger de son fils, qui abstuce havoit faict que les (1) anciens ennemis de son père se soient à luy soubzmis, si n'ousa pas escrire à son dict père, par crainte que les lectres ne fussent surprises, mais luy manda par la bouche du messenger qui luy estoit fidèle, qu'il luy signiflast come il vouloit qu'il se y gouvernast. Le messenger exposa au roy sa charge en un jardin où il le treuva pourmenant avec une gaule en sa main; mais le roy, non s'ousant en luy fier, ne luy fit aucune response de bouche, ains seulement abattoit avec sa gaule la teste de certains pavotz qui estoient auprès de luy. Le messenger, haïant attendu une pièce de temps sans autre response, s'en retourna et fit du tout rapport à son maistre, qui conceut par le signe des testes de pavots abattues, que son père vouloit qu'il fist mourir les testes et chefs de la ville, affin de rendre le peuple à luy plus obéissant et subject, ce qu'il fit et vint au but de son dessein. Tarquin en ce endroiet ne sonna moct avec la langue, mais sa main servit bien à l'énonciation de son vouloir sans cela. Rabellais introduit Panurge disputant avec les mains. Sourditz et muetz ne peuvent entendre les conceptions des espritz d'autrui, ni faire entendre les leurz, sinon avec les mains.

Or (come nous havons dict) Dieu a doué l'home sur les autres animaux, non seulement pour les rendre raysonnables, mais en pouvoir de se communiquer rayson l'un à l'autre, mais ce bien à nous faict n'ha encor souffi à nostre dict bon Père, voïant que la parolle ne se pouvoit bonnement à touz, voire à plusieurs homes pour les entretenir en compagnie et amitié compaignable; et la rayson (2) : La parolle est énoncée par le seul instrument de la langue, déchiquettante la voix en plusieurs membres, come nous havons dict; laquelle voix ne se peut entendre guères loin entendiblement, ni encores sans estre entendue pour aussy à grandt paine, peut entretenir une compaignie œconomique, *id est* mesnagère; je me tays par tout une cité, si elle n'est pour ce assemblée, qu'est une chose malaysée, au moins à touz propoz; come se fera ce par tout un pays, come par l'univers? Et ce pour ampreux. Segondement, quand elle seroit bien, moïen le sentement des aureilles, par tout le monde recueillie; les homes meurent l'un après l'autre, et est bien rare que un home vive

(1) Sic. L'auteur avait laissé ce blanc afin de mieux préciser le fait après avoir consulté l'histoire; sa mémoire lui faisait défaut, ou bien il s'en défiait. On trouvera ci-après plusieurs autres lacunes provenant sans doute de la même cause.

(2) Sous-entendez : la voix

un siècle, qu'est de 100 ans, sinon que ce fussent Adam et sa postérité et Noé et la sienne, mais encores sont-ils mortz, qui entretindrent en compaignie leurz enfantz moïennant loix qu'ilz leurz donnèrent par l'instrument de la langue, pour, dict Vivès à bon droict, que la langue et justice don l'entretienement de compaignie humaine; mais de quoy eut servi cela, sans autre instrument que celluy de la langue? Vray est que plusieurz choses sont venues en lumière à ceux qui hont usé des lèvres, par mémoire donnée de père à fils, de main en main, d'aage en aage; susquoy les Hébreux hont fourgé leur caballe. Et veullent aucuns dire que Moyse ha de ce espuysée son histoire, mais ilz faillent, ou il faut que Josephe mente, qui dict, que l'histoire de la création du monde fut gravée en 11 colonnes, l'une de pierre, l'autre de brique. Si qu'il faut penser que quant que Dieu donna à l'home l'usage de la langue, il luy donna aussy l'usage de se servir de la main come de la langue, moïen escritture, come bien ha monstre Postel. Si qu'il faut dire que quant et le premier language (qui par la confession de touz fut l'Hébreu) fut donné l'usage de l'escritture, et dura tousjours cependant que le language Hébreu seul estoit à touz homes commun, et que en icelluy hont esté escrittes loix et histoires, desquelles Moyse par le commendement de Dieu ha espuysé les siennes, come un autre singulier bénéfice par Dieu donné aux homes, par lequel ilz se pouvoient communiquer leurz pensées mutuellement, non seullement vivantz loin l'un de l'autre, de lieu, mais de temps, parlantz les mortz à leurz postérieurz, car Platon, Aristote, Cicéron et tant d'autres excellentz personages qui sont trespassez, tant de siècles y ha, parlent à nous bec à bec, maintenant nous communiquantz leurz sciences; le semblable nous font les historiographes et généralement la plus grande partie des savantz, tant en letres sacrées que prophanes.

Or est cecy un singulier bénéfice par Dieu conféré à l'humain lignage, non guères moindre que la rayson, à cause que, sans la monstre que se font d'icelles les indiviz l'un à l'autre par ces instrumentz, elle ne serviroit que à un seul indivis, rien à l'espèce. Et ne s'est encor Dieu contenté de ces biensfaictz, car par cy devant nous ne pouvions jouir de bénéfice de l'escritture sans l'achatter bien chèrement, car y falloit aux homes employer beaucoup de temps ou d'argent, ou touz deux ensemble pour escrire un chascun à par soy ou faire escrire à autruy les instrumentz de sagesse, qu'estoient les livres. Si que je me merveille come devant 120 ans passez se pouvoit treuver telle multitude de savantz; voire, come il y havoit, home qui sceust lire et escrire; les paouvres par faute de biens forains, les riches par superabondance d'iceux. Car c'est

le commun usage, que richesse ne requiert pas volentier sagesse. Toutes foys s'en est treuvé, mais non pas au temps à-nous fort prochain, mais devant la venue de Jesus Christ et un peu après, entre les Grecz principalement et les Romains, qui estendirent touz deux fort leur empire et leur language quant et cela. De l'Hébrieu ne faut parler, car il n'estoit commun fors entre les Juifz, sinon que après la venue du Christ il ha eu cours entre les Chrestiens. Les anciens ne préferoient pas richesse à sagesse, ains n'espargnoient pas richesse pour l'aquérir, en laquelle richesse ilz abondoient plus que l'on ne faict maintenant, aussy bien come en sagesse, come pourrez veoir au livre que Budée ha escrit : *De asse*; tesmoin Crassus, qui n'estoit roy, duc ni conte, ains seulement que un simple bourgeois Romain, combien que non des moindres, lequel neestimoit celluy digne d'estre nomé citoien Romain, qui ne pouvoit soudoier ordinairement une légion de soldats, et n'espargnoit pas richesse pour acquérir sagesse; tesmoin Ptolomée Philadelphie, roy d'Égypte, qui créa une bibliothèque de 7,000 pièces de livres. Advisez combien cela devoit couster, car quand seroit bien au temps présent que l'imprimerie a renduz les livres à si bon marché, pour le moins un chacun des dits livres, l'un comportant l'autre, vaudroit un escu, combien doncques devoient-ilz alors valoir ?

Ce singulier bien nous ha Dieu envoié, n'i ha pas guères plus de 120 ans, selon aucuns par l'industrie qu'il donna à un Alleman nomé Han, que en alleman est autant à dire comme en latin Gallus; d'où est provenu l'erreur que plusieurs cuident que ce soit esté un François, autres extiment que ce soit esté aussy un Alleman de Straasburg nomé Hans Güttenberg, l'an 1440, du temps de l'empereur Friderich III^e; mais quelz qu'ilz soient, ilz hont faict autant de bien aux homes que un autre Alleman moyne, nomé Petter Schwartz, *id est* le Noir, ha de mal, qui treuva de fourger l'artillerie. Car Dieu juste juge, mais benin père, nous ha tousjours envoié des afflictions pour, come juge, nous chastoier de nouz meffaitz, mais après, come benin père, il nous soulage. Car pour ce que les homes après le déluge, au moins la plus part, s'eslevèrent en tel orgueil qu'ilz pensoient se pouvoir exempter de la puyssance et verge de Dieu, se gardantz d'un autre déluge, s'il venoit, et pour ce firent bastir la tour de Babilonne, il ne se voulut pas venger de eux montrant sa puissance que les exterminast, mais par sa sapience que se mocquast de eux tant seulement par mespris, leur donnant à cognoistre qu'il en scavoit bien, à eux confondant une seule lengue aux homes commune dès le commencement du monde, en plusieurs et diverses, si qu'ilz ne s'entendoient l'un l'autre, pour se montrer l'un à l'autre ce qu'il leur failloit

pour acomplir leur ouvrage, excepté que Dieu laissa l'ancienne à un Héber et à sa famille, que ha tousjours esté despuys appelée Hébraïque de son nom. Si ne faut pas penser que quant et ce qu'ilz perdirent le moïen de parler, qu'ilz ne le fissent aussy d'escire, que fut une grande playe à l'humain lignage. Car le plus souvent la différence des lengues cause la différence des volonteiz, et (qu'est le pire) que les lengues ne sont seulement esté changées selon la diversité des lieux, mais selon celles des temps, car vous vous trompez si pensez que les langues, qui furent esparz çà et là après la confusion Babilonique, soient demeurez chacun en son pays jusques maintenant. Extimez-vous que les Égyptiens, les Indiens, les Affricains, les Perses et autres, tant Levantins que Méridionaux, parlent du langage qu'ilz faisoient tant seulement devant la venue du Christ? Et nous autres Européens le faisons-nous aussy?

Le langage Gauloys n'estoit guères différent du Thodesque; lesquelz Thodesques pour ce furent appelez Germaines, *id est*, frères, pour ce que, en langage, meurz et façons de faire, ilz ressembloient ès Gauloys, come s'ilz fussent esté frères, tesmoins Cæsar en ses Commentaires, jaçoit qu'ilz fussent encor différentz entre eux en langage, mode de vivre, régime et semblable. Ilz furent subjuguiez premièrement par les Romains, qui les contraignirent à apprendre leur lengue qu'estoit la Latine, combien qu'ilz la parlissent mal proprement, come nous dirons en son lieu. Après cela les François orientaux, les Bourguignonz et autres nations aquilonaires, sortantz de leurz pays, s'espandirent par les provinces Romaines et les occupèrent, et, entre les autres, les François orientaux et les Bourguignonz. Sus la gauche, les François passèrent la rivière de Loyre, où ilz se annichèrent, et du nom de leur ancien pays appellèrent cette region, France. Les Bourguignons s'annichèrent autour de la Saône, par Latins appelée Sequana, pour quoy estoient nommez anciennement Sequani, et despuys furent nomez Bourguignonz, qui par succession de temps s'estendirent au long du Rhosne, despuys le lac de Genève, occupantz les Allobroges dictz maintenant Savoysiens et une part du Dauphiné jusques en Arles, pourquoy jadis se nommoit le royaume de Bourguoigne le royaume d'Arles. Depuis ilz se sont retirez. Ceux-cy estoient très touz de nation et lengue Germanique, pourquoy estantz en Gaule corrumpirent et furent corrupuz. Car eux corrumpirent la lengue Gauloyse, qui approuchoit moins de la Latine, et les Gauloys, la leur naïve; en sorte que nul des François orientaux scauroit à grandt paine entendre certains verz d'une chanson que disoient les anciens soldatz François habitantz en Gaule, se ventantz des victoires qu'ilz havoient con-

tinuellement contre les Romains, alléguée par Bibliander et Stumpf ainsy :

Sy sindt wir sonnenkün
 Als die Römer selber ;
 Nun darf man auch reden
 Thas Kriech nit widersprächent ;
 Züm waffen snelle
 Sindt die Helden alle.

Lequel language ne sçauroient entendre les Françoyz modernes, ni orientaux ni occidentaux, ni encore autres Allemans. Stumpf aussy en ses Chroniques des Helvétiens allègue un paternostre escrit en Alleman du temps de Charlemaine que peu d'Allemans de notre temps sçauroient entendre, fors en devinant.

De ce déclairer en Gauloys n'est pas nécessaire, car il n'i ha pas sentence que puisse servir fors à la diversité du lengage ancien et du moderne ; car la lengue Gauloyse ha esté diverse non seulement selon les tempz, mais selon les lieux, come aussy tesmoigne Cæsar disant : Les Gauloyz sont différentz entre eux de language, meurs et conditions. Les Massiliens, qui estoient descenduz des Phocéens et Grecz, parloient de lengue Grecque ; ce que a faict à beaucoup extimer que touz Gauloyz parloient de lengue Grecque ou prochaine à la Grecque, quoy conforme le dict de Cæsar en ses Commentaires, qu'est que après la deffaicte qu'il fit des Helvétiens ou Helvetteriens, il treuva en leurs coffres les nomz et sournomz de dessus nomez qui estoient escritz en lettres Grecques ; mais ceste rayson n'est pas souffisante preuve pour monstrier que les anciens Gauloys parloient de lengue Grecque, car si cela estoit s'ensuyvroit que touz ceux qui escrivent en letres Latines fussent Latins, et toutesfoys n'en y a pas un, car non seulement les Italiens et Espagnolz, qui hont lengue prochaine à la Latine, escrivent en letres Latines, mais les Françoyz qui en sont fort loingtains et les Allemans qui le sont extrêmement. Jehan le Maire a dict que c'estoit le Breton armorique, que l'on appelle maintenant le Breton bretonnant, à quoy me faict adjouter foy un Pausanias, ancien autheur Grec, qui dict en son Euboïque que les Gallo-Grecz qui, après la deffaicte de Brennus par Furius Camillus, s'estoient retirez, ce peu qui peut eschapper en un coin de Grèce, que de nom meslé ilz appellèrent Gallo-Grec, havoient aussy vocables meslez de Gauloys et Grec. Si estoit nommé un cheval en Gauloys, que n'estoit pas fort estrange à l'Alleman, ein mark ; et encor de présent les Allemans appellent, non pas un cheval, mais une jument, sa femelle, eine marche, et les chevalliez du nombre des chevaux qu'ilz entretenoient, celluy qui

n'avoit que un cheval s'appelloit marchos simplement, celluy qui deux, dumarkos, celluy qui troiz, Δρυμαρχος, και τα λοιπα, de quoy ne ferai plus ample mention, car j'en ai assès parlé en mes degrez de noblesse (1).

Stumpff en son Helvétie et en sa Gaule diet que les (2), au nombre desquelz estoient pour lors les Helvétiens ou Helvetteriens, que maintenant l'on appelle les Souysses, parloient non pas de langue Germanique, mais d'une, non beaucoup à icelle différente et proprement celle que font de présent les Flamentz ou baz Allemans, et preuve cela par vocable d'un office souverain entre les Hédouiz, dictz maintenant ceux d'Austun, qu'est vergobretus, que Cæsar allègue en ses Commentaires, qu'est un nom composé de vercker, que signifie dépensesheur, et obert, qui signifie aussy souverain en bas Alleman, car les hautz l'appelloient obrest, et est autant à dire comme l'exarche, souverain, despêcheur souverain; et sus beaucoup d'autres vocables, lesquelz Cæsar ha corrompuz, par faute d'entendre leur language. Mais Cæsar mesme accorde en ses dictz Commentaires la différence des autheurs modernes, touchant l'ancien language Gauloys, disant que les dictz Gauloys estoient entre eux moult différentz en language, meurs et police. Pourquoi faut penser que les Gauloys qui abbutissoient à la Germanie se conformoient à la langue Germanique; ceux qui aux Massiliens, qui estantz sortiz des Grecz Phocenses, usoient encore de la Grecque; ceux qui à la Bretagne, de la Britannique; combien que touz en général usassent de letres Grecques, tesmoin le diet Cæsar, qui diet en ses Commentaires que les Helvétiens ou les Helleveterz havoient escritz nom par nom ceux qui estoient sortiz de leur pays, en letres Grecques.

Des Italiens ne faut douter qu'ilz husissent de la langue citoïenne de Rome, leur cité principalle, combien que non encor du commencement capitalle, combien qu'il y eût encore quelque différence selon la diversité des régions come ha partout, mais non pas telle qu'ilz ne s'entendissent l'un l'autre. Et se monstre par la mocquerie que Tibère Cæsar (selon Suétone) faisoit du language de Tite Live, qu'il disoit sentir son Padoüan. De la langue Espagnolle je ne sçay que dire, car elle est plus conforme à la Latine que la Françoise, mais non pas encore tant qu'est l'Italienne. Si ne croy pas toutesfoys qu'elle soit ainsy esté des tout temps. La Germanique ha bien receu quelque mutation, mais non pas la nouvelle si diverse de l'ancienne, que les nouveaux de quelque

(1) *Les degrez de noblesse*, ouvrage auquel l'auteur fait allusion ici, sont indiqués dans le vol. de la *Bibliothèque* déjà mentionné, p. 394.

(2) *Sic. Voy. la note ci-dessus*, p. 294.

bon jugement, s'ilz luy adjouxtent diligence, ne puissent entendre les anciens, come nous havons cy devant déclairé des anciens Franconiens.

Bref, je ne croy que langue soit demeurée en son entier, je ne dy pas despuys le commencement de la mutation faicte en Babilone, mais despuis la venue du Christ. Si ne se treuve que la trace d'aucune demeurée en aucun pays. Vray est qu'il en y ha eu III principales, que sont demeurées jusques à présent, que sont l'Hébraïque, la Grecque et la Latine, mais non pas chascune en son pays, car l'Hébraïque avoit son siège en Judée, la Grecque en Grèce et la Latine à Rome et par toute l'Italie, que ne sont encores demeurées chascune en sa purité et entièreté. L'Hébraïque fut la première du monde à touz homes commune, que fut confuse et dissipée par l'orgueil du Nimbroth entre touz autres homes, excepté Héber et sa famille, mais non pas encor en sorte que par succession de temps elle ne se corrompist, si que saint Hiéronime sus Esdras entendoit à grandt paine les livres de Moysse, pour le changement de la langue despuys le temps du dict Moysse au leur, qu'esment le dict Esdras à réformer la langue Hébraïque, accordant l'ancienne à la nouvelle, tellement que toutes deux fussent entendues par gentz de son temps et leur postérité. La langue Grecque aussy, qu'estoit partie en V parties, n'ha esté sans changement et mutation, car παραδυσος voulant autant a dire entre les fort anciens Grecz que jardin, despuys jusques à présent il se nome κήπος, et plusieurs autres, come bien exemplifie Bibliander en son Livre des Langues.

La Latine ha aussy souvent receu des mutations, je ne di pas seulement despuis la défloration de l'empire Romain, mais longtemps devant, despuis la fondation de Rome, durant que la dicte cité estoit en accroissance; car du temps de Scipion, par la poésie d'Ennius, son contemporain, s'appert qu'elle estoit fort rude et incivile, come extimèrent ceux qui après la rabottèrent, come Cicéron et autres. Toutesfois par les choses en elle contenues, qu'estoient les gestes des anciens Romains excellent despuis Rome fondée jusques à son temps, luy donnèrent nonobstant crédict et autorité. Et pourtant se raconte en la vie de Virgile, que luy lisant la poésie du dict Ennius, interrogué qu'il faisoit, respondit : « Je cuillie fleurs dedans fien. » En ce temps l'on appelloit la lie du vin, *flocers* (*floccos*?), que maintenant s'appelle *fex vini*, come tesmoigne Aule Gellie en ses Nuictz Athénoises, où d'avantage il raconte une reprehension de Cathon à un glorieux jeune homme, qui, pour se monstrier bien en langage, pindarisoit en ancien langage, sonnans floccos et semblables; quoy ouiant Cathon, il luy dit : « Mon ami, vis come les anciens et parle come les modernes. »

Des dictz trois languages, le premier qu'estoit l'hébraïque, ne se communiquoit pas à d'autres gentz, que de sa nation et religion, qu'estoient les Juifs, ains demeura tousjours entre les Juifs en Judée, ou en autres nations où ilz estoient disperz, par l'envie desquelz ilz estoient contaminez. Car combien qu'ilz fussent presque partout, excepté en Judée, come adveneires, non citoiens ou paysans, ilz vouloient tousjours estre séparéz des autres, come s'ilz fussent indignes de recevoir de eux aucune doctrine, nonobstant que les autres fussent leurz supérieurz et seigneurz; qui ne se soucièrent encores de cela, car ilz ne se faisoient que moquer de leur religion et doctrine. Les autres deux s'eslargirent par tout le monde, par la science en partie, en partie par la puissance des suppostz de toultes deux; car les Grecz dès leur commencement, devant que les Romains s'avancassent en seigneurie, fleurissoient en deux choses entre les homes plus extimées à sçavoir, qu'estoient l'exercice des letres et celuy des armes.

Exercice des letres estoit plus continué en Athènes qu'en autre lieu; celluy des armes, en Lacédémone; car Athènes estoit une université par tout le monde célèbre, come est maintenant celle de Paris, et y accouroit on de toultes partz pour y apprendre letres et bones meurz, que là fleurissoient, come pourrez veoir par l'épistre avant-marchante au traicté, que Ciceron havoit escriitte, de Office ou devoir, à son fils qui là estudioit. En Lacédémone régnoit l'exercice des armes; toultesfois le language grec ne s'estendit pas par l'exercice des armes lacédémoniques hors de leur pays, car nul Grec conquist ailleurs, sinon Alexandre le Grandt, duquel le règne et la vie furent courtz, pourquoy n'avoient les régions par luy subjuguées loisir d'apprendre son language, car chascune d'icelles retourna en son premier estat de meurz, language, loix et coustumes; pourquoy n'amplia pas, l'usage de la langue grecque, la puissance des habitantz d'icelle région, mais leur science, pour laquelle comprendre chascun s'estudioit à entendre et parler de leur langue; et n'estoit pas trop commune à touz ceux d'une autre région, mais propre à aucuns particulierz de gentil esprit, come ha maintenant cours le latin par toute l'Europe. De ce nous havons la preuve par ceux qui hont escriitte la vie de Ptolémée Philadelphie, roy d'Égypte, qui havoit drécé telle librerie, come nous havons dict cy devant, lequel (jaçoit qu'il fust Égyptien) havoit la langue grecque, et pourtant fit traduire d'hébreu en grec les livres de la Sainte Escriture par LXXII interprètes hébreux, sçavantz ès deux lengues. Des apostres et singulièrement des évangelistes, jaçoit qu'ilz fussent de nation et langue hébraïque, ilz ne voulurent pas escrire l'Évangile ni leurz enseignementz en hébreu,

pour ce que ce langage n'estoit commun, mais en grec, qui leur havoit esté enseigné par le S. Esprit, pour ce que ledict grec havoit cours par l'univers; excepté S. Matthieu, qui escrivit en son langage.

La cause de l'ampliation de la langue latine, ha esté l'ampliation de la puissance et empire de ses suppostz, qu'estoient les Romains, car ce pendant que leur empire ne franchissoit pas les limites et bornes de l'Italie, aussy ne faisoit leur langage; ce que ne fut pas en Orient, à cause que le grec estoit commun, presques à toutes gentz d'estouffe de ceste région, et aussy l'estoit aux Romains. Mais quant ilz passèrent d'Orient en Occident, deçà les montz, ilz ne trouvèrent langage qu'ilz sceussent entendre, car devant ilz havoient peu de traffique ensemble, et estoient aussy incogneues deçà les montz les langues grecque ni latine; qu'estoit à touz deux une fascheuse chose, à sçavoir et aux vainqueurz et aux vaincuz, de non se entre entendre en leurz affaires politiques; ce qu'esmeut à envoyer par leurz provinces guaignées des précepteurs sçavantz en langue latine, non seulement par pratique, mais par théorique, pour enseigner leurz subjets, non seulement à parler latin congruement, mais éloquentement, par la lecture qu'ilz leur faisoient en grammaire et en rhétorique. Ce que ne sçay si ce fut une grace faicte par Dieu ès dictes nations, ou une punition, car en la Sainte Escriture se trouve en aucuns passages, qu'il le faisoit ès uns par bénédiction, ès autres par malédiction. Il en usa en bénédiction envers ses apostres, leur envoyant le S. Esperit qui leur donna le bénéfice des langues, et en autre passage il menaça les Juifs de les soubzmettre à gentz desquelz ilz n'entendroient point le langage; ce qu'il fit ès citramontains, leur faisant toutesfoys le bien de les leur faire enseigner par les instrumentz à ce duisant, que sont grammaire, rhétorique et dialectique, si qu'il se trouve come Lactance Firmien fut envoyé à Lion pour illec enseigner rhétorique.

Mais c'est une chose si malaysée que gentz de diverse nation apprennent naifvement la langue l'un de l'autre, que je tiens quasi pour impossible, quant il n'i hauroit grande différence. Regardez come le gaulois, qui n'estoit guères dissemblable à l'alleman, se pouvoit conformer au latin. Aussy l'on disoit que Solon, qui estoit Athénien, barbarisoit entre les Scythes, maintenant nomez les Tartares, et Anacharsis Scythe entre les Grecz, qui sçavoient touz deux le langage l'un de l'autre. Car il y ha deux vices qui se treuvent en touz langues, que sont solécisme et barbarisme. Solécisme se commect en l'adjancement ou lyaison d'un propos entier, que Latins appellent qu'ilz appellent aussy construction, come quant l'on meet le masculin pour

le féminin et par contraire, et ce non seulement ès langues anciennes, come le grec, latin, etc. Barbarisme n'est que un langage entier ou mot d'icelluy estrange à la langue en laquelle l'on parle, ce que Perot en son *Cornucopie* diffinit ou limite ainsy : « C'est une partie de parler corrompue, parlant avec la langue ou la plume. » Cicéron en son *Traicté* des nobles orateurs, parlerz ou harengueurz, déclaire la source de ce vice en langue latine, disant què, du temps de Scipion et Lælius, que peu de Romains voiageoient loin de Rome et pourtant n'estoient obfusquez par langue estrangere, que les gardoit de parler autre langue que la leur, qu'estoit latine.

Mais après qu'ilz eurent conquis divers pays, ilz trafiquèrent par iceux, non seulement par la Grèce, qu'estoit de langue qu'ilz entendoient presque come la leur et la tenoient pure et nette come la leur, mais entre les autres qu'ilz tenoient pour barbares, tant en levant come de ponent, mydi et minuict, et pourtant n'admirent pour citoiens en leur langue seulement des vocables grecz, mais barbares ; come de l'Espagne, ce mot *mastruca*, qu'est une sorte d'acoustrement ; de la Bretagne *essedum* et *rhædam*, que sont deux sortes de chariot. Ilz appelloient du langage gaulloys, *gessates*, certaine sorte de soldatz qu'ilz extimoient les plus vaillantz de celle région et estoient armez de certaine manière de bastonz, en guerre, semblables à celles que l'on appelle encor maintenant pertuisanes ou langues de beuf, desquelles l'on use encores maintenant en Allemagne ; mais l'on ne s'en sert plus maintenant en temps de guerre, ouy bien en icelluy de paix ; car la coustume est telle en une chascune bone ville d'illee, que quant quelqu'un se rendt débiteur à un créiteur et luy promect le paier dedans certain terme entre eux arresté, ledict débiteur se soubzmect au créiteur à payne d'hostage, lequel s'appelle *gyssel* en alleman, qu'est qu'il pourra mander, passé le terme, s'il n'est païé, un officier publique à pied ou à cheval, après qu'il en haura adverti son débiteur, sus telle hostellerie que luy plaira à un florin d'or *id est* escu, ou ainsy qu'il sera entre eux arresté, tant pour ses despens que pour ses gages, jusques ledict débiteur, haie envoyé paiement audict officier, tant du principal que des despens et gages ; et sont lesdicts officierz nomez *gysselässer*, de *gyssel* que signifie ce baston, et *ässer*, mangeur, ou come se dict communément : rongeur, come l'on nome encor de présent les sergentz en France, car ceux cy ne sont pas tenez pour plus gentz de bien par l'Allemagne en cas de preudhomie. L'on les nome par deça *hostages* et portent un tel baston. Stumpf, en son Helvétie et en sa Gaule, dict que de ce nom estoient jadis appelez les montaignartz de Gaule, aquilonnaires, qu'es-

toient les Helvétien^s ou Helvétérien^s, dictz maintenant les Suysses, et les Allobroges nomez de présent Savoyen^s. Si hont aussy faict plusieurs autres autheurz allemans, alleguantz plusieurs autheurz latins aussy, tant en rime come en prose, et singulièrement Polibius. Mais ilz dient que ces autheurz hont desguisé ce vocable de la langue gauloyse germanisante en la leur mal proprement, come ilz hont faict plusieurs autres, desquelz nous parlerons cy après; à l'opinion desquelz autheurz je ne voudroie pas du tout soubzcrire, ni aussy du tout les oppugner. Car (come eux mesmes afferment) la dicté langue gauloyse, qu'estoit germanisante, ha esté beaucoup changée, je ne dy pas come elle est de présent que elle s'est du tout révoltée de la germanique et s'est rendue à la latine, mais dès lors, si que eux ni les Allemans leurz conlengagierz n'appelloient pas ces hostagierz *gyssel*, mais *gessel*.

Mais (pour retourner à nostre propos) les Romains barbarisoient aussy bien entre les estranges que les estranges entre eux; mais les dictz Romains haiantz receu plusieurs vocables des langues estranges à eux subjectes, voulurent que leurz subjectz apprissent aussy la leur. Mais, ainsy come nous havons cy devant dict que c'est malaysé et presque impossible ès homes de parler naïvement chascun de diverse langue en la sienne, ainsy advenoit ès Romains et à leurz subjectz, qui ne pouvoient si bien parler la langue l'un de l'autre qu'ilz ne barbarisasent. Je n'en veux amener preuve fors domestique, de ce que nous havons treuvé à Genève.

Et premièrement Messieurs (1) m'hont jadis communiqué une Bible escritte à la main, ce que ha esté faict de nostre temps, car j'entendtz que ce soit esté faict par quelque prebstre, duquel je n'hai sceu le nom, combien que par aventure je l'hay cogneu, mais ilz sont touz esté exilés devant que j'eusse ceste escritture. Cestuy havoit escrit ce catalogue des évesques d'icelle cité, ce qu'il havoit transcrit d'autres qui l'havoient faict chascun de son temps; mais le premier escrivain l'ha faict avec un proesme ou avant propos, par lequel il affirme que Genève havoit commencé avoir évesques, déjà du temps des apostres, lequel estoit escrit en latin faict à la cotte si mal taillée que nul n'en sçavoit venir à bout, de tant de gentz sçavantz qui estoient en nostre ville, sinon en devinant (2): car il n'estoit tel comme du temps de Cicéron et des autres, que la langue latine fleurissoit, ni de celluy que parlent de nostre temps les prebstres de messe de *requiem* et les commissaires faisantz

(1) *Messieurs*. Ce sont les membres du grand conseil de la république.

(2) C'était du latin de la fin du onzième siècle.

leurs recognoissances, et se monstre que ce ha esté escrit par doubleure (1) de nostre temps, pour ce que il parle là d'évesques que havons veuz, nous desjà barbez. Apres cela, sondant les fondementz de la mayson du secrétain de mon église de S. Victor, affin de trouver des pierres pour la fortification de la ville, fut treuvé au fonds la sépulture d'un évesque et le corps dedans enveloppé d'habit d'évesque, qui estoit nomé au catalogue des évesques enrroulez, au catalogue duquel havons parlé cy devant; et se comprenoit par icelluy, qu'il estoit mort plus de mille ans y havoit. Son épitaphe ha esté escrit en carmes latins virgiliens, come verrez cy apres :

Anseguisus eram præsul Genevæ civitati.
Sis memor ipse mei, Dominus sit que tui.

Par quoy se peut comprendre que ce évesque se nomoit Hansgin par le language de lors, qui estoit tel que le Flamenc maintenant qui nome un Johan Hanss, Janot ou petit Johan, Haneguïn. Si peuvent comprendre toutes gentz entendantz langue et poésie latine quel latin sçavoit le compositeur de ces verz; et ne se faut merveiller si les Latins admirent des vocables estranges en leur langue, car ce havons nous bien faict, nous Gauloys en la nostre et speciallement les François.

Dès ma jeunesse ce mot *Brafve* demouroit en Italie et estoit entre nous incogneu, depuis que l'on ha fréquenté l'Italie l'on en ha apporté la nouvelleté des vocables et des accoustrementz. Touz vocables anciens d'art militaire courantz par la Gaule sont esté cassez, et miz les italiens en leur place. Il y ha deux sortes de gentz de guerre, les gentz de cheval et ceux de pied, ou les homes d'armes et les piétons; maintenant la *chevalerie*, la *fanterie*. Le chef d'une armée ou d'une bende se nomoit capitaine général ou chef d'armée ou d'une bende d'icelle; maintenant le chef de l'armée se nome *coronel*, celluy d'une bende, *capo di squadra*, car bende s'appelle *squadra*, et ainsy de semblables. En quoy les François se monstrent fort dissemblables ès autres nations et principalement à l'Angloyse, qui n'extiment autre nation que la leur, ni chose bone, si elle n'est provenue de leur pays, et les François extiment tellement les autres nations que la leur et n'inventent jamais rien, mais s'aident des choses par les autres inventées.

Cecy estoit devant la naissance de Christ, que les nations empruntoient quelques vocables les unes des autres, mais ilz ne changeoient pas de language entièrement; mais après, quant la puissance et empire

(1) C'est-à-dire : copié de notre temps.

romain commencèrent à décliner, aussy faisoit quant et eux le langage, et non seulement le leur, qu'estoit le latin, mais celluy des provinces à eux subjectes et peu à peu. Mais la totale ruine provint despuis l'an 400 que nations aquilonnaires envahirent et occupèrent les provinces romaines et Rome mesme. Mutation de seigneurie engendra mutation de langues. Les François orientaux se fourrèrent en la Gaule qu'ilz appellèrent de leur nom France orientale; les Bourguignons, au pays Séquanois et Aoustonnoiz, qu'en fut nommé la Bourguoigne. Les Gotz et les Wandales s'espanchèrent aussy par tout, voire jusques à Rome. Et possédantz longtemps les vainqueurz les pays des vaincuz, ilz commencèrent par communication apprendre les langues les uns des autres et oublier chascun le sien sans apprendre celluy de l'autre naïvement. D'où survint la corruption des langues par tout le monde et principalement en Europe, combien que en ces trois nations, Italie, Espagne et Gaule demeurent encores quelque trace de langue latine, mais les deux premières plus que la gauloyse, que à cause de la conformité de meurz qu'elle ha avec les Todesques retint plusieurs de leurz vocables, come de *harnesch*, harnoiz, de *feuer*, feu, et plusieurs autres vocables que M. Egide Tschudi déclaire en sa *Rhétie*.

Et dès lors l'hébreu deslogea (1); le grec, de Grèce; et le latin, de l'Italie, leur sièges anciens. Et n'est à aucune d'icelle demeuré propre habitation de cité, ville ni pays, si qu'elles se puissent appeller bourgeoises, combien que encores par les utilitez en elles contenues, pour ce que en elles sont comprises toutes artz et aussy d'histoires beaucoup, leur soit permis de errer ça et là, come les Arabes et ceux qui se nomment du petit Égypte, et qu'elles logent par les escholes des bonnes villes et après par les maysons des escholierz, qui sont à cause d'icelles en aucune réputation et en acquièrent offices et bénéfices, jaçoit que jusques à nostre temps l'on n'ait guères usé par l'Europe que de la latine, et encores bien deschirée par l'outrage des nations barbares cy devant nommées, en sorte que si les anciens suppostz d'icelle vivoient, ilz la pourroient à grandt paine entendre.

A la fin l'Italie ha esté la première que ha receues les langues grecque et latine, car de l'hébraïque elle ne s'est guères soucié, car premièrement un Bessarion cardinal grec, un Philelphe, un Poge, un Marsile Ficin et plusieurs autres personages qui hont à Florence fleuri, cent ans passez y ha, qui les noms hont faict cognoistre par le bénéfice de l'imprimerie, que fut trouvé de leur temps. Après eux sont venuz un

(1) Sous-entendez : de Judée.

Johan Picus, conte de la Mirandole, un sien nepveu François et autres depuis 70 ans en ça. Et après, de nostre temps, un Budée, un Erasme, un Longueul, Tonstallus et autres.

Et sus ce poinct, à l'environ de XL ans y ha, est sourvenue la différence sus l'exposition de l'évangile qui ha esmeu des grandes séditions, et quant et ce une chascune partie, pour soustenir contre l'autre son opinion, à fouiller les Saintes Escritures ès langues esquelles elles sont esté escrittes, et pour ce à apprendre lesdictes langues; à quoy s'est mout aidé la libéralité des princes, qui hont salariez gens sçavantz aux langues pour les enseigner. Et pour ce que la langue hébraïque est lumière de S. Escriture, elle ha esté avancée avec les autres et plus. Desquelz Mecenas, l'on doit louer pour le principal le roy François. Nous havons eu en Allemagne : Luther, Mélancthon, Œcolompade, Zwingli, Suitzerus, Capito, Miconius, Buecerus, Grynæus, Saræsius, Bibliander, Eberus, Musculus, et autres infiniz. En langue gauloyse, tant en nostre cité de Genève, come au pays conquis par MM. de Berne : Cauvin, Wiret, Beze, S. Pol, Rubitus, Cœlius Secundus, Castaleo, Enoch, les uns paysans de naissance, les autres advenaires, et infiniz autres. Si n'hont encores treuvé siège lesdictes [langues, ni] cité ni ville d'où elles se puissent appeller paysanes. Souffit que come hostesses elles soient entretenues des gentz particulierz, combien qu'elles haient encor faict ce bien aux peuples communs, qu'elles hont les leurz émendées, bien que non pas encor totalement, car je treuve beaucoup de choses, que, pour havoir mal entendu le latin, nouz ancestres hont nomé improprement, et aussy des choses beaucoup que les Latins, pour ignorer nostre langue ancienne, hont faict le semblable, qui sont erreurz non peu dommageables tant en religion que civilité.

(La fin au numéro suivant.)

DONATION

A L'ABBAYE DE CLUNY

DU MONASTÈRE DE HIERO KOMIO,

PRÈS DE PATRAS, EN 1210.

Le dernier historien de l'abbaye de Cluny s'est plaint de la rareté des documents, concernant l'établissement dont il a écrit la monographie, à partir du douzième siècle (1). Nous croyons ces regrets peu fondés, et nous espérons que M. Lorain donnera un supplément à son intéressant ouvrage, une fois mieux informé des ressources qu'il ne peut manquer de recueillir dans les archives de Bourgogne, et dans les divers dépôts littéraires de Paris, si riches des trésors historiques sauvés dans les provinces. Pour sa part, la Bibliothèque nationale lui fournira, indépendamment des manuscrits, plus de dix cartons de chartes originales, provenant des archives de Cluny, et parmi lesquelles se trouve celle que nous publions ici.

Cette pièce nous permet d'ajouter un nom nouveau à ceux des possessions outre-mer du riche monastère bourguignon, que l'historien n'a pas manqué de rappeler : « L'abbaye de Cluny avait, jusqu'ici, fait
« assez de conquêtes dans toutes les parties de l'Europe. C'est à l'Asie
« qu'elle devait tendre, et les établissements des Croisés lui en ou-
« vrirent le chemin. Des noms bibliques s'ajoutent à tous ceux que nous
« avons prononcés en parlant des clunistes. On les voit créer un mo-
« nastère dans la vallée de Josaphat, dont Gelduinus, moine de Cluny,
« devient abbé; un autre sur le mont Thabor; et pour prendre leur
« part aussi des dépouilles de l'empire latin de Byzance, ils établi-
« rent le monastère de Civitot jusque dans les faubourgs de Constanti-
« nople (2). »

(1) *Essai historique sur l'abbaye de Cluny*, suivi de pièces justificatives et de divers fragments de la correspondance de Pierre le Vénérable avec saint Bernard, par M. P. Lorain, doyen de la faculté de droit de Dijon. In-8°, Dijon, 1839, page 164.

(2) *Ibid.*, pag. 113.

Je ne sais si les religieux de Cluny tenaient précisément à occuper une partie de l'empire de Constantin, mais il est certain qu'ils possédèrent, outre le monastère de Civitot, et les autres lieux que les monuments signaleront peut-être, un prieuré voisin de la ville de Patras que leur donna, en 1210, l'archevêque Antelme : *Domum Sancte Marie de Ierocomata, sitam prope civitatem Patracensem*. Bien que la charte de concession ne mentionne, en termes propres, ni église, ni oratoire, il est incontestable que Sainte-Marie de Ierocomata devait avoir au moins une chapelle, où les religieux de Cluny établirent le culte latin. L'expression de *domus*, sous laquelle on désigne la localité donnée avec ses dépendances, me semble indiquer un monastère ou un prieuré de la nature de ceux que les Grecs nomment aujourd'hui *metokhi*. Ces maisons ne renferment pas plus de quatre ou cinq religieux, soumis à un hégoumène; ils vaquent ensemble à la célébration des offices divins, et suffisent de leurs mains, ou avec l'aide de quelques paysans, à l'exploitation des terres appartenant, comme leur couvent, à une abbaye mère ou à un évêché, dont ils dépendent. Sainte-Marie de Ierocomata était ainsi une possession du siège de Patras.

Antelme se souvenait d'avoir reçu l'éducation à Cluny. Il était sorti de ces écoles bénédictines sur lesquelles Raoul Glaber, Orderic Vital, Pierre le Vénérable, et deux moines parvenus au saint-siège, Urbain II et Pascal II, avaient, dans le siècle précédent, jeté tant d'éclat; en fils reconnaissant et pieux, *cum sim filius et alumnus ecclesie Cluniacensis*, et peu après sans doute son élévation à la dignité de métropolitain de l'Achaïe, il remit, du consentement de son chapitre, la propriété du prieuré de Ierocomata à l'abbaye de Cluny.

La donation fut entièrement faite à titre gracieux; elle n'imposa d'autre obligation, en faveur du bienfaiteur et de ses successeurs, que la célébration d'un trentain, *tricenarium*, c'est-à-dire, d'une messe pendant trente jours après le décès de chacun d'eux, pour le repos de leur âme. Seulement l'archevêque voulut que la maison de Sainte-Marie offrît, chaque année, à l'abbé de Cluny, un beau samit, *exsamitum optimum*, dont le prélat devait, au reste, payer lui-même l'achat aux religieux de Morée avant qu'ils l'envoyassent en France.

Le samit était une étoffe de soie, peu différente, mais généralement plus riche que le sandal; on la confectionnait au moyen âge (1), comme on la fabrique encore sous d'autres noms, en Asie Mineure et en Syrie.

(1) Pegolotti, *della Mercatura*, p. 55 et suiv. Uzzano, pag. 101; Machaut, *Poésies*, mss. bibl. nat. n° 7609, fol. 318, etc.

Les couleurs les plus recherchées étaient le rouge cramoisi, le jaune, le vert et le bleu. Ces étoffes, laissées aujourd'hui aux gens du pays, s'exportaient autrefois en grande quantité en Europe, avant le quatorzième siècle, époque où les Italiens en établirent la fabrication chez eux. Elles servaient aux vêtements ecclésiastiques, aux costumes des seigneurs et aux riches tentures :

Dont avint que li rois de Pierse
 Qui mainte ricoise ot diverse
 Li envia 1 pavellon
 Qu'ainc puis si rice ne vit-on ;
 Et se vérité vous diëoie
 De toutes coulors fu de soie.
 Et si li tramist, com amis ,
 Cendaus et pales et *samis* ,
 Et moult rices aornemens (1).

Le *samit*, dans nos anciens romans, est toujours une étoffe de luxe réservée aux gens de haute condition.

« La fille du roy luy avoit appareillé une moult rice robbe de *samit* vermeil fourrée d'armines, qu'elle luy feist vestir (2). » « Dessus la table d'argent estoit le saint graal couvert de ung *samit* tout blanc, et devant la table y avoit ung homme revestu ainsy comme ung évesque (3). » « Il fut moult regardé du peuple ; car il estoit vestu d'une cotte de *samit* qui donnoit à entendre qu'il estoit chevalier (4). »

L'étoffe était souvent rehaussée de fils d'or et d'argent, tissés dans la trame, comme les brocarts que l'on fait dans le Liban et à Damas. « Or estoit il armé de toutes pièces et portoit un escu grand et fort, le champ d'azur fort cler et au dedans un loup armé d'or, moucheté de petites taches d'argent, et sur ses armes une cotte de *samis* tiercé à bandes argentées (5). » « Et saches que les parures estoient d'ung fin *samit* azuré à une fracture de fin or, et en chascune pointe avoit une rose vermeille (6). » « *Idem papa dicitur dono dedisse ecclesie Ortanæ unam planetam de examito rubeo cum aurifrigio decenter ornatam* (7). »

(1) Présents d'Haroun-al-Raschid à Charlemagne. Phil. Mouskes, édit. Reiffenberg, t. I, p. 105. — Voy. le même auteur, p. 433.

(2) Lancelot du Lac, t. II, fol. 29 r°, col. 2.

(3) Lancelot du Lac, t. III, f. 23 r°, col. 2.

(4) Perceforest, t. III, fol. 127 v°, col. 2.

(5) Flores de Grèce, fol. cliij r°.

(6) Perceforest, tom. 1^{er}, fol. 147 r°, col. 1.

(7) Du Cange, Gloss. au mot *Exametum*.

On voit, dans ces derniers exemples, le samit se rapprocher, pour la richesse, de ces magnifiques draps d'or sur lesquels les ouvriers de Phrygie dessinaient des aigles et des ornements variés avec des perles ou des pierres précieuses (1).

Le couvent de Morée devait être soumis à l'autorité et à la règle de Cluny, comme les autres prieurés de la communauté; cela n'est pas dit dans la charte, mais on doit le conjecturer de cette recommandation faite à la fin par Antelme, à ses anciens confrères, de célébrer la commémoration de tous les religieux de Ierocomata, dont on leur enverrait le bref mortuaire, comme ils priaient pour tous leurs autres frères.

La rédaction de la pièce ne présente, du reste, aucune difficulté. L'abbé de Cluny, à qui l'archevêque de Patras adresse sa donation, est Guillaume, deuxième du nom, ancien prieur de Cluny et de Saint-Martin-des-Champs, dont on connaît seulement l'année de l'élection (1207), et l'année de la démission (1215) (2). Antelme est le second archevêque latin de Patras désigné par la lettre A. dans quelques épîtres pontificales. C'est un nom à remplir dans l'*Oriens christianus* (3).

Quant au lieu de Sainte-Marie de Ierocomata, nous pouvons en préciser la position. M. Pouqueville avait parlé d'un *monastère de Hierocomion* situé aux environs de la ville de Patras (4). La carte de Morée, exécutée par les officiers d'état-major, sous la direction de M. le général Pelet, marque en effet une croix avec le nom de *monastère Hiero Komio*, à l'ouest des hameaux de Rhomanou et Kynigou, à un quart de lieue à peu près à l'orient de Patras. C'est là notre monastère, qui dut rester latin et français, tant que les successeurs de Geoffroi de Villehardouin furent maîtres du Péloponnèse.

Il est situé à mi-côte de la montagne, en vue du golfe, au-dessus d'un ruisseau baignant sans doute des plants d'oliviers, et dans une situation qui ne devait pas manquer d'agrément, ainsi que le rappelle cette note écrite à Cluny, au treizième siècle, sur le revers de la charte : *Prioratus Sancte Marie de Ierocomata, qui est situs prope civitatem Patras, in pulcro loco et ameno positus.*

(1) Pachymère, t. I, p. 500, édit. Bonn.

(2) *Gallia christiana*, t. IV, col. 1145. M. Lorain, *Essai*, p. 180.

(3) Lequien, t. III, col. 1025.

(4) *Youane en Grèce* t. III n. 538 541

Voici le texte de la donation :

1210.

Reverendo patri et domino Willelmo, abbati Cluniacensi, et ejusdem ecclesie sacro conventui, Antelmus, Dei gratia, Patracensis ecclesie archiepiscopus, salutes in Deo salutari nostro et debitam reverentiam. Cum sim filius et alumpnus ecclesie Cluniacensis, quicquid boni vel honesti in me, quamvis parum sit, repperio, id ipsum a matre mea Cluniacensi ecclesia habui; et quoniam de jure cautum est ut si filius vel servus ingratus extiterit, in domini potestate servus redeat vel filius exheredetur; ego autem, non ingratus, set beneficiorum in me collatorum memor, ob salutem anime mee et tocius conventus ecclesie nostre, ex consensu ipsius conventus, donamus et tradimus vobis et successoribus vestris et conventui Cluniacensi domum Sancte Marie de Ierocomata cum omnibus appenditiis suis, sitam prope civitatem Patracensem, ita liberam ab omnibus exactionibus, quod successores nostri nullum gravamen nec procurationem aliquam possint a vobis exigere, neque vel possint compellere venire ad synodum. Set ipsa domus quam vobis concessimus annuatim unum optimum exsamitum expensis suis vobis transmittat, et nos domui predictae de redditibus nostris assignabimus, unde istud solvere possit; rogantes ut in capitulo presentetur, et orationes a conventu pro donatoribus Deo offerantur. Et pro ipso donatore tricennarium fiat, et pro successoribus suis archiepiscopis, similiter. De fratribus vero si breves eorum ad vos pervenerint, tamquam uni de fratribus vestris qui de obedientiis vestris venerint, idem offitium persolvatis pro eis. Actum ab incarnatione Domini, millesimo ducentesimo decimo (1).

(1) La pièce était scellée, sur lacs de soie; le sceau n'existe plus.

L. DE MAS LATRIE.

LETTRE

RELATIVE

AU POÈTE ADAM BILLAUT

LE MENUISIER DE NEVERS.



Maître Adam, le menuisier poète, a composé des vers qui firent du bruit parmi les beaux esprits de son temps, qui portèrent sa renommée jusqu'à la cour du roi Louis XIII et qui même ont rendu son nom populaire dans les âges suivants. Mais sa vie a été la vie obscure d'un artisan et n'a presque rien fourni à la curiosité des biographes. On sait qu'il attira d'abord l'attention des princes de Gonzague, qui habitaient quelquefois leur duché de Nevers, qu'en 1638 il se rendit à Paris pour y suivre un procès, qu'il adressa une ode à Richelieu, qu'il en reçut une pension, et que la bienveillance du cardinal le mit un instant à la mode. On sait aussi qu'il eut la satisfaction de voir imprimer deux éditions de ses poésies (1), mais qu'il fut bientôt oublié; que sa pension lui fut très-mal payée, et qu'il vécut péniblement pendant le reste de sa vie, non du fruit de ses vers, mais du produit de son rabot. L'abbé de Marolles, qui fut l'un de ses premiers protecteurs, n'en a pas dit davantage dans la notice préliminaire qu'il écrivit pour la première édition des œuvres de maître Adam, et les auteurs d'une édition de ses poésies (2) publiée récemment à Nevers n'ont rien trouvé de plus, malgré leurs actives recherches (3).

Voici un document qui fait connaître à la fois un accident grave ar-

(1) La première à Paris, en 1644, in-4°; la seconde à Rouen, 1654, in-8°. Il en a paru depuis en 1662, 1663, 1806 et 1842.

(2) Cette édition, imprimée à Nevers en 1842, format grand in-8°, est précédée d'une notice biographique et littéraire due à M. Ferdinand Denis, et accompagnée de notes de M. Ferdinand Wagnien. C'est un volume fait avec un soin patriotique et beaucoup de luxe.

(3) On a cependant découvert il y a peu de temps, dans les archives de Nevers, la date du jour où Billaut vint au monde; c'est le 31 janvier 1602. Il est mort le 19 mai 1662.

rivé au poète, quelques détails sur son intérieur et un trait honorable pour la mémoire du célèbre chancelier Séguier, généreux Mécène des poètes de son temps. Cette petite pièce n'a pas besoin de commentaires; il suffit de savoir qu'elle appartient à une des précieuses collections de la Bibliothèque nationale, la collection Baluze (1), et qu'elle est adressée à M. Phéliepeaux.

Monsieur, j'ay appris de M^e Adam menuisier à Nevers, qui est homme assez cogneu, comme à la suscitation de quelques uns qui ne l'ayment pas, on l'a voulu faire comprendre dans les informations que le S^r. de la Lezardièrre fait par votre ordre, touchant quelques chansons et discours libres qui ont esté faitz à Nevers sur le sujet d'une nouvelle imposition mise sur le vin; de sorte que ce pauvre homme, sur la crainte que l'on luy a donné de cete poursuite, quoy qu'il m'aye assuré qu'il n'estoit pas lors au pays, a eu recours à moy pour le garantir du mal que l'on a dessein de luy faire; et d'autant que je ne voy pas grand inconvéniement à le descharger de ce dont on l'accuse quand même il seroit coupable de quelque petite chelme (2) de poésie faicte sur le sujet du vin, ce qu'il n'advoue pas; considérant que sy on fait la moindre poursuite contre luy, cela le retiendra icy, et ne pouvant pas travailler de son mestier, sa petite famille souffrira de son absence, je vous prie monsieur d'ordonner à celluy qui fait cete procédure de le mettre à couvert, en sorte qu'il puisse avec liberté s'en retourner faire son métier. Il a creu que mon assistance luy pouvoit oster toute sa crainte; je vous demande donc grâce pour luy, s'il en a besoing; demeurant

Monsieur, votre affectionné serviteur.

SÉGUIER.

Paris, ce 12 may 1648.

La lettre étoit ainsi conçue primitivement, écrite de la main d'un secrétaire et signée par le chancelier. Mais les derniers mots ont été ratu-rés et remplacés par ceux-ci :

Je vous demande donc pour luy que l'on le descharge et

(1) Armoire VI de Baluze, paquet IV, n. 2-3, tome I.

(2) Vieux mot qu'on trouve encore cité dans le *Dictionnaire de Trévoux* comme adjectif signifiant rebelle, turbulent, séditieux, etc. Le *Dictionnaire de Trévoux* en mentionne un exemple tiré de la *Satire Ménippée*. C'est l'allemand *schelm*.

mette hors de toute ces proceddure et que l'on n'exequte aucun décret contre luy, estant,
Monsieur, etc.

L'intention de ce changement est facile à saisir ; il est inspiré par la crainte que les termes un peu vagues de la première rédaction ne fassent pas assez d'effet sur celui à qui la lettre est adressée. Ces deux lignes sont la pensée même de maître Adam, beaucoup plus préoccupé que le chancelier ne pouvait l'être de ces décrets et procédures qui le menaçaient, et qu'il tâche de faire expressément mettre à néant. Aussi nous paraît-il certain que la correction a été faite sous sa dictée. Il serait possible même qu'elle fût de sa propre main ; elle est, en effet, d'une écriture toute différente et de celle de Séguier et de celle du secrétaire, et elle se distingue en outre par des singularités d'orthographe qui peuvent très-bien appartenir au menuisier. Si cette conjecture était fondée, elle augmenterait beaucoup le prix de la pièce, car les auteurs de l'édition de Nevers déclarent dans leur préface que, malgré leurs recherches, ils n'ont pu trouver aucun autographe d'Adam Billaut.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE, par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, tome XXI. (Suite du XIII^e siècle, depuis l'année 1296). Paris, 1847, in-4°. Prix : 21 fr.

Après une notice consacrée par les éditeurs à leur illustre et regrettable confrère, feu M. Fauriel, ce volume commence par l'histoire de quelques écrivains des dernières années du treizième siècle, qui, sans avoir laissé après eux une grande réputation, ne sont pas cependant sans une certaine importance. De ce nombre on peut citer Geoffroy de Courlon, le cardinal Simon de Beaulieu, Pierre-Jean d'Olive, et quelques autres qui appartiennent plus particulièrement aux provinces du nord de la France. La notice relative au frère mineur Pierre-Jean d'Olive est due à la plume de M. Daunou. Ce savant y explique comment une certaine exaltation dans ses croyances et la rigidité de ses principes ont fait accuser le frère Jean d'hérésie, et pourquoi la secte d'illuminés connus sous le nom de *Begards* avait pour lui beaucoup de vénération.

Un travail qui mérite une mention toute particulière, est l'article de M. Victor Leclerc sur Siger de Brabant, professeur à l'Université de Paris vers la fin du treizième siècle. C'est dans les écoles de la petite rue du Fouarre que Siger enseigna la dialectique et eut le bonheur de compter parmi ses élèves l'illustre Dante Alighieri. Le célèbre Florentin a consacré quelques vers de sa *Divine comédie* (*Paradis*, ch. X, v. 136) à la mémoire de son vieux maître, et en accomplissant cet acte de reconnaissance, il préparait des *tortures* à ses commentateurs. Nul d'entre eux n'avait pu dire exactement quel était ce docte *Sigier*

Qui lisant en la rue aux Feurres en sa vie,
Syllogisoit discours dont on lui porte envie.

Cet honneur appartient tout entier à M. Leclerc, qui, en sa qualité de doyen de la faculté des lettres, n'a rien voulu laisser d'obscur dans cette question. Ce commentaire doit être considéré comme un chapitre excellent de l'histoire de notre vieille université.

Le même auteur a consacré un autre article au dominicain Brocard, auteur d'une description de la Terre-Sainte, qui a eu beaucoup de retentissement au moyen âge. M. Leclerc discute avec une grande critique le peu de faits certains qui nous sont parvenus sur la vie de ce moine; puis il donne une analyse détaillée de son ouvrage, d'après divers manuscrits conservés dans les bibliothèques de Florence, de Londres, de Bruxelles et de Madrid, sans oublier la traduction française du voyage de Brocard faite au milieu du quinzième siècle par Jean Miélot, chapelain du duc de Bourgogne Philippe le Bon.

M. Leclerc a encore publié, pag. 272 du même volume, un article remarquable sur Aimeric Picaudi de Parthenai, auteur d'un cantique sur les pèlerinages à Saint-Jacques de Compostelle. A ce sujet, il a recherché quelle était l'origine de ce fameux pèlerinage, comment ceux qui l'accomplissaient s'étaient peu à peu réunis en confrérie, quels monuments, soit écrits, soit d'un autre genre, avaient laissés les membres de cette association qui, déjà établie au douzième siècle, existait encore au siècle dernier.

L'article sur les pèlerins de Saint-Jacques est suivi de notices succinctes sur divers écrivains qui ont fleuri de l'an 1286 à l'an 1300. Plusieurs de ces notices sont encore de M. Daunou, et complètent la série des travaux nombreux et remarquables qu'il a publiés dans l'*Histoire littéraire*. Entre ces notices il faut signaler aussi celle que M. P. Paris a consacrée à quelques sermons mi-partis latins et français qui se trouvent dans un manuscrit du treizième siècle de l'ancienne bibliothèque de Sorbonne, aujourd'hui à la Bibliothèque nationale. M. P. Paris donne sur ce singulier mélange, semblable à celui que faisaient au quizième et au seizième siècle Olivier Maillart et Ménot, des détails curieux, auxquels il joint plusieurs citations.

Ces courtes notices sont suivies de quelques autres qui sont plus étendues, et sont nommées supplémentaires, c'est-à-dire qu'elles sont destinées à compléter des articles publiés dans les volumes antérieurs de l'*Histoire littéraire*. Ces notices sont dues à MM. Fauriel, Leclerc et Lajard. M. Fauriel s'est appliqué à bien faire connaître quel était André le Chapelain, auteur d'un traité sur l'amour qui fut le code suivi dans ces cours amoureuses si célèbres au moyen âge. Si nos lecteurs se rappellent l'article que ce savant spirituel et ingénieux a publié dans notre recueil (1^{re} série, t. IV) sur le troubadour Sordello, ils pourront juger de la délicatesse que M. Fauriel a déployée dans l'analyse du code rédigé par André le Chapelain à l'usage des *serviteurs de la déesse Vénus*. La seconde notice de M. Fauriel est une addition à deux articles consacrés à un certain Guillaume, auteur du livre de *Philomena*, mieux désigné par le titre de *Gesta Caroli Magni ad Carcassonam*.

Les deux notices additionnelles de M. V. Leclerc ont aussi l'une et l'autre une certaine importance. La première est consacrée au poème satirique de Gilles de Corbeil, médecin de Philippe-Auguste. Ce poème, dont le titre indique assez bien le sujet : *Ierapigra ad purgandos prelatos*, a été analysé de nouveau d'après un manuscrit complet provenant de la bibliothèque de Pierre Pithou. La seconde notice a seulement pour objet de rectifier une erreur de date assez forte, commise par les rédacteurs du tome VIII de l'*Histoire littéraire*, à propos de Jean de Garlande, auteur d'un curieux glossaire latin. On avait cru pouvoir classer cet auteur parmi ceux du onzième siècle, tandis que c'est seulement au treizième qu'il a vécu.

Un long travail sur Philippe de Navarre, Jean d'Ibelin, Geoffroi le Tort, Jacques d'Ibelin et les rédacteurs anonymes des Assises de Jérusalem, pu-

blié comme addition aux tomes VIII et XIII par M. Félix Lajard, mérite aussi d'être mentionné.

Un assez grand nombre d'articles relatifs à des médecins du treizième siècle qui ont écrit sur leur art, sont dus à la collaboration toute nouvelle, mais déjà très-active, de M. Littré. La spécialité des études de l'habile traducteur d'Hippocrate ajoute beaucoup de prix à ces articles, qui comblent une lacune que l'on regrettait de trouver dans l'*Histoire littéraire*.

Les quatre grandes divisions qui terminent le volume, consacrées aux vies de saints, aux statuts synodaux et autres actes ecclésiastiques, aux chroniques et aux lettres, sont remplies de détails et de renseignements importants. C'est à M. Victor Leclerc que revient la plus grande part de rédaction dans cette partie du volume; on y trouve aussi quelques articles signés de M. Daunou sur la division des statuts synodaux, et M. P. Paris, soit dans la division des vies de saints, soit dans celles des chroniques et des lettres, a souvent joint à ces travaux le fruit de ses curieuses investigations.

L. R. DE L.

MÉMOIRES de la société des antiquaires de Picardie, t. IX, avec onze planches gravées. — Un vol. in-8° de 472 pag. 1848. Amiens et Paris, chez Dumoulin.

Nous aimons à constater que les événements politiques n'ont pas interrompu les travaux de l'une de nos meilleures sociétés de province. Le nouveau volume des antiquaires de Picardie est aussi fourni que les précédents, aussi recommandable par le mérite des mémoires qu'il renferme.

Nous mentionnerons, en première ligne, un travail iconologique de MM. Jourdain et Duval, l'Explication des clôtures du chœur de la cathédrale d'Amiens. On connaît la méthode de MM. Jourdain et Duval; lorsqu'ils entreprennent d'expliquer un produit de la sculpture du moyen âge, c'est qu'ils ont fait sur la matière toutes les recherches que comportait l'érudition; aussi, sans sortir de leur sujet, sont-ils inépuisables et constamment instructifs. L'ouvrage sur lequel leur critique s'est exercée cette fois est en quelque sorte le complément des stalles d'Amiens, si bien décrites par les mêmes auteurs. La partie méridionale du monument expliqué consiste en une suite de sujets représentant la vie et l'invention des reliques de saint Firmin, apôtre des Ambiani. Ces sculptures se relient à deux tombeaux pratiqués dans l'épaisseur de la clôture, celui de Ferry de Beauvoir, évêque d'Amiens, et celui d'Adrien de Henencourt, doyen du chapitre. Les travaux, accomplis de 1489 à 1527, furent payés de l'argent du doyen. Entre autres artistes employés à cet ouvrage, on a retrouvé les noms de Guillaume Larguien, dessinateur; Antoine Anquier, entailleuse ou sculpteur; Pierre Palette, peintre; François Reddet, marbrier de Tournai. Les reliefs de la clôture septentrionale représentent la vie de saint Jean-Baptiste; ils datent de 1531, et portaient jadis les armes des deux familles de Louvencourt et Cocquerel. MM. Jourdain et Duval complètent leur mémoire en

faisant connaître, par une description inédite de l'an 1709, les parties aujourd'hui détruites de la clôture du chœur d'Amiens.

Des recherches de M. Dorbis sur les premières chartes écrites dans la langue vulgaire en Picardie se recommandent particulièrement à notre recueil. M. Dorbis a borné ses investigations au dépôt d'archives du département de la Somme. Elles l'ont conduit à constater que les plus anciennes chartes françaises de ce dépôt sont de l'an 1247. Il donne le texte très-fidèle de six pièces provenant toutes du charrier de Corbie, et se plaçant par leurs dates sous les années 1247, 1248, 1249, 1256 et 1258.

Un inventaire de quelques papiers provenant du château d'Heilly, par M. J. Garnier, n'a servi à mettre au jour que des titres de propriété peu importants; quelques-uns cependant concernent la fameuse duchesse d'Étampes, Anne de Pisseleu.

L'Iconographie des plantes aroïdes figurées au moyen âge en Picardie, par le docteur Woillez, nous paraît être un travail plein de recherches, mais dont nous ne voudrions pas garantir les conclusions. La doctrine de l'auteur se réduit à cette proposition, que la grappe accompagnée de rinceaux qui se reproduit perpétuellement dans les motifs de la sculpture romane, serait, non pas comme on l'a cru, la grappe de raisin, symbole de l'eucharistie, mais bien le fruit de l'*arum maculatum*; dans les feuilles lisses des chapiteaux, M. Woillez voit des feuilles du même arum, et enfin il arrive à trouver que la fleur de lis est une fleur d'arum. Cela s'appelle étudier la *flore murale*, pour parler comme quelques archéologues. Il ne nous semble pas que l'ornement doive donner lieu à une telle exhibition de botanique. M. Woillez, lui-même, approuverait-il quelqu'un qui voudrait retrouver les espèces de Linnée dans les dessins d'un cachemire?

Nous citerons encore, parmi les travaux dont se compose le volume des antiquaires de Picardie, une description de quelques monnaies picardes par M. de Longpérier, et un relevé de 97 noms de potiers et verriers romains, fait par M. Dufour d'après les débris de vases ou de tuiles trouvés à Amiens.

HISTOIRE DE CLICHY LA GARENNE, par M. l'abbé Lecanu. Paris, impr. de Poussielgue, 1848. — Un vol. in-8° de ix et 320 pages.

Ce livre commence au temps des Gaulois, sous ce prétexte que la fameuse bataille livrée par Labiénus au chef des Parisii, Camulogène, aurait eu pour théâtre non pas le Roule, comme le croyait l'abbé le Beuf, ni les hauteurs de Chaillot, comme d'autres l'ont pensé, mais la plaine de Clichy. L'abbé Lecanu remonte même encore plus haut; dès la seconde page, il enseigne à ses lecteurs que le nom de Clichy, *Clipiæcum*, vient « des deux racines : *clip*, un vallon, *iæc*, de l'eau; » et il ajoute à l'appui : « Nos ancêtres ont dit pendant longtemps de l'*iaue*. . . La hanse de l'*iaue* « de Paris était puissante pendant le treizième siècle. Les gens du peuple « disent encore de l'*iau* et même de l'*ia*. »

Nous citons cependant cet ouvrage à cause des détails intéressants qu'il

contient sur saint Vincent de Paul et sur la suite des seigneurs entre les mains de qui le fief de Clichy a successivement passé depuis les premières années du treizième siècle. On y voit aussi la constatation de l'inutilité de tous les efforts qui ont été faits pour retrouver l'emplacement de l'habitation que le roi Dagobert avait à Clichy. Enfin M. Lecanu a eu la bonne fortune d'y faire connaître un triens inédit frappé à Clichy la Garenne au sixième siècle.

LETTERS OF WILLIAM III AND LOUIS XIV *and of their ministers; illustrative of the domestic and foreign politics of England from the peace of Ryswick to the accession of Philip V of Spain (1697 to 1700). Edited by Paul Grimblot.* London, 1848, 2 vol. in-8°. — *Lettres de Guillaume III, Louis XIV et leurs ministres, etc., publ. par P. Grimblot.* Prix : 39 fr.

Un écrivain français qui s'est fait connaître depuis longtemps dans la *Revue des Deux Mondes*, et qui a fait passer dans notre langue plusieurs ouvrages de philosophie allemande, ne doit éprouver qu'une faible satisfaction à publier en anglais une correspondance de Louis XIV; et ce sentiment sera certainement partagé par les lecteurs français entre les mains de qui tomberont les deux volumes de M. Grimblot. Ils n'en sont pas moins intéressants pour l'histoire, et complètent les volumineuses publications de M. Mignet et de M. le général Pelet sur l'établissement des Bourbons en Espagne.

Voici ce qu'ils contiennent. D'abord la correspondance de Louis XIV et de Boufflers, relativement aux conférences tenues près de Bruxelles, en juillet et août 1697 : ces lettres sont extraites des archives du ministère de la guerre à Paris; en second lieu, une partie de la correspondance de Louis XIV avec le comte Tallard, envoyé en ambassade à Londres après le traité de Ryswick : elle est empruntée aux archives du *Foreign-Office*. Enfin M. Grimblot a publié, d'après des copies qu'il a trouvées en Angleterre, la correspondance de Guillaume III avec le grand pensionnaire de Hollande (Heinsius) et les lettres confidentielles qu'il échangeait avec son favori William Bentink, comte de Portland, pendant son ambassade en France. Cette dernière correspondance était aussi en français; mais, plus Anglais que le roi Guillaume, l'infatigable traducteur a tout mis en anglais.

L'ouvrage renferme, en tout, 435 lettres. Il est accompagné d'un assez grand nombre de notes explicatives et d'une préface, où M. Grimblot s'exprime ainsi lui-même sur la portée de ces documents :

« Guillaume III maniait l'épée mieux que la plume; ses lettres n'ont aucune valeur littéraire; elles sont seulement des matériaux pour l'histoire; mais sous ce rapport elles ont une grande importance. Elles pâlisent d'un bout à l'autre auprès du style grand et brillant des dépêches de Louis XIV. C'est la grandeur imposante de Versailles en parallèle avec les chétifs édifices de Kensington et de Loo. Écrites par Torcy, sur les notes prises en conseil, et soigneusement revues par Louis XIV, sur la lecture qui lui en était

faite, elles portent le cachet du rare génie qu'avait ce prince pour le brillant et la grandeur. Il suffit, pour être convaincu que c'est à lui seul qu'il faut en attribuer le mérite, de les comparer avec les dépêches écrites par Torcy en son propre nom ou même avec ses mémoires; et cependant il faut convenir que tous les secrétaires n'auraient pas aussi bien réussi à traduire les pensées de leur maître. Les dépêches de Tallard, Harcourt et Villars sont fort inférieures en style à celles de Louis XIV; c'étaient des guerriers, petitement instruits. Mais, si nous passons de l'enveloppe au noyau, du style à la pensée, la supériorité cesse d'être du côté de Louis XIV. Avec toute leur rudesse, les lettres de Guillaume ont un cachet de loyauté que nous cherchons en vain dans le grandiose des dépêches de son rival. Il en est de cela comme de leur conduite à tous deux. Guillaume, durant le cours des négociations, fut la dupe de Louis XIV. Non que je veuille dire que ce dernier proposa le partage de la succession espagnole en vue de tromper l'Angleterre et les États-généraux. Il est vrai qu'au fond il ne répugnait pas à la sincérité en affaires politiques, mais l'offre de la magnifique succession qui fut faite à son petit-fils était une trop cruelle épreuve pour sa bonne foi. »

Guillaume III est donc le héros de cette publication. C'est un des grands caractères de l'histoire, dit encore M. Grimblot, c'est la personnification du principe libéral opposé à la fois aux principes absolutiste et anarchiste; c'est un grand homme qui a fait honneur à la couronne d'Angleterre en la portant. Ce sont là, suivant ce qu'il nous semble, des éloges d'éditeur, et nous pensons que, même en Angleterre, on n'a pas tout à fait aussi bonne opinion du prince qui prit cette couronne en l'arrachant traîtreusement à son beau-père, qui pratiqua le principe libéral en achetant les votes électoraux et qui commença l'édifice de la dette anglaise par ses efforts pour satisfaire la passion haineuse qu'il nourrit toute sa vie contre Louis XIV.

H.-L. B.

LES DUCS DE BOURGOGNE; *Études sur les lettres, les arts et l'industrie pendant le quinzième siècle, et plus particulièrement dans les Pays-Bas*, par L. de Laborde, membre de l'Institut. — Un vol. in-8° de 800 pages; chez Plon. Prix : 7 fr. 50 c.

Sous ce titre, M. Léon de Laborde vient de faire paraître la première partie d'un vaste travail qu'il a entrepris sur l'histoire de l'art. C'est un ouvrage important sur lequel nous aurons plus d'une occasion de revenir. Le volume que nous annonçons est seulement le premier volume des preuves. Il renferme une série de documents extraits des comptes de la maison des ducs de Bourgogne Jean sans Peur et Philippe le Bon, de 1382 à 1421.

CHRONIQUE.

Mars-Avril 1849.

— Dans sa réunion du 5 avril, la société de l'École des chartes a procédé au renouvellement de son bureau et de ses commissions. Elle a nommé président, M. Lacabane; vice-président, M. Bourquelot; secrétaire, M. Jannin; membres du comité de publication, MM. Quicherat, Bordier, Deloye; et membre-adjoint du même comité, M. de Fréville; membres du comité des fonds, MM. Guessard, Douët-d'Arcq, le Roux de Lincy; trésorier, M. de Mas Latrie.

— La société de l'École des chartes, dans ses dernières séances, a admis au nombre de ses membres MM. Léopold Delisle, Léon de Bastard, D.-P. Boisserand de Chassey et Ch. Marty-Laveaux, archivistes-paléographes.

— M. Fanjoux, élève de l'École des chartes, vient d'être nommé bibliothécaire et archiviste de la ville de Moulins.

— Nous avons parlé dans notre CHRONIQUE des mois de mars et avril 1848, de poursuites qui avaient été commencées contre M. Champollion-Figeac. Ces poursuites ont été terminées le 21 août 1848 par une ordonnance de non-lieu. A la suite de cette ordonnance de non-lieu, M. Naudet, administrateur-général de la Bibliothèque nationale, avait repris l'instance devant le tribunal civil et demandé à M. Champollion-Figeac la restitution des manuscrits, livres, dessins, et autres objets appartenant à l'État en vertu de la loi du 28 avril 1833.

Le tribunal de la Seine a donné gain de cause à la Bibliothèque, par le jugement suivant, rendu le 20 avril dernier :

« Le Tribunal ,

« Joint le référé au fond, joint la demande reconventionnelle de Champollion-Figeac à la demande principale, et statuant sur le tout, à l'égard de toutes les parties :

« En ce qui touche la propriété des manuscrits, dessins et autres objets relatifs aux antiquités égyptiennes et à leurs différents systèmes d'explication et d'interprétation ,

« Attendu que Champollion-Figeac ne procède en l'instance qu'en son propre et privé nom, et qu'il ne justifie d'aucun pouvoir ou mandat régulier de la veuve ou de la fille de feu Champollion jeune, auxquelles seules appartiendrait le droit de contester la propriété réclamée par Naudet, ès-noms qu'il agit; qu'ainsi et en la forme, Champollion-Figeac ne pouvant exercer que ses droits personnels, et relativement seulement aux objets qui lui appartiennent en propre, est sans qualité pour réclamer un droit afférent auxdites dames;

« Attendu, au fond, et sans qu'il soit nécessaire d'opposer cette fin de non recevoir ou d'y statuer, que, pour être fixé sur l'interprétation à donner au contrat intervenu entre l'État, stipulant dans l'intérêt de la Bibliothèque nationale, et la veuve et les hé-

titiers Champollion jeune, il faut se reporter à la correspondance, aux motifs du projet de loi, et à la discussion de la loi du 24 avril 1833; que c'est dans ces éléments que se révèle la pensée qui a présidé à ce contrat, et que là seulement on peut trouver l'expression de la volonté des parties;

« Attendu que, de la correspondance produite, il résulte qu'à la date du 8 mars 1832, Champollion-Figeac sollicitait du ministre du Commerce et des Travaux publics l'acquisition, par l'Etat, de tous les manuscrits, dessins et portefeuilles, cartons et ouvrages imprimés provenant de Champollion jeune et formant, disait-il, un ensemble de ressources uniques et complètes pour les études égyptiennes;

« Que la nomenclature et l'énumération des documents ainsi offerts prouvent que, dans la pensée de Champollion-Figeac, il s'agissait d'une offre complète, et non-seulement d'ouvrages achevés, mais encore de *documents* (expression qui se trouve textuellement énoncée dans cette lettre), et que c'est dans ces termes, et sans restriction, que le conseil de famille de la mineure, dont la délibération a été homologuée par jugement du 18 octobre 1833, a entendu faire la cession à l'Etat;

« Attendu que le rapport soumis, le 20 février 1833, au ministre de l'Instruction publique, et préalablement à la discussion de la loi du 24 avril sus-énoncée, détermine que la cession faite au gouvernement devra comprendre non-seulement les ouvrages, mais aussi tous les matériaux accessoires renfermés dans douze cartons, et les livres annotés de la main de Champollion jeune, et que cette cession doit être faite sans réserve; qu'en présence des documents produits, le mot *réserve* ne peut s'entendre uniquement du droit d'auteur que Champollion-Figeac avait d'abord voulu stipuler au profit de la veuve et de la fille de son frère, mais bien dans le sens le plus large et en l'appliquant aux matériaux eux-mêmes composant le cabinet de ce dernier;

« Attendu que cette opinion se confirme encore par les termes de l'exposé des motifs de la loi, fait le 2 mars 1833, à la Chambre des députés, par le ministre de l'Instruction publique;

« Qu'on y trouve formellement énoncée l'intention de mettre à l'abri par l'Etat les éléments comme le résultat du travail de Champollion jeune;

« Que si, dans les manuscrits de ce dernier, tout n'est pas également neuf et original, tout se rattache cependant à la même entreprise, tout appartient à la grande idée que Champollion jeune réalisa, et qu'enfin tout devait rester réuni;

« Attendu que, vainement voudrait-on, dans un intérêt prétendu de respect pour la mémoire de Champollion jeune, soutenir que les travaux d'essai, ceux reconnus inexacts, incomplets, basés même sur de fausses données, doivent être retranchés de la collection acquise par l'Etat, comme étant de nature à compromettre la réputation scientifique de l'auteur et la certitude de ses découvertes;

« Qu'en effet, ces essais, les erreurs même, ainsi que les moyens employés par lui pour les rectifier, pour les signaler et les reconnaître, sont des documents précieux, non-seulement pour la critique historique et scientifique, mais encore comme moyen d'épreuve et de contrôle des découvertes de Champollion jeune; que leur possession est donc d'un grand intérêt, et a dû nécessairement entrer en considération dans l'acquisition faite par l'Etat de tous les manuscrits laissés par lui;

« Attendu que l'argument tiré du texte de la loi du 24 avril 1833, qui ne comprendrait pas d'une manière explicite la totalité des documents provenant de Champollion jeune, ne saurait être présenté sérieusement;

« Qu'en effet cette loi n'était faite qu'au point de vue financier, et pour ouvrir au ministre compétent les crédits nécessaires pour acquérir le cabinet de Champollion, et assurer une pension à sa veuve, mais que le véritable esprit de cette loi ne peut,

et ne doit être recherché que dans l'exposé des motifs ci-dessus analysé, et non dans un acte de munificence qui n'avait pas à constater une sorte d'inventaire des objets acquis ;

« Attendu, quant à l'objection tirée de l'inventaire et de la décharge qui en a été la suite, qu'elle ne saurait non plus être opposée avec succès ;

« Qu'en effet, d'une part, cet inventaire, tout à fait irrégulier dans la forme, ne contient qu'une énonciation succincte et nullement définitive, et encore moins limitative des objets y compris ; que la preuve de ce fait ressort du texte même et des lacunes qui s'y rencontrent, notamment de cette circonstance, qu'on y trouve la mention de douze cartons, sans indication de leur contenu ; que, par la même raison, la décharge donnée par la commission scientifique n'est pas plus explicite ;

« Que seulement on y retrouve encore la trace de l'intention des contractants dans l'énonciation suivante : *Commissaires à l'effet de procéder au récolement et à la réception de tous les objets qui composent le cabinet égyptien de feu M. Champollion jeune* ;

« Que ces expressions, plus larges et plus explicites, restituent au contrat son véritable caractère ; qu'enfin, c'est encore ainsi qu'il a été interprété par le rapport de la commission d'enquête, en date du 12 avril 1848 ;

« Attendu qu'en cet état il faut conclure de tout ce qui précède que c'est sans droit, et contrairement aux conventions des parties, que Champollion-Figeac voudrait retenir une partie des manuscrits, dessins et autres documents dont il s'agit ; que lui-même, d'ailleurs, a reconnu implicitement cette vérité en faisant des restitutions successives et partielles pour satisfaire aux demandes réitérées de l'administration de la Bibliothèque nationale ;

« En ce qui touche les manuscrits Salvolini ;

« Attendu qu'il est constant, en fait, qu'une partie des manuscrits de Champollion jeune étaient restés entre les mains dudit Salvolini, par suite d'actes que le Tribunal n'a pas à caractériser ; que ces manuscrits avaient été distraits, par ledit Salvolini, de l'ensemble des matériaux de toute nature qui composaient le cabinet de Champollion jeune ; que, conséquemment, ces manuscrits, propriété dudit Champollion jeune, et par suite de sa veuve et de sa fille, ont été formellement et virtuellement compris dans la vente faite à l'État, qui s'était, ainsi qu'il est dit ci-dessus, rendu acquéreur de l'intégralité du *cabinet égyptien de Champollion jeune*, en y comprenant même ceux qui pouvaient se trouver à Florence, ou en tout autre lieu à l'étranger ; que, c'est donc sans aucun droit que Champollion-Figeac voudrait en réclamer la propriété au nom de la veuve et de la fille dudit Champollion jeune, qui en ont été dessaisis par le contrat intervenu en vertu de la loi du 24 avril 1833 ;

« Attendu qu'il ressort de tous les éléments fournis au procès que, si l'administration de la Bibliothèque nationale a opéré la réintégration de ces manuscrits sous forme de vente à elle faite par Verardi, au nom de la succession Salvolini, cette forme n'a été adoptée que par ménagement et par égard pour la réputation de ce dernier ; qu'en effet, d'une part, le prix de 600 francs stipulé aurait été dérisoire, s'il s'était agi sérieusement d'acheter les manuscrits de Champollion trouvés chez Salvolini, et dont tous les documents s'accordent à établir la haute importance, et non d'en obtenir la restitution sous l'apparence d'une vente ; que, d'autre part, les œuvres propres audit Salvolini étaient sans valeur intrinsèque, et n'auraient été l'objet d'aucun sacrifice de la part de l'administration ; qu'il faut donc tenir pour certain que tous les papiers, dessins, manuscrits et autres objets trouvés chez Salvolini sont la propriété de l'État, soit parce qu'ils ont fait partie du contrat originaire, soit parce qu'ils

ont été payés à Verardi, mandataire et représentant de la succession Salvolini ; qu'à ce point de vue même, c'est sans fondement que Champollion-Figeac voudrait opposer la disposition de l'art. 2279 du Code civil, puisqu'à l'État, seul propriétaire, pourrait appartenir le droit de revendication que cet article autorise ;

« En ce qui touche le référé ,

« Attendu que, si de ce qui précède, il résulte que tous les objets, manuscrits, dossiers, notes ou autres matériaux qui portent soit l'écriture, soit un signe individuel du travail personnel de Champollion jeune, ou même de Salvolini, sont la propriété incontestable de l'État représenté par Naudet, ès-noms qu'il agit, on ne peut néanmoins ordonner que la totalité de ce qui est contenu dans les cartons saisis chez Champollion-Figeac, et dans le panier déposé au greffe, soit dès à présent remise audit Naudet, sans vérification préalable ;

« Qu'en effet, il est constant en fait, et reconnu au procès, que, dans le nombre des objets, il y en a qui appartiennent primitivement à Champollion-Figeac ; que c'est seulement le cas d'ordonner une mesure préparatoire destinée à faire reconnaître et constater la propriété de chacun d'eux ;

« Qu'il doit en être de même à l'égard de tous livres ou manuscrits provenant de bibliothèques ou dépôts publics ;

« Par tous ces motifs ,

« Le Tribunal, sans s'arrêter ni avoir égard aux moyens, fins et conclusions de Champollion-Figeac, dans lesquels il est déclaré non recevable, en tous cas, mal fondé, et dont il est débouté ;

« Déclare que tous manuscrits, dessins, portefeuilles, notes, ouvrages imprimés et autres, annotés ou portant une indication quelconque de la main de Champollion jeune, ainsi que les documents de toute nature émanés de lui, et relatifs aux antiquités égyptiennes, et aux explications ou interprétations desdites antiquités, ainsi que tous les objets de même nature provenant de Salvolini, ont été compris dans la vente qui a été opérée le 10 décembre 1833, en vertu de la loi du 24 avril précédent, ou dans celle du 20 mars 1840, faite par Verardi, qui en a été la suite et la conséquence ;

« Que, dès lors, ils font partie de la propriété de la Bibliothèque nationale ;

« Ordonne que lesdits objets ci-dessus indiqués, et qui se trouvent actuellement déposés au greffe de la police correctionnelle du Tribunal, soit comme ayant été saisis au domicile de Champollion-Figeac, soit comme placés par lui dans le panier également saisi, seront restitués à Naudet, ès-noms qu'il agit ;

« Pour l'exécution du présent jugement, en ce qui concerne les objets qui composent ledit dépôt, ordonne que les parties intéressées comparaitront en la Chambre du conseil, assistées, si bon leur semble, de tels conseils ou personnes à ce connaissant, qu'elles jugeront convenable d'appeler, à l'effet d'établir la division entre les manuscrits, dessins, notes ou documents provenant, ainsi qu'il est dit ci-dessus, de Champollion jeune ou de Salvolini, lesquels seront immédiatement remis à Naudet, et les objets qui seront reconnus appartenir à Champollion-Figeac, et dont il sera pareillement mis en possession ;

« En cas de difficultés relativement à quelques-uns desdits objets, ordonne qu'ils resteront déposés à la Bibliothèque nationale, après état sommaire contradictoirement signé des parties, pour être, à leur égard, procédé par M. Lenormant, membre de l'Institut, serment préalablement prêté, ou à son défaut par M. Ampère, également membre de l'Institut, et en présence desdites parties intéressées, à la vérification desdits objets contestés, lequel, après en avoir pris connaissance exacte, et après

avoir entendu les parties, déterminera auquel desdits sieurs Naudet ou Champollion-Figeac, il devra en être fait attribution ;

« Ordonne également que, lors de ladite opération, il sera fait distraction, pour être remis à qui il appartiendra, de tous livres, manuscrits ou autres objets appartenant à des bibliothèques ou dépôts publics, et compris dans les saisies dont il s'agit ;

« Et, attendu que, pour les mesures d'exécution ci-dessus ordonnées, l'intérêt public est engagé à ce que lesdits objets soient placés en lieu sûr, et à l'abri de toute altération et de tout dépérissement ; qu'il y a urgence ;

« Qu'enfin, à cet égard, le Tribunal statue en état de référé ;

« Qu'il y a lieu, dès lors, de faire application de l'article 135 du Code de procédure civile ;

« Ordonne, de ce chef, l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant opposition ou appel ;

« Condamne Champollion-Figeac aux dépens faits jusqu'à ce jour, et dans lesquels entreront ceux de levée et de signification du présent jugement ;

« Réserve ceux relatifs à l'expertise ci-dessus ordonnée, s'il y a lieu d'y procéder. »

— Lundi 30 avril, M. Libri a fait paraître chez le libraire Paulin, sous le titre de *Lettre à M. de Falloux contenant le récit d'une odieuse persécution*, un volume où l'École des chartes, et particulièrement ceux de ses membres que la justice a nommés pour lui prêter leur concours dans l'instruction judiciaire suivie contre M. Libri, sont l'objet de grossières invectives. Jusqu'au jour où la justice aura prononcé, il est du devoir de l'École des chartes de ne tenir aucun compte de telles attaques.

— En publiant une brochure relative à l'histoire du pays de Dombes, un auteur vient de se plaindre amèrement du défaut de complaisance et de l'excès de surveillance que les employés du Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale apportent dans leurs rapports avec le public. Les savants français ou étrangers, et en général toutes les personnes qui visitent le Cabinet des antiques ou qui viennent y travailler, savent combien le premier de ces reproches est immérité. Quant au second, il fait honneur aux employés : il prouve qu'ils prennent au sérieux la grave responsabilité qui pèse sur eux. Ils ne font d'ailleurs, en cela, que se conformer aux prescriptions du règlement qui régit le Cabinet. Si la rigueur de ces prescriptions avait besoin d'être justifiée, elle le serait assez par le fait suivant, qu'ont raconté les journaux du 16 et du 17 avril.

Dernièrement un Grec de Salonique, distingué par son éducation et ses manières, recommandé d'ailleurs par les négociants les mieux famés et les personnages les plus considérables de Salonique et de Smyrne, arrivait de Paris à Londres. Parmi les lettres de recommandation qui lui avaient été données pour cette dernière ville, il s'en trouvait une à l'adresse du général Fox, qui possède une des belles collections numismatiques de l'Angleterre. Le général ne se contenta pas de livrer les trésors de son médaillier à la curiosité de son protégé, il lui fit ouvrir les portes du Musée britannique et celles de la collection de la Banque. Il n'est pas hors de propos de noter

ici qu'on ne peut visiter ce dernier musée, sans être accompagné de trois employés.

Cependant le général Fox, les directeurs du Musée et les conservateurs de la collection de la Banque ne tardèrent pas à s'apercevoir, presque simultanément, qu'un grand nombre de leurs médailles avaient disparu; ils coururent l'un chez l'autre, se firent réciproquement confidence de leur fâcheuse découverte, et se décidèrent, après de longues hésitations, à porter plainte contre l'amateur grec. Une descente de police eut lieu chez lui, et on y trouva pour environ deux cent mille francs de médailles volées.

L'élégant et audacieux auteur de ces soustractions avait passé dix jours, étant à Paris, à examiner minutieusement le Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale. Ce n'est qu'à la vigilance de ses employés que cet établissement doit d'avoir échappé au danger qui l'a menacé dans cette occasion.

— Nous avons omis à tort de faire connaître un arrêté qui fut rendu aussitôt après la mort de M. Letronne, par M. le ministre de l'instruction publique, et en vertu duquel le jeune fils de ce savant illustre, admis cette année à l'École des chartes, a été inscrit sur le budget du ministère pour une pension de 600 francs.

— Par suite des dernières suppressions faites au budget par un motif d'économie, M. Amédée Tardieu, archiviste-paléographe, fils du célèbre graveur Ambroise Tardieu, a été révoqué des fonctions de Géographe du ministère des Affaires étrangères qu'il remplissait avec zèle depuis la mort de son prédécesseur, M. Barbié du Bocage.

— M. Léon de Bastard, archiviste-paléographe, vient d'être attaché aux archives du ministère des affaires étrangères.

— Par arrêté en date du 8 janvier dernier, M. le ministre de l'Instruction publique a converti le Bulletin archéologique du comité des arts en *Bulletin des comités historiques*. Ce recueil sera le Journal des travaux historiques. Il est destiné à contenir les actes officiels relatifs à ces travaux, le compte rendu des séances des comités, et enfin les communications faites par les correspondants du ministère. Il s'imprime à l'Imprimerie nationale, et paraît chaque mois par cahiers de 3 à 4 feuilles.

— Par arrêté en date du 14 mars, M. le ministre de l'Instruction publique a renouvelé la souscription de son département à soixante exemplaires de la *Bibliothèque de l'École des chartes*.

— Dans le rapport présenté par M. Corne à l'Assemblée nationale, le 27

mars dernier, sur le budget du ministère de l'instruction publique, se trouvait cet alinéa, qui mérite une entière approbation :

« *Organisation du personnel des bibliothèques.* — Rien n'a encore été réglé pour l'admission, les traitements et l'avancement dans le service des bibliothèques de l'État. Il résulte de là une compétition désordonnée pour les emplois de bibliothécaires, des inégalités de traitement que rien ne justifie et le champ le plus libre laissé à l'arbitraire dans la disposition d'emplois qui devraient être toujours la récompense d'une vie utilement dévouée à la science et aux lettres. La commission sollicite de M. le ministre de l'Instruction publique la prompte solution de cette question intéressante. »

— Il vient de se fonder à Orléans une société savante, dont les mémoires, consacrés à l'étude des monuments du pays, admettront aussi la publication de documents inédits. Cette société, qui prend le nom de Société archéologique de l'Orléanais, portera ses études sur les trois départements du Loiret, de Loir-et-Cher, et d'Eure-et-Loir.

— L'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg (classe historico-philologique) a mis au concours, pour l'année 1852, le programme ainsi développé d'un sujet de prix concernant la chronographie byzantine :

« Présenter, sous forme de résumé chronologique, l'histoire de 395 à 1056, « de telle manière que les événements de chaque année, rapportés dans les « Annales byzantines proprement dites, soient exposés succinctement d'après « les sources, comme cela a été fait pour quelques nations, dans les ouvrages « connus dans la littérature historique sous les noms de *Regesta* ou *Regesta chronologica*. »

A ceux qui voudront entreprendre un tel travail, l'Académie fait savoir qu'ils trouveront dans un article particulier, rédigé par un de ses membres, les principaux détails relatifs à la manière de l'exécuter et aux développements requis. Cet article, sous le titre : « *Vorschlag zu einer Preisaufgabe über eine byzantinische chronographie* » (Proposition d'un sujet de prix concernant la chronographie byzantine), a été imprimé en russe et en allemand, et se distribue aux amateurs de la science historique, chez les commissionnaires de l'Académie, à Saint-Pétersbourg ; à Leipzig, chez le libraire *Voss*.

Le prix sera de la valeur de 200 ducats (environ 2400 fr.). Le terme pour la présentation est fixé au 1^{er} (13) juillet 1852.

CHARTRE INÉDITE

ET SECRÈTE

DE LA

REINE ISABELLE DE BAVIÈRE.

Au mois d'avril 1416, une grande conspiration fut tramée à Paris, par la faction du duc de Bourgogne, contre la reine, les princes et les ministres qui gouvernaient le royaume pendant la démente du malheureux Charles VI. Le 12 février précédent, le connétable d'Armagnac avait été nommé surintendant des finances et capitaine ou gouverneur général de toutes les villes fortifiées du royaume, avec pouvoir d'y placer tels commandants qu'il jugerait à propos. C'était mettre dans ses mains toutes les ressources de la France, et le duc de Bourgogne, en voyant élever si haut son irréconciliable ennemi, dut se croire en droit de n'avoir plus rien à ménager. D'ailleurs, le connétable usa sans modération de la puissance dictatoriale dont il avait été investi. Il blessa l'Université en exilant plusieurs de ses membres, la bourgeoisie en attaquant ses corporations et ses privilèges, le peuple en établissant arbitrairement de nouvelles taxes.

De là ces haines populaires qui s'attachèrent au nom d'Armagnac et en firent une injure mortelle, un signal de proscription et de vengeance.

Il y avait à peine deux mois que le connétable était en possession de ses pouvoirs illimités, lorsque éclata le complot ourdi contre lui et la famille royale tout entière. Quelques gentils-hommes, envoyés secrètement à Paris par le duc de Bourgogne, avaient organisé la conspiration et y avaient fait entrer de nombreux complices appartenant à toutes les classes de la population parisienne. Moustrelet nomme parmi les conjurés « sire « Alméric d'Orgemont, archidiacre d'Amiens, doyen de Tours et

« chanoine de Paris, l'un des présidents de la chambre des
 « comptes ; Robert du Belloy, très-riche drapier ; le sire de l'hos-
 « tel de l'Ours près la porte Baudet, et plusieurs autres notables
 « hommes. » On est étonné de voir de riches bourgeois, et sur-
 tout un membre du haut clergé, associés à des projets aussi atro-
 ces que ceux qui avaient été arrêtés dans les conciliabules de la
 faction. « Iceux Parisiens, dit Monstrelet, conclurent et jurèrent
 « conspiration entre eux, et avoient intention que le jour du
 « grand vendredy après disner, tous ensemble prendroient ceux
 « à eux contraires ; et premièrement le prévost de Paris, et s'il
 « n'estoit à eux consentant comme juge, l'occiroient ; pren-
 « droient le roy et le mettroient en charte ; et après ils met-
 « troient à mort la royne, le chancelier de France, et autres sans
 « nombre avecques la royne de Cécile. En outre vestiroient de
 « vieux et honteux habits le roy de Cécile (1) et le duc de Berry,
 « et leur feroient rère (2) leurs chiefs et mener par la ville de
 « Paris sur deux ords bouveaux, et après ce les feroient mou-
 « rir (3). »

Une de ces circonstances fortuites qui font si souvent échouer les complots les mieux combinés sauva la vie à ces royales victimes. Le jour de l'exécution avait été fixé d'abord au vendredi saint 17 avril ; mais on craignit que les actes de dévotion et les pieux pèlerinages auxquels ce jour était habituellement consacré n'éloignassent de leur demeure la plupart des personnes dont on voulait se saisir, et l'exécution fut remise au jour de Pâques après diner. Ainsi les conjurés, parmi lesquels il y avait des ecclésiastiques, ne reculèrent pas devant la pensée d'ensanguanter par des assassinats la fête la plus solennelle de l'Église.

Ces remises sont presque toujours fatales aux conspirateurs ; car, plus une entreprise approche de son terme, plus il est difficile que le secret en soit bien gardé. Dans la nuit du samedi au dimanche, une femme, instruite des projets de la faction, les révéla à Michel Laillier, son amant, une des victimes désignées. Laillier s'empressa de quitter Paris, et, en parlant, envoya un avis à son ami Bureau de Dammartin, pour l'engager à prendre aussi la fuite. Frappé de la gravité de cette révélation, Bureau

(1) Louis, duc d'Anjou, frère de Charles VI.

(2) Raser la tête.

(3) Monstrelet, chap. 156, vol. I^{er}, édit de 1572.

se hâta d'en instruire le chancelier, qu'il trouva prêt à se mettre à table. On dinait alors à neuf heures du matin ; il ne restait plus qu'une heure avant l'explosion du complot. Le chancelier fit aussitôt donner l'alarme au palais et dans les hôtels des princes ; la terreur fut si grande dans ce premier moment , que tous ne songèrent qu'à sauver leur vie et se réfugièrent avec le roi et la reine dans la grosse tour du Louvre, dont on ferma les portes.

Le prévôt de Paris, Tanneguy Duchâtel, montra seul du courage et du sang-froid ; au lieu de fuir et de se cacher lâchement, il réunit à la hâte cinquante hommes d'armes, courut aux halles où les conjurés commençaient à s'assembler , surprit ceux qui s'y trouvaient, et fit arrêter dans leurs maisons ceux qui n'étaient pas encore armés.

Cette résolution prompte et énergique avait suffi pour déjouer les projets des conspirateurs ; mais un soulèvement du peuple de Paris pouvait encore les mettre en état de prendre leur revanche. On écrivit donc sur-le-champ au connétable, qui faisait la guerre aux Anglais en Normandie , pour le rappeler dans la capitale. Il se hâta de conclure une trêve, et arriva à Paris, le 5 mai, avec huit cents hommes de ses troupes. D'un autre côté, un brave chevalier, Loys Bourdon, vint avec deux cents hommes d'armes se mettre à la disposition de la reine, dont il passait pour être très-favorisé. Alors les princes et le connétable, se sentant assez forts pour n'avoir aucune résistance à craindre, donnèrent un libre cours à leurs vengeances. Les chaînes qui barraient les rues de Paris furent enlevées et transportées à la Bastille, et l'on poursuivit, avec une rigueur implacable, les partisans du duc de Bourgogne et les complices de l'émeute. Dès le 2 mai, les chefs saisis en flagrant délit par le prévôt avaient été décapités aux halles. Une foule de leurs adhérents périrent par la main du bourreau ou furent noyés secrètement dans la Seine. Mais les plus coupables de tous, les gentilshommes du duc de Bourgogne, véritables organisateurs du complot, échappèrent à toutes les poursuites et parvinrent à regagner les États de leur maître. Peut-être ne fut-on pas fâché de les laisser évader, de peur de trouver derrière eux un complice que la justice ne pouvait atteindre.

« Après les besognes dessus dites, ajoute Monstrelet, gens d'armes se commencèrent à mettre sus de toutes parts en France, c'est à sçavoir de par le roy et ceux qui avoient le gouvernement de par luy ; et pareillement en fait et souffrit à faire

« aux siens le dit duc de Bourgogne. Et par ainsy, le clergié et
 « pauvre peuple furent pour ce temps, en diverses parties du
 « royaume, moult oppressez; si avoient peu qui les deffendissent,
 « et n'avoient autre recours sinon de crier misérablement à Dieu,
 « leur créateur, vengeance pour les maux et griefs qu'on leur
 « faisoit souffrir et endurer. »

On voit que la conspiration du 19 avril 1416, sur laquelle la plupart des historiens modernes ont passé assez légèrement, est signalée par Monstrelet comme le véritable point de départ de la guerre civile et de toutes les calamités qui désolèrent la France pendant un demi-siècle. Peut-être devrait-on ajouter que de ce funeste événement datent les premiers germes de la division qui ne tarda pas à se manifester publiquement entre la reine et le connétable. Jusqu'alors Isabelle de Bavière avait été entièrement dévouée au parti d'Orléans, dont le comte d'Armagnac était le chef. La rumeur publique avait même incriminé ses relations intimes avec le duc d'Orléans son beau-frère, et c'était en sortant de chez elle fort tard dans la nuit que ce malheureux prince avait été assassiné, en 1407, par les émissaires du duc de Bourgogne. Aussi, dans la conspiration du 19 avril, le parti bourguignon l'avait désignée comme sa première victime. Réfugiée au Louvre avec les princes, il semble qu'elle devait en sortir avec eux et partager le triomphe de leur cause. Cependant elle ne reste pas à Paris lorsque le connétable et les princes s'en sont rendus maîtres, et le 20 mai, quinze jours après l'entrée du comte d'Armagnac dans la capitale, nous la trouvons retirée au château de Vendôme, qui lui offrait un asile sûr; car il appartenait au comte Louis de Bourbon constamment attaché, comme toute sa maison, au parti d'Orléans, et fait prisonnier par les Anglais, l'année précédente, au combat d'Azincourt. La peur l'avait-elle entraînée seule loin du théâtre de l'émeute? ou bien le connétable, avec sa rude franchise, l'avait-il lui-même pressée de s'éloigner pour se débarrasser du fardeau de son impopularité? C'est ce qu'il est difficile de savoir; car aucun des historiens que j'ai pu consulter ne parle de cette fuite de la reine, et Monstrelet, qui raconte avec tant de détails les événements du 19 avril, garde le silence sur ce fait important, que constate la pièce authentique dont nous publions plus loin le texte.

L'amour de l'argent était une des passions dominantes d'Isabelle. Toujours attentive à ses intérêts, elle avait eu soin d'em-

porter dans sa fuite une somme considérable, trois mille francs d'or. Embarrassée de ce trésor, elle le déposa entre les mains des moines de la célèbre abbaye de la Trinité de Vendôme, et pour s'assurer de leur discrétion par leur intérêt personnel, elle leur permit de disposer de cet or à leur profit, si elle ne le réclamait pas de son vivant, sous la seule condition de dire des messes et de célébrer un anniversaire pour elle et pour le roi son époux. L'acte original de ce dépôt clandestin existe aux archives de la préfecture de Loir-et-Cher; il est écrit sur parchemin, et porte la signature autographe d'Isabelle, d'une petite écriture assez régulière. Il est en outre contre-signé par maître Jehan Lepicart, secrétaire de la reine, qui avait été chargé de remettre les 3,000 francs aux religieux. On voit dans l'acte que ce confident d'Isabelle avait été désigné par elle comme un de ses exécuteurs testamentaires. Elle voulut que l'acte fût signé de lui et non d'autres, *à ce que la chose fût tenue plus secrète.*

Voici le texte entier de cette pièce inédite, qui contient plus d'une révélation précieuse pour l'histoire :

Ysabel par la grâce de Dieu royne de France, A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Comme huy, à nostre requeste et contemplacion, noz bien amez les religieulx soubz prieur et couvent du moustier de la très saincte Trinité de Vendosme (1), ou diocèse de Chartres, ayent prins et receu de nous, par manière de garde et de deppost, la somme de trois mil francs en escuz d'or à la couronne de xviii sols par pièce, laquelle somme nous leur avons fait bailler et délivrer comptant par la main de nostre amé et féal conseiller et secrétaire, maistre Jehan Lepicart, en nous promettant de bonne foy et par leurs lettres sur ce faites, de nous rendre ladite somme toutes et quantes foiz que les en requerrons ou ferons requérir, savoir faisons que nous, pour la singulière dévotion que avons à ladite église et pour le désir que aussi avons de pourveoir, tendiz qu'il plaist à Dieu que soyons en ce monde et saine d'entendement, au bien et salut de nostre ame, confians à plain de la bonne loyaulté et preudomie desdiz religieux, et aussi de nos amez et féaulx conseillers et exécuteurs de nostre testa-

(1) Il n'y avait point alors d'abbé au monastère de la Trinité. Jean de Lafont était mort au mois de décembre 1415. Yves de Lafont, son neveu, fut élu pour lui succéder; mais la vacance du saint-siège ne lui ayant pas permis de faire confirmer sa nomination par le pape, il ne prit possession de la dignité d'abbé que le 24 juin 1417.

ment, maistres Estienne de Bray, Jehan Salaut et ledit Jehan Lepicart, avons voulu, consenti et ordonné, voulons, consentons et ordonnons de notre certaine science et propre mouvement, par la teneur de ces présentes, que de la devant dite finance, ou cas que en nostre vie et devant notre décès ne l'aurions reprise par devers nous, soit par l'advis, conseil et ordonnance de noz diz conseillers, acquise, achetée et entièrement admortie rente perpétuelle pour ladite église et les suppoz d'icelle, laquelle rente nous, dés maintenant pour lors ou dit cas, donnons et laissons à ladite église, moyennant et parmy ce que les diz religieulx et leurs successeurs seront tenuz, abstrains et obligiez de dire et célébrer perpétuellement par chascun jour une messe à basse voix et au bout de chascune année un anniversaire solemnel avecque telz autres services, suffrages et oraisons comme entre noz diz conseillers, l'abbé de ladite église qui lors sera et les dessus diz religieulx ou leurs diz successeurs qui adoncques seront, sera d'un commun accord et assentiment traictié et appointié en regard à telles rentes ou rente comme l'en pourra ou dit temps avoir et acquérir pour ladite somme de III m. francs. Et tout pour le salut des ames de Monseigneur et de nous; et de ce faire et accomplir bailleront les diz abbé et religieulx leurs lettres obligatoires telles comme en tel cas est accoustumé et que nous ou noz dites gens en devons estre contens, ou cas que celles que iceulx religieulx nous ont jà baillées à ceste cause ne souffriroient, et en ce cas ne voulons pas que de la devant dite somme de III m. francs ainsi par eulx receue ilz soient tenuz de jamès rendre ou restituer aucune chose par autre manière que dessus est dit. Et de toutes ces choses faire et exécuter, avecques les diz abbé et religieulx, avons du tout chargé et chargeons noz devant diz conseillers ou ceulx d'eulx qui lors seront et qui vaquer y pourront; Et se mestier est voulons et ordonnons que sur ce fassent et passent telles lettres comme le cas le requerra se ces présentes ne souffissent, lesquelles lettres ainsi par eulx faites et passées nous voulons estre d'autelle vertu et efficace comme se nous mesmes en nostre personne les avions faites et passées. Et à ce faire les avons commis et commettons par ces dites présentes et leur prescrivons et enjoignons qu'ilz en facent selon leurs discrécions et comme bien nous y attendons, tout ainsi qu'ilz vouldroient que l'en feist en pareil cas pour eulx. Et affin qu'il appère que ceste nostre présente ordonnance vient et procède de nous et de nostre propre mouvement, et de nostre entencion et voulenté, pour ce aussi que nous avons voulu ces présentes estre signées dudit maistre Jehan Lepicart dessus nommé et non d'autres noz seerétaires, à ce que la chose feust tenue plus secrète,

nous mesmes de nostre propre main avons escript nostre nom à ces dites présentes lettres ausqueles à greigneur confirmacion et en tesmoin de ce nous avons faiz mettre nostre seel secret. Le xx^{me} jour du mois de May, l'an de grâce mil quatre cens et seize.

Signé YSABEL ;

Et plus bas, par la royne, LEPICART.

Cet acte, curieux à tant d'égards, n'était point un fait isolé. Il nous donne probablement le modèle de tous ceux qu'Isabelle fit faire pour constater des dépôts semblables dans beaucoup d'autres églises et monastères où elle cachait les sommes énormes qu'elle puisait dans le trésor public. Nous avons fait remarquer l'adresse avec laquelle cette reconnaissance était rédigée de manière à intéresser personnellement les dépositaires au silence. Cependant le secret de ces transactions clandestines finit par être connu. Au commencement de l'année 1417, le connétable, gouvernant sous le nom du jeune dauphin Charles, dont il avait gagné toute la confiance, découvrit que la reine avait en divers endroits, et surtout en quelques églises de Paris et des environs, de l'argent amassé, des bijoux et autres choses précieuses (1).

Isabelle alors était suspecte à tous les partis et en scission ouverte avec le connétable. Ses deux fils aînés étaient morts l'un après l'autre dans l'espace de quelques mois, avec des apparences d'empoisonnement qui avaient fait peser sur leur mère elle-même d'horribles soupçons. Son dernier fils, qui fut depuis Charles VII, effrayé des bruits répandus sur le sort de ses frères, avait rompu toute relation avec elle et s'était jeté dans les bras du comte d'Armagnac. Outrée de cet abandon, Isabelle se retira à Vincennes, où elle tenait avec ses dames une petite cour élégante et polie, mais dont les galanteries imprudentes étaient devenues un scandale public. Le connétable exploita ce scandale pour perdre entièrement la reine, qui s'était déclarée son ennemie. Vers la fin d'avril, Charles VI étant dans un de ses moments lucides, on lui peignit sous les couleurs les plus vives le déshonneur que faisait rejaillir sur lui la conduite de sa femme, et on parvint à réveiller dans cette âme morte à tous les sentiments quelques étincelles de jalousie.

(1) Daniel, *Hist. de France*, t. VI.

Un soir on le conduit à Vincennes. Comme il approchait du château, il en voit sortir Louis Bourdon, ce chevalier qui, l'année précédente, était accouru avec tant d'empressement au secours de la reine. Le prévôt de Paris, qui avait son rôle marqué dans cette scène arrangée d'avance, accompagnait le roi. Il fait arrêter l'amant téméraire, qui dans la nuit même est torturé, étranglé, cousu dans un sac et jeté à la rivière. Peu de jours après, Isabelle fut enlevée du château de Vincennes, avec sa belle-sœur la duchesse de Bavière, par ordre du dauphin et du connétable. Conduite d'abord à Blois, puis à Tours, « elle y fut « détenue en assez simple estat, dit Monstrelet, et luy furent « baillez pour la conduire et gouverner maistre Guillaume Torel, « maistre Laurent du Puys et maistre *Jehan Picard*, sans le consentement desquels elle n'osoit aucune chose besongner, non pas « escrire une lettre à quelque besongne que ce fût. Et là vesquit « grand espace de temps en grand desplaisance, attendant de « jour en jour d'encore pis avoir. Et avec ce très grand finance « qu'elle avoit en divers lieux à Paris furent ostées par son fils « le Daulphin et ceux qui le gouvernoient (1). »

Il me paraît évident que *maistre Jehan Picard*, désigné ici comme un des gardiens de la reine, était le même que Jehan Lepicart, signataire de notre acte. Ainsi ce secrétaire de confiance qu'Isabelle chargeait de ses missions les plus délicates, qu'elle avait nommé son exécuteur testamentaire et qui signait *seul*, pour plus de sûreté, les actes qu'elle voulait dérober à tous les yeux, était un traître qui vendait au comte d'Armagnac les secrets de sa maîtresse. On n'en peut douter, lorsqu'on voit ce confident intime de la reine choisi pour être son geôlier. D'ailleurs nul autre que lui n'aurait pu instruire le connétable et le dauphin des lieux où la reine avait caché ses dépôts d'argent, dont ils s'empressèrent d'exiger la restitution pour se les approprier. Nous avons vu que Jehan Lepicart avait été seul chargé de ces négociations clandestines, et les dépositaires étaient trop intéressés au secret pour que les révélations pussent venir d'eux.

Certes, je n'essaierai point ici de défendre Isabelle, cette femme dont le nom doit être éternellement maudit en France; car elle a commis contre notre patrie le plus grand des crimes de lèse-nation en la livrant à l'Angleterre. Mais si l'on veut

(1) Monstrelet, vol. I^{er}, c. 168.

la juger avec impartialité, ne doit-on pas tenir compte des angoisses de la dure captivité qu'elle eut à subir de mai à novembre 1417 ? Déshonorée publiquement comme femme, outragée comme mère par l'accusation horrible et probablement calomnieuse de l'empoisonnement de ses deux fils, écartée des conseils qu'elle avait longtemps présidés, dépouillée de ses richesses amassées avec tant d'avidité et cachées avec tant de soin, enfin, pour comble d'insulte, détenue sous la garde du serviteur ingrat qui l'avait trahie, combien ne dut-elle pas amasser de fiel et d'amertume pendant ces six mois passés dans la solitude du château de Tours ! Et si l'on ajoute que tous ces maux, tous ces indignes traitements lui venaient d'un fils, la haine implacable vouée par elle au dauphin Charles, cette haine d'une mère devant laquelle l'histoire a reculé d'horreur, ne cessera-t-elle pas d'être inexplicable sans paraître moins atroce ?

On conçoit du moins qu'en se voyant ainsi sacrifiée par le parti dont elle avait servi les intérêts pendant dix ans, le désespoir l'ait poussée à implorer le secours de son ancien ennemi, le duc de Bourgogne. Une lettre écrite par elle dans sa prison et dérobée à la surveillance de ses gardiens parvint entre les mains de Jean sans Peur, qui se hâta de saisir l'heureuse chance que la fortune lui offrait. Suivi de huit cents cavaliers, il partit de Chartres dans la nuit de la Toussaint, et vint avec une témérité chevaleresque enlever la reine dans l'église même de Marmoutier où elle entendait la messe. Ses trois surveillants étaient auprès d'elle, et son premier mot fut de dire qu'on les arrêta. Laurent du Puys, l'un d'eux, voulut s'esquiver et se noya en passant la Loire (1). Jean Lepicart fait prisonnier pouvait s'attendre à un châtement cruel. Il en fut quitte pour remplacer par une forte rançon les sommes que sa trahison avait fait perdre à sa maîtresse (*Chroniques de Berry*). Cette indulgence, qui n'était pas dans le caractère d'Isabelle, ne donne-t-elle pas lieu de

(1) « Lequel maistre Laurent, dit Monstrelet, la royne avoit en grand hayne, car il « parloit à elle irrévéremment, sans mettre la main à son chapeau et sans luy faire « autre révérence; et ne pouvoit ladicte royne rien besongner n'accorder, que ce ne « fût par le consentement du dessus dit maistre Laurent. » Ce Laurent Dupuy était donc le véritable geôlier en chef, l'homme de confiance du connétable. Aussi fit-il une tentative désespérée pour s'évader, parce qu'il savait qu'il n'avait point de grâce à attendre. Jean Lepicart, au contraire, ne chercha point à s'échapper; il comptait d'avance sur son pardon.

soupçonner que cet intidèle agent avait été doublement traître , et sa connivence n'expliquerait-elle point l'envoi de la lettre au duc de Bourgogne ? C'est une conjecture qu'aucune preuve n'appuie, mais que toute sa conduite semble autoriser.

Je ne sais si la pièce dont nous avons donné le texte est la seule preuve authentique qui existe aujourd'hui des dépôts d'argent opérés secrètement par la coupable épouse de Charles VI ; mais je crois que ces actes doivent être fort rares ; car dans les couvents où l'on rechercha ces dépôts clandestins, on eut intérêt à en faire disparaître les traces. Comme Monstrelet et les autres écrivains du temps ne parlent que d'argent caché à Paris ou dans les environs, il est possible que le dépôt de Vendôme ait échappé aux agents du dauphin, et soit devenu, après la mort d'Isabelle, la propriété de l'abbaye. Cette conjecture expliquerait la conservation d'un acte qu'on peut regarder comme un des titres les plus précieux des riches archives du département de Loir-et-Cher.

J. DE PÉTIGNY,
correspondant de l'Institut.

ADVIS

ET

DEVIS DES LENGUES,

TRAITÉ DE PHILOLOGIE

COMPOSÉ PAR BONIVARD.

1563.

(Suite et fin) (1).

Premièrement, par ce nom *miles* les Latins signifient tout genre de soldat, soit à pied, soit à cheval; et quant l'on nomoit chacun à part, on appelloit les chevallierz, *equestres*, les pietons, *pedestres*; *copiæ equestres*, *copiæ pedestres*, bendes de chevallierz ou de gentz de cheval, bendes de gens de pied ou de piétons. Mais despuis, ce vocable *miles*, qui estoit général, ha esté faict spécial aux seules gentz de cheval, et encor non pas à touz, mais à une espèce d'iceux que les princes veullent honorer d'un tel tiltre non pas de service précaire, mais de perpétuelle dignité, avec certaines cérémonies, come les frappantz sus l'espaule du plat de leur espée, avec ces parolles: « Chevallier de par S. George, » puis luy rebailant l'espée, luy font chausser des esperonz dorez qu'ilz portent toute leur vie; mais ces chevallierz sont appelez par gentz entendant bien la propriété de langue latine, *equites aurati*, chevallierz à esperon doré, mais les ignorantz cella, les hont appelez de nom commun à touz soldatz, *milites*, et quant l'on ha quelqueun d'iceux enseveli, l'on escrit dessus son tumbeau: *Hic jacet generosus Dominus miles*.

Je voudroie que tous les prebstres et moynes, qui preschantz la Passion, quant vient sus ce passage: *Sed unus militum lancea latus ejus aperuit*, etc., interprètent ce mot *miles*, en Gauloys, *chevallier*, m'eussent doné chascun un eseu; j'en hauroie assés pour m'enchaîner en chevallier. J'ai veu jouer l'histoire de la Passion sur un schaffaut

(1) Voy. ci-dessus page 290.

plusieurz foiz ; mais y failloit que là fust un chevallier, monté sus un cheval pour ce que un naïf n'i eust peu monter , et estoit le chevallier armé de toutes pièces , haïant la chaîne au col , qui alloit percer avec sa lance le costé du crucifix , par l'ordonnance du père réverend qui preschoit. En mon enfance je fus enrroulé avec un autre enfant pour jouer en une tragédie de la passion et martyre de S. Blaise, où failloit havoïr II enfantz avec leur mère, par sa parole convertiz à Jesus Christ, et aussy des soldatz qui le menoient au martyre ; mais pour ce que l'histoire latine disoit *milites* , les dictz soldatz qui ne servoient illec que de borreaux y estoient accoustrez en chevallierz, que me faisoit alors penser que les empereurs ne se servoient d'autres borreaux que de chevallierz.

Une autre erreur est sus ce vocable *Dominus*, qui est plus amplié en lengues communément modernes , que le latin d'ou il est sorti , car naïfz latins ne signifioient par ce mot *Dominus* , fors le jouissant en propriété de toutes autres choses que d'homes, ou d'homes de condition servile ; nous l'appellons seigneur, qu'est un vocable de souverain honneur maintenant ; mais anciennement, quant *Dominus* se nommoit pour home haïant puissance sus autres homes, c'estoit autant que l'appeller tyran, et pour tant l'on appelloit les tyrannies de Sylla, de Cinna, de Cæsar et autres, *Dominatus Syllæ*, *Cinnæ*, etc. Mais sus homes francz n'i havoit si grandt personage, en quelque estat, dignité ou magistrat qu'il fust, que l'on nomast *Dominus*, *id est* seigneur ou monsieur. Le sénat Romain qui gouvernoit presque toute la terre, n'estoit pas honoré de tel tiltre de Seigneurie , avec d'autres epithètes adjectifz , desquelz nous usons de présent, appellant Excellentz, Magnifiques, Puissantz, Tres redoubtez Seigneurz etc. jusques presque à un sénat de village ; non pas estoient simplement appelez messieurs, mais tant seulement *Pères conseritz*.

Et quant on parloit à quelque particulier, de quelque estat qu'il fust, voire en souverain magistrat, on le nomoit de son nom simplement, come Cathon , Cicéron , Crassus , Cæsar , Pompée , et non pas monsieur Cathon , monsieur Cicéron , monsieur Crassus etc. ; voire ès royz mesmes et encores à ceux que l'on ornoit d'honneurz divins, come Alexandre le Grandt, Hérode et d'autres. Et entre les Romains et toutes autres nations ces II motz de roy et de seigneur estoient non seulement odieux, mais exécrables, come sentantz leur tyrannie de cent pas à la ronde, et marquoient l'effaict d'un qui exerçoit tyrannie de ces III nomz : Tyran, Roy et Seigneur, si que l'on nomoit les cruelz excès que Sylla havoit perpétré en la guerre contre Marius, *dominatum Syllæ* , la seigneurie de Sylla , qui vaut autant à dire come la tyrannie de Sylla ; pourquoy

Lucan raconte que Cæsar s'excusa envers ses gentz d'armes, du crime que on luy imposoit de se vouloir faire seigneur de Rome, disant :

Detrahimus Dominos Urbi servire parati.

Nostre dessain, disoit-il, n'est pas de nous emparer de la seigneurie de Rome, mais garder ceux qui hont entrepris de le faire.

Mais c'est l'ordinaire que quant les choses se corrompent, aussy font les marques d'icelles, que sont les nomz, de quoy cecy est un exemple, car ce pendant que Rome fut en liberté, ce nom de monsieur et estat de monsieur y estoit incognu, sinon à respect des patronz à leurz esclaves, mais depuis qu'elle fut par Cæsar asservie, si ne print-elle pas encor sa possession du premier coup ; car luy mesme, combien qu'il eust conquis les corpz des Romains par force, n'en voulut user, ains par clémence et douceur attirer leurz cueurz à soy. Et pour tant combien qu'il usast d'effaict de roy et seigneur, se desporta du tiltre et se contenta de celluy de dictateur perpétuel, lequel office estoit bien une royauté et seigneurie, car il havoit bien autant de puissance; mais il se monstroït le plus doux et clément qu'il luy estoit possible sans débilitier son autorité et laissoit encor au sénat d'autorité beaucoup, en quoy le suivit Auguste, son nepveu. Mais après ces deux, tyrannie print le frain aux dentz, ne voulut plus estre enmasquée de tiltre de douce principauté, mais à face descouverte estre nomée telle qu'elle estoit ; si que Domitien Cæsar faisoit escrire au pied des lettres patentes qu'il concédoit : *Dominus et Deus nosler sic fieri jussit*; nostre Seigneur et nostre Dieu veut que ainsy soit faict. Depuis ce nom fut attribué aux empereurz et par succession de temps parvint peu à peu à toutes gentz d'estouffe, jusques à estre faict à chascun ; ainsy come nous l'avons déclairé en nostre *Advis et devis de noblesse* (1).

L'on donne aussy coustumièrément des souffletz au langage Latin l'interprétant en Gauloys, sus ce pournom de seconde persone, *tu, tui vel tibi* etc.; car l'on ne luy laisse point de singulier, ains le prononce on tousjours en plurier, quant l'on parle à quelque personage de quelque estouffe; car ni en Latin ni en vulgar de quelque lengue europienne que ce soit, l'on le vousie, ce que jadis ne se faisoit es langues anciennes, à quelque grandt personage que ce fust, non pas à Dieu mesme, ce que encores on ne luy faict, mais parlant à Dieu ou à Roy ou autre prince qui après Dieu sont le plus grandtz dessus la terre, l'on ne disoit pas, come maintenant « Syre, ou Mons.^r, vous plaira-il » etc., mais le

(1) Autre ouvrage de Bonivard dont nous avons parlé ci-dessus, 2^e série, t. II, p. 394.

tutloit-on et le nomoit-on par son propre nom, luy disant : « te plait il » etc., ou quelque fois l'appelloit-on par le nom de son office : Roy, Capitaine, Consul et autres, luy disant, « Roy, feras-tu cela » etc.; ce que aussy l'on dict que ce faict à l'Empereur de Thurchie, jaoit qu'il soit le plus redoubté tyran du monde. Seulement en la première persone, abusoient touz magistratz, qui jaoit que l'un de eux soit singulier, escrivantz letres patentes, ne s'appellent pas en nom singulier, « Moi tel, gouverneur » etc., mais : « Nous tel, gouverneur » etc. Et n'est pas provenu ce erreur dès maintenant, car desjà du temps de l'empereur Trajan, quant Pline secondt, qui estoit pour luy gouverneur en Asie, quant le dict Pline luy escrivoit, il le nomoit tousjours, *domine, id est* seigneur, et le vousioit.

Je n'hai pas cecy avancé pour distraire le peuple de la coustume nouvellement introduite de honorer les gentz d'importance de telz vocables, car le peuple est maistre du language, et s'il luy est donné de Dieu par nature de le former à son appetit, aussy est-il de les ordonner come bon luy semble, et faut préférer l'honesteté civile à la sévérité grammaticale; car j'aymerois mieux bailler un soufflet à Priscien, convertissant le singulier au pluriel pour honorer un gros maistre, que si pour suyvre le vouloir de Priscien, je trespasse la coustume moderne, le tuttiant et le nommant sans tiltre de seigneurie, pourquoy s'extimant mesprisé, il me faisoit donner un coup de baston.

Après ceste faute en ha une autre en ce nom : *Civitas, id est Cité*, que nous entendons plus estroitement que la langue latine n'apporte, car nous nomons une habitation d'hommes fermée de murailles, de laquelle un évesque est président en la spiritualité, à la difference des autres clostures de murailles, que sont sans évesque et pourtant se nomment *villes*, lequel vocable se prenoit anciennement en Latin pour ce que nous appelons métairies, et se pourroient nomer les grandes : Villes, les petites : Villages. Mais les anciens ne comprenoient par le nom de Cité seulement les murailles d'une habitation de multitude d'hommes, mais la multitude des homes vivantz en l'obéissance des loix par la diete cité establies, que l'on appelle maintenant subjectz ou vassaux, come touz les subjectz de Berne seroient nomez citiens de Berne; touz ceux de Genève, citiens de Genève et ainsy des semblables, soit cela en estat monarchique, aristocratique ou démocratique; car ce moct de subjection des homes ès-homes estoit incognu, si que quant un roy, prince, ou cité capitale assembloient touz les subjectz de leur ressort, ce que l'on appelle maintenant tenir les Estatz, l'on ne disoit pas, *rex aut civitas convocavit subditos suos*, mais *cives suos*; come bien démontre Platon au VII^e de sa *Chose publique*, que les homes devant que se fermer de murailles

s'assembloient par troupeaux et estoit chascun troupeau nommé Cite. Aussy Rodolphe Agricola en sa *Dialectique* limite ou diffinit ainsy cité : c'est une multitude d'hommes assemblee, soufflisente de soy mesme a entretenir ce que luy appartient, uni et conjoint par consentement en loix et façon de vivre. Si ne treuvez point qu'il face illec mention des murailles, non voulant en avancer plus que Platon; aussy S. Augustin ha composé XXII livres de deux citez, l'une de Dieu, qu'il appelle Hierusalem, l'autre du Diable, qu'il nome Babilone.

En outre il y ha grande imperfection en la tradduction de Latin en Gauloys, telle que l'on faict maintenant, non seulement en tournant les nomz ou vocables simples des choses, mais les nomz des nomz ou vocables des vocables. Car, selon S. Augustin, en toutes choses sont requises IIII raysonz; la chose, le nom d'icelle, la rayson de la chose, la rayson de son nom. Les choses sont devant que les nomz, car les nomz ne sont faictz que pour signifier les choses; mais en nostre cognoissance les nomz sont devant la cognoissance des choses, come bien demontre Erasme : *De rerum et verborum copia*; come, par exemple, *dominus* que signifie *seigneur* est premier chose que nom; car c'est une chose marquée par un nom démontrant un home haïant superintendance; mais nous ne pouvons bien cognoistre les propriétés des nomz, par lesquelz nous les nous enseignons et apprenons les uns des autres, ce que ne se peut faire sinon par le vocable de faire ou d'endurer que soy faict, que se noment proprement action et passion. Car dictes simplement « le seigneur, » l'auditeur ne sera pas satisfait, il attendt action ou passion, come « le seigneur faict, le seigneur dict, le seigneur se pourmeine » etc.; par ce, se cognoistra le moct de Seigneur et pour tant l'appellent les Latins *verbum*, que se peut tourner *mot*. Mais noz Gauloysz deffailent grandement en cela, car ilz ne tournent ce nom des nomz ou vocable des vocables en leur language, selon la propriété de leur dict language, mais leur souffit par quelque termination seulement le desguiser, appellantz *verbum* le verbe et non le mot, et ainsy d'autres; et ne se peuvent entendre les nomz sans les motz ou verbes ni les verbes sans les nomz, car naturellement toute essence sans action ou passion est hors de cognoissance, mesmement le moct essential ou substantial, qu'est *sum*, je suys, qui ne reçoit point d'action ni de passion, mais il les faict. Car disant : « Je suis liberal » n'est autre que je fay liberallité.

Mais c'est assés dict de grammaire, car nostre dessain n'est pas de former une grammaire ni autre art nouvelle ni la reformer, mais advertir tant seulement le liseur Gauloysz des erreurs que se commettent les tradduisant de Latin en leur language, qu'est de non transporter le

Latin en Gauloys, mais tant seulement la forme Latine d'une en autre, come se treuve en la tradduction de la grammaire de Donat tout par tout. Mais je n'en mettrai que le commencement qu'est : *Partes orationis quot sunt ? — Octo. — Quæ ? — Nomen, pronomen, verbum, adverbium, participium, conjunctio, præpositio et interjectio*. Un trucheman l'expose ainsi : « Les parties d'orayson combien sont ? — Huit. « — Quelles ? — Nom, pronom, verbe, adverbe, participe, conjuction, « préposition et interjection. » Advisee quelle diffinition ou limitation entendable est cela. Celluy qui veut bien tourner une matière d'un langage en autre doit bien noter les propriétés d'un chascun des dictz langages, autrement ce ne sera pas interpreter, mais corrompre l'un, sans de rien aider à l'autre ; car un Gauloys ignorant de lengue Latine, come pourra-il mieux entendre « Les parties d'orayson combien sont, » que : « *Partes orationis quot sunt* » ? Premièrement il erre en la phrase (ainsy nomée par les Grecz, que ne se peut interpreter en Gauloys en un mot, mais en faut mettre deux, que sont : *manière de parler*) en adjançant ou construisant, come dient les Latins, les moetz selon la phrase Latine, non selon la vulgaire ; car le commun langage ne porte pas ; « les parties d'orayson combien sont, » mais : « combien sont de parties d'orayson etc. » Outre cela, le mot *oratio* en Latin signifie II choses : prière adressée à Dieu, et propos tenu entre les homes de quoy entendt Donat Latin et le despart en VIII. Pourquoi ne devoit pas cestuy dire : « Combien y ha-il de parties d'orayson ? » mais : « Combien sont de parties de propos ? Davantage devoit ce trucheman nomer les parties du dict propos selon le commun langage : nom,ournom (non, pronom), mot (non verbe), commot (non adverbe) etc. » Ce cy que ha faict M. Henry (1) de Glaris, tradduisant le Donat de Latin en Alleman, mais il ne l'ha pas faict selon la phrase du langage auquel, mais duquel, *id est* du Latin ; car il l'ha tourné de mot pour le donner à entendre ès enfantz, esquelz seulz il escrit, mais il ne desguise pas les motz Latins sans les changer, come hont jusques à present faict les Gauloiz, pour ce qu'il n'ha peu à cause de la grande différence qu'est entre le Latin et l'Alleman ; car la cause que ha faict ainsy improprement traduire les Gauloiz le Latin en leur langage, ha esté la consanguinité de leur langage au dessus dict, faisantz come les enfantz que on veut deslaicter auprès du tetin de leur mère ou de leur nourrice, ce que se faict malaysément, car la prochaineté qu'ilz hont au tetin leur haiait donné dès tout temps

(1) C'est le même dont il est question plus loin, p. 345, l. 5, et p. 346, l. 11.

nourriture, les destourne de appéter la viande solide et retourne tous-jours à la leur accoustumée. Ainsy font les Gauloyz, car pource que leur langue ha quelque prochaineté à la Latine, combien que non encores telle que l'Espaignole et l'Italienne, ilz ne se travaillent guères à chercher les vocables de leur langue correspondantz aux Latins, ains en fourgent des nouveaux du Latin empruntez, ce que ne peut faire Glarien ni autres Allemands par les raysons ci-dessus amenées.

Pourquoy faut dire que la langue Allemanne est une riche langue, et ouse dire que non seulement elle s'esgalle au Latin, plus encor au Grec, et principalement en la grace de vocables jointz ou composez, ce que n'hont non seulement les Gauloiz, mais les Latins, car y faict que les Latins empruntent des Grecz presque touz les noms de leurs figures, ce que ne font Allemans, ains exposent tout en leur propre language, qui est à ce souffisant, si que Fuchssperger ha composé une dialectique en Alleman sans rien emprunter du Latin, ce que n'ha faict Pierre de la Ramée, qui en ha aussy faict une en François.

Ces motz des motz s'appellent par les dialecticiens en diverse sorte. Les uns les noment de seconde intention, pour ce qu'ilz noment signifiefz, ce que vient en la première intention de notre entendement, come quant nous voions un cheval, nous jugeons en la première intention que c'est un cheval; mais ceste première intention en engendre une seconde, qu'est des propoz que se peuvent tenir dudict suppost; car les voiantz différentz nous taschons à cognoistre la différence, come, par exemple, j'ous dire « le cheval court, » je ne m'en merueille pas. Mais j'ous dire après : « la selle du cheval; » après : « il ha doné l'avoine au cheval » etc. selon les articles, desguisant ce nom come Latins font par terminations. Cette première intention nous engendre une seconde, qu'est de entendre la rayson que ha esmeu les homes à varier ainsy ce nom, et l'on trouvera que c'est une coustume par nature donnée; et pour sçavoir come ce se faict en ce nom et le déclaire à autrui, faudra trouver d'autres nomz, que sont : le nominatif, le génitif, etc., d'où proviendra une grammaire que l'on divisera en plusieurs parties : le nom, le pournom etc., et s'appelle cela prendre matériellement ou significamment par aucuns motz de première ou seconde intention, par aucuns termes, par aucuns lieux communs d'où se forment touz argumentz, que sont la matière de dialectique, *id est* de disputation, par le moien de deux instrumentz que sont le nom et le verbe dict *mot*. Lesquelz deux, feux Aristote, en son *Περὶ Ἑρμηνείας*, *id est* D'Interprétation, veut souffire à toute interprétation; mais les grammeriens en hont adjouté vi autres, combien qu'ilz ne soient que coadjuteurz de ces deux,

come leurz serviteurz, et de ce se peuvent aussi bien former règles non seulement en Gauloys, mais en touz autres languages modernes; car, come bien dict Bibliander (*De Linguis*): « Touz languages, tant barbares soient ilz, sont capables de règles et arts. » Mais jusques à nostre temps ne s'est treuvé qui y voulust travailler, excepté ceux que j'hay cy devant nomez.

Aussy, peu de gentz se treuvent ni se sont treuvez par le passé, parler proprement autre langue que la leur naïve, car les Latins, s'essaiant à former la langue de nous autres citramontains en la leur, hont donné autant de souffletz à nostre Priscien que nous havons au leur; come hont bien annoté plusieurs autheurz Allemans de nostre temps, come un Beatus Rhenanus, Henricus Glareanus et autres, singulièrement M. Johan Stumpff, disant que Cæsar et touz autres historiographes Latins, descrivantz de ceux que nous appellons maintenant les Souysses ou les alliez, les hont appelez les *Helvétians*, en quoy ilz hont erré. Aussy bien les François font, les nomantz *Souysses*, où ilz le devroient faire selon leur langue paysane *Schwitzer*; aussy les Latins les hont appelez *Helvetios*, où ilz le devoient *Helveteros*, come ilz se nomoient en leur langue paysane de alors, haïant ceey espuysé des autres seavantz de Germanie, qui se sont pris garde sur les fautes que Latins hont faictes sus les nomz de leur language. Car jaoit qu'ilz confessent que le dict language a esté changé, si ne veulent ilz admettre qu'il ne retienne beaucoup de traces de l'ancien, et combien que les dictz Helvétériens fussent lors annombez en la nation Gauloyse, si n'estoit pas, ce non-obstant, fort différent au Germanique leur voysin, come nous havons déclaré cy devant. Or, dient ilz, que come en chrestienté peu de régions se treuvent que n'haient chascune un saint pour son patron, come la France S. Denis, la Bourgoigne S. André, Venise S. Marc etc. et semblables, aussy havoit au temps de l'idolatrie chascune son idole, qu'ilz faisoient le plus souvent de ceux qui havoient peuplé leurz payz; aussy les Gauloyz se glorifient d'estre sortiz de Dis, dict autrement Pluto, roy des enferz, *id est* des basses marches, tesmoin Cæsar qui dict: *Galli se omnes a Dite progenitos asserunt*.

Mais les anciens idolatres ne prenoient pas les enferz pour ce que nous chrestiens faisons, à seavoir le lieu par Dieu député pour le perpétuel torment des meschantz trespassez sans émendement, mais pour un lieu commun aux bons et aux meschantz et ce soubz terre, car ilz s'appellent en Latin *inferi*, qu'est à dire: *dessoubz habitantz*, de *infra* que veut à dire dessoubz; que l'on contourne maintenant, le prenant pour la fosse qu'est le lieu des ames de touz ceux desquelz les corps estoient

après leur mort miz en fosse. Le dict lieu estoit parti en deux , l'un de paine et torment , tousjours ardent et rempli de extrême et infime malheurté; celluy des gentz de bien, par le contraire, un lieu plain de playsance et volupté , toutte joye et félicité ; et de touz deux ilz consti-
 tuoient un roy qu'ilz nomoient *Dis* et *Pluto*, *id est* roy des trésors , de πλοῦτος, que veut à dire en Grec trésor et richesse , pour ce que l'on dict que les trésors et richesses se treuvent soubz; et enfer en Alleman s'appelle *Hel*, provenant de ce mot *Hell* qui signifie creux, come creux de la terre. Ce Pluto, dict aussy *Dis*, *Agésilas*, *Sunimarus*, *Sumarus*, *Orcus*, et *Vragus*, fut nommé Dieu des enferz, *id est* des basses marches, par les raysonz que s'ensuyvent. Cham, qui fut par les Grecz nommé χρόνος, *id est* le temps, par Latins Saturne, fut roy de toutte la terre et la mer; qui despartit son royaume à III enfantz qu'il havoit eu de *Ops* sa femme, à sçavoir Juppiter, Neptune et ce Pluto. A Juppiter il donna la haute partie devers le soleil levant, pourquoy après que l'idolatrie sourvint au monde, fut extimé Dieu et roy des cieux; à Neptune, les isles de mer, pourquoy fut adoré come Dieu de la mer; à Pluto il laissa le ponant, qu'est en pays bas, tel que sont les Gaules et la Germanie, et pour ce que le bas se nome *infernus* en Latin, fut adoré come Dieu des enferz.

Or estoient les enferz extimez par les poètes d'idolatrie plus gracieux que nous ne les faisons, come nous havons cy devant dict; et, come nous havons aussy dict, chascune région havoit son Dieu particulier, qu'elle dréçoit de queleun de ses royz anciens, ce que havoient les Gauloyz faiet de ce Pluto qu'ilz nomoient du nom de son royaume, *Hell*, que veut à dire l'enfer. Et entre les autres, les montaignartz, maintenant appelez *Schweitzers*, se gloriffoient tellement de luy, qu'ilz ne le tenoient seullement pour leur Dieu, mais pour leur oncle ou cousin, car *Vetter* est en Alleman (duquel langage ils parlent maintenant et aussy faisoient alors, jaçoit qu'ilz fussent Gauloyz, pour ce que les dictz Gauloyz parloient de langage non différent grandement au Germanique) autant come oncle ou cousin ou nepveu, car ce signifie touz III *et hell* enfer; mettant le génitif devant le nominatif, se voulant appeller les Gauloyz à Pluton plus prouchains, come ses nepveux; pourquoy les devoit Cæsar nomer *Helveteros*, non *Helvetios*. Semblablement, parlant Cæsar du premier home entre les dictz Helvètes, qui les avoit esmeuz à brusler leurz villes, villages et maysonz et abandonner leur pays, pour se retirer en pays plus large et plus fructueux, pays de Gaule, il l'appelle *Orgentorix*; mais en langage il ne s'appelloit pas ainsy, ains *Ehrenrich*, qu'est autant à dire come Honorable;

et aussy devise de plusieurs autres nomz propres tant d'hommes come d'habitations d'iceux, montaignes, rivières, ruisseaux et semblables, que les Latins hont corrompuz, parlant d'iceux en leurz histoires. Car Allemans, ni autres nations n'hont aussy nomz propres qui ne tirent leur signification d'un appellatif, lesquelz nous mettrons cy en avant, avisantz devant le liseur qu'il ne se merueille si ne mettons les significations de touz, car c'est à cause que les appellatifz dont ilz sont provenuz ne sont plus en usage maintenant, ni conséquemment en mémoire, mais nous mettrons en avant en Gauloys ce que Stumpff en ha dict en Alleman ainsy, en son 3^e livre, chap. 59 :

Plusieurs, dict il, cy devant hont failli en la description des anciens royz de France et de Gothie. J'hay avancez plusieurs nomz sauvages et estranges et pour ce mal entendibles, et le me faudra encores faire cy après devant que m'avancer en la description de Clodoveus et des autres royz. Pour mieux donner à entendre et déclairer et mettre en avant aux liseurs que c'estoit que de ces nomz anciens, si en ferai déclaration, et après suyvrai mon propos en mon histoire. Les anciens chroniqueurs Latins et Romains hont du commencement très mal tradduit les nomz propres de langue ancienne Allemane et François, et tellement qu'ilz les hont corrompuz, et ce par faute de havoir bien entendu leur langue; pourquoy ilz hont appelé le premier roy de France qui fut chrestien, Clodovæus (François modernes l'appellent Clovis), lequel en ancien langage François, qui estoit une espèce d'Alleman, se nomoit *Luitwig*, qui veut autant à dire come « extimé des gentz, » de *leüt* qui veut à dire gent, et *wig*, poids. Semblablement la femme d'icelluy qui l'incita à se faire chrestien, Chlotildis, que s'appelloit *Lüthild*, *id est*, « amour ou grace de gentz, » de *leüt*, gent, et *hüld*, grace ou amour. En outre ilz appellèrent le roy Chelpericum, qui se nomoit *Hillfrich* ou *Hildprecht*, *id est*, « vaillant en secours; » Clotharium, qui s'appelloit *Lüthart*, « rude ou aspre aux gentz; » Clodomirus, celluy qui s'appelloit *Leütmeyer*, *id est*, « maire ou metaier des gentz. » Beatus Rhenanus, dict il, en ha faict exposition en son 111^e livre de la *Germanie*. Car aussy Theodorus se nome de *Dietrich*, [et] est un nom de langue gotthique de l'espèce de l'Allemane, signifiant *divin*, car *Thiert* en Gotlandois est Dieu, *Thitrich*, divin; nous l'appellons Théodore. Semblablement ce nom Theobaldus, que nous appellons Thibaut maintenant, l'estoit par anciens Germaines et François : *Thietwallt*, de *Thiet*, Dieu, et *wallt*, puissance, come estant soubz la puissance, protection et sauvegarde de Dieu. Aussy Latins hont appelé Theodobertus, ce que les dessus nomez appelloient *Thietprecht*, de *Thiet*, Dieu, et *precht*, car ceste particule

precht adjointée à un nom le faisoit signifier vallue et extime, come faisoit *wig*, duquel ha esté cy devant parlé. Et afferment ceux qui hont acquise quelque cognoissance des ancienz nomz propres de langue Germanique, que les propres nomz des anciens Germains, fussent homes ou femmes, hont esté imposez ès persones à chascun selon sa complexion, ou la complexion de laquelle l'on le désiroit estre, aussy bien come seroit des nomz Grecs et Latins. Et ont usé de ces nomz les nations si despriséés et tenues pour estranges et barbares contrées, come les Wandales, les Schwaubes, les Bourguignonz, les Herules, les Ruges, les Gothz, les François, les Allemands et les Lombardtz, ce qu'est provenu la plus grande partie de la faute des escrivains non entendantz l'Alleman. Car Paulus Æmilius mesme qui ha escrit en langue Latine fort élégamment, en III livres, les gestes des François, ha mis en son livre plusieurs noms Germaniques fort improprement par ignorance de la langue de leur nation. Paulo Jovio aussy ha nommé en son histoire plusieurs Allemans fort barbariquement selon leur langue. Les anciens chroniqueurz semblablement qui ont escrit du temps des François, Gothz ou Lombardtz, qui n'estoient pas aussy grandement instruietz en langue Latine, n'hont pas mieux en ce besoigne. Item, les langues ne sont pas esté d'une mesme sorte par toute la Germanie, aussy peu come maintenant. Les François appelloient le maistre d'hostel de leur roy *ein Haussmeyer*, les Schwaubes semblablement; car *meyer* en tudesque est autant à dire come le président ou le souverain d'un peuple ou d'un mesnage; et encor au temps présent *ein meyer*, d'où est provenu métaier, est un métaier; d'où sont venuz les nomz des royz telz que avons dict cy dessus. Plusieurs autres nomz corronpuz raconte Stumpf illec, tant d'homes que de femmes, touz étymologiques, et à la fin en faict un catalogue par ordre alphabétique, lesquels aussy nous raconterons, déclairantz en Gauloys l'étymologie d'aucuns.

A

Adelgerus	Adelger	Tout.
Agaricus,	Eigenrych,	Propriétaire.
Agilomundus,	Eckmund,	Bouche de brochet.
Aneroestes, Ariovistus,	Ernst ou Ehrenvest,	Sérieux, honoré, puissant, preux.
Alaricus, Amalricus,	Allrych,	Très riche.
Amalfridus,	Amalfrid,	Très paysible.
Ariminius ou Hermannus,	Eermann,	Home honorable.
Ardaricus,	Herdrych,	Fornissier (?).
Arabarius vel Erbo,	Erbar,	Preudhome.
Athalarychus,	Adelrych,	Aquilaire, ou très noble.

Attila,	Atzel oder Hetzel,	Pie.
Adelarius,	Ardrych,	Très naturel.
Ansbertus,	Ausbrecht,	Hors de renommée.
Aribertus,	Arbrecht,	Naturellement vaillant.
Autarius,	Huldrych,	De bone grace.

B

Baltharius.....	Balther oder Walther....	Tost Seigneur.
Bellovesus,	Baldwyss,	Tost sage.
Belgius,	Niderland,	Belgique.
Boius,	Baier,	Bavarien.
Brennus vel Berno,	Brenner,	Brusleur ou boutte-feu, duquel nom s'appelloit le capitaine ou coronel des Gauloys qui arrachèrent les Romains.
Britomarus.....	Fridmeyer	Maire de paix.
Butvit,	Peutig,	Excellent huttineur.

C

Cavarus, Caramandus, Carolomannus, Celtus,	Karlmann.....	Robuste homme, Charles.
Clodoveus, Clitoveus,	Lütlwig,	Prise des homes.
Castigus,	Gasswig oder Gastrych,	Hostellier.
Cotiso,	Götz,	Babouin.
Clodomirus,	Lütmeyer,	Maire des gens.
Clodius,	Lutty,	Sonant.
Childericus,	Huldrych,	Gracieux.
Clothildis, qu'estoit la royne de France femme de Clovys.	Lüthild,	Grace des gentz.
Chonodomarius,	Künmeyer,	Maire commun.
Cheribertus,	Herbrecht oder Herbert,	Excellent en armes.
Clodobertus,	Lütprecht,	Extimé des gentz.

D

Dagobertus.....	Dagenwert oder Dagenbrecht,	Champion preux.
Deobaldus,	Deckhold,	Couvert mat. . . s (?)
Divitiacus,	Divich oder Düffwig,	<i>Ne sçay que ce signifie maintenant. Mais c'est le nom du fondateur de Dijon.</i>
Dumerius,	Dumrych,	Gros ponce ou pougeart.

E

Erveus	Ercko	
Enricus,	Ehrenrych oder Heinrich,	Honorable, Henry.

F

Francus	Franck	Franc.
Friburgum,	Freyburg,	Ville franche.
Fredegundus, feminini ge- neris.	Frydegund,	Pacifique.
Frediledus,	Froedleid,	Joye triste.
Fredegundus,	Fridiger,	Pacifique.

G

Gambervius	Gamper, Kaempfer	Combattant, champion.
Gensericus,	Genserich oder Gantzrych,	Oysonnier ou tout riche.
Gevericus,	Gebrych,	Donneur.
Guebaldus,	Gebhuld,	Donnant faveur.
Gilomarus,	Gilmer,	<i>Ne sçay que c'est.</i>
Contharius-therus,	Gunther,	Favorisant.
Gothemarius,	Gott oder Güttmeyer,	Maire de Dieu ou bon maire.
Gotegesilus,	Gottselig oder Guttgesell,	Heureux par Dieu ou bon compaignon.
Gundebaldus,	Gonwald,	Puissant en souet ou forest de souetz.
Grimoabds,	Grimmwald,	Cruelle puissance
Gundagrius,	Guttacker,	Bon champ.
Gunderychus,	Guttrych,	Bon riche ou Débonnaire.

H

Hermion	Herman	Home d'armes ou d'armée.
Hector,	Hechtar,	<i>Je ne sçay que c'est.</i>
Helitonius,	Held,	Preux.
Heribertus,	Herwart,	Vaillant en armes.
Hermanricus,	Hermanrych,	Home d'armée.
Huldericus,	Huldrych,	De bone grace.
Hildebertus,	Hillffwert,	Secourable.
Hertarius,	Hertardt,	Dur et aspre
Hugobertus,	Hugprecht,	<i>Je ne sçay que c'est.</i>
Hunimondus,	Hoenmund oder Heymund,	Bouche de poulle ou en œuf.

I

Ingravius	Ingrave	Conte intérieur.
Inducionarius,	Inwoner,	Habitant.
Italus,	Ytel,	Vain.

L

Laertes	Larein	<i>Je ne sçay que c'est.</i>
Landinus,	Landin,	Paysan.
Leonorius,	Lienhart,	Léopart.

Lomnorijs,	Loewenhart,	Aspre lion.
Lotharius, Lutharius,	Luethart,	Rude au peuple.
Lutisvinda,	Luetwind,	Mesnage de gentz.
Leudemundus,	Luetmund,	Bouche de peuple.

M

Mannus.....	Mann	Home.
Marsus,	Mars,	Mars.
Maroboduus,	Märbot,	Messager de nouvelles.
Meroveus,	Merwig ou Merwhich,	Maronnier excellent.
Mederichus,	Mütrych,	Courageux.
Medegesilus,	Mütgesell,	Courageux compaignon.
Mundzuchus,	Mundzucht,	Bouche med. .e (?)

N

Noricus.....	Norein	<i>Je ne sçay que c'est.</i>
--------------	--------------	------------------------------

O

Odocer, Odagrius.....	Oedacker	Champ vuide.
Orgentorix,	Ehrenrych,	Honorable.
Othomarius,	Ottmeier,	Maire de Otho.

P

Pharamundus.....	Waarmund, estoit le nom du premier roy de France.	Bouche véritable.
Philibertus,	Wilprecht, Vilwert,	Venaison, mout vaillant.
Pipinus,	Pepin oder Pipin,	Petit.

R

Richila	Richel	Richeresse.
Richemundus,	Rychmund,	Riche bouche.
Richomarus,	Rychmeyer,	Riche maire.
Rosemundus,	Rottmund,	Bouche vermeille.
Rugila,	Rogel,	<i>Je ne sçay que c'est.</i>
Rummarus,	Rumher,	Renomé seigneur.
Rumholdus,	Rumhold,	Amateur de renommée.

S

Senanus	Sunmann	Home reconcilié.
Sigismundus,	Sigmund,	Bouche victorieuse.
Sigovesus,	Sigweiss,	Sage victorieux.
Sigobertus, Sigisbertus,	Sigwert ou brecht,	Digne de victoire.
Sonomarus,	Sun oder Schonmeyer,	Joly maire.
Suevus,	Schwab,	Voletant.

T

Tassillo, ...	Tessel, ...	<i>Mot incognu.</i>
Teletoboguius, Theutelobodus,	Deutschbott,	Messenger alleman.
Teutobochus,	Gutbot,	Bon messenger,
Theodericus,	Dietrich,	Divin, car come nous avons cy devant dict, Thiet en langage Gotthique signifioit Dieu, nom extrait du Grec Θεός.
Theobaldus,	Dietbold,	Thibaut, aimant Dieu.
Theodoaldus,	Ditwald,	Puissance de Dieu.
Theodemarus,	Dietmar oder Gutmähr,	De bones nouvelles.
Theodebrochus,	Dietprecht,	Très divin.
Theodelinus,	Diethlin,	Divinet, petit divin.
Theodorus,	Theoder,	Aussy divin.
Theodevinus,	Dietwin,	Vin de Dieu.
Theodealmus,	Diethelm,	Hermet (1) divin.
Tuisco,	Tütsch,	Alleman.

W

Vannius, ...	Wanner, ...	Vanneur.
Vadomarius,	Bottmahr,	Messenger de nouvelles.
Wandalus,	Wandler,	Chemineur ou vagabond. Est aussy un peuple ancien nommé les Wandales.
Viridomarus,	Fridmeyer,	Maire de paix.
Viridogerion,	Fridiger,	Paysible ou appaisant.
Vestrovalda,	Westerwalder,	Preux forestier.
Vidomarus,	Widmer,	Avancher ou saugier.
Viduarius,	Wittwer,	Vefv.
Vilibertus,	Wilprecht,	Fort extimé.
Visomarius,	Witzmeyer,	Sage mayre.
Vlisses,	Ylsing,	<i>Je ne sçay que c'est.</i>
Voleradus,	Wollrad,	Bon conseil.
Uto,	Ytel,	Vain.

Par ces vocables se monstre non vain le proverbe grec par nous cy-devant allégué, que aussy bien barbarisoit Solon entre les Scythes que Anacharsis entre les Grez, car les Romains failloient aussy bien en la prononciation par lengue ou escripture des langues estrangères come faisoient les estrangerz en la leur; et ne faut mespriser les langues de quelque pays que ce soit, car toutte lengue est bone et désirable que part de sage pensée, et pour tant est expédient que les homes de diverses

(1) Armet, heaume.

lengues traffiquent les uns parmi les autres, et que, pour ce faire plus aysément, que les gentz d'esprit de chacune langue s'estudient de réduire le cours naturel de la sienne paysane, en règles et méthode, car il n'en y ha point de si estrange que ne soit de ce capable; et que l'on fist de ce leçons publiques, non seulement pour les estrangerz, mais ce aux mesmes d'un chacun pays, aussy bien come l'on faict des anciennes. Quoy faisant, l'on se pourroit bien passer des dictes anciennes, combien que ne veuille que on les gecte là du tout, pour ce que toutes artz et méthodes sont en icelles contenuz; mais mon advis est tel que ce que nous recueillirons de leurz méthodes ou formes, nous ne laissons pas en leur ancien acoustrement, mais les habillions de ceux de nouz payz, affin que par nouz compaisans ilz se cognoissent et soient recognuz pour patriotes, affin que et actifz et contemplatifz s'en puissent servir. Les actifz pour faire remonstrance aux princes et aux peuples pour les affaires de la chose publique, ce que ne se faisoit pas anciennement, voire encor de nostre temps, ains qui vouloit haranguer, failloit qu'il le fist en langue Latine, que la pluspart des princes, non seulement séculiers, mais ecclésiastiques, n'entendoit pas, ains leur failloit havoit un trucheman, au François aussy bien que si on luy eust parlé en Alleman, à l'Alleman come si on luy eust parlé François; mais depuis le règne du feu roy François, par son bénéfice non seulement l'Hébreu, le Grec et le Latin hont eu entrée et cours en France, mais aourné la langue François de leurz acoustementz, en sorte que non seulement les gentz de plume, mais ceux d'espée et les princes mesmes parlent aussy persuasivement en leur langue que Démosthènes et Cicéron faisoient chacun en la sienne; tesmoin en sont les apologies du feu empereur Charles contre le roy François et de François contre luy, les harengues faictes en Alleman ès journées impériales, celles que ont faictes, en François, Guise contre Condé et Condé contre Guise, et tant d'autres.

Pour les contemplatifz cela servira d'en faire leçons publiques aux actifz qui les mettent en pratique, et de leurz payz et des estranges; ce que ha desjà bien servi, voire ès princes de nostre temps, car le feu empereur Maximilien n'havoit jamais mis le pied en Gaule, sinon en passant, et si parloit toutesfois Gauloys entendiblement; le semblable hont faict les royz d'Angleterre Henri VIII^e et Edouard VII, son fils, et tant d'autres. Le roy Mithridates est loué non pas mieux pour sa prouesse ès faictz d'armes, come par sa mémoire qui havoit soubz son domaine XXI^e peuples, touz de langue diverse et parloit et entendoit la langue d'un chacun d'icelles sans interprète; si me merueille que les royz et autres princes Gauloys ne les suivent en cela, qui ne sçavent

autre langue que la leur, excepté un peu d'Italien ou Espagnol, pour ce qu'ilz ne sont loingtains du Gauloys. Et seroit expédient de s'adonner à cela et enrichir noz langues modernes des trésors des anciennes, non pas s'arrester en icelles, non voulantz parler sinon Latin ou latinement, jusques aux femmes et aux gaignedenierz, come plusieurs alléguez par Rabellays qui « ambulent par les compites et transfettent les undes aquatiques, » parlant de langue Latiale, en suyvantz aucuns folz marchans de Flandres et d'Angleterre et autres lieux où ne croit vin, qui vont en exploicte de vin pour en fournir leur pays, puis quant ilz sont enivrez de la souefvetté du vin, s'enivrent aussy de l'amour du pays où il croit et oublient leur pays, demeurantz en l'autre jusques à la fin de leurz jourz, sans profiter à leur dict pays par la marchandise qu'ilz luy estoient allé quérir.

Combien que ne veuille dire qu'il n'y haie aucuns nomz composez de deux dictions qui ne se peuvent exprimer ès autre langue sans les disjoindre, les exposants toutesfoys par paraphrase, *id est* par motz l'avironnantz; come aussy conseille Cicéron en son traicté de philosophie, qui ne veut pas que Latins tournantz le Grec en leur langage ne facent ce que par desguisement de termination de Grec en autre Grec ès motz simples, mais selon les vocables à touz Latins communs; mais ès vocables composez il le permet, come en cestuy mesme de *philosophie*, que n'est que un seul vocable conjoint et composé de deux, que ne se peut tourner en Latin sans séparation, à cause que *φίλος* en Grec signifie amour ou affection et *σοφία* sapience ou sagesse, pourquoy ne se peut autrement traduire que par ces II vocables desjoinctz : *amor sapientiæ*, amour de sagesse; et ainsy de plusieurs autres, singulièrement les figures grammaticalles et rhétoricales.

Et pour tant ne faut penser que l'on ne puisse devenir sage de présent, ni haie on [été] par le passé, sans l'intelligence du Grec et Latin, imaginant que les artz et sciences ne soient provenues d'autres payz. Les gymnosophistes n'estoient Grecz ni Latins, ains Indiens, différentz en parler, de langue aussy bien come en couleur de persone, ès deux dessus nomez; et ce néantmoins estoient de celle sagesse que Platon mesme, le prince des philosophes Grecz, se humilia de aller à grandtz fraiz et paine vers eux pour apprendre leurz enseignementz. Les Druides et Samothraces, philosophes et sacrificateurz de Gaule, n'estoient ilz pas sçavantz sans les langues Greeque ni Latine? Voiez ce que touz historiographes en dient. Ceey dy-je pour un tas de mignartz se glorifiantz, pour v ou vi motz de Latin qu'ilz sçavent, qu'ilz tiennent pour veaux ou asnes, touz ceux, quelz sçavantz qu'ilz soient, qui, parlantz en Latin,

choppent quelquefois en quelque mot sentant sa patria, quelque bone et véritable sentence que sorte de leur bouche; non considérantz que Dieu par nature ha constituez les vocables pour les choses, non les choses pour les vocables; jaçoit ce qu'ilz soient esté contrainctz espuyser de eux la pluspart de ce qu'ilz sçavent et font ès autres à sçavoir. D'où hont extraict Guérin Veronensis et Donat, la grammaire qu'ilz nous hont laissée, sinon de ce bon home Alexandre de la Ville-de-Dieu assise sus ce mont prochain au lac de Bienne? et toutesfois, après qu'ilz hont de luy receu ce qu'ilz sçavent de bien, ilz se moquent de luy et luy tirent la langue après, l'appelantz barbare, come Plutarque diet que ce jourd'huy fit au jour d'hier, luy disant : « Je suis et tu n'es plus. » L'autre luy diet : « Si je ne fusse esté, tu ne seroies pas. » Aussy si nous bonz homes anciens n'eussent treuvées les artz et les sciences perdues et ensevelies par la fureur des Gothz et autres barbares, et les nous livrées, come les sçaurions nous? Et puis qu'ilz les nous baillent encor un peu souillées de la boue barbarique, si ne les nous faut pas pour ce contemner, ains les en mercier, ne rejectant la robe puy qu'il ha au bord d'icelle aucun relief de la bourbe où elle haura esté gectée par les Barbares.

Si advient encor ceey en la science de théologie; qu'est le pire. Car nous théologiens modernes n'extiment autres théologiens de l'ancienneté, asçavoir des apostres ou de ceux qui fleurirent non longtemps après eux, come Cirille, Basile, Origènes, Grégoire, Ambroise, Augustin, Hiérosme et semblables, rejectantz l'Escot, le maistre des sentences, S. Thomas d'Aquin et telz autres plus prouches de nostre temps. Si ne leur contredis-je pas en ce qu'ilz préfèrent les autres à eux, mais je ne leur consens pas, s'ilz les veullent totalement rejecter et bannir des escholes théologiennes, en sorte que au temps présent les livres de telles gentz qui hont tant travaillé pour faire cognoistre ès homes ce qu'ilz doivent eslire ou éviter ne servent plus, fors à envelopper des anchouès ou en faire des cartons; combien que encores de nostre temps les gens de sain et profondt jugement ne les hont rejectez ni rejectent, spécialement Martin Luther, come raconte en sa vie Melancthon, qu'il ne mesprisoit pas les docteurz scholastiques, et entre les autres, avoit Ocham en singulière révérence. Mais la pluspart de ce mespris est provenue de la gloire italique, en laquelle les homes de ce pays sont plongez, je ne dis pas jusques au col, mais jusques à la gorge.

Politien, entre les autres, n'eust sceu gouter un vocable, s'il n'eust esté en sucre confiet; et pour ce, insère en ses épistres plusieurs autres que luy ne havoit escriittes, ni autre luy rescriittes, mais de tierz personnages les uns ès autres, et, entre les autres, une que Hermolaus Barbarus

Vénitien escrit au conte de la Mirandole, Johan Picus, là où le dict Barbarus loue le conte Mirandolan de ce que, estant desjà souverain péripathétique et académien, il ne s'estoit pas contenté, mais en brief temps havoit apprises les letres Grecques; mais il le reprend de ce que, après havoir gousté tant délices contenues ès langues Grecque et Latine, il s'est allé souiller en la lecture des docteurz barbares, lesquelz jaçoit qu'ilz soient esté en grande réputation de plusieurs estantz en autorité, et par conséquence en haïans receue non petite utilité, come jadis havoit faict le poète Cherilus d'Alexandre le Grandt, qui nonobstant l'autorité du dict Alexandre n'estoit pas, entre les gentz de bon esperit et sçavantz en son art, tenu fors pour un sot et badin; ainsy advient, disoit il, à ces docteurz barbares esquelz la Germanie abonde, qui, combien qu'ilz soient extimez par grandtz et petitiz ignorantz les bones letres, ne le sont pas par les sçavantz, les jugeant indignes de vivre ni marcher sus terre; met du ranc de ceux là : Averrois, Aubert le Grandt, S. Thomas et d'autres infiniz. A laquelle épistre ne respondt pas le Mirandolan en son nom, mais à celluy des dessus nomez, ainsy :

« Nous havons vescu honorablement et en gentz de bien, o Hermolae, et vivrons encores s'il plait à Dieu, non ès escholes des grammairiens parmi l'ordure des enfantz, mais aux escholes et congrégations des philosophes et en la compaignie des gentz sages et rassiz, où ne se tenoient pas propoz des enfantz de Niobé, du cheval Pegasus, des adultaires commiz par Juppiter et les autres Dieux et telles fabuleuses bagatelles, mais des affaires divins et humains, desquelz nous havons traicté et disputé et les sondez, espeluchez et déclairez si soubtilement que nous havons esté pour ce reputez par aventure difficiles et scabreux, ce que confessons avoir esté, si ainsy est que un home puisse estre trop curieux en la queste de vérité. De quoy si qualcun demande l'expérience, qu'il descende au combat de dispute contre nous, et il cognoistra que, si havons la langue barbare, nostre esperit ne l'est pas, et que Mercure n'a pas du tout abandonné les docteurz que havons suyvi, si que, s'ilz hont esté destituez d'éloquence, ilz ne l'hont pas esté de sapience. De laquelle sapience, tant s'en faut que éloquence se puisse passer, que sans elle elle faict plus de mal que de bien, car vérité est plus désirable nue que avec pompeux acoustrement; car qui tiendra la fille pour bien morigenée que haura ses cheveux entortillez et frisez en passe fillon? Qui extimera la nonnain garder sa virginité qui fera le semblable? Aussy l'on ne sçauroit trouver 11 offices plus contraires que celluy de l'orateur ou parlier et celluy de philosophe. Car quel autre est l'office du dict orateur, parlier ou rhétoricien que de mentir, tromper, décevoir et circonvenir son prochain?

Car vous mesmes confessez que pouvez, toutes et quantes fois qu'il vous plait, faire du blanc le noir et du noir le blanc ; vous vous attribuez la gloire de pouvoir à vostre appetit amplifier, augmenter, appetisser et amoindrir toutes choses. Finalement vous vous ventez par la véhémence de vostre beau parler desguiser et transformer les choses come bon vous semblera, en sorte qu'elles ne se montrent pas en la sorte qu'elles sont par nature, mais telles que les persuadez estre aux pauvres auditez. Conclusion, tout vostre dessain ne tendt fors à décevoir, tromper, mentir, et esblour les esperitz des escoutantz, veu que ce s'esloigne grandement du subject qui estoit en propos, pour tousjours le croistre ou le décroistre et ne laisser jamais tel qu'il est, ains par certains enchantementz de souefves parolles abusez le monde. Mais je voudroie bien sçavoir si les philosophes font ainsy ? lesquels ne s'estudient ni affectionnent à autre, fors à apprendre et enseigner vérité ; de tant s'en faut que toutes gentz s'adonnantz à mignottises et mignardises de parler n'hont envers nous autorité ni crédict, come gentz non se souciantz de livrer le bon, mais de monstrier le beau tant seullement. Et aussy vous voiez que les Saintes Escriptures ne sont pas escrites en langage orné ni mignon, ains come sot et lourdt, à cause qu'il n'est rien de plus impertinent que d'user de langage mignart en l'exposition de vérité. Cecy est le mestier des procureurz et advocatz, non pas de ceux qui ont à traicter des choses célestes et naturelles, et ne faut pas que le cours d'un tel langage trocte par les escholes et académies, ains par les choses publiques où tout ce que se faict et dict s'examine et poise à la balance du commun, esquelles les fleurz poisent plus que les fruictz. Ne sçais-tu pas que tout sollier n'est à tout pied convenable ? Je confesse que le beau parler est une chose fort douce et amiable et allichant ailleurz ; mais en philosophie il n'est bel ni agréable. A un basteleur est bien séant tourner les yeux çà et là, bien dancier, sauter, gambader, bien jouer de souplesse ; mais si un home de conseil ou un philosophe s'essaie de ce faire, y n'i haura persone que ne se donne honte de son honte. Si nous havons une petite fille, jollie, mignone et de bone grace, que die des motz infantiles, il n'i haura persone que n'i prenne playsir et ne la loue ; mais si une femme de réputation s'essaoit de ce faire, qui ne s'en mocqueroit ? Ce n'est pas donc nous qui sommes ineptes, impropres et malséantz, mais ceux qui du temps de caresme exercent les insolences de caresme-prenant, la sepmaine peneuse (1), voire dedans le temple ; ceux qui souillent la gravité philosophique par leurz barbouixes et farces. D'eux nous

(1) C'est-à-dire, pendant la semaine sainte.

pouvons dire, come disoit Sinesius d'un jouvenceau qui se testonnoit, que ce n'estoit que un bardaze. Le semblable nous pouvons dire d'un propos lullinné (?); et pour tant nous aimons mieux que nostre propos soit velu, hérissé, rude et malorné que s'il estoit non seulement marqué d'impurité, mais souspeçoné d'estre bien perruqué; autrement il ne mériteroit seulement estre déposé de l'office de ouvrir le voile de Pallas, mais d'estre chassé totalement de son sacrifice; car entre toutes les choses du monde, elle n'en treuve point de plus malséante en son train, que le propos qui sent sa brasvette ou mignardize. »

« Socrate treuvoit beaux les sollierz Sycioniens qui estoient poliz et mignonz, mais non pas à ses piedz convenables. Aussi ne doivent s'accoustrer d'habit semblable l'home de cour et le philosophe, ni tenir semblable table ni propos; car le philosophe ne se veste sinon par nécessité; l'home de cour ou le citoien pace magnificence. Si le philosophe faict autrement, il ne sera pas tenu pour philosophe, ni l'home de cour pour home civile. Si Pythagoras eust peu vivre sans viande, il se fust bien passé de chouz, desquelz seulz il vivoit; et s'il eust peu annoncer les conceptions de sa pensée par signes de yeux, de visage ou autre moindre que parolle, il se fust du tout abstenu de parler, de tant s'en faut qu'il eust ornée et polie sa parolle. Aussi nous nous devons garder de telz mignartz parlerz, affin que le liseur ne s'arreste au fard de la peau, sans vouloir pénétrer plus avant pour taster de la mouelle et du sang; car nous havons veu plusieurs qui, jaçoit qu'ilz ne dissent chose que valust, ce nonobstant détenoient le liseur à l'entrée de science par une certaine frivolle mélodie, sans le laisser pincer plus outre; en sorte que Masonius disoit de telles gentz, que ce n'estoient pas des philosophes, mais des joueurz de fleustes; et pour tant ne nous doit estre imputé à vice, ce que, si nous eussions faict, nous deussions estre réputez pour vicieux, car nous ne cerchons pas come nous devons escrire. Si nous quérons come c'est, c'est de non ce faire pompeusement ni mignottement; non voulantz qu'elle soit belle, plaisante, délectable, récréative, mais profitable, plaine de majesté et révérence, en sorte qu'elle acquière plus tost majesté que grace par sa douceur et mollice; car nous ne cerchons pas l'applaudissement populaire en un théâtre pour avoir prononcé quelque clause es aureilles bien sonante ou bien adjancée, pour avoir espompi quelque bon rencontre, mais désirons tant seulement l'assistance de peu de gentz qui ne sonnent mot, mais nous escouttantz en admiration de ouir en nous parolles quelque bone chose et d'icelle accrocher quelque chose des secretz de la nature, et l'apporte es homes de la cour, et que ce soit chose si cogneue que l'on n'i puisse contredire

et tellement deffendue que l'on ne puisse plus contre argumenter ; qu'ilz nous haient aussy en admiration come subtilz inquisiteurz, prudentz en discrétion des choses, aguz en contemplation, graves en jugement, dextres à lier nouz propos, faciles à fondre argumentz ; qu'ilz s'esmerveillent aussy de la brevreté de notre stile, de la production de beaucoup de choses grandes, sentences lointaines soubz parolles exposées, que seront pleines de questions et aussy de solutions ; s'esmerveillent de la dexterité qu'est en nous de oster toutes ambiguités, expliquer les douttes, développer les choses enveloppées avec irréfragables syllogismes, confuter le faux et confermer le vray. Par ces tiltres, Hermolae, nous sommes maintenant en extime, crédiet et réputation, et espérons encore rendre la mémoire de nous perdurable. »

« Touchant à ce que tu dis, que nous sommes reputez par le commun, ordtz, villains, sales et marautz, nous ne nous en soucions, extimantz ce redonder plustot à nostre honneur et gloire que à blasme ; car nous n'escrivons pas aussy pour le peuple, mais pour toy et des semblables à toy, suyvantz les anciens qui par couvertures de fables débouttoient les idiots (1) de leurz mystères, et tout espreux (2) les havons couvertes d'escorces amères, affin qu'ilz ne missent la main au plat et souillassent la viande, à la façon de ceux qui veulent cacher leurz trésorz, qui ne font pas ce en lieu éminent, mais parmi les balloieures de la mayson, affin que les passantz ne s'en prennent garde, sinon quelcun qu'ilz extiment digne de le sçavoir. Ainsy font les philosophes qui veulent que leur estude soit au peuple cachée, à cause que au dict peuple n'appartient pas de appuier leurz œuvres seulement, mais de les entendre ; pourquoy ès dictz philosophes seroit malséant escrire chose que fust au peuple plausible, théatral, populaire, finalement que soit accommodé au jugement de la multitude. Mais veux-tu que je te face un pourtraict de notre propos ? La doctrine des philosophes est semblable aux sylènes, qu'estoient images et statues laides, malsades, de face mesprisable par dehors, mais si vous les ouvriez, vous treuviez dedans or, argent, pierres précieuses et choses d'exquise beauté et richesse, en sorte que par dehors estoient bestes et dieux par dedans. Ainsy sont les philosophes. Or tu me diras : quelles oreilles hauroient la patience d'ouïr continuellement d'un parler si rude, si malsonnant, si mal basti de vocables, que le seul parler d'iceux est espouvantable ? Mais y faut que je te responde, o oreille mignarde, quant tu seras parmi des tabourins,

(1) *Ἰδιῶται*, *privati*, *vulgi*, le peuple.

(2) Tout exprès, à dessein.

fleustes, lutz, guinternes et semblables instrumentz de musique. Mais y te faut faire autrement, si veux retourner à toy mesme, à sçavoir c'est de te soustraire et retirer de tout sentement extérieur et forain, et te plonger jusques au plus profondt de ta pensée. Prens à toy les aureilles de Apollonius Tyanien, avec lesquelles, non estant encores du corps entièrement séparé, il ouïoit non pas la harpe du terrestre Marsias, mais celle du céleste Apollo, récitant mélodieusement et en accordt musicien la chanson de l'univers. Si tu goustes donc, avec telles aureilles, les parolles des philosophes, en despit des envieux tu les treuveras plus douces que miel ».

« Mais laissons ces parolles come trop haut s'eslevantes. Y faut conclure que se fascher d'ouïr disputer un philosophe subtilement, pour ce que ce n'est pas élégamment, ne provient d'esperit délicat; tant seulement d'esperit trop mignart, mais trop arrogant; et non plus ni moins que reprendre Socrates disputant du mode de bien vivre, de ce qu'il n'havoit pas bien lie son sollier, mal tirées ses chausses ou mal roignées ses ongles. Cicéron ne requiert pas en un philosophe la monstre de son eloquence, mais des choses qu'il ha à traicter; car (ce personnage signifiant ce : home autant prudent come literé) qu'il est plus expédient à l'home de monstrier plus tost son esperit que son langage et se prendre plus de garde que sa rayson ne face faute que sa langue, et que plus tost haions sçavoir au cueur que à la dicte langue, nous prenantz garde que ni par courroux ne prononcions chose trop aspre et aigre, ni par volupté trop molle; finalement qu'elle ne se desborde point de tempérance naturelle. Ce que craignant, Platon bannit de sa Chose publique touz les poètes, pour ce que, par leurz fabuleux contes des crimes des Dieux, ilz desbauchent le populaire; et donnoit le gouvernement de sa dicte Chose publique aux philosophes, toutesfois avec commination de la paine des poètes, s'ilz commettoient semblable faute ».

« Mais Lucrèce nous dira que jaçoit que les philosophes n'haient besoin de orner leurz traitz de parler doux et plaisant, si est-il expédient adoucir la dreté du langage et dissimuler l'austérité d'icelluy, come quant l'on veut guérir un enfant des verz, luy donnant pour ce une médecine d'aluine (1), et l'attrempe-on avec du sucre pour les garder de sentir l'amertume de l'aluine. Mais je te respondrai sus cela, o Lucrece : Si tu ne livres médecine fors aux enfantz ou au peuple, qui ne se soucient quant tu leur donnerois à boire non seulement d'aluine, mais de droicte poyson, pourveu que ce fust sucré, je te le comporterai; mais à

(1) D'aloès, sans doute.

nous ne faut pas faire ainsy, car nous ne prétendons pas à allécher le peuple, mais le menacer, luy donner à boire aluine, non hypocras. Mais Lactance Firmien confermera encore son propos, disant que la vérité descendra plustot ès esperitz et entendementz des auditeurz, et sera plus ferme et estable, si elle est allumée et acoustrée de beau parler, voire sera agréable ès vieilles gentz mesmes; mais tu erres grandement, o Lactance! car si tu fusses ausy bien exercité à la lecture des Saintes Escrittures come au demène des procez, tu n'eusses pas dict cela, ains eusses ausy bien construittes nouz opinions, come tu havoies destruittes celles des autres. Mais dy moy, qu'esmeut et incite plus fort les pensées que la lecture des Saintes Escrittures? Les parolles de la loy sont rudes, rurales, mais vives, animées, flamboiantes, entrepellantes jusques au fond du cueur et transformantes l'home d'une puissance merveilleuse, mesmement que ne persuadent, mais contraignent et efforcent. Périclès, l'oncle de Alcibiades, estoit un beau parlier et orateur; mais son dict nepveu disoit qu'il ne tenoit pas grandt conte de ses parolles, mais estoit autre quant il ouioit parler Socrates nuement et simplement, voire s'il luy sembloit impropement, il estoit tout ravi et hors de soy, si qu'il estoit contrainct à faire ce qu'il luy commandoit. Mais qu'est-il de besoin d'employer tant de parolles pour preuver une chose si évidente? Si le liseur n'est une beste, il pourra bien cognoistre que d'un parler fardé ne faut attendre que barat et déception ».

« Il y ha III choses que donnent crédit au parlant : sa vie, la vérité de la chose, et la sobriété de la parole. Et pour tant il te faut sçavoir, o Lactance, que ces III choses feront adjouxter foy ès dictz d'un philosophe, s'il est home de bien, si véritable, et s'il s'adonne à stile provenant non du playsant jardin des muses, mais d'une rude et horrible caverne, car Éraclitus dict que là demeure cachée Vérité. Donc, mon ami, parlons amiablement et sans nous affectionner, et examinons ceste matière. Je confesse, diras tu, que sapience est de soy mesme et sans autre une chose vénérable, voire divine, et que n'ha besoin de parement estrange; mais quel mal y haura-il, si l'on y met cela d'avantage? Qui voudra dire que les choses de soy bien séantes, par bel parement ne le deviennent d'avantage? Je te respondrai sus cela que aucunes choses y ha que sont de telle nature, que si t'essaies adjouxter à leur beauté outre son naturel, tu guasteras tout et les enlaydiras, veu qu'elles sont de leur naturel de si bone essence, que on ne les pourroit changer, sinon en empirant. Mayson faicte de marbre n'admeect point de paincture; si tu la veux blanchir, tu ne feras qu'effacer sa beauté. N'est pas notoire que les beaux visages, par fardt s'enlaidissent? C'est

une règle générale que si veux mettre le beau sus le beau, le dessus posé cachera le dessous et ne monstreras fors cela qu'il haura apporté; d'où s'ensuit que ce qu'estoit paravant donne place au nouvellement venu, come dict le commun proverbe que la dernière soupe gecte souvent la première hors de l'escuelle; pourquoy jamais choses nouvelles ne sourviennent aux vieilles sans leur dommage. Pourquoy faut dire que philosophie se baille nue, se monstrant telle quelle aux yeux de touz, s'esjouit de comparoistre en jugement, se cognoissant estre telle que nul la rejectera, et tant plus tu la couvreras, tu couvreras de tant plus sa verité. Elle veut estre pure et noble, sans meslange d'autre chose. Tu ne luy sçauroies adjouxter sans la corrompre, sans la fausser, voire sans la faire autre qu'elle n'est. Elle ne se peut diviser, ni partir; pourquoy ne se faut jouer avec elle par figures ou motz extravaguantz, fritiller ou extravaguer en chose si grave et de telle importance; en laquelle adjouxter ou amoindrir quelque chose est meschansetté ».

« Mais tu me diras : « Nous vous concédons cela et vous dispensons de parler ornement, mais nous vous demandons que parliés au moins Latin, et si ne déclairés la chose par fleurette mentz, que le faictes au moins par vocables à elle propres et compétentz, ce que vous ne faictes pas. Nous n'exigeons pas de vous parole attractive, mais nous n'en voulons pas aussy une orde et sale. Nous ne voulons pas que vostre parler sente son musc, mais aussy qu'il ne sente pas son espaul de mouton; qu'il ne soit pas extimé, mais que aussy ne le rendiez mesprisable. Nous ne cerchons pas qu'il playse, mais nous ne voulons pas aussy desplaise ». Puisque doncques ainsy est, nous t'havons guaigne; tu es révolté de nostre costé. Mais je vandroie bien sçavoir quelle est celle Latinité de laquelle tu fais tant de feste, disant que les philosophes la doivent et ne la paient pas. Come je metz, par exemple, s'il advient à propos de dire : *A sole homo producitur*, « l'home est produit par le soleil », et que les gentz communs dient : *Sol causat productionem hominis*; incontinent nouz Latinistes crieront, A l'arme! a l'aide! la langue Latine est violée; ce mot *causare* n'est pas Latin de langue romaine. Je te le confesse; mais si tu me dis : *Ergo* puisque ce n'est pas Latin, ce n'est pas vray, je te le nie. S'ensuyvroit-il que si un Egyptien disoit une telle proposition en son langage, que pour ce qu'elle ne seroit pas Latine, elle laissast d'estre véritable? car il faut confesser de deux choses l'une : c'est ou non que les vocables sont disposez à la voulenté des homes, ou sont provenuz par nature. S'ilz sont imposez à l'aventure, qu'est que touz les homes assemblez soient esté en une région d'un tel accordt, que le vocable qu'ilz hauront à une chascune chose donné soit appelé selon

leur statut; de ce hont aussy bien eu puissance ceux que vous appelez barbares de constituer entre eux une règle de parler aussy bone et légitime, come vous la vostre, que vous appelez Latine ou Romaine; ou si ne la voulés appeller Romaine, appellés-la Françoise, Espaignolle, ou Angloise, ou ainsy come vous voudrez. Quant ilz parleront à vous, vous vous mocquerez de eux et eux le feront de vous, ainsy come jadis faisoient les Athéniens entre les Scythes et les Scythes entre les Athéniens ».

« Et voylà pour ampreux de la rayson de l'imposition des nomz ou vocables, s'ilz proviennent par imposition; mais s'ilz proviennent de nature, auxquelz nous devons nous adreecer pour nous informer de leur origine? Ès orateurz ou parlierz, ou aux philosophes, lesquelz seulz sont informez de la nature de toutes choses? Par aventure rayson recevra et acceptera les vocables, que les aureilles rejectent et abhorrent come durz et courtz, come signes et choses plus convenables. Mais tu me diras: Quel besoin estoit renouveler la langue? Escoute, o Hermolae! Cependant que les bons personages feuilloient au ciel les loix et règles de divine pourvoiance, les révolutions de naissance et de définement, les règle et ordre de l'univers, les vertuz des simples, la température des compositions; certes, o Hermolae, ilz ne pouvoient en un mesme temps ce faire et observer les propriétez de la langue Latine, telle que havoit en usage Cicéron, Pline, Apulie et telz autres. Ains s'enqueroient de ce que nature aimoit ou rejectoit; de ce que aux humains estoit agréable ou non agréable, ilz ne se soucioient. Mais je te dis d'avantage que les philosophes ont desjoincte sapience d'éloquence; les historiens, rhétoriciens et poètes, non; ce de quoy se plainet Philostratus. Si tu veux donc que les éloquentz par renommée vivent perpétuellement en honeur et les autres en reprouche, aie garde que tu feras. Cicéron aime mieux une prudence indiserte que une folle éloquence. Nous ne nous informons pas de quelle marque une monnoie est battue, mais de quelle matière et aloy. Qui est celuy qui n'aime mieux le florin d'or bon et de poix de la marque d'Allemagne, que le ducat faux marqué au coing du Pape? Ceux pêchent grièvement, qui mectent dissention entre le cuer et la langue, mais pys est de ceux qui ont langue sans cuer; et aussy Cathon les appelle *mortua glossaria*, id est langues mortes. Nous pourrions assés vivre sans langue, mettez que non à nostre ayse; mais sans cuer seroit impossible ».

« Tu me diras : Celluy n'est pas humain, qui n'a usage de polie littérature; je te répondray : Celluy n'est pas home qui est sans philosophie. La prudence taysante peut profiter; l'éloquence folle, come le glaive

entre les mains d'un enragé, ne peut estre sans dommage. Que dirai-je ? les statues ne sont pas louées par leur façon, mais par leur matière; et si Cherilus entre les Grecz eust aussy bien dict que Homère et Mévius et Bavius entre les Latins que Virgile, ilz seroient aussy bien receuz entre les poètes que ceux-là. Voy-tu pas la disparilité de la semblance ? nous disons aussy cela que la chose se peut extimer par son espèce, non pas son subject; mais quelque chose sera autrement extimée par son espèce entre les poètes, autrement entre les philosophes. Mettez que Lucrèce escrive de Dieu et de sa pourvoiance, et que de ceste mesme matière ce face l'un des nostres, à sçavoir l'Escocet, voire qu'il escrive en carmes come l'autre, mais il sera en ce mal-expert. Lucrèce dira les principes des choses havoir esté le uni et les indiviz, mais Dieu estre corporel, ignorant de nouz affaires, et que toutes choses se font témé-
rairement par la concurrence des petitz corps appelez atomes; mais il dira cela fort élégamment. L'Escocet dira que les choses qui se constent par nature se constent de leur nature et de leur espèce, et que Dieu est un esperit cognoissant tout et pourvoiant à tout; d'avantage ce que, jaçoit qu'il puisse toutes choses, depuis la plus grande jusque à la plus petite et icelles modère, si ne se bouge pas de son repos, mais, come dict le proverbe Grec, il descendt sans descendre. Et dira ce l'Escocet sottement, mais véritablement. L'autre mentira élégamment. L'Escocet philosophera aussy duriotement que l'autre parlera ornément; l'Escocet ne sçaura pas les règles, je ne dy pas des poètes, mais de grammair; l'autre ignorera celle de Dieu et de nature. L'Escocet n'est en son parler que un enfant, parlant toutesfois de choses que l'on ne sçauroit assés louer; Lucrèce est un éloquent, parlant de choses que l'on ne sçauroit assés blasmer ».

Le conte de la Mirandolle faict une telle responce à Barbarus introduisant les philosophes barbares plaidoiantz contre les suppostz des bones lettres, s'excusant toutesfois qu'il ne le faict pas à bon essient, mais pour exercer son esperit, come Marot fit ses coups d'essay, et Claveus, au 1^v^e de la Chose publique de Platon, qui loua injustice, afin que Socrates le reprenant luy enseignast que c'estoit que de justice. Aussy il dict que les vrayz orateurz ou parlierz ne sont pas ceux qui blasment philosophie, mais ce sont un tas de petitz muguetz, perruquetz, affaictiez et glorieux grammairiens, qui, incontinent qu'ilz ont veu 11 ou 111 vocables de la *Cornucopie* de Pérot, ambulent par les compites et transfèrent les undes aquatiques, come dict Rabellays, et font come jadis un jouvencel de nostre pays de Savoye, qui havoit demeuré 111 ou 1111 moyz en France et en oublia son langage; si que, quant il fut revenu,

ne sçavoit plus où estoit la mayson de son père, si que il fut contrainet à donner un fort (1) à un garçon qui le y conduisist : Et estant arrivé pour reapprendre son langage, ne cessoit de rompre la teste à son dict père pour l'interroguer que cecy ou cela vouloit à dire en Savoyen. Finalement un jour foynantz un leur pré, le fils voiant un rasteau à terre couché, dict à son père : « Et cecy come s'appelle-il, mon pere ? » Et ce disant, mit le pied sus la teste du rasteau qui leva la perche qu'ele vint frapper du long du visage, si que le nés luy esclatta et en sortit sang à randon ; et lors il luy souvint de son langage, et dict : *En si Dei despei du rasté!* Car douleur et hipocrisie ne peuvent repairer ensemble. Aussy ces glorieux, incontinent qu'ilz sçavent un peu de Latin, oublient leur langage, et ne leur est savoureuse parolle si elle n'est en Latin confitte, disputent entre eux des vocables sans havoir des choses soucy, jusques à se cracher les uns aux visages des autres, à se donner des coupz de poingz. Du nombre desquelz estoit bien notre Politien, qui ha cecy mis en avant ; car quel tumulte dreça-il contre Merula ? Certes tel qu'il faillut que le conte Loys Sforza s'en meslat pour les descombattre ; ce que n'eusse faict moy si fusse esté en sa place, ains les eusse faictz despouiller nudz, et combattre leur querelle à belles estrivières. Le semblable fit aussy bien Pérot, évesque Sispontin, contre Domitien Calderin et plusieurs autres.

(1) Monnaie du pays.

8 Feb. 1563.

FINIS.

REQUÊTE

EN FAVEUR

DES BOUQUINISTES.

1697.

L'industrie de l'imprimeur et le commerce du libraire étaient soumis jadis à d'anciens usages qui restreignaient fort la liberté, mais qui avaient aussi leurs effets salutaires.

Ainsi le public ne se plaindrait pas de voir renouveler ces règlements du dix-septième siècle (1), renouvelés eux-mêmes d'un édit de Charles IX (2), qui enjoignaient aux imprimeurs de Paris d'avoir l'œil à ce que « les livres qui seront sous les presses soient sur de beau et bon papier, et en bons caractères qui ne soient pas usés. » Ne sait-on pas que des librairies placées dans le voisinage des collèges s'alimentent souvent par des larcins d'écoliers? Le parlement avait rendu, le 27 juin 1577, un arrêt qui fut souvent renouvelé depuis, sous forme d'ordonnance de police ou d'édit, et par lequel il était « défendu à tous libraires ou imprimeurs, et à tous autres, d'acheter aucuns livres, vieux parchemins ou papiers, des enfants ou serviteurs des autres libraires et imprimeurs, des écoliers, des domestiques, laquais ou autres personnes inconnues, sans le consentement par écrit de leurs pères, maîtres, régens ou pédagogues, à peine de pareille punition que les recéleurs ou larrons, de confiscation desdits livres et d'amende arbitraire (3). » Si, au-

(1) Saugrain, *Code de la librairie et de l'imprimerie de Paris*, 1744, in-12, pag. 90 et 91.

(2) *Ibid.*, p. 276.

(3) *Ibid.*, p. 80 à 85. — Il est vrai qu'à cet égard le désordre était plus grand autrefois qu'il ne l'est aujourd'hui. On lit dans une ordonnance de police du 31 octobre 1725 : « Sur ce qui nous a été remontré, qu'au préjudice des défenses portées par les sentences de police, et notamment par celle du 14 décembre 1703, plusieurs femmes s'assemblent au-devant et aux environs des collèges aux heures que les écoliers y entrent ou en sortent, pour leur vendre des fruits, sucreries, pâtisseries, et autres choses de pareilles espèces; que la plupart de ces femmes sont dans l'usage criminel,

jourd'hui, vous voulez vendre chez un bijoutier un objet de cinq francs ou de moins encore, l'acheteur est obligé d'inscrire le détail de cette opération sur ses livres, sous peine de 300 fr. d'amende, ou de punitions plus graves en cas de récidive; mais à un libraire vous pouvez vendre pour 10,000 francs de manuscrits et d'autographes, sans qu'il soit tenu d'en conserver la moindre trace. Cela arrive tous les jours. Cela n'arrivait pas autrefois; du moins on y avait pourvu par des règlements qui enjoignaient aux acheteurs de vieux livres, papiers et parchemins, de tenir scrupuleusement registre de leurs achats, et de faire remettre à M. le lieutenant général de police les objets qui leur seraient présentés et qui leur inspireraient des soupçons (1).

À côté de ces utiles prescriptions étaient en vigueur d'autres règlements commandés surtout par le besoin de protéger le monopole de la corporation des libraires, et que nous ne devons nullement regretter. Ainsi l'une des grandes lois de la librairie consistait dans la persécution des bouquinistes.

Le temps des Pont-Neufs et des Mazarinades avait été une ère de lustre et de grandeur pour les bouquinistes et étalagistes de Paris. Ils excitèrent la jalousie de la corporation des libraires, et s'attirèrent en même temps l'honneur d'être odieux à la cour. Aussi les libraires obtinrent, en 1649, un règlement qui défendait « à toute personne d'avoir aucune boutique portative ni d'étaler aucuns livres, avec injonction à tous les marchands libraires et imprimeurs, et toutes autres personnes ayant étalage, principalement sur le Pont-Neuf ou ès environs, ou en quelque endroit de la ville que ce puisse être, de se retirer et prendre boutique, à peine d'être châtiés comme réfractaires aux ordonnances, outre la confiscation de leurs marchandises adjudgées au profit du premier qui les dénoncera, sans autre forme ni figure de procès (2). » Cet ordre était fondé sur ce considérant plus superbe que sensé, qu'il fallait « remettre l'imprimerie et la librairie en honneur, et retrancher les choses qui tendent à son avilissement. » Ce règlement, bien qu'une cer-

lorsque les écoliers n'ont point d'argent, de les engager à leur donner en paiement leurs hardes et leurs livres, que même quelques-unes d'entre elles les ont portés non-seulement à voler chez leurs parents, mais souvent leur ont facilité les occasions de se livrer à de plus grands désordres, abus auxquels il est important de remédier; nous faisons très-expresses inhibitions et défenses auxdites femmes, à tous particuliers et autres revendeuses, de s'attrouper, vendre ni étaler aucunes choses, tant à l'entrée que dans les places desdits collèges et rues circonvoisines, à peine de 100 livres d'amende. » (Saugrain, p. 86.)

(1) Voy. Saugrain, p. 85

(2) Saugrain, p. 110.

taine tolérance ait toujours été apportée dans son exécution, fut bientôt confirmé par plusieurs arrêts, et les bouquinistes n'échappaient à la confiscation que par la pitié qu'inspirait l'aspect misérable et d'eux-mêmes et de leurs étalages.

Nous avons trouvé à ce sujet un mémoire rédigé par un bibliophile du dix-septième siècle, qui s'était senti touché de l'infortune de ces obscurs auxiliaires de la littérature. Ce petit écrit fait partie de la collection Baluze (1); il est de la main de Baluze lui-même, et il est peut-être permis de supposer que le savant bibliothécaire de Colbert, ami des livres par état et par goût, est l'auteur même de ce mémoire, que voici :

1697.

Autrefois une bonne partye des boutiques du Pont-Neuf estoient occupées par les libraires, qui y portoient de très-bons livres qu'ils donnoient à bon marché. Ce qui estoit d'un grand secours aux gens de letres, lesquels sont ordinairement fort peu pécunieux.

Les libraires de la rue Saint-Jacques firent pour lors de grandes instances pour empescher qu'on ne continuât ce trafic, et enfin ils en vinrent à bout dans le temps des guerres de Paris sur la fin de la minorité du Roy (2).

Les pauvres libraires qui n'ont pas moyen de louer des boutiques ont tasché de gagner leur vie en estallant des livres de peu de conséquence sur les quays et sur les rebords du Pont-Neuf.

Ces livres sont de vieux fonds de magasins de libraires, qu'on ne leur demande pas, le fretin (qu'ils appellent parmy eux *cari-mara*) des bibliothèques, la desponille de quelque pauvre prestre décédé, de meschants paquets achetez aux inventaires, tous livres qu'on n'ira jamais demander dans les boutiques de libraires.

Cependant on se sert de ce prétexte pour empescher ces pauvres gens de continuer leurs estallages, parce, dit-on, qu'ils empeschent qu'on ne visite les boutiques de libraires; ce qui est très-faux. Car on ne trouvera pas à ces estallages des livres de conséquence, pour lesquels avoir il faut nécessairement aller chez les grands libraires.

(1) Bibl. nat., mss., collect. Baluze; Arm. incert., pag. V, n. 5-6.

(2) Cette date se rapporte assez bien au règlement de 1649.

Aux estallages on trouve de petits traitez singuliers qu'on ne connaît pas bien souvent, d'autres qu'on connoit à la vérité, mais qu'on ne s'avisera pas d'aller demander chez les libraires, et qu'on n'achette que parce qu'ils sont à bon marché; et enfin de vieilles éditions d'anciens auteurs, qu'on trouve à bon marché et qui sont achetez par les pauvres, qui n'ont pas moyen d'acheter les nouvelles.

En cecy il faut considérer autant pour le moins l'intérêt des gens de letres que celui des libraires, et que ce ne sont pas ceux ordinairement qui ont le moyen d'estudier qui estudent, mais bien ceux qui n'ont pas le moyen d'estudier, c'est-à-dire les pauvres. Pline l'a dit, il y a longtemps : *Amat studia, ut solent pauperes*. De sorte que si on leur ôte le moyen d'acheter des livres à bon marché, on perdra de bons esprits, qui pourroient devenir habilles gens et faire honneur au royaume par la facilité qu'ils auroient d'estudier.

Les libraires ne sont establis que pour le service des gens de letres; ce qui doit obliger les magistrats à s'opposer à leur avarice, de crainte que la cherté des livres, qui est toujours chez les grands libraires, ne ruine la littérature. Ils doivent servir également les pauvres et les riches. Ils peuvent vendre chèrement aux riches, à la bonne heure. Mais ils doivent donner à bon marché aux pauvres; et c'est ce qu'ils ne font pas et ne feront jamais.

On dit encore contre ces pauvres gens que, sous ce prétexte, ils distribuent des livres de contrebande. Ce qui est très-faux, et peut estre attesté faux par beaucoup d'honestes gens qui avoient accoustumé de s'arrester aux estallages.

Il a plus esté vendu de livres de contrebande dans la rue Saint-Jaques qu'il n'a esté vendu de vieux bouquins aux estallages. C'est ce qui est certain.

Mais quand mesme il seroit vray, ce qui n'est pas, que ces pauvres gens débitoient des livres de contrebande, le remède dont on se sert ne peut pas empescher ce commerce. Car ceux qui le font portent les livres dans leurs poches et sous leur manteau, et les vont distribuer dans les maisons où ils ont leurs habitudes. Cella est de notoriété publique.

On dit encore contre ces pauvres gens que lorsque quelque valet ou autre a desrobé quelque livre, il les leur porte pour le vendre, ce qui est très-préjudiciable au public. A cella on res-

pond que ce remède n'empêchera pas ce mal ; car on porte esgallement ces sortes de livres aux marchands qui sont sur le quay des Augustins. Outre qu'il ne faut pas oster la liberté de vendre séparément quelques livres, [y] ayant de pauvres gens qui sont obligez dans leur nécessité de vendre leurs livres peu à peu pour subsister.

Ainsy il semble qu'on devroit tolérer, comme on a fait jusques à présent, les estallages, tant en faveur de ces pauvres gens qui sont dans une extrême misère, qu'en considération des gens de lettres, pour lesquels on a toujours eu beaucoup d'esgars en France, et qui, au moyen des défenses qu'on a faites, n'ont plus les occasions de trouver de bons livres à bon marché.

Cette plaidoirie n'est pas d'un grand style, mais elle renferme des raisons fort plausibles et qu'on aurait pu admettre, si le monopole de la compagnie des libraires ne s'y était constamment opposé. La requête en faveur des bouquinistes, quel qu'en soit l'auteur, n'eut aucun succès. Après comme avant 1697, le règlement rendu contre les étalages en 1649 fut maintes fois confirmé (1), tantôt par des arrêts, tantôt par des ordonnances du roi ; et toute cette législation prohibitive ne perdit son effet que par l'abolition des jurandes et maîtrises en 1790. Plus heureux qu'en 1697, les gens de lettres peuvent aujourd'hui se réjouir et profiter de la prospérité des bouquinistes, dont le commerce est florissant, il est vrai, mais qui sont bien au-dessous de ce qu'exigeait de ses membres l'ancienne corporation des libraires, où l'on n'avait accès comme apprenti (2) qu'à condition de se montrer « congru en langue latine, et sachant lire le grec ».

(1) Voy. Saugrain, p. 111-122.

(2) *Ibid.*, p. 130.

EXTRAITS

DU

TRÉSOR DES CHARTES.

IV.

EXÉCUTION FAITE A MARMANDE DE PLUSIEURS FEMMES ACCUSÉES DE SORCELLERIE (1453).

Nous poursuivons nos extraits du Trésor des chartes pour servir à l'histoire des mœurs au moyen âge (1). On va voir, dans la pièce suivante, l'un de ces sombres épisodes si fréquents dans la vie des hommes de ce temps-là. C'est une lettre de rémission accordée à deux des consuls de Marmande (Lot-et-Garonne), qui, par leur faiblesse et leur couardise, avaient laissé s'accomplir sous leurs yeux quelques-uns de ces actes de férocité populaire, trop communs alors. Voici le fait en quelques mots :

En 1453, une épidémie exerçait ses ravages à Marmande (Lot-et-Garonne). Le peuple, incapable d'attribuer à des causes naturelles le fléau qui le frappait, devait, comme toujours, en chercher de surnaturelles. Dans ces sortes de cas, la meilleure, ou plutôt la seule explication possible, c'était que le mal était dû à quelque art diabolique ; et dès que ces idées funestes de sorcellerie étaient une fois entrées dans les têtes, on sent quelles scènes pouvaient s'ensuivre à la moindre occasion. Les choses en étaient là à Marmande, quand un habitant de la ville vint se présenter aux consuls : « Messeigneurs, leur dit-il, il y a dans ma maison un homme qui vient de l'Armagnac, où il a vu, en prison, une sorcière, laquelle accuse de sorcellerie une habitante de cette ville, nommée Jeanne Canay. Avisez-y ! » Dans un tel moment, l'avis équivalait à un ordre, et d'ailleurs les consuls de Marmande n'étaient sans doute guère plus rassurés que le reste des habitants contre les pouvoirs mystérieux et funestes. Ils furent donc obligés de se transporter, *le soir bien tart*, au logis de la malheureuse contre laquelle planait la terrible accusation. Ils l'arrêtèrent, et la firent conduire en prison. Au bruit

(1) V. 2^e série, t. IV, p. 506. — Nous rappelons aussi à nos lecteurs l'article publié plus haut, 2^e série, t. III, p. 81, sur les Vaudois du quinzième siècle.

qui se fit, le peuple se mit aux fenêtres et demanda ce que c'était ; on lui répondit que c'était une sorcière : à ce nom redoutable, un cri fatal se fait entendre : « Il n'y a pas qu'une sorcière dans la ville ; il faut les prendre toutes. » Aussitôt on s'arme, on descend dans la rue, on se précipite à la rencontre du baile et des consuls. Ceux-ci, profitant de l'obscurité, s'esquivent au plus vite. Leur fuite devient le signal de l'émeute. La masse populaire se divise en deux bandes, qui, ayant chacune un chef à leur tête, fouillent la ville en tous sens, s'emparent de dix ou onze pauvres femmes, et les traînent en prison au milieu de la nuit. Cela fait, ils forcèrent les consuls de venir parlementer avec eux. On décida que le lendemain on arrêterait encore une femme nommée Péronne de Benville, et qu'on assemblerait le peuple, à son de cloche, pour statuer sur le sort de ces malheureuses.

Jusqu'ici les deux consuls dont il est parlé dans notre pièce paraissent avoir singulièrement molli devant la fureur populaire. Cependant, comme cette Péronne de Benville était la marraine de l'un d'eux, et qu'après tout il était visible que le flot montait toujours, on les voit tenter alors d'y résister. Ce fut bien inutilement ; car le lendemain, au son de la cloche, deux à trois cents personnes se rassemblèrent au prieuré de la ville de Marmande. Le baile et les consuls étaient présents, et malgré leurs efforts, leurs instances et leurs prières, Péronne de Benville fut arrêtée, avec Jeanne Canay. Au reste, toutes ces infortunées furent mises à la question. La force des tourments arracha des aveux à trois d'entre elles, ce qui fit que le baile et les consuls furent contraints de les condamner au feu. L'exécution suivit immédiatement la sentence. Pendant un jour ou deux, les magistrats firent des efforts inouïs pour arracher au moins deux de ces malheureuses, Péronne de Benville et Jeanne Canay, au sort qui les attendait. Mais la colère populaire s'en augmenta, à ce point que le baile lui-même courut risque de la vie. Ces deux pauvres femmes furent donc entraînées par le peuple, et brûlées vives comme les premières. D'autres, qui ne voulurent pas faire d'aveux, furent mises à la torture avec tant de cruauté qu'elles en moururent un jour ou deux après. Il y en eut pourtant de relâchées.

Telle est la scène affreuse que retrace notre pièce. On voit quel rôle y avait joué une portion de la population de Marmande. Maintenant quelle fut la punition ? c'est ce que nous ignorons. Quant aux magistrats dont la déplorable faiblesse avait dû singulièrement empirer les choses, ils furent ajournés devant le sénéchal d'Agen ; on instruisit leur procès, et leurs biens furent saisis. Il est vrai que plus tard ils obtinrent grâce ; mais, au moins, y avait-il eu un commencement de justice.

Le fait s'était passé en 1453, et la lettre de rémission est de l'année 1457. On remarquera que la première de ces dates concorde avec le recouvrement de la Guienne (1). Le rétablissement de l'autorité royale dans cette province s'annonçait donc par une plus ferme application des règles de la justice, puisque deux magistrats eurent à répondre devant elle de la faute grave d'avoir été, dans un moment critique, si fort au-dessous de leurs devoirs. Quoi qu'il en soit, c'est plus qu'on n'aurait le droit d'attendre d'une telle époque, et si peu de temps après tous les maux que la guerre amène à sa suite.

Charles, etc., savoir faisons, etc. Nous avoir receu l'umblé supplicacion de Jehan de Sompère et Jehan de Guinhon, marchans, habitans de nostre ville de Marmende en la sénéchaucie d'Agenez, contenant :

Que en l'an mil cccc LIII, eut grant mortalité et épidémie en ladite ville de Marmende, et tellement que plusieurs personnes y mourroient de l'épidémie. A laquelle occasion se meut grant murmure entre le peuple de ladite ville, disant que ladite mortalité venoit à cause de femmes sorcières, et que en ladite ville en avoit plusieurs qui usioient du dyabolique art de sorceries, et faisoient mourir ledit peuple. Et pour ce que lesdits supplians, avecques autres leurs compaignons, estoient consulz pour icelle année d'icelle ville de Marmende (2), vint à eulx ung nommé Gaubert Chamfré, de ladite ville de Marmende, et leur dist telles parolles en effect et substance : « Messeigneurs les « consulz, il y a ung homme en ma maison qui vient de l'Ar-
« magnac, qui dit qu'il y a une femme sorcière prinse, laquelle
« accuse et dit que Jehanne Canay est sorcière : et pour ce ad-
« visez y. » Et lors lesdits supplians, avec le baille de ladite ville (3), se transportèrent là où estoit ladite Canay, devers le soir bien tart, et la prindrent et mirent en prison, sans aucunes autres informations précédant. Et ainsi qu'ilz la menoient

(1) Quelques années plus tard, Louis XI, passant à Bordeaux, confirma les libertés et franchises de Marmande. Ses lettres à ce sujet sont du mois d'avril 1461.

(2) *Estoient consulz d'icelle ville de Marmende.* Dans une charte de la ville de Marmande, de l'an 1243, conservée dans le Trésor des chartes (J. cart. 306, pièce n. 77), on trouve tous les consuls nommés, au nombre de huit. On y trouve aussi, ce qui est beaucoup plus rare, les noms de deux cent quarante prud'hommes.

(3) Le *baile* ou bailli était l'officier commandant pour le roi dans la ville.

en prison, le peuple de ladite ville sailly aux fenestres, demandant que c'estoit. A quoy aucuns leur respondirent que c'estoit une sorcière qui estoit prinse. Et lors lesdits populaires se eslevèrent, et dirent ausdits supplians et au baille qu'il y avoit plusieurs autres sorcières en ladite ville, et qu'il les falloit prendre; et requirent, eulx armés et embastonnez et tous esmeuz, de nuit, audit baille et ausdits supplians, qu'ilz les alassent prendre. Lesquels supplians, voyant que ledit peuple estoit ainsi esmeu, se absentèrent d'eulx pour ce qu'il estoit nuit, et s'en alèrent à leurs maisons. Et lors lesdits populaires, qui estoient en nombre de deux cens et plus, voyans ce, se divisèrent en deux parties de ladite ville, et firent deux chiefz, et prirent d'autres femmes, jusques au nombre de x ou de xi, et les mirent en prison avecques ladite Canay, tout de nuyt. Et après que lesdites femmes furent prises, lesdits populaires firent venir parler à eulx lesdits supplians, pour veoir que on devoit faire desdites femmes: disans qu'elles estoient sorcières. Et fut ordonné entre eulx que lesdites femmes seroient gardées, et par aucunes gens; et commandèrent lesdits supplians à aucuns de ladite ville qu'ilz les gardassent. Et fut aussi appointé par lesdits populaires que le lendemain l'en prendroit une nommée Péronne de Benville, que l'en disoit aussi estre sorcière, et que on sonneroit une campane pour assembler le peuple de ladite ville, pour veoir comment l'en devoit procéder à l'encontre desdites femmes. A quoy lesdits supplians contredirent et obvièrent de leur povoir, pour ce qu'elle estoit maraine de l'un desdits supplians. Toutesvoies, contre le vouloir d'iceulx supplians, le lendemain se assemblèrent lesdits populaires au prieuré de ladite ville, au son de ladite campane, jusques au nombre de deux ou iii^e personnes, avec lesquels furent lesdits supplians, et fut appointé par lesdits populaires, en la présence desdits supplians et sans leur consentement, que lesdites femmes qui estoient prises seroient géhainnées et mises à la question; et aussi fut appointé par iceulx populaires que ladite Péronne seroit prinse. A quoy aussi lesdits supplians ne consentirent en riens. Et, après ung jour ou deux, lesdites femmes furent géhainnées et mises en question, sans aucune sentence interlocutoire ne autres informations précédens. Par force de laquelle question, ou autrement, une nommée Cachète et une autre nommée Franque Joffre, et une autre nommée Languairande,

confessent qu'elles estoient sorcières et qu'elles avoient usé de l'art de sorcerie , et fait mourir plusieurs enfans. Et pour ce furent condempnées par le baille et autres. Et oppinèrent lesdits supplians que lesdites trois femmes sorcières fussent brulées; ce qui fut fait. Et pour ce que ladite Péronne de Benville et Jehanne Canay ne persévérèrent en ce qu'elles avoient dit en la question, ledit baille ne les condempna ne vouldt condempner à morir; aussi ne furent pas d'opinion lesdits supplians qu'elles morussent, veu qu'elles ne perséveroient pas en leur dite confession; dont lesdits populaires furent très-fort indignez et esmeuz contre lesdits supplians et baille, et vouldrent tuer icelui baille. Et de fait, iceulx populaires prindrent lesdites Péronne de Benville et Jehanne Canay, et les menèrent au feu, et furent brullées comme les autres, contredisans à ce lesdits supplians. Et pour ce que une nommée de Beulaigne, et une autre nommée de Condon, ne vouldrent aucune chose confesser, furent tout géhannées par lesdits populaires, ou de leurs commandemens, présens à ce, et non osans contredire lesdits supplians, que par force de ladite question et géhanne elles morurent ung jour ou deux après. Et les autres femmes qui estoient prinses, après qu'elles furent géhannées, furent relaxées pour ce qu'elles ne confessèrent aucune chose, et sont encores en vie.

Et pour ce que lesdits supplians ont esté présens en la manière que dit est au procès faire desdites femmes, sans y observer aucun ordre de droit et aux autres choses dessusdites, ils ont esté adjornez à comparoir en personne pardevant nostre sénéchal d'Agenoy ou son lieutenant, à la requeste de nostre procureur en icelle sénéchaucie, et leurs biens inventoriez et mis en nostre main; et sont de jour en jour travaillez pardevant nostredit sénéchal pour occasion de ce que dit est, et doubtent encore l'estre de plus en plus, et que on vouldist rigoureusement procéder contre eulx et leurs biens, se nostre grace et miséricorde ne leur estoit sur ce impartiz. Pour ce est il que, Nous, ces choses considérées, etc.

Donné à Montbrison, en Forestz, ou mois de juillet l'an de grace mil cccc lvii, et de nostre règne le xxv^e, soubz nostre séeel ordonné en l'absence du grant. Ainsi signé: Par le Conseil,
Des Vergiers. Visa. Contentor.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

ÉTUDES GERMANIQUES pour servir à l'histoire des Francs, par A. F. Ozanam, professeur de littérature étrangère à la Faculté des lettres de Paris. — Paris, Jacques Lecoffre, 1847-1849, 2 vol. in-8°. Prix : 13 fr.

Sous ce titre général, M. Ozanam a publié deux volumes, dont l'un contient l'histoire des *Germanins avant le christianisme*, l'autre celle de la *Civilisation chrétienne chez les Francs*.

S'appuyant sur un passage de Jornandès souvent attaqué, mais corroboré par le témoignage d'un grand nombre d'écrivains classiques, depuis Dion Cassius jusqu'à Procope, l'auteur établit d'abord la parenté des Goths et des Gètes, et cherche à démontrer l'unité de la race indo-européenne par la comparaison attentive des religions, des lois, des langues et des littératures. Ce remarquable parallèle résume la plupart des excellents travaux, trop peu connus en France, que l'Allemagne a récemment publiés sur ses origines, qui sont aussi les nôtres.

Tout en flétrissant énergiquement la corruption du vieux monde païen, M. Ozanam se garde d'admirer avec Tacite ces mœurs pures et patriarcales des Barbares, décrites avec tant de complaisance par l'historien latin, et encore plus exaltées par l'Allemagne moderne. Il reconnaît, au contraire, les instincts meurtriers des Germanins, si peu propres en apparence à en faire les régénérateurs de la société; mais il nous montre les apôtres de la foi chrétienne, qui, ne désespérant point de ces hommes sanguinaires, préfèrent leur énergie sauvage à la mollesse raffinée des Romains, et les crimes de la barbarie aux vices de la civilisation.

Nous comprenons facilement que l'Église naissante ait cherché avant tout à faire alliance avec ceux qui, disposant de la force matérielle, n'avaient point en eux-mêmes le principe de la force morale; mais nous ne saurions admirer, avec M. Ozanam, l'illusion du patriotisme religieux chez le prêtre inconnu, auteur d'une exhortation à Clovis II, qui loue la douceur de Childebert et de Clotaire, meurtriers de leurs neveux. On n'y peut voir que cette préoccupation constante qui portait l'Église à sanctifier ses défenseurs quels qu'ils fussent, sentiment qui éclate souvent d'une manière si odieuse dans les récits de Grégoire de Tours (1). On conçoit, du reste, que l'auteur se soit laissé entraîner à justifier l'Église, même lorsqu'elle n'est pas justifiable; car, prévoyant qu'on lui reprocherait peut-être d'avoir attribué au christianisme une trop grande influence, il expose dans la préface ses convictions avec tant de franchise et d'éloquence, qu'il se concilie complètement le respect et la sympathie de ceux même qui ne les partagent pas entièrement.

(1) Cf. *Institutions et géographie de la France*, par M. Guérard; *Bibliothèque de l'École des chartes*, 2^e série, t. IV, p. 382.

M. Ozanam nous fait connaître la part importante que prirent à la conversion des Barbares les missionnaires irlandais. Leur amour pour la solitude et leur passion pour les travaux littéraires les rendaient propres à se soumettre à toutes les exigences de la règle monastique la plus sévère, tandis que leur ardeur aventureuse les portait à entreprendre de périlleux voyages pour propager la foi chrétienne. Mais leur vertu rigide effrayait quelquefois les Barbares, si jaloux de leur indépendance, si attachés à leurs coutumes. C'est ce qui fit échouer, en Germanie, les efforts de saint Columban, qui, animé d'un zèle parfois indiscret, choquait les nouveaux convertis par son intolérante austérité. Saint Grégoire, au contraire, parvint à répandre rapidement la religion chrétienne chez les Anglo-Saxons, en recommandant à ses missionnaires de sanctifier les cérémonies des païens au lieu de les abolir, et de laisser subsister leurs temples pour y établir le culte du Christ. Malgré tant d'efforts, des peuples entiers refusaient encore de se convertir au christianisme et de se plier aux usages de la civilisation naissante; mais le pouvoir temporel acheva l'œuvre que le clergé avait entreprise, et Charlemagne sut réduire par le fer ceux que la foi n'avait pas soumis.

Après avoir conduit jusqu'à cette époque l'histoire de l'État et de l'Église, l'auteur examine celle de l'enseignement : il rappelle les efforts de Boèce et de Cassiodore, et nous montre ce dernier encourageant déjà de tout son pouvoir, dans son traité des *Institutions divines et humaines*, les copistes des monastères, à qui tous les grands esprits des temps postérieurs ont prodigué si assidûment les exhortations et les conseils; puis il tire des écrits d'Isidore de Séville et de Fortunat des faits très-curieux, et arrive enfin à l'étude des œuvres du grammairien Virgilius Maro.

M. Ozanam a heureusement dissipé une partie des ténèbres qui entouraient la biographie de cet auteur. Grâce à quelques rapprochements importants et à l'emploi de la clef découverte par M. Quicherat, qui avait établi que, dans le livre de Virgilius, *Troie* signifie *Rome*, et *Rome Toulouse* (1), il a pu fixer définitivement à la fin du sixième siècle les œuvres de ce grammairien, rapportées tantôt au cinquième, tantôt au huitième.

On est étonné du mélange de corruption et de recherche qui caractérise le style de cette école, et plus encore de la longue influence qu'elle exerça même sur les hommes les plus éminents. Non-seulement la latinité bizarre qu'on y enseignait se perpétue chez l'Irlandais, auteur de l'écrit intitulé : *Hisperica famina*, et dans les ouvrages d'Aldhelm, de Clémens et d'Atton de Verceil, mais encore on en retrouve des traces dans ceux de Bède et d'Alcuin.

A ces rapprochements faits avec tant d'érudition par M. Ozanam, on peut en ajouter deux autres, bien moins importants sans doute, mais qui offrent peut-être encore quelque intérêt.

(1) *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1^{re} série, t. II, p. 141.

On trouve dans le catalogue de la bibliothèque de Berne, outre l'indication du manuscrit de Clément cité par Osann et où il est question de l'école de Toulouse, la mention d'un recueil qui, je le crois, a échappé à ce savant critique; il est intitulé : *Liber grammaticus de octo partibus orationis*, porte le n. 522, et se compose surtout d'extraits de Donat, de Priscien et des autres grammairiens anciens. La courte notice qui nous le fait connaître nous apprend qu'on y trouve aussi des passages de Virgilius, et elle en contient quelques-uns qui présentent des variantes propres à éclaircir ou à corriger le texte publié par Angelo Mai.

Enfin, l'ouvrage intitulé : *Thesaurus novus latinitatis*, dont l'auteur inconnu est bien postérieur à tous ceux que nous avons nommés, puisqu'il cite souvent Marbode, mort en 1123, paraît composé suivant les préceptes de l'école de Toulouse. C'est une sorte de glossaire, dans lequel la Grammaire personnifiée enseigne elle-même à ses disciples le sens de chaque mot. Le prologue placé en tête du livre appartient à une latinité tout à fait analogue à celle qu'enseignait Virgilius, et serait souvent complètement inintelligible sans les notes dont il est accompagné; au contraire, les prologues particuliers qui servent d'introduction à chaque partie de l'ouvrage sont écrits dans un style sinon pur, du moins parfaitement clair. L'un d'eux cependant, celui qui précède la lettre F, présente un autre genre de conformité avec les œuvres du grammairien de Toulouse : il renferme des invectives assez violentes contre ceux qui, ne connaissant que la latinité usitée, croient savoir la grammaire. Non-seulement l'auteur de ce glossaire a recueilli un grand nombre de mots qu'on chercherait vainement ailleurs, et qui semblent appartenir à la latinité mystique ou philosophique, mais encore il donne, avec Virgilius, le sens de *custodia* au mot *pus*, et prétend que *corpus* est formé de *cordis pus* (1).

Après nous avoir montré l'enseignement expirant dans les écoles des rhéteurs, l'auteur des *Études germaniques* nous fait assister à son développement dans les monastères, puis nous raconte l'histoire de l'école du palais, qui existait dès le temps des Mérovingiens.

Si notre analyse est quelque peu fidèle, on doit voir que le livre de M. Ozanam renferme une étude approfondie de toutes les grandes questions religieuses, philosophiques et littéraires que présente l'histoire de l'Europe pendant une période d'environ mille années. Les difficultés y sont franchement abordées, et, la plupart du temps, heureusement résolues; s'il y a dans l'ouvrage quelques lacunes volontaires, elles ne portent jamais sur des points obscurs ou difficiles, mais sur ceux que de nombreux travaux ont déjà éclaircis; enfin, et c'est un mérite assez rare pour qu'on s'empresse de le faire valoir, l'élégance du style égale la profondeur des recherches.

C. M. L.

(1) A. Mai, *Auctores classici e codicibus Vaticanis*, t. V, p. 120; t. VI, p. 127.

ANNUAIRE STATISTIQUE DU DÉPARTEMENT DE L'YONNE, *recueil de documents authentiques destinés à former la statistique départementale.* — Auxerre, Éd. Perriquet, 1837-1849, 13 vol. in-8°. Prix : 2 fr. 75 le vol.

Ce recueil ne renferme pas exclusivement, ainsi que son titre pourrait le faire supposer, des documents destinés à former la statistique officielle du département; une partie notable de la publication est consacrée à l'histoire locale, aux sciences et aux arts : c'est de cette partie seulement que nous voulons rendre compte.

L'*Annuaire de l'Yonne*, fondé en 1837 par MM. Reboul et Éd. Perriquet, a, depuis cette époque, paru sans interruption, renfermant chaque année un certain nombre de bons travaux historiques. Les savantes recherches de l'abbé Lebeuf sur l'histoire de l'Auxerrois (1) n'ont pas découragé les collaborateurs de l'*Annuaire*; ils ont publié, tant sur Auxerre que sur les événements dont cette ville a été le théâtre, une série d'articles parmi lesquels nous avons remarqué : *l'Affranchissement de la ville d'Auxerre au douzième siècle*, par M. Gallot (1846, p. 58-106); *le Présidial et le corps de ville, vers la fin du dix-septième siècle*, par M. Lechat (1843, p. 108-127); *le Corps municipal et le bailliage d'Auxerre en 1783*, par M. Challe (1839, p. 331-347); *l'Arrivée et réception de Louis XIII à Auxerre, en 1631*, par M. Lechat (1844, p. 68-79); *l'Arrivée et réception de Louis XIV*, par le même (1847, pag. 146-188); l'histoire des abbayes *Saint-Germain* (1841, pag. 3-37), *Saint-Pierre* (1842, pag. 186-202), par M. Leclerc, et de l'abbaye *Saint-Julien*, par M. Salomon. L'église *Saint-Étienne d'Auxerre* a donné à M. Quantin, archiviste du département, l'occasion de faire trois articles (1846, 1847, 1849) que recommandent des recherches archéologiques, corroborées, la plupart du temps, par les textes et les chartes. Le même auteur a publié, de 1838 à 1845, sous le titre de : *Mémoires pour servir à l'histoire des communes du département*, la monographie des villages ou villes de *Saint-Bris*, *Chablis*, *Cravan*, *Chitry* et *Neuvy*, travail qui, à juste titre, a servi d'exemple et a trouvé dans le département de nombreux imitateurs; aussi l'*Annuaire* contient-il plus de quarante notices historiques sur différentes localités de l'Yonne : on y distingue une histoire de l'abbaye de *Pontigny* (1844), des recherches historiques sur les châteaux d'*Ancy le Franc* (1838), de *Saint-Fargeau* (1839), de *Chastellux* (1840), de *Tanlay* (1841), par M. Chaillou des Barres; une histoire de l'abbaye et de la ville de *Fézelay*, par M. Flandin (1841-1845). Le *Voyage pittoresque* de M. Victor Petit dans l'arrondissement de Sens (1842-1848) est rempli de dessins précieux et de notes archéologiques sur les quatre-vingt-dix localités qu'il a visitées; le *Pagus Tornodorensis*, par M. le Maistre (1845, p. 184-199), est un des articles les plus consciencieux

(1) M. Quantin prépare une seconde édition de l'*Histoire civile et ecclésiastique d'Auxerre*, de l'abbé Lebeuf; le tome I a déjà été publié; Perriquet, Auxerre, in-8°, 1848.

de l'*Annuaire*; il serait à désirer que des travaux analogues fussent faits sur les autres *pagi* qui composent le département de l'Yonne.

Peut-être pourrait-on reprocher aux auteurs de l'*Annuaire* de ne pas recourir assez souvent aux documents originaux, et de se servir trop exclusivement du *Gallia christiana* pour l'histoire ecclésiastique, et du P. Anselme pour l'histoire des fiefs et de leurs seigneurs; mais ce reproche, ils ne le mériteront plus, maintenant que l'*Inventaire des archives historiques de l'Yonne*, par M. Quantin, sur le point d'être terminé, offrira toute facilité pour les recherches historiques. Cet inventaire, dont la première partie, renfermant les archives ecclésiastiques, a été publiée dans l'*Annuaire* (1847-1849), témoigne du soin et de l'ordre qu'a mis M. Quantin dans le dépôt confié à ses soins, ainsi qu'ont pu s'en convaincre tous ceux qui l'ont visité. Il serait bien à désirer que MM. les archivistes des départements suivissent cet exemple, et publiassent aussi des catalogues de leurs archives.

L'*Annuaire* renferme en outre de nombreuses notices biographiques.

En terminant, il faut signaler le soin apporté par l'éditeur, M. Perriquet, qui a enrichi ce recueil de dessins archéologiques, vues de monuments, inscriptions, sceaux, dus au crayon de M. Victor Petit, et a rendu de la sorte cette collection intéressante à tous égards. La nomenclature trop succincte que nous venons de donner des articles contenus dans l'*Annuaire de l'Yonne* suffit cependant pour faire voir que ce recueil doit occuper une des premières places parmi les travaux utiles publiés en province.

L. B.-E.

LETTRE A M. LIBRI au sujet de quelques passages de sa lettre à M. de Falloux, ministre de l'instruction publique, relatifs à la Bibliothèque nationale, par J. Naudet, administrateur général de la Bibliothèque. — Paris, imprim. de Crapelet, 1849; broch. in-8° de 41 pag.

Fidèles au rôle que s'est tracée la Bibliothèque de l'École des chartes pendant le procès qui s'instruit contre M. Libri, nous ne parlons de cette brochure qu'au point de vue des renseignements très-intéressants qu'elle renferme sur la Bibliothèque nationale.

Bien que l'on puisse faire à l'administration des livres imprimés de la Bibliothèque nationale certains reproches qui s'expliquent par l'énorme accumulation de richesses qui s'est subitement faite dans cet établissement pendant la première révolution, il y a loin de ces critiques aux assertions exagérées qui se débitent souvent sur le désordre de ce département de la Bibliothèque et sur les pertes qu'il a subies. On a dit et imprimé récemment qu'il y manquait 50,000 volumes, hyperbole que des écrivains étrangers ont accueillie sans examen et répétée avec emphase. M. Naudet, administrateur général de la Bibliothèque, et avec lui M. Magnin, conservateur au département des imprimés, en démontrant le peu de valeur, et ils le font, ce qui ne gâte rien, avec infiniment de sens, de modération et de bon goût; ils

déclarent que, dans le mouvement de près de 800 volumes par jour qu'exige le service public de la Bibliothèque, il s'est perdu depuis un siècle, soit par des soustractions, soit par suite du prêt au dehors, quelques milliers peut-être de volumes des plus communs et des plus usuels; quant aux ouvrages précieux, ils défont qu'on en désigne 200 qui aient disparu depuis l'année 1720, ou seulement trente que la Bibliothèque ait perdus depuis quarante ans.

Un second point traité avec une égale autorité par M. Naudet est relatif aux doutes que des personnes très-intéressées dans la question cherchent à élever, en alléguant la bonne foi du possesseur, sur la validité des revendications exercées par la Bibliothèque contre les détenteurs d'objets qui lui ont été soustraits. M. Naudet réfute avec force cette opinion, qui a été solennellement condamnée d'ailleurs par un arrêt de la cour royale de Paris du 3 janvier 1846, et conclut sur ce sujet par ces paroles :

« Il est bien établi, depuis l'arrêt du 3 janvier, que la propriété de la Bibliothèque est imprescriptible, et qu'un livre ou un manuscrit, ne portât-il pas l'estampille, si l'on peut prouver, par une circonstance quelconque suffisamment démonstrative, qu'il lui appartenait, sera revendiqué utilement.

« Il est établi, en outre, que les prétentions de la possession de bonne foi ne prescrivent point contre la propriété antérieure de la Bibliothèque, si cette propriété a pu être notoire.

« Objectera-t-on que des livres volés anciennement sont sortis du domaine public? Le droit ne saurait naître du vol, et le temps n'efface point le vice originel de la possession, quand il s'agit d'une propriété originairement inaliénable et imprescriptible.

« Si des échanges et même des ventes ont aliéné des livres du domaine public, ... ces livres sont marqués d'une seconde estampille portant le mot *double*. De plus, les catalogues, les registres de ces ventes anciennes subsistent; les actes d'échange subsistent. Qu'on veuille bien prendre chez nous des informations avant d'acheter; la prétention à la bonne foi vaut la peine qu'on s'en informe. »

M. Naudet ajoute enfin :

« Je le déclare donc très-hautement . . . : je regarde l'arrêt du 3 janvier comme une arme remise en mes mains pour la garde des propriétés de la Bibliothèque nationale, et je suis très-décidé à m'en servir au besoin, non pas à tort et à travers, comme un forcené, un furieux, ainsi qu'on semblerait m'y provoquer malignement. Je n'oublierai jamais que c'est une arme de raison et de justice, qui m'a été confiée pour m'en servir sans excès comme sans timidité. »

Il nous semble que le chef de la Bibliothèque nationale doit rencontrer, dans l'accomplissement d'un devoir si nettement et si sagement compris, l'appui de tous les gens de bien.

LA CATHÉDRALE DE BOURGES, *description historique et archéologique, avec plan, notes et pièces justificatives*, par A. de Girardot et Hipp. Durand. Moulins, Desrosiers ; Paris, Didron, 1849, in-8° de 238 pag.

Nous nous faisons un plaisir de recommander au public ce petit ouvrage. Il a été composé par deux hommes, dont l'un s'est exercé avec succès à la connaissance de l'histoire et des monuments qui s'y rapportent, dont l'autre, architecte distingué, observateur intelligent, est plus à portée que qui que ce soit de discerner les parties diverses d'un ancien édifice, d'en apprécier l'âge, la nature et les qualités. Ces messieurs nous donnent une description bien nourrie de la cathédrale de Bourges, l'une des plus belles cathédrales de France.

Tout le monde connaît, au moins par le dessin, la cathédrale de Bourges, ses proportions grandioses, ses cinq nefs d'inégale hauteur, qui s'étagent de la façon la plus originale, ses magnifiques verrières, ses sculptures symboliques; et ceux qui l'ont vue conviennent de l'effet saisissant qu'elle produit. Faut-il répéter pour cela, après tous les prôneurs du moyen âge, cette phrase vieillie que les auteurs de la brochure que nous signalons ont cru devoir prendre pour leur compte : *les cathédrales du moyen âge ont seules compris et réalisé l'art religieux*? Quelles cathédrales? les romanes ou les gothiques? Et parmi les premières, où faut-il remonter; et parmi les dernières, jusqu'où faut-il descendre? Chaque peuple, chaque époque fait ses monuments religieux selon son génie, son caractère, ses besoins. Selon Fleury, Mabillon et d'autres grands esprits chrétiens, c'est le sentiment des fidèles qui rend religieux les édifices du culte. N'avaient-ils pas raison?

Le travail de MM. de Girardot et Hipp. Durand, quoique reposant sur des bases scientifiques, peut être lu avec intérêt par les gens du monde. Une connaissance approfondie des archives de la ville de Bourges leur a permis de mêler à leurs descriptions des détails historiques nouveaux et curieux. Ils ont donné des renseignements sur les phases que la cathédrale a subies, sur les dévastations qui y ont été faites par les incendies, par les huguenots du seizième siècle, et par les révolutionnaires de 1793. On voit, par un passage qu'ils citent d'un ancien inventaire, combien devait être riche le trésor, aujourd'hui à peu près vide. Les vitraux, dont ils donnent seulement une description sommaire, ont été, comme on sait, dessinés et décrits avec le plus grand soin dans l'ouvrage de MM. Martin et Cahier. Quelques points de l'histoire de la cathédrale de Bourges ont été éclaircis par MM. de Girardot et Durand. Nous signalerons, entre autres, leurs vues sur les portes latérales du onzième siècle, bizarrerie sur laquelle les savants se sont beaucoup exercés.

F. B.

HISTOIRE DE SAINT-MARTIN-DU-TILLEUL, *par un habitant de cette commune*. Paris, Crapelet, 1848, in-8° de 125 pages.

Sous ce titre, accompagné de la devise : *Quærite et invenietis*, M. Auguste le Prevost vient de nous donner un livre instructif et facile à lire.

écrit avec ce goût qui assaisonne si bien les œuvres d'érudition. Il s'occupe d'abord du nom même du Tilleul, du nombre des localités qui l'ont porté, de ses différentes formes, et de l'emploi du tilleul au moyen âge. — Le territoire du Tilleul était habité dès le temps des Romains; deux très-anciens chemins s'y croisent. — Le nom de Saint-Martin-le-Vieux est une forte présomption que ce fut là que s'éleva un des premiers oratoires chrétiens du Lieuvin. — Le Tilleul apparaît pour la première fois dans l'histoire au commencement du onzième siècle : il fut alors assigné en douaire à la duchesse Judith. Rentré dans le domaine ducal, il fut aumôné à l'église de Bocheville par Guillaume le Conquérant. — Des seigneurs de la cour de ce roi s'appelaient Fol-Enfant : l'un d'eux donna son nom au Tilleul-Fol-Enfant. — Le douzième siècle est signalé par une lutte entre les seigneurs laïques et les religieux de Bocheville. Au suivant, les seigneurs du Tilleul se distinguent parmi les bienfaiteurs de Saint-Taurin, du Bec et de la Noë. — Suit l'historique des propriétés possédées sur le territoire de Saint-Martin du Tilleul par les abbayes de Saint-Georges et de Lire. — M. le Prévost termine par une revue des familles qui ont occupé le fief du Tilleul. Dans cette revue brillent les Thibouville : l'un d'eux accompagne le Conquérant en Angleterre; plusieurs autres s'associent aux révoltes de Geoffroi de Harcourt et du roi de Navarre. La touchante histoire de Marguerite de Thibouville s'encadre au milieu des scènes guerrières du règne de Charles V. A l'histoire des seigneurs, M. le Prévost a su mêler l'histoire des paysans. Avec un censier du treizième siècle, il nous met sous les yeux le nom des laboureurs, l'étendue de leurs tènements, et le détail de leurs redevances. Il rapporte les conditions auxquelles les hommes d'une vavassorerie tenaient leur terre, après s'être affranchis, par un rachat, d'un service pénible.

Tels sont, en résumé, les points développés par M. le Prévost. On voit qu'il a su justifier sa devise, et grouper autour du nom d'un petit village de grands et de nombreux souvenirs. L. V. D.

REGISTRES DE L'HÔTEL DE VILLE DE PARIS PENDANT LA FRONDE, *suivis d'une relation de ce qui s'est passé dans la ville et l'abbaye de Saint-Denis à la même époque, publiés pour la Société de l'histoire de France, par MM. le Roux de Lincy et Douët-d'Arcq, anciens élèves pensionnaires de l'École des Chartes.* — 3 vol. in-8°, Paris, 1846-1848, chez Jules Renouard. Prix : 27 fr.

Il n'y a pas d'époque de notre histoire qui ait fourni plus de mémoires particuliers que celle de la Fronde. Les principaux acteurs nous sont connus par les portraits qu'ils nous ont laissés d'eux-mêmes, ou par les confidences de leurs familiers. Le parlement de Paris a eu soin de faire imprimer sa chronique en 1648 et 1651. La publication de MM. le Roux de Lincy et Douët-d'Arcq achève de compléter notre instruction sur la matière, en nous offrant le tableau journalier de ce qui s'est passé à l'hôtel de ville depuis le 26 août 1648, jour des Barricades, jusqu'au 13 octobre 1652, jour où l'as-

semblée reçut la nouvelle de la rentrée du roi. On peut dire que là se révèle le côté sérieux de la Fronde. Ce ne sont plus les propos suspects recueillis dans les antichambres, les récits passionnés de tel ou tel chef de parti que nous donnent les registres de l'hôtel de ville, mais les pénibles travaux d'un corps que la force des circonstances avait contraint à s'emparer du gouvernement. Eux seuls peuvent donner une idée des souffrances éprouvées par la population, en même temps qu'ils apprennent au prix de quels sacrifices des hommes intelligents et dévoués parvinrent à y apporter quelque remède. L'organisation militaire de Paris, l'approvisionnement de la ville, le service des rentes, sont surtout les points sur lesquels les registres abondent en renseignements.

Louis XIV avait ordonné, en 1668, l'anéantissement de tous les papiers et documents publics qui pourraient rappeler le souvenir de la Fronde. Les registres de l'hôtel de ville furent, en conséquence, lacérés et détruits ; mais, entre la promulgation et l'exécution de l'édit, quelqu'un eut le temps de copier les procès-verbaux des années 1648 à 1652, et avec cette copie on composa un volume qui, plus tard, reprit place dans les archives de la ville. C'est ce volume, conservé aujourd'hui aux Archives nationales, qu'ont imprimé dans son entier MM. le Roux de Lincy et Douët-d'Arcq. Ils y ont joint une relation des événements de la Fronde à Saint-Denis et dans le pays environnant, relation qui a tout l'intérêt d'une chronique du moyen âge, et qui montre dans quelle anarchie les environs de Paris restèrent plongés jusqu'en 1652. Elle paraît avoir fait partie d'un registre-journal de l'abbaye de Saint-Denis aujourd'hui perdu, et se trouve revêtue des attestations de tous les dignitaires de cette maison religieuse.

Nous ne saurions trop louer le soin que les éditeurs ont apporté à leur publication. Des tables chronologiques et alphabétiques y rendent les recherches on ne peut plus faciles. D'excellentes notes, puisées dans les mémoires imprimés ou dans les documents manuscrits, éclaireissent à propos, et dans une juste mesure, les passages qui ne pouvaient se passer de commentaires. Enfin, chaque volume se termine par des dissertations où ont été traitées, d'une manière critique, divers points d'histoire ou d'ancienne administration, nécessaires pour l'intelligence des registres. Ces appendices se présentent sous les titres suivants : les Barricades ; les Conférences de Ruel (4 à 11 mars 1649) ; Sur l'approvisionnement de Paris en blé ; Sur les rentes de l'hôtel de ville ; Liste avec notices biographiques des gouverneurs, prévôts des marchands, conseillers de ville, quarteniers et colonels de Paris, qui ont été en fonctions depuis le 16 août 1648 jusqu'au 13 octobre 1652.

MÉMOIRES ET DISSERTATIONS SUR LES ANTIQUITÉS nationales et étrangères, publiés par la Société des antiquaires de France ; tome IX de la nouvelle série. Un vol. in-8° de 470 pag., avec planches et gravures sur bois. — Paris, 1849, au secrétariat de la Société, rue Taranne, 12, et chez Dumoulin.

Volume important dans la série déjà si considérable des publications des antiquaires de France. Les travaux qu'il renferme sont les suivants :

Un mémoire de M. Édouard Biot, membre de l'Institut, sur quelques anciens monuments de l'Asie analogues aux pierres druidiques. — Recherches sur la divinité mentionnée dans les inscriptions latines sous le nom de *Camulus*, par M. Alfred Maury. — Des grandes forêts de la Gaule et de l'ancienne France, par le même auteur ; ouvrage capital, où les données des géographes de l'antiquité ont été combinées pour la première fois d'une manière générale et complète avec les notions contenues dans le répertoire immense des chartes imprimées, dans les histoires locales et dans les vies des saints. — Le prieuré de Saint-Thibaud en Auxois, par M. Jules Marion, notice archéologique sur l'une des plus jolies églises de la Bourgogne, accompagnée de l'histoire du prieuré dont elle dépendait. — Notice sur plusieurs registres de l'œuvre de la cathédrale de Troyes, conservés à la Bibliothèque nationale ; mémoire de M. Jules Quicherat, où sont exposés l'ancien mode d'administration des deniers appartenant à la fabrique, la nature des ressources appliquées aux travaux de construction, et l'historique de ceux qui furent exécutés au bel édifice de Saint-Pierre, entre les années 1372 et 1385. — De la construction de l'église de Notre-Dame de Montbrison, commentaire sur une inscription historique du treizième siècle qui existe dans cette église, par M. A. Bernard. — Notice sur le théâtre antique et les autres monuments historiques du bourg de Moind, anciennement *Modonium* (Loire), par le même auteur. — De la véritable signification des mots *Taulagium* et *Caulagium*, par M. Léon Dessalles. — Notice sur des antiquités gallo-romaines découvertes à Melun en 1847, par M. Grézy. — Recherches sur la lycanthropie, par M. F. Bourquelot, mémoire où l'on a rassemblé des textes curieux de tous les temps et de tous les pays sur une maladie singulière qui joue un grand rôle dans les fastes de la démonologie. — Observations sur quelques constructions romaines dont on a découvert les fondations à Saint-Cernin (Corrèze), par M. Limousin. — Mémoire sur les monnaies antiques frappées dans la Numidie et dans la Mauritanie, par M. A. Duchalais, première partie d'un travail sur une branche importante et jusqu'ici assez négligée de la numismatique. L'auteur, en rattachant à la Numidie une suite de monuments mal classés avant lui, a fait reculer jusqu'à Massinissa l'histoire monétaire, qui ne commençait qu'à Juba I^{er}.

ESSAI SUR L'HISTOIRE DE LA COSMOGRAPHIE ET DE LA CARTOGRAPHIE pendant le moyen âge, et sur les progrès de la géographie après les grandes découvertes du quinzième siècle, pour servir d'introduction et d'explication à l'atlas composé de mappemondes et d'autres monuments géographiques depuis le sixième siècle de notre ère jusqu'au dix-septième, par le vicomte de Santarem. Tom. I^{er}. Paris, Maulde et Renou, 1849, in-8° de LXXXVII et 518 pages. Prix : 8 fr.

La géographie du moyen âge suit de loin le mouvement et les progrès de

l'histoire du moyen âge. Il n'y a pas longtemps encore, tout a peu près était à explorer dans la géographie de cette longue période qui, de la chute de l'empire romain, arrive à la renaissance. Il y avait dans la chaîne de la tradition les anneaux de dix siècles brisés complètement, et, si l'on peut s'exprimer de la sorte, dix générations perdues dans la généalogie topographique. Aussi les savants des derniers temps, qui ont doté l'érudition de si beaux travaux sur la géographie comparée des pays les plus célèbres de l'antiquité, passaient-ils brusquement de Strabon et de Ptolémée à Pococke, à Tournefort ou à M. de Choiseul. La lacune tend aujourd'hui à se combler.

Le temps n'est pas éloigné où l'on pourra apprécier les secours immenses que fournira l'étude de la géographie du moyen âge, pour éclairer et rattacher ensemble l'antiquité aux temps présents. Au nombre des travaux qui auront le plus aidé à ce double résultat et facilité ces reconnaissances historiques, on doit citer particulièrement les mémoires de la Société de géographie de Paris, où se trouvent des éditions fidèles de Marco Polo, de Plan Carpin et des missionnaires du treizième siècle; la traduction d'Édrisi de M. Jaubert, l'édition d'Aboulféda de M. Reinaud, et l'introduction remarquable que ce savant a jointe à la traduction du géographe arabe. Mais M. le vicomte de Santarem aura rendu à la nouvelle science le service le plus éminent par la grande publication qu'il a entreprise. Nous reviendrons plus tard sur l'ensemble de l'ouvrage quand il sera plus avancé; nous devons le signaler dès maintenant aux lecteurs de la Bibliothèque, à propos du premier volume de texte récemment paru.

M. le vicomte de Santarem a formé le projet de publier un recueil de monuments figurés de la géographie du moyen âge : planisphères, cartes générales et portulans particuliers. Possesseur d'une collection déjà considérable de cartes originales, M. de Santarem n'a reculé devant aucune difficulté et (il est juste de le rappeler) devant aucune dépense, pour se procurer les dessins fidèles des cartes existant dans les principales bibliothèques d'Europe. Ces monuments, rigoureusement reproduits dans leurs tracés graphiques et leurs légendes, formeront un magnifique atlas, dont il a déjà paru quelques livraisons. *L'Essai sur la cosmographie et la cartographie* servira d'introduction et de commentaire au recueil.

Rien de semblable n'avait été entrepris encore en aucun pays. Ortelius, Gronovius, d'Anville, Mannert, Gosselin, et la plupart des géographes les plus connus, s'occupant exclusivement de la géographie antique ou de la géographie moderne, ont complètement délaissé le moyen âge. Ce qui a lieu de surprendre davantage, c'est l'absence presque totale de notions sur la géographie de cette époque chez les auteurs qui s'étaient donné le devoir de les connaître ou de les rechercher par la nature de leurs ouvrages. Ainsi la Martinière et l'abbé de Gourné, auteurs d'Essais sur l'histoire de la géographie, passent sous silence la plupart des travaux et des écrits du moyen âge. C'est à peine s'ils nomment Eustathe, Édrisi et quelques géographes des derniers temps, comme Nicolas Oresme et Oronce

Phinée. Guthrie, en arrivant au cinquième siècle, abandonne l'histoire de la géographie pour la reprendre au quinzième, et traite dans l'intervalle de l'histoire du commerce, trouvant encore plus d'éléments sur ce sujet que sur l'autre. L'essai de Robert de Vaugondy, plus riche de faits, grâce aux travaux de l'abbé Lebeuf sur l'état des sciences au moyen âge, habilement mis à profit, ne fait cependant qu'effleurer quelques questions. Sprengel et Malte-Brun, qui ont recueilli encore plus d'observations, ne donnent eux-mêmes que des aperçus entièrement insuffisants. Les noms de Cosmas Indicopleustes, de Moïse de Chorène, de Paul Diacre, du géographe de Ravenne, les voyages de deux ou trois religieux en Orient, et les écrits de divers géographes arabes, y représentent, en quelques pages, toute l'époque intermédiaire. Après ces travaux, si estimables qu'ils soient, l'histoire de la géographie du moyen âge n'était pas même esquissée, et restait complètement à faire. C'est ce qu'a entrepris M. de Santarem, et l'on ne saurait accorder trop d'éloges à l'étendue des recherches, à la science, à la résolution qu'il a fallu pour commencer une œuvre aussi considérable, dont il y avait pour la première fois à réunir les véritables éléments.

Nous pourrions sans doute exposer plus tard dans ce recueil quelques résultats de ce travail; pour aujourd'hui, nous nous bornerons à faire connaître le plan qu'a suivi le savant auteur. Le volume déjà donné au public se divise en deux parties. La première, consacrée aux cosmographes du moyen âge, expose leurs systèmes ou leurs connaissances géographiques sur la forme et les divisions de la terre, et les théories des zones habitables et inhabitables. De Proclus, Macrobe et Orose au cinquième siècle; Jornandès, Cosmas, Isidore de Séville, Dicuil, Honoré d'Autun et les autres géographes dont l'énumération serait trop longue, aux siècles suivants; Vincent de Beauvais et les savants de tous pays que produit le treizième; Sanuto, Nicolas d'Oresme, Faccio, etc., au quatorzième, M. de Santarem arrive à Pierre d'Ailly, Guillaume Fillastre, Léonard Dati et Jean de Hesse, au quinzième, dont les opinions sont exposées au moyen des textes écrits et des monuments figurés. La deuxième partie du volume est relative aux cartographes, c'est-à-dire aux auteurs, la plupart du temps inconnus, qui ont exécuté ces monuments géographiques, à l'examen de leurs systèmes et des ressources qu'ils ont eues pour la construction de leurs cartes. Bien que cette partie du travail de M. de Santarem soit consacrée seulement aux questions générales de son ouvrage, et que la description des cartes particulières soit réservée pour un autre volume, beaucoup de monuments sont déjà décrits dans ce volume, et le nombre s'en élève à près de cent. On jugera, par cette seule comparaison, de la richesse de l'ouvrage, infiniment supérieure à tout ce qui avait été réuni et écrit jusqu'à ce jour sur la matière. Il est peu de sources où n'ait pénétré l'ardente recherche de M. de Santarem; nous lui signalerons cependant deux cartes marines d'un grand intérêt, qui peut-être ne figurent pas encore dans ses collections. La plus ancienne est conservée aux archives du monastère

de la Cava , près de Naples. C'est une épaisse peau de mouton sur laquelle a été tracé, au commencement du treizième siècle, un portulan pour la navigation de la Méditerranée. L'autre est un atlas de huit feuilles, écrit en 1351, dont l'exécution et les nombreuses indications géographiques sur les côtes du bassin oriental de la Méditerranée témoignent du progrès de la navigation et de la géographie depuis le siècle précédent. Ce précieux monument est conservé à la bibliothèque Laurentienne de Florence, sous le n° 9 des Mss Gaddiani.

M.-L.

CHRONIQUE.

Mai — Juin 1849.

— M. Champollion-Figeac a donné sa démission de professeur à l'École nationale des chartes.

— M. le ministre de l'instruction publique , par trois arrêtés en date du 10 mai, a nommé :

M. J. Quicherat professeur à l'École des chartes, en remplacement de M. Champollion-Figeac ;

M. de Mas-Latrie répétiteur général, en remplacement de M. J. Quicherat ;

M. A. Borel d'Hauterive secrétaire-trésorier, en remplacement de M. de Mas-Latrie.

— M. Léon Lacabane a donné sa démission de président de la Société de l'École nationale des chartes. — La Société, dans sa séance du 7 juin, a élu pour son président M. J. Quicherat, professeur à l'École des chartes, et a remplacé M. Quicherat, comme membre du comité de publication, par M. Amédée Tardieu.

— Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique en date du 12 mai, M. Anatole Chabouillet, premier employé au cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale, a été nommé conservateur-adjoint, en remplacement de M. Dumersan, décédé. — M. Adolphe Duchalais, archiviste-paléographe, a été nommé premier employé, en remplacement de M. Chabouillet.

— L'Assemblée nationale ayant décidé que les places d'auditeurs au conseil d'État seraient mises au concours, le Président de la République a pris, le 9 mai dernier, sur le rapport de M. le ministre de la justice, un arrêté qui règle les conditions de ce concours. On y lit (article 5) que, pour être admis à concourir, les candidats doivent avoir vingt et un ans au moins et

vingt-cinq ans au plus, et justifier de leur qualité de licencié en droit, ès sciences ou ès lettres, ou d'archiviste-paléographe, ou d'élève sorti de l'une des Écoles polytechnique, des mines, forestière ou d'administration, ou enfin d'officier dans les armées françaises de terre ou de mer.

— Les journaux du 22 juin ont publié la note suivante : « M. Alphonse Paillard de Saint-Aiglan, ancien élève de l'École des chartes, ancien magistrat, vient d'être nommé secrétaire particulier de M. le préfet de police à Paris, en remplacement de M. Cailleux, mort récemment du choléra. »

— M. Cl. Dareste, archiviste-paléographe, agrégé de la Faculté des lettres, professeur à Grenoble, a été appelé par M. le ministre de l'instruction publique à la Faculté des lettres de Lyon.

— M. Pierre Varin, qui a professé d'une manière si brillante à la Faculté des lettres de Rennes, et qui devait au mérite de ses travaux littéraires et historiques la place de conservateur qu'il occupait à la Bibliothèque de l'Arsenal, a été prématurément enlevé à la science par le fléau qui règne encore à Paris.

M. le ministre de l'instruction publique a décidé que la place de M. Varin à l'Arsenal serait supprimée.

— Nous avons parlé ci-dessus, pag. 170, des papiers de la secrétairerie d'État. Les archives et la bibliothèque de cet important dépôt sont aujourd'hui réunies aux Archives de la République.

— Dans sa séance publique du 9 mai 1850, la Société archéologique de Béziers décernera un rameau de chêne à l'auteur des meilleures recherches sur un point de l'histoire du Languedoc au moyen âge.

La Société est redevable de ce rameau, qui est d'argent au premier titre, au vif intérêt que lui portent les descendants de Riquet.

Adresser franc de port, à M. le secrétaire de la Société archéologique de Béziers, avant le 1^{er} mai 1850, deux exemplaires du travail présenté au concours. Chaque exemplaire devra porter en tête une épigraphe, qui sera répétée dans un billet cacheté où sera le nom de l'auteur.

— Dans le journal *la Presse* du 1^{er} juin, on lit cette note, qui semble nous présager l'apparition prochaine d'un nouvel ouvrage à joindre à la collection de faux mémoires dont quelques écrivains peu scrupuleux ont enrichi notre littérature :

« Lors des dernières démolitions votées par la ville de Paris pour l'alignement du Marais, on a trouvé près de l'ancien hôtel Carnavalet, au rez-de-chaussée d'une vieille maison, sous les murs séparant la cuisine de l'of-

flée, une cassette de bois vermoulu, contenant des manuscrits en assez mauvais état. Soumis à un examen minutieux, ces papiers semblèrent avoir de l'importance par les grands noms historiques semés dans le texte. En effet, un écrivain patient, parvenu à restituer la plupart des pages altérées par l'humidité, a cru reconnaître, sous le titre de *Ma confession*, la vie intime de Marion Delorme racontée par elle-même. Ce qui donnerait du poids à cette version, c'est que l'hôtel démolí aurait été longtemps habité par Gui-Patin, qui fut, comme on sait, le dernier médecin et le dernier amant de Marion Delorme, d'autres disent même son exécuteur testamentaire. Si le fait se vérifiait, ce serait là une précieuse découverte; on aurait enfin des documents précis sur la célèbre courtisane, dont il n'a été publié que des lettres apocryphes, et l'on pourrait espérer de curieuses et piquantes révélations sur le siècle de Louis XIII. »

— On lit dans le journal *le Voleur*, du 30 juin :

« Nous avons appris avec une véritable désolation que la magnifique collection de manuscrits formée par M. Barrois, ancien député du département du Nord, venait, outre les pertes du même genre que nous avons subies, d'être acquise par lord Ashburnham, l'un des grands seigneurs les plus éclairés de l'Angleterre. »

La désolation du *Voleur* est des plus légitimes. M. Barrois avait employé trente années de soins à former sa collection, qui se composait d'environ huit à neuf cents manuscrits précieux, pour la plupart recueillis dans notre pays, et désormais perdus pour lui.

— On vient d'achever la vente d'une bibliothèque qui mérite, à plus d'un titre, d'être mentionnée dans ce recueil; celle de M. Letronne. Cette collection se composait d'environ 10,000 volumes; le catalogue, qui a été rédigé avec beaucoup de soin par M. Delion, forme un volume in-8° de 398 pages, et comprend 3,184 numéros. M. Letronne n'était pas un bibliophile, mais un travailleur et un savant de premier ordre; aussi ne faut-il pas chercher parmi ses livres ces raretés bibliographiques dont le trait caractéristique est trop souvent d'être, sous le rapport scientifique ou littéraire, d'une complète nullité. En revanche, il n'y manquait aucun de ces instruments de travail qui doivent former le fond de la bibliothèque d'un véritable philologue, d'un antiquaire et d'un historien; ainsi on y trouve tout ce qui a été publié de réellement important sur la grammaire grecque et sur la grammaire latine, jusqu'en 1848; on y trouve toutes les bonnes éditions, *critiques* et *exégétiques*, des auteurs de ces deux langues: mais ce qui faisait surtout la richesse de cette bibliothèque, c'était un nombre très-considérable de monographies, traitant de points particuliers de l'archéologie et de l'histoire ancienne. Il va sans dire que les chapitres du catalogue où ont été réunis les ouvrages ayant pour objet *l'histoire d'Égypte* dans toutes ses branches, la *géographie ancienne*, *l'histoire des arts dans l'antiquité*,

sont de tous les plus riches. Beaucoup de ces ouvrages sont remplis de notes et de corrections manuscrites de M. Letronne, qui en font des volumes d'un grand prix pour la science ; nous citerons, entre autres, un exemplaire de la grande traduction française de Strabon, Paris, 1805-1809, 5 vol. in-4° ; un Strabon de Casaubon, Amsterdam, 1707, 2 vol. in-fol. ; un Étienne de Byzance, Bâle, 1568, in-fol. ; les *Geographi græci minores* de Gail, 1826-1831, 3 vol. in-8° ; Dieuil, *de Mensura orbis terræ*, éd. de M. Walckenaer, 1807, in-8° ; les *Recherches géographiques et critiques* sur cet ouvrage, par M. Letronne, Paris, 1814, in-8° ; *Lettre à M. Schorn, par M. Raoul-Rochette*, 1845, in-8° ; *De la peinture sur mur chez les anciens*, par le même, 1833, in-4° ; *Appendice aux lettres d'un antiquaire à un artiste*, par M. Letronne, 1836, in-8° ; *Pausanias*, traduct. de Clavier, Paris, 1814, 7 vol. in-8° ; *Antiquités grecques du Bosphore cimmérien*, par M. Raoul-Rochette, Paris, 1822, in-8° ; *Trois lettres à M. Letronne sur les papyrus bilingues du Musée de Leyde*, par M. Reuvens, 1830, in-4° ; *Recherches pour servir à l'histoire de l'Égypte pendant la domination des Grecs et des Romains*, par M. Letronne, 1823, in-8°. Ces ouvrages, bien précieux désormais, ont été retirés par la famille du défunt. La vente a produit 23,300 fr. Le dédain que les acheteurs ont montré pour la partie purement philologique, témoigne du peu de faveur que la philologie a jusqu'à présent rencontrée en France. C'est un résultat regrettable. Il faut connaître et étudier les travaux philologiques pour en tirer parti comme M. Letronne l'a fait, et comme l'exprimait la devise qu'il avait adoptée pour l'estampille de ses livres : Γράμματα μαθεῖν δεῖ καὶ μαθόντα νοῦν ἔχειν.

— Les examens de fin d'année auront lieu à l'École des chartes dans les premiers jours du mois d'août. La réouverture des cours aura lieu, comme à l'ordinaire, au commencement du mois de novembre. Nous rappelons aux jeunes gens qui se destinent à l'École des chartes qu'ils doivent se faire inscrire, au plus tard, à cette époque, au secrétariat de l'École, en produisant leur diplôme de bachelier ès lettres.

DES ÉDENATES

ET DE LA VILLE

DE SEYNE EN PROVENCE.

La province des Alpes-Maritimes, remplacée dans la suite par la division ecclésiastique de la métropole d'Embrun (1), se composait primitivement d'un grand nombre de peuples qui habitaient les vallées des Alpes, sur les confins des Gaules et de l'Italie, et qui, maîtres des défilés de cette chaîne de montagnes, conservèrent leur indépendance jusqu'au temps d'Auguste. Treize ans avant l'ère chrétienne, cet empereur réduisit leur pays en province romaine; et afin de perpétuer le souvenir de la soumission difficile de ces tribus montagnardes, il fit graver leurs noms sur un trophée placé en un lieu élevé du chemin qui conduisait de l'Italie dans les Gaules. On voit encore à la Turbie, à quatre lieues vers l'est de Nice, de nombreux vestiges du monument; mais les pierres de l'inscription, employées comme matériaux, ont été dispersées et mutilées, et il en reste fort peu de chose (2). Heureusement Pline l'historien nous en a conservé le texte que voici (3):

IMPERATORI CAESARI DIVI F. AVG. PONTIFICI MAXIMO, IMP. XIII, TRIBUNICIAE POTESTATIS (4) S. P. Q. R. QVOD EIVS DVCTV AVSPICIISQVE GENTES ALPINAЕ OMNES, QVAE A MARI SVPERO AD INFERVM

(1) La province d'Embrun comprenait les diocèses d'Embrun, de Digne, de Senez, de Glandève, de Cimiez ou de Nice, de Vence, et, depuis 1244 seulement, celui de Grasse. Voy. ci-dessous la note 1 de la page 395.

(2) Fodéré, *Voyage aux Alpes maritimes*, 1821, 2 vol. in-8, t. I, p. 31 et suiv.

(3) Plinii *Hist. nat.*, lib. III, cap. 24; t. II, p. 191 et suiv. de l'éd. Lemaire.

(4) Le chiffre est omis dans le texte de Pline. On lit POTEST. XVII dans l'*Italia antiqua* de Cluverius, 1624, 2 vol. in-fol., t. I, p. 64.

PERTINEBANT, SVB IMPERIVM POP. ROM. SVNT REDACTAE. GENTES ALPINAЕ DEVICTAE : TRIVMPILINI (1), CAMVNI, VENOSTES, VENNETES, ISARCI, BREVNI, GENAVNES, FOCVNATES; VINDELICORVM GENTES QVATVOR, CONSVANETES, RVCINATES, LICATES, CATENATES, AMBISVNTES, RVGVSCI, SVANETES, CALVCONES, BRIXENTES, LEPONTII, VIBERI, NANTVATES, SEDVNI, VERVGRI, SALASSI, ACITAVONES, MEDVLLI, VCENI, CATVRIGES, BRIGIANI, SOGIONTII (2), BRODIONTII, NEMALONI, EDENATES, ESVBIANI, VEAMINI, GALLITAE, TRIVLATTI, ECTINI, VERGVNNI, EGVITVRI, NEMENTVRI, ORATELLI, NERSI, VELAVNI, SVETRI (3).

Les savants qui se sont occupés de la géographie ancienne des Gaules, ont fixé avec assez de certitude la position de la plupart des peuples qui figurent dans le dénombrement qu'on vient de lire. Mais plusieurs de ces noms sont restés inconnus, ou n'ont donné lieu qu'à des conjectures plus ou moins douteuses. Il en est un, entre autres, auquel Hadrien de Valois, dans sa Notice des Gaules (4), n'a pas fait les honneurs d'un article, quoiqu'il s'étende souvent beaucoup sur de très-minces localités : nous voulons parler des *Édenates*. Honoré Bouche, qui avait une connaissance approfondie de la chorographie de la Provence, les a placés dans le territoire de Seyne (5), sans donner les motifs de son opinion, et c'est peut-être ce qui explique l'oubli d'Hadrien de Valois. Nous ne venons pas proposer une attribution nouvelle, mais appuyer celle de l'historien de Provence. Il est d'autant plus utile de la défendre, qu'elle semblait abandonnée et qu'elle a été récemment méconnue dans un ouvrage considérable sur la matière.

M. Walckenaer, dans sa Géographie des Gaules Cisalpine et Transalpine (6), met les *Édenates* dans le val d'Egnan et sur la

(1) Sur l'un des débris de l'inscription de la Turbie, on lit : .RVMPILI..., qui ferait supposer la leçon TRUMPILINI. Gioffredo; *Nicæa civitas*, 1658, in-fol., p. 42.

(2) Les anciennes éditions portent *Sontiontii*.

(3) Il est bien démontré que l'inscription du trophée des Alpes-Maritimes était à la Turbie et non pas à Aoste, comme le prétend Guichenon (*Hist. de Sav.*, l. 1, c. 4). La méprise de cet auteur a été relevée par les éditeurs des *Monumenta Patriæ*, in-fol., t. II, col. 152 et 153.

(4) Hadrien de Valois ne parle pas des *Édenates*, et ne mentionne la ville de Seyne qu'accidentellement pour combattre ceux qui prétendent que Seyne est la cité des *Sentii*. *Not. Gall.*, verbo *Dinia Bodontiorum* vel *Sentiorum*, p. 171.

(5) *Hist. de Provence*, in-fol., t. I, p. 104, 105 et 268.

(6) *Géographie ancienne, historique et comparée des Gaules Cisalpine et Tran-*

rivière d'Egnan, au-dessus de Voiron. On va voir que cette position est tout à fait impossible. Le dénombrement du trophée des Alpes n'est point arbitraire, mais conforme à la topographie : les peuples y sont dénommés chacun d'après sa position respective dans les montagnes, en allant du nord au sud ; et la Notice de l'empire a suivi le même ordre pour l'énumération des cités de la province d'Embrun (1). Papon avait déjà fait cette remarque (2), qui aide singulièrement à retrouver les noms antiques sous les noms modernes. C'est pour avoir rejeté ce secours que M. Walckenaer s'est exposé à une grave méprise. Afin que nos lecteurs puissent en juger, nous allons prendre, non pas tous les noms du trophée d'Auguste, ce qui mènerait trop loin, mais seulement quelques-uns de ceux qui précèdent et de ceux qui suivent les *Édenates*.

Les *Uceni* occupaient les vallées de l'Oysans (3); les *Caturiges*, le pays de Chorges et d'Embrun (4); les *Brigiani*, la vallée de Briançon (5); les *Nemaloni*, la vallée de Barcelonnette, autour de Miolans (6); les *Edenates* habitaient le territoire de la ville

salpine, suivie de l'analyse géographique des itinéraires anciens; Paris, 1839, 3 vol. in-8, t. II, p. 39 et 65.

(1) Voici les noms de ces cités, au nombre de huit : *Metropolis civitas Ebredunensium*, Embrun; *civitas Diniensium*, Digne; *civitas Rigomagensium*, Chorges; *civitas Solliniensium*, très-probablement Salines; *civitas Sanitiensium*, Senez; *civitas Glanatina*, Glandève; *civitas Cemenelensium*, Cimiez; *civitas Vinciensis*, Vence. On s'est écarté un peu de l'ordre topographique en nommant Digne avant Chorges, et Salines avant Senez. Toutes ces villes devinrent des sièges épiscopaux, à l'exception de Chorges et de Salines. Voyez, sur la position de Salines, Papon, t. I, p. 92, 93, 105 et 106.

(2) *Hist. de Prov.*, 1777, in-4°, t. I, p. 105.

(3) Hardouin, dans ses notes sur les œuvres de Pline, éd. Lemaire, t. II, p. 191; M. Walckenaer, *Géog. des Gaules*, t. I, 272, et t. II, 65.

(4) M. Walckenaer, t. I, p. 539 et 541; t. II, p. 65.

(5) Hardouin, loc. cit.; M. Walckenaer, t. II, p. 36, 37 et 65.

(6) M. Walckenaer, t. II, p. 37 et 65. — Nous avons omis les *Sogiontii* et les *Brodiontii*, parce que leur position est beaucoup trop contestable. M. Walckenaer (t. II, p. 39 et 65) place les premiers aux environs de Sigonce, sans faire attention que ce village est situé à l'ouest de la Durance, entre Forcalquier et Sisteron, qui n'ont jamais fait partie de la province des Alpes-Maritimes, mais bien de la seconde Narbonnaise; il rejette les *Brodiontii* (t. II, p. 38 et 65) bien loin de là, près du Mont-Brodon, sur les frontières de la Maurienne, sans autre motif qu'une analogie fortuite de noms. Nous aimons mieux croire, avec Hadrien de Valois (*Not. Gall.*, verbo *Dinia Bodontiorum vel Sentiorum*), que *Sogiontii*, *Sontiontii* et *Sentii* sont les variantes ou les corruptions d'un seul nom de peuple; qu'il en est de même des *Brodiontii*, *Bodiontii* et *Bodiontici*. Ces deux peuples étaient voisins et peut-être fondus ensemble, tellement que Digne est la capitale des *Bodiontii*, suivant Pline, et des *Sentii*, suivant Ptolémée

de Seyne, dans le diocèse d'Embrun, sur les limites de celui de Digne (1); les *Esubiani*, près des rivières d'Ubaye et d'Ubayette (2); les *Veamini*, Thorames haute et Thorames basse, dans le diocèse de Senez (3); les *Gallitæ*, entre Allos et Colmars (4); les *Triullati*, non loin d'Alluis ou de Dalluis (5); les *Ectini*, près du Puget-de-Teniers et de la Tinée, rivière qui se jette dans le Var (6); les *Verguni*, Vergons, entre Annot et Castellane (7).

En voilà assez pour montrer que la position attribuée aux Édenates s'accorde très-bien avec celle des autres peuples au milieu desquels ils sont nommés; que, par conséquent, M. Walckenaer a répudié inconsidérément l'opinion de Bouche, pour mettre les Édenates bien loin de leur pays, en leur faisant franchir la Durance et l'Isère. D'ailleurs, le val d'Egnan, situé au nord de Voiron, était sans doute dans le diocèse de Grenoble, qui, de l'avis de M. Walckenaer lui-même (8), faisait partie de l'ancien territoire des Allobroges; il ne peut donc rien avoir de commun avec une nation des Alpes-Maritimes et de la division ecclésiastique d'Embrun.

D'Anville n'a pas commis la même erreur; il s'est contenté d'admettre purement et simplement l'attribution proposée par Bouche; mais nous croyons qu'il a eu le tort de ne pas distinguer les Édenates du trophée de la Turbie des Adanates inscrits sur l'arc de Suse. Les deux inscriptions sont entièrement distinctes par leur nature et leur objet, bien qu'elles soient toutes deux en l'honneur d'Auguste. La première fait connaître les peuples des Alpes-Maritimes, récemment subjugués; la seconde,

C'est donc aux environs de Digne qu'on a chance de rencontrer des vestiges de leurs noms. Hadrien de Valois propose *Bayons* pour les *Bodiontii*. Nous avons cherché inutilement un nom qui convînt aussi bien à l'autre peuple; nous n'avons trouvé que les *Sieyès*, qui, à la rigueur, pourraient dériver de l'ablatif *Sogiontiis*, de même que Séez vient de *Sagiis*.

(1) Honoré Bouche, *Hist. de Prov.*, loc. cit. L'opinion de cet auteur a été admise par le P. Hardouin (Com. sur Pline), par d'Anville (*Not. de la Gaule*), par Papon (*Hist. de Prov.*), par Expilly, dans son *Dictionnaire des Gaules*, et par les éditeurs des *Monumenta Patriæ*, t. II, col. 154.

(2) Hardouin; d'Anville; Papon, t. I, 110.

(3) D'Anville; Papon, t. I, 111; M. Walck., t. II, 33 et 65.

(4) Papon, *ibid.*

(5) Papon, *ibid.*

(6) D'Anville, p. 288; Papon, t. I, p. 112; M. Walck., t. II, p. 33 et 66.

(7) Papon, t. I, p. 112; M. Walck., t. II, p. 41 et 66.

(8) M. Walck., t. I, p. 272.

dediée par le roi Cottius, contient l'énumération des cités cottiennes qui, suivant le témoignage formel de Pline, n'eurent point le déshonneur de figurer à côté des nations vaincues sur le trophée d'Auguste, parce qu'elles avaient fait alliance avec Rome (1). Ces raisons ne permettent pas de confondre les Édenates avec les Adanates. Il est vrai que les Medulli et les Caturiges sont à la fois sur les deux monuments, sans la moindre variante d'orthographe. D'Anville ne voit pas d'autre moyen de résoudre la difficulté résultant de ce double emploi, que de supposer qu'on avait « concédé à Cottius plusieurs des communautés qui se trouvent dans l'inscription du trophée (2). » Mais l'hypothèse et par suite l'explication tombent devant ce fait, que l'inscription de la Turbie, au lieu d'être antérieure à celle de Suse, est postérieure au moins d'un an (3). Il nous semble donc plus naturel de penser que les Medulli et les Caturiges s'étaient soustraits, depuis l'érection du monument de Suse, à l'obéissance du roi Cottius, pour faire cause commune avec leurs voisins ; et qu'Auguste, les ayant soumis, les inscrivit sur son trophée avec les autres nations des Alpes-Maritimes. Notre conjecture mettrait Pline d'accord avec les monuments : en effet, suivant cet auteur, les cités cottiennes, exclues de l'inscription de la Turbie, étaient au nombre de douze, et l'on en trouve quatorze sur celle de Suse (4). Retranchez les Medulli et les Caturiges, et l'État de Cottius se trouve réduit à douze cités. Parmi les douze peuples qui restent, il en est encore, les Adanates, les Egdinii, les Veaminii et les Vesubianii, dont les noms en rappellent d'autres de l'inscription de la Turbie ; mais il n'y a aucune conséquence à tirer d'une pareille ressemblance, si ce n'est peut-être que ces peuplades, qui étaient peu éloignées les unes des autres, avaient

(1) *Non sunt adjectæ Cottianæ civitates XII, quæ non fuerunt hostiles. Plinii Opera*, loc. cit. Voy., pour l'inscription de l'arc de Suse, Muratori, *Th. script.*, t. II, p. 1095, et les *Monumenta Patriæ*, t. II, col. 151.

(2) *Notice de la Gaule anc.*, p. 293 et 294.

(3) L'inscription de Suse est datée de la *xiii^e* année de l'empire d'Auguste, et celle de la Turbie de la *xiiii^e*. Il est difficile d'établir la date précise de cette dernière, à cause de l'omission de l'année du tribunat ; mais il nous suffit de constater ici qu'elle est nécessairement postérieure à celle de Suse. Voy. Cluverius, *Italia antiqua*, t. I, p. 64 ; Muratori, *Nov. Th. inscript.*, loc. cit.

(4) Durandi évite la difficulté en supposant que le texte de Pline est fautif, et qu'il faut lire *xiv* au lieu de *xii*. Voy. *Il Piemonte cispadano antiquo*, Torino, 1774, in-4°, p. 24 et 25.

une commune origine. Rien, du reste, n'est plus ordinaire, chez les anciens comme chez les modernes, que de rencontrer des noms analogues ou même semblables en des lieux différents.

Revenons à la ville de Seyne, et, avant d'établir l'identité de son territoire avec celui des Édenates, montrons ce qu'elle a été autrefois, ce qu'elle est encore aujourd'hui. Les archives de sa viguerie sont modernes, puisqu'elles ne remontent qu'au dix-septième siècle (1); les pièces qui se rapportent à ses annales ont péri ou se trouvent dispersées dans plusieurs villes de la Provence, du Dauphiné, de la Catalogne, du royaume de Naples et du Piémont, à cause des différents seigneurs qui ont successivement possédé le pays. C'est dire assez que nous n'avons ni l'intention, ni le moyen de faire une monographie suivie, qui n'aurait d'ailleurs de l'intérêt que pour les personnes de la localité. Mais nous avons pu recueillir çà et là dans les ouvrages imprimés et aux Archives nationales quelques documents dont l'analyse servira de base à notre discussion. Ces renseignements historiques feront voir, en effet, que l'importance relative de la ville de Seyne pendant le moyen âge et les noms qu'elle a portés ne conviennent pas moins à l'ancienne cité des Édenates que sa situation au cœur de la province des Alpes-Maritimes.

Les peuples mentionnés dans le trophée des Alpes sont trop nombreux pour avoir jamais été bien considérables. En général, chaque vallée avait sa peuplade distincte, dont le territoire ne devait être guère plus étendu qu'un de nos cantons; aussi la Notice de l'empire, rédigée quatre siècles plus tard, ne donne-t-elle pour la même province que huit cités, qui encore ne devinrent pas toutes des chefs-lieux de diocèse. Suivant Gassendi (2), le chartreux dom Polycarpe de la Rivière prétendait qu'il fallait lire *Civitas Sedenensium*, Seyne, au lieu de *Solli-niensium*, Salines, qu'on trouve dans la Notice de l'empire; il ajoutait que Seyne avait eu primitivement des évêques, et alléguait en preuve d'anciens manuscrits qu'il possédait. Mais comme personne ne les a vus et que dom Polycarpe n'a pas une grande réputation d'exactitude, le doute est encore permis. D'un autre

(1) A l'année 1694, d'après le *Tableau général des archives départementales*, publié par la Commission des archives. Paris, 1848, in-4°, p. 209.

(2) *Notitia ecclesie Diniensis*, 1654, in-4°, p. 54.

côté, le père Fournier, jésuite, dans son ouvrage manuscrit intitulé : *Annales ecclesiastici metropolitane ecclesie Ebredunensis* (1), confond aussi la ville de Seyne avec la cité *Solliniensis sive Solingensis* ; par suite de cette confusion, il en fait un ancien siège épiscopal, et soutient que saint Marcellin, l'apôtre des Alpes-Maritimes, y fonda la première église de la contrée après celle d'Embrun. Mais dans la vie de saint Marcellin, publiée par les Bollandistes (2), nous n'avons rien découvert qui justifiait cette double assertion.

Le lieu où le saint vint solennellement consacrer une église et près duquel il fit un miracle éclatant, n'est pas nommé ; seulement la légende dit qu'il était à seize milles d'Embrun, *in sexto decimo a civitate milliario* ; ce qui ne peut convenir à Seyne, qui est au moins à huit lieues. Nous croyons que l'église dont il s'agit fut fondée non loin de la rivière d'Ubaye, appelée alors *Sanctio* ou *Consanctio*, et dont le saint évêque, en nouveau Moïse, divisa les eaux pour faire passer le peuple qui le suivait. Presque aussitôt après avoir franchi l'Ubaye, on rencontre deux lieux très-voisins l'un de l'autre, Saint-Marcellin et Saint-Vincent, dont la position à l'égard d'Embrun s'accorderait beaucoup mieux avec les seize milles de la légende ; il n'est pas inutile de remarquer encore que saint Vincent était le compagnon de saint Marcellin. Nous faisons ces rapprochements sans en tirer de conclusions.

En somme, l'opinion de dom Polycarpe et celle du père Fournier ne reposent pas sur des textes positifs ; mais elles prouvent que l'on était porté à faire remonter l'origine de Seyne aux temps antiques. Si l'on peut soupçonner que cette ville ait eu des évêques particuliers, il est certain qu'on n'en connaît aucun. Elle fut absorbée, de même que Chorges, l'ancienne capitale des Caturiges, dans le diocèse d'Embrun, et dut former l'une des subdivisions, un *pagus minor*, du grand *pagus Ebredunensis* (3).

Cependant, quelques recherches que nous ayons faites, nous n'avons pu encore découvrir un seul texte où il soit question

(1) Bibliothèque nat., suppl. latin, n. 911, in-fol. sans pagination.

(2) *Acta sanctorum*, vigesima die april. Cette vie de S. Marcellin paraît très-ancienne : il y est question du grand Apollon comme encore fort honoré dans les Alpes.

(3) Voy., sur les Pagi majores et les Pagi minores, l'*Essai sur les div. terr. de la Gaule*, par M. B. Guérard, 1832, in-8, p. 47.

d'un district nommé *Edenatensis* ou *Edenensis*, et le premier document sur la ville de Seyne que nous ayons rencontré ne date que du milieu du douzième siècle. Raymond-Bérenger II, dit le Jeune, avait succédé à son père dans le comté de Provence, en 1144, sous la tutelle du comte de Barcelone Raymond-Bérenger, son oncle paternel. Ce dernier fit la guerre en Provence, au nom de son pupille, contre la maison de Baux, s'empara de la ville d'Arles et força les barons du pays à lui faire hommage. Ceux de la basse-Provence jurèrent fidélité au comte dans une grande assemblée tenue à Tarascon, au mois de février 1146, et le serment de ceux de la haute Provence fut reçu à Digne et à Seyne, *in Sedena* (1). Les seigneurs qui jurèrent dans cette dernière ville sont au nombre de vingt-quatre, et l'on retrouve encore aux environs la plupart des fiefs dont ils tenaient leurs surnoms. Il résulte de cet acte d'hommage que le comte de Forcalquier n'étendait point alors son autorité sur le pays de Seyne et de Digne, ou plutôt qu'il ne les possédait que dans la mouvance du comté de Provence.

Un concile provincial fut célébré à Seyne, *apud Sedenam*, le premier novembre 1267. Les prélats de la province d'Embrun, réunis sous la présidence de l'archevêque Henri de Suse, plus connu sous le titre de cardinal d'Ostie, y rédigèrent sur la discipline et les immunités ecclésiastiques douze canons, qui ont été conservés dans le livre des statuts de l'église de Digne et publiés par différents auteurs (2).

Le 5 août 1220, Raymond-Bérenger IV, comte à la fois de Provence et de Forcalquier, octroya à la commune de Seyne le consulat (3), qui lui fut confirmé successivement par Charles I^{er}, Charles II, Robert, Louis, rois de Sicile et comtes de Provence, par la reine Jeanne et enfin, le 18 septembre 1385, par Marie de

(1) *Isti subscripti juraverunt in Sedena*. . . Suivent les noms. Cette pièce, conservée dans le registre *Pergamenorum* de la chambre des comptes de Provence, a été publiée par Papon, t. II, p. 230 et suiv., et par M. Guichard, *Hist. de Digne*, t. II, p. 11 et 12.

(2) Voy. Dom Martenne, *Nov. thes. anecd.*, t. IV, col. 185 et suiv.; Guichard, *Essai hist. sur le Cominalat dans la ville de Digne*, 2 vol. in-8, 1846, t. II, p. 46 et suiv. Ce concile eut lieu le 1^{er} novembre et non le 7 des calendes de novembre, comme l'a imprimé le P. Hardouin, qui met Seyne dans le diocèse de Digne, erreur suivie par le P. Lelong dans la *Bibl. hist. de France*, t. I, p. 448, et t. V, p. 69.

(3) La date de cette concession et des confirmations subséquentes nous est fournie par des lettres patentes de Louis XVI, qui confirment les privilèges de la ville de Seyne. Archives nat., section adm. E, 3497, fol. 333.

Blois, qui, en approuvant elle-même les franchises et libertés des habitants de Seyne, rappelle toutes les concessions de ses prédécesseurs. Ainsi la ville de Seyne avait des consuls dès la première moitié du treizième siècle, et Papon pense que sa commune est bien antérieure, qu'elle doit être mise au rang des municipes, c'est-à-dire qu'elle avait conservé des vestiges de ses antiques libertés municipales, et que les comtes de Provence ne firent qu'ajouter aux droits dont elle n'avait jamais cessé de jouir pendant le moyen âge (1). A défaut de l'acte primordial de concession, qui paraît perdu, nous n'avons pu éclaircir la conjecture de l'historien ; mais, quoi qu'il en soit, il est certain que les magistrats municipaux de Seyne avaient, suivant la charte de confirmation de la reine Marie, des pouvoirs aussi étendus que les consuls des plus grandes cités de la France méridionale. Ils administraient la justice à leurs concitoyens ; ils exerçaient tous les actes de la juridiction volontaire, nommaient les tuteurs, les curateurs, les notaires ; ils décidaient les procès en premier et en dernier ressort, et promulguaient leurs décisions et leurs sentences sans l'intervention d'aucun officier comtal. Une redevance de douze deniers était la seule marque de dépendance que les comtes de Provence se fussent réservée. On voit par là que ces fières populations des Alpes n'étaient pas moins jalouses de leur liberté dans les temps féodaux que sous César, qui s'était contenté de leur imposer un tribut, sans les soumettre à la domination romaine.

Il semble que les dispositions si libérales de la charte de Marie de Blois soient contredites par un document peu postérieur, dont un passage nous montre une cour de justice royale et un notaire royal établis à Seyne (2). Mais il faut observer qu'il s'agit là d'une procédure suivie contre des gens du comte de Savoie ; que le comte de Provence pouvait avoir un tribunal pour juger les nobles, les gens de la campagne et tous les étrangers qui étaient en dehors de la juridiction municipale. Quoique les

(1) *Hist. de Prov.*, t. III, p. 487 et 559. Papon donne en note (*ibid.*) un extrait sans date de la charte de la reine Marie, tirée des archives du roi à Aix. — Les habitants de Seyne produisirent devant le conseil d'État, sous le règne de Louis XVI, une copie de la charte de Raymond-Bérenger, du 5 août 1220. Archives nat., *loc. cit.*

(2) « ...Prout latius constat per processum propterea factum in regia curia Sedene. . . Johannem Bernardi, notarium fidelem regium de Sedena . . . » V. Dupuy, *Traité des droits du roi*, p. 82. La pièce est sans date, mais elle se rattache à des documents de l'année 1400 ; elle est intitulée : « Les choses faites par le comte de Savoye contre les chapitres de la trêve. »

officiers de justice, introduits dans les villes sous un tel prétexte, aient fini par absorber tous les pouvoirs des juges locaux, toutefois, à Seyne, ces empiétements ne durent avoir lieu que plus tard. Au milieu des dissensions et des guerres qui désolaient alors la Provence, on avait grand intérêt à ménager une ville très-forte par sa situation et qui était une des clefs du pays du côté du Dauphiné et du Piémont. Aussi obtint-elle une nouvelle confirmation de ses franchises municipales le 29 septembre 1435, par lettres d'Isabelle, femme du roi René (1).

La commune de Seyne, cantonnée dans ses montagnes, échappait à l'action du pouvoir central et se gouvernait comme une petite république. Elle faisait quelquefois la guerre à ses voisins pour des causes de rivalité personnelle; seulement, quand le danger était commun, les hostilités cessaient, et son alliance était recherchée avec empressement.

En 1388, Amédée VII, comte de Savoie, ayant franchi les Alpes et menaçant la Provence, voulut attirer la ville de Seyne à son parti; d'autre part, les habitants de Barcelonnette lui demandèrent une trêve, et elle consentit à s'unir avec eux, à condition que les bailliages de Digne, de Sisteron et de Castellane entreraient dans la ligue. Quatre ans plus tard, en 1392, elle forma une nouvelle ligue avec le bailliage de Sisteron pour résister à une invasion du terrible Raymond de Turenne. Les pièces où ces faits sont consignés font en même temps connaître que la ville était le chef-lieu d'un bailliage et qu'elle avait, outre ses consuls et des conseillers, un capitaine ou commandant militaire (2).

Seyne avait été précédemment le chef-lieu d'une châtellenie; l'institution de son bailliage paraît remonter à Robert d'Anjou, qui préposa au gouvernement des châtellenies de Seyne et de Barcelonnette des baillis, dont les gages de 50 livres seraient à la charge du clavaire, officier de finances du comte (3). Antoine

(1) Voy. les lettres confirmatives de Louis XVI; Archives nat., *loc. cit.*

(2) « Dominis capitaneo, consulibus et consilio de Sedena, etc. » *Hist. de Sisteron, tirée de ses archives*, par M. de la Plane, 1843, 2 vol. in-8°, t. I, p. 183, 184 et 185. Voyez aussi la lettre en provençal adressée au grand sénéchal par les trois États du bailliage de Sisteron, au sujet de l'invasion de Raymond de Turenne, le 21 mars 1392. Il est question dans cette lettre de la *baylia de Seyna*. *Hist. municipale de Sisteron*, par le même auteur, 1840, 1 vol. in-8°, p. 215.

(3) Voy. Statuta D. Roberti, regis Hierusalem, etc., dans les *Monumenta Patrica*, Augusta: Taurinorum, 1838, in-fol., col. 153 et 154. Le paragraphe est intitulé: De ponendis baiulis in locis castellanix Sedonæ et Barcelloniæ ad gagia clavarii.

de Arena fait connaître les limites du bailliage de Seyne par le dénombrement des communes qu'il comprenait au seizième siècle (1).

« *Lo bayliage de Seyno.* »

« Seino (sic), Auset, Barles, la Breulo, Ubayho, Pontis, Sanct-Vincens, Sellonet, Sanct-Martin-de-Seyno, Montclar, Verdacho, lo Vernet, Pinaudayher. »

Au dernier siècle, on trouve le bailliage remplacé par la viguerie. Sous un nom différent, c'est toujours la même division territoriale, puisqu'elle comprend les mêmes lieux, sauf Pinaudayher, qui ne figure pas dans le dénombrement donné par Expilly (2). La viguerie de Seyne était bornée au nord par le Dauphiné, au sud par la viguerie de Digne, à l'est par la vallée de Barcelonnette et à l'ouest par la viguerie de Sisteron. Comme chef-lieu de bailliage ou de viguerie, Seyne avait le droit de députer aux états de la province. Il y avait dans la ville deux couvents, l'un de dominicains, fondé en 1444, et l'autre de religieux de la Sainte-Trinité, qui ne datait que de 1645 (3).

Pendant les guerres de religion, la ville de Seyne eut beaucoup à souffrir. Elle était devenue le principal boulevard des protestants en Provence, et leur avait été assignée, avec le lieu de Mérindol pour faire leurs prêches, en exécution du traité de paix publié à Paris en 1576 (4). De cette place forte ils se répandaient dans tous les pays environnants, où ils exerçaient de grands ravages. C'est pourquoi le duc d'Épernon, ayant obtenu de l'assemblée des communes les moyens d'en faire le siège, traîna à grand'peine de l'artillerie dans les montagnes presque inaccessibles qui entourent la ville et s'en rendit maître le 4 no-

(1) *Sensuyvent les noms des villes, châteaux et places du pays de Provence*, dans un recueil d'Ordonnances (de François 1^{er}) imprimées à Lyon le xxiii^e jour du mois de may, l'an de grâce mil cinq cens xxxx; petit in-fol. en gothique, en partie sans pagination.

(2) *Dict. hist. des Gaules*, au mot Seyne. — Pinaudayher ne se trouve pas non plus dans les dictionnaires modernes.

(3) Dans le catalogue du couvent des Dominicains, on lisait : *Conventus Sedenæ*. C'est le seul exemple que cite Bouche du nom latin de Seyne. *Hist. de Prov.*, t. 1, p. 104, 105 et 268.

(4) Gaufridi, *Hist. de Provence*, in-fol., pag. 523, 564, 621 et 622; Papon, t. IV, p. 261.

vembre 1586. Les habitants furent fort maltraités (1), et il est à croire que la commune fut alors privée des privilèges dont elle s'enorgueillissait depuis plusieurs siècles ; cependant Louis XIV les confirma le 27 juin 1664 ; Louis XV, au mois de février 1733, et Louis XVI, au mois d'avril 1780 (2). A cette dernière époque, la commune avait un maire à la tête de ses consuls ; mais une pareille nouveauté, empruntée aux communes du nord, était loin de compenser ce qu'elle avait perdu. Le nouveau corps municipal n'était plus que l'ombre de l'ancien ; sa juridiction se bornait à la connaissance exclusive de certains délits de police et à la surveillance des marchés. D'un autre côté, l'antique droit de péage nommé pulvérage, *pulveraticum*, que les habitants de Seyne percevaient sur les hommes, les marchandises et les troupeaux qui passaient par leurs terres, avait été supprimé en vertu d'un arrêt du conseil du 2 septembre 1759 (3). Que restait-il donc de ces belles franchises communales tant de fois confirmées par les comtes de Provence et par les rois de France ? De confirmation en confirmation, elles avaient été s'amoindrissant de plus en plus au profit de la royauté.

Aujourd'hui la ville de Seyne présente encore l'aspect d'une place forte ; elle est entourée de remparts et défendue par une citadelle. Quoiqu'elle possède des fabriques de toiles et qu'elle soit le centre d'un commerce assez considérable de bêtes de somme et de bestiaux de toutes sortes (4), sa population n'est pas de trois mille habitants. Située dans le département des Basses-Alpes et dans l'arrondissement de Digne, sur la route qui conduit de cette ville à Embrun, elle est le chef-lieu d'un canton qui comprend Auzet, Barles, Montclar, Selonnet, Seyne, Saint-Martin-lez-Seyne, Verdaches, le Vernet. Ces huit communes faisaient aussi partie de la viguerie, tant il est vrai qu'il n'y a rien de plus stable que les divisions territoriales dans les montagnes. Seulement, comme le canton eût été un peu trop étendu s'il eût compris tout l'ancien dis-

(1) Les assiégés s'étaient rendus à condition « qu'ils auraient vie et bagues sauvées ; » ce qui n'empêcha pas le duc de faire pendre le ministre la Combe, l'avocat de Merche et le capitaine Arnaud. *Hist. univ.* de J. A. de Thou, t. IX, p. 617, 618.

(2) Archives nationales, *loc. cit.*

(3) Arch. nat., sect. adm., registre E. 2379.

(4) Il y a six foires par an à Seyne.

triet, on s'est contenté d'en retrancher, vers le nord, la Bréolle, Pontis, Ubaye et Saint-Vincent.

Quelque incomplètes que soient les notes qui précèdent, elles fournissent des indications certaines sur l'histoire de Seyne; et, de plus, elles montrent que cette ville s'est appelée en latin *Sedena*, au moins depuis le douzième siècle jusqu'au seizième. Le rapport qui existe entre ce nom et celui des Édenates est incontestable; sauf la désinence, dont il n'y a pas lieu de s'occuper, l'*S* du commencement de *Sedena* fait toute la différence. Or, y a-t-il rien de plus commun que l'addition ou le retranchement de la première lettre des noms de lieux? Si ce fait avait besoin d'être démontré, il serait facile de citer à l'appui une foule d'exemples; nous nous bornerons à un seul, parce qu'il présente mieux qu'une analogie, presque une similitude: une ville célèbre de la Sicile s'est appelée d'abord *Egesta*, puis *Segesta*, en ajoutant un *S* au commencement (1). Ces sortes d'additions et de retranchements sont le résultat, soit d'une confusion produite par la langue parlée, soit d'un besoin d'euphonie. Pour notre cas particulier, il est certain que *civitas Edene*, *pagus Edene*, sonnent dans le langage de même que *civitas Sedene*, *pagus Sedene*; et, comme l'orthographe du moyen âge était ordinairement calquée sur la prononciation, il devenait difficile à des scribes ignorants de discerner de quelle façon ils devaient écrire. D'un autre côté, lorsque la langue provençale s'est formée, les gens du pays ont trouvé dur de prononcer *Anan à Edena*, ou par contraction, à *Eyna*, « Nous allons à Seyne; » et ils ont préféré dire, *Anan à Sedena* ou à *Seyna*. De nos jours encore les campagnards ne disent-ils pas : *Anan à s'At*, à *s'At*, pour dire, « Nous allons à Aix, à Apt? » Et quand ils retournent, ne prononcent-ils pas, par suite d'une étrange confusion, *Venem d'Asaï*? Ce sont ces lettres parasites et les contractions qui font la principale difficulté des anciennes chartes provençales. Ainsi le sentiment de l'euphonie, que le peuple possède à un haut degré, joint à la confusion du langage, a pu incorporer l'*S* au mot *Edena*. Si on demande pourquoi les noms d'Aix et d'Apt n'ont pas retenu pareillement la même lettre, nous répondrons qu'il

(1) La forme *Segesta* n'est pas due aux Romains, qui auraient voulu, suivant Festus, éviter la ressemblance d'*Egesta* avec *egestas*, pauvreté; car on trouve le nom primitif sur des inscriptions et des médailles grecques antérieures à la domination romaine en Sicile. *Voyage en Sicile*, par M. Félix Bourquelot; Paris, 1848, p. 87.

ne faut pas chercher une régularité méthodique dans la formation d'une langue ; que le mot *aqua*, par exemple, a fait Aix, Acqs, Dax, Aygues, suivant les lieux et les circonstances ; qu'il s'est trouvé souvent assez de gens instruits pour se conformer à l'orthographe originelle et la maintenir, tandis que parfois l'usage et l'ignorance l'ont emporté.

Il y a donc lieu de croire que la ville de Seyne s'appelait, dans l'origine, *civitas Edenatum*, ou simplement *Edena*. Mais à quelle époque la forme altérée a-t-elle prévalu ? C'est une question que nous ne pourrions résoudre, faute de documents écrits, si de curieux monuments métalliques ne nous venaient en aide.

Le musée Calvet, d'Avignon, possède un denier et une obole bien conservés, qui ont été trouvés à Rochegude, village situé à trois lieues au nord d'Orange et appartenant autrefois moitié au Dauphiné, moitié au Comtat-Venaissin. Ces pièces faisaient partie d'un trésor d'environ cinq kilogrammes pesant de monnaies du moyen âge, frappées pour la plupart dans le Dauphiné, la Provence ou le Languedoc, et qui avaient dû être enfouies vers la fin du douzième siècle.

Ce denier a été publié en 1841 par M. Cartier dans la *Revue numismatique* (1) ; en voici la description : Croix patée à branches égales, dans le champ ; au pourtour, entre grènetis, ✠ BERTRAND⁹. ; au revers, ✠ COMES : ED⁹NE ; et dans le champ, une rosace à huit feuilles, ou plutôt un soleil à huit rayons. L'obole que M. Requier, directeur du musée Calvet, a décrite dans le même recueil, en 1844 (2), est en tout semblable, sauf que le mot ED⁹NE n'a point de signe abrégatif après le D⁹ du moins dans le dessin. Il est vrai que les deux deniers et les deux oboles qui sont au cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale n'offrent pas non plus de traces d'abréviation (3). D'autre part, la collection de M. Poey d'Avant, receveur des domaines à Luçon (Vendée), contient trois pièces de Bertrand, du même type, savoir : un denier et une obole, provenant aussi du trésor de Rochegude, et qui ne diffèrent pas de

(1) Pages 373 et 374.

(2) Page 127 et pl. V, n° 11.

(3) Voici le poids de ces 4 pièces :

1 ^{er} denier, — 85 centigr.	1 ^{re} obole, — 39 centigr.
2 ^e — — 68	2 ^e — — 34

Les poids les plus forts correspondent aux pièces les mieux conservées.

l'espèce publiée par M. Cartier ; plus un second denier, dont on ignore la provenance, et sur lequel l'abréviation est rejetée après l'N° (1). Ainsi, il existe trois variétés quant au nom de lieu, suivant qu'il est écrit ED'NE, EDN'E ou EDNE.

Le style de ces monnaies, le lieu de la trouvaille, les pièces qui les accompagnaient, tout s'accordait à indiquer qu'il fallait chercher dans la Provence, ou non loin de la Provence, le seigneur qui les avait fait frapper et l'atelier monétaire dont elles sortaient. Parmi les numismatistes, les uns lisaient, avec M. Cartier (2), COMES Et Dux NarbonE, et attribuaient le denier à Bertrand, comte de Toulouse et duc de Narbonne de 1105 à 1112. On sent combien est arbitraire un pareil mode d'interprétation, qui consiste à prendre pour des sigles les lettres d'un mot embarrassant. D'autres voyaient dans le mot ED'NE les éléments de ENDENCIE, Andance. C'était supposer une contraction bien extraordinaire ; et d'ailleurs Andance, village du haut Vivarais, n'a jamais eu assez d'importance pour devenir le chef-lieu d'un comté. Toutes ces explications étaient peu satisfaisantes, et laissaient le champ libre aux conjectures. Nous étions à la recherche d'une interprétation nouvelle, quand le court passage que Bouche a consacré à Seyne nous en suggéra une que nos lecteurs pourront apprécier.

Le mot *Ed'ne* nous paraît légèrement abrégé et non contracté. Le signe qui surmonte le D' tient lieu de la lettre E seulement ; cette abréviation est très-fréquente, et si régulière que l'apostrophe usitée de nos jours n'a pas d'autre origine. Il faut donc lire *comes Edene* purement et simplement, et reconnaître la forme primitive du nom latin de Seyne (3). La difficulté est de savoir s'il a jamais existé un comté de ce nom. L'histoire est complètement muette sur ce point ; mais ce qu'elle apprend, ce qu'apprennent les textes est loin de contredire l'existence d'un tel comté.

Seyne était située dans la haute Provence, sur les limites du

(1) Nous devons ces renseignements à M. Poey d'Avant lui-même, qui nous les a transmis avec la plus grande obligeance.

(2) Année 1841, loc. cit.

(3) M. de Longpérier est arrivé, de son côté, au même résultat que nous, et va publier incessamment son travail dans les *Mémoires de la Société des antiquaires de France*. Nous sommes heureux de pouvoir étayer notre opinion de celle d'un juge si compétent.

Dauphiné, c'est-à-dire dans une contrée dont les seigneurs se sont qualifiés comtes, tantôt de Provence, tantôt d'Avignon, plus souvent de Forcalquier, et parfois de Nice (1). Il n'y a rien de plus obscur que ce qui concerne l'origine et la succession de ces comtes, les limites et les partages de leurs possessions. Après Bouché (2) et Gaufridi (3), Ruffi jeune (4) s'est occupé de débrouiller la matière, et il l'a fait, d'après les textes, avec une grande supériorité de critique. Son travail a été révisé depuis et complété sur quelques points par dom Vaissète (5), qui signale pourtant encore bien des difficultés à éclaircir. Aujourd'hui, la perte ou la dispersion des chartes de la Provence rend la tâche à peu près impossible, et l'on est forcé de s'en tenir aux résultats connus.

On a vu précédemment que les pièces de Bertrand, *comes Edene*, trouvées à Rochegude, avaient été enfouies vers la fin du douzième siècle. Le type, la fabrique et la forme des lettres dénotent qu'elles n'étaient guère plus anciennes, et leur belle conservation témoigne qu'elles n'étaient pas frappées depuis longtemps, quand elles furent retirées de la circulation. Dans tout le cours du douzième siècle, la série des comtes de Forcalquier n'offre que deux Bertrands : le premier avait succédé à Guillaume d'Urgel, son père, en 1129, et mourut en 1150, au plus tard, laissant ses deux fils, Guillaume II ou IV et Bertrand II, maîtres de son vaste comté. Il n'est pas probable que Bertrand I^{er} ait fait frapper les monnaies d'Edène, par la raison qu'étant l'aîné de son frère Guigues, il aurait inscrit son titre de comte de Forcalquier, qui était usité depuis le commencement du siècle, ou celui de comte de Provence, que Guillaume, son fils, ne fit pas difficulté de prendre sur la monnaie dite Guillelmine (6). Quant à Bertrand II, frère de ce dernier, on ignore s'il a eu une monnaie particulière ; on ne sait même pas bien quels étaient ses domaines, ni s'il les possédait d'une manière indépendante de son frère.

(1) Francisco Diago, *Historia de los antiguos condes de Barcelona*, 1603, in-fol., au folio 137, recto et verso.

(2) *Hist. de Prov.*, 1664, 2 vol. in-fol.

(3) *Hist. de Prov.*, 1694, 2 vol. in-fol.

(4) *Dissertations hist. sur les comtes de Prov., de Forcalq., etc.*, in-4°.

(5) *Hist. de Lang.*, t. II, p. 553 et suiv.

(6) Papon, t. II, p. 556 et suiv., pl. I, n^{os} 7 et 12 ; Tobiesen-Duby, t. II, p. 92, pl. XCIII, n^{os} 5, 6 et 7.

Papon cherche à démontrer que , comme puiné, il n'eut aucune part à la souveraineté du comté , conformément au droit d'aînesse qui s'était établi avec l'hérédité des fiefs (1). Mais, dans l'application de cette règle féodale, le fait a souvent contredit le droit. Notre auteur oublie de quelle façon s'était formé le comté de Forcalquier lui-même, qui avait été démembré de la Provence par suite d'un partage de famille , contrairement au principe de primogéniture en matière d'hérédité. Pourquoi ce qui est arrivé à la Provence ne serait-il pas arrivé au comté de Forcalquier ? Après les grandes divisions viennent naturellement les subdivisions. Du reste, la théorie de Montesquieu, sur laquelle s'appuie Papon (2), ne saurait prévaloir contre des documents authentiques qui prouvent que Bertrand a fait acte de souverain. En 1168, il se qualifie *comte*, et donne Manosque avec d'autres terres aux Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem (3). Dans son testament, fait la même année, il s'appelle *comte de Forcalquier* ; il renouvelle ses donations à l'Hôpital , engage Guillaume, son frère, à les confirmer et à y joindre la part qu'il a dans les terres aliénées ; à cette condition seulement, il l'institue son héritier pour le reste de son comté, *de reliquo comitatu meo*. Si Guillaume n'accomplit pas ses volontés, il le prive de son droit d'héritier et dispose de tout ce qu'il a, depuis Sisteron jusqu'aux Alpes, en faveur de Raymond , comte de Toulouse , et depuis Sisteron jusqu'au Rhône, en faveur de ses cousins Guillaume de Sabran, Guiran de Simiane et d'autres parents (4). Cet acte témoigne que les possessions des deux frères étaient bien mêlées, mais non subordonnées les unes aux autres. Il n'est pas inutile

(1) *Hist. de Prov.*, t. II, p. 510 et 511.

(2) Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. XXXI, chap. xxxiii; Papon, loc. cit., p. 109 et suiv. — Dans un acte de 1144, deux frères, Bertrand et Guigues, agissent de concert et se disent l'un et l'autre *comtes de Forcalquier*. Bouche, t. II, p. 138; Louvet, *Hist. de Prov.*, I, 377; Colombi, *Opusc.*, p. 81.

(3) Colombi, p. 457; Bouche, t. II, p. 160.

(4) Colombi, p. 458; Bouche, t. II, p. 161. — Ce testament, rapproché d'autres actes, où Bertrand II joue un rôle moins important, a tellement embarrassé Colombi et Fantoni (*Istoria d'Avignone e del contado Venesino*, t. II, p. 56 et suiv.), qu'ils ont cru devoir, pour expliquer ces différences de langage, imaginer deux Guillaumes et deux Bertrands, également fils de Bertrand I^{er}. Il serait trop long de déduire ici les raisons qui nous font rejeter cette bizarre invention, pour nous en tenir à l'opinion de Bouche, de Ruffi, de Papon, et des auteurs de l'*Art de vérifier les dates*, qui n'admettent qu'un seul Guillaume et un seul Bertrand.

de noter aussi que le domaine de Bertrand, dans la partie limitée *a Sistarico versus Alpes*, embrassait l'extrémité supérieure de la Provence, du côté du Dauphiné, et comprenait par conséquent ce qui a formé la viguerie de Seyne, placée entre Sisteron et les Alpes.

Le comte Bertrand était sur le point de se croiser, lorsqu'il fit la donation et le testament dont il est ici question. On sait qu'il revint de son voyage d'outre-mer, et qu'il vécut jusqu'en 1208. Toutefois, dans ce long intervalle de temps, l'histoire le perd de vue, et il est permis de croire qu'il prit alors le titre de comte de Seyne. Voici nos motifs : il ne pouvait établir le siège de son comté, ni à Forcalquier, où son frère gouvernait, ni à Manosque, ville qu'il avait donnée aux Hospitaliers, ni à Digne, où l'évêque était tout-puissant et où son autorité lui eût fait ombrage : restait Seyne, ville ancienne et fortifiée ; il la choisit sans doute, et c'est là qu'il fit frapper monnaie à l'exemple de son frère. A cette époque, le mot *Sedena* était déjà usité, comme on l'a vu dans un document historique de 1146 (1) ; mais la forme primitive n'était pas encore tombée dans l'oubli, et le monnayer, fidèle à l'orthographe traditionnelle, grava la légende *Bertrandus, comes Ed'ne*, au lieu de *comes Sedene*, dont la différence de prononciation est, du reste, insensible. L'oubli ou le déplacement du signe abrégatif (D') sur plusieurs des pièces de Bertrand ne doit point étonner ceux qui savent combien les omissions de lettres sont fréquentes sur les anciens monuments métalliques : pour ne pas chercher les exemples bien loin, nous citerons les monnaies de Guillaume de Forcalquier, frère de Bertrand, sur la plupart desquelles on lit : *Willelmus, come Proencie*, pour *comes Provençie* (2).

L'art monétaire au moyen âge ne procédant que par imitation, le comte Bertrand, qui avait ses domaines entre la Provence et le Piémont, devait naturellement imiter les monnaies de ces deux pays, pour faciliter les relations commerciales de ses sujets ; et en effet, le type de ses pièces rappelle d'une part celui des espèces des comtes de Savoie (3), et d'autre part les deniers que

(1) Voy. ci-dessus, p. 400.

(2) Papon, t. II, p. 557, et pl. I, n. 7 et 12. Tobiesen-Duby, pl. XCIII, n. 6 et 7.

(3) Les monnaies des comtes de Savoie, *Umbert aux Blanches-Mains II*, *Amé II*, *Humbert II* et *Philippe*, ont au revers, tantôt une étoile à cinq rayons, tantôt une sorte de rosace à six feuilles. Voy. Guichenon, *Hist. de la maison de Savoye*, éd. de 1660,

Raymond V, comte de Toulouse, faisait frapper vers la fin du douzième siècle dans le marquisat de Provence. Le soleil qui décore les deniers de Bertrand est à huit rayons, comme celui qu'on voit, accompagné de la lune, sur les Raymondins (1). Il n'y avait d'ailleurs rien de plus commun en Provence que cette image du soleil : on la retrouve sur un tombeau d'Hugues, sacristain de l'abbaye de Saint-Victor, sur un sceau où le comte de Toulouse se qualifie marquis de Provence et seigneur de Marseille, et sur le contre-sceau des seigneurs d'Hières, de la maison de Fos (2). Ce dernier type surtout offre une ressemblance frappante avec celui de nos deniers.

Bertrand, que nous présumons avoir été comte de Seyne, mourut sans postérité, et tous les biens qu'il n'avait pas donnés aux Hospitaliers échurent à son frère Guillaume, conformément à ses dispositions testamentaires. Le comté de Seyne se trouva de la sorte réuni au comté de Forcalquier, dont il avait été démembré, et s'éteignit par suite de cette réunion, d'autant plus qu'à la mort de Guillaume, arrivée en 1209, le comté de Forcalquier fut lui-même incorporé au grand comté de Provence, en faveur de Raymond-Bérenger IV. Voilà pourquoi l'histoire n'a pas conservé le souvenir d'une division féodale dont la durée n'a été qu'éphémère (3).

Mais il y a lieu d'être surpris que la ville de Seyne, après avoir été la capitale d'un peuple gaulois, s'éclipse entièrement depuis l'époque de la domination romaine jusqu'au milieu du douzième siècle ; qu'elle reparaisse alors, nullement déchuë de son passé, seulement avec un nom modifié. Ce déguisement de nom ne serait-il pas la cause de quelque méprise, qui expliquerait une lacune de tant de siècles ? En transcrivant telle chartre où il était question du *pagus* ou du comté *Ednensis*, les copistes, trompés par l'abréviation, n'ont-ils pas lu *Ebredunensis*, d'autant mieux que la forme *Edena* leur était inconnue et que

t. I, p. 142, 143 et 145. — M. de Longpérier nous avait déjà signalé la ressemblance des pièces de Bertrand avec celles du Piémont.

(1) Papon, II, p. 554, et pl. III, n. 6, 7 et 8.

(2) Ruffi, *Hist. de Marseille*, p. 128, 330, 87.

(3) Il semble que Bertrand eût renoncé à son titre de comte de Seyne vers la fin de sa vie ; car, dans un acte du 4 juillet 1206 en faveur des habitants d'Avignon, il se dit seulement fils de Bertrand et de Jausseranne. Peut-être avait-il fait avec son frère Guillaume des arrangements que l'on ignore. — Bouche, t. I, p. 849.

Seyne se trouvait dans le diocèse d'Embrun ? C'est un doute que nous émettons avec toute réserve, et qu'il n'est possible de vérifier qu'à l'aide de textes originaux ou de très-anciens cartulaires. La moindre mention de Seyne sous son ancien nom viendrait compléter les preuves de notre attribution monétaire ; nous avons dû chercher avec soin, sans avoir eu la satisfaction d'en trouver un seul exemple.

En résumé, après avoir prouvé que le territoire de Seyne convenait le mieux à la position géographique des *Edenates*, procédant du connu à l'inconnu, nous avons fait voir, au moyen de notes historiques, que l'importance de cette ville comme chef-lieu de châtellenie, de bailliage, puis de viguerie, et sa commune des plus libres, des plus fortement organisées, étaient dignes de l'ancienne cité des *Édenates* ; que le nom latin qu'elle portait dans les documents que nous venions d'analyser était une altération euphonique d'*Edena* ; et enfin que cette forme primitive, perdue vers le douzième siècle, se retrouvait encore intacte sur des deniers et des oboles très-probablement frappés par Bertrand II, frère du comte de Forcalquier.

Ainsi la légende monétaire *Comes Edene* vient à l'appui des données géographiques et historiques ; en révélant un nom oublié et un comté inconnu, elle montre le dernier anneau de la chaîne, aujourd'hui interrompue, qui rattachait Seyne aux *Édenates*, la ville du moyen âge à l'antiquité.

AUGUSTIN DELOYE.

MANDEMENT

DE

PHILIPPE LE LONG

RELATIF AUX JUIFS DE TROYES.

Les juifs eurent , au moyen âge, des établissements considérables à Troyes. Le commerce important qui se faisait dans la capitale de la Champagne y attira cette race financière et marchande, chassée et rappelée tour à tour , suivant que la haine populaire ou l'intérêt pécuniaire des nobles venait à triompher. Grosley (1) parle d'une académie juive à Troyes , et la renommée du Rabbïn Raschi prouve que les études y étaient florissantes.

Il n'y reste cependant que de rares et faibles traces de l'existence des juifs ; et la pièce que je publie est le seul document intéressant par sa date et par son contenu que j'aie trouvé jusqu'à présent sur leur histoire dans les archives de l'Aube. C'est un mandement du roi Philippe le Long, adressé en 1320 (n. s.) au bailli de Troyes, afin que , de concert avec le prieur des Dominicains, le gardien des Cordeliers , et d'autres personnes ecclésiastiques de probité, il ait à réprimer les excès commis par les juifs.

Ils n'étaient rentrés que depuis cinq ans en France ; et déjà ce mandement les représente comme assez forts pour se soustraire aux règlements qui leur étaient imposés. Ils ne portaient plus la marque destinée à les faire reconnaître ; et, affranchis de cette distinction incommode , ils se mêlaient ouvertement aux réunions des chrétiens, hors de leur quartier, dans les maisons, et jusque dans les églises, ou, à leur arrivée, les personnes pieuses, et les prêtres eux-mêmes , se levaient souvent par respect , les prenant, à leur faste et à leur cortège opulent, pour de hauts et puissants personnages. Ils montraient une telle arrogance, dit le mandement du roi , qu'ils ne craignaient pas d'irriter les catholiques par les cris lamentables qu'ils poussaient dans leurs syna-

(1) Grosley, *Troyens célèbres*, v^o Raschi. — Moreri, v^o Judée.

gogues de la Juiverie, qui devint plus tard la paroisse Saint-Frobert (1). Leurs hurlements, se mêlant au chant des offices célébrés par les Cordeliers, leurs proches voisins, par les Dominicains, beaucoup plus éloignés, et par les prêtres attachés aux autres églises bâties dans les environs, troublaient l'attention des assistants, et les empêchaient de prêter l'oreille aux louanges divines.

Une telle conduite au milieu d'une population naturellement hostile, serait inexplicable, s'il n'était à peu près certain que les juifs se trouvaient les créanciers de la plupart de leurs ennemis. Peut-être aussi, moyennant finance, avaient-ils obtenu quelques privilèges, dont ils usaient largement. Au moins, le mandement le donnerait à penser, puisqu'il enjoint au bailli de ne tenir aucun compte de ceux qu'ils pourraient avoir; de les contraindre à reprendre leur marque distinctive, et de les châtier si rudement, pour leurs excès passés, qu'ils perdissent l'envie d'en commettre de semblables à l'avenir.

Le mandement est sur parchemin. En plusieurs endroits il semble avoir été rongé par les rats. Il est scellé sur simple queue; il n'y reste qu'un fragment du sceau en cire blanche.

26 février 1320.

[Philippus], Dei gratia Francorum et Nav[arre] Rex, [Bailli] vo Trecensi, vel ejus locum tenenti, salutem. Ex parte Fratrum Predicatorum et Minorum, ac tocius Cleri Civitatis Trecensis, [No] bis est graviter conquerendo [relatum quod] Judei, Trecis commorantes, palam et publice, per vicos communes, etiam in domibus, sed, quod gravius est, in ecclesiis, absque [si] gno (2), eis in differencia[m et distinctionem imposit]o, catholicorum cetibus se ingerunt et inmiscunt: unde, frequenter, tam inconveniens provenit absurditas, quam dictis Judeis religiose p[ersonne, p]lerumque a [c, quod gravius est, ipsi] sacerdotes reverenter assurgunt. Sic, a fidei cultoribus, a Christi ministris,

(1) Courtalon, *Topographie hist. de Troyes*, tom. II, p. 245 et 249. — Id., *Vie de Salomon Jarki*, p. 284. D'après cet auteur, la Juiverie occupait l'enceinte de la paroisse Saint-Frobert, et la synagogue aurait été plus tard convertie en église, ainsi que cela arriva à Auxerre en 1204. (*Gallia Christ.*, tom. XII, col. 299. A.) A Troyes, la Juiverie se nommait la *Broce aux juifs* (Cf. Cang., *Gloss.*, v° Bruscia); ce qui indiquerait assez que ce quartier était considéré par les habitants comme une sorte de forêt de Bondy.

(2) Cang., *Gloss.*, v° Judæi.

Crucifix [i] persecutoribus honoris indebiti redditur ignor [ante]r exhibi [tio. Tandem] et in tantam perniciem dictorum Judeorum arrogantia dicitur excrevisse, quam in synagogis (1) suis suas tam alta voce cerimonias sollempnizant (2), ut summum catholicos ad irritationis fastidium per suos ululatus provocent; quinymo Fratres Predicatores et Minores, ac qu[uam plur]es alios aliarum vicinarum ecclesiarum ministros, dum suos latratus cum cantibus ecclesiasticis audent concurrenter emitte- re, circa cultum divinum impediunt, [divi] nis laudibus per tumultum quem inferunt precludentes auditum. Porro, quia non decet ecclesiastici misterii decenciam vituperio, presertim talium, subjacere; nec debet cum filio libere ancille filius heres esse (3); Nos, materiam scandali jam suborti, ne forte fomento tolerancie pareret graviora, penitus extirpare volentes, tibi districte precipiendo mandamus, quatinus, vocatis Priore et Gardiano dictorum Fratrum, et aliis ecclesiasticis probis viris, juxta eorum consilium, dictos abusus, quocumque privilegio non obstante, facias ad tante discretionis temperamentum reduci, quam nulla de cetero per dictos Judeos super premissis inferatur offensa; eos, nichilominus, per resumptionem signorum evidentem, distinctioni subiciens evidenti; de commissis excessibus tam graviter eos puniens, quam abhorreant committenda; te tanto festinum et diligentiore adhibens in premissis, quanto majori displicentie nobis cedunt. D[at]um Pa[risiis] XXVI^a die februarii, anno Domini millesimo ccc. decimo nono.

(1) L'existence de plusieurs synagogues prouve que les juifs étaient nombreux à Troyes. Ce serait l'une d'elles dont on aurait fait par la suite l'église Saint-Frobert.

(2) Cang., *Gloss.* v^o Solemnizare.

(3) Cf. B. Pauli *Epist. ad Galatas*, IV, 31.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE, tom. V et VI; 2 vol. in-8° d'environ 500 pages, avec planches. A Genève, chez Jullien; et à Paris, chez Dumoulin. (Prix : 6 fr. le vol.)

Nous avons rendu compte avec soin des premiers volumes de cet ouvrage, et nos lecteurs ont pu voir combien il méritait notre attention (1). Dans ces deux nouveaux volumes, l'histoire approfondie du moyen âge et l'étude des textes tiennent beaucoup moins de place que dans les précédents. Ce qu'il s'y remarque d'abord, c'est l'active coopération donnée aux publications de la Société genevoise par un nouveau collaborateur, M. Blavignac, architecte, dont les travaux sont purement archéologiques. Six mémoires de lui remplissent une partie de ces deux volumes; en voici les titres : *Recherches sur quelques fragments d'architecture romaine découverts à Genève*. Ces fragments ont très-peu d'intérêt. — *Description de quelques monuments celtiques situés dans les environs de Genève*. La Pierre-aux-Dames; les pierres des Fées; la maison des Fées; les Pierres-à-Niton (rochers du lac); la Pierre-à-Bochet ou Moëlle-seule. — *Notes historiques sur l'église de Saint-Pierre, ancienne cathédrale de Genève*. — *Restauration des salles hautes de Saint-Pierre*. — *Notice descriptive sur les monnaies trouvées dans le trésor de Feygères*. — *Armorial genevois, ou Recherches sur les armoiries, les sceaux, les bannières et les monnaies de Genève*. Ce dernier mémoire, fort considérable (216 pages), accompagné d'une quantité de dessins et rédigé soit sur les documents historiques, soit à l'aide des nombreux souvenirs qui se conservent religieusement sur les signes extérieurs du pouvoir public dans un petit État comme Genève, est un des plus curieux que la Société d'histoire et d'archéologie ait publiés. Voici les principaux chapitres de ce travail : « Armoiries anciennes de Genève. Le soleil. — Armoiries modernes. Histoire de la clef et de l'aigle, depuis le quinzième siècle jusqu'en 1839. — Des monnaies de Genève : florins, oboles, pites, deniers, forts, mailles, etc. — Des uniformes militaires, des drapeaux, des exercices ou sociétés militaires de Genève. Exercice de la navigation. — Nom et protocoles de Genève. Marques honorifiques des syndics et autres magistrats; leurs titres. — Des officiers portant la livrée de l'État : les guets, le sautier, le crieur public, l'exécuteur de la justice. »

M. Ed. Mallet a continué et mené à fin, dans le tome V, le mémoire qu'il avait commencé précédemment sur l'élection des évêques de Genève. Ce travail est suivi d'un recueil de 47 pièces inédites des années 1435 à 1487.

Dans le tome VI, M. Rigaud a également terminé, sous ce titre modeste

(1) Voyez ci-dessus, t. III, p. 589; t. V, p. 96; t. VII, p. 445.

Recueil de renseignements sur la culture des beaux-arts, la suite d'articles qu'il a consacrés à l'histoire des arts à Genève. C'est un ouvrage remarquable, dans lequel, après avoir réuni tout ce que le pays a pu lui fournir de notions sur l'art romain, celui du moyen âge, et l'époque de la Renaissance, l'auteur a décrit la vie et les ouvrages de plus de cent vingt artistes genevois des dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècles. Il commence à Turquet de Mayerne, et ne s'arrête qu'aux sculpteurs Chaponnière et Pradier. Nous montrerons par une seule citation le soin avec lequel sont faites ces utiles biographies.

Jean Petitot, le peintre d'émail, quoique favori de Louis XIV et de la cour, fut emprisonné parce qu'il était protestant. Ceux qui ont parlé de sa vie ont raconté qu'il résista dans sa prison à toutes les tentatives faites pour le convertir, et que les efforts même de Bossuet furent inutiles. Voici ce que M. Rigaud dit à cet égard : « Deux lettres, l'une de M^{me} Petitot, l'autre du peintre lui-même, adressées au petit conseil de Genève en 1686, jettent un jour nouveau sur cette partie de la vie de Petitot. On verra, par la lecture de ces pièces jusqu'ici inconnues, que les magistrats de Genève firent des démarches pour obtenir sa liberté, et que ces démarches furent infructueuses... On ordonna bien, plus tard, sa sortie de prison, mais pour le placer dans une maison clôturée où il était complètement privé de liberté. C'est dans ces circonstances que le peintre octogénaire, accablé et affaibli par la maladie, fut contraint de *signer comme les autres*, pour sortir de l'*affreux lieu* où il avait été mis. Cette signature était un acte d'abjuration. Il déclara, immédiatement après, qu'il n'avait cédé qu'à la force, et que son unique désir était de revenir dans sa patrie pour y chercher des consolations et le *pardon d'en haut*. »

Les Mémoires de la Société genevoise contiennent encore : une lettre inédite de Guill. Farel, l'introduit de la réformation à Genève ; une de Newton au peintre Arlaud ; deux de J. J. Rousseau à son libraire Philibert Cramer ; deux articles de M. Fréd. Soret sur les monnaies persanes ; enfin, un ouvrage de Bonivard, son *Traité de l'ancienne et nouvelle police de Genève*, publié par M. le docteur J. J. Chaponnière.

HISTOIRE DU LIMOUSIN ; — (LA BOURGEOISIE), par M. A. Leymarie ; 2 vol. in-8° d'env. 450 pages (sans date). — HISTOIRE DES PAYSANS EN FRANCE, 1 vol. in-8° de 660 pag. Paris, Dumoulin, 1849.

M. Leymarie, archiviste de la Haute-Vienne et secrétaire général de la société archéologique du Limousin, publia en 1846 une *Histoire de la bourgeoisie limousine*, que nous avons eu l'occasion de citer déjà comme ayant obtenu les suffrages de l'Académie des inscriptions (1). Ces suffrages étaient bien mérités, et dans les deux volumes qu'il avait consacrés à son sujet, M. Leymarie avait eu le talent d'arriver, par l'étude approfondie des

(1) Voy. ci-dessus, deuxième série, t. II, p. 576, et t. III, p. 530.

annales d'une province, à jeter des lumières nouvelles sur une question qui intéresse l'histoire tout entière de la France et des contrées voisines. Son livre était en effet consacré à l'étude des communes et au développement des propositions suivantes :

C'est une erreur, démontrée depuis longtemps aujourd'hui, de croire que les communes soient une invention du temps de Louis le Gros ; mais c'est une erreur aussi, selon l'auteur, de les regarder comme les débris de l'organisation municipale romaine ressuscités à une époque déterminée, au douzième siècle, et ressuscités par l'insurrection de la bourgeoisie contre la féodalité. Il y eut, il est vrai, des communes nées de l'insurrection, comme Laon et Vézelay ; mais il y en eut aussi qui ne cessèrent d'être un municipe romain se modifiant avec le temps : Limoges en est un exemple ; d'autres corps de bourgeoisie, comme ceux de Paris et Orléans, se formèrent lentement dans l'obscurité, sans qu'on sache rien de leur naissance ; d'autres enfin provinrent de l'affranchissement de populations en servitude. Les associations bourgeoises ont eu d'autant moins de retentissement dans l'histoire, qu'elles étaient plus anciennes, plus tranquilles, plus fortes. Depuis les Gallo-Romains jusqu'au douzième siècle, leur existence n'a fait aucun bruit précisément parce qu'elle n'a pas été interrompue. Elles vivaient dès cette époque à côté de la noblesse, à côté de la féodalité. Elles avaient leur organisation bien connue, leurs coutumes intérieures qui ne leur étaient pas contestées, et c'est ce qui explique la sécheresse et le laconisme de la plupart des chartes de commune ; c'est ce qui explique aussi la méprise que l'on commet en ne s'attachant, en ne croyant qu'à celles qui furent établies ou reconstituées par des chartes de commune, car ce sont celles-là qui ont été le plus gênées dans leur développement. La noblesse et la bourgeoisie grandirent parallèlement, et ce qui arriva au douzième siècle, ce n'est pas l'émancipation, l'affranchissement de cette dernière classe, mais sa résistance aux envahissements de la féodalité toute-puissante à cette époque et qui voulait tout absorber.

C'est une thèse à discuter. On peut la rejeter ; mais on doit avouer qu'elle est spécieuse, et M. Leymarie l'a soutenue avec talent, quoiqu'il ait donné lieu à l'Académie de lui reprocher une complète inexpérience de l'antiquité romaine.

En poursuivant ses études historiques, l'archiviste de la Haute-Vienne a élargi ses vues. Il a d'abord annoncé qu'après l'*Histoire de la bourgeoisie du Limousin* il donnerait celle du clergé, de la noblesse, et enfin l'histoire de la classe agricole dans la même province. Aujourd'hui, offrant au public beaucoup plus qu'il n'avait promis, il vient de publier une « Histoire des paysans en France. »

Cet ouvrage ne répond pas à l'attente que le premier faisait concevoir. On espère y voir décrite la condition des populations rurales de la France depuis la domination romaine jusqu'en 1789 ; on n'y trouve, d'un bout à l'autre, qu'une série de textes épars qui se suivent ou se heurtent, qui ne sont ni approfondis, ni condensés, ni parfois même compris, et qui ne se trou-

vent réunis que pour servir de canevas à ce thème superficiel, que le sort des paysans a toujours été s'améliorant de siècle en siècle. L'auteur use beaucoup, tout en les critiquant à l'occasion, des livres de MM. Guizot, Aug. Thierry, Guérard; nous regrettons qu'il ait entièrement ignoré les travaux récents de M. Championnière, bien moins connus à la vérité, mais en grande partie relatifs aux populations agricoles. Il semble que M. Leymarie ait voulu profiter d'un moment où les idées démocratiques étaient en faveur pour publier son *Histoire des paysans* comme livre de circonstance. Nous ignorons si son travail aura quelque succès à ce titre, mais il n'a pas été assez mûri comme œuvre d'érudition.

H. L. B.

HISTOIRE D'AIGUESMORTES, par F. Em. di Pietro. Paris, Furne et Perrotin, 1849, in-8° de 504 pag. avec pl.

Ce volume est une nouvelle édition plus que doublée d'une modeste Notice que le même auteur avait publiée en 1821. Le titre d'*Histoire* n'est pas trop ambitieux pour ce second travail, dans lequel les annales d'Aigues-Mortes sont décrites avec beaucoup de sens, et en partie à l'aide de documents tirés des archives de cette ville et de celles de la préfecture du Gard. Les origines d'*Aquæ mortuæ*, le temps où ce n'était qu'une chétive bourgade appartenant à l'abbaye de Psalmodi, et les faits qui se rattachent aux expéditions de saint Louis, y sont traités avec beaucoup de soin. M. di Pietro a été plus négligent à l'égard de l'histoire des derniers siècles. Son livre se termine par quelques pièces justificatives que nous ne croyons pas inédites, et dont les principales sont : Un diplôme de Charlemagne en faveur de l'abbaye de Psalmodi (791) dans lequel il est question du moine Théodemir, petit-fils inconnu de ce prince; la cession du territoire d'Aiguesmortes faite à saint Louis en 1248 par les religieux de Psalmodi; la charte de coutume accordée par saint Louis aux habitants de ce lieu.

CHRONIQUE.

Juillet — Août 1849.

— Dans sa séance du 5 juillet 1849, la Société de l'École des Chartes a admis au nombre de ses membres M. Adolphe Tardif, archiviste-paléographe.

— Deux anciens élèves de l'École des Chartes, M. Chelle, archiviste du département du Rhône, et M. Eysembach, archiviste du département de la Nièvre, sont récemment décédés. L'un et l'autre ont laissé de justes regrets dans l'administration à laquelle ils étaient attachés.

— Sur la proposition de M. le ministre de l'intérieur, la décoration de la Légion d'honneur a été accordée à M. Aubineau, notre confrère, archiviste du département d'Indre-et-Loire.

— M. Tranchant, élève de troisième année de l'École des Chartes, a été du nombre des candidats nommés, dernièrement, par la voie du concours, auditeurs au conseil d'État.

— Les examens de fin d'année de l'École des Chartes ont eu lieu du 30 juillet au 11 août, sous la présidence de M. Pardessus, président du conseil de perfectionnement de l'École. Selon l'usage, les trois promotions ont été soumises à une double épreuve dans chacune des facultés dont se compose l'enseignement. Nous constatons avec une vive satisfaction que, depuis l'année dernière, le niveau des études s'est élevé. Mais l'ordonnance constitutive de l'École contient une disposition qui sera toujours fatale à l'émulation des élèves : c'est celle qui pourvoit les deux premiers admis en première année, d'une pension qu'ils gardent pendant tout le cours de leurs études, sans pouvoir la perdre autrement que par un jugement du conseil de perfectionnement : tomber de leur rang aux examens de fin d'année, ne les fait pas déchoir de la bourse dont ils ont été gratifiés en entrant à l'École ; et d'autre part, ceux qui, après avoir été admis dans un rang inférieur, se relèvent par leur travail, n'ont pas l'espoir d'arriver au même avantage, quand bien même ils se placeraient à la tête de leur promotion. Cette anomalie appelle une prompte réforme. Il faut que la possession des bourses soit l'encouragement et la récompense des travaux. Une forte discipline intérieure, fixée par des règlements spéciaux, achèvera de faire profiter les élèves de tout le bénéfice de l'instruction qui leur est donnée.

Les épreuves de première année ont eu, pour unique objet, la lecture, l'explication et le commentaire philologique de chartes latines et romanes. La charte latine pour l'examen oral était un transport de propriété fait à Louvain en 1305, suivant le mode de l'*effestucation*, par un enlumineur de Louvain, *Willelmus de Arscot illuminator librorum in Lovanio*. La charte romane, donnée aux élèves pour la même épreuve, était un chirographe de serments réciproques à propos d'un partage de château (le castelar) fait entre deux frères du nom de Raines, *filz de Rocia*, dans le comté de Toulouse. Les sujets de la composition écrite étaient une charte de 1283, en dialecte français du pays d'Ardenne, et une autre en latin, de 1234, émanée du bayle du comte de Toulouse à Saint-Romain.

L'examen oral de seconde année avait pour sujet la lecture, l'explication et le commentaire d'une charte de 1253 en dialecte lorrain, contenant l'interprétation d'une vente d'avouerie faite à l'évêque de Metz, par *Werriç*, chevaliers *diz Wosgiens*, de *Denuivre*. Les concurrents avaient en outre à répondre aux questions suivantes : 1° Quelles sont les différences qui existent entre les diplômes royaux de la première, de la seconde et de la

troisième race? 2° Qu'est-ce que le Trésor des chartes? Comment ce fonds est-il divisé? A quelle époque commence et finit la série des registres du Trésor? La charte donnée pour sujet de l'épreuve écrite était un chirographe en latin de l'an 1251, portant les conditions d'une inféodation de terre roturière aux environs d'Avignon: acte public, muni du seing d'Arnaut de Bocenac, notaire à Avignon.

Des questions choisies par le jury d'examen ont servi à diriger la double épreuve subie par les élèves de troisième année. Ces questions étaient les suivantes :

Pour l'épreuve orale : 1° De quelles parties se compose la basilique chrétienne du cinquième au huitième siècle? Quelle était la destination de chacune de ces parties? Quel est le point capital par lequel la basilique antique diffère dans son plan de l'église moderne? 2° Exposer le gouvernement de Charlemagne d'après le traité *De ordine palatii*? 3° Quelles sont l'époque et l'occasion des premières convocations d'états généraux? De quels éléments ces assemblées se composaient-elles? [Quelles furent les plus célèbres? 4° Quelles sont les diverses formes de testaments usitées pendant les deux premières races? Quelle est l'origine de l'institution contractuelle?

Pour l'épreuve écrite : 1° Quelle est l'origine du château féodal au point de vue archéologique? Quelle est la disposition d'un château du dixième siècle? Quels sont les changements apportés à cette disposition au onzième puis au douzième siècle? 2° Déterminer les attributions du *Vicarius*? Dire par quelles vicissitudes ont passé ces attributions? 3° Quelles sont les lois fondamentales de l'ancien droit public en France concernant la majorité des rois? 4° Quels furent les divers modes de transmission de la propriété adoptés par les barbares?

Il nous reste à faire connaître les rangs assignés à chaque promotion d'après le concours :

Troisième année. — 1. M. Gréa. — 2. M. Loyseau Grandmaison. — 3. M. Tranchant. — 4. M. Duplès. — 5. M. Tardif (Jules). — 6. M. Garnier. — 7. M. de Montaignon.

Seconde année. — 1. M. d'Arbois de Jubainville. — 2. M. de Beaurepaire (Charles). — 3. M. Merlet. — 4. M. Jacobs. — 5. M. Charronnet. — 6. M. Bessot de Lamothe. — 7. M. Jolly. — 8. M. de Beaurepaire (Eugène). — 9. M. Lagache. — 10. M. Cadis.

Première année. — 1. M. Boutaric. — 2. M. Letronne. — 3. M. Langlois. — 4. M. Lecaron. — 5. M. Cocheris. — 6. M. Rose. — 7. M. Soret.

Le résultat du concours des élèves de troisième année est, aux termes de l'ordonnance, de désigner ceux d'entre eux qui peuvent être admis à subir la dernière épreuve, celle de la thèse. Les sept élèves sortant ont été admis à cette épreuve par le jury d'examen.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a tenu sa séance publique annuelle le vendredi 17 août. Nous regrettons que le défaut d'espace

nous oblige à en parler cette année avec plus de brièveté que de coutume.

L'Académie avait proposé, dans sa séance annuelle de 1847, pour sujet de prix à décerner en 1849, la question suivante : *Tracer l'histoire de la chute du paganisme et de sa destruction totale dans les diverses provinces de l'empire d'Orient, à partir du temps de Constantin.*

L'Académie a reçu quatre mémoires; le prix a été accordé à M. Étienne Chastel, professeur à Genève.

Le prix de numismatique, fondé par M. Allier de Hauteroche, a été partagé entre M. B. Köhne, pour son ouvrage intitulé : *Documents pour l'histoire et l'archéologie de la ville de Chersonnèse en Tauride*, 1 vol. in-8°, et M. Ad. de Longpérier, pour son ouvrage intitulé : *Notice des monnaies françaises composant la collection de M. J. Rousseau*, 1 vol. in-8°.

Pour les antiquités de la France, l'Académie a décerné la première médaille à mademoiselle Dupont, pour son édition des *Mémoires de Philippe de Comynes*, 4 vol. in-8°; la seconde médaille à M. Léopold Delisle, pour ses deux mémoires publiés dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, savoir : *Des monuments paléographiques concernant l'usage de prier pour les morts*, in-8°; et *Des Revenus publics en Normandie au douzième siècle*. La troisième médaille a été donnée à M. de Pétigny, pour son ouvrage intitulé : *Histoire archéologique du Vendômois*, in-4°.

Un rappel de médaille a eu lieu en faveur de M. Roger de Belloguet, pour son ouvrage intitulé : *Carte du premier royaume de Bourgogne*, in-8°.

L'Académie a décerné des mentions très-honorables : 1° à M. l'abbé Pitra, pour son mémoire sur les *Annales de Saint-Waast*, manuscrit; 2° à M. Léon Fallue, pour son *Histoire de l'église métropolitaine de Rouen*, manuscrit; 3° à M. de Caussade, pour sa *Notice sur les traces de l'occupation romaine dans la province d'Alger*, manuscrit; 4° à M. Doublet de Boisthibault, pour sa *Monographie de la crypte de la cathédrale de Chartres*, manuscrit; 5° à M. Le Glay, pour ses trois ouvrages intitulés : *Cameracum christianum, ou Histoire ecclésiastique du diocèse de Cambrai*, in-4°; *Catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Lille*, in-8°; *Glossaire topographique de l'ancien Cambrésis*, in-8°; 6° à M. Tarbé, pour ses deux ouvrages intitulés : *OEuvres de Guillaume de Machault*, in-8°; et *OEuvres inédites d'Eustache Deschamps*, 2 vol. in-8°.

L'Académie a, en outre, accordé des mentions honorables : 1° à M. Le-maistre, pour ses sept brochures in-8° relatives à l'*Histoire du Tonnerrois*; 2° à M. Alfred Maury, pour ses deux brochures intitulées : *Recherches sur la divinité mentionnée dans les inscriptions latines sous le nom de Camulus*, in-8°, et *Recherches sur les grandes forêts de la Gaule et de l'ancienne France*, in-8°; 3° à M. Digot, pour ses *Recherches sur le véritable nom et l'emplacement de la ville que la Table théodosienne appelle Andesina ou Indesina*, manuscrit; 4° à M. Beaulieu, pour son ouvrage intitulé : *De l'emplacement de la station romaine d'Andesina*, in-8°; 5° à

M. l'abbé Lecanu, pour son ouvrage intitulé : *Histoire de Clichy la Garenne*, in-8°; 6° à M. Eug. Thomas, pour son ouvrage intitulé : *Essai sur la géographie astronomique de Ptolémée, considérée dans le département de l'Hérault*, in-4°; 7° à M. Tailliar, pour son ouvrage intitulé : *Recueil d'actes des douzième et treizième siècles, en langue romane wallonne du nord de la France, publié avec une introduction et des notes*, in-8°; 8° à M. l'abbé Pascal, pour son ouvrage manuscrit intitulé : *Théologie de l'art chrétien, ou Guide des peintres, sculpteurs et graveurs*; 9° à M. Achmet d'Héricourt, pour ses deux mémoires manuscrits intitulés : *Carenci et ses seigneurs, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, et *Bibliographie arrageoise, avec des notes bibliographiques et littéraires*; 10° à M. Cartier père, pour son ouvrage intitulé : *Notice sur les monuments numismatiques de l'expédition de Charles VIII en Italie*, in-8°; 11° à madame Félicie d'Ayzac, pour son ouvrage intitulé : *Les statues du porche septentrional de Chartres et les quatre animaux mystiques, attributs des quatre évangélistes*, in-8°; 12° à M. de Mélicocq pour son mémoire manuscrit intitulé : *Les hommes de lettres du nord de la France et du midi de la Belgique au moyen âge*.

Les prix extraordinaires, fondés par M. le baron Gobert, ont été décernés, le premier, à l'ouvrage de M. Ozanam, intitulé : *Études germaniques pour servir à l'histoire des Francs*, et le deuxième à M. Schmidt, pour son *Histoire et doctrine de la secte des Cathares ou Albigeois*.

M. le président a rappelé que l'Académie avait proposé pour sujet de prix ordinaire, à décerner en 1850, la question suivante : « Restituer, d'après les monuments, l'histoire des monarchies fondées par les Grecs à l'orient de la Perse, à la suite de l'expédition d'Alexandre et du démembrement de l'empire des Séleucides. » Il a rappelé également que, dans sa séance annuelle de 1846, l'Académie avait proposé, pour sujet du prix à décerner en 1848, la question « d'Éclaircir les annales et retracer l'état de la France pendant la seconde moitié du dixième siècle, d'après les monuments publiés ou inédits; » mais que l'Académie ayant prorogé ce concours à 1850, les termes du programme avaient été changés ainsi qu'il suit : « Faire l'examen critique des documents propres à éclaircir les causes qui ont amené la déchéance de la dynastie carlovingienne et l'élévation au trône de la maison de Hugues Capet. » Chacun de ces prix sera une médaille d'or, de la valeur de 2,000 francs.

L'Académie propose, pour sujet du prix ordinaire à décerner en 1851, la question suivante : « Quelles notions nouvelles ont apportées dans l'histoire de la sculpture chez les Grecs, depuis les temps les plus anciens jusqu'aux successeurs d'Alexandre, les monuments de tous genres, d'une date certaine ou appréciable, principalement ceux qui, depuis le commencement de ce siècle, ont été placés dans les musées de l'Europe? » Ce prix sera une médaille d'or de 2,000 francs.

Une somme de 500 francs a été déposée par M. de Caumont pour être

offerte à l'auteur du meilleur mémoire sur un point relatif aux antiquités nationales, et laissé au choix de l'Académie. En conséquence, l'Académie propose la question suivante au concours pour ce prix, qui sera adjugé en 1850 : « Existe-t-il en France des monuments religieux construits au dixième siècle? Si ces monuments existent, à quel signe peut-on les distinguer de ceux du siècle suivant? »

Après l'annonce des prix, M. Lenormant a fait l'analyse des mémoires sur les antiquités de la France envoyés au concours.

M. le secrétaire perpétuel a ensuite lu une notice très-étendue sur la vie et les ouvrages de M. Mongez. Il a été remplacé à la tribune par M. Naudet, qui a trouvé l'art de dérider son auditoire en lui parlant du prêt à intérêt chez les Romains.

La séance s'est terminée par la proclamation des noms des derniers archivistes-paléographes sortis de l'École des Chartes.

— Dans un article de notre précédent volume, intitulé : *Le Rat employé comme symbole dans la sculpture du moyen âge*, M. Duchalais a décrit un sujet sculpté sur une gargouille ou corbeau de l'église Saint-Julien, cathédrale du Mans, placé en surplomb au-dessus de l'un des contre-forts, au midi, et représentant la *Boule aux rats*. A l'appui de ses interprétations, M. Duchalais a cité avec raison les commentaires écrits de la bible historique sur les versets, 6, 9 et 12 du chapitre v, livre I^{er} des Rois, et surtout les miniatures de cette même bible, montrant au vif et à nu des turpitudes imputées aux « mauvais prelatz et rentez en sainte église, » turpitudes *qui ne sont mie à nommer*. Nous devons ajouter que, sans recourir à cette autorité, l'édifice lui-même pouvait fournir la démonstration que cherchait l'auteur. En effet, à quelques mètres sur la gauche du contre-fort que couronne la *Boule aux rats*, il s'en élève un autre terminé également par une gargouille. Ces deux contre-forts, ainsi que les divers ornements qui les décorent, appartiennent visiblement au même temps, au même architecte, et malgré la distance qui les sépare, ils sont, pour ainsi dire, accouplés. Or, cette seconde gargouille placée à une grande élévation, et recouverte par les siècles d'une teinte brune qui la voile aux regards des passants, présente, observée à l'aide d'une forte lorgnette suivant une ligne perpendiculaire au sol, une scène auprès de laquelle les miniatures citées par notre confrère ne sont, pour ainsi dire, que de pâles échantillons. La gargouille du Mans nous montre un moine et une femme enlacés dans une attitude qui défie toute description. Cette seconde composition sert évidemment de glose à la première, et complète ainsi cette satire sculptée, la plus véhémement et la plus hardie que nous connaissions jusqu'à ce jour. Elle confirme aussi, pleinement, à elle seule, les inductions de M. Duchalais.

A l'intérieur de cette même cathédrale, à gauche et à l'entrée de l'abside, sur le mur de pourtour qui enceint le sanctuaire, on remarque, à hauteur d'appui, les trous pratiqués dans la pierre où se trouvaient encastrés les te-

nons d'un treillis ou cage de fer, destinée à recevoir un bréviaire ; témoin cette inscription, en caractères du quinzième siècle, qui se lit au même endroit : *Magister Guillelmus Thebardi hujus ecclesie canonicus dedit istud breviarium pro usu indigencium. Orate pro eo.*

Il existe au musée de la même ville du Mans, à l'hôtel de la préfecture, un étui ou trousse de cuir noir et gaufré. Trois compartiments, à l'intérieur, étaient destinés à recevoir un grand couteau et deux petits; le grand seul subsiste. Le manche de ce couteau, dont la lame est d'une large dimension, est couvert de lettres et d'ornements de cuivre jaune incrustés sur un fond noir. Une note, rédigée par un conservateur de l'établissement, accompagne ce meuble remarquable. Elle consiste en principal dans un extrait de la généalogie des *comtes du Maine* du XIV^e au XVI^e siècle. Quant à l'inscription, l'auteur de cette note ne l'interprète qu'à l'aide de lettres dépourvues de sens et de liaison. Ce meuble est tout à fait étranger, quant à son origine, aux comtes du Maine. Le travail du couteau indique clairement le XV^e siècle, et l'inscription incrustée, moitié sur l'un des côtés du manche et moitié sur l'autre, est celle-ci : AULTRE NARAY (*autre n'aurai*). Nos lecteurs auront ici reconnu la devise que Philippe le Bon prit solennellement, en 1429, lorsqu'il épousa Isabelle de Portugal, devise qu'il affecta de multiplier sur tout ce qui lui appartenait, et à laquelle il se montra cependant si peu fidèle. Une trousse tout à fait analogue à celle-ci fait partie du musée de Dijon. Elle a été décrite par M. Pottier, et reproduite par Willemmin dans ses *Monuments français inédits*, 1825-1839, in-fol., t. II, planche 179. V. de V.

— Dans le travail qui précède l'*Amphitryonéide* de Vital de Blois, publiée dans la *Bibliothèque*, (II^e série, t. IV, p. 474) par M. de Montaiglon, on a dit que Vital avait probablement vécu au treizième siècle. C'est une erreur : un manuscrit de ce poème conservé à Berne est indiqué par M. de Sinner, comme écrit au dixième siècle; ne fût-il même que du suivant, il reporterait encore Vital à une époque antérieure à celle que lui avaient assignée Fabricius et les auteurs de l'*Histoire littéraire*. Du reste, M. de Montaiglon doit, dans le prochain volume de la Société académique de Blois, patrie de Vital, publier de nouveau l'*Amphitryonéide*, ainsi qu'un autre poème du même auteur avec un travail préliminaire plus exact et plus étendu. Le texte de l'*Amphitryonéide* sera, dans cette édition, revu sur ce manuscrit de Berne, qui est le plus ancien de tous et accompagné de variantes recueillies par MM. Osann et Wright, et de toutes celles des manuscrits de Paris. Quant à l'*Aulularia*, dont M. Osann n'indiquait aucun manuscrit, le texte en sera revu sur un précieux manuscrit de la bibliothèque de Douai, le seul jusqu'à présent dans lequel l'existence de ce poème soit actuellement constatée, car on ignore la fortune de celui que mentionnait Heinsius, en 1650, dans une lettre à Vossius (*Sylloges Burmannianæ*, T. III, 557-8), et que possédait alors Wouwius à la Haye.

— M. Paul Bataillard a publié dans un des précédents volumes de la *Bibliothèque* (1^{re} série, t. V) un travail sur l'apparition des Bohémiens en Europe où, faute de documents, il a laissé indécise la question de savoir si ces peuplades vagabondes existaient dans l'Europe orientale avant l'année 1417, époque où elles apparurent en Occident. Depuis cette publication, cinq années se sont écoulées, pendant lesquelles notre confrère a pu recueillir de nouveaux textes qui lui ont fourni la preuve de l'existence des Bohémiens dès le quatorzième et même le treizième siècle dans l'île de Chypre, en Valachie, dans le duché de Cracovie, peut-être même en Hongrie, en Silésie et en Suède. L'étude de ces documents, curieux à tous égards, sera l'objet d'un des prochains articles de la *Bibliothèque*.

— On nous communique la note suivante, extraite des papiers de dom Grenier. Elle est relative à l'hôtel de ville de Compiègne, et nous croyons qu'elle aura de l'intérêt pour nos lecteurs, parce qu'elle révèle la date précise de la construction de ce monument, l'un des plus curieux de son espèce.

« L'hôtel de ville de Compiègne n'était au commencement qu'une simple maison, assez ample toutefois, donnée à la ville par Loutral, bourgeois de ladite ville, laquelle maison fut louée durant plusieurs années à des particuliers; mais après l'on y prépara une chambre pour les assemblées de ville, et une autre pour les armes. Enfin, en l'année 1504, elle fut démolie et rebâtie en neuf de pierres de taille, et la tour du béfroy, ainsi qu'il paraît à présent. Le tout fut achevé en 1505. »

« (Comptes de l'hôtel de ville de Compiègne de 1502 à 1505.) »

— Le conseil municipal de la ville de Toulouse a chargé un des littérateurs de cette ville, M. de Labouïsse-Rochefort, de donner une nouvelle et plus complète édition des poésies de François Maynard, une des illustrations toulousaines. Cet honneur était bien dû au secrétaire de la reine Marguerite, à l'élève de Malherbe, qui disait dans ses vieux jours :

Savantes sœurs, pour trouver la finesse
De ce bel art dont vous charmez les rois,
J'ai prodigué les ans de ma jeunesse
Et raccourci mes rentes et mes bois.

Membre de l'académie des Jeux floraux, membre de l'Académie française dès sa formation, Maynard, mécontent du monde, se retira dans la retraite et écrivit ces vers, imités de Martial, sur la porte de son cabinet :

Las d'espérer et de me plaindre
Des muses, des grands et du sort,
C'est ici que j'attends la mort
Sans la désirer ni la craindre.

M. de Labouïsse possède de nombreux matériaux inédits sur la vie de Maynard, qui donneront du prix au nouveau recueil de ses poésies.

— M. le ministre de l'instruction publique, voulant faire tourner au profit de la science l'occupation momentanée de Rome par l'armée française, a chargé MM. Guessard, répétiteur à l'École des Chartes, et Léon de Bastard, archivist-paléographe, d'une mission spéciale qui a pour objet le dépouillement des manuscrits du Vatican. MM. Guessard et de Bastard auront à indiquer, d'une manière plus précise qu'on ne l'a fait jusqu'ici, les matériaux que recèle la riche collection de la reine de Suède, au point de vue de notre histoire et de notre ancienne littérature.

— Nous avons remarqué, à la dernière exposition des produits de l'industrie, le tome XIII du *Scriptores rerum francicarum*, de dom Bouquet, réimprimé d'une manière très-satisfaisante par le procédé de décalque litho-typographique de MM. Paul et Auguste Dupont. L'édition de ce volume (qui contient la série des monuments des trois règnes de Philippe I^{er}, Louis le Gros et Louis le Jeune) avait péri presque entièrement, en 1794, lors de l'incendie de la bibliothèque de Saint-Germain-des-Près, et cette lacune faisait monter l'ouvrage, lorsqu'il se trouvait complet, à un prix extrêmement élevé (1,500 à 2,000 fr.). Il sera d'un accès plus facile aujourd'hui, grâce à cette réimpression dont il a été tiré cent exemplaires qui se vendent chacun 150 fr. — C'est M. Tabary qui avait eu, lorsqu'il était encore bouquiniste, l'heureuse idée de cette reproduction et qui en a fait les frais.

— Le journal *Le Corsaire* du 31 juillet a publié une lettre de M. le duc d'Uzès, établissant que la *Guirlande de Julie* n'a point passé en Angleterre, comme on l'avait dit dans ce journal, et qu'il en est encore aujourd'hui le possesseur. Ce chef-d'œuvre, exécuté pour Julie d'Angennes, passa entre les mains de l'abbé de Rothelin et de M. Rose, fut acheté, à un prix énorme, par le duc de Lavallière, arrière-grand-père du duc d'Uzès, et dès lors il n'a plus quitté la famille.

— Dimanche, 19 août, la statue de l'illustre du Cange, né à Amiens le 10 décembre 1610, a été inaugurée dans cette ville avec une grande solennité. L'Institut, le ministre de l'instruction publique, la société des antiquaires de France, celle des gens de lettres, celle de l'école des Chartes et diverses sociétés savantes des départements étaient représentés à cette pieuse cérémonie faite pour toucher tous ceux qui s'enorgueillissent des gloires scientifiques de la France.

— Le lycée d'Amiens portera désormais le nom de *Lycée Du Cange*.

— Le retour de la république, en France, n'a pas été favorable au commerce des autographes qu'on avait vu pendant les dix ou quinze années précédentes si florissant, si curieux, si productif. Les amateurs n'ont eu, à

Paris, depuis les événements de février, que deux grandes ventes publiques de ces précieux documents; encore toutes les deux ont-elles été cruellement traversées. La première avait été préparée pour le mois de mars 1848; on en distribuait le catalogue la veille de la révolution nouvelle: force fut de la renvoyer au mois de novembre. La seconde commença le 6 juin 1849 et devait durer jusqu'au 15; mais le sort ennemi voulut qu'une émeute éclatât le 13, et l'opération, interrompue de même, fut encore ajournée.

Ces deux ventes ont été des plus considérables par la quantité des articles. La première en contenait 658 et la seconde 1,264, sans compter qu'un très-grand nombre de ces articles renfermaient plusieurs lettres de personnages différents. C'est la foule toujours croissante des autographes affluant sur le marché qui a forcé les marchands à vendre de cette façon, par dossiers. Fâcheux pronostic de baisse, cette nécessité a, en outre, jeté la perturbation dans les catalogues. Ainsi, dans celui de la vente du 6 juin 1849, nous avons été un peu surpris de voir figurer un article : « *Hommes à dévouement exalté* (sous la Convention), » et un article : « *Rocher de Cancale* (Convives des soupers de Momus au); » nous ne parlerons pas des articles insignifiants et des doubles emplois qui y fourmillent, comme *dames titrées, guerriers, bibliothécaires, finances, économie rurale et vétérinaire; Académie et Institut, Convention (membres de la) et conventionnels; Clergé, ecclésiastiques, cardinaux et archevêques*, etc. Les savants ont tort de mépriser les catalogues d'autographes; ils y trouveraient l'indication et souvent l'analyse d'une quantité de pièces vraiment historiques; mais on voit que nous avons passé l'âge d'or où ces catalogues, rédigés par un des premiers libraires de Paris ou par un littérateur exercé, n'admettaient que des pièces de quelque valeur et classées avec une sorte de méthode.

C'est dans la vente du mois de novembre 1848 que se trouvaient les lettres de Malherbe et de Rubens qui avaient été dérobées à la Bibliothèque nationale et qui lui ont été restituées, comme nous l'avons rapporté précédemment (p. 172).

Beaucoup d'autres pièces non moins intéressantes y figuraient encore : un billet de Henri IV à Gabrielle d'Estrées (adjugé à 18 fr.); une lettre d'extrême modestie adressée par Racine à Boileau (83 fr.); diverses lettres politiques : de Charles IX, à l'époque de son sacre (24 fr.); de Charles-Quint à François I^{er} (27 fr. 50); de Mazarin; de Marie Stuart à MM. de la Mauvissière et de Châteauneuf, 6 septembre 1585; de Gab. Naudé à Mazarin; une lettre fort humble du fameux duc d'Espernon au cardinal de Richelieu (6 fr. 75); une lettre, d'une déplorable soumission, écrite par François I^{er}, prisonnier, à Charles-Quint (37 fr.); une lettre d'excuse de Louis XIII à Richelieu, du 2 septembre 1635, où le roi dit à son ministre : « Mon cousin, je suis au désespoir de la promptitude que j'eus ier à vous « écrire le billet sur le sujet de mon voyage; je vous prie de le vouloir

« bruler, et oublier a mesme temps ce qu'il contenoit, et croire que comme
 « je n'ay jamais eu dessain de vous facher en rien, je n'auray jamais autre
 « pensée que de suivre vos bons avis en toute choses ponctuellement. Je
 « vous prie encore une fois de vouloir oublier mon impertinance; et m'es-
 « crives par ce porteur que vous n'y songés plus, pour me mettre l'esprit
 « en repos, etc. »

Un billet de la belle Ninon, d'une galanterie un peu forte, s'est vendu 76 fr.; mais une lettre de la reine Pomaré, en langue tahitienne, n'a pu dépasser 15 fr.; une de Pritchard, 6 fr.; une prière de madame Lafarge au grand saint Gaspard de Bufalo, 5 fr.; enfin, chose incroyable, un autographe du bourreau de Paris n'a pu trouver aucun amateur.

On a été moins difficile à la vente du 6 juin 1849, où se sont vendus des lettres de M. Vidocq, de diverses tireuses de cartes, et d'affreux billets de Lacenaire et Fieschi. Cette dernière vente se composait, en général, de pièces de peu d'intérêt, à nos yeux du moins. Nous pouvons citer cependant : une lettre d'Amyot dans laquelle le savant évêque se défend d'avoir conseillé l'assassinat des Guises; quatre de Bossuet; quatre de Catherine de Medicis; une de Charles IX; trois de Charles-Quint; une de Coligny à Catherine de Médicis; deux de Henri III; trois de Henri IV; deux de Louis XIII; une de Marie Stuart à l'archevêque de Glasgow (2 mai 1578); deux de Mazarin, l'une au chancelier Séguier (30 juillet 1656), l'autre au maréchal d'Hoquincourt; une du connétable de Montmorency à l'évêque de Troyes pour lui annoncer la naissance de Jeanne d'Albret; deux de Sully; deux de mademoiselle de Montpensier, l'une à Gaston son père, l'autre à Goulas, secrétaire de Gaston, pour le prier de « demander à son
 « papa la survivance du brevet de sa nourrice en faveur de la fille de celle-
 « ci sa sœur de lait; » enfin douze pages de la main de Saumaise intitulées : *Expositio totius mundi et gentium*; etc., etc.

A la même vente appartenait aussi une lettre de Gabriel Naudé qui, sur l'indication d'un de nos confrères, a encore été réclamée par la Bibliothèque nationale comme lui ayant été soustraite. L'affaire se poursuit judiciairement et nous aurons lieu, sans doute, d'en reparler à nos lecteurs.

TABLE

DES ARTICLES CONTENUS DANS CE VOLUME.

Mémoire sur l'arrêt de la chambre des pairs de France qui condamne Jean Sans-Terre, roi d'Angleterre; par M. Beugnot.....	1
Études sur l'iconologie du moyen âge, par M. Duchalais. — Chasteté et luxure. — Noblesse et vilénie.....	31
Les demandes que le roy fait des coutumes de fief à l'usage de France, document pub. par M. Bordier.....	45
Revue de la garde féodale de Saint-Maur des Fossés, en 1274.....	66
Rapport au grand conseil de Louis XI sur les abus et les scandales de la Cour des aides.	71
Séance annuelle de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Henri Baude, poète ignoré, du temps de Louis XI et Charles VIII; par M. J. Quicherat.....	93
Documents relatifs à l'histoire de l'Afrique septentrionale pendant le moyen âge, par M. de Mas-Latrie.....	131
<i>Liber domicilii</i> , ou compte des dépenses de la table et de l'écurie du roi d'Écosse Jacques V (1525-1533).....	155
Des revenus de la Normandie au XII ^e siècle, par M. Delisle....	173, 257
Procès criminel intenté à Jacques de Brézé au sujet du meurtre de Charlotte de France sa femme (1477).....	211
Thèses soutenues à l'École des chartes (en janvier 1849) pour les diplômes d'archivistes-paléographes.....	240
<i>L'advis et devis des lengues</i> , traité de philologie composé en 1563 par François de Bonivard; pub. par M. Bordier.....	290, 339
Donation à l'abbaye de Cluny du monastère de Hiéro Komio, près de Patras, en 1210; pub. par M. Mas-Latrie.....	308
Lettre du chancelier Séguier relative au poète Adam Billaut, le menuisier de Nevers (1648).....	313
Sur une charte inédite et secrète de la reine Isabelle de Bavière, par M. J. de Pétigny.....	329
Requête en faveur des bouquinistes (1697).....	367
Exécution faite à Marmande, en 1453, de douze femmes accusées de sorcellerie.....	372
Des Edenates et de la ville de Seyne, par M. Deloye.....	393
Mandement de Philippe le Long relatif aux juifs de Troyes (1329); pub. par M. Ph. Guignard.....	413

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Annuaire statistique du département de l'Yonne, treize volumes.....	380
---	-----

Essai sur l'histoire de la cosmographie et de la cartographie pendant le moyen âge, par M. Santarem.....	386
Études germaniques pour servir à l'histoire des Francs, par M. Ozanam.....	877
Histoire de Clichy-la-Garenne, par l'abbé Lecanu.....	319
Histoire de la bourgeoisie en Limousin, par M. Leymarie.....	417
Histoire de la lutte des papes et des empereurs de la maison de Souabe, par M. de Cherrier.....	166
Histoire de Saint-Martin-du-Tilleul.....	383
Histoire des paysans en France, par M. Leymarie.....	417
Histoire du droit civil de Rome et du droit français, par M. Laferrière.....	248
Histoire littéraire de la France, par l'Académie des Inscriptions, T. XXI.....	316
La cathédrale de Bourges, par A. de Girardot et H. Durand.....	383
Les ducs de Bourgogne, par M. de Laborde.....	321
Letters of William III and Louis XIV and of their ministers edited by S. Grimblot.....	320
Lettre à M. Libri, par J. Naudet.....	381
Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, T. IX.....	318
Mémoires et dissertations de la Société des Antiquaires de France, T. IX.....	385
Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, T. V et VI.....	416
Registres de l'Hôtel de Ville de Paris pendant la Fronde, par MM. Le Roux de Lincy et Douët d'Arceq.....	384
Tableau général numérique par fonds des archives départementales antérieures à 1790.....	384
Table chronologique des ordonnances des rois de France.....	253

CHRONIQUE.

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. — Sa séance annuelle du 17 août 1849.....	421
Archives nationales. — Nomination de M. de Chabrier aux fonctions de garde général.....	169
Archivistes paléographes nommés, 255. — Sont admis à concourir aux places d'auditeurs au conseil d'État.....	172, 356
Autographes (ventes d'), 428. — Autographes dérobés à la Bibliothè- que nationale.....	172, 355, 429
Bibliothèques publiques. — De l'organisation de leur personnel.....	327
Bibliothèques : du Muséum d'histoire naturelle, 92; du Louvre, <i>ibid.</i> et 256; Mazarine, Sainte-Geneviève, du Luxembourg.....	256
Bulletin des comités historiques.....	327
Champollion-Figeac (M.). — Jugement du tribunal civil de la Seine rendu contre lui. — Remplacé comme professeur à l'École des chartes.....	308, 322

Commission des monuments historiques.....	92
Compiègne (Note sur l'hôtel de ville de).....	425
Décès : de M. Letronne, 168 ; de M. Varin, 390 ; de M. Chelle et de M. Eysebach.....	419
Découverte prétendue de Mémoires de Marion Delorme.....	390
Du Cange, sa statue à Amiens.....	427
École des Chartes. — L'Assemblée nationale, après discussion, main- tient le budget de l'École, 84. — Nomination de M. Guérard aux fonctions de directeur, 169. — Nominations de professeur et de secré- taire, 389. — Examens et nominations d'élèves, 91, 169, 421. — Réouverture des cours, 362, — Décès d'anciens élèves.....	419
Guirlande de Julie.....	427
Libri (Note relative à M.).....	326
Maynard. Édition de ses poésies ordonnée par la ville de Toulouse....	425
Nominations, missions et distinctions diverses accordées à des membres de l'École des chartes.....	92, 169, 322, 327, 389, 370, 419, 426
Orléanais (Société archéologique de l').....	328
Prix proposés par l'Académie des sciences morales, 169 ; par l'Aca- démie impériale de Saint-Petersbourg, 328 ; par la Société archéo- logique de Béziers, 390 ; par l'Académie des Inscriptions.....	79, 423
Rectifications diverses à des articles publiés dans la <i>Bibliothèque de l'École des chartes</i>	424, 425
<i>Scriptores rerum francicarum</i> , de dom Bouquet, T. XIII.....	426
Secrétairerie d'État (Archives de la).....	170, 390
Société de l'École des chartes. — Renouvellement de son bureau et de ses commissions, 322, 389. — Admission de nouveaux membres. 332, 419	
Vatican. MM. Guessard et de Bastard envoyés en mission à Rome pour étudier les manuscrits de la Vaticane.....	426
Ventes : des manuscrits de M. Barrois, 391 ; des livres de M. Letronne, <i>Ibid.</i> — Ventes d'autographes.....	427

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

A LA

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES¹,

POUR L'ANNÉE 1848-1849.

S. M. LE ROI DE SARDAIGNE.

S. M. LE ROI DE HANOVRE.

LES ARCHIVES NATIONALES, à Paris.

LES ARCHIVES de la ville de MARSEILLE.

LES ARCHIVES générales du département du NORD.

LES ARCHIVES de la ville de STRASBOURG.

LES ARCHIVES du département du TARN.

LES ARCHIVES du département de VAUCLUSE.

LES ARCHIVES DE LA COUR, à Turin.

L'ATHÉNÉE, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de l'ARSENAL, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE du LUXEMBOURG, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE du COLLÈGE ROLLIN, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de L'ÉCOLE DE DROIT, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de L'ORDRE DES AVOCATS, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de PARIS.

LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (département des manuscrits), à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE SAINTE-GENEVIÈVE, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de L'UNIVERSITÉ DE FRANCE, à la Sorbonne, à Paris.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de BLOIS.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de CAHORS.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de COLMAR.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de FOIX.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de MEAUX.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de NANCY.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de REIMS.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de ROUEN.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de TOULON.

LA BIBLIOTHÈQUE de la ville de TOURS.

LA BIBLIOTHÈQUE de L'UNIVERSITÉ DE GAND.

LA BIBLIOTHÈQUE CANTONALE de LAUSANNE (M. Dumont, bibliothécaire).

LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE de STOCKHOLM.

LA BIBLIOTHÈQUE de L'UNIVERSITÉ DE TURIN.

LE CERCLE AGRICOLE, à Paris.

L'ÉCOLE DES CHARTES, aux Archives nationales, à Paris.

L'INSTITUT DE FRANCE, à Paris.

LE MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (60 ex.).

¹ Ceux de MM. les souscripteurs dont les noms seraient mal orthographiés, les titres omis ou inexactement imprimés, sont instamment priés de vouloir bien adresser leurs réclamations à M. DUMOULIN, libraire, afin que les mêmes fautes ne puissent se reproduire dans la dixième liste de nos souscripteurs, qui sera publiée, suivant l'usage, à la fin du premier volume (troisième série) de la Bibliothèque.

LES RR. PP. BÉNÉDICTINS DU MONT-CASSIN.

LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN.

LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE DOUAL.

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE LA MORINIE, à SAINT-OMER.

LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST.

LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE CAMBRAI.

LA SOCIÉTÉ DE LECTURE DE GENÈVE.

MM. ACHARD, conservateur des archives du département de Vaucluse.

AFFRY (d') DE LA MONNOYE, à Paris.

AGUERRE (d') D'OSPITAL fils, à Séville (Espagne).

AMPÈRE, membre de l'Institut.

ANSEL, à Saint-Omer.

ARBAUD, percepteur des contributions, à Bourg-Argental (Loire).

ARNAUD (l'abbé), chanoine honoraire de Poitiers, prêtre-desservant de la paroisse de Verneuil-sur-Seine (Seine-et-Oise).

AUDENET, banquier, à Paris.

BACHELIER, procureur de la République, à Coulommiers.

BARANTE (DE), membre de l'Institut, à Paris.

BARBOU, vice-président du tribunal de première instance, à Paris.

BARROIS, ancien député, à Paris.

BARTHÉLEMY (Charles), à Paris.

BARTHÉLEMY (Édouard), à Troyes.

BATAILLARD (Charles), avocat à la Cour d'appel de Paris.

BEAUMONT (madame Amblard DE), au château de Saint-Aubin (Sarthe).

BEAUREPAIRE (DE), à Paris.

BÉGUIN, ingénieur en chef, à Alger.

BELLAGUET, chef de bureau au Ministère de l'Instruction publique.

BELLENCONTRE, notaire, à Falaise.

BELVAL (DE), à Paris.

BERGER DE XIVREY, membre de l'Institut, à Paris.

BERTRAND, à Paris.

BEUGNOT, membre de l'Institut, à Paris.

BLACAS (de), à Paris.

BOCCA, libraire, à Turin (2 exemplaires).

BOISSERAND, à Châlons.

BOISSÉRÉ, libraire.

BONAPARTE (Louis-Napoléon), Président de la République.

BONNE (DE), à Bruxelles.

BONNECHOSE (Émile DE), bibliothécaire du château de Saint-Cloud.

BONNETTY, directeur des Annales de philosophie chrétienne, à Paris.

BONNIN, ancien notaire, à Évreux.

BORDIER (Léonard), à Paris.

BORLÛT DE NOORTDONCK, à Gand.

BORRANI, libraire, à Paris.

BOSSANGE, libraire, à Paris (6 ex.).

BOTTÉE DE TOULMONT, bibliothécaire du Conservatoire de musique, à Paris.

BOURDON, substitut du procureur de la République, à Bernay.

BRANDOIS (DE), à Paris.

BRET, notaire, à Saint-Omer.

BREUILLY (E. DE), à Versailles.

BRIÈRE (DE), homme de lettres, à Paris.

CARTIER, à Amboise.

CASTELNAUD, conseiller à la Cour d'appel de Montpellier.

CEYRAS (Charles DE), directeur des postes, à Castres.

CHAMPIONNIÈRE (P.), avocat, à Paris.

CHAMPOLLION-FIGEAC, à Paris.

CHAPOUTON, membre du conseil-général de la Drôme, à Grignan.

CHARBONNIER, avocat, à Lyon.

CHASTEL, à Lyon.

CHASTENAY-LANTY (madame Victorine DE), à Paris.

CHASTENAY-LANTY (madame DE), à Paris.

CHAUFFOUR (J.), avocat, à Colmar.

CHERBULIEZ, libraire, à Genève.

CHÉRUEL (A.), professeur d'histoire au collège de Rouen.

CIZANCOURT (Raymond DE), à Noyon (Oise).

CLAUDE, employé aux manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Paris.

CLAUSADE (Gustave DE), avocat, à Rabastens.

CLOS (J. du), employé à la section judiciaire des Archives nationales, à Paris.
COLIN, libraire, à Paris.

COMBETTES LA BOURÉLIE (DE), à Gaillac (Tarn).

CORNU (Sébastien), peintre, professeur à l'Ecole d'administration, à Paris.

CORPET, à Paris.

COSTA (le marquis de), à Turin.

COUSIN, membre de l'Institut, à Paris.

COUSSEMAKER (DE), juge au tribunal de Hazebrouck.

DAMASSE-ARBAUD, docteur-médecin à Manosque (Basses-Alpes).

DAUSSIN, libraire, à Paris.

DEFRÉREY, à Paris.

DELACHAUX, libr., à Amsterdam (4 ex.).

DELALO, président du tribunal, à Mauriac (Cantal).

DELPIT (Jules).

DENIS (l'abbé), à Meaux.

DÉRUVILLE, à Paris.

DESCLOZEUX, à Paris.

DESNOTERS (Jules), bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle, à Paris.

DÉZÉ, préfet du département de l'Ain, à Bourg.

DIDOT (Ambroise-Firmin), imprimeur de l'Institut, à Paris.

DOUVRE, juge de paix du canton de Buchy, à Blainville-Crevon (Seine-Inférieure).

DUBOSSE, libraire, à Saumur.

DUMONT (Edouard), à Fontainebleau.

DUNCKER, libraire, à Berlin.

DUPLÈS (H.), à Paris.

DUPONT (M^{lle} Emilie), à Paris.

DUPONT, employé aux Archives nationales.

ENGUY (n°), sous-préfet, à Lesparre (Gironde).

ESCANDE, avocat, au château de Monrecourt (Dordogne).

FLEUTELOT, à Paris.

FOREST, libraire, à Nantes.

FORTOUL, doyen de la Faculté des lettres, à Aix.

FOURNERAT, ancien juge d'instruction, à Paris.

FRANCK, libraire, à Paris (5 ex.).

FRANÇOIS, substitut du procureur de la République, à Pau.

GACHARD, archiviste du royaume de Belgique, à Bruxelles.

GADEBLED, à Paris.

GARNIER (Edouard), à Paris.

GARNIER (Jos.), archiviste de la ville de Dijon.

GAUBAN, propriétaire, à la Réole (Gironde).

GAULLE (DE), homme de lettres, à Paris.

GAVELOT, libraire, à Paris (2 ex.).

GERMAIN, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Montpellier.

GÉRUZEZ, professeur suppléant à la Faculté des lettres, à Paris.

GERVAIS, à Paris.

GERVILLE (DE), à Valognes.

GIRARDOT (DE), conseiller de préfecture, à Bourges.

GIRAUD (Charles), membre de l'Institut, à Paris.

GIVENCHY (Louis DE), secrétaire perpétuel de la Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

GOMONT (Henri), avocat, à Paris.

GONCOURT (de), à Paris.

GRACHET, secrétaire-général de la préfecture de Saône-et-Loire.

GRANDVAL (DE), au château de Saint-Denis-Maisoncelles, correspondant du Ministère de l'Instruct. publique pour les travaux historiques (Calvados).

GRÜN, rédacteur en chef du *Moniteur*, à Paris.

GUICHARD (Firmin), correspondant du Ministère de l'Instruct. publique pour les travaux historiques, à Digne (Basses-Alpes).

GUILLAUMOT (Jules), à Paris.

HALÉVY, chef du bureau des Sociétés savantes, au Ministère de l'Instruction publique.

HARDOUN (Henri), avocat, à Paris.

HASE, membre de l'Institut, conservateur à la Bibliothèque nationale, à Paris.

HATTU, libraire, à Cambrai.

HÉRICART-FERRAND, à Paris.

HÉRICOURT (Achmet D').

HORNER, libraire, à Zurich.

IMBERDIS (André), premier avocat-général à Riom (Puy-de-Dôme).

JAL, historiographe du Ministère de la Marine, à Paris.

JOLIMONT (DE), à Moulins.

JOURDAIN, professeur de philosophie au collège Stanislas, à Paris.

KEMINCK, libraire (2 ex.).

LABOULAYE (Édouard), membre de l'Institut, à Paris.

LACOUR (DE), ancien capitaine de cavalerie, à Saint-Amand-Montrond (Cher).

LAFFERRIÈRE, inspecteur des études de droit.

LAGRANGE (DE), à Paris.

LAMBERT, bibliothécaire de la ville de Bayeux.

LANGLOIS, à Paris.

LANJUINAIS, ministre de l'agriculture et du commerce, à Paris.

LA PLANE (DE), correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Sisteron (Basses-Alpes).

LASTEYRIE (Ferdinand DE), représentant du peuple, à Paris.

LE BAS, membre de l'Institut, à Paris.

LEBRUN, juge de paix, à Avèze (Marne).

LE CLERC (Victor), membre de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres, à Paris.

LECOINTRE-DUPONT, secrétaire de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

LEFÈVRE, docteur-médecin, à Paris.

LEGÉ, professeur d'histoire au collège de la Flèche.

LELEU, libraire, à Paris.

LENORMANT, membre de l'Institut, conser-

vateur des médailles à la Bibliothèque nationale, à Paris.

LE PREVOST (Auguste), membre de l'Institut.

LEROY, bibliothécaire de la ville de Valenciennes.

LETRONNE (Alfred), à Paris.

LEYMARIE (Achille), archiviste du département de la Haute-Vienne.

LION (Alphonse), à Paris.

LITTRÉ, membre de l'Institut, à Paris.

LOCK, chef du bureau des travaux historiques au Ministère de l'Instruction publique.

LONGPÉRIER (Adrien DE), conservateur au Musée du Louvre, à Paris.

MAGNIN, membre de l'Institut, conservateur à la Bibliothèque nationale, à Paris.

MANOIR (Jules DU), maire de Juaye (Calvados).

MANSUT, libraire, à Paris.

MARCIEU (DE), à Paris.

MARION, banquier, à Dijon.

MARION (Paul), à Fixin (Côte-d'Or).

MARTIN (Henri), homme de lettres, à Paris.

MARTIN (le R. P. Arthur), à Paris.

MARTY-LAVEAUX, à Paris.

MATHON, bibliothécaire de la ville de Neuchâtel (Seine-Inférieure).

MÉRIL (Edéstan DU), à Paris.

MÉRIMÉE (Prosper), membre de l'Académie française, à Paris.

MÉRINVILLE (madame DE), au château de Voisin, près Rambouillet.

MERLEMONT (de), à Paris.

MICHEL (Francisque), professeur de littérature étrangère à la Faculté de Bordeaux.

MICHELET, membre de l'Institut, à Paris.

MICHELSSEN (L.), libraire, à Paris.

MIGNET, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales, à Paris.

MIREPOIX (DE), à Paris.

MOLÉ, membre de l'Académie française, à Paris.

MONMERQUÉ, membre de l'Institut, conseiller à la Cour d'appel de Paris.

MONTAIGLON (Anatole DE), à Paris.

MONTALEMBERT (DE), à Paris.

MONTESPIN, à Frotez-lez-Vesoul (Haute-Saône).

MORELOT, à Dijon.

MOULLIÉ, substitut du procureur général, à Agen.

NAUDET, membre de l'Institut, directeur de la Bibliothèque nationale.

PAQUET (Just), à Passy.

PARAVEY, conseiller d'État, à Paris.

PARAVEY (Edouard), à Grâville (Seine-Inférieure).

PARDESSUS, membre de l'Institut, à Paris.

PARIS (Paulin), membre de l'Institut, conservateur-adjoint à la Bibliothèque nationale, à Paris.

PATIN, membre de l'Académie française, professeur à la Faculté des lettres, à Paris.

PELET (le lieutenant général), directeur général du Dépôt de la guerre, à Paris.

PELLETIER (l'abbé), prêtre-desservant de Pousseaux (Nièvre).

PERET (DE), chevalier de Saint-Louis, à FONS (Lot).

PÉRICAUD, bibliothécaire de la ville de Lyon.

PERTZ, historiographe de S. M. le roi de Hanovre.

PICARD, compositeur de l'imprimerie Firmin Didot.

PICHOT (Amédée), à Paris.

PILLET, directeur du *Journal de la Librairie*, à Paris.

PLÉ, avocat, à Paris.

PORTALIS (DE), premier président de la Cour de cassation, à Paris.

PRIOUX, à Paris.

QUANTIN, archiviste du département de l'Yonne.

QUICHERAT (Émile), architecte, à Paris.

QUICHERAT (Louis), agrégé de l'Université, à Paris.

QUINZARD, greffier, à la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne).

RABUSSON, avocat, à Dôle.

RAMÉE, architecte, à Paris.

RAVAISSON, inspecteur des bibliothèques de France, à Paris.

RAVENEL, conservateur à la Bibliothèque nationale, à Paris.

RHORMAN, libraire, à Vienne en Autriche (2 ex.).

RICARD, avocat, à Montpellier.

RIENCOURT (DE), à Paris.

RIVES, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.

ROCHETTE (Raoul), secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Paris.

ROLAND-GOSSELIN (Louis), à Paris.

RON (Gustave DE), à Paris.

RONDIER, juge d'instruction, à Melle (Deux-Sèvres).

ROUARD, bibliothécaire de la ville d'Aix.

ROURE (Eugène DU), à Pierre-Brou (Seine-et-Oise).

ROYER (Ernest), à Cirey-sur-Blaise (Haute-Marne).

ROYER-COLLARD (Paul), doyen de la Faculté de droit, à Paris.

RUSSEL-SMITH (John), libraire, à Londres (5 ex.).

SAINT-AIGNAN (DE), à Paris.

SAINT-AULAIRE (DE); ancien ambassadeur de France à Londres.

SAINT-PRIEST (DE), à Paris.

SALIS (DE), à Metz.

SALVANDY (DE), ancien Ministre de l'Instruction publique.

SARTIGES D'ANGLES (le baron DE), à Clermont.

SAUNIER, secrétaire des Archives nationales, à Paris.

SENSIER, notaire, à Tours.

SIRODOT, à Paris.

SISTERNA (le prince de LA), à Paris.

SOUTRAIT (Georges DE), à Paris.

TACONET (Eugène), à Paris.

TAILHAND, président à la Cour d'appel de Riom.

TAILLANDIER, conseiller à la Cour d'appel de Paris.

TAILLIAR, conseiller à la Cour d'appel de Douai.

TARDIF, substitut du procureur général à la Cour d'appel de Paris.

TERREBASSE (DE), au Péage (Isère).

THEURIER DE POMMIERS, juge au tribunal de 1^{re} instance de la Seine, à Paris.

THIERRY (Augustin), membre de l'Institut, à Paris.

THIERS, membre de l'Institut et Représentant du peuple, à Paris.

TOURDONNET (Léon DE), à Paris.

TOUSTAIN (Henri DE), à Tilly-sur-Seuille (Calvados).

TREUTTEL et WURTZ, libraires, à Paris (9 ex.).

TRÉVERRET (Jules DE), à Paris.

TRIER (Léon), garde des Archives de l'ancien *Domaine privé*, à Paris.

TURENNE (DE), à Paris.

VASSAL (DE), archiviste du département du Loiret, à Orléans.

VIEUSSEUX, libraire, à Florence.

VILLEGILLE (DE LA), à Paris.

VILLEMAM, secrétaire perpétuel de l'Académie française, à Paris.

VILLENEUVE (Tristan DE), à Paris.

VITET, membre de l'Institut, à Paris.

WAILLY (Natalis DE), membre de l'Institut, chef de la section administrative des Archives nationales, à Paris.

WALCKENAER, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, à Paris.

WARENGHIEN (DE), à Douai.

WRIGHT (Thomas), à Londres.

YOUNG (le chevalier Charles), dit *Jarretière*, roi d'armes, à Londres.

ZELLWEGER, président de la Société historique de la Suisse, à Trogen, canton d'Appenzell.

ERRATA.

I^{re} SÉRIE.

- T. I, p. 516. Nous avons dit qu'une partie notable des archives Joursanvault avait été achetée par la bibliothèque de Liège. M. le professeur Fiess, bibliothécaire à Liège, a bien voulu nous écrire à ce sujet. L'allégation est erronée et aucune pièce des archives Joursanvault n'existe à la bibliothèque de Liège.
- T. II, p. 68, l. 35. Chanteprine, *lisez* Chanteprime.
- p. 575. « Le produit de la vente des *Acta sanctorum* s'élevait, » y est-il dit « à 24,000 fr. par an » et un peu plus bas à « 2,400. » C'est 24,000 fr. qu'il faut lire aux deux endroits.
- T. III, p. 310 et 606. *Lisez* : Dompierre sous Sauvignes.
- p. 601, l. 6. Société des antiquaires de la Marine ; *lisez* de la Morinie.
- T. V, p. 64. Jehan de Tuilies ; *lisez* Jehan de Tuilières.
- p. 456, dernière ligne de la note : page , *lisez* p. 463-464.
- p. 524, ligne 4 de la note 4 : Schfræti, *lisez* Chrafft.
- p. 526, à la dernière ligne du texte, *ajoutez* : « Tout ce que nous pourrions désirer de plus, c'est qu'ils nous eussent été donnés aussi conjointement. »
- p. 527. *Supprimez* la dernière phrase du texte, commençant par ces mots : Tout ce que nous pouvions désirer de plus ; et *ajoutez* : Pour se fixer sur ce point, il suffit de savoir que l'Espagne, à elle seule, en contient, dit-on, une quarantaine de mille.
- p. 527, dernière ligne de la note : p. 32 ; *lisez* p. 472.
- p. 529, ligne 8 de la note 1 : note 3 ; *lisez* note 6.
- p. 629, (à la table), ligne 27 ; disparition ; *lisez* dispersion.

II^e SÉRIE.

- T. I, p. 46, l. 17 ; le II mars ; *lisez* li II murs.
- p. 169. *Launia*, nom donné à la Marne par un poète du douzième siècle. M. Eloi Johanneau a bien voulu écrire à l'auteur de cet article pour lui présenter diverses objections. M. Eloi Johanneau croit que *Launia* n'est pas la Marne, que les vers où le poète emploie ce mot désignent un pays plutôt qu'un fleuve, et que *Launia* est une abréviation par aphérèse de Catalaunia, le pays des Catalauni, comme le Maine est resté par abréviation pour désigner le pays des Cenomanni. — Ces observations ne nous ont pas paru fondées. La lecture seule des vers suffit pour les faire repousser.
- T. II, p. 241, l. 3. Placiti utrique : *lisez* utrimque.
- l. 18. Basinus, Drogo, frater Garinus : *lisez* Basinus, Drogo, fratres ; Garinus.
- l. 20. viij kal. ; *lisez* viij kal.
- T. III, p. 37, l. 2 de la note. Au lieu de Ex gestis ; *lisez* Ea gestis.

T. III, p. 40, l. 3. Restituez ainsi :

DICIONE TALI, UT VENDI NEC
ALIENARI LOCUS SUPRADICTUS
POSSIT.

p. 43, l. 8. M. le chanoine Roncioni. — Ce chanoine est un personnage du dix-septième siècle.

p. 132, l. 8, en remontant : d'au commençant ; *lisez* d'an commençant.

p. 139, note. Antoinette de Maignelais ; *lisez* Maignelais.

T. IV, p. 318 et 419, l. 3 de l'inscription, *au lieu de* AFI... ; *lisez* AECL.

p. 333, l. 3 de l'inscription, *au lieu de* QVADFIDVM ; *lisez* QVADRIFIDVM.

T. V, p. 358, l. dernière. Barbouixes ; *lisez* barbouires.

p. 384, l. 8. Assigné en douaire ; *lisez* en dot.

l. 25, Vavassorerie ; *lisez* vavassorie.



BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES.

TABLE
DES DIX PREMIERS VOLUMES.

1839-1849.

PARIS,
J. B. DUMOULIN,
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES,
QUAI DES AUGUSTINS, 13.

1849.

Paris — Typographie de Firmin Didot frères, rue Jacob, 36

AVIS.

La Table des matières des dix premiers volumes de la *Bibliothèque de l'École des Chartes* est un Index général dans lequel sont réunis les noms de personnes, les noms de lieux et les principaux faits mentionnés dans le cours de l'ouvrage.

Elle est précédée d'une Liste chronologique de tous les documents, au nombre d'environ cinq cents, que la *Bibliothèque* a publiés. Comme on a été obligé, pour rapporter tous les articles de cette Liste à l'ordre chronologique, de donner des dates à des pièces sur l'âge desquelles les éditeurs eux-mêmes n'avaient rien voulu affirmer, on a fait suivre les dates approximatives du mot *environ*, les incertaines d'un point dubitatif (?) et celles qui sont purement arbitraires, de deux (??). Jusqu'à l'an 1500, tous les documents de la même Liste qui ne portent aucune indication sur la langue dans laquelle ils sont écrits, sont des documents latins; après 1500, ceux qui ne portent pas d'indication particulière sont en français. Voici ces indications et ce qu'elles signifient :

(gr).	texte grec.
(trad. fr.).	traduction française.
(l. d'oïl).	texte en français du Nord.
(l. d'oc).	texte en français du Midi.
(lat.).	texte en latin.

Pour la Table des matières et pour la Liste des documents, les lettres *A* ou *B* qui suivent chaque article indiquent, *A* les cinq volumes de la première, *B* les cinq volumes de la seconde série de la *Bibliothèque*; le chiffre romain qui vient ensuite marque le volume; le chiffre arabe la page. Enfin on rappelle ici que les dix volumes de la *Bibliothèque* correspondent, quant à leur publication, aux époques suivantes :

I ^{re} SÉRIE. Tome I ^{er} .	Du 1 ^{er} septembre 1839 au 31 août 1840.				
II.	—	—	1840	—	1841.
III.	—	—	1841	—	1842.
IV.	—	—	1842	—	1843.
V.	—	—	1843	—	1844.
II ^e SÉRIE. Tome I ^{er} .	—	—	1844	—	1845.
II.	—	—	1845	—	1846.
III.	—	—	1846	—	1847.
IV.	—	—	1847	—	1848.
V.	—	—	1848	—	1849.

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES DOCUMENTS PUBLIÉS DANS LES DIX PREMIERS VOLUMES DE LA

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES

- 2 Inscription punique découverte à Marseille et relative au culte phénicien (trad. fr.). *B*, IV, 427.
- 2 Inscription antique trouvée à Koum-Kalé, près du tumulus d'Achille (gr.). *B*, II, 498.
- 180 av. J. C. (?). — Huit sentences de Caton. *A*, II, 123-125.
- 13 av. J. C. — Inscription du trophée élevé par Auguste à la Turbie en mémoire de la soumission des Alpes-Maritimes. *B*, V, 393.
- Du 1^{er} siècle av. J. C. au IV^e après. — Inscriptions antiques trouvées à Vaison (gr. et lat.). *B*, IV, 306-327.
- I^{er} siècle apr. J. C. — *De Figuris vel Schematibus*. Fragment d'un poème latin sur les figures de rhétorique. *A*, I, 64.
- 100 apr. J. C. (??). — Vingt et une maximes et sentences morales de l'antiquité latine. *A*, II, 117-121.
- II^e siècle. (?) — Fragment antique sur la vie de Virgile. *A*, II, 127.
- II^e siècle. (??) — Distique d'un César sur l'Énéide et la Pharsale. *A*, II, 130.
- IV^e siècle. — Inscription découverte à Tenez prouvant que cette ville est l'ancienne *Cartenna colonia*. *A*, V, 411.
- IV^e siècle (environ). — Deux pièces de vers à la louange d'Economie, fille du rhéteur aquitain Nazaire. *A*, II, 144.
- IV^e siècle. (??) — Fragment sur les ouvrages de Virgile. *A*, II, 128.
- IV^e siècle. (??) — Trente maximes en vers, de l'antiquité latine. *A*, II, 121-123.
- IV^e siècle. — Inscription tumulaire de l'évêque Reparatus, découverte à Orléans-ville en Algérie. *A*, V, 103.
- IV^e siècle. — (?) Invocation à l'Éternel, traduite du grec en vers latins par Tiberianus. *A*, IV, 269.
- V^e siècle. (?) — Centon de Mavortius en l'honneur de Virgile. *A*, II, 130.
- V^e siècle. (?) — Pièce de vers sur les ouvrages de Virgile. *A*, II, 129.
- VI^e siècle. (?) — Deux distiques du grammairien Virgilius Maro. *A*, II, 131.
- 500-516. — Inscription du roi Gondebald à Genève. *B*, III, 447.
- 500-800 (??). — Quatorze formules d'actes publics ou privés de l'époque mérovingienne. *A*, IV, 14-22.
- 550 (environ). — Épître en vers adressée à Jornandès, évêque des Goths, par un certain Honorius Scholasticus. *A*, II, 146.
- 558 (?). — Poème barbare relatif à des événements du règne de Childebert I^{er}, restitué d'après une biographie en prose de S. Droctovée, abbé de St-Germ.-des-Près au sixième siècle, attribuée à Gislemar, moine du neuvième. *A*, I, 328.
- 590 (??). — Pièce de vers sur la mission des apôtres. *A*, II, 147.
- Id.* — Distique contenant la paraphrase d'un précepte de la Bible. *Ibid.*
674. — Donation faite par Clodomir à l'abbaye de Saint-Sulpice de Bourges de divers droits et péages sur les portes et marchés de cette ville. (Extrait.) *B*, IV, 211, n. 2.
- 680 (??). — Fragment d'une comédie en vers latins de la fin du septième siècle. *A*, I, 524.
- 697, 25 avril. — Échange passé entre Waldromar, abbé de Saint-Germain-des-Prés, et Adalric, de deux domaines situés à Marli en Pincerais. *A*, II, 570.
- 750 (??). — Formule inédite. *A*, I, 218.
762. — Jugement rendu à Pavie par trois officiers du roi des Lombards, et par lequel les biens du Pisan Auripert sont attribués à un hôpital à l'exclusion d'Alpert, frère du défunt. *B*, III, 44.
- 769, 5 juin. — Vente faite par Nautliade à Regfred et Arthesidare, sa femme, d'un manse situé à Puisseux (ou Puteaux) en Pincerais. *B*, II, 72.
- 774-814 (environ). — Vingt-cinq vers latins, en partie inédits, composés par Charlemagne. *A*, I, 306.
- 780, juillet. — Échange de terres et de serfs entre Aper, abbé de Saint-Hilaire de Poitiers, et Hermembert, abbé de Noailly. *A*, II, 77.

- 789, 3 septembre. — Donation faite par Folrad à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, de deux manses situés au village de Pesco dans le comté de Namur. *B*, II, 75.
- 794, 4 mai. — Donation de terre faite par Théodrade et son fils Blitric à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. *B*, III, 416.
- 794, 27 mai. — Donation faite à l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, d'un manse situé à Flaridisheim. *B*, III, 418.
- 804, 14 et 15 décembre. — Chartes de fondation de l'abbaye de Gellone (Saint-Guillem-du-Désert) en Languedoc. *A*, II, 179.
- 808, mai. — Permission accordée par Louis, roi d'Aquitaine, aux religieuses de Saint-Hilaire de Poitiers d'y suivre la règle canonique ou de se retirer à Noailly pour y observer une discipline plus rigoureuse. *A*, II, 78.
842. — Donation faite par Charles le Chauve à l'abbaye de Corbie du péage d'un pont. *B*, IV, 213, note 1.
- 848, décembre. — Donation faite par Landrade et Fulbert à l'abbaye de Noailly, d'un manse situé à Mignalon. *A*, II, 81.
848. — Concession faite par l'empereur Lothaire à Agilmarus, archevêque de Vienne, des droits à percevoir sur un marché établi par lui. (Extrait.) *B*, IV, 210, n. 3.
- 848 (?), 31 mars. — Charte de Charles le Chauve en faveur du monastère de Saint-Andoche-d'Autun. *A*, I, 208.
- 852, 24 février. — Charte par laquelle Charles le Chauve confirme un échange d'immeubles fait entre Odalgarius et Warin, comte de Mâcon. *A*, I, 212.
853. — Pepin I^{er}, roi d'Aquitaine, accorde aux religieux de Saint-Sulpice de Bourges un péage sur les ponts construits par eux sur l'Èvre et l'Outron. (Extrait.) *B*, IV, 212, n. 3.
- 862, 25 août. — Donation faite par Charles, roi de Provence, à Gémard, évêque d'Orange, d'un terrain situé dans cette ville. *A*, I, 495.
- 910 (?). — Inscription en vers léonins gravée sur la frise de l'église de Notre-Dame de Vaison. *B*, IV, 333.
- 939, juillet. — Concession de terre faite par Téotelo, archevêque de Tours, à Bernier et à sa femme Huqualoc. *B*, I, 445.
- 941, août. — Confirmation par l'archevêque de Tours de la concession d'une terre faite par Hildegarde, abbesse de Saint-Loup, à Bernier et à Huqualoc sa femme. *B*, I, 448.
980. — Ordonnance synodale rendue par Sewin, archevêque de Sens, et en vertu de laquelle quatre chapelles du *pagus Senonicus* sont accordées à l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif. *A*, II, 246.
- 1024 (avant le 25 octobre). — Gautier, chevalier, donne le monastère de Saint-Loup à l'abbaye de Saint-Julien de Tours. *B*, I, 449.
- 1024, 25 octobre. — Confirmation de l'acte précédent par Arnoul, archevêque de Tours. *B*, I, 450.
- 1026 (environ). — Acte de fondation de l'église de S. Léonard d'Alençon, par Guillaume de Bellême. *A*, I, 542.
- 1080-1107. — Notice d'une convention par laquelle un nommé Foulque s'engage, envers l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers, à peindre et à fabriquer des vitraux pour la décoration du monastère, moyennant la concession en usufruit d'une maison et d'un arpent de vigne. *B*, III, 271.
1093. — Richer, archevêque de Sens, confirme à l'abbé d'Essonnes le droit de nommer les prieurs de Voulton. *B*, I, 342.
1098. — Notice d'un combat judiciaire par lequel le prieur de Fontaines en Poitou obtient contre l'abbaye de Talmont la restitution du marais d'Angles. *A*, I, 561.
- 1100 (?). — Donation (sculptée sur pierre) faite par B. Tapias à l'Hôtel-Dieu de Pierrelatte. *B*, III, 39.
- 1100-1138. — Ordre donné par Henri I^{er}, roi d'Angleterre, à Richard, évêque de Londres, de faire justice à l'abbaye de Westminster des gens qui ont forcé leur église de Winton. *B*, V, 269, n. 3.
- 1110 (environ). — Liste des titres du rouleau funéraire de Mathilde, abbesse de Caen. *B*, III, 394.
- 1110-1128. — Arnaud, fils de Lobmanz de Sainte-Eulalie, étant blessé à mort, donne à l'abbaye de Saint-Pierre-et-Saint-Sever son alleu de Sainte-Eulalie. *B*, III, 283.
- 1113-1137. — Donation faite par Guitburge, veuve de Mathieu de Parigni, à l'abbaye de Saint-Sulpice de Bourges, de la moitié du péage d'une des portes de cette ville. (Extrait.) *B*, IV, 212, note 4.
- 1117-1119. — Chronique liégeoise en vers latins. *B*, III, 217.
- 1118 (?). — Confirmation par Henri I^{er},

- roi d'Angleterre, d'une donation faite par la reine Mathilde aux chanoines de la Sainte-Trinité de Londres. *B*, V, 269, n. 2.
- 1120 (?). — Vers d'Abailard à son fils Astralabe. *B*, II, 407-421.
- 1122 (environ). — Encyclique du rouleau funéraire de Vital, abbé de Savigni, et liste des titres de ce rouleau. *B*, III, 402-411.
- 1124-1142. — Lettre d'Abailard à Héloïse. *A*, III, 177.
- 1130 (environ). — Donation faite par Henri 1^{er}, roi d'Angleterre, à l'abbaye de Cluni, de cent marcs de rente annuelle sur ses revenus de Londres et de Lincoln. *B*, V, 269, n. 1.
- 1131, 30 octobre. — Donation faite à l'abbaye de la Bussière, près Dijon, par Bouchard, prieur de Vergy. *A*, IV, 561.
- 1138, 25 mai. — Charte contenant la notice des différends des vicomtes de Melun avec l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés, au sujet des terres de Moisenai et Courceaux. *B*, I, 239.
- 1138-1141 (?). — Donation faite par Adam de Chailli de sa terre de Fontaines au prieuré de Néronville, dépendant de l'abbaye de la Sauve-Majeure. *B*, I, 255.
- 1138-1141 (?). — Donation de trois *hospites* faite par Adam de Chailli au prieuré de Néronville. *B*, I, 255.
- 1140 (?). — Accord entre Haimeric, abbé de Saint-Julien de Tours, et une femme nommée Haimeline, relativement aux biens que le mari de celle-ci avait possédés dans le domaine de l'abbaye. *B*, I, 451.
1141. — Confirmation accordée par Louis VII d'une donation de dix sous faite par Adam de Chailli au prieuré de Néronville. *B*, I, 256.
- 1144 (environ). — Reconnaissances du prévôt Arducus, ou règlement des droits respectifs de l'évêque, du chapitre et des bourgeois de Lausanne. *B*, IV, 431.
1146. — Donation faite par Louis VII, à l'abbaye de Barbeaux, des terres de Villefermoi et Grineis. *B*, I, 258.
- 1150 (environ). — Extraits d'un traité du douzième siècle sur les miracles de l'église de Coutances. *B*, IV, 343, 345, 351.
- 1150 (?). — Fragment du roman grec de Théodore Prodrome intitulé : *Les amours de Rhodante et Dosiclés* (vers grecs). *A*, II, 413.
- 1150 (?). — Extraits de l'histoire de S. Thomas de Cantorbéry, par Garnier de Pont-Sainte-Maxence. *A*, IV, 208-241.
1151. — Donation faite par D. et P. Grimal, au prieuré de Ségur en Albigeois, de la dime de Guavaus (L. d'oc). *B*, IV, 77.
- 1152-1191. — Charte (sur pierre) par laquelle Thibaut V, comte de Blois, accorde aux habitants de cette ville le règlement des droits qu'il a à exercer sur eux. *A*, II, 305.
- 1157, juin. — Lettre d'Abou-abd-Allah, roi de Tunis, à l'archevêque et au peuple de Pise, sur une victoire qu'il vient de remporter contre une tribu africaine, et sur les intérêts commerciaux des deux pays. *B*, V, 137.
- 1157-1175. — Lettre de Hugue, vicomte de Châtelleraud, à l'archevêque de Tours, à l'évêque du Mans et à l'abbé de Saint-Germain du Mans, dans laquelle il rend témoignage sur un procès entre cette abbaye et celle de Saint-Savin de Gartempe. *A*, IV, 171.
1158. — Donation faite par Udalric, seigneur de Neuchâtel en Suisse, à l'abbaye d'Hauterive. *B*, I, 569.
- 1160 (environ). — Donation faite par Henri, duc de Normandie, à Guillaume de Harecour, de l'usufruit d'une maison en sequestre. *B*, V, 282, n. 1.
- 1162-1168. — Donation faite par Hugue de Crèvecœur à l'abbaye de Saint-Lucien de Beauvais, du fief d'Eubin, dépendant de sa terre de Mormaison. *B*, III, 249.
- 1163 (environ). — Lettre écrite par Humbert, prieur du prieuré de Sainte-Milburge de Wenlock en Angleterre, à Humbault, prieur de la Charité-sur-Loire, au sujet d'une révolte des serfs de Wenlock. *A*, III, 569.
- 1164 ou 1165. — Traité conclu entre Louis VII et Frédéric Barberousse pour la destruction des Brabançons ou Coteaux dans leurs États. *A*, III, 123.
- 1170 (?). — Fragment du roman grec de Nicétas Eugénianus intitulé : *Les amours de Drosilla et Charièlès* (vers grecs). *A*, II, 420 et 422.
- 1175 (?). — Accord entre le chapitre de Saint-Quiriac de Provins et l'abbé de Saint-Pierre-le-Vif de Sens, au sujet du moulin de Saint-Loup de Naud. *A*, II, 265.
1178. — Échange de droits de justice contre des droits de cens entre Henri, comte de Champagne, et le prieuré de

- Saint-Loup de Naud. *A*, II, 264.
- 1182, 19 mai. — Lettre des Pisans à l'émir Youssouf, au sujet d'une difficulté qu'on leur faisait pour l'exportation des cuirs et maroquins de Bougie. *B*, V, 139.
1184. — Concession par Barthélemy, archevêque de Tours, à Mainier, abbé de Saint-Florent de Saumur, du droit de patronage et de présentation dans l'église de Saint-Simple de Châteauneuf, à Tours. *B*, I, 452.
1188. — Transaction entre le chapitre de Saint-Quiriace et l'abbé de Saint-Pierre-le-Vif, au sujet des droits du chapitre sur plusieurs biens du prieuré de Saint-Loup de Naud. *A*, II, 264.
1190. — Donation faite par Pierre, vidame de Gerberoi, à l'abbaye de Saint-Lucien de Beauvais, de son droit de voyer et de justicier sur les lieux de Pisseleu, Fontaines, Gehengnies et Luchii. *B*, III, 251.
- 1190-1214. — Désistement donné par Jean de Louviers, en faveur de l'abbaye de Saint-Évroul, de ses prétentions sur deux familles de serfs. *A*, I, 545.
- 1191, 3 août. — Caution donnée par Richard-Cœur-de-Lion, devant Saint-Jean-d'Acre, pour diverses sommes qu'il fait prêter en son nom par Jacques de Jhota à Geoffroi de la Haie, Guill. de Gorram, Philippe de Galles et Mercadier. *A*, V, 36.
1191. — Caution donnée, devant Saint-Jean-d'Acre, par Philippe, évêque de Beauvais, à Waleran de Casanova, bourgeois de Pise, pour les sommes à lui empruntées par Robert de Flavigni et autres. *A*, V, 35. — Deux autres actes semblables donnés par le même au même, en faveur de Nicolas de Chamblis et autres. *Ibid.*
1191. — Charte de coutume de Méru. *B*, I, 64.
- 1195, 10 mars. — Donation faite par Mercadier, chef de routiers, à l'abbaye de Cadouin. *A*, III, 444.
1195. — Donation de deux maisons, faite par Raymond de Rhodéz et sa famille à l'abbaye de Sainte-Marie de Bonne-Combe (l. d'oc). *B*, III, 252.
1197. — Lettre de Philippe de Dreux, évêque de Beauvais, au pape, contre le roi Richard-Cœur-de-Lion qui le retient captif. *A*, V, 21.
1198. — Charte de franchise (sculptée sur pierre) donnée à la ville de Monteil (Montélimart) par Géraud Adhémar et Lambert, seigneurs de Monteil. *B*, III, 34, n. 2.
1199. — Chanson provençale composée par Gaucelm Faidit sur la mort du roi Richard (l. d'oc). *A*, I, 362.
- 1199 (?). — Extrait du poème sur Charlemagne composé par Gille de Paris. *B*, I, 172.
1200. — Sentence d'interdit prononcée par le pape Innocent III sur les États de Philippe-Auguste. *B*, I, 24.
- 1200 (environ). — Cantique latin à la gloire d'Anne Musnier, héroïne provençale. *A*, I, 295.
1202. — Échange de droits entre l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif et Milon-le-Breban. *A*, II, 266.
1202. — Contrat par lequel Galet donne à l'abbaye de Savigni sa ferme de Tilli et tout son bien, sous réserve de l'usufruit avec la condition qu'il sera reçu comme religieux dans l'abbaye et que sa femme sera placée dans un couvent de religieuses. *B*, I, 191.
- 1203, février. — Reconnaissance d'une dette de quatre-vingt-un muids de froment, donnée par Wittes de Hornaing à plusieurs bourgeois de Valenciennes. *A*, IV, 184.
- 1204-1222. — Règlement sur les monnaies ayant cours en Normandie et sur leur valeur. *B*, V, 199.
1206. — Partage de deux serves entre Pierre d'Auriag et une dame nommée Lombarda (l. d'oc). *B*, IV, 523.
1207. — Chanson sur le siège de Thouars fait par Philippe-Auguste (l. d'oïl). *A*, I, 366.
1210. — Donation faite par Antelme, archevêque de Patras, à l'abbaye de Cluni, du monastère de Sainte-Marie de Hiero-Komio, près Patras. *B*, V, 312.
1211. — Concession par Guill. de Marigni, aux moines de la Bussière, du droit d'exploiter une mine de fer et d'établir une forge à Gissey. *A*, IV, 562.
- 1212, mai. — Transaction passée devant l'archevêque de Sens entre l'abbé de Saint-Pierre-le-Vif et le curé de Naud. *A*, II, 267.
- 1212, juin. — Renouvellement accordé par Philippe-Auguste à Michel, seigneur de Harnon en Vermandois, d'une rente qu'il percevait sur un péage de la ville de Péronne. *B*, III, 253.
1217. — Document relatif à l'abbaye de Saint-Martial de Limoges, rédigé par Bernard Ythier, bibliothécaire de l'abbaye. *A*, IV, 352.
- 1219, août. — Vente faite par Raoul Duplessis, à la confrérie des marchands dra-

- piers de Paris, d'une maison située dans cette ville. *A*, V, 477.
- 1223-1250. — *Dialogus illius excellentissimi regis Philippi et illius boni cantoris parisiensis magistri Petri*. Dialogue entre Philippe-Auguste et Pierre le chantre. *A*, II, 400.
- 1224, septembre. — Lettre de non-préjudice délivrée au roi par Lébert, doyen du chapitre d'Orléans, pour une faveur accordée au chapitre relativement à l'affranchissement de ses serfs. *B*, IV, 519.
1224. — Donation de tous biens faite par Guillaume le Portier à Sara sa femme (l. d'oïl). *A*, IV, 184.
1225. — Concession faite par Louis VIII à Henri Plartrard du monopole de fabrication de la monnaie parisienne. *B*, V, 189, n. 2.
- 1226, mars. — Lettres d'hommage adressées à Louis VIII par Bernard de Gordon. *A*, III, 446.
1230. — Accord entre Mainard, abbé de Saint-Julien de Tours, et le chapitre de cette ville, au sujet des émoluments de justice de la terre de St-Loup. *B*, I, 453.
- 1232, mai. — Promesse faite par Gautier de Chappes à Thibaud, comte de Champagne, qui s'était porté caution pour lui envers le monastère de l'Arivour, de l'indemniser en cas de non-paiement. *B*, IV, 522.
- 1234, novembre. — Attestation donnée par Agnès, vicomtesse de Melun, d'une donation faite par Fournier de Sainte-Gemme à l'Hôtel-Dieu du château de Melun. *B*, I, 260.
- 1236-1450. — Fragments d'une chronique de l'abbaye de Maillezais en Poitou. *A*, II, 158.
1237. — Lettre de deux Arabes du royaume de Tunis, au podestat de Pise, sur une affaire litigieuse pendante à Gênes. *B*, V, 140.
- 1238, 14 juin. — Reconnaissance des droits de relief appartenant à l'archevêque de Reims sur la châtellenie de Monson. *B*, IV, 75.
- 1240, 4 octobre. — Déclaration donnée par Thibaud comte de Bar, à Raoul évêque de Verdun, au sujet de la terre de Lincé. *A*, IV, 172.
- 1240, 13 octobre. — Rapport adressé à la reine Blanche de Castille par Guillaume des Ormes, sénéchal de Carcassonne, sur le siège mis devant cette ville par le vicomte de Beziers. *B*, II, 371.
1240. — Quelques fragments des ouvrages de Richard de Fournival (l. d'oïl). *A*, II, 40 et suivantes.
- 1241, 8 mai. — Jugement d'arbitres rendu à Pise au sujet d'un débat entre le chapelain des Pisans à Tunis et une société de marchands de Pise établis au même lieu. *B*, V, 141.
- 1243, juin. — Vente faite au comte de Champagne par Hélye, dame de la Vacherie, d'une rente assise sur le portage de Troyes. *B*, III, 255.
- 1245, 8 juin. — Injonction faite par Raimond, comte de Toulouse, à Roger, comte de Foix, de restituer la terre que Roger tient de lui dans l'évêché de Toulouse et de la remettre à Sicard de Montaut. *B*, I, 191.
- 1245, septembre. — Échange de bois entre Ermengarde, abbesse du Paraclet, et Thibaut, comte de Champagne. *B*, III, 256.
- 1247, février. — Échange d'une tenure en censive contre une tenure en fief, passé entre Pierre, abbé d'Hermières (dioc. de Paris), et Pierre de Neuilli-sur-Marne, chevalier. *B*, IV, 520.
- 1248 (?). — Requête adressée au roi de France par dame Alice, fille de Homenasc, chevalier, dont les biens avaient été confisqués pendant le siège de Carcassonne. *B*, II, 375.
- 1248 (?). — Requête semblable à la précédente, adressée au roi par Saura, veuve de Sicard de Puicheric (?), chevalier. *B*, II, 376.
- 1248 (?). — Requête semblable aux précédentes adressée au roi par Sicard de Puicheric et Guillaume Sicard, son frère. *B*, II, 376.
- 1248 (?). — Requête adressée aux commissaires du roi par Le Noir de la Redorte, pour obtenir la restitution de 3,000 sous qui lui avaient été imposés par le sénéchal de Carcassonne pendant le siège de cette ville. *B*, II, 377.
- 1248 (?). — Requête adressée aux commissaires du roi par les habitants de la commune d'Aiguevive, pour obtenir la restitution de diverses sommes qu'ils avaient été forcés de payer pendant le siège de Carcassonne. *B*, II, 378.
- 1250, 20 avril. — Lettre adressée en Égypte à Alphonse, comte de Poitiers, frère de saint Louis, par son chapelain Philippe, trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers (l. d'oïl). *A*, I, 394.
- 1250 (environ). — *Donatus provincialis* ; grammaire de la langue romane (l. d'oc). *A*, I, 166.

- 1250 (environ). — *La dreita maniera de trobar*; grammaire de la langue romane (l. d'oc). *A*, I, 189.
- 1250 (environ). — Extraits du roman de Godefroi de Bouillon (l. d'oïl). *A*, II, 439 et suiv.
- 1250 (environ). — Récit de l'emprisonnement et du procès de Pierre Pillart, chevalier du comté de Beaumont-sur-Oise, accusé d'avoir battu et volé un clerc. *B*, IV, 407. — Supplique de Pierre Pillart au roi (l. d'oïl). *Ibid.*, 411.
- 1250 (environ). — *Getæ et Birriæ liber*, sive *Amphitryoneis*. Poème latin composé, avant le onzième siècle, par un auteur inconnu nommé Vitalis. *B*, IV, 486; et *B*, V, 425.
- 1256, décembre. — *Vidimus* de l'hommage lige fait en 1211 à Philippe-Auguste, par Bertrand de Gourdon. *A*, III, 446.
- 1258, 10 juin. — Donation de 40 sous, faite par Agnès, dame d'Ablon, à la chapelle d'Ablon. *A*, IV, 169.
- 1260, 25 avril. — Nomination du prêtre Opitho, par l'archevêque de Pise, à l'administration de l'église de Sainte-Marie de Tunis. *B*, V, 143.
- 1264, 10 août. — Contrat par lequel Bonaventure Bonnacursi et autres louent leur navire, appelé le Bonaventure, à plusieurs marchands de Pise pour un voyage à Bougie, et règlent les conditions du marché. *B*, IV, 250.
- 1265, 13 juillet. — Lettre de Guillaume, sire de Daulley, au comte de Champagne, dans laquelle il déclare qu'il a cédé à son fils Geoffroi les revenus qu'il tient en fief du comte sur les foires de Troyes, de Bar et de la Ferté. *A*, IV, 170.
- 1268, 17 avril. — Nomination, faite par le viguier de Marseille, d'Hugues Berгонion, marchand de cette ville, aux fonctions de consul pour le voyage qu'il doit faire à Bougie sur le navire le Saint-Jacques. *A*, II, 392.
- 1268, novembre. — Amortissement concédé par Raoul le Boutellier, de Senlis, d'une dime de vin donnée aux Templiers, par Jean de Saint-Port (l. d'oïl). *B*, IV, 76.
- 1269 ou 70. — Vente faite par Huguet de Conflans à Henri, fils du comte de Champagne, des biens qu'il avait à Villeneuve-au-Chemin (l. d'oïl). *B*, I, 192.
- 1270, février. — Amortissement accordé par Thibaut VII, comte de Champagne, aux religieux du prieuré de Voulton, pour tous les biens qu'ils possédaient dans ses domaines. *B*, I, 343.
- 1270, 24 septembre. — Lettre de Thibaut, roi de Navarre, à Othon, évêque de Tusculum, au sujet de la mort de saint Louis. *A*, V, 108 et 110.
1270. — Chanson sur les établissements du roi saint Louis (l. d'oïl). *A*, I, 370.
- 1272, 29 avril. — Rétablissement du prêtre Jaffero dans la cure de l'église des Pisans à Bougie, qu'il avait été obligé de quitter par suite de l'expédition des Français contre Tunis. *B*, V, 144.
1272. — Prêt à l'aventure fait par Solaccio Vinaico de Pise à un négociant de la même ville, pour une expédition commerciale à Bougie. *B*, V, 143.
- 1273, 18 avril. — Lettre de non-préjudice délivrée par Robert, duc de Bourgogne, au comte de Champagne, au sujet de ce que le comte avait bien voulu lui faire hommage à Sézanne, au lieu de le faire à Augustines (l. d'oïl). *B*, III, 254.
- 1274, 28 septembre. — Notice d'une ordonnance rendue par l'abbé de Saint-Maur-des-Fossés pour l'armement de ses vassaux. *B*, V, 68.
- 1275, 16 mars. — Reconnaissance faite par Olivier Avenel, chevalier, qu'il est débiteur, envers les religieux de la Sainte-Trinité de Mortain, d'une rente assignée sur son moulin de Chalandré (l. d'oïl). *B*, I, 191.
- 1275 (?). — Lettre de Jean de Ribemont, aux maire et jurés de Saint-Quentin, sur les affaires de cette ville et les influences qui régnaient alors à la cour (l. d'oïl). *B*, III, 157.
- 1277, novembre. — Relation d'un jugement de la commune de Saint-Quentin, par lequel Roulin le Mesureur, banni pour avoir maltraité une femme, et pris en récidive, fut condamné à avoir un pied coupé (l. d'oïl). *B*, III, 425.
- 1280 (environ). — Traité de l'office du podestat dans les républiques italiennes. (Extraits du 3^e livre du *Trésor* de Brunetto Latini (l. d'oïl).) *A*, II, 319.
- 1280 (environ). — Liste, envoyée par les magistrats de Valenciennes à ceux de Saint-Quentin, des gens de mauvaise vie bannis de Valenciennes pour leurs mœurs dépravées (l. d'oïl). *B*, III, 422.
- 1281, 23 mai. — Attestation donnée par Gui de Mauvoisin sire de Rosni, Macé vidame de Chartres et autres, du serment prêté en leur présence par Simon évêque de Chartres, de ne rien faire dans cette ville contre la souveraineté de Pierre, comte d'Alençon de Blois et de Chartres. *A*, V, 166.

- 1285, mars. — Cession faite par Richard du Fay au roi, du fief du Mesnil près la forêt de Bonneville-en-Auge, en retour de l'extinction d'une rente due sur un autre fief des environs de Pont-Audemer. *B*, IV, 521.
- 1285, 26 avril. — Confirmation de tous biens accordée à l'abbaye de la Busnière par Robert, duc de Bourgogne. *A*, IV, 562.
- 1290, 8 février. — Bulle du pape Nicolas IV, par laquelle il recommande la piété aux chevaliers chrétiens engagés au service des rois maures d'Afrique, et les invite à prêter obéissance à son légat Rodrigue, évêque de Maroc. *B*, III, 519.
- 1290 (environ). — Lettre par laquelle les maire et jurés de Laon font connaître à ceux de Saint-Quentin les principes de la justice municipale de Laon à l'égard des gens de mauvaise vie (l. d'oïl). *B*, III, 425.
- 1291, 11 mars. — Quittance donnée par Simon de Dargies à Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, pour la vente d'une rente de 50 l. par. assise sur le trésor royal du Temple (l. d'oïl). *B*, IV, 522.
- 1293, 15 juin. — Lettre adressée à la commune de Marseille par les consuls et marchands de cette ville établis à Bougie, pour se plaindre des vexations que les Arabes leur font subir (l. d'oc). *A*, II, 393.
- 1295, 6 juin. — Traité d'alliance conclu entre Éric, roi de Norvège, et Philippe le Bel contre l'Angleterre. *A*, II, 359.
- 1295, 20 juin. — Acte de renonciation de Philippe le Bel et de Charles de Valois, son frère, au royaume d'Aragon, consenti moyennant la renonciation du roi d'Aragon au royaume de Majorque. *A*, V, 167.
- 1297, 12 septembre. — Aveu et dénombrement fourni par Jean Lemoine de Nevent, écuyer, des fiefs tenus par lui de l'archevêque de Reims à Mouson et aux environs. *B*, IV, 76.
- 1300, 4 février. — Dispense accordée par le pape Boniface VIII à Charles d'Anjou, d'épouser Catherine de Constantinople, sa parente, à condition que ledit Charles aidera le Saint-Siège à recouvrer le royaume de Sicile contre le roi d'Aragon. *A*, V, 168.
1300. — Extraits d'un ouvrage attribué à l'avocat Pierre du Bois et intitulé : *Summaria brevis et compendiosa doctrina felicis expeditionis et abbreviationis guerrarum ac litium regni Francorum*. *B*, III, 274-301.
- 1303, 7 mai. — Ordre de Philippe le Bel à Pierre de Mornay, évêque d'Auxerre, de se rendre immédiatement à Paris, où il a besoin de l'entretenir des affaires publiques. *A*, V, 169.
- 1303, 16 juillet. — Ordre donné par Philippe le Bel à l'évêque d'Auxerre (et probablement à tous les autres dignitaires du royaume) de marcher contre les Flamands avec toutes les forces dont il peut disposer (l. d'oïl). *A*, V, 170.
- 1310, 3 avril. — Accensement d'une pièce de terre située en Albigeois, fait à Pierre Carrandier par Jean d'Albières, seigneur de Viaus (l. d'oc). *B*, III, 250.
- 1315, 24 janvier. — Lettres par lesquelles Louis X. reçoit et approuve les comptes d'Enguerran de Marigni (l. d'oïl). *A*, III, 14.
- 1316, 23 février. — Sentence d'expropriation rendue contre Guillaume Guiart, ménestrel de bouche, par le chambrier de la justice de Sainte-Geneviève de Paris (l. d'oïl). *B*, III, 13.
1316. — Extraits d'un compte du trésor du roi pour cette année. *A*, V, 380 et 381.
- 1318, 16 novembre. — Compte des dépenses faites par Vincent de l'Épée, messenger chargé de faire faire des prières pour l'âme de Philippe le Bel dans la province d'Aquitaine (l. d'oïl). *A*, III, 13.
- 1320, 26 février. — Lettre du roi au bailli de Troyes, pour faire cesser les abus commis dans cette ville par les Juifs. *B*, V, 414.
- 1320 (environ). — Fragments de poésies françaises écrites dans le dialecte employé en Italie et dans les Echelles du Levant. *A*, IV, 180.
- 1321, 14 septembre. — Statuts de la corporation des ménestriers de Paris (l. d'oïl). *A*, III, 400.
- 1322, 19 mars. — Arrêt de la chambre des comptes sur un procès de Jean des Barres, maréchal de France, avec le fisc royal (l. d'oïl). *A*, V, 383, n. 1.
- 1322, 6 mai. — Lettre adressée d'Avignon au roi Charles le Bel par le comte de Clermont, le sire de Noyers, Étienne de Mornay et Pierre de Mortemart, ses ambassadeurs auprès du pape Jean XXII (l. d'oïl). *A*, V, 393.
- 1323, 16 juin. — Examen, par la chambre des comptes, du mémoire présenté

- par Jean Remy, receveur de Champagne, pour ses frais de bureau (l. d'oil). *A*, V, 387.
- 1323, juillet. — Compte des sommes dues à Étienne de Mornay, conseiller à la cour des comptes, pour sa présence aux séances de la chambre du 8 janvier 1322 au 1^{er} juillet 1323. *A*, V, 383, n. 2.
- 1326, 11 février. — Provision donnée par la république de Florence afin de faire faire des canons et des boulets pour sa défense. *B*, I, 50.
1328. — Compte de la répartition du subsidé levé cette année en France pour la guerre de Flandre (l. d'oil). *A*, II, 170.
- 1330-1371. — Document relatif à quelques points de la coutume de Paris au quatorzième siècle. *B*, I, 398.
- 1333, 17 juillet. — Déclaration faite à l'officier de la justice du prieuré de Saint-Martin-des Champs, par plusieurs témoins, concernant un viol, et procès-verbal dressé à ce sujet par les matrones jurées (l. d'oil). *B*, IV, 512, n. 4.
- 1339, 8 octobre. — Quittance donnée par Hughes de Cardilhac au maître des arbalétriers pour le prix de dix canons fabriqués par lui et ses gens (l. d'oil). *B*, I, 51.
- 1339, 6 décembre. — Quittance donnée par Étienne Morel au clerc des arbalétriers du roi pour le prix de poudre à canon fabriquée par lui (l. d'oil). *B*, I, 51.
- 1341, 13 novembre. — Extrait des registres du parlement de Paris et ordonnances du roi relatifs à un procès entre Guill. du Brueil, avocat, et Baras de Châteauneuf, chevalier (l. d'oil). *A*, III, 60.
- 1344, 10 octobre. — Quittance donnée par Arnaud d'Anglars et plusieurs autres au trésorier du roi, dans la sénéchaussée du Périgord et Quercy, des frais d'un voyage fait par eux à Paris pour témoigner en justice. *A*, III, 59, note.
- 1345, 29 avril. — Quittance donnée par Raim. Larchier pour les dépenses de l'approvisionnement d'artillerie du château de Sompui. *B*, I, 51.
- 1346, septembre. — Lettre de rémission accordée par la ville de Tournay à un artillerier qui avait tué un homme en essayant un canon (l. d'oil). *B*, I, 45, n. 2.
- 1346-1439. — Extraits d'une chronique anglo-normande inédite (l. d'oil). *B*, III, 111-132.
- 1347, 18 juin. — Transport fait par Elisabeth, veuve de Gautier Scaudemian, aux religieuses du Parc-aux-Dames de Louvain, d'un cens assis sur une maison de cette ville. *B*, IV, 77.
- 1349-1352. — Extraits du registre des délibérations de la municipalité d'Agen, relatifs à l'artillerie de la ville (l. d'oc). *B*, I, 46, n. 2.
1350. — Poème latin sur la peste de 1348, composé par maître Simon de Covin, astrologue, sous le titre de : *Carmen de judicio Solis in convivio Saturni*. *A*, II, 206.
- 1353, 28 mars. — Autorisation donnée par le roi Jean, à ses gens des comptes, de payer au peintre Jean Coste les peintures par lui faites au château de Vaudreuil, en s'en rapportant sur le chiffre de la somme à sa déclaration confirmée par serment. *B*, III, 336.
- 1363, juin. — Trois lettres de rémission accordées par le roi, l'une à un archer de la ville de Paris, l'autre à un commissaire examinateur au Châtelet, et la troisième à un bourgeois, qui avaient méconnu les privilèges de l'Université de Paris (l. d'oil). *A*, V, 482-489.
- 1354, 14 mai. — Traité de paix et de commerce conclu entre la république de Pise et le roi de Tunis. *B*, V, 145.
- 1356, 25 mars. — Devis des travaux de peinture exécutés au château de Vaudreuil par Jean Coste (l. d'oil). *B*, I, 544.
1356. — Extrait des doléances des États généraux de 1356 sur les vices du gouvernement (l. d'oil). *A*, V, 243, n. 5.
- 1358 (mai ?). — Articles contre Robert le Coq, évêque de Laon (l. d'oil). *A*, II, 365.
- 1359, 17 juin. — Reconnaissance donnée par Lermite de Bachevillier, capitaine de Saint-Maur et de la Queue, d'un approvisionnement d'artillerie reçu par lui. (l. d'oil). *B*, I, 52.
- 1359, 15 octobre. — Reconnaissance fournie par Guill. Larchier, artillerier du roi au château de Melun, pour un approvisionnement d'artillerie reçu par lui (l. d'oil). *B*, I, 53.
- 1364 ou 65. — Requête présentée à la chambre des comptes par un sergent d'armes du roi pour obtenir remboursement des frais faits par lui en poursuivant la restitution de biens du Dauphin pillés par des pirates génois (l. d'oil). *A*, I, 284.
- 1368, 27 août. — Ordre adressé par G. du

- Merle, capitaine général de Normandie au vicomte de Bayeux, de payer 10 fr. d'or à J. Hardy, prisonnier des Grandes Compagnies, qu'il a chargé de s'informer de l'état du château de Vire tenu par elles (l. d'oïl). *A*, III, 275, n. 1.
- 1370, 15 juillet. — Ordonnance par laquelle Louis, duc d'Orléans, fait payer à J. Beneger, maître de l'artillerie du roi, 117 fr. pour l'achat de munitions de guerre (l. d'oïl). *B*, I, 53.
- 1371, 29 décembre. — Quittance donnée par Jean de Lions, maître de l'artillerie du roi, au sujet de l'achat par lui fait de diverses munitions de guerre (l. d'oïl). *B*, I, 54.
- 1372, 11 avril. — Sentence rendue par Jean Boutillier, lieutenant du bailli de Vermandois, et attribuant la connaissance d'un homicide commis dans un cimetière au bailli du Tournésis, à l'exclusion des doyen et chapitre de l'église de Tournay (l. d'oïl). *B*, IV, 139.
- 1372, 27 octobre. — Ordonnance de police faisant défense aux taverniers de donner à boire, et aux ménétriers de jouer, l'heure du couvre-feu sonnée (l. d'oïl). *A*, III, 403.
- 1373, 14 août. — Ordre donné par le connétable du Guesclin au capitaine de la ville et du port de la Roche-Deryen, de laisser l'évêque et les habitants de Tréguier embarquer et débarquer les denrées en franchise (l. d'oïl). *B*, III, 237.
- 1373, 7 septembre. — Reconnaissance fournie par Jean de Hangest, capitaine de la forteresse du pont de Charenton, pour diverses munitions de guerre par lui reçues (l. d'oïl). *B*, I, 55.
- 1374, 1^{er} novembre. — Lettres par lesquelles l'amiral Jean de Vienne engage Girart de Figeac, canonnier, à travailler à l'artillerie du roi moyennant 15 fr. d'or par mois pour ses gages (l. d'oïl). *B*, I, 55.
- 1375, 13 mars. — Quittance donnée par Milet de Lions du prix des dépenses par lui faites pour l'artillerie du siège de Saint-Sauveur-le-Vicomte (l. d'oïl). *B*, I, 56.
- 1375, 4 mai. — Quittance donnée par Girart de Figeac pour le paiement des dépenses du grand canon de Saint-Lô (l. d'oïl). *B*, I, 56.
- 1376, 5 décembre. — Gratification de 200 fr. d'or accordée par Charles V à Raymon du Temple, son sergent d'armes et maçon : avec la quittance (l. d'oïl). *B*, III, 58.
- 1377, 16 février. — Ordonnance par laquelle Charles VII lève la défense faite aux marchands de Venise de trafiquer en France (l. d'oïl). *B*, III, 213.
- 1377, 16 mai. — Mandement pour le paiement de deux charretiers qui avaient voituré six canons de Caen à Saint-Sauveur-le-Vicomte (l. d'oïl). *B*, I, 56.
- 1377, 23 novembre. — Reconnaissance de 196 fr. d'or dus par le roi Charles V à D. Rapponde, marchand de Paris, pour fournitures relatives à la reliure de différents livres (l. d'oïl). *A*, II, 68.
- 1379, 11 septembre. — Procuration donnée par la république de Pise au chevalier Rainerio de Gualandi pour traiter de la paix, au nom de la république, avec les rois de Bone, de Bougie et de Tunis. *B*, V, 152.
- 1380 (?). — Extraits de la chronique de Guillaume de Macbaut, relatifs à l'histoire de Chypre (l. d'oïl). *B*, I, 491, n. 1; 494, 505 et suiv.
- 1380 (??). — Lettres de constitution de baillif. *B*, IV, 103.
1382. — Ballade sur la sédition des Maillois, par Eust. Deschamps (l. d'oïl). *B*, I, 368.
- 1391, 22 février. — Procès-verbal de deux interrogatoires de témoins faits par Jean Boutillier, lieutenant du bailli de Tournai, au sujet de l'état et de la fortune de divers individus condamnés à des amendes (l. d'oïl). *B*, IV, 142 et 143.
- 1391, 15 avril. — Jugement de flétrissure et de bannissement rendu par les maire et jurés de Saint-Quentin contre Pierre Bernart et Jean Fillier son gendre, pour escroquerie et faux en écriture de commerce (l. d'oïl). *B*, III, 423.
1390. — Complainte sur la folie de Charles VI, par Christine de Pisan (l. d'oïl). *A*, I, 375.
- 1394, 8 juillet. — Gratification de 200 fr. d'or accordée par Louis, duc d'Orléans, à maître Remon du Temple, sergent d'armes et maître des œuvres de maçonnerie du roi, à cause des travaux qu'il a faits pour le duc dans l'église des Célestins et à l'hôtel de Bohême (l. d'oïl). *B*, III, 59.
1394. — Inscription de la cuve baptismale de Charles V dans l'église de Médan (l. d'oïl). *B*, IV, 150.
- 1395, 14 septembre. — Ordonnance de police défendant aux ménétriers et autres de chanter dits rimes ni chansons.

- faisant mention du pape, du roi, etc. (l. d'oïl). *A*, III, 404.
- 1400 (?). — Les demandes que le roy fait des costumes de fief à l'usage de France (l. d'oïl). *B*, V, 48.
- 1402, 24 mars. — Quittance de sept mille francs d'or accordés par le roi à sept chevaliers français vainqueurs de sept Anglais dans le tournois de Montendre (l. d'oïl). *A*, I, 378.
1402. — Trois ballades de Christine de Pisan sur le combat de sept Français contre sept Anglais (l. d'oïl). *A*, I, 379, 380 et 381.
- 1403, 19 mars. — Ordonnance de Loys, duc d'Orléans, pour une gratification de 200 l. t. qu'il accorde à Guill. de la Champagne (l. d'oïl). *A*, I, 385.
- 1403, 14-18 avril. — Procédure relative à une tentative de rapt commise sur Jeanne Hemery, épicière de la rue Saint-Denis, à Paris, par Regnault d'Azincourt (l. d'oïl). *B*, III, 323.
- 1408, 10 novembre. — État donné par Pierre de Mornay, gouverneur du duché d'Orléans, des réparations faites à Orléans à l'hôtel de la duchesse et à l'hôtel de la recette du domaine, pour recevoir la reine, le duc de Guyenne et mesdames de Guyenne et de Charolois (l. d'oïl). *B*, IV, 469.
- 1408, 14 novembre. — Ordre de Pierre de Mornay pour faire payer à Guillot Boilleve plusieurs pièces de vin employées par la reine, le duc de Guyenne et leur suite pendant leur séjour à Orléans (l. d'oïl). *B*, IV, 470.
- 1409, 31 octobre. — 1410, 14 février. — Trois quittances de Pierre de Mornay, relatives à un voyage fait par lui, d'après les ordres du duc d'Orléans, vers le comte d'Armagnac (l. d'oïl). *B*, IV, 471.
- 1410, 30 avril. — Quittance donnée par Pierre de Mornay pour vingt-trois jours employés au service du duc d'Orléans par lui et vingt-neuf autres gentilshommes (l. d'oïl). *B*, IV, 455, n. 1.
- 1411, 9 octobre. — Expédition adressée à l'Université de Paris du manifeste écrit au roi par Jean, comte de Roussy et de Braine, Jean de Hangest et vingt-deux autres seigneurs, pour lui déclarer qu'ils embrassent la cause du duc d'Orléans contre les meurtriers du duc son père et les ministres du roi qui les favorisent (l. d'oïl). *B*, IV, 472.
- 1413, 3 février. — Rapport adressé au roi sur les doléances du clergé aux États généraux de 1413 (l. d'oïl). *B*, I, 281.
- 1413, 2 mai. — Lettre de la commune de Paris à celle de Noyon sur les affaires politiques du temps (l. d'oïl). *B*, II, 59.
- 1413, 8 mai. — Réponse de la commune de Noyon (l. d'oïl). *B*, II, 63.
- 1413, même jour. — Lettre par laquelle le sire de Bains, bailli de Vermandois, écrit aux maire et jurés de Noyon qu'il approuve leur réponse (l. d'oïl). *B*, II, 64.
- 1413, 16 août. — Autre lettre de la commune de Paris à celle de Noyon (l. d'oïl). *B*, II, 65.
- 1415, 30 septembre. — Reconnaissance de 2,000 écus dus par le duc d'Orléans à Pierre de Mornay (l. d'oïl). *B*, IV, 467.
- 1416, 1^{er} avril. — Quittance donnée par Jean de Joinville, capitaine de Baugenci, au trésorier du duc d'Orléans, pour la dépense d'un millier de pierres à canon.
- 1416, 20 mai. — Acte d'un dépôt de 3,000 fr. en or confiés secrètement par la reine Isabelle de Bavière aux religieux de l'abbaye de la Sainte-Trinité de Vendôme (l. d'oïl). *B*, V, 333.
- 1419, 14 avril. — Ordonnance par laquelle Tannegny du Chastel confie à Pierre de Mornay l'inspection de toutes les troupes de Poitou et de Saintonge destinées à réduire le sire de Parthenay à l'obéissance du régent (l. d'oïl). *B*, IV, 466, n. 2.
- 1420, 4 octobre. — Ordonnance par laquelle Jean, duc de Bretagne, défend à ses officiers à la Roche-Deryen de prélever aucun droit sur les denrées embarquées ou débarquées dans le port de cette ville pour l'évêque et les habitants de Tréguier (l. d'oïl). *B*, III, 239.
- 1423 (environ). — Mémoire des tapisseries que Jacquet Colins, garde de la tapisserie du duc d'Orléans, a délivrées au roi et à la reine (l. d'oïl). *B*, III, 136.
- 1425, 5 avril. — Donation faite par Charles VII à Éléonore de Paul, fille d'honneur de la reine (l. d'oïl). *B*, III, 139.
- 1427, 31 mai. — Décharge donnée par Jean de Rochechouart et Pierre Sauvage à Jean de Tuilleries pour les livres, tapisseries et autres meubles du château de Blois (l. d'oïl). *A*, V, 61.
- 1427, 31 mai. — Inventaire des livres de la bibliothèque du duc d'Orléans au château de Blois (l. d'oïl). *A*, V, 64-82.
- 1429, 19 janvier, — 19 février. — Trois pièces relatives à un don fait par la municipalité de Tours à une jeune fille

- de cette ville, sur la demande de Jeanne d'Arc (l. d'oïl). *A*, IV, 488 et suiv.
- 1429, 28 février. — Attestation délivrée par Pierre Sauvage, secrétaire du duc d'Orléans, des dépenses faites par Jean de Rochechouart pour le transport de Blois à la Rochelle et pour l'inventaire des livres, tapisseries et autres meubles enlevés du château de Blois par ordre du duc à cause des incursions des Anglais (l. d'oïl). *A*, V, 62.
- 1429, 30 septembre. — Ordre du duc d'Orléans pour le paiement de deux marchands de cette ville par lesquels il avait fait fournir un habillement à Jeanne d'Arc, avec la quittance (l. d'oïl). *B*, I, 548.
- 1429, 9 novembre. — Lettre de Jeanne d'Arc aux habitants de Riom pour leur demander des munitions de guerre (l. d'oïl). *A*, V, 519.
1430. — Fragments des chroniques de Georges Chatelain, relatifs à l'histoire de l'année 1430 (l. d'oïl). *A*, IV, 67-78.
- 1431, 7 mars. — Donation de la seigneurie de Puseigne en Dauphiné, faite par Charles VII à Rodrigue de Villandrando (l. d'oïl). *B*, I, 153.
- 1431, 31 décembre. — Extrait d'un compte de dépenses faites par les ordres de la duchesse de Bourgogne pour divers travaux d'art (l. d'oïl). *A*, V, 409.
1431. — Extraits des registres des comptes de l'hôtel de ville de Tours pour l'année 1431-1432. *B*, I, 155. — *Id.* (l. d'oïl) pour le mois de mai 1437. *Ibid.*, 232.
- 1432, janvier. — Extraits de l'ordonnance dressée pour la répartition des deniers votés par les États d'Auvergne (l. d'oïl). *B*, I, 154.
- 1433, 17 janvier. — Promesse donnée par Rodrigue de Villandrando au vicomte de Turenne d'être son ami et allié (l. d'oïl). *B*, I, 157.
- 1433, 10 mai. — Allocation accordée par Guillaume, évêque et duc de Laon, à Pons de Quercy, receveur particulier à Lautrec, à cause des frais d'un voyage qu'il a à faire pour la défense du pays de Languedoc (l. d'oïl). *B*, I, 160.
- 1433, 24 mai. — Contrat de mariage de Rodrigue de Villandrando et de Marguerite, bâtarde de Bourbon (l. d'oïl). *B*, I, 157.
- 1433, 14 juillet. — Allocation de vingt-cinq moutons d'or accordée au contrôleur de la recette de la sénéchaussée de Beaucaire par les commissaires nommés pour répartir la taille votée par le tiers état de Languedoc et Guyenne (l. d'oïl). *B*, I, 161.
- 1433, 31 juillet. — Quittance donnée par Pascal de la Fargue, trésorier du comte de Foix, pour cent moutons d'or payés à la recette de Nîmes par Antoinette Saichet de Montpellier (l. d'oc). *B*, I, 162.
- 1433, 31 juillet. — Quittance donnée par Pascal de la Fargue, de 500 moutons d'or à lui accordés par le comte de Foix, pour l'avoir aidé à faire rentrer Avignon sous la puissance du pape (l. d'oc). *B*, I, 162.
- 1434, 3 février. — Quittance donnée par Pascal de la Fargue au receveur particulier du diocèse de Castres, pour une somme à lui octroyée par le comte de Foix (l. d'oc). *B*, I, 163.
- 1436, 2 août. — Convention passée entre le duc de Bourbon et Rodrigue de Villandrando, pour l'assiette de mille livres de rente stipulées dans le contrat de mariage de Rodrigue avec Marguerite de Bourbon (l. d'oïl). *B*, I, 166.
- 1436, 16 août. — Mandement du juge d'Orléans pour le paiement de ceux qui ont conduit et fait passer à Tours les tapisseries qui ont servi aux noces du dauphin (l. d'oïl). *B*, III, 138.
- 1437, 6 avril. — Quittance donnée par Jean de Caramaing à Bernard d'Urban, de 225 l. t., pour les travaux et dépenses par lui faits pour l'assemblée des trois États tenue à Béziers en novembre 1436 (l. d'oïl). *B*, I, 230.
- 1438, 1^{er} mai. — Quittance donnée par Bertrand Teysier, consul de Salgue, à Jean Chaste, receveur du diocèse de Mende (l. d'oc). *B*, I, 234.
- 1438, 14 novembre. — Quittance de Rodrigue de Villandrando pour 200 l. à lui votées par les États de la basse Auvergne (l. d'oïl). *B*, I, 235.
1438. — Extraits de la chronique des ducs d'Alençon, par Perceval de Caigny (vingt-neuf chapitres relatifs à Jeanne d'Arc) (l. d'oïl). *B*, II, 149.
- 1439, 13 janvier. — Lettres de Charles VII au sujet de l'administration temporelle du prieuré de Saint-Loup de Naud (l. d'oïl). *A*, II, 270.
- 1436, 17 mars. — Quittance de Pierre de Vivar, intendant de Rodrigue de Villandrando, pour une allocation d'argent à lui faite par les capitouls de Toulouse (l. d'oc). *B*, I, 236.
- 1439, 21 avril. — Quittance de Rodrigue

- de Villandrando pour 2,000 écus d'or à lui payés par les capitouls de Toulouse (l. d'oil). *B*, I, 236.
- 1439, 6 mai. — Allocation faite par les capitouls de Toulouse au vignier de cette ville, sur l'impôt établi par suite des accords passés entre le conseil du roi et Rodrigue de Villandrando (l. d'oc). *B*, I, 237.
- 1439, 19 mai. — Quittance donnée à un receveur par les élus pour les aides en la ville et diocèse de Toulouse, d'une somme due par la ville de Carcassonne pour l'entretien des troupes du roi (l. d'oc). *B*, I, 235.
- 1439, 12 juin. — Quittance de Rodrigue de Villandrando pour une somme à lui votée par les États d'Auvergne (l. d'oil). *B*, I, 238.
- 1441, juin. — Lettres de rémission accordées par Charles VII à Jean de Signenville, écuyer, capitaine des gens de guerre rassemblés par une fausse Jeanne d'Arc (l. d'oil). *B*, III, 116, n. 3.
- 1445, 20 avril. — Sauf-conduit délivré par le connétable de Richemont au bâtarde de Limeuil, chargé de ramener dans leurs foyers cent soixante cavaliers licenciés par ordonnance (l. d'oil). *B*, III, 124, n. 3.
- 1445, 4 décembre. — Ordonnance par laquelle Charles VII établit dans la sénéchaussée de la Marche cinq commissaires chargés de percevoir, d'après un nouveau mode, une aide pour la solde des gens d'armes. *B*, III, 127. — Commission par laquelle Jacques de la Ville est institué receveur de l'aide ci-dessus. *Ibidem* (l. d'oil).
- 1447, septembre. — Rémission accordée par Charles VII à Mathurin de Cardailiac, pour la détrousse de Alonzo de Zamora et Alonzo de Benavent (l. d'oil). *B*, I, 231.
- 1448, 10 février. — Rémission accordée par Charles VII à plusieurs paysans de Saint-Just-d'Avray en Beaujolais, pour le meurtre de deux hommes d'armes (l. d'oil). *B*, I, 163.
- 1448 et 1449. — Extraits des comptes du receveur général du roi en Normandie (l. d'oil). *B*, III, 132-135.
- 1450 (environ). — Extraits d'un mystère de la Passion tiré de la bibliothèque d'Arras (l. d'oil). *A*, V, 38 et suiv.
- 1450 (?). — Chronique du siège d'Orléans et de l'établissement dans cette ville de la fête du 8 mai 1429 (l. d'oil). *B*, III, 500.
- 1452, 18 août. — Déclaration faite au procureur de la commune de Dijon par Philippe Gaigneur, habitant de Provins, d'un événement récemment arrivé à Provins et relatif aux sorcelleries des Vaudois (l. d'oil). *B*, III, 90.
- 1452 — Fragments des comptes de la ville de Poitiers. *A*, I, 229 et suiv.
- 1453, 19 juillet. — Lettre écrite sur la bataille de Castillon en Périgord, deux jours après le combat (l. d'oil). *B*, III, 246.
- 1453, décembre. — Lettre de rémission accordée par le roi Charles VII à un habitant de la Cheppe qui avait tué un bohémien (l. d'oil). *A*, V, 531, note.
- 1455, 9 décembre. — Ordre donné par Philippe, duc de Bourgogne, à son bailli de Dijon, de tirer du château de Mirebeau maître Pierre d'Estaing, alchimiste, qui y avait été enfermé par le sire de Mirebeau, Jean de Bauffremont, pour faire de l'or (l. d'oil). *B*, II, 257.
- 1456, 18 mars. — Jugement prononcé par les maire et échevins de Dijon contre les auteurs de l'enlèvement commis violemment dans leur ville sur la personne de Pierre d'Estain (l. d'oil). *B*, II, 263.
- 1457, 25 mars. — Lettre de rémission accordée par Philippe, duc de Bourgogne, à Jean de Bauffremont, coupable de séquestration et de violences commises sur la personne de Pierre d'Estaing (l. d'oil). *B*, II, 264.
1457. — Inscription tumulaire de Pierre Berland, archevêque de Bordeaux. *B*, IV, 67.
- 1457, juillet. — Lettre de rémission accordée par Charles VII à Jean de Sompière et Jean de Guinhon, qui, étant consuls de Marmande, avaient laissé le peuple de cette ville mettre à mort plusieurs femmes qu'il accusait de sorcellerie (l. d'oil). *B*, V, 374.
- 1458, 31 octobre. — Lettres de nomination de Henri Bande à l'office d'élu des aides au pays de Bas-Limousin (l. d'oil). *B*, V, 132.
- 1459, 23 novembre. — Relation adressée par Jean de Chambes à un de ses amis, sur l'ambassade qui lui avait été confiée par le roi Charles VII auprès de la république de Venise (l. d'oil). *A*, III, 186.
- 1460-1490 (environ). — Poèmes divers de Henri Baude (l. d'oil). *B*, V, 99-132.
- 1461, octobre. — Rémission accordée par

- Louis XI à Richart Deymes, complice de Jean de Goulart dans un meurtre (l. d'oil). *B*, I, 233.
- 1463, 20 juillet. — Sauf-conduit donné par François, duc de Bretagne, à tous les Anglais qui viendront en pèlerinage à l'église de Tréguier (l. d'oil). *B*, III, 242.
- 1463 (environ). — Lettre de Louis XI à Aymar de Puisieux, au sujet des deux reines, sa mère et sa femme. *B*, IV, 425. — Billet de Louis XI à sa femme. *Ibid.* (l. d'oil).
- 1464, 26 mai. — Cédula du trésor constatant le paiement d'un à-compte sur la somme de 40,000 écus d'or donnée à Pierre de Brézé par Louis XI pour le mariage de Jacques de Brézé son fils avec Charlotte de France, fille d'Agnès Sorel (l. d'oil). *B*, V, 239.
- 1465 et 1466. — Deux épîtres en vers, adressées à M. de Gaucourt par le chroniqueur Jean Castel, pour obtenir sa protection auprès du roi (l. d'oil). *A*, II, 472 et 473.
- 1466, 22 janvier. — Lettre du duc de Bourgogne au duc de Berri, en lui envoyant le sire de Humbercourt au sujet de la paix du royaume (l. d'oil). *A*, III, 349, n. 1.
- 1466, janvier. — Abolition donnée par le roi en faveur de Michel Basin. (Extrait.) *A*, III, 344, n. 2 (l. d'oil).
- 1467 (environ). — Ballade en réponse à un libelle publié contre le cardinal Balue au sujet de son élévation au cardinalat (l. d'oil). *A*, IV, 566.
- 1468, octobre. — Rapport présenté par Mathurin Baudet et Aignan Viole au grand conseil du roi Louis XI sur les abus et les scandales de la cour des aides (l. d'oil). *B*, V, 61.
- 1470, 2 mars. — Ordonnance par laquelle Louis XI retire à Jean Mannoury l'administration du temporel de l'évêché de Lisieux, qu'il lui avait confiée (l. d'oil). *A*, III, 363, n. 2.
- 1470, avril. — Lettres de rémission accordées à Jean de Costes, clerc suivant la chancellerie du roi, pour un meurtre (l. d'oil). *B*, IV, 258.
- 1470, septembre. — Lettres de rémission accordées par le roi à Jean d'Artaponne, vignier de l'évêque d'Agde, coupable d'avoir pris et exécuté divers malfaiteurs dont le jugement appartenait au sénéchal de Beziers (l. d'oil). *B*, III, 63.
1470. — Procédure relative à une accusation de viol, portée contre Oudart Moyenson, demeurant rue Saint-Martin à Paris, et contre son voisin Jean Reynard, tonnelier (l. d'oil). *B*, IV, 506-516.
- 1472, 14 juillet. — Procès-verbal de mauvais traitements exercés contre un sergent du roi, à Poitiers (l. d'oil). *A*, I, 232.
- 1474, 24 juin. — Quittance de 3,700 l. t. donnée par Thomas Basin, évêque de Lisieux, à Jean Ragnier, receveur général des finances en Normandie (l. d'oil). *A*, III, 367, n. 1.
- 1475, 26 mai. — Charte dans laquelle Guillaume, évêque de Noyon, relate les circonstances de l'invention du corps de saint Florent à Roye en Picardie. *A*, III, 497.
1476. — Autorisation accordée par le roi à la mère de Jean Castel chroniqueur du roi et abbé de Saint-Maur des Fossés, de toucher à la place de son fils défunt le dernier quartier des gages de celui-ci (l. d'oil). *A*, II, 463.
- 1480, 16 mars. — Quittance donnée par Henri Bande, élu des aides, pour une année de ses gages (l. d'oil). *B*, V, 133.
- 1480, juin. — Deux lettres de Philibert de Best à Jean du Bellay, évêque de Poitiers, au sujet de la translation des reliques de saint Florent à Saumur (l. d'oil). *A*, III, 496 et 497.
- 1480 (fin de). — Lettre de Louis XI à l'émir de Bone pour réclamer un navire échoué sur la côte d'Afrique et appartenant à Jean de Vaulx, trésorier du Dauphiné (l. d'oil). *A*, II, 396.
- 1481, octobre. — Donation, faite par Louis XI à Louis de Brézé, de toutes les terres et seigneuries confisquées à Jacques de Brézé son père (l. d'oil). *B*, V, 230.
- 1482, 9 janvier. — Lettre de Jacques d'Estouteville, prévôt de Paris, au roi Louis XI, sur diverses affaires judiciaires (l. d'oil). *B*, V, 229.
- 1483, 14 août. — Cession faite par Jacques de Brézé à Louis, son fils, de tout ce qu'il possédait dans la vicomté de Turenne (l. d'oil). *B*, V, 237.
- 1484, 3 mai. — Plaidoirie de l'avocat Michon au nom de Jacques de Brézé, appelant de la sentence qui l'avait condamné à la perte de tous ses biens comme meurtrier de sa femme (l. d'oil). *B*, V, 224.
- 1486, août. — Lettres de rémission accordées à Jacques de Brézé, au sujet du meurtre de Charlotte de France, sa femme (l. d'oil). *B*, V, 220.

- 1487, 7 mai. — Interrogatoire subi par Geoffroi de Bassompierre, au château d'Angers, relativement à une tentative faite par le duc de Lorraine pour enlever Djim, frère de Bajazet II, retenu prisonnier par le roi de France (l. d'oïl). *A*, III, 288.
- 1488 (?). — Lettre de Pic de la Mirandole à Ermolao Barbaro sur la prééminence littéraire des anciens, traduite en français par Bonivard. *B*, V, 357.
- 1490 (environ). — Mystère de la passion représenté à Troyes. (Extraits) (l. d'oïl). *A*, III, 453-473.
- 1498 (environ). — Épigramme de Jean Robertet contre un mauvais peintre (l. d'oïl). *B*, III, 70.
- 1499, 23 septembre. — Inventaire des vieilles armes conservées au château d'Amboise (l. d'oïl). *B*, IV, 419.
- 1499, 18 nov. — Arrêt du parlement relatif aux abus de la fête des Innocents à Tournay (l. d'oïl). *A*, III, 572.
- 1499, 29 décembre. — Lettre de Louis XII aux conseillers municip. de Paris, en faveur de Denis Hesselin (l. d'oïl). *B*, II, 36.
1499. — Extraits des registres des délibérations de l'hôtel de ville de Paris (l. d'oïl). *B*, II, 34 et suiv.
1515. — Récit fait par Nicole Sala, maître d'hôtel de Louis XII, d'un combat de François I^{er} contre un sanglier. *A*, II, 282.
- 1522, septembre. — Extrait de la *Chronique de Metz*, par Philippe de Vigneulles, contenant un commentaire sur une inscription romaine découverte à cette époque à Metz. *A*, V, 542.
- 1525, 7 mars, à 1526, 1^{er} février. — Procès-verbal des délibérations tenues à l'hôtel de ville de Paris pendant la captivité de François I^{er}. *A*, V, 548-584.
- 1525, 25 décembre. — Extrait du *Liber domicilii*, compte des dépenses de la table et de l'écurie de Jacques V, roi d'Écosse (lat.). *B*, V, 162.
1535. — Compte de plusieurs sommes payées au peintre Bernard Dorlet pour les portraits de l'empereur, du roi Louis XII et autres personnages. *A*, V, 409.
- 1536-1571. — Extraits divers des ouvrages de François de Bonivard, prieur de Saint-Victor, près Genève. *B*, II, 386-404.
- 1552, août. — Lettres de mainlevée de la saisie des biens de Robert Estienne réfugié à Genève, rendues en faveur de ses enfants. *A*, I, 569.
1563. — *Advis et Devis des Langues*; traité de philologie composé par François de Bonivard. *B*, V, 292 et 339.
- 1570, 23 février. — Requête (en vers) de la basoche de Rouen au parlement de Normandie. *A*, I, 99.
- 1570, 21 juillet. — Lettre du maréchal de Montluc sur le siège de Rabastens. *B*, I, 459.
- 1588, 13 août. — Procès-verbal de l'assemblée des trois états de la prévôté de Paris, tenue pour nommer les députés aux États généraux de Blois. *B*, II, 436.
- 1597, 24 février. — Lettre de Marguerite de Valois à Gabrielle d'Estrées. (Extrait.) *A*, III, 152, n. 4.
- 1599, 15 avril. — Ordre du roi Henri IV au prévôt de Paris, Franç. Myron, de faire faire l'inventaire des biens meubles de Gabrielle d'Estrées qui se trouveront à Paris. *A*, III, 156, n. 2.
1599. — Inventaire des biens meubles de Gabrielle d'Estrées. (Extraits.) *A*, III, 148-171.
- 1608, 12 juillet. — Satire sur l'entrée à Fontainebleau de don Pèdre de Tolède, ambassadeur d'Espagne à la cour de France. *B*, I, 358.
- 1635, 2 septembre. — Lettre d'excuses de Louis XIII à Richelieu. *B*, V, 428.
1638. — Épître de Jacqueline Pascal, âgée de douze ans, à la reine Anne d'Autriche. *A*, V, 319.
- 1638-1645. — Diverses pièces de vers de Jacqueline Pascal. *A*, V, 320-338.
- 1639, 4 avril. — Lettre de Jacqueline Pascal à Étienne Pascal, son père, relative à Richelieu. *A*, V, 325.
- 1647, 1^{er} et 5 février. — Récit de deux conférences théologiques, tenues entre le frère Saint-Ange, capucin, et Pascal accompagné de quelques-uns de ses amis. *A*, IV, 113. — Autres pièces sur la même affaire. *Ibid.*, 130-143.
- 1647, 4 avril. — Mandement de l'archevêque de Rouen, qui résume et termine la controverse théologique suscitée entre Pascal et le frère Saint-Ange. *A*, IV, 144.
- 1648, 12 mai. — Lettre du chancelier Séguier en faveur du poète Adam Billaut poursuivi pour des chansons contre un impôt sur le vin. *B*, V, 314.
- 1650 (28 juin) à 1679. — Cinquante-huit lettres ou billets écrits par Geneviève de Bourbon, duchesse de Longueville, à diverses personnes du couvent des Carmélites de la rue Saint-Jacques à Paris, aux religieuses de Port-

- Royal, et à son directeur l'abbé Marcel, curé de Saint-Jacques du Haut-Pas. *A*, IV, 407-452.
- 1650 — Mandement de l'official de Poitiers au sujet de désordres arrivés dans l'abb. de Notre-Dame du Pin. *A*, I, 234.
- 1650 (environ). — Récit composé par dom Huynes, religieux de Saint-Florent de Saumur, du retour dans cette abbaye des reliques de saint Florent en 1480. *A*, III, 475.
- 1670, juillet. — Lettre de Bossuet relative à la mort de Madame. *B*, I, 176.
- 1670 (?). — La vie de Jacqueline Pascal, par Gilberte sa sœur. *A*, V, 304.
- 1671, 30 janvier. — Lettre de l'abbé de Coulanges au sacristain de l'église de Grignan. *A*, IV, 339.
- 1675 (environ). — Mémoires inédits de Dubois, sieur de Lestourmière, valet de chambre de Louis XIII et de Louis XIV. (Extraits.) *B*, IV, 2, 17, 18 et suiv.
- 1677-1688. — Quatre lettres de Mme de Grignan à M. de Grignan, son mari. *A*, IV, 319.
- 1679, avril. — Discours prononcés sur les dépouilles mortelles de la duchesse de Longueville. *A*, IV, 453.
- 1680 (?). — Portrait de Geneviève de Bourbon, duchesse de Longueville, écrit par un auteur anonyme. *A*, IV, 454.
- 1690 (?). — Extrait des mémoires de Marguerite Périer, nièce de Pascal, relatif à Mlle de Roannez. *A*, V, 2. — Autre relatif à Gilberte Pascal, sa mère. *A*, V, 302. — Autre relatif à Jacqueline Pascal, sa tante. *A*, V, 316-318.
- 1694, 24 avril. — Billet de Mme de Grignan à un homme d'affaires. *A*, IV, 338.
1697. — Requête en faveur des bouquinistes de Paris. *B*, V, 367.
- 1717, 9 septembre. — Inventaire des marques d'honneur de la magistrature municipale de Langres. *A*, I, 313.
- 1741, 15 juin. — Lettres de création de roi des ménétriers, rendues par Louis XV en faveur de Guignon, violon ordinaire de sa chapelle et de sa chambre. *A*, V, 352. — Lettres de suppression de cet office. *Ib.*, 369.
- 1747, 25 juin. — Statuts de la corporation des ménétriers. (Extraits.) *A*, V, 354 et suiv.
- 1769, 9 janvier. — Lettre de Frédéric II, roi de Prusse, au duc de Nassau, sur l'ambassade du comte de Breteuil en Hollande. *B*, IV, 357.
- 1801, 19 mars. — Lettre de Lalande au ministre Chaptal, sur le calendrier républicain. *B*, I, 195.
- 1807, 21 janvier. — Rapport du ministre de l'intérieur à l'empereur Napoléon, sur les moyens d'encourager la culture des lettres. *B*, IV, 155 et 156. — 1807, 7 mars. — Réponse de l'empereur. *Ib.*, 156 et 157. (Extraits.)
- 1807, 18 mars. — Supplément au rapport précédent. (Extrait.) *B*, IV, 157.
- 1807, 2 avril. — Nouveaux rapports et pièces sur le même sujet. (Extraits.) *B*, IV, 157 et suiv.
- 1807, 19 avril. — Observations dictées par l'empereur sur les rapports du ministre de l'intérieur relatifs à l'enseignement et à l'encouragement des lettres. (Extraits.) *B*, IV, 162 et suiv.
- 1807, avril. — Développement des idées présentées à l'empereur sur l'établissement d'une espèce de nouveau Port-Royal, ou maison de retraite pour les hommes de lettres. *B*, IV, 171 et suiv. — Appendice à ce projet. *Ib.*, 175 et 176.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LES DIX PREMIERS VOLUMES DE LA

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES.

A

- ABACUS.** Explication des traités de l'Abacus, par M. Chasles, *A*, IV, 382.
- ABAILARD.** Lettre de lui à Héloïse, *A*, III, 172. — Son opinion sur le suicide, *A*, IV, 257. — Vers de lui à son fils Astralabe; nouv. leçon, *B*, II, 406.
- ABBÉ des Conards** de Rouen, *A*, I, 105, 109, 113, 114.
- ABBÉ VERT (L')**, *B*, I, 451. Voyez *Fortia*.
- ABBÉS (Trois)** pour une abbaye, *A*, IV, 344.
- ABBEVILLE (Contume d')**, relative aux suicides, *A*, IV, 264. — (Histoire d') et du comté de Ponthieu, par F. C. Louandre, *B*, I, 469; III, 420 et 421.
- ABLADEAN**, roman attribué à Richard de Fournival, *A*, II, 35.
- ACADÉMIE FRANÇAISE**, critiquée par M. Daunou, *A*, III, 243. — Prix décernés par elle, *B*, II, 597; *B*, III, 77-80. — Voy. encore *A*, III, 312, 519; *A*, V, 298.
- ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.** — Travaux de ses commissions, *A*, I, 317; II, 289; IV, 299; *B*, III, 460. — Elle reçoit MM.: Eyriès, de Villeneuve-Trans, Vitet, *A*, I, 319; Villemain, *A*, II, 310; Natal. de Wailly, *A*, II, 511; de Saulcy, *A*, III, 518; L. de Laborde, J. J. Ampère, *A*, IV, 188; Mérimée, *A*, V, 204; Laboulaye et de la Saussaye, *B*, I, 189 et 299. — Archivistes paléographes auxiliaires de l'Académie, et publications auxquelles ils sont attachés, *B*, III, 270, 460. — Ses séances publiques annuelles: (1840), *A*, II, 92; — (1841), *A*, II, 585; — (1842), *A*, III, 594; — (1843), *A*, IV, 558; — (1844), *A*, V, 607; — (1845), *B*, I, 550; — (1846), *B*, II, 571; — (1847), *B*, III, 510; — (1848), *B*, V, 69; (1849), *ibid.*, 424. — Ses Mémoires, *A*, II, 188; *B*, IV, 426. — Voyez encore, *A*, V, 298; *B*, I, 478; *B*, II, 187.
- ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**, *A*, II, 199, 408; — *A*, IV, 188, 503; — *B*, I, 482; — *B*, V, 169.
- ACADÉMIES DE PROVINCE.** Voyez *Aix*, *Bordeaux*, *Rouen*, *Troyes*, etc., etc.
- ACEDIA**, maladie morale qui mène au suicide, *A*, IV, 250. — Pélage la combat, *ibid.*, 457.
- ACQUETTINI (Giovanni)**, *B*, IV, 480.
- ACY (Regnaud d')**, avocat au parlement, *A*, II, 358.
- ADALGARIUS**, évêque d'Autun, *A*, I, 205.
- ADALRIC** échange des terres avec Vualdromar, dixième abbé de Saint-Germain des Prés, en 697, *A*, II, 568.
- ADAM.** Son histoire en vers latins, dans le *Hortus deliciarum*, *A*, I, 258.
- ADAM**, vicomte de Melun, *B*, I, 240 et suiv.
- ADANA ou Azara**, ville de Cilicie, occupée par les croisés, *A*, IV, 513, 514.
- ADANATES**, peuple de la Gaule, *B*, V, 396 et 397.
- ADELCHIS ou Adalgise**, fils de Didier, roi des Lombards, est associé à la royauté en 759, et non en 769, *B*, III, 54.
- ADÈLE** (Découverte du tombeau de la comtesse), fille de Baudouin, comte de Flandre, *B*, I, 91.
- ADHÉMAR de MONTEIL**, évêque du Puy, *A*, II, 453.
- ADHÉMARS**, seigneurs de Montélimart et de Grignan, *B*, III, 33 et suiv. — Leurs sceaux équestres, *ib.*, 35.
- ADHRAMITIO**, nom donné aux conventions en général, sous les deux premières races, *A*, II, 426 et suiv.
- ADMINISTRATION** (Études sur l'ancienne) des villes de France, *A*, II, 147.
- ADULTÈRE.** La femme adultère perd son douaire, *B*, I, 425. — La femme de

- Bonivard, noyée pour adultère, à Genève, en 1565, *B*, II, 400.
- ASTATOMIA**. Diverses formes de ce mot; son étymologie, *A*, II, 429. — C'est le nom donné, sous les deux premières races, aux conventions qui ont pour objet spécial les transmissions de propriété, *A*, II, 430.
- AFRIQUE SEPTENTRIONALE** (Documents relatifs à l'histoire de l') pendant le moyen âge, *A*, II, 388; — *B*, III, 517; IV, 244; V, 134.
- AGDE** (Répression de désordres aux environs d'), *B*, III, 61-69.
- AGE**. Étymologie de ce mot, *B*, II, 289.
- AGEN** (Extrait d'un registre consulaire de la ville d'), *B*, I, 46.
- AGENDICUM**, est-il Provins ou Sens? *B*, II, 467.
- AGNEAU**. Prononciation de ce mot, *B*, II, 291.
- AGNÈS**, vicomtesse de Melun (Charte d'), *B*, I, 26.
- AGUILAR** (M^r d'), traducteur de *Las Leyes d'amors*, *A*, IV, 375.
- AIDES** (Des) dans les anciennes villes de France, *A*, IV, 156. — (Abus et scandales de la cour des), sous le règne de Louis XI, *B*, V, 60-67.
- AIGLE** (Guillaume d'Apres, sénéchal de l'), *A*, I, 550.
- AIGREFEUILLE** (Faidit d'), évêque de Rodéz, *A*, II, 560 et suiv.
- AIGREUILLE** (Abbaye d'), *B*, III, 32 et 33.
- AIGUESMORTES** (Hist. d'), par M^r di Pietro, *B*, V, 419.
- AIGUILLON** (Sonnet à madame la duchesse d'), *A*, V, 329.
- AIMERY**, vicomte de Thouars, *A*, I, 366.
- AIMON DE BOURBON**, archevêque de Bourges, consacre l'église de Saint-Front de Périgueux, *B*, IV, 49, 52.
- AIX** (Recherches historiques sur le département de l'), par M. de la Teyssonnière, *A*, V, 610.
- AIX**, en Provence. Du nom de cette ville, *B*, V, 405. — Rapports sur les fouilles d'antiquités faites en 1842 à Aix; *A*, V, 202. — Académie d'Aix, *A*, III, 519.
- AJOURNEMENT** (De l'), *B*, I, 432, § 22. — Divers modes d'ajournement sous les Mérovingiens, *A*, I, 422 et suiv.
- AKEMAN**. Son ouvrage intitulé: *Coins of the Romans relating to Britain*, *B*, I, 553.
- AL, EL, OL**, formes anciennes remplacées par les contractions *au, eu, ou*, *B*, II, 293.
- ALAIN DE L'ISLE**, *B*, III, 105.
- ALAIS** (Des anciennes coutumes inédites d'), par M. Beugnot, *B*, II, 93.
- AL-AMRABO**, auteur d'un traité sur les machines de guerre, *B*, I, 31.
- ALAM** (Charte d'), nouveau motif de douter de son authenticité, *A*, III, 525.
- ALAUNA, ALAUNIUM**, lieux de l'ancienne Gaule, *B*, I, 171.
- ALBERADE**, première épouse de Robert Guiscard, répudiée par lui, *A*, IV, 307.
- ALBERT D'AIX**, auteur cité, *A*, IV, 304, 506 et suiv.
- ALBERT LE GRAND**, *B*, I, 28.
- ALBI** (Guerre pour la succession à l'évêché d'), *B*, I, 199 et suiv. — (Rapport sur l'organisation des études archéol. et la conservation des monuments dans le diocèse d'), par G. de Clausade, *B*, I, 472.
- ALBIÈRES** (Jean d'), seigneur de Vialat, accense une pièce de terre située en Albigeois, 1310, *B*, III, 250.
- ALBIGEOIS** (Collection de documents relatifs à la croisade contre les), confiée à M. Fauriel, *A*, I, 215. — (Archives historiques de l') et du pays Castrais, par M. Roger, *A*, III, 414.
- ALCHIMIE** (L') au XV^e siècle, *B*, II, 262 et suiv. — Pierre d'Estaing, alchimiste, *B*, II, 254 et suiv.
- ALCMÈNE**, dans Vital de Blois, *B*, IV, 486 et suiv.
- ALCUIN**, cité, *A*, I, 310.
- ALCLME**, moine anglais, pénitencier de Jean sans Terre, abbé de Saint-Martial de Limoges, *A*, IV, 346 et suiv.
- ALENÇON** (Bibliothèque d'), *A*, I, 535. — Archives de la préfecture, *ibid.*, 539. — (Les enfants du duc d'), *A*, II, 372.
- ALEXANDRE LE GRAND**, *A*, I, 359. — Jugé par M. Daunou, *A*, III, 238 et suiv. — Roman d'Alexandre, *B*, III, 350.
- ALEXANDRE III**, pape. Son histoire, par H. Reuter, *B*, II, 186.
- ALEXANDRE**, évêque de Liège, *B*, III, 216, 231.
- ALEXANDRIE** d'Égypte, prise par les Chyrites, *B*, I, 502; II, 503.
- ALGAI**, chef de routiers à la fin du XII^e siècle, *A*, III, 421, 440.
- ALGÉRIE** (Documents relatifs à l'histoire de l') pendant le moyen âge. Voy. *Afrique septentrionale*. — (Rapport de M. de Slane sur les biblioth. de l'), *B*, II, 187. — (Recherches sur la géographie et le commerce de l'), par M. E. Carette, *B*, III, 159. — Voy. *B*, I, 299; V, 76.
- ALIS** (Jean d'), l'un des premiers croisés, *A*, II, 445.
- ALLEAUNE** (Ch. J. L.), élève pensionnaire

- de l'École des chartes, *A*, IV, 296. — Membre de la société de l'École des chartes, *ibid.*
- ALLEMAGNE (Archives d'), Voy. *Archives*. — (Histoire de l'Empire et du droit de l'), par G. Phillips, *B*, II, 81. — Apparition des Bohémiens dans l'—, *A*, V, 534.
- ALLEMANDE (Langue) ou tudesque, fort rapprochée, suivant Bonivard, du gaulois (voyez *Langue gauloise*) et du grec, *B*, V, 345. — A fourni à Fuchssperger la matière de travaux supérieurs à ceux de Ramus sur le français, *ibid.* — Liste de noms germaniques avec leur signification, *B*, V, 348 et suiv. — Influence de l'allemand remarquée dans les chartes en France, *B*, III, 414, n. 2. — Chant des guerriers francks en allemand, *B*, V, 298.
- ALMANACHS au moyen âge, *A*, II, 272.
- ALMÉNÈCHE, abbaye située près d'Alençon. Mathilde III (1249) doit être ajoutée à la liste de ses abbeses, *A*, I, 550.
- ALPES-MARITIMES (Province des), *B*, V, 393 et suiv.
- ALPHONSE VIII, roi de Castille, *A*, I, 370.
- ALPHONSE, comte de Poitiers, frère de saint Louis. Lettre en français écrite à ce prince pendant son voyage en Palestine, *A*, I, 389.
- ALSSENSIS (Pagus), l'Auxois, *A*, IV, 550 et suiv.
- ALTO-LOGO, ville d'Asie Mineure au moyen âge, *B*, I, 486.
- AMALFI (*Tavola e consuetudini* d'), publ. par le prince d'Ardeur, *B*, I, 568.
- AMARI (Michel). *La guerra del Vespro siciliano*, *A*, IV, 577.
- AMATI (Les), famille de luthiers célèbres, *A*, IV, 438.
- AMBOISE (Conspiration d'), racontée par Bonivard, *B*, II, 396. — Voy. *Armes*.
- AMELGARD (Dissertation sur), *A*, III, 313 et suiv.
- AMENDE. Enquêtes pour savoir si des clercs condamnés à payer amende au roi ont des biens temporels en France, 1390, *B*, IV, 142, 143. — de 100,000 écus prononcée contre Jacques de Brézé, *B*, V, 227. — Tarif d'amendes au XII^e siècle. Voyez *Méru*.
- AMIENS (Histoire d'). Ms. de Jean-Joseph de Court, cité, *A*, II, 33. — Histoire manuscrite des évêques d'Amiens, par du Cange, citée, *A*, II, 34. — Le roman d'Abbladane, curieux pour l'histoire d'Amiens, *A*, II, 38. — Ancien système financier de cette ville, *A*, IV, 150. — Histoire d'Amiens et de ses comtes, par du Cange, *A*, II, 292. — Ingeburge de Danemark est couronnée reine de France dans la cathédrale de cette ville, en 1193, *B*, I, 8. — Don fait par Ingeburge à cette église, en 1200, *ibid.*, 100. — Mémoire sur les sources manuscrites de l'hist. munic. d'Amiens, par M. Delpit, couronné par l'Institut, *A*, II, 587.
- AMMEISTER, *schöffmeister*, chef suprême des métiers et de la cité de Strasbourg, *A*, I, 454 et suiv. — Sa nomination, 456.
- AMOUR (La Puissance d'), par Richard de Fournival, *A*, II, 42. — (Conseils d'), par le même, 47. — (Bestiaire d'), par le même, 51. — (Prince d'), III, 569.
- AMOURS de Drosilla et Chariclès, roman grec de Nicétas Eugénianus, fragment restitué, *A*, II, 419-424. — de Rhodanthe et Dosiclès, roman grec de Th. Prodrome, *A*, II, 413-419.
- AMPELIUS (Lucius), auteur du *Liber memorialis*, *A*, V, 201.
- AMPÈRE (M. J. J.). Son Histoire de la formation de la langue française discutée et critiquée, *A*, II, 478, et III, 63. — Remporte le prix Gobert à l'Acad. des inscript. et belles-lettres, *A*, I, 581; *A*, II, 92, 586. — Voy. *Académie*.
- AMPHITRIONÉIDE, poème latin du moyen âge, par Vital de Blois, *B*, IV, 486 et suiv.; *V*, 425.
- AMPLISSIMA COLLECTIO. Erreur de date dans ce recueil, *B*, IV, 330, n. 1.
- AMYOT, évêque d'Auxerre, *B*, V, 429.
- ANALAC (Pierre d'), abbé de Saint-Martial de Limoges, en 1216, *A*, IV, 351.
- ANALYSE dans les langues, *A*, II, 481.
- ANATILORUM, nom prétendu de Provins, *B*, II, 467.
- ANCY-LE-FRANC (Château d'), *B*, I, 554.
- ANDANCE (Village d'), *B*, V, 407.
- ANDRIEU de Douai, trouvère, *A*, V, 290.
- ANDUSE (D'), nom d'une famille du Languedoc. Voy. *Bermond*.
- ANE (Fêtes de l'), *A*, III, 568, 569. — à Douai, *A*, III, 569.
- ANECDOTA LITTERARIA, par Thomas Wright, *B*, I, 294.
- ANGELIS (*Tractatus* de), *B*, III, 106.
- ANGERS, pris par les Normands en 873, *A*, I, 345. — Assiégé et repris en 876 par Charles le Chauve, *A*, I, 349 et suiv. — *Formulæ Andegavenses*, *B*, I, 291. — (Djim, prisonnier au châ. d'), *A*, III, 228. — (Conspiration formée à) contre le gouvernement de Charles VII, *B*, I, 205. — (Recherches historiques

- sur la ville d'), par J. A. Bodin, *B*, III, 522. — Voy. *Marchegay*.
- ANGEVINS** (Deniers) ; leur usage en Normandie, *B*, V, 183 et suiv. — Leur valeur, *B*, V, 194.
- ANGLADE** (Navarrois d'), *B*, V, 226.
- ANGLAIS** (Les) en Normandie (1346-1360), *A*, V, 233-237. — Débarquent à la Hogue-Saint-Waast sous la conduite du duc de Lancastre, et dévastent la Normandie (1312), *B*, I, 278. — S. Boniface se plaint de l'inconduite des Anglais, *B*, II, 14. — N'estiment chose bonne si elle n'est provenue de leur pays, *B*, V, 305. — Procession perpétuelle instituée pour leur expulsion de France, *A*, II, 167. — (Le spleen et le suicide chez les), *A*, IV, 469. — (Manuel des historiens) jusqu'en 1600, *B*, I, 384. — (Des surnoms), par A. Lower, *ibid.*, 474. — Satire contre les Anglais, *B*, I, 384. — Voy. *Reliquiae Winchester*.
- ANGES** (Abbaye d') ou Sainte-Marie-des-Anges en bas Poitou, *A*, I, 552 et suiv.
- ANGLETERRE** (Histoire d'), par J. Lingard, traduite par Th. Lavallée, *B*, I, 379. — Documents français qui s'y trouvent, *B*, IV, 79. — De l'apparition des Bohémiens dans ce pays, *A*, V, 534, 539. — Histoire des ducs de Normandie et des rois d'Angleterre, *A*, II, 193. — *Letters of ladies of Great Britain*, par mad. Green, *B*, III, 164.
- ANGLO-SAXONNE** (Histoire et antiquités de l'Eglise), par Lingard, *B*, I, 385.
- ANGOULEME** (Château d'), *B*, III, 202. — (Cathédrale d') ; histoire et description ; explication des sculptures du portail, *B*, III, 195 ; *B*, IV, 49.
- ANIANE** (Abbaye d'), *A*, II, 177 et suiv.
- ANJOUT** (Général d') *B*, II, 369 et suiv.
- ANJOU** (Recueil des archives d'), par M. Paul Marchegay, obtient une médaille à l'Acad. des Inscr. et B.-L., *A*, V, 609. — (Charles d'), frère de saint Louis ; son caractère, quelques traits de sa vie, *A*, IV, 102, 579, 580. — (Charles II d'), *A*, IV, 580. — (René d'), *B*, III, 448. — (Le comte d') gouverne à Paris en l'absence du régent Charles, duc de Normandie, son frère, *A*, II, 352.
- ANNE D'AUTRICHE** (Épître adressée à la reine), *A*, V, 319. — Sonnet et épigramme à la même, *A*, I, 295 ; *A*, V, 320, 334.
- ANNE DE LUSIGNAN**. Voy. *Lusignan*.
- ANNEE** précoce en 1330, *A*, II, 164.
- ANNICHER** (S). se placer, s'établir, *B*, V, 297.
- ANSBERT**, évêque d'Autun, *A*, IV, 550.
- ANSGISUS**, évêque de Genève, au X^e siècle. Découverte de sa sépulture par Bonivard, *B*, V, 305.
- ANSELM** (Le pere). Critique de sa général. des vicomtes de Melun, *B*, I, 239 et suiv.
- ANTHON** (Récit de la bataille d'), *B*, I, 130 et suiv.
- ANTIOCHE** (Siège d') par les croisés, *A*, II, 450.
- ANTIQUAIRES DE FRANCE** (Société des). Prix proposé, *A*, II, 204. — Renouveaulement du bureau, *A*, IV, 297. — Comptes-rendus de ses Mémoires, *B*, I, 467 ; III, 259 ; V, 386.
- DE LA MORINIE (Société des). Ses fouilles à Étampes, *A*, IV, 91. — Prix proposés par elle, *A*, III, 311 ; *A*, IV, 399. Ses fouilles dans l'église Saint-Bertin, *B*, I, 91 ; *B*, II, 382 ; *B*, IV, 438.
- DE LONDRES (Société des). T. XXX de ses Mémoires, *B*, I, 294.
- DE NORMANDIE (Société des). Prix proposés par elle, *A*, I, 320 ; *A*, IV, 91. — Compte-rendu de ses Mémoires, *A*, II, 295.
- DE PICARDIE (Société des). Prix proposé par elle, *A*, IV, 90. — Ses Mémoires, *B*, I, 470 ; III, 360 ; V, 318.
- ANTIQUITÉS** (Annuaire d') et d'architecture, *B*, I, 474.
- ANTOINE DE MESSINE**, peintre, *B*, I, 540.
- ANTONIN** (Saint). Son itinéraire en Palestine, *B*, II, 4. — Voy. *Archéologiques*.
- ANTRUSTO**. Origine de ce mot, *A*, I, 413.
- AOL**. De l'origine et du sens de cette notation, qui se trouve dans la chanson de Roland, *B*, II, 295.
- APAMÉE**, *Ἀπαμεία*, en Syrie, *B*, IV, 309, 310, 312.
- APENNES**. Formules d'actes ayant pour but de réparer la perte des titres de propriété, *A*, I, 221 et suiv. ; *A*, I, 410.
- APOCOPE** (De l') dans l'ancien français, *B*, II, 296.
- APOLLON**, très-honoré dans les Alpes, *B*, V, 399.
- APÔTRES** (Vers d'un poète chrétien sur la mission des), *A*, II, 147.
- APPARITION** (L') de Jehan de Meung, ou le Songe du Prieur de Salon, par Honoré Bonet, *B*, I, 566.
- APPENDIX ad Marculfum**, recueil anonyme de formules. — Ms. unique qui le contient, *A*, IV, 3.
- APRIS** (Guillaume d'). Voy. *Aigle*.
- APT.** en Provence (Du nom d'), *B*, V, 405.

- AQUEDUC ANTIQUE** (Restes d'un) découverts à Paris, *A*, III, 598.
- AQUILÉE** (Concile d'), *A*, II, 306.
- AQUILIANA** (*Stipulatio*). Ses rapports avec la *Stipulatio Arcadiana* et *Nerviana*, *A*, II, 431 et suiv. — Est l'origine de la formule *cum stipulatione subnexa*, *ib.*
- AQUIN** (Saint Thomas d'). Son opinion sur le suicide, *A*, IV, 257.
- AQUIS VASON**. Légende d'un denier attribué au Groseau, près de Vaison, *B*, IV, 331, 332.
- AQUITAINE** (Guillaume VII, duc d'), *A*, I, 553 et suiv. — (Guillaume IX, duc d'), *A*, I, 555, note; II, 148, 149. — Guillaume X, *B*, IV, 58.
- ARABES** (Les) ont employé la poudre avant les Européens, *B*, I, 32. — En rapports commerciaux avec la France, *A*, II, 389. — Avec l'Italie, *B*, IV, 244 et suiv.; V, 134 et suiv. — Leurs guerres avec les Chyriotes et les Arméniens, *B*, I, 327, 488 et suiv., 501 et suiv. — Histoire de leur domination en Espagne, par don J. A. Conde, *B*, I, 386. — Compagnies d'hommes d'armes chrétiens au milieu d'eux, *B*, III, 518. — *Rerum ab Arabibus in Italia gestar. Commentarii*, par J. G. Wenrich, *B*, I, 570. — Voy. *Ibn-Khaldoun*.
- ARAGONAIS**; leur puissance maritime, *B*, I, 314.
- ARAR**, rivière, *B*, I, 173.
- ARBOGAST**, évêq. de Strasbourg, *A*, I, 432.
- ARBOIS DE JUBAINVILLE** (M. Henri d'), élève boursier de l'École des chartes, *B*, IV, 187; *B*, V, 91 et 424.
- ARBRISSEL** (Robert d'), *B*, III, 523.
- ARC** (Jeanne d'). Voyez *Jeanne d'Arc*.
- ARC** en Barrois, *B*, II, 260.
- ARCHA**, arcade de maison, ou mesure de superficie, *B*, III, 41.
- ARCHAÏDUS**, caïd, *B*, V, 152.
- ARCHAS**, nom de Mercure, dans Vital de Blois, *B*, IV, 486 et suiv.
- ARCHÉOLOGIE** (Traduction du Manuel d') de M. O. Muller, par P. Nicard, *A*, III, 312. — des monum. religieux, par H. Otte, *B*, I, 292. — navale, par M. Jal, III, 354; IV, 245. — (Société anglaise d'), *B*, II, 184.
- ARCHÉOLOGIQUE** (Revue), *B*, I, 564. — (Notes d'un voyage) dans le sud-ouest de la France, *B*, III, 177; IV, 46. — (Formation d'une commission) à Châlons-sur-Marne, *A*, III, 416. — Congrès archéol. à Winchester, *B*, II, 90.
- ARCHÉOLOGIQUES** (Découvertes). Voyez *Adèle*, *Aqueduc*, *Armes*, *Baugency*, *Bielle*, *Brotonne*, *Carnoet*, *Entrechaux*, *Fresques*, *Gourdon*, *Inscriptions*, *Louvre*, *Lubeck*, *Malacène*, *Monnaies*, *Orfèverie*, *Saint-Bertin*, *Saint-Julien*, *Vaison*, *Vienne*, *Voie romaine*.
- ARCHITECTURE** (Manuel général de l'histoire de l') chez tous les peuples, etc., par M. D. Ramée, *A*, IV, 583. — du moyen âge d'après les miniatures des manuscrits, *B*, II, 184. — Études sur l'archit. gothiq. en France, par M. Alb. Lenoir, *B*, III, 511.
- ARCHIVES**. Exagération de l'importance attribuée aux archives de Philippe-Auguste tombées aux mains des Anglais en 1194, *A*, III, 424, note 4. — de la France. Ont-elles été enlevées pendant les guerres des Anglais? *A*, IV, 79. — d'Anjou, *A*, V, 294-298.
- ARCHIVES NATIONALES**. Ordonnance royale qui les réorganise, *B*, II, 287. — On y réunit les archives de la secrétairerie d'État, *B*, V, 170. — (Porte de Clisson, aux), *B*, IV, 279.
- ARCHIVES DÉPARTEMENTALES**. De leur organisation, *A*, II, 499. — Circulaires du ministre de l'intérieur relatives à leur classement, *A*, I, 216; *A*, II, 499, 501-505; *A*, IV, 395. — (Commission des), créée le 6 mai 1841 par le ministre de l'intérieur, *A*, II, 503. — Anciens élèves de l'École des chartes nommés membres de cette commission, *B*, II, 449. (Catalogue général des cartulaires des), *B*, III, 521. — Tableau général des archives départementales et communales de France, publié par la commission des Archives, *B*, V, 253. — Archives du département de l'Aube, *A*, III, 111, 202, 596. — du départ. de Loir-et-Cher, *B*, I, 40, 516; V, 333, 338. — du département de Maine-et-Loire (Rapport sur les), par M. Marchegay, *A*, III, 412. — du départ. d'Indre-et-Loire, *A*, IV, 398. — du départ. du Nord; note sur leur classement, *B*, II, 87, 90. — du départ. de l'Orne, *A*, I, 539. — de la Vendée, *A*, I, 552 et suiv. — de Niort, *B*, III, 513. Voy. *Alençon*, *Bade*, *Château*, *Chinon*, *Laval*, *Loches*, *Marseille*, *Metz*, *Nevers*, *Poitiers*, *St-Omer*.
- ARCHIVES d'Allemagne**, *B*, IV, 356. — de Malte, *B*, II, 567; III, 206. — Voy. *Turin*, *Vénise*.
- ARCHIVIO STORICO ITALIANO**, publié à Florence. Comptes rendus d'ouvrages compris dans ce recueil, *B*, I, 476; II, 87; IV, 436.
- ARCHIVISTES-PALÉOGRAPHES**. Leur création,

- A**, I, 31 et 33. — Appelés par le gouvernement à divers emplois, *ibid.* et *B*, II, 287 et 288; III, 173. — Ils peuvent concourir aux places d'auditeurs au conseil d'État, *B*, V, 389, 424. Voyez *Académie*, *École des chartes*, etc.
- ARCUEIL** (Seigneurie d'), près Paris, *A*, III, 58-62.
- ARCULFE** (Saint), auteur d'une description des lieux saints, *B*, II, 7.
- ARLENNE** (Sainte-Marie d'), abbaye, *A*, I, 550.
- ARDENTS** (Mal des), au XII^e siècle, *B*, IV, 350.
- ARENA** (Antoine de), auteur d'un poème sur la danse, *A*, V, 264; — d'une description de la Provence, *B*, V, 403.
- ARGENTORAT**. Voy. *Strasbourg*.
- ARIADNE**, impératrice d'Orient, *A*, IV, 494.
- ARITHMÉTIQUE** (Histoire de l'), par M. Chasles, *A*, IV, 382.
- ARLEQUIN**. De l'étymologie de son nom, *B*, II, 301.
- ARLES** (Restauration des Arènes d'), *B*, I, 483.
- ARMAGNAC** (Bernard d'). Son portrait, par Chastellain, *A*, IV, 72, *B*, V, 329 et suiv. — (Du dernier comte d'), *B*, III, 61.
- ARMAGNACS** (Épisodes de la guerre des) avec les Bourguignons, *B*, IV, 441 et suiv.
- ARMÉNIE** (Histoire d'), par Moïse de Khorène, traduite de l'arménien, par P. E. Levaillant de Florival, *A*, III, 585. — (Le royaume de la petite) passe aux princes de Lusignan, *A*, V, 425. — Son commerce au moyen âge, *B*, I, 308 et suiv. — Ravagée par les Tartares et les Égyptiens, *B*, I, 318, 327, 490, 519.
- ARMES** (Inventaire des vieilles) conservées au château d'Amboise du temps de Louis XII, *B*, IV, 412.
- ARMES À FEU**, *B*, IV, 261 et suiv.
- ARMES ET BIJOUX** découverts à Pouans, près Arcis-sur-Aube, *A*, III, 598.
- ARMES PARLANTES**, *B*, II, 307.
- ARMOIRIES** (Des), *B*, V, 246. Voy. *Blason*.
- ARMORIAL** national de France. Recueil des armes des villes et provinces du territoire français, par H. Traversier et L. Vaisse, *B*, II, 181. — des maires de la ville de Tours, *B*, IV, 183. — Voy. *Bretagne*.
- ARNAULD** (La mère Angélique). Lettres à elle adressées par la duchesse de Longueville, *A*, IV, 421 et suiv.
- ARNOUT**, archevêque de Tours, *B*, I, 441 et suiv.
- ARQUERIE** (*Raymundus*), artilleur du roi. Voy. *Larchier*.
- ARRAS**. Persécutions qu'on y fit subir aux Vaudois au XV^e siècle, *B*, III, 81, 94. — (Catalog. des Mss. de la Biblot. d'), par M. Quicherat, *A*, III, 111. — (Cathédrale d'), *B*, III, 33. — (Les sièges d'), par M. Achmet d'Héricourt, *B*, I, 468. Voyez *Blason*.
- ARRIVOIR**, couvent près de Troyes, *B*, IV, 522.
- ARSCOT** (Guill. d'), *B*, V, 421.
- ART DE VÉRIFIER LES DATES**. Erreur rectifiée. Voy. *Adelchis*.
- ARTATONNE** (Jean d'), vignier d'Agde. Abus de pouvoir commis par lui, et abolition en sa faveur, *B*, III, 63.
- ARTICLE** (De l') dans l'ancien français, *A*, I, 473.
- ARTILLERIE** (Études sur le passé et l'avenir de l'), par N. L. Bonaparte, *B*, IV, 261. — (Emploi de la grosse) en France, en 1359, *B*, I, 49 et 53. Voy. *Poudre* et *feu Grégeois*.
- ARTOIS** (Cités de Picardie d'), aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles; *B*, V, 78.
- ARTS** (Description des objets d') de la collection Debruge-Dumenil, par Jules Labarte, *B*, IV, 355. — (Études sur les lettres, les), et l'industrie pendant le XV^e siècle, et plus particulièrement dans les Pays-Bas, par M. Léon de Laborde, *B*, V, 321. — Beaux-arts à Genève, *B*, V, 417.
- ARTUR** (Le roi), *A*, I, 363.
- duc de Bretagne, *A*, I, 369.
- ASERAILLÉ** (Abbaye d'), *A*, IV, 550, 551.
- ASIE MINÉURE** (Des relations politiques et commerciales de l') avec l'île de Chypre, au moyen âge, *B*, I, 301, 485; II, 121 et suiv.
- ASPIE** (Symbolisme de l'), *B*, IV, 247.
- ASPRES**, cornéants ou blancs d'argent de Trébisonde, *B*, V, 70.
- ASSAVOIR**. Discussion sur ce mot, *B*, II, 301.
- ASSELIN**, abbé de Saint-Maur des Fossés, *B*, I, 240 et 242.
- ASSEMBLÉES** du clergé. Voy. *Libertés de l'Église gallicane*. — provinciales (Essai sur les), par M. de Girardot, *B*, II, 179. — protestantes de Grenoble, *B*, II, 553; de la Rochelle, *B*, II, 555 et suiv.; de Loudun, *B*, II, 554; d'Orthez, *B*, II, 554; de Villefranche, *B*, II, 553.
- ASSISE** tenue à Falaise, vers 1200, sur un procès entre Jean de Louviers, chevalier, et Raynaud, abbé de Saint-Évroul, *A*, I, 545. — Rapprochement entre

- l'assise du moyen âge et le jury moderne, *ibid.*
- ASSISES DE JÉRUSALEM**, *A*, II, 289.
- ASTRALABE**, fils d'Abailard. Vers à lui adressés par son père, *B*, II, 406.
- ASTROLOGIE**. Du jugement du soleil dans le festin de Saturne, *A*, II, 208.
- ATH**, ville de Flandre, *A*, III, 569.
- ATHÉNÉE ROYAL**, *A*, II, 407; IV, 504.
- ATHÈNES** (Bibliothèque de l'université d'), *A*, III, 518.
- ATIMETUS**, nom d'un potier gallo-romain, *B*, IV, 316, 317.
- AUBE** (Note sur les archives du dép. de l'), *B*, IV, 88. — Voyez *Archives*.
- AUBERT**, abbé de St-Denis, *B*, III, 384.
- AUBINEAU** (Léon), élève pensionnaire de l'École des chartes, *A*, II, 309; Membre de la société de l'École des chartes, *ib.*, 512. Archiviste du départ. de l'Aube, *A*, III, 312; IV, 398. Archiviste-paléographe, *A*, IV, 569. Archiviste du département d'Indre-et-Loire, memb. de la Légion d'honn., *B*, V, 422.
- A publié dans la Bibl. de l'École des chartes : Fragments des Mémoires inédits de Dubois, valet de chambre de Louis XIII et de Louis XIV, *B*, IV, 1.
- AUBRAY (D')**, *B*, II, 448 et suiv.
- AUGASSIN ET NICOLETTE**, *A*, IV, 247.
- AUCUN**. Observations sur ce mot, *B*, II, 303.
- AUDE**, épouse de Roland, représentée sur le tombeau d'Ogier le Danois, *A*, III, 536.
- AUDREN**. Voy. Kerdrel.
- AUGSBOURG**, visité par les Bohémiens en 1418, *A*, V, 469. Voyez *Bavière*.
- AUGUIS (M.)**, conservateur à la bibliothèque Mazarine, *A*, III, 593. — Sa mort, *B*, I, 189.
- AUGUSTA** (Légion), *A*, I, 430.
- AUGUSTIN** (Saint), contraire au suicide, *A*, III, 539. — désapprouve les pèlerinages, *B*, II, 3. Voy. *S. Jérôme*.
- AULNE (L')**, rivière de Bretagne, *B*, I, 171.
- AUMONT** (Seigneurs de la maison d'), *B*, I, 59.
- AUNAY**, abbaye du diocèse de Bayeux. Donation faite, en 1136, à Vivien, son premier abbé, par Guillaume d'Apres, sénéchal de l'Aigle, *A*, I, 550.
- AUNE (L')**, rivière de Gascogne, *B*, I, 171.
- AUROUX** (Nicolas), bourgeois de Paris, *B*, II, 433, 447.
- AUSONE**, trad. par M. Corpet, *B*, I, 289.
- AUSTRIA**, *B*, I, 172.
- AUTOGRAPHES** (Faux), *B*, III, 359, 463, 536. — Soustraits aux bibliothèques publiques, *B*, V, 172, 355, 429. — Voy. *Charles IX, Molière, Rabelais, etc., etc.*
- AUTRICHE**. Les Bohémiens, suivant toute apparence, s'y répandent en 1438, *A*, V, 528.
- AUTRUJ**. Histoire de ce mot, *A*, III, 85.
- AUTUN**. Voy. *Léger (Saint), Saint-Andoche*.
- AUVERGNE** (Contributions votées par l') au profit des routiers, *B*, I, 154, 216, 235, 238. — (Histoire des guerres religieuses en) pendant les XVI^e et XVII^e siècles, *B*, III, 75.
- AUXENNIUS**, évêque, disciple d'Ulphilas, *A*, II, 307.
- AUXERRE** (Assemblée d'), 20 août 1412, *B*, I, 277.
- AUXOIS (L')**, *A*, IV, 550.
- AVIGNON**, assiégé par le comte de Foix, *B*, I, 145, 163. — (Musée d'), *B*, V, 406.
- AVOÛÉ** de Strasbourg. Ses attributions comme officier épiscopal, *A*, I, 433 et 434. — Le peuple intervient dans son élection, 434. — Défense de conférer l'avouerie à un homme illustre, 445. — L'avouerie acquise par la ville, 459.
- AVRANCHES** (Société d'archéologie d'). Prix proposé par elle, *A*, III, 205. — (Hugue d'), poète du XII^e siècle, *B*, III, 384.
- AVRANCHIN** (Annales religieuses de l'), *B*, V, 78. — monumental et historique, *B*, V, 78.
- AYE! AYE!** Origine de cette exclamation, *B*, II, 293.
- AYZAC** (Madame Félicie d'). Zoologie hybride dans la statuare chrétienne, *B*, V, 73, 423.
- AZINCOURT** (Regnault d'), chevalier, essaye d'enlever une épiècière de la rue Saint-Denis, *B*, III, 316.

B

- BACHEVILLIER** (L'ermite de), *B*, I, 52.
- BACON** (Roger), *B*, I, 28-33.
- BADE** en Argovie (Archives de), par MM. de Reding et Mohr, *B*, II, 83.
- BADEN** (Hist. du pays de) jusqu'à la fin du VII^e siècle, par F. J. Mone, *B*, I, 475.
- BADES**. C'est Bath et non Rodez, *A*, II, 555 et 565.
- BAILLET** (Jean), trésorier du dauphin

- (Charles V); est assassiné, *A*, II, 358.
- BAILLIES** de Normandie au XII^e siècle, *B*, V, 259 et suiv.
- BAILLIS**, *B*, III, 103. — Leurs fonctions et titres sous les Plantagenets, *B*, V, 264 et 265.
- BAINAC** (Adhémar de), seigneur périgourdin. Ses biens donnés au routier Mercadier en 1190, *A*, III, 423 et suiv.
- BAINS** (Le sire de), bailli de Vermandois; écrit au corps municipal de Noyon, *B*, II, 54, 64.
- BALDRIC** (L'archevêque), *A*, IV, 303.
- BALFARE** (*fretum*), *B*, I, 172.
- BALLEROY** (Hist. de), par l'abbé Barrette, *B*, II, 179.
- BALLES** ou boulets de plomb (Emploi des), en 1345, *B*, I, 43 et 51.
- BALLISTE** à lieva, espèce d'arme, *B*, IV, 251.
- BALTAZARINI**, dit Beaujoyeux, maître des ballets de la cour, *A*, IV, 538; *V*, 264.
- BALUE** (Jean), cardinal. Son portrait à propos d'une ballade du temps, *A*, IV, 564, 565.
- BALUE** (Nicole), frère du cardinal, conseiller au parlement de Paris, *A*, IV, 564.
- BALUXE**. Mss. dont il s'est servi pour ses divers recueils de formules, *A*, IV, 6 et suiv. — Les Bénédictins l'accusent d'être jaloux de leurs travaux; *B*, III, 258, note. — Présumé auteur d'une requête rédigée pour protéger les bouquinistes de Paris contre les libraires, *B*, V, 369.
- BAMBERG** (Caisse de flèches trouvées à l'hôtel de ville de), *A*, IV, 504.
- BAN** du vin, *B*, III, 33.
- BANDE** tricolore; indique dans les miniatures le règne de Charles V, *A*, II, 70 et suiv.
- BANDE** (La grande). Voy. *Violons* (les vingt-quatre).
- BANDINI**, *B*, IV, 479.
- BANNASSAC** (Monnaies de), *A*, III, 502, 503.
- BANNIÈRES** (Registre des), *A*, V, 258.
- BANNISSEMENT** (Documents des XIII^e et XIV^e siècles relatifs à la peine du), *B*, III, 419 et suiv.
- BANNITIO**. Voyez *Ajournement*.
- BANS** (Jean), auteur d'un pamphlet contre D. Pèdre de Tolède, *B*, I, 357 et suiv.
- BARBACANE** de Carcassonne, *B*, II, 366-372.
- BARBARESQUES**. Alliance de leur chef avec François I^{er}, *B*, V, 74.
- BARBARISER**, parler d'une manière fautive, *B*, V, 302, 304, 353.
- BARBARO** (Hermolao), littérateur vénitien du XV^e siècle, *B*, V, 356.
- BARBASAN** (Armand Guilhem, seigneur de), chambellan de Charles VI, un des sept combattants de Montendre, *A*, I, 377.
- BARBEROUSSE** (Frdéric), *A*, V, 166, 167.
- BARBET** (M. Charles), *B*, IV, 188.
- BARBU-DUROCHER** (A.), élève pensionné de l'École des chartes, *A*, II, 309. — membre de la soc. de l'Éc. des chartes, *ibid.* — Notes envoyées par lui, de Strasbourg et de Metz, sur quelques manuscrits ou diplômes conservés dans ces villes, *A*, II, 594. — Sa notice sur une harangue latine inédite de Pétrarque, *B*, II, 574.
- BARBÉ DU BOGAGE** (A. F.), élève de l'ancienne école des chartes, *A*, I, 45.
- BARBOUIRES**, farces, sottises, *B*, V, 358, 440.
- BARDAZE**, sodomite, *B*, V, 359.
- BARCELONE**, visitée par les Bohémiens en 1447, *A*, V, 529.
- BARGIOCCHI**, *B*, IV, 480, note.
- BARGUIGNER**, sources où l'on peut étudier l'histoire de ce mot, *B*, II, 304.
- BARRAL DES BAUX**, *A*, I, 400.
- BARROIS** (M. J.), éditeur du poème d'Ogier de Danemarche, *A*, IV, 389. — Vente de sa collection de mss., *B*, V, 391.
- BARTHÉLEMI**, archevêque de Tours, *B*, I, 441 et suiv.
- BARTHÉLEMY** (Anat.), élève pensionné de l'École des chartes, *A*, IV, 296. — Membre de la soc. de l'Éc. des chartes, *ibid.* — Conseiller de préfecture, *B*, II, 187. — A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch.: Les deux Fabas, *B*, II, 545. — Privilèges de l'église et de la ville de Tréguier, *B*, III, 233.
- BARZAS-BREIZ**, chants populaires de la Bretagne, publiés par M. T. Hersart de la Villemarqué, *B*, II, 279.
- BASILIC** (Symbolisme du), *B*, IV, 237.
- BASIN** (Thomas), évêque de Lisieux; sa grande histoire répandue sous le nom d'Amelgard, *A*, III, 316, 367, 370. — Sa vie, *ibid.*, 318 et suiv. — Son traité sur la réforme de la procédure en Normandie, *ibid.*, 334. — Son Apologie et ses autres opuscules, *ibid.*, 340, 369, 374. — Publication de son Histoire, *B*, I, 481. — (Michel), rémission à lui accordée, *A*, III, 344.
- BASOCHES** (Nicolas de), chevalier de la maison de Philippe-Auguste, *B*, I, 93, 96 et suiv.
- BASQUES** (Proverbes), *B*, I, 298.
- BASCOMPIERRE** (Gestroy de, emprisonné à Angers, *A*, III, 288.

BASTARD (Léon de), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 359, 533. — Archiviste-paléographe, *B*, V, 255, 327. — Sa thèse sur Vézelay, *B*, V, 244. — Membre de la Soc. de l'Éc. des ch., 322. — Sa mission à Rome, 427.

A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. un article bibliogr., *B*, V, 380.

BATAILLARD (Paul), élève pensionné de l'École des chartes, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 49. — Archiviste-paléographe, *A*, II, 589.

A publié dans la Bibl. de l'Éc. des chartes : De l'apparition et de la dispersion des Bohémiens en Europe, *A*, V, 438, 521; *B*, V, 425. — Bull. bibliogr., *B*, II, 277.

BATAILLE (Guillaume), chevalier français, l'un des sept combattants de Montendre, *A*, I, 377 et suiv.

BATH (L'évêque de). Voy. *Harewell*.

BAUDE (Henri), poète du XV^e siècle, *B*, V, 93 et suiv. — Nommé élu du Limousin, *ibid.*, 132.

— (Jean). Titre le concernant, *ibid.*, 133.

BAUDET (Mathurin), procureur des aides, 1468, *B*, V, 61.

BAUDI DI VESME (M.); son mémoire sur les impositions dans la Gaule, *A*, I, 336.

BAUDOUIN, frère de Godefroi de Bouillon, se sépare de l'armée des croisés à Archélaïs, *A*, IV, 507. — Ses querelles avec Tancrede, *A*, IV, 508-520. — Rejoint Godefroi de Bouillon à Maresie, *ibid.*, 520. — Part de là pour la conquête d'Édesse, *A*, IV, 521.

BAUDOTIN DE FLANDRE (Auteur anonyme du poème de), *A*, V, 290.

BAUDOUIN DU BOURG. Baudouin de Flandre lui laisse le commandement de la ville d'Artésie, *A*, IV, 522.

BAUFFREMONT (Jean de), sire de Mirebeau et de Bourbonne, *B*, II, 254 et suiv.

— (Henri de), baron de Secy-sur-Saône, *ibid.*, 255.

— (Pierre de), comte de Charny, *ibid.*, 256.

— (Pierre de), sire de Ruppes, *ibid.*, 260.

— Rectification à la généalogie de cette maison, *ibid.*, 269.

BAUGENCY. Orthographe du nom de cette ville, *B*, II, 305. — Découvertes archéologiques faites à Baugency, *B*, I, 192. — (Corbeaux de l'hôtel-Dieu de), *B*, IV, 231. — (Siège de), *B*, II, 156; III, 507.

BAUME (Pierre de la), évêque de Genève, *A*, V, 96.

BAUX (M. J.). Voy. *Brou*, *Macon*.

BAVIÈRE, visitée par les Bohémiens en 1418,

1433 et 1438, *A*, V, 469, 524, 528. — Voy. *Isabelle de Bavière*.

BAYEUX (Recherches sur la tapisserie de), *A*, II, 91.

BAZAS (Siège de), *B*, II, 547.

BAZOCHÉ du parlement de Rouen (Requête en vers des suppôts de la), au parlement, *A*, I, 99, 100, 101. — Arrêt du parlement en leur faveur, *ibid.*, 102.

BEAUFORT (Le comte de), vicomte de Turrenne, pactise avec Rodrigue de Villandrando, *B*, I, 157.

BEAUFORT, château. Voy. *Malemort*.

BEAUJEU (Blanche de), *A*, III, 57, note 3.

BEAUJOLAIS, occupé par les routiers, *B*, I, 149, 163.

BEAUJOYEUX. Voy. *Baltazarini*.

BEAULIEU (Geoffroi de), chroniqueur, *A*, V, 105 et suiv. — Examen de son livre de la Vie de saint Louis, *A*, V, 205 et suiv.

BEAUMANOIR (Philippe de), auteur des *Costumes du Beauvoisis* (1283); édit. de cet ouvrage par M. Beugnot, *A*, III, 578. — Parallèle de Beaumanoir avec Boutillier, *B*, III, 123 et suiv.

BEAUMONT (Jean de); son expédition en Carcassais, *B*, II, 376.

BEAUMONT (Amblard de), secrétaire intime d'Humbert II, dauphin de Viennois, *A*, I, 269, 270, 273.

BEAUMONT, village dans Vaucluse; ses inscriptions, ses antiquités, ses carrières, *B*, IV, 324-328.

BEAUMONT-LEZ-TOURS (Abbaye de), *B*, I, 438.

BEAUMONT-SUR-OISE (Matthieu III, comte de), *B*, I, 59 et suiv. — Jean, *ibid.*, 61.

BEAUNOIS (le), *A*, IV, 558.

BEAUREPAIRE (Charles Robillard de), élève boursier de l'École des chartes, *B*, IV, 187; V, 91. — (M. Eugène Robillard de), *B*, IV, 187; V, 92.

BEAUVAIS (Baudouin de), l'un des premiers croisés, *A*, II, 446.

BEAUVAIS (Vincent de), *B*, I, 389.

BEAUVAIS (Évêché et comté de). Son histoire pendant l'administration de l'évêque Philippe de Dreux (1175-1217), *A*, V, 9-35.

BEAUVAIS (Abbaye de Saint-Lucien de), reçoit une donation d'Hugues de Crèvecœur, *B*, III, 249. — Reçoit une donation de Pierre, vidame de Gerberoy, *B*, III, 351.

BEAUVAIS (Prix proposés par l'Athénée de), *B*, IV, 192.

BECHADA (Grégoire), auteur d'un poème sur la première croisade, *A*, II, 340.

- BECKER** (Emmanuel), *A*, I, 465. — Éditeur du roman de Flore et Blancheflor, *B*, I, 293.
- BECKET** (La vie et la mort de Thomas), archevêque de Cantorbéry, poème en vers français du XII^e siècle, *A*, IV, 208.
- BÉDOLLIÈRE** (Émile de la). Son histoire de la vie privée des Français, *B*, IV, 276.
- BEGGA**, prétendue fondatrice des béguines, *B*, II, 286.
- BÉGHARDS** (Frères), *B*, II, 286.
- BÉGUINES** de Belgique, *B*, II, 285, 286. — Béguines de Vilvorde et d'Allemagne, 286. — Recherches sur l'origine des Béguines de Belgique, par E. Hallmann, *B*, II, 285, 286.
- BELBEIS**, ville d'Égypte, *B*, IV, 401.
- BELGIQUE**, *B*, I, 172, 562. — Compte rendu des séances de la commission royale d'histoire de Belgique, *A*, III, 591; *B*, II, 84; III, 167. — Rapport de M. Gachard sur les documents relatifs à l'hist. de Belgique conservés à Lille et à Paris, *A*, V, 408. — Annuaire de la biblioth. roy. de Belgique, *B*, I, 374.
- BELLAY** (Jean et Louis du), *A*, III, 481, 496, 497.
- BELLÈME**. Confirmation, par le roi Philippe I^{er}, d'une donation faite aux religieux de Saint-Martin de Bellème, *A*, I, 541. — Historique de l'église de Saint-Léonard de Bellème, *ibid.*, 541-544. — Prieuré de Bellème, *ibid.*, 547. — Liste de chartes relatives à ce prieuré, *ibid.*, 549, note. — Procès entre Payen de Saint-Quentin, prévôt de Bellème, et l'église de Saint-Léonard, au sujet de la foire de Bellème, *ibid.*, 544.
- BELLENCONTRE** (M.), *B*, II, 91.
- BELLEY** (Lettre de l'évêque de), *A*, IV, 143.
- BELLOQUET** (M. Roger de). *Voy. Bourgogne*.
- BELNENSIS** (*Pagw*), le Beaunois, *A*, IV, 550.
- BÉNÉDICTINS** de la congrégation de Saint-Maur, *A*, I, 4; *B*, III, 257, et *passim*. *Voy. Correspondance, Mont-Cassin, Pitra, Solesmes*.
- BENEGER** (Jean), maître de l'artillerie du roi, *B*, I, 53.
- BENOÎT**, dit de Sainte-Maure, auteur d'un poème en français sur Thomas Becket, *A*, IV, 212. — Erreur de ce poète, *A*, II, 36.
- BÉRAL** (Gualhard de), *A*, III, 56.
- BÉGER DE XIVREY** (M.), son rapport sur les ouvrages présentés à l'Acad. des Ins. et B.-L., *A*, II, 589. — Chargé de publier les Lettres de Henri IV, *ibid.*, 596.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Documents historiques inédits, tirés des archives de Poitiers, *A*, I, 225. — Mémoire sur une tentative d'insurrection organisée dans le Maine, de 1612 à 1619, au nom du duc de Nevers, *A*, II, 532.
- BERMOND** d'Anduse, *B*, II, 95 et suiv.
- BERNAT** (*Radulfus*, abbé de), omis dans le *Gallia christ.*, *B*, III, 384.
- BERNARD** (Frère), ermite du bois de Vincennes. — Influence qu'il exerçait sur Philippe-Auguste, *B*, I, 4, 17, 96.
- BERNARD DE PALISSY**. Ses œuvres publ. par P. A. Cap, *B*, I, 295.
- BERNARDUS Geystensis** (Poème sur la vie de), *B*, IV, 482.
- BERNEVILLE** (Gillebert de), trouvère, *A*, V, 291.
- BERNHARD** (Bernard), élève pensionné de l'École des chartes, archiviste paléographe, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 147. — Sa mission à Amiens, *A*, I, 516. — Obtient une médaille à l'Acad. des Inscr. et B.-L., *A*, II, 587; *B*, I, 554. — Attaché à la publ. des Lettres de Henri IV, *A*, III, 416.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Essai sur l'Hist. municipale de Strasbourg, *A*, I, 430. — Recherches sur l'Hist. de la corporation des Ménétriers, *B*, III, 377; IV, 525; V, 254, 339. — Devis des travaux de peinture du chât. de Vaudreuil, *B*, I, 540. — Articles bibl., *A*, II, 306; *B*, II, 285.
- BÉROLD** de Saxe. Légende de sa vie, *B*, II, 402.
- BERRY** (Jean, duc de). Inventaire de ses livres, *A*, II, 71 et suiv.
- BERRY** (Assassinat d'un bailli de), *B*, I, 205, 234. — (Histoire du), par M. Raynal, *B*, I, 315; II, 381; III, 515. — (Annuaire du), *A*, IV, 219. — (Assemblées provinciales du), *B*, II, 179.
- BESANÇON** (Prix proposé par l'Acad. de), *A*, V, 103; *B*, I, 91.
- BESANS**, monnaie, *A*, V, 121, 417, 419, 431. — Leur emploi, *B*, V, 207. — Leur valeur, *B*, V, 208.
- BESSOT DE LA MOTHE** (M. Alexandre), *B*, IV, 188; V, 92.
- BESTIAIRE D'AMOUR**, par Richard de Fournival, *A*, II, 51. — Extraits du Bestiaire de Guillaume le Normant, *B*, V, 40.
- BETHLÈM** (Belle église latine à), *B*, II, 502.
- BÉTHUNE** (Histoire de), *B*, V, 79.

BÉTHUNE (Quesnes de), trouvère du XII^e siècle, cité, *B*, II, 192.

BEUDECHISLOVALLE, Bougival, près Paris, *A*, II, 569.

BEUGNOT (M.), membre de la commission de l'Éc. des ch., *A*, I, 50; *B*, III, 267. — éditeur des *Assises de Jérusalem*, *A*, II, 289. — (Éloge funèbre de M. de Gérando, par M.), *A*, V, 299. — (Lettre à M.), sur les sceaux de l'ordre du Temple, *B*, IV, 385. — Voy. *Olim*.

A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch.: Notice sur la vie et sur les écrits de Philippe de Navarre, *A*, II, 1. — Anciennes coutumes inédites d'Alais, *B*, II, 93. — Mémoire sur l'arrêt de la cour des pairs de France qui condamna Jean sans Terre, roi d'Angleterre, *B*, V, 1.

BEUVRON (Stances contre l'amour, à mademoiselle de), *A*, V, 333.

BEVAIGNE (Jehan), secrétaire de Louis, duc d'Orléans; lui vend deux manuscrits, *A*, V, 81.

BEYROUT, en Syrie, *B*, II, 501.

BÈZE (Théodore de). Discussion d'un passage de son *Traité de franciæ linguæ recta pronuntiatio*, *B*, II, 203 et suiv. — Discussion d'un autre passage de ce livre, *B*, II, 357.

BEZIERS (Etats de Languedoc tenus à), *B*, I, 160, 230. — (Prix proposé par la Soc. archéologique de), *A*, III, 519; *B*, I, 91; *B*, V, 390.

BHABOS, Belus, Belinus; inscription en l'honneur de ce dieu, *B*, IV, 309 et suiv.

BRAGAVATA PURANA, ou histoire poétique de Krichna, publiée et traduite par M. Eug. Burnouf, *A*, II, 189.

BIBLES HISTORIALES, *B*, IV, 239. — Miniatures qu'elles contiennent, *B*, V, 25.

BIBLIOGRAPHIE (Traité de), par M. Daunou, *A*, III, 236. — historiq. et topographiq. de la France, par Girault de St-Fargeau, *B*, II, 77. — Voy. *Curiosités*.

BIBLIONOMIA. Traité attribué par du Cange à Richard de Fournival, *A*, II, 34.

BIBLIOPHILES FRANÇAIS (Société des), *B*, IV, 440. — Question proposée par la Soc. des Bibliophiles de Mons, *A*, III, 205.

BIBLIOTHÈQUE DU ROI ou **BIBLIOTHÈQUE NATIONALE**. Acquisitions faites par elle, *B*, III, 80. — Projet de la transférer dans un autre quartier de Paris, *B*, III, 270. — Polémique à son sujet, *B*, III, 160; *B*, IV, 187, 278. — Nominations d'employés à la Bibliothèque, *B*, IV,

280. — Évaluation des pertes qu'elle a subies, *B*, V, 381. — Les détenteurs d'objets volés à la Bibliothèque sont-ils à l'abri de revendication? *B*, V, 382.

BIBLIOTHÈQUES publiques de Paris. Nominations et notes diverses, *B*, II, 187; III, 175, 176, 270, 460; IV, 187, 439; V, 92, 255, 256. — Rapport de M. Corne sur leur organisation, *B*, V, 328. — départementales de France; ordonnance du Roi relative au catalogue des Mss. qu'elles renferment, *A*, II, 583. — Biblioth. publique ouverte à Londres en 1841, *A*, II, 310. — Voy. Arras, Charleville, Chinon, Metz, Montpellier, Nancy, St-Chamond, St-Gall, Ste-Geneviève, Strasbourg, Tours, Vatican.

BIBLIOTHÈQUES: des abbayes normandes au XIII^e siècle, *B*, III, 490 et suiv. — de Marie de Hongrie, *B*, II, 85. — Voy. Maillezais, Val-Dieu.

BIBLIOTHÈQUE (Catalogue de la) de Charles d'Orléans à son château de Blois, *A*, V, 59. — De M. Silvestre de Sacy, *A*, IV, 293. — De M. Viollet le Duc, *A*, V, 198. — De M. de Soleinne, 204. — De Lequien de la Neuville, *B*, I, 379.

BIBLIOTHÈQUE LATINE-FRANÇAISE (Analyses de divers volumes de la), pub. par M. Panckoucke, *A*, IV, 200, 392; *B*, I, 289.

BIBLIOTHÈQUE de l'École des chartes. Première origine de cette publication; elle est prescrite par ordonnance en 1829, *A*, I, 8, 31. — L'ordonn. est rapportée, *ibid.*, 15, 34. — L'idée est reprise et exécutée en 1839 par la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 1. — (Comptes rendus de la) par M. Warnkœnig, *A*, IV, 187, 501. — (Memb. du comité de publication de la): MM. Géraud, *A*, I, IV, II, 407; III, 415. — Quicherat, I, IV et 407; II, 407; III, 415; IV, 395; V, 410; *B*, I, 387; II, 382; III, 359; IV, 360; V, 322. — Delpit, *A*, I, IV et 407. — Guessard, *A*, I, 407; III, 415; IV, 395; V, 410; *B*, II, 382. — De Mas-Latrie, *A*, II, 477. — Bordier, V, 410; *B*, I, 387; II, 382; III, 359; IV, 360; V, 322. — Hourquelot, *B*, I, 387. — Marion, *B*, III, 359; IV, 360. — Delloye, *B*, V, 322. — Tardieu, *ibid.*, 389.

BIELLE, dans les basses Pyrénées (Restes d'habitations romaines trouvées à), *A*, V, 104.

BIGNON (Jérôme), éditeur de plusieurs collections de formules; manuscrits dont il s'est servi, *A*, IV, 2 et suiv.

- BONAS**, versis chargés du soin des abeilles, *A*, I, 548.
- BIZOUX** du cabinet de Gabrielle d'Estrées, *A*, III, 169, 170.
- BILLAUT** (Le poète Adam), poursuivi pour des chansons, *B*, V, 313.
- BIOGRAPHIE UNIVERSELLE**, publiée sous la direction de M. Weiss, *A*, IV, 492. — Portative universelle, par MM. L. Lalluë, etc., *B*, I, 86. — Voy. *Curiosites*.
- BIRRIA**, serviteur d'Alcmène, dans l'*Amphitryonéide* de Vital de Blois, *B*, IV, 486 et suiv.
- BITURI**, *B*, I, 172.
- BLACAS**, troubadour; *Sirvente* sur sa mort, par Sardello, *A*, IV, 109.
- BLAISE** (Saint). Mystère de sa passion, joué au XVI^e siècle, *B*, V, 340.
- BLANCHE DE CASTILLE**, mère de saint Louis et d'Alphonse, comte de Poitiers, *A*, I, 401.
- BLANCHEFLOR** (Flore et). Voy. *Flore*.
- BLASON** Science du, déjà formée dans le roman d'Alexandre, *B*, III, 333. — Thèse sur les armoiries des anciens, par M. Huron. — Blasons des députés d'Arras, en 1435. *B*, III, 118.
- BLÉ** Prix du, à Tournay, au XIV^e siècle, *B*, III, 109.
- BLÉRIER** (M. de), auteur anonyme d'une notice sur des inscriptions antiques de Vaison, *B*, IV, 306-313.
- BLOIS** (Inscriptions de). *B*, III, 32. — États généraux tenus dans cette ville en 1583, *B*, II, 422 et suiv. — Restauration de son château, *B*, I, 484. — Ses archives, *B*, I, 40; V, 333, 338. — Voy. *Amphitryonéide*.
- BLOIS** (Pays de), *Hortus regius Blesensis*, par Abel Brunyer, *A*, II, 308.
- BLOIS** (Louis), élève pensionné de l'Éc. des ch., archiviste-paléogr., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 48.
- BLOCCARE**; la traduction italienne de l'*Amphitryonéide* de Vital de Blois lui a été attribuée, *B*, IV, 478 et suiv.
- BLOCANEGRA**, amiral de Castille, *A*, II, 296.
- BOCONTIL**. Voy. *Vocontii*.
- BODIN** (Jean), *A*, IV, 55.
- BODIN** (J. A.). Voy. *Saumur*.
- BODONTII**, *BODONTICI*. Voy. *Brodontii*.
- BOEGE**, disciple du magicien Flocars, *A*, II, 37. — Son système de numération, *A*, IV, 382, 385.
- BOÉTIE** (Ét. de la). Fac-simile de son écriture, *B*, III, 527.
- BOGHEM** (Loys van), architecte de l'église de Brou, *B*, I, 84; IV, 84.
- BOHÈME** (Hist. de), par F. Palacky, *B*, I, 183. — Les *Bohemiens*, suivant toute apparence, se répandent dans ce pays en 1438, *A*, V, 528.
- BOHÉMIENS**. De l'apparition et de la dispersion de cette race vagabonde en Europe, *A*, V, 438-475, 521-539. — Rectifications à ce travail, *B*, V, 426 et 439.
- BONÉMOND**, prince d'Antioche, *A*, II, 459; *A*, IV, 301-313.
- BOITEAU** (Discours de M. Daunou sur), *A*, III, 216. — Ses œuvres publiées par M. Daunou, 234 et suiv.
- BOIS**; comment se prononçait ce mot dans l'ancien français, *B*, II, 305.
- BOIS** (Pierre du), avocat du roi au bailliage de Coutances, présumé l'auteur d'un mémoire adressé à Philippe le Bel, *B*, III, 309.
- BOISARD**, dit Verdelet (Jean), roi des ménétriers, vers 1420, *A*, IV, 546.
- BOISSERAND DE CHASSEY** (D.C.), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 268-532; *B*, IV, 188. — Thèse sur les marguilliers laïques des églises de Paris, *B*, V, 243. — Archiviste-paléographe, *B*, V, 255-322.
- BOISSIEUX** (M. de). Ses *Inscriptions lyonnaises*, *B*, V, 78.
- BOITRON** (Église de). Son patronage cédé à l'abbaye d'Alménéche en 1249, *A*, I, 550.
- BOLLANDISTES** (Travaux des), *A*, II, 571. — Continuation des *Acta sanctorum*, *B*, III, 347.
- BOLOGNE**, visitée par les Bohémiens en 1422, *A*, V, 472.
- BONAINI** (M.). Voy. *Pise*.
- BONAL** (Antoine), auteur d'une histoire manuscrite des évêques de Rodez, *A*, II, 556 et suiv.
- BONAPARTE** (Nap.-Louis). Voy. *Artillerie*, *B*, IV, 261.
- BONE**, en Algérie; Documents sur son histoire, *A*, II, 388; *B*, V, 136 et suiv., 152.
- BONIFACE VIII**. Son mot sur l'affaire de la canonisation de saint Louis, *A*, V, 225.
- BONIVARD** (François de), prieur de Saint-Victor-lez-Genève. — Sa vie et ses ouvrages, *B*, II, 385-405. — Texte de son *Advis et devis des langues*, *B*, V, 290 et 339. — Découvre, dans son couvent de Saint-Victor, le corps d'Ansegisus, évêque de Genève au X^e siècle, *B*, V, 305. — Joue un rôle dans la représentation d'un mystère, *ibid.*, 340.
- BONNECHOSE** (M. É. de). Voy. *Hus* (Jean).
- BONNE-COMBE** (Abbaye de), *B*, III, 252.
- BONO GIAMBONI**. Sa version italienne du

Trésor de Brunetto Latini, *A*, II, 134.

BORDEAUX. Antiquités de cette ville : Temple de Tutèle, plus tard Château-Trompette; amphithéâtre ou palais Gallien; sculptures du musée; enceinte et portes; fort de Hâ; cathédrale et autres églises; *B*, IV, 55 et suiv. — Souvenirs aux professeurs de Bordeaux, par Ausone, *B*, I, 290. — Royaume de Bordeaux, *A*, V, 293. — Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem, *B*, II, 3. — Coutume de Bordeaux, *A*, IV, 263. — Les Anglais battus sous ses murs, *B*, I, 211. — Remontrance faite au nom de cette ville à Henri IV, par Montaigne, *B*, III, 527. — Mémoires de l'Académie de Bordeaux, *A*, III, 516.

BORDELAIS envahi par les routiers, en 1438, *B*, I, 209.

BORDIER (Henri-Léonard), élève pensionné de l'Éc. des chartes, membre de la Soc. de l'Éc. des chartes, *A*, I, 49. — Archiviste-paléographe, *A*, II, 589. — Membre de la commission des archives dép., *B*, III, 449. — Auxiliaire de l'Académie des inscr. et belles-lettres, 460. — Expert dans l'affaire Libri, *B*, IV, 358. — Secrétaire par intérim de l'Éc. des ch., *ibid.*, 359. — Voy. *A*, III, 581.

A publié dans la Bibl. de l'Éc. des chartes : Notice sur Guill. du Brueil, auteur du *Stilus parlamenti*, *A*, III, 47. — Tentative d'enlèvement du prince Djim, 285. — Commentaire sur un document relatif à la coutume de Paris, *B*, I, 396. — Deux chartes inédites des années 769 et 789, *B*, II, 70. — François de Bonivard, 385. — Jugement lombard de l'an 762, *B*, III, 43. — Chartes inédites de l'an 794, *ibid.*, 412. — Des droits de justice et des droits de fief, IV, 193. — Les demandes que le roy fait des coutumes de fief, V, 45. — L'avis et devis des langues, traité de philologie composé en 1563, *ibid.*, 290 et 339. — Articles bibliograph., *A*, I, 214, 579; II, 191; III, 578, 589; IV, 182, 285; V, 83, 96, 292; *B*, I, 82, 179; II, 172, 466, 589; III, 71, 161, 257, 347, 445, 521; IV, 269, 428; V, 320, 422.

BOREL D'HAUTERIVE (André), élève pensionné de l'École des chartes, archiviste-paléographe, membre de la Société de l'Éc. des chartes, *A*, I, 47. — Éditeur de la Revue historique de la noblesse, *A*, II, 195; — de l'Annuaire de la Noblesse, IV, 292. — Secrétaire-trésorier de l'École des chartes, *B*, V, 389.

A publié dans la Bibl. de l'École des

chartes les articles bibliogr., *B*, II, 380; IV, 376.

BORN (Bertrand de), honoré après sa mort dans l'abbaye de Saint-Martial de Limoges, *A*, IV, 345.

BORRAN (Pierre de), *B*, I, 73.

BOSQUET (François), évêque de Lodève, puis de Montpellier. — Pourquoi son livre sur les libertés de l'Église gallicane est resté inédit, *A*, V, 603.

BOSSUET. Soins qu'il donna à l'éducation du Dauphin, *B*, IV, 25, 34. — Jugement porté sur Pierre du Puy dans la *Defensio Declarationis cleri gallicani*, ouvrage posthume de Bossuet, *A*, V, 604. — Lettre de Bossuet sur la mort d'Henriette-Anne d'Angleterre, duchesse d'Orléans, *B*, I, 174, 176. Voy. *Du Puy* et *Libertés de l'Église gallic.*

BOUCHAIN, *A*, III, 569.

BOUCHAUDON (Claude de), *A*, IV, 547.

BOUCHE (Honoré), *B*, V, 394.

BOUGIE, en Algérie. Documents sur son histoire et son commerce, *A*, II, 388. — *B*, IV, 244. — V, 135, 139, 143, 144, 152.

BOUGIVAL. Voy. *Beudechisilovalle*.

BOUGON (Tumulus de). Fouilles qui y sont faites, *B*, I, 482.

BOUHOURS, *A*, I, 460.

BOUILLET (Dictionnaire d'histoire et de géographie, par M.), *A*, IV, 288.

BOVIN (Le vieillard de), *A*, I, 367, 369.

BOULE AUX RATS (Représentations de la), *B*, IV, 234; V, 424.

BOULOGNE-SUR-MER. Son ancien nom, *B*, IV, 315, n. 2.

BOULOGNE (Renaud de Dammartin, comte de), *A*, V, 31.

BOUNAR-BACHI (Inscription grecque, découverte à), *B*, II, 497.

BOUQUET (Dom), réfuté, *A*, II, 60 et suiv.

BOUQUINISTES. Leurs démêlés avec les libraires, à Paris, aux XVII^e et XVIII^e siècles, *B*, V, 368. — Requête rédigée en leur faveur, en 1697, *ibid.*, 369.

BOURBON (Louis de Clermont, sire de), *A*, III, 12 et suiv. — Charles I^{er} et Jean II, ducs de Bourbon, II, 262. — Orléans secouru par le duc de Bourbon, *B*, III, 502. — Contrat de mariage de Jeanne de Bourbon avec Humbert II, dauphin de Viennois, *A*, I, 282. — Elle épouse le dauphin Charles, *A*, I, 283. — Princes de Bourbon sous Charles VII. Leur éloge par Chastellain, *A*, IV, 75. — Caractère et intrigues de Charles de Bourbon, *B*, I, 143, 205. — Mariage de Rodrigue de Villandrando avec une ha-

tarde de Bourbon, I, 143, 157, 166. — Voy. *Aimon*; *Jean II*.

BOURBONNAIS (Éloge, en vers, du), B, V, 111.

BOURDIN (Louis), bourgeois, député de la ville de Paris aux états généraux de 1588, B, II, 433. — Figure aux assemblées électtorales de la prévôté de Paris en 1588, II, 437.

BOURDON (Loys), chevalier, favori de la reine Isabelle de Bavière, B, V, 331.

BOURG-LEZ-BAYEUX (Le), lieu de la conjuration ourdie contre la vie de Thomas Becket, A, IV, 235.

BOURGEOIS de Strasbourg, agrégés forcement aux corps d'arts et métiers, A, I, 455.

BOURGEOISIE (Droit de), à Strasbourg, A, I, 458, 459. — (Hist. de la), en Limousin, B, III, 530; V, 420.

BOURGES (Curie de), A, I, 223. — Impositions perçues aux portes de cette ville, du VII^e au XII^e siècle, B, IV, 221. — Son assemblée provinciale, B, II, 179. — (Siege de), en 1412, B, I, 278, II, 256. — Traité qu'y concluent le duc de Bourgogne et les princes de la faction d'Orléans, B, I, 277. — Vitraux de la cathédrale expliqués par MM. Martin et Cahier, A, IV, 564. — Description historique et archéologique de la cathédrale, par A. de Girardot et Hipp. Durand, B, V, 383.

BOURGOGNE (Rectorat de), B, IV, 428. — (Hugues II, duc de), A, IV, 551 et suiv. — (Hugues III, *ibid.*), 556; B, II, 254. — (Eude III), A, IV, 555. — (Robert II), *ibid.*, 557. — (Les ducs de), par M. L. de Laborde, B, V, 321. — Lettre du duc de Bourgogne au sujet de l'hommage à rendre au comte de Champagne, 1273, B, III, 253. — Faction du duc de Bourgogne, B, V, 329 et suiv. — Les Bohémiens dans cette province en 1467, A, V, 532. — Situation polit. et administr. de la Bourgogne, de 1661 à 1715, par M. A. Thomas, B, I, 76. — Chartes bourguignonnes, par M. Garnier, A, IV, 563. — Questions bourguignonnes et carte du roy. de Bourgogne, par M. Roger de Belloguet, B, III, 513; V, 422.

BOURGOGNE D'ORLÉANS (M.). Sa mission en Corse et dans le royaume des Deux-Siciles, A, II, 595.

BOURGOGNON, avocat du roi au parlement de Paris, B, II, 451 et suiv.

BOURGIGNONS. Voy. *Gondebrand*; *Sou d'or*; *Armagnacs*.

BOURQUELOT (Louis-Félix), élève pensionné de l'École des chartes, membre de la Société de l'École des chartes, A, I, 49; — archiviste-paléographe, A, II, 589. — Attaché à la collection des monum. inéd. de l'hist. du tiers état, A, II, 407. — Sa mission à Amiens, A, I, 408. — Expert dans l'affaire Libri, B, IV, 358. — Son Histoire de Provins obtient une médaille à l'Acad. des Inscr. et B.-L., A, II, 587. — Comptes rendus de ce livre, A, I, 214; II, 192, 193.

A publié dans la Bibl. de l'Ec. des chartes: *Cantique à la gloire d'Anne Musnier*, A, I, 289. — Notice histor. et archéol. sur le prieuré de Saint-Loup de Naud, A, II, 244. — Recherches sur les opinions et la législation en matière de mort volontaire au moyen âge, III, 539; IV, 242, 456. — Arrêt du parlement de Paris, relatif à la fête des Innocents, dans la ville de Tournay, 1499, A, III, 563. — Notice histor. et archéol. sur le prieuré de Voulton, B, I, 331. — Correspondance entre le corps municipal de la ville de Paris et celui de la ville de Noyon, en 1413, B, II, 52. — Les Vaudois au XV^e siècle, B, III, 81; et divers comptes rendus d'ouvrages, A, II, 308; IV, 174, 273, 577; B, I, 562; II, 179; III, 448, 527; IV, 179; V, 166; 383.

BOUTAGE (Droit de), B, III, 32.

BOUTARIC (Edgar-Paul), élève boursier de l'École des chartes, B, V, 169, 425.

BOUTILLIER (Notice sur Jean), auteur de la Somme rurale, B, III, 89-143.

BOYER (Le P. Anselme), auteur d'une Histoire de l'église de Vaison, B, IV, 305, 307, 334-336.

BRATRE (Histoire de), par M. Prioux, B, II, 380.

BRANCAS (Nicolas de), évêque de Marseille, A, III, 191.

BRANCHE des royaux lignages. Voy. *Guiart*.

BRANDEBOURG (Recherches sur l'hist. de la Marche de), B, II, 185.

BRANDIN, chef de routiers (1200), A, III, 437.

BRAQUEZ (Amaury), A, II, 375.

— (Nicolas), A, II, 375.

BRASVETTE (Sentir 12), B, V, 359.

BRAVE; mot encore inconnu en français au commenc. du XVI^e siècle, B, V, 305.

BRAY (Étienne de), conseiller et exécuteur testamentaire d'Isabelle de Bavière, B, V, 334.

BREQUIGNY. Ses tables chronol. de l'hist. de France, A, II, 594. — Sa collection

- de documents français en Angleterre. Ses *Diplomata*, *chartæ* de la 1^{re} race rééditées par M. Pardessus, *A*, IV, 79.
- BREQUIN** (Coppin de), roi des ménestriers, de 1357 à 1367, *A*, IV, 345.
- BRET** (LE), avocat, *B*, II, 441 et 458.
- BRETAGNE** (Grande-), *B*, II, 553.
- BRETAGNE** (Le duc de), *A*, II, 371. — Statues de Jean II et Jean III, ducs de Bretagne, *B*, I, 91. — (Antiquités celtiq. de la), par M. de la Pilaye, *B*, V, 72. — (Armorial général de), par Briant de Laubrière, *B*, I, 375. — (Coutume de), *A*, IV, 264.
- BRETEUIL** (De), ambassadeur en Hollande, *B*, IV, 357.
- BRETON** (M. Ernest), auteur des *Antiquités de Vaison*, *B*, IV, 305.
- BRETON** (Guillaume LE). Une de ses chroniques connue de Guillaume Guiart, *B*, III, 4.
- BRETONNE** (Langue). Était la langue des Gaulois, suivant Jean le Maire et Bonivard, auteurs du XVI^e siècle, *B*, V, 298. — Vers bretons du monument élevé à Legonidec, *B*, II, 88.
- BRÉVIANDE** (Note relative au château de), *B*, I, 193.
- BRÉZÉ** (Pierre de), chargé de réformer la justice en Normandie, *A*, III, 334. — Calomnie sur sa mort, *ibid.*, 343. — (Jacques de); son procès, *B*, V, 211. — (Louis de). Don que lui fait Louis XI, des terres et seigneuries confisquées sur Jacques de Brézé, son père, *B*, V, 230. — Note sur les propriétés de cette maison au XV^e siècle, *B*, V, 235. — Épée de Jean de Brézé, *B*, IV, 416.
- BRIAL** (Notice sur M.), par M. Daunou, *A*, III, 230.
- BRIENNE** (Erard de). Son procès contre la comtesse de Champagne, *B*, V, 18, 21.
- BRIEY** (Albert de). Découverte de sa sépulture, *A*, IV, 588.
- BRIGIANI**, *B*, V, 394 et 395.
- BRIIGNAIS** (Bataille de), *A*, V, 252.
- BRION** (Bataille de), juillet 1359, *A*, IV, 558.
- BRIQUAT** (M.), archiviste de Niort; son inventaire des archives de cette ville, *B*, III, 513.
- BRISSON** (Le président), *B*, II, 441 et suiv.
- BRITANNI**, *B*, I, 173. — *Notitia Britannia*, par W. D. Saull, *B*, I, 385.
- BRITISH MUSEUM** (Documents relatifs à l'hist. de France, extraits du), *B*, III, 110.
- BRIVATES portus**. Position de ce lieu, *B*, III, 259.
- BRIVES-LA-GAILLARDE**, *B*, I, 46.
- BROHADUS**, fils du sultan de Babylone, tué par les croisés, *A*, II, 453.
- BROG** (Randulf de) reçoit les meurtriers de Thomas Becket dans son château de Saltwood, et se joint à eux, *A*, IV, 235.
- BRODONTII**, Bodiontii, Bodiontici, peuple de la Gaule, *B*, V, 395, note 6.
- BROI** (Philippe de), chanoine de Bedford, puni par Thomas Becket, *A*, IV, 224.
- BROSSES** (Hugues de), abbé de Saint-Martial de Limoges, *A*, IV, 345 et suiv.
- BROTONNE** (Découverte d'antiquités dans la forêt de), *A*, IV, 587.
- BROU** (Église de). Son histoire par M. Baux, *B*, I, 83. — Nouveaux documents sur sa construction, *B*, IV, 83.
- BRUEIL** (Guill. du), avocat au parlement de Paris, auteur du *Stilus curiæ parliamenti Franciæ*. Notice sur sa vie et ses ouvrages, *A*, III, 47 à 62.
- BRUN** (M. P. J.), *B*, IV, 188.
- BRUNELLESCHI** (Ghigo), auteur de la traduction italienne de l'*Amphitryonéide* de Vital de Blois, *B*, IV, 479, 499 et suiv.
- BRUNET** (M. Gust.). Voy. *Patois*, *A*, II, 90.
- BRUNETTO LATINI** (Le Trésor de), *A*, II, 313 et suiv.
- BRUNIER** (Guillaume), tué à la bataille de Crécy, *A*, II, 263.
- (Jacques), chancelier d'Humbert II, dauphin de Viennois. Notice sur sa vie, *A*, I, 263-287. — Est l'un des agents de la négociation par suite de laq. le Dauphiné fut cédé à la France, *ibid.*, 269. — Accompagne Humbert II à la croisade de 1345, *ibid.*, 275. — Est institué exécuteur testamentaire de Humbert II, *ibid.*, 279. — Les trois Brunier, par M. de Petigny, *A*, II, 308.
- BRUNO** (Rôle funéraire de saint), *B*, III, 378.
- BRUNSWICK** (Peintures à fresque découvertes dans la cathédrale de), *B*, II, 89. — Leibnitzii, Annales Brunswic., pub. par G. H. Pertz, *B*, I, 382.
- BRUXELLES**. Questions mises au concours par l'Académie royale de cette ville, *A*, II, 95; III, 518; IV, 502.
- BRUYÈRE** (Mathias de la), lieutenant particulier de la prévôté et vicomté de Paris, *B*, II, 440 et suiv.
- BUCHON**. Voy. *Morée*, *B*, I, 554.
- BUCK** (Simon de), *A*, II, 366, 368, 374, 375, 381.
- BUDGET** (Le principe du) entrevu au moyen âge, *B*, V, 278.
- BUFFET** au XVI^e siècle, *A*, III, 164, 165.

BUFFON (Statue élevée à), *B*, I, 300.
 BUONCOMPAGNO, professeur de grammaire à Bologne au XIII^e siècle; son traité de *Arte dictaminis*, *A*, IV, 27.
 BUREAU (Girard), *B*, V, 226.
 BURNOUF (Eugène), de l'Institut, élève de l'ancienne École des chartes, membre de la Soc. de l'École des ch., *A*, I, 44. — Traducteur du *Bhagavata Purana*, *A*, II, 189. — Voy. encore *B*, V, 168.
 BURSA, forêt royale mentionnée dans un diplôme de 1247, *A*, I, 548.

BUSSE, sorte de navire italien, *B*, IV, 251.
 BUSSIÈRE (Notice sur l'abbaye de la), *A*, IV, 549. — Ses droits, justices, privilèges; *ibid.*, 557, 558. — Ses possessions territoriales; *ibid.*, 551, 555, 561 et suivantes. — Ses querelles avec les évêques d'Autun, *ibid.*, 557, 558. — Description de son église; *ibid.*, 552-556.
 BUTOR (Bauduins), trouvère, *A*, V, 291.

C

C carré dans une inscription du X^e siècle, *B*, IV, 333.
 CACHÉLART (Jean), bachelier en décret, vend au duc Louis d'Orléans un manuscrit de la Légende dorée, *A*, V, 66.
 CADENET, troubadour, *A*, IV, 27.
 CADIÈRE (La), colonie de Phocéens, *B*, V, 74.
 CADIS (M. Léonce), *B*, IV, 188; V, 91.
 CADOC, seigneur de Gaillon, chef de routiers au service de Philippe-Auguste, *A*, III, 418.
 CADORAT. Voyez *Puisieux*.
 CADOUIN. Donation faite par Mercadier, en 1195, à l'abbaye de Cadouin, en Périgord, *A*, III, 425 et 444.
 CAEN (Pêcheries de), en 1258, *A*, I, 538. — Maison des Marmites à Caen, *ibid.* — Donation du bourg de Trun, faite en 1082, par Roger de Montgomeri, au monastère de Saint-Étienne de Caen, *ibid.*, 540, note. — Donation faite à l'abbaye du Saint-Sépulcre de Caen, en 1218 et 1311, *ibid.*, 547. — (Église de Saint-Étienne-le-Vieux à), *B*, III, 189. — (Université fondée à), *A*, III, 324. — (Rôle des feux de la vicomté de), 1371, *A*, II, 297.
 CAEN (Raoul de), fils de Foulcroi, poète du XII^e siècle, *B*, III, 384.
 CAHONS (Cathédrale de), *B*, III, 201; IV, 49. — On fabrique à Cahors de l'artillerie et de la poudre en 1345, *B*, I, 43.
 CAIFONG-FOU (Siège de), *B*, I, 29.
 CAIGNY (Perceval de), chroniqueur, *B*, II, 142 et suiv.
 CAILHAVA (Vente de la bibliothèque de M.), *B*, II, 91.
 CAIRE (Le). Ses mosquées construites en ogive, *B*, II, 503. — Coupoles de ses mosquées, *B*, IV, 401.
 CALABRE (Jean de). Son expédition contre Naples, 1459, *A*, III, 185.

CALAHORRA, en Aragon, *A*, II, 363.
 CALAIS. Ses armoiries, *B*, II, 182.
 CALENDRIER, dans le *Hortus deliciarum*, *A*, I, 254, 256. — Calendrier perpétuel portatif dressé pour l'an 1381, *A*, II, 272, 280. — Lettre relative au calendrier républicain, *B*, I, 195.
 CALVIN. Part qu'il a prise à la condamnation de Servet, *B*, III, 445. — Exhorte à la patience et à l'espoir, *A*, IV, 468. — Cité par Bonivard, *B*, V, 307.
 CAMBRAY, *A*, III, 569. — Assiégé en 1339, *B*, I, 40 et 51. — Note sur sa bibliothèque, *B*, IV, 190. — (Roman de Raoul de), *A*, II, 506.
 CAMPE (Gautier de), peintre, donne le plan du pont N.-D. à Paris, en 1499, *B*, II, 40.
 CANDELORE, ville d'Asie Mineure, *B*, I, 315, 491, 505; *B*, II, 138.
 CANGE (C. du Fresne, sieur du). Historique de son *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, *A*, I, 498, 510. — Son Histoire manuscrite des évêques d'Amiens, citée, *A*, II, 34. — Son Histoire de la ville d'Amiens, *A*, II, 292. — Deux erreurs par lui commises, *B*, I, 39. — Vénéré des Bénédictins, *B*, III, 258, note. — Statue élevée en son honneur à Amiens, *B*, I, 195; V, 427.
 CANTIQUES, dans le *Hortus deliciarum*, *A*, I, 258.
 CANTORBERY (Contes de), de G. Chaucer, trad. par M. H. Gomont, *B*, III, 529.
 CAPEVIGUE (J. B. H. R.), élève de l'ancienne École des chartes, auteur de plusieurs ouvrages d'histoire et de politique, *A*, I, 43.
 CAPENDU (Raymond de), *B*, II, 370.
 CAPITAINÉ de joyeuse entente, *A*, III, 569.
 CAPOUR (Pierre de), cardinal envoyé par Innocent III en France, *B*, I, 22.
 CAPUCHONNÉS (Confrérie des). Voyez *Pa-cifques*.

- CARAVANE** (Pierre de la), troubadour, *A*, IV, 34.
- CARCAJADA** (la), *B*, I, 386.
- CARCASSAIS** (Plaintes des nobles du), *B*, II, 375.
- CARCASSONNE** (Siège de), en 1240, *B*, II, 362 et suiv. — Courses des routiers devant cette ville, *B*, I, 201, 215. — États de la sénéchaussée de Carcassonne, *B*, I, 230, 235.
- CARDAILLAG** (Bertrand de) n'a jamais été évêque de Rodez ni chancelier d'Aquitaine, *A*, II, 556 et suiv. — (Jean de), patriarche d'Alexandrie, *A*, II, 557 et suiv. — (Hugues de), fait faire dix canons pour la défense de Cambrai, en 1339, *B*, I, 41 et 51. — (Mathelin de), reçoit rémission de Charles VII, *B*, I, 203, 231.
- CARDINAL** (Pierre), troubadour, *A*, IV, 35.
- CARETTE** (M.). Voy. *Algérie et Saintes*.
- CARIMARA**, mot de libraire pour désigner les vieux fonds de magasin, les livres sans valeur, *B*, V, 369.
- CARTAS**, hôpital, *B*, III, 39 et 41.
- CARMENTRAY** (Domaine de), donné au XI^e siècle à l'abbaye de Saint-Faron, par un certain Olgerius, *A*, III, 533.
- CARNOET** (Antiquités gauloises trouvées dans la forêt de), *A*, V, 104.
- CAROUS** (Ivon de), chevalier français, l'un des sept combattants de Montendre, *A*, I, 377 et suiv.
- CARQUOIS D'OR** découvert à Poitiers, *B*, II, 90.
- CARTIER** (M.). Voy. *Chartrain* (Monnaies au type), *B*, II, 576; *V*, 406, 407.
- CARTOGRAPHIE**, *B*, V, 387.
- CARTULAIRES** des archives départementales. Circulaire aux préfets pour leur conservation, *A*, III, 596. — Procédé employé par M. Marchegay pour recomposer d'anciens cartulaires, *A*, III, 413. — Cartulaires d'Anjou, *A*, V, 295, 298. — Catalogue des cartulaires des archives départementales de France, *B*, III, 521.
- CASANOVA** (Galeran de), banquier pisan, avance diverses sommes à des seigneurs français, en 1191, à la prise de Saint-Jean-d'Acre, *A*, V, 13, 35, 36.
- CASÉ** (Homme), *Casatus*, *B*, III, 31.
- CASINI** (Erreur de) rectifiée, *B*, I, 31.
- CAS** régime. Dix-huit manières de le former dans l'ancien français, selon M. Ampère, *A*, III, 76 et suiv.
- CASTEL** (Jean), chroniqueur de France. Recherches et documents inédits sur lui, *A*, II, 461.
- CASTETS** (Siège de), *B*, II, 549 et suiv.
- CASTILLE** (Guerres civiles en), sous le roi D. Juan II, *B*, I, 214, 218 et suiv., 224 et suiv.
- CASTILLON**, en Périgord (Lettre sur la bataille de), 19 juillet 1453, *B*, III, 245, 247.
- CATALAUNI**. Étymologie de ce nom de peuple, *B*, I, 170.
- CATHARES** ou Albigeois (Hist. des), par M. Schmidt, *B*, V, 423.
- CATHERINE CORNARO**, reine de Chypre, *A*, V, 436.
- CATON** (Sentences de), *A*, II, 124.
- CATURIGES**, *B*, V, 394, 395 et 397.
- CAUCHOIS-LEMAIRE** (M.), chef de section aux Archives du royaume, *A*, I, 581.
- CAUMONT** (M. de). Prix d'archéologie fondé par lui, *B*, V, 423. — Voy. *B*, III, 512.
- CAUSSIN DE PERCEVAL** (Notice sur M.), par M. Daunou, *A*, III, 230.
- CAUSSIN DE PERCEVAL**, procureur gen., élève de l'ancienne École des ch., membre de la Société de l'Éc. des ch., *B*, I, (liste additionnelle, p. 1).
- CAUVIN**. Voyez *Mans* (le).
- CAVALERIE** (Organisation de la) par Charles VII, *B*, III, 122 et suiv.
- CAVERON** (Robert de), roi des ménestriers, de 1338 à 1350, *A*, IV, 544.
- CEDMON** (Dissertation sur), poète anglo-saxon, par M. Bouterwek, *B*, I, 386.
- CÉLESTIN III**. Conduite de ce pape dans l'affaire du divorce de Philippe-Auguste avec Ingeburge de Danemark, *B*, I, 14, 19.
- CÉLESTINS** (Chapelles de) de Paris, *B*, III, 59.
- CELIER** (Jehan du), *A*, II, 370.
- CELTIQUES** (Antiquités) de la Bretagne, *B*, V, 72. — (Recherches sur les langues), par W. F. Edwards, *B*, I, 291.
- CENNINO CENNINI**, peintre florentin, *B*, I, 542, 543.
- CENSORINUS**, auteur du *de Die natali*, *A*, V, 200.
- CENSUS**. Signification de ce mot, *A*, I, 340; *B*, IV, 211, n. 1, et 219.
- CENTENARIUS**. Voyez *Tunzinus*.
- CENTO NUPTIALIS** d'Ausone, *B*, I, 291. — Centon en l'honneur d'Anne Musnier, héroïne du XII^e siècle. Voy. *Provins*.
- CERTAIN** (Eug. de), élève pensionnaire de l'École des chartes, archiviste-paléographe, membre de la Société de l'École des chartes, *A*, I, 48. — Chargé du classement des archives du départ. de la Mayenne, *A*, I, 407.
- CERVOLE** (Arnaud de), *A*, III, 269.
- CÉSAR** (Jules). Sa vie en peinture, *B*, I, 544.

CHABUILLET (M. Anatole), *B*, V, 389.
CHARRIER (M. de), garde général des Archives nationales, *B*, V, 169.
CHAILLLOU DES BARRES (M. le baron). Voy. *Ancy-le-Franc*.
CHAÎNES pour barrer les rues de Paris, *B*, V, 331.
CHALAS (De), député des Églises réformées de France, *B*, II, 554.
CHALLOU (De). Famille historique des environs d'Étampes, *A*, II, 405. Voy. *Philippe I^{er}*.
CHALON (Guillaume, comte de), fait massacrer par une armée de routiers, en 1166, une partie des moines et des habitants de Cluny, *A*, III, 131. — (Jean de), prince d'Orange, *B*, II, 269.
CHÂLONS-SUR-MARNE (Philippe, évêque de), auparavant abbé de St-Menge, *B*, III, 384. — (Guillaume, évêque de) et comte du Perche, fait une donation à la chartreuse du Val-Dieu, *A*, I, 538. — (Prise de), par la Pucelle, *B*, II, 159.
CHALUS (Château de). Voy. *Richard Cœur-de-Lion*.
CHALUS (Robert de), sénéchal de Carcassonne au XV^e siècle; son procès avec Pierre de Mornay, *B*, IV, 445 et suiv.
CHAMBES (Relation de Jean de), envoyé du roi Charles VII auprès de la seigneurie de Venise, 1459, *A*, III, 183-196. — Ses titres, 185. — Son rôle politique, *ibid.* — Ses enfants, *ibid.*
CHAMBRE ou trésor privé des ducs de Normandie, *B*, V, 279 et 280.
CHAMPAGNE (Comte de), *B*, I, 73; III, 253. — Sceau de la comtesse Alix, *A*, V, 133. — Procès de la comtesse de Champagne avec Éard de Brienne, *B*, V, 18, 21. — (Le maréchal de), membre du conseil des états de 1358. — Voy. *Confians* (Jean de).
CHAMPAGNE (Guillaume de la), chevalier, l'un des sept combattants de Montendre, *A*, I, 377 et suiv.
CHAMPION DES DAMES. Passage de ce roman sur la vauderie, *B*, III, 84.
CHAMPIONNIÈRE (M.). Sa théorie sur les droits de justice et les droits de fief, *B*, IV, 193-228.
CHAMPIONS pour les duels judiciaires, *A*, I, 558-563.
CHAMPOLLION-FIGÉAC (M.), *A*, I, 12, 50; *B*, III, 175; IV, 280, 359; V, 322-326, 389.
CHANGE (Corporation des agents de), *A*, V, 351.
CHANSONS de geste. Remontent à une époque très-voisine de celle de la mort des héros qui les ont inspirées, *A*, I, 528.

— Historiques. Sur la mort de Richard I^{er}, roi d'Angleterre; sur le siège de Thouars par Philippe-Auguste, sur les Établissements de saint Louis, sur la folie de Charles VI, sur le combat de Montendre en 1402, *A*, I, 359. Voy. *B*, II, 86. — Politiques. Voy. *Ménétriers*. — Chansons de Richard de Four-nival, *A*, I, 39.
CHAPELAIN, *A*, I, 482, 483.
CHAPONNIÈRE (Le d^r J. J.), *A*, III, 590; V, 96; *B*, II, 391 et suiv.; III, 446; V, 420.
CHAPPE (Gauthier de), *B*, IV, 522.
CHAPTAL (Autographe de), *B*, I, 196.
CHARDON, maître d'école. Voy. *Université*.
CHARENTON (Forteresse du pont de), *B*, I, 55.
CHARITÉ-SUR-LOIRE (Église de la), *A*, III, 561.
CHARLEMAGNE, *A*, I, 363; IV, 274. — (Vers latins inédits attribués à), *A*, I, 305. — Son épée, *B*, IV, 414. — Chanté par Gilles de Paris, *B*, I, 169.
CHARLES LE CHAUVÉ. Assiégé et prend Angers en 876, *A*, I, 347 et suiv. — Deux chartes inédites de lui, *A*, I, 205. — Rectifications aux commentaires publiés sur ces deux chartes, *A*, III, 309.
CHARLES V, roi de France; premier dauphin de Viennois, *A*, I, 283. — Son arrivée à Paris après la bataille de Poitiers, *A*, II, 351. — Ouvre les états de 1356, *ibid.* — Son entrevue avec Étienne Marcel, 353. — Proscription de ses officiers, *ibid.* — Il parle avec fermeté aux états, 355. — Il harangue le peuple aux halles, 357. — Scène du 22 février 1358, 358. — S'échappe de Paris, 359. — Connaisseur en architecture, *B*, III, 55. — Il fait continuer les chroniques de Saint-Denis, depuis 1350 jusqu'en 1379, *A*, II, 66 et suiv. — Sa statue est placée à la Bibliothèque royale, *A*, II, 512.
CHARLES VI, *B*, II, 53, 54, 59-69; V, 334, 336. — Complainte sur sa folie, par Christine de Pisan, *A*, I, 374.
CHARLES VII, roi de France, *A*, II, 270. — Blâmé de sa conduite envers la Pucelle, *B*, II, 167, 168, 171. — Institue une fête annuelle en mémoire de l'expulsion des Anglais, *A*, II, 167. — Ses relations politiques avec la seigneurie de Venise, *A*, III, 183 et suiv. — Documents historiques relatifs à son règne, *B*, III, 110-147. — Son portrait par Chastellain, *A*, IV, 76 et suiv.
CHARLES VIII, *A*, III, 485 et suiv. — Deux épées qui lui ont appartenu, *B*,

- IV, 415. — Poésies politiques de son règne, *B*, V, 117-120, 125, 126. — Ses ordonnances, *A*, II, 86.
- CHARLES IX (Autographes de), *B*, V, 428.
- CHARLES, roi de Provence; diplôme de ce prince de l'an 862, *A*, I, 491.
- CHARLES II, dit le Mauvais, roi de Navarre, *A*, I, 79 et suiv.; II, 355 et suiv.
- CHARLES, duc d'Orléans. Voy. *Bibliothèque*.
- CHARLES, duc de Normandie, *B*, I, 544.
- CHARLES de Blois, duc de Bretagne, *B*, III, 234 et suiv.
- CHARLES LE TÊMÉRAIRE (Dialogue sur la défaite de) devant Nancy, publié par M. Jean Cayon, *B*, I, 471.
- CHARLES V, empereur. Lettres sur sa vie écrites par Louis de Male, publ., par M. de Reiffenberg, *A*, V, 196.
- CHARLEVILLE (Inscription trouvée à), *A*, III, 206. — (Manuscripts de la bibliothèque de) catalogués par M. Quicherat, *A*, IV, 187.
- CHARLOTTE DE FRANCE, fille d'Agnès Sorrel et femme de Jacques de Brézé, grand sénéchal de Normandie; tuée par son mari, *B*, V, 220.
- CHARLOTTE DE SAVOIE. Procédés de son époux Louis XI envers elle, *B*, IV, 423-426.
- CHARNALITÉ. Description de ce vice et sa représentation dans le roman de Fauvel, *B*, V, 38 et 39.
- CHARNY (Jean de), *A*, I, 80 et suiv.
- CHARRONNET (M. Charles), *B*, IV, 187; V, 92.
- CHARBROUX (Crucifix fameux de), *A*, II, 165.
- CHARTES lapidaires en France, *B*, III, 31-42. Leur rareté, 31. Analyse de celles de Saint-Germain des Prés, de Die, d'Orléans, *ibid.*; de celles de Blois, d'Aiguebelle, 32; de celles d'Arras, de Crest et de Montélimart, 33. Texte corrigé de celle de Montélimart, 34, note 2. Moins rares en Italie qu'en France, 35. Observations sur l'âge et l'emploi des chartes lapidaires, 36 et 37; sur la rédaction et l'écriture, 38. Texte de la charte lapidaire de Pierrelatte, 39 et 40. Critique de cette charte, 40 et suiv. Erratum dans la disposition des lignes du texte, 548, et *B*, V, 440. — Chartes métalliques, *B*, III, 36. — Charte aux Normands, *A*, IV, 46-61. — Charte envers qui institue la basoche de Rouen, *A*, I, 99. — Chartes de communes, renfermant les origines de l'ancien droit coutumier, *B*, II, 98. — Voy. *Méru*.
- Vente de chartes et titres de la collection du Bibliophile voyageur, *B*, I, 299. — Chartes sardes du XI^e siècle, *B*, IV, 181.
- CHARTRES (École des). Voyez *École*.
- CHARTRES (Cathédrale de). Sculptures du portail méridional, *B*, III, 190. — (Monnaie de), *B*, V, 190.
- CHARTRES (Guillaume de), *A*, V, 209.
- CHARLES (M.). Voyez *Abacus*.
- CHASLES (M. Philarète), *A*, II, 585.
- CHASSE (Description de la) de saint Florent, *A*, III, 482.
- CHASSE et pêche (Droits de), *B*, IV, 196.
- CHASTEAUPERS (Barons de), *A*, III, 58, 62.
- CHASTELLAIN (Georges). Restitution d'un passage de lui, *A*, II, 469. — Dissertation sur sa Chronique, *A*, IV, 62 et suiv. — Fragments inédits de cet ouvrage, *ibid.*, 67.
- CHASTELLUX (Château de), *B*, I, 554.
- CHASTETÉ et LUXURE. Explication des monuments figurés représentant leurs personnifications, *B*, V, 31-44.
- CHATEAU, près Mortagne (Déconverte des archives de l'abbaye de), *B*, II, 90.
- CHATEAU-GAILLARD, *A*, II, 369.
- CHATEAU-REGNAULT (La marquise de), enlevée dans sa jeunesse par M. de Fontenaille, *B*, IV, 8.
- CHATEAURENAUD (M. de), chargé d'une mission politique en Grèce par le duc de Nevers, *A*, II, 548 et suiv.
- CHATEL (Guillaume, seigneur du), chevalier, l'un des sept combattants de Montendre, *A*, I, 377 et suiv.
- CHATEL (Eugène), élève pensionné de l'Éc. des ch., archiv. paléogr., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *B*, V, 255. — Sa thèse, *B*, V, 246.
- CHATRE (La), occupée par les routiers, *B*, I, 204, 232.
- CHATS FERRÉS (Symbolisme des), *B*, IV, 241.
- CHAUCER (Geoffroy), poète anglais du XIV^e siècle. Analyse et fragments de ses œuvres, trad. et pub. par M. H. Gomot, *B*, III, 528.
- CHAUMONT (Richard de), l'un des premiers croisés, *A*, II, 445, 455.
- CHAUVIAU (Regnaud), évêque de Châlons, *A*, II, 366. — (Jean), 375.
- CHAZAUD (M.), *B*, V, 169.
- CHEIROSIAPHONES, petites fusées incendiaires, *B*, III, 339 et suiv.
- CHELLE (Claude-Charles), élève pensionné de l'Éc. des chartes, archiviste paléogr., *A*, I, 46. — Sa mort, *B*, V, 419.
- CHELME, escapade, friponnerie. Vieux mot, *B*, V, 314.

- CHEMILLÉ** (Prieuré de Saint-Pierre de), *A*, III, 413.
- CHÉNIEN** (Notice sur M. J.), par M. Daunou, *A*, III, 227. — Édition de plusieurs de ses ouvrages, par le même, 235.
- CHÉPPE** (LA), ville de Champagne, visitée par les Bohémiens en 1453, *A*, V, 530, 531.
- CHERBOURG**, repris sur les Anglais, *A*, II, 168.
- CHERRIER** (M. de). Histoire de la lutte des papes et des empereurs de la maison de Souabe, *B*, V, 166.
- CHERUEL** (M.). Voy. *Rouen*.
- CHEVALIER**. Richard Cœur-de-Lion comble de biens Mercadier, le chef des routiers, son compagnon d'armes, mais ne peut en faire un chevalier, *A*, III, 426. — Chevaliers au XVI^e siècle, *B*, V, 339.
- CHEVALIER-AU-CYGNE** (Légende du), *A*, II, 438. — Publiée par M. de Reiffenberg, *B*, IV, 165, 185.
- CHEVAUCHÉE**, *B*, V, 247.
- CHEVEUX** entortillés et frisés en passe-filon (XVI^e siècle), *B*, V, 357.
- CHIFFRES**. Voyez *Numération*. — Mots écrits en chiffres, *A*, II, 369.
- CHILDEBERT 1^{er}**. Poème barbare relatif à des événements de son règne, *A*, I, 321.
- CHINON** (Vols commis à la bibliothèque et aux archives de), *A*, IV, 398.
- CHOISEUL** (Le duc de), *B*, IV, 357.
- CHRETIENS** (Mémoires sur l'hist. et la vie des), par Neander, *B*, II, 186.
- CHRISTIANISME** (Conversion de la Belgique au), *B*, I, 562.
- CHRISTINE** de France, fille de Henri IV, *A*, IV, 493.
- CHRISTINE** de Pisan, *A*, I, 374, 376.
- CHRONIQUE** de Maillezais, à la suite de *Julius Florus*, *A*, II, 150. — anonyme du XIII^e siècle, *B*, I, 389 et suiv. — du siège d'Orléans, et de l'établissement de la fête du 8 mai 1429, *B*, III, 500. — Recherches sur les auteurs des Chroniques de Saint-Denys, *A*, II, 57.
- CHRONOGRAMMES**, *A*, II, 165.
- CHRONOLOGIE**. Époques différentes adoptées pour le commencement de l'année, *A*, II, 280.
- CHRONOPHUS**, évêque de Périgueux, fonde l'abbaye de Saint-Front, *B*, IV, 49.
- CHYPRE**. Guerres des Lombards en Chypre au XIII^e siècle, *A*, II, 4 et suiv. — (Hist. de) par MM. Roussel et de Rozière, *A*, IV, 561. — Les Bohémiens dans ce pays, *A*, V, 453. — Voy. *Mas-Latrie* (M. de).
- CILICIENS**, enclins à la piraterie, *B*, I, 308.
- CISOING**, abbaye du dioc. de Tournay, re-
- traite de la reine Ingeburge, *B*, I, 11, 19.
- CITÉ**, *Civitas*. Acceptions diverses de ce mot, *B*, V, 342. — Administration des cités italiennes au XIII^e siècle, *A*, II, 319.
- CITEAUX** (Ordre de). Ses développements au XII^e siècle, *A*, IV, 550, 551.
- CIVRAY** (Église de). Description du portail, *B*, III, 187, 195, 197; IV, 58.
- CLACIDAS**, officier anglais, injurie la Pucelle, *B*, III, 504. — Sa mort, 506.
- CLAIREFOND** (Marius), élève pensionné de l'Éc. des ch., archiviste paléogr., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., archiviste du départ. de l'Allier, *A*, I, 48.
- CLARIANÆ**, **CLARIANUS**, noms inscrits sur des tuiles ou des briques, *B*, IV, 327.
- CLAVECIN**, *A*, V, 339 et suiv. — Les professeurs de clavecin reconnus indépendants de la corporation des ménestriers, 344, 346, 361 et suiv.
- CLÉMENT** (M. P.). Voy. *Louis XIV*.
- CLERCS**; ne pouvaient connaître des causes criminelles. Restrictions apportées à ce principe, *B*, V, 25 et suiv.
- CLERGÉ** normand au XIII^e siècle, *B*, III, 479. — Influence du clergé; moyens de la diminuer proposés à Philippe le Bel, *B*, III, 285 et suiv. — Ses doléances aux états gén. de 1413, *B*, I, 277. — S'oppose à l'établissement de nouvelles taxes (1411, 1413), *B*, I, 278 et suiv. — Son incontinence, *B*, III, 480. — Voy. *Commerce*, *Pin* (Abb. du).
- CLERMONT** (Robert de), maréchal de France, tué aux côtés du Dauphin, *A*, II, 358.
- CLICHY-IA-GARENNE** (Histoire de), par M. Lecanu, *B*, V, 319, 423.
- CLIGNET** (Pierre de Bréhan, dit), seigneur de Landreville, lieutenant gén. de Champagne, l'un des sept combattants de Montendre, *A*, I, 387.
- CLIMAT** de la France. Ses vicissitudes. Réfutation de plusieurs assertions de M. Fuster à ce sujet. Le climat de la France, depuis la conquête romaine, ne paraît pas avoir sensiblement changé, *B*, II, 460 et suiv.
- CLOJET** (Aimont), chevalier anglais, l'un des combattants de Montendre, *A*, I, 377.
- CLOTAIRE II** (Vers latins rimés sur l'expédition de) contre les Saxons, *A*, I, 322, 323.
- CLOTILDE**, Lûthild. Signification de ce nom suivant Bonivard, *B*, V, 348.
- CLOVIS**, Clodoveus, Luitwig. Signification de ce nom suivant Bonivard, *B*, V, 348. — (Hache de), *B*, IV, 413.
- CLOVIS II** fonde l'abbaye de Sainte-Croix de Bordeaux, *B*, IV, 57, 62.

- CLUNY** (Donation faite à l'abbaye de), en 1210, du monastère de Hiero-Komio, près de Patras, *B*, V, 308. — (Les moines de) dépouillés, et 500 habitants de leur ville massacrés par les routiers, *A*, III, 131. — (Hôtel de), à Paris, acheté par l'État, *A*, IV, 586. — (Musée de), *A*, V, 410.
- COCHERIS** (M.), *B*, V, 169, 421.
- COEFFETEAU**, *A*, I, 460.
- COETIVY** (Alain de), cardinal-évêque d'Avignon, *A*, III, 186.
- COGNAC** (Église de). Description du portail, *B*, III, 194, 195.
- COHEN** (Jean), traducteur des Institutions et des mœurs de l'Église au moyen âge, par M. Hurter, *A*, V, 171.
- COINCY** (Guillaume de). Vers de ce poète, *B*, IV, 230 et 231.
- COISLIN** (Vente de la bibliothèque de M. de), *B*, IV, 191.
- COLBERT**, *A*, III, 510; *B*, IV, 483.
- COLET** (Jean), archer de la ville de Paris, *A*, V, 482 et suiv.
- COLLÈGE des Treize**, — des Quinze, — des Vingt-et-un, à Strasbourg; leur composition et leurs attributions, *A*, I, 456, 457. — Ils composent le Directoire immuable, 457.
- COLLO**, en Algérie, *B*, V, 144, note.
- COLOGNE** (Histoire de la cathédrale de) par M. Boisserée, *B*, II, 79.
- COLOMBE** (Michel) a travaillé aux tombeaux de Brou, *B*, IV, 84.
- COMÉDIE païenne**. A quelle époque disparaît-elle? *A*, I, 517 et suiv. — Essais d'art dramatique au XV^e siècle, *A*, V, 43 et suiv. — Voy. *Comique*.
- COMES**. Voy. *Grafio*.
- COMINALAT**, magistrature municipale de la ville de Digne, *B*, III, 441 et suiv.
- COMINAUX**, officiers municipaux de Digne; leur nombre, leurs attributions, *B*, III, 442 et 443.
- COMINES** (Philippe de), épouse l'une des filles de Jean de Chambes, *A*, III, 185. — Édition de Comines, par Mlle Dupont, *B*, V, 423.
- COMIQUE** (Fragment d'un) du VII^e siècle, publié par M. Ch. Magnin, *A*, I, 517.
- COMMERCE**. Combien les croisades l'ont développé, *B*, I, 313. — Interdit au clergé, *B*, III, 481. — Documents sur le commerce maritime du midi de la France, *B*, III, 203. Voy. *Pise*, *Rouen*.
- COMMUNAIRES** (Formules) des chartes de l'abbaye de Saint-Sever, à consigner dans les Traités de diplomatique, *A*, III, 283.
- COMMINGES** (Guerre pour la possession du), *B*, I, 213, 218.
- COMMUNAUTÉ** de biens entre époux, au moyen âge, *B*, III, 161 et suiv. — Voy. *Mariage*.
- COMMUNAUTÉS**. Voy. *Béguines*.
- COMMUNES**. Tableau de leur histoire, *B*, III, 73. — de Normandie, au XII^e siècle, *B*, V, 283. — Siciliennes, *A*, IV, 578, 580. — Commune proprement dite, *A*, I, 441. — Propriétés communales, *A*, I, 444, 449. — (Système de M. Leymarie sur l'origine des), *B*, V, 421.
- COMMUNICATIONS** (Rapidité des) au moyen âge, *A*, IV, 351, note 1; *B*, III, 303.
- COMPAGNIES** (Grandes). Leurs commencements en 1353, *A*, III, 259. — Opinion de D. Vaissète sur leur formation, *A*, III, 264. — Leur organisation, 1354, *A*, III, 260. — Leurs ravages en France, *A*, V, 245. — Leurs chefs principaux, *A*, III, 262, 263. — Bulle du pape Urbain V contre elles, 1365, 9 juin, *A*, III, 270. — Employées au service de Charles V, *A*, III, 280; *V*, 238 et suiv.
- COMPAGNIE** de Dame oiseuse, *A*, III, 569.
- COMPANS** (De), marchand drapier et échevin de Paris, *B*, II, 433 et suiv.
- COMPIÈGNE** (Sortie de), où fut prise la Pucelle, *B*, II, 168. — (Hôtel de ville de), *V*, 426. — Voy. *États*.
- COMPTABILITÉ** de l'échiquier de Normandie, au XII^e siècle, *B*, V, 274 et suiv. — Comptabilité et registres des ménétriers, *A*, V, 359 et suiv.
- COMPTES** (Chambre des) bouleversée par les états de 1357, *A*, II, 353.
- COMPTES** de table. Voy. *Liber domicilii*.
- COMTES** du palais des rois francks, *B*, V, 242. Voy. *Maire du palais*. — Office épiscopal à Strasbourg; ses attributions, *A*, I, 435, 449, 459. — Comtes et ducs bohémiens, *A*, V, 457, 525.
- COMTÉS** (Division de la Normandie en), *B*, V, 259.
- CONARDS DE ROUEN**, *A*, I, 105, 106. — Leurs railleries contre les vices et les abus, *ibid.*, 109. — Prix décerné par eux au bourgeois ayant fait la plus sottise chose dans l'année, 113. — Leur célébrité, 116 et suiv. — Leur suppression, 121.
- CONDÉ** (Pierre de), *A*, V, 215.
- CONFLANS** (Jean de), maréchal de Champagne, *A*, II, 358.
- CONFRÉRIES**. Leur rôle dans le château de Digne; leur analogie avec les gildes, *B*, III, 442. — de Sainte-Cécile, fondée

- à Paris en 1575, *A*, IV, 537. Voy. *Capuchonnés*.
- CONGRÈS SCIENTIFIQUE à Augers, *A*, IV, 400. — en Angleterre, voy. *Winchester*. — à Gand, III, 205.
- CONLENGUAGIERS, parlant la même langue, *B*, V, 304.
- CONNOILLE, canon, *B*, I, 45.
- CONON (Le comte), compagnon de Bau-douin, prince d'Édesse, *A*, IV, 518.
- CONSEIL de Pierre de Fontaines, ou Traité de l'ancienne jurisprudence française, publié par M. Marnier, *B*, II, 271.
- CONSEILS supérieurs, institués à Rouen par Maupeou, *A*, IV, 60.
- CONSEILLERS-PENSIONNAIRES, magistrature municipale à Tournay, *B*, III, 102.
- CONSONNES. Question de savoir si, dans l'ancien français, on en prononçait deux de suite, *B*, II, 200 et suiv., 357 et suiv. — finales ; s'éteignaient-elles toujours dans la prononciation, devant la consonne initiale d'un autre mot ? *B*, II, 224.
- CONSPIRATION du 19 avril 1416, à Paris, découverte, *B*, V, 331.
- CONSTANTIN (Louis), roi des ménétriers, de 1624 à 1657, *A*, IV, 548.
- CONSTANTINOPLÉ (Monuments et inscriptions du moyen âge à), *B*, II, 489 et suiv.
- CONSTOFFLER, nom des nobles à Strasbourg, *A*, I, 455.
- CONSULATS chrétiens en pays musulmans, *A*, II, 389 ; *B*, V, 135.
- CONSULS à Strasbourg, *A*, I, 443, 447, 455, 456.
- CONTENTON, terne de chancellerie, *B*, IV, 260.
- CONTEREY, famille d'imprimeurs à Rouen, au XV^e siècle, *B*, I, 89.
- CONVOITISE. Description de ce vice, tirée du roman de Fauvel, et sa représentation personifiée dans un Ms. de la Bibl. nat., *B*, V, 41. — Figurée sur un bas-relief de N.-D. de Paris, *V*, 42.
- COPENHAGUE (Soc. roy. des sciences de). Prix proposé, *A*, I, 320. — (Bibliothèque de la Société roy. de littérature islandaise de), *B*, IV, 191.
- COPISTES. Leur tendance à altérer les textes, *A*, II, 318.
- COQUARS, mot expliqué, *B*, I, 369.
- COQUILLART (Guillaume). Édition nouvelle de ce poète, par M. Tarbé, de Reims, *B*, V, 73.
- COQUILLON, chef de bande au service du comte d'Armagnac, en 1469, *B*, III, 62 et suiv.
- CORAS (Jean de), cité, *A*, IV, 466
- CORBARAN, roi païen ennemi des croisés, *A*, II, 438.
- CORBIÉ (Robert de), partisan d'Étienne Marcel, *A*, II, 357.
- CORNAGE (Droit de), *B*, III, 32.
- CORNARO. Voy. *Catherine*.
- CORNEILLE (Vers inédits de P.), *A*, V, 330.
- CORNEILLE (Thomas), *A*, I, 460.
- CORNER (Hermann), chroniqueur du XV^e siècle, *A*, V, 458, note 1.
- CORNUTUS, *B*, IV, 483.
- CORONEL (Marie). Sa chasteté et sa mort, *A*, IV, 460.
- CORPORATIONS. Voy. *Métiers*.
- CORRESPONDANCE inédite de Mabillon et Montfaucon avec l'Italie, publiée par M. Valéry, *B*, III, 257.
- COSMOGRAPHIE (Hist. de la) et de la Cartographie au moyen âge, par M. de Santarem, *B*, V, 387.
- COSSONAY (Les sires de), *B*, IV, 430.
- COSTE (Jéhan), peintre de tableaux à l'huile, au XIV^e siècle, *B*, I, 544, 545.
- COSTE (Lettres de rémission en faveur de Jean de), employé à la chancellerie de Louis XI, meurtrier d'un de ses camarades, *B*, IV, 258-260.
- COSTUME chevaleresque du temps de Philippe-Auguste, *B*, III, 352. — de femme au XVI^e siècle, *A*, III, 160.
- COTEREAUX. Voy. *Routiers*.
- COTTIENNES (Cités), *B*, V, 396, 397.
- COULANGES (Lettres de l'abbé de), au sujet des affaires de la maison de Grignan, *A*, IV, 389. — Autographe de lui, *V*, 518.
- COUR DES PAIRS. Voy. *Pairs*.
- COUR FÉODALE du roi. Opinion de divers savants sur sa composition au temps des premiers Capétiens, *B*, IV, 290 et suiv. — Différents exemples de sa juridiction sur les grands vassaux de la couronne, 294 et suiv. ; *V*, 1. — Haute cour et cour des bourgeois dans le royaume de Jérusalem, *A*, II, 290.
- COURBARAN, chef de Cotereaux, *A*, III, 136. — Pendu avec cinq cents des siens, en 1183, *ibid.*, 143.
- COURCEAUX, domaine de l'abbaye de Saint-Maur des Fossés, *B*, I, 240 et suiv.
- COURCELLES, château de Normandie près duquel Philippe-Auguste est battu par Richard Cœur-de-Lion, *A*, III, 428.
- COURCELLES (Phil. de), écuyer du duc de Bourgogne, bailli de Dijon, *B*, II, 260.
- COURÇON (Robert de), légat du pape (1213), *A*, IV, 346 et 350. — *B*, I, 112.
- COURSON (M. Aurél. de). Son Histoire des peuples bretons, *B*, II, 577.
- COURT (Jean-Joseph de), auteur d'une

Histoire manuscrite d'Amiens, *A*, II, 33.
COURTARONEL (Catherine de), quatrième femme de Bonivard, *B*, II, 400.
COURTISOLS, ville de Champagne, visitée par les Bohémiens en 1453, *A*, V, 531, note.
COUSIN (M. Victor) a publié dans la Bibl. de l'Ec. des ch.: Affaire du P. St-Ange, *A*, IV, 111. — Lettres de M^{me} de Longueville, 401. — M^{lle} de Roannez, *A*, V, 1. — Jacqueline Pascal, 391.
COUSSEMAKER (M. de) Voy. *Musicales* (*Collections*).
COUTANCES (Cathédrale de). Voy. *Miracula*. — (Goubert, écolâtre de), confirme une donation de Gillain, évêq. de Coutances, à la chartreuse du Val-Dieu, *A*, I, 538.
COUTRAS (Bataille de), *B*, II, 550.
COUTUMES arbitraires introduites par le seigneur ou par le vassal, *B*, V, 47, 48. — de Beauvoisis, *A*, IV, 260. — d'Alais, publiées par M. Beugnot, *B*, II, 93. — de Normandie, *B*, II, 384. — *Id.* publ. par M. Marnier, *A*, IV, 285. — de Picardie (1300-1323), publ. par M. Marnier (1840), *A*, IV, 285. — de Paris, *B*, I, 396-435. — Institutes coutumières d'Ant. Loysel, *B*, II, 283. — Grand Coutumier de France, ou grand Coutumier de Charles VI, *B*, V, 45-47. — Droit coutumier du midi de la France; rareté de ses monuments, II, 99. Voy. *Abbeville*, *Alais*, *Droit*.
COUTURE, en Vendômois. Événements divers arrivés en ce lieu au XVII^e siècle, *B*, IV, 7, 11 et suiv.
COVINO (Symon de), auteur d'un poème latin sur la peste de 1348, *A*, II, 201.
CRAMPON (M.), *B*, V, 169.
CRAON (Jean de), archevêque de Reims. Sa conduite aux états de 1357, *A*, II, 354.
CRAON (Amaury de), *A*, III, 279.
CRAPELET (M.), imprimeur, *A*, IV, 188.
CRÉCY (Bataille de). Les Anglais y font usage de canon, *B*, I, 44 et suiv.
CREST (Église de), *B*, III, 33. — Affranchissement de la commune de Crest, *ibid.*
CRÈVECŒUR (Hugues de) fait une dona-

tion à l'abbaye de Saint-Lucien de Beauvais, *B*, III, 249. — (Notice sur l'ancienne ville de), par M. A. Bruyelle, *B*, IV, 84.

CROISADES. Ont été très-favorables au commerce, *B*, I, 313 et suiv. — (Des Pèlerinages en Terre Sainte avant les), *B*, II, 1. — (Monument du temps des), en Syrie, *B*, II, 501 et suiv. — (Description du temple de Jérusalem au temps des), *B*, IV, 393 et suiv. — Croisade contre les Turcs, en 1345, *A*, I, 274 et suiv. — contre les Juifs de Niort, *A*, II, 153-158. — (Projet de), en 1459, *A*, III, 183, 184. — Les Guerres saintes d'outre-mer, ou Tableau des Croisades, par M. de Montrond, *A*, II, 404. — (Historiens des), *B*, I, 292.
CROISÉS (Liste des premiers seigneurs), *A*, II, 447 à 449. — Croisés assiégeant une abbaye, *A*, II, 153, 158.
CROY (Sépult. de la famille de), *B*, II, 89.
CUBA. Signification de ce mot dans les textes du moyen âge, *B*, IV, 401; *V*, 152.
CUCHEVAL (Athanase), élève pensionn. de l'École des chartes, *B*, I, 298. — Archiviste paléographe, III, 175, 516.
CUGNIÈRES (Pierre de). Voy. *Du Puy*.
CUISINE des compagnons dans un mystère du XV^e siècle, *A*, III, 437.
CULTURE de la terre. Son développement au XIII^e siècle en France, *A*, I, 547, 548.
CUNIZZA, dame italienne du XIII^e siècle. Esquisse de sa vie, *A*, IV, 99.
CURCY. Donation faite, en 1070, à l'abbé de Marmoutier, par Richard de Curcy, *A*, I, 549, note. — Transaction passée, en 1244, par un autre Richard de Curcy avec la même abbaye, *ibid.*, 550.
CURIE romaine, *A*, I, 431, 438, 443. — Sa persistance dans les Gaules, IV, 177. — (Registres de la), *B*, III, 37 et 38.
CURNE DE SAINTE-PALAYE (LA), *A*, II, 57 et suiv. — Auteur de deux notices sur les écrits de Jean de Venette, *A*, III, 30.
CYBARD (Grotte de saint), à Angoulême, *B*, III, 202.
CYGNE. (De la prononciation de ce mot), *B*, II, 307. — Voy. *Chevalier*.

D

D euphonique, *B*, II, 308.
DACIER (M.). Réfutation de son mémoire sur la révolution qui sauva Paris pendant la captivité du roi Jean, *A*, I, 79 et suiv.
DAGOBERT. Signification de ce nom germanique, *B*, V, 3.

DAGOBERT II, roi d'Austrasie, *A*, I, 432.
DAGOBERT (Sur l'épée de), *B*, IV, 413.
DAIM (Olivier le). Épigramme sur sa mort, *B*, V, 110.
DAIMBERT, archevêque de Sens, *A*, II, 248.
DAMES (Les douze) de rhétorique, allégorie poétiq. du moyen âge, *B*, III, 69.

- DAMHOUDÈRE** examine la question de l'homicide de soi-même, *A*, IV, 467.
- DAMMARTIN** (Bureau de) révèle la conspiration ourdie contre le connétable d'Armagnac et la famille royale, *B*, V, 330, 331.
- DANEMARK**. Voy. *Ingeburge*. — Relations de la France avec le Danemark au XII^e siècle, *B*, I, 4 et suiv., 115.
- DANGERAUT** (Pierre), membre du conseil des états de 1358, *A*, II, 382.
- DANIEL** (Le P.). Son opinion sur une lettre de Thibaut, roi de Navarre, relative à la mort de saint Louis, *A*, V, 107.
- DANOIS** (Le suicide chez les), *A*, III, 552.
- DANSE**. Maitres à danser, *A*, V, 258 et suiv. — Académie royale de danse, 261 et suiv. — Goût de la danse, 262 et suiv. — Des diverses sortes de danse, 263 et suiv. — Expérience de la danse requise pour la maitrise musicale, 266. — Mémoire présenté par l'Académie de danse, 267 et suiv. — Maitrise de danse, 363. — La profession de maitre de danse rendue libre, 370. Voy. *Ménétriers*.
- DANTE** (Le). Sa Divine comédie, *A*, IV, 93. — Son traité de *Fulguri eloquio* cité, 95. — *Id.*, *ibid.*, 189. — Ce qu'il pense des suicides, *A*, IV, 255.
- DANUBIUM**, *B*, I, 172.
- DARCY** (Hugues), archevêque de Reims, *A*, II, 366.
- DARES** de Phrygie, *B*, IV, 482.
- DARÈSTE DE LA CHAVANNE** (Cléophas), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, *A*, II, 309; membre de la Soc. de l'Éc. des chartes, *A*, III, 204; docteur ès-lettres, *A*, IV, 502; archiv. paléographe, *A*, IV, 569; professeur d'histoire au collège Stanislas, *B*, II, 87; III, 80. — Lauréat de l'Institut, *ibid.*, 80, 465, 510. — Prof. d'hist. à la fac. de Grenoble, IV, 88; — à la faculté de Lyon, *B*, V, 390.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : *Essai sur l'hist. municip. de Rennes*, *B*, I, 522. — *Traites et Droits de Douane en France*, *B*, III, 465. — *Article bibl.*, *A*, V, 288.
- DARÈSTE DE LA CHAVANNE** (Rodolphe), élève pensionnaire de l'École des chartes, *B*, I, 299. — Membre de la Soc. de l'Éc. des ch., 478. — Archiviste paléographe, III, 175.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : *Vers d'Abailard à son fils Astralabe*, *B*, II, 406.
- DARIES** (Simon de), chevalier, *B*, IV, 522.
- DATES** (Des erreurs de) contenues dans les registres du Trésor des chartes, *B*, III, 148.
- DAUNOU**. Notice sur sa vie et sur ses travaux littéraires, *A*, III, 209. — Sa mort et son convoi, *A*, I, 515; III, 255 et suiv. — Son buste exécuté par ordre du ministre de l'intérieur, 257. — Part qu'il a prise au t. XX du Recueil des historiens des Gaules, *A*, II, 83. — (Documents biographiques sur), par M. Taillandier, *A*, II, 403; *B*, III, 357.
- DAUPHIN**, fils de Louis XIV (Education du), *B*, IV, 25.
- DAUPHINÉ** (Désordres dans le), à l'avènement de Humbert II, *A*, I, 264. — Il est cédé à la France, *ibid.*, 269 et suiv. — Ses privilèges et libertés sont réservés dans le traité conclu avec Philippe de Valois par le dauphin Humbert II, *ibid.*, 271. — Il est transféré à Jean, fils aîné de Philippe de Valois, *ibid.*, 272. — (Assemblée provinciale du), *B*, II, 180. Voy. *Rivail*.
- DAVID** (Louis-Charles), élève pensionn. de l'Éc. des ch., archiv. paléogr., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 47.
- DAVID**. Surnom littéraire donné à Charlemagne, *A*, I, 312.
- DAVOUD-OGHLOU** (Garabed-Artin), auteur turc; a écrit en français (1845) une Histoire de la législat. des anciens Germains, *B*, II, 172.
- DAVUS**, *B*, IV, 494.
- DEA**, *Die Vocontiorum*, *Die*, *B*, IV, 324.
- DÉCRÉTALES** (Texte extrait des), imprimé à la suite du Conseil de P. de Fontaines, par M. Marnier, *B*, II, 273. — (Matériaux pour l'histoire des fausses), par H. Wasserschleben, *B*, I, 292.
- DEDANS**. Étymologie de ce mot, *B*, II, 308. — Autrefois préposition, *ibid.*, 315.
- DÉFAUTE DE DROIT** (Recours pour), porté devant la cour du roi contre les grands vassaux de la couronne, *B*, IV, 287.
- DÉFENSEUR** de la cité, *A*, I, 431, 432.
- DÉLICAT** (Raoul le), chevalier, *B*, I, 59.
- DELISLE** (Léopold), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 268, 592; IV, 188. — Archiviste paléographe, V, 255. — memb. de la Soc. de l'Éc. des ch., *ibid.*, 322. — Sa thèse, *ibid.*, 242. — Obtient une méd. à l'Acad. des Ins. et B.-L., *B*, V, 422.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : *Des Monuments paléograph. concernant l'usage de prier pour les morts*,

- B**, III, 361; **V**, 422. — Le Clergé normand au XIII^e siècle, **B**, III, 479. — Notice sur un traité du XII^e siècle intitulé : *Miracula eccl. Constantiensis*, **B**, IV, 339. — Des Revenus publics de la Normandie au XII^e siècle, **B**, V, 173 et 257. — Article bibliogr., *ibid.*, 383.
- DELOYE** (Augustin), élève pensionnaire de l'École des chartes, **A**, II, 309. — Membre de la Société de l'Éc. des ch., *ibid.* — Archiviste paléographe, **A**, IV, 569. — Attaché aux travaux de publication des cartulaires de France, **A**, V, 621.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Des chartes lapidaires en France, **B**, III, 31. — Inscriptions grecques et latines découvertes à Vaison, **IV**, 305. — Des Édenates et de la ville de Seyne, **V**, 393. — Articles bibliogr., **B**, II, 271; **III**, 441.
- DELPIT** (M. Jules). Sa mission à Londres en 1842, **A**, III, 520. — Sa publication des Documents français qui se trouvent en Angleterre, **B**, IV, 79.
- DELPIT** (Martial), élève pensionn. de l'Éc. des ch., archiv. paléographe, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., **A**, I, 47. — Sa mission à Amiens, **B**, I, 408. — Son Mémoire sur les sources manuscrites de l'hist. municip. d'Amiens obtient une méd. à l'Acad. des I. et B.-L., **A**, II, 587.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Notice sur l'École des chartes, **A**, I, 1. — Des travaux des Bollandistes, **II**, 571. — Études sur l'ancienne administration financière des villes de France, **IV**, 147.
- DEMANTE** (Gabriel), élève pensionn. de l'Éc. des chartes, membre de la Soc. de l'Éc. des chartes, **A**, II, 309. — Archiviste paléographe, **A**, IV, 569.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Hist. de la publication des livres de Pierre du Puy sur les libertés de l'Eglise gallicane, **A**, V, 585. — Articles bibliogr., **A**, IV, 83, 276; **B**, I, 182; **V**, 248.
- DÉMONSTRATIONS ÉVANGÉLIQUES**, par l'abbé Migne, **B**, I, 182.
- DENFORT** (Robinet de), familier de Louis XI, **A**, III, 478.
- DENIER SUSPENDU** à une charte. Explication de cette particularité, **B**, I, 240.
- DENYS**, moine byzantin, auteur d'un Manuel de la peinture, traduit par M. P. Durand et annoté par M. Didron, **B**, I, 461.
- DÉSATTRISTER**. Pourquoi ne se trouve pas dans le Dictionnaire de l'Académie, **B**, II, 313.
- DESCHAMPS** (Eustache), poète français, écuyer du duc Louis d'Orléans, chargé par le prince d'acquitter le prix de plusieurs manuscrits; reçoit une gratification à l'occasion du mariage de sa fille, **A**, V, 68. — Ballade inédite de lui sur la sédition des maillotins, **B**, I, 367.
- DESMARETS** (Jean), avocat au parlement, **A**, II, 362.
- DESPESSES**, **B**, II, 444 et 458.
- DESROCHES** (M. l'abbé). Ses Annales religieuses de l'Avranchin, **B**, V, 78.
- DESSALLES** (M. L.). Sa brochure sur le Trésor des chartes, **B**, I, 79.
- DESSOUBZ L'OURME** (Andry), chevalier au trésor du roi, **A**, V, 81.
- DESTIN** (Mémoire de M. Daunou sur le), **A**, III, 222.
- DESTUTT DE TRACY**. Discours prononcé à ses funérailles par M. Daunou, **A**, III, 227.
- DEVERGERS** (M. Noël). Sa mission dans le royaume des Deux-Siciles, en 1841, **A**, II, 595.
- DIALRE**, ou Journal du voyage du chancelier Seguier en Normandie, etc., publié par M. A. Floquet, **A**, III, 297.
- DIALECTES** (Des) du vieux français, **A**, I, 469. — Leur étude est-elle importante? **A**, III, 91. — Même question, **B**, II, 191 et suiv.
- DIANA**, Deana, Diane. Grand-prêtre de cette déesse, **B**, IV, 318 et suiv. — Vœu à Diane Auguste, *ibid.*, 324, 325.
- DICKEYMAN** (Jean), trouvère, **A**, V, 291.
- DIDRON** (M.) ouvre un cours d'archéologie chrétienne à la Bibliothèque royale, **A**, II, 512. Voy. *Denys*, *Dieu*.
- DIE** (Inscription romane de), **B**, III, 31. — Son évêque, 33.
- DIEPPE** (Pêcheries de), en 1237, **A**, I, 538.
- DIEST** en Brabant (Chronologie hist. des sires de Brabant), par M. de Reiffenberg, **B**, I, 298.
- DIEU**. Différentes formes de ce mot dans l'ancien français, **A**, III, 77. — (Histoire de), par M. Didron, **B**, I, 461. — Voy. *Iconographie*.
- DIEZ** (Frédéric), **A**, I, 465.
- DIGNE** (Essai hist. sur le cominalat dans la ville de), par F. Guichard, **B**, III, 441, 515. — (Pays de), **V**, 400 et suiv.
- DJON**, **A**, I, 105. — (Commune de), **B**, II, 254 et suiv. — (Rapport sur les restes de la Chartreuse de), par M. de S.-Mesmin, **B**, II, 79. — (Académie de). Prix

- proposés par elle, *B*, III, 271. — Voy. *Bauffremont, Juifs*.
- DIPLOMATA, CHARTA, EPISTOLÆ, LEGES, etc.**, t. I. publ. par M. J. M. Pardessus, *A*, V, 508.
- DIPLOMATIQUE CHRÉTIENNE** (Dictionnaire raisonné de), par M. Quantin, *B*, III, 444.
- DIPTYQUES** des vivants et des morts, *B*, III, 361 et 362.
- DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE** au XIII^e siècle, *B*, III, 479 et suiv.
- DIVIONENSIS** (*Pagus*), le Dijonnais, *A*, IV, 550.
- DJIDJELLI**, en Algérie, *B*, V, 144.
- DJIM**, fils de Mahomet II, retenu prisonnier en France, *A*, III, 285 et suiv. — René de Lorraine tente de le faire enlever du château de Bourgauf, *ibid.*, 287.
- DOCTRINE CHRÉTIENNE** (Pères de la), *A*, V, 348 et suiv. — Leurs procès avec les ménétriers, *ibid.*, et 364.
- DOCUMENTS** (Collection des) inédits relatifs à l'hist. de France, pub. par le ministère de l'instr. publ., *A*, I, 315; *B*, IV, 85. — Français qui se trouvent en Angleterre, recueillis par M. J. Delpit, *B*, IV, 79.
- DÔME** désigne en Italie la cathédrale, *B*, IV, 404.
- DOMINUS**. Voy. *Titres*.
- DOMREMY**. Don fait par Louis-Philippe à cette commune d'une statue de Jeanne d'Arc, *A*, II, 512. — Inauguration de cette statue, IV, 503.
- DONATION**. Le don ou legs fait à l'enfant appartenait au père (XIV^e siècle), *B*, I, 407. — Le don ou le legs entre mari et femme était interdit, 426-431. — Des avantages que les père et mère peuvent faire à l'un de leurs enfants, 431.
- DONATUS PROVINCIALIS**, gramm. provinciale du XIII^e siècle, publiée, *A*, I, 125.
- DOUAIRE**, *B*, I, 421-425.
- DOUANES**. Voy. *Traites*.
- DOUAY**, *A*, III, 569. — Origine de ses armoiries, *B*, II, 182. — (Inventaire des chartes et papiers des hospices de), par M. Brassart, *A*, IV, 182. — Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts du dép. du Nord, séant à Douay, *ibid.* — (Note sur la biblioth. de), *B*, IV, 190.
- DOUBLET** de Boistribault (M.). Son Histoire de l'abbaye de Tiron, dans le Perche, *B*, V, 72. — de la cathéd. de Chartres, *B*, V, 423.
- DOUET D'ARQUE** (L. C.), élève pensionn. de l'Ec. des chartes, archiviste paléog., membre de la Soc. de l'Ec. des ch., *A*, I, 47. — Sa publication des registres de l'hôtel de ville de Paris pendant la Fronde, *B*, V, 384.
- Articles publiés par lui dans la Biblioth. de l'Ec. des ch. : Acte d'accusation contre Robert Le Coq, *A*, II, 350. — Émeute de l'Université de Paris, V, 479. — La Charte de Méru, *B*, I, 58. — Documents sur le siège de Carcassonne, II, 363. — Supplique d'un chevalier accusé, IV, 405. — *Liber Domicilii*, V, 155. — Procès criminel intenté à Jacq. de Brézé pour le meurtre de sa femme, *ibid.*, 211. — Extraits des registres du trésor des chartes, *B*, IV, 257, 506; V, 372. — Articles bibliogr., *A*, V, 99, 397; *B*, I, 79.
- DOYAC** (Jean de), chargé de diriger la construction du nouveau pont N.-D. à Paris, *B*, II, 36 et suiv.
- DRACHME**, monnaie, *A*, V, 125.
- DRAPS DE FRANCE** (Exportation des) en Orient, *B*, III, 211.
- DRAPERS DE PARIS** (Titre de l'année 1219 relatif à la corporation des), *A*, V, 476.
- DREUX** (Bataille de), 1562, *B*, IV, 152.
- DREUX** (Henri de), évêque d'Orléans, frère de Philippe de Dreux, comte-évêque de Beauvais, *A*, V, 22. — (Philippe de), comte-évêque de Beauvais, petit-fils de Louis VI, pris par les routiers au siège de Milli-Notre-Dame, en 1196, *A*, III, 429. — Histoire de sa vie, *A*, V, 9-35.
- DROCTOVÉZ** (Saint), premier abbé de Saint-Germain des Prés, *A*, I, 321.
- DROIT** (Histoire du) civil de Rome et du droit français, par M. Laferrière, *B*, V, 248. — Ce terme, dans les anciens monuments, désigne le droit romain, *B*, II, 108. — Droit coutumier; ses origines se retrouvent dans les chartes de commune, *B*, II, 98. — Droit germanique, *B*, II, 172. — Histoire du droit français au moyen âge, par M. Ch. Giraud, II, 589. — Droit lombard au VIII^e siècle, *B*, III, 43-54. — Histoire du gouvernement et du droit en France, par MM. Warnkönig et Stein, III, 71. — Droit romain traduit en français du XIII^e siècle, publié par M. Marnier, à la suite du Conseil de P. de Fontaines, *B*, II, 273. — Voy. *Coutumes, Hambourg, Prague, etc.*
- DROITS FÉODaux**, *B*, IV, 195 et suiv.
- DROITURE**. Divers sens de ce mot au moyen âge, *B*, II, 119.
- DROITURIER**. Diverses significations de cet ancien mot, *B*, II, 119.

- DROCKE** (E. F. J.), éditeur des *Annales fuldenses*, *B*, I, 380.
- DROSILLA ET CHARICLES** (Amours de). Voy. *Amours*.
- DUBA**, mot de la basse latinité expliqué, *B*, IV, 402.
- DUBOIS** (Fragments des Mémoires inédits de), valet de chambre de Louis XIII et de Louis XIV, *B*, IV, 1.
- DUCANGE**. Voy. *Cange* (C. Du Fresne du).
- DUCHALAIS** (Adolphe), élève pensionnaire de l'École des chartes, membre de la Société de l'École des chartes, *A*, II, 309. — Attaché au cabinet des médailles de la Bibl. roy., *A*, III, 599. — Archiv. paléographe, *A*, IV, 569. — Auxiliaire de l'Académie des inscriptions, *B*, III, 270; IV, 498. — Premier employé du cabinet des médailles, *B*, V, 389. — Son mémoire sur les Cachets des médecins oculistes, *B*, II, 573. — Ses Observations sur quelques monnaies frappées à Orange pendant le moyen âge, *B*, II, 574. — Remporte le prix de numismatique à l'Académie des inscriptions pour sa Description des médailles gauloises de la Bibliothèque royale, *B*, II, 577.
- A publié dans la Bibliothèque de l'École des ch. : Dissertation sur une charte inédite de l'an 1138, relative à l'histoire des vicomtes de Melun, *B*, I, 239; II, 574. — Le rat employé comme symbole au moyen âge, IV, 229; V, 42. — Études sur l'économie du moyen âge. Chasteté et luxure; Noblesse et vilenie, *B*, V, 31-44. — Articles bibliogr., *A*, III, 290, 405, 499; IV, 580.
- DUCHATTEL** (Tanneguy), prévôt de Paris, *B*, V, 331.
- DU COURTHIAL** (M.), *B*, IV, 188.
- DUCS**, comtes et chevaliers bohémiens, *A*, V, 457, 525.
- DUEL** judiciaire entre des communautés religieuses, *A*, I, 552-564.
- DUESMENSIS** (*Pagus*), le Duesmois, *A*, IV, 550.
- DUGAS-MONTBET**. Incendie de la collection par lui léguée à la bibl. de Saint-Chamond, *A*, III, 205.
- DUIFFOPRUGGAR** (Gaspard), célèbre luthier, amené de Bologne en France par François I^{er}, *A*, IV, 537.
- DUMANOIR** (Guillaume I), violon de la Chambre et roi des ménestriers, *A*, V, 255, 258, 269, 273, 278 et suiv.
- DUMERSAN** (M.), conserv. adj. du cabinet des médailles, *A*, III, 519.
- DUPATY** (M.), conserv. adj. à la bibl. de l'Arsenal, *A*, III, 311.
- DUPLÈS** (M. Th.-H.), *B*, III, 592; V, 247, 421.
- DUPLESSIS-MORNAY**, *B*, II, 548 et suiv.
- DUPLESSIS** (Raoul), bourgeois de Paris en 1219, *A*, V, 477.
- DUPONT** (M. E. L.), *B*, III, 533.
- DUPONT** (M^{lle}), *A*, III, 558. — Voy. *Co-mines*.
- DU PUY** (PIERRE). Détails sur la publication de ses ouvrages relatifs aux libertés de l'Église gallicane, *A*, V, 585 et suiv.
- DURAND** (Hipp.). Sa Description de la cathédrale de Bourges, *B*, V, 383.
- DURAND** (Paul). Voy. *Denys*.
- DURANS DE DOUAY**, trouvère, *A*, V, 291.
- DURANT** (Pierre), *B*, V, 226.
- DURANTON** (Alex.-Stan.), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 268.
- DUREAU DE LA MALLE** (M.). Son Mémoire sur l'évaluation de la population de la France au XIV^e siècle, *A*, II, 188. — A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Document statist. inédit du XIV^e siècle, *A*, II, 169.
- DUSOMMERARD** (Mort de M. Alex.), *A*, III, 599. — Acquisition de sa collection d'antiquités par l'État, *A*, IV, 586.
- DU VERGIER DE HAURANNE**. Son livre sur le droit qu'un sujet a de disposer de sa vie, *A*, IV, 472.
- DUVIVIER** (M.), *B*, III, 533.
- DUYN** (Marguerite de), *A*, V, 209.

E

- Eaux thermales ou minérales en Gaule à l'époque romaine**, *B*, V, 78.
- ÉCHEVINAGE** de Paris, *B*, II, 52 et suiv. — de Noyon, *ibid*, 52 et suiv.
- ÉCHEVINS**, *A*, I, 451, 455 et suiv. — de Paris en 1499, *B*, II, 34.
- ÉCHIQUEUR**, *B*, II, 185. — Sa définition, *B*, V, 268. — Son origine, V, 268 et suiv. — Ce nom est donné à plusieurs cours, V, 271. — Échiquier de Normandie, *A*, I, 99; IV, 43, 44, 46, 48, 51 et suiv. — Sa composition, *B*, V, 273. Voy. *Rôles*.
- ECLOGARIUM** d'Ausone, *B*, I, 291.
- ÉCOLE DES CHARTES** (Notice historique sur l'), *A*, I, 1. — (Projet de fondation de l'), formé par M. de Gérando, *A*, V, 299. — (Notes et documents pour servir

- à l'histoire de l'), *B*, IV, 153. — (Discussions de la Chambre des députés et de l'Assemblée nationale relatives à l'), *A*, V, 616; *B*, I, 478-480; II, 469-488; V, 82-91. — Ordonnance de réorganisation, *B*, III, 170 et suiv. — Installation de l'École aux Archives du royaume, *B*, III, 357, 449, 533. — Programme des cours, *ibid.*, 458. — (Commission de l'), *A*, I, 50; *B*, III, 174, 266. — Conseil de perfectionnement de l'), *ibid.*; V, 350. — Nominations de professeurs, III, 174; V, 389. — (Professeurs auxiliaires de l'), *B*, III, 174. — Arrêté ministériel qui leur donne voix délibérative aux examens, *B*, IV, 530. — Liste des anciens élèves au mois d'avril 1839, *A*, I, 43 et suiv. — (Cours et Examens de l'), *A*, I, 215, 317; II, 200; III, 208; V, 204; *B*, I, 189, 298; III, 248, 532; IV, 75, 440, 517, 530; V, 240, 392, 420. — Nominations d'élèves, *A*, II, 200, 309, 407, 589; IV, 296; *B*, I, 298; III, 175, 267, 268, 359, 532; IV, 187, 188; V, 169, 255.
- (Société de l'). Sa formation, *A*, I, 1. — Renouvellements de son bureau, *A*, I, IV et 407; II, 407; III, 415; IV, 395; V, 410; *B*, I, 387; II, 381; III, 359; IV, 360; V, 322, 389. — Don à elle fait par M. de Ludre, *A*, IV, 187.
- ÉCRITURES sur les pierres et les métaux, *B*, III, 36 et suiv.
- ECTINI, *B*, V, 394 et 396.
- ÉCUS d'or à la couronne (Valeur des), *B*, V, 333.
- ÉDENATES, peuple de la Gaule, *B*, V, 393 et suiv. — Voy. *Seyne*.
- ÉDIT DE PARIS (Note sur l') de 1563, improprement appelé édit de Roussillon, *A*, II, 286.
- ÉDITIONS. Leur importance en philologie, *B*, II, 315.
- ÉDNE (Comes). Explication de cette légende monétaire, *B*, V, 406 et suiv.
- ÉDUEUNE (Mémoires de la Soc.), *B*, III, 525.
- EGDINI, *B*, V, 394 et 397.
- ÉGINHARD (Oeuvres compl. d'), *A*, II, 303.
- ÉGLISE (État de l') au moyen âge. Voy. *Anglo-saxonne*, *Hurter*. — (Origines de l') romaine, par les membres de la communauté de Solesmes, *A*, IV, 83. — (Famille de l'), *A*, I, 433, 436, 437, 438. — Synagogues juives converties en églises chrétiennes, à Troyes, *B*, V, 414.
- ÉGNAN (Val d'), *B*, V, 394.
- ÉLECTION des magistrats en Italie, *A*, II, 314.
- ÉMAIL. Travail de l'émail au XII^e siècle, *A*, V, 186.
- EMBRUN (Province d'), *B*, V, 394 et suiv.
- EMPIRE ROMAIN (Histoire du saint), par J. C. Kopp, *B*, II, 81.
- EMPIRE (Olivier de l'), libraire à Paris, vend plusieurs manuscrits au duc Louis d'Orléans, *A*, V, 81, 82.
- ENFANTS enlevés par le diable. Légende allemande, *B*, IV, 242 et 243. — Sans souci, *A*, I, 105.
- ENFER. Sens de ce mot, différent chez les païens et chez les chrétiens, *B*, V, 346.
- ENGEVIN (Étienne), libraire à Paris, vend au duc Louis d'Orléans les *Histoires scholastiques*, *A*, V, 67.
- ENTRECHAUX (Village d'), *B*, IV, 317, 323. — Ses inscriptions antiques, 317-324.
- ÉPÉE (Ordre de l'); son origine, *A*, V, 421.
- ÉPERNON (Le duc d') assiège et prend Seyne, *B*, V, 403. — Lettre de lui à Richelieu, *ibid.*, 428.
- ÉPHÈSE. Son nom au moyen âge, *B*, I, 486.
- ÉPICERIES (Commerce des) au moyen âge, *B*, I, 309, 310.
- ÉPIGRAMMES, dans le *Hortus deliciarum*, *A*, I, 260.
- ÉPITAPHES d'Ausone, *B*, I, 290.
- ÉPREUVES JUDICIAIRES, *B*, II, 115.
- ÉRACLIUS, peintre (Traité des arts des Romains, par), *B*, I, 541.
- ERCHENBOLD, évêque de Strasbourg, *A*, I, 433, 440.
- ERFURT, visité par les Bohémiens en 1432, *A*, V, 524.
- ÉRIC, roi de Norvège. Traité entre lui et Philippe le Bel, *A*, IV, 359, 501.
- ERMEVILLE (Gérard d'), *B*, II, 370.
- ERNAUT, frère de Baudoin de Beauvais, l'un des premiers croisés, *A*, II, 446. — Combat un monstre; *ibid.*, 455.
- ERQUERI (Herpin d'), *A*, III, 12.
- ERREUR de nom (Conséquences historiques d'une), *A*, II, 554. — Erreurs rectifiées. Voy. *Amplissima Coll.*, *Art de vérifier*, *Cange* (Du), *Dates*, *Gallia christiana*, *Table*, *Vaissette*.
- ESCLAVAGE (De l'abolition de l') en Occident, par M. Ed. Biot, *B*, I, 560. — Toléré et exploité par les moines de Belgique, *B*, I, 562.
- ESCOUCHAY (Matthieu d'), chroniqueur, *A*, III, 184 et suiv.
- ESCOULOURE (M. d'), traducteur de *las Leyes d'amors*, *A*, IV, 375.
- ESKIL, prélat danois (XII^e siècle), *B*, I, 4.

- ESPAGNE.** Apparition des Bohémiens dans ce pays, *A*, V, 538. — Voy. *Barcelone*. — (L') sous Charles-Quint, Philippe II et Philippe III, par M. Ranke; trad. par J. B. Haiber, *B*, I, 476. — (Mission de M. Tirau en), *A*, III, 598. — (Influence littéraire de l') sur la France au XVII^e siècle, par M. Ad. de Puibusque, *ibid.*, 594. — (Histoire d'), par le P. G. de Mariana, *B*, I, 386. — (L') depuis le règne de Philippe II, par M. Ch. Weiss, *ibid.*, 378. — (Histoire de la monarchie espagnole), par M. V. du Hamel, *ibid.* — Voy. *Arabes*, *Carcajada*.
- ESPÉE** (Vincent à l'), *A*, III, 13.
- ESQUERI** (Jean d'), doyen de l'église de Noyon, *A*, II, 360.
- ESSARS** (Pepin des), *A*, I, 80 et suiv. (Martin des), *A*, I, 91. — (Pierre des), *B*, I, 281; II, 53, 61.
- ESSART.** Mot expliqué, *B*, I, 368.
- ESTATINS L'ESNASÉS**, neveu de l'empereur Alexis, *A*, II, 446.
- ESTERLINS** (Usage des) en Normandie, *B*, V, 190. — Leur valeur, V, 193 et 205.
- ETIENNE** (Henri). Ses ouvrages sur la langue française, *A*, I, 462. — à Venise, *ibid.*, 571. — (Robert). Pièce inédite concernant sa fuite à Genève, *A*, I, 565. — Détails sur sa famille en 1552, *ibid.*, 569.
- ESTORER** n'est pas le même mot qu'historier, *B*, II, 316.
- ESTOUTEVILLE** (Jacques d'), prévôt de Paris. Lettre de lui au roi Louis XI, *B*, V, 229.
- ESTRÉES** (Gabrielle d'). Inventaire de ses biens meubles, *A*, III, 148 et suiv. — Sa mort, *A*, III, 149.
- ESTURE** (Josset d'), orfèvre de Paris, vend au duc d'Orléans vingt paires de fer-moirs, *A*, V, 66.
- ESUBIANI**, peuple de la Gaule, *B*, V, 394, 396.
- ÉTABLISSEMENTS** de saint Louis (Chanson sur les), *A*, I, 370.
- ÉTAMPES** (Essais historiques sur la ville d'), par M. de Montrond, *A*, II, 404. — Ingeburge de Danemark renfermée dans la tour d'Étampes, *B*, I, 103 et suiv.
- ÉTAPLES** (Fouilles à), *A*, IV, 91.
- ÉTATS** (Conseil des) de 1358. Liste de ses membres, *A*, II, 382 et 383.
- ÉTATS DE CHAMPAGNE**, tenus à Provins, *A*, II, 358. — de Compiègne, *ibid.*
- ÉTATS GÉNÉRAUX** de 1356, *A*, II, 351 et suiv. — de 1357, *ibid.*, 353. — de 1358, *ibid.*, 355. — de 1413, *B*, I, 277 et suiv.
- Leur histoire par M. Rathery, *B*, II, 182; par M. Boullée, III, 266. — Élection du député de la prévôté de Paris aux états de 1588, *B*, II, 422.
- ÉTHIOPIENS** mentionnés dans la relation de saint Antonin, *B*, II, 6.
- ÉTIENNE HARDING**, abbé de Cîteaux, *A*, IV, 550.
- EU** (Raoul d'Exoudun, comte d'), *A*, I, 369.
- EUDE RIGAUD** (Journal des visites d'), archevêque de Rouen, *B*, III, 479 et suiv.
- EUDE III**, duc de Bourgogne, *A*, IV, 555.
- EUDE IV**, duc de Bourgogne, *A*, IV, 557.
- EUGÈNE IV**, pape, *B*, III, 83.
- EUNOMIA**, vierge chrétienne, *A*, II, 144.
- EUPHONIQUES** (Lettres), *A*, III, 90; *B*, V, 405.
- EURE.** Dictionnaire des anciens noms de lieux de ce département, par M. Auguste Le Prévot, *A*, II, 190.
- ÉVANGÉLISTE** slave de Reims, *B*, I, 85.
- ÉVANGILES** (Note sur un prétendu manuscrit des), *B*, I, 481.
- ÈVE**, seconde femme d'Adam, suivant l'auteur de la réponse au Bestiaire de Richard de Fournival, *A*, II, 55.
- ÉVÊQUE** (Pouvoir temporel de l'), *A*, I, 432 et suiv. — Ne doit pas être retenu captif même lorsqu'il est pris à la guerre (fin du XII^e siècle), *A*, V, 21, 23, 24. — De l'élection des évêques, V, 97.
- ÉVREUX** (L'évêque d'), membre du conseil des états de 1358, *A*, II, 382. — (Le comte d'), *A*, III, 12 et suiv.
- EXAMEN** subi par les clercs présentés à des bénéfices, *B*, III, 484.
- EXÉCUTEURS** testamentaires, *B*, I, 408-410.
- EXPORTATION** (Origine des taxes et des tarifs d'), *B*, III, 466, 472 et suiv.
- EYCK** (Jean Van), dit Jean de Bruges, peintre, *B*, I, 540 et suiv.
- EYRIÈS** (M.). Voy. *Institut*.
- EYSENDACH** (Gabriel), élève pensionné de l'Éc. des ch., archiviste-paleog., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 48. — Archiviste de la Nièvre, *A*, III, 415. — Son *Histoire des évêques de Nevers*, *B*, II, 574. — Sa mort, *B*, V, 419.
- Il a publié dans la Bibliothèque de l'École des chartes : — Insurrection des serfs du prieuré de Sainte-Milburge de Wenlock, dépendant de la Charité-sur-Loire, *A*, III, 561. — Bulletin bibliogr., IV, 386.

F

- FABAS** (Les deux), 1569-1654, *B*, II, 545.
- FABRI** (Pierre), auteur du *Grant et vray art de pleine rhétorique*, cité, *B*, II, 202, 360.
- FABRICIUS**, *B*, IV, 481.
- FACETUS** (Le), poème du moyen âge, *B*, IV, 481 et 483.
- FACTURA**. Sens de ce mot, *B*, III, 100.
- FAIDIT** (Gaucelm), troubadour, *A*, I, 361.
- FAIDIT** (Hugues), grammairien provençal du XIII^e siècle. — Sa Grammaire publiée, *A*, I, 125 et suiv.
- FAIDITS**. Voy. *Carcassonne* (Siège de).
- FALCAISE**, chef de routiers au service de Jern sans Terre, *A*, III, 418, 438.
- FALLOT** (Gustave), élève pensionné de l'École des ch., archiviste paléog., *A*, I, 46. — Son livre sur les dialectes dans l'ancien franç., critiqué par M. Ampère, *A*, III, 92.
- FAMAGOSTE**, en Chypre (Inscriptions françaises à), *B*, II, 536. — Ses richesses, *B*, I, 320.
- FAMILLE** (De la) au moyen âge, *A*, V, 85-95.
- FANJOUX** (Georges), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 268, 592; *V*, 91, 322.
- FARON** (Saint); sa vie par Hildégaire, évêque de Meaux, *A*, I, 322.
- FAUDET** (M. l'abbé), élève de l'ancienne Éc. des ch.; membre de la Soc. de l'École des chartes, *A*, I, 44. — chanoine honoraire de Paris, *B*, II, 87. — membre de la Légion d'honneur, *B*, II, 468. — Son histoire de la paroisse de St-Etienne du Mont, *A*, II, 195.
- FAURIEL** (Notice sur Brunetto Latini, par M.), *A*, II, 313. — Cité, *A*, I, 164 et suiv. — Veut publier *las Leys d'amors*, *IV*, 369. — Reprend la direction de la collection des pièces relatives à l'hérésie albigeoise, *A*, III, 517. — Sa mort, *A*, V, 621.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des chartes: — Du système de M. Raynouard sur l'origine des langues romanes, *A*, II, 515 et suiv.; — De la poésie provençale en Italie, *IV*, 23, 189; — Sordello, biographie, 93.
- FAUVEL** (Roman de), ms. inédit, *B*, V, 38, 39, 41.
- FAYÉ** (M.), auteur, avec M. Reinaud, d'un ouvrage sur le feu grégeois, *B*, III, 338.
- FAY** (Richard du), cède un fief à Philippe le Hardi, *B*, IV, 521.
- FÉCAMP** (Histoire de la ville et de l'abbaye de), *A*, I, 579.
- FÉE MÉLUSINE** (Poème relatif à la), *A*, III, 599.
- FEIGNANT**. Est-ce le même mot que faignant? *B*, II, 321.
- FÉIR**, émir d'Antioche, *A*, II, 450.
- FELIU DE LA PEÑA**, chroniqueur catalan, cité, *A*, V, 529.
- FEMMES** (État des lettres dans les couvents de), au XII^e siècle, *B*, III, 387. — *Id.*, au XIII^e, 492-495. — (Observations d'Eude Rigaud sur les couvents de), *B*, III, 495 et suiv. — illustres de la Grande-Bretagne. Voy. *Angleterre*. — Recherches sur leur condition civile et politique, depuis les Romains jusqu'à nos jours, par Ed. Laboulaye, *A*, V, 83. — Les femmes célèbres de l'ancienne France, par M. Le Roux de Lincy, *B*, IV, 528.
- FÉNELON**. Son jugement sur les libertés de l'Église gallicane et sur les empiètements de la juridiction laïque, *A*, V, 591, note 1, 606, note.
- FESQUILLET** (Pierre de), *B*, II, 369 et suiv.
- FÉODALITÉ**. Nature des droits féodaux, *B*, IV, 195 et suiv.
- FER** (Exploitation du) en Normandie, au XI^e siècle, *B*, III, 28. — Voy. *Forges*.
- FERMANT** (Bernard), *A*, II, 375.
- FERMAT** (Publication des œuvres de), *A*, IV, 586.
- FERMES**. Voy. *Revenus publics*.
- FERRÉTI DE VICENCE** (Extrait de), *A*, III, 2.
- FERRIÈRE** (L'abbé de), membre du conseil des états de 1358, *A*, II, 382.
- FESTUCA**, symbole le plus ordinaire des traditions sous les deux premières races, *A*, II, 426 et suiv.
- FÊTES** bizarres célébrées dans quelques églises au XIII^e siècle, *B*, III, 496 et 497.
- FEU GRÉGOIS**, *B*, I, 29 et suiv. — (Essai sur l'origine du), par M. Lalanne, *A*, II, 93; *B*, I, 465. — (Réponse de M. Reinaud aux objections de M. Lalanne), *B*, III, 427, 534. — (Controverse à propos du), par M. L. Lalanne, *B*, III, 338. — Premier emploi du feu grégeois, *ibid.* — Ce que c'était, *ibid.*, 339. — Sa composition, 340. — Erreurs débitées au sujet du feu grégeois, *ibid.* — Textes relatifs au feu grégeois, 341. — Son identité avec la fusée de guerre, 346, 440.

- FIEF** (Des droits de), *B*, IV, 193, 214-218. — Les demandes que le roi fait des coutumes de fief à l'usage de France, document du XV^e siècle, *B*, V, 45 et suiv. — Questions diverses relatives au régime des fiefs dans l'Ile-de-France au commencement du XV^e siècle, *ibid.*, 48-59. — Droit de posséder fief accordé aux artisans de Strasbourg, *A*, I, 458. — Opinion de du Cange sur la manière dont les bénéfices sont devenus des fiefs héréditaires, *A*, II, 294. — Service militaire des fiefs nobles, *B*, V, 247. — Partage des fiefs, 409.
- FIGEAC** (Gérard de), canonnier, *B*, I, 49 et 51.
- FIGUEIRAS** (Guillem), troubadour de Toulouse, *A*, IV, 32, 36.
- FINANCIER** (De l'ancien système) des villes de France, *A*, IV, 150.
- FINSON**, peintre, *B*, III, 448.
- FISCUS PUBLICUS** au moyen âge, *B*, IV, 209.
- FLAMEN** *divi Julii vel Dialis*, *B*, IV, 318 et suiv.
- FLAMINICA** *Vasionis Vocontiorum*, *B*, IV, 308.
- FLANDRE** (Baudouin IX, comte de), a-t-il participé au jugement de Jean sans Terre? *B*, V, 23. — (Chronique rimée de), *A*, IV, 89. — (Guerre de), en 1328. Subside levé à cette occasion, *A*, I, 169 et suiv. — (Histoire des comtes de), par M. Edward Leglay, *A*, V, 611. — (Inventaire analytique des chartes des comtes de), par M. J. de Saint-Genois, *A*, V, 193; *B*, III, 262.
- FLAVIGNY** (Siège de) par les Anglais en 1359, *A*, IV, 559.
- FLEURY** (Jean), chevalier anglais, l'un des combattants de Montendre, *A*, I, 377.
- FLOBERT** (M.), *B*, I, 388.
- FLOQUET** (Amable), élève de l'ancienne École des chartes, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 44. — Son Histoire du parlement de Normandie, *A*, III, 580-585; IV, 300, — obtient le prix Gobert à l'Acad. des Ins. et B.-L., 567. — Directeur de la Société des antiquaires de Normandie, *A*, II, 596. — Membre de la Légion d'honneur, *B*, I, 478. — *Voy. Diaire*.
- À publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Requête en vers adressée par la basoche de Rouen au parlem. de Normandie, *A*, I, 99. — Hist. des Conards de Rouen, *ibid.*, 105. — La chartre aux Normands, *A*, IV, 42. — Lettre inédite de Bossuet, *B*, I, 174.
- FLORE et Blancheflor**, roman publié par M. Imm. Becker, *B*, I, 293; — par M. Klemming, *ibid.*, 473.
- FLORENCE** fait le commerce sous le pavillon pisan, *B*, V, 136, 148.
- FLORENT** (Saint). Ses reliques transférées à Roye par un comte de Vermandois, *A*, III, 477. — Description de sa chässe, 482. — Certificat de ses reliques, 484, note. — Procès au sujet de la possession de ses reliques, 486.
- FLORINS** (Les) n'étaient pas connus en 1067 et 1068, *B*, V, 209.
- FLORIVAL**. *Voy. Le Vaillant de Florival*.
- FLORUS** (Chronique de), *A*, II, 150.
- FLOR.** Étymologie et sens de ce mot, *B*, II, 327.
- FOIRE** annuelle à Jérusalem, *B*, II, 12.
- FOIRES**. *Voy. Marchés*.
- FOLIE** (De la), considérée sous le point de vue pathologique, philosophique, historique et judiciaire, *B*, II, 285.
- FONDouc.** Ce que c'est, *A*, II, 389, 395; *B*, V, 141.
- FONTAINES**, en bas Poitou, prieuré dépendant de Marmontier, *A*, I, 553 et suiv.
- FONTAINES** (Pierre de), juriscs. Parallèle avec Boutillier, *B*, III, 123, 124. — *Voy. Conseil de Pierre de Fontaines*.
- FONTEVRAUD** (Ignorance des religieuses de) au XII^e siècle, *B*, III, 388. — (Cartulaire de), *A*, III, 412.
- FONTS BAPTISMAUX**. *Voy. Liège, Médan*.
- FORCALQUIER** (Comtes de). Étendue de leurs possessions, *B*, V, 400, 408 et suiv. — (Bertrand II, fils de Guillaume, comte de), *ibid.*, 408 et suiv. — Sa monnaie, *ibid.*
- FORCETIERS** (Corporation des) ou fabricants d'ouvrages en fer et en cuivre, s'organise à Paris en 1297, *A*, III, 379.
- FORESTIER** (Yvon le), seigneur de Vauvert, *A*, III, 193.
- FORGES** (Construction de) et extraction de minerais (XIII^e siècle), *A*, IV, 556, 562.
- FORLI**, visitée par les Bohémiens en 1422, *A*, V, 474.
- FORMULES** inédites, *A*, I, 217; IV, 1. — *Appendix ad Marculfum*, recueil anonyme de formules; ms. unique qui le contient, *A*, IV, 3. — *Formulæ Andegav.*, *B*, I, 291.
- FORT**, monnaie de Savoie au XVI^e siècle, *B*, V, 366; 419.
- FORT** (Se faire). De l'emploi de cette locution, *B*, II, 319.
- FORTIA** (Anne-Bernard, abbé de), héros d'une aventure galante qui le fit surnommer l'abbé Vert. Discussion généa-

- logique sur sa famille et sur son identité, *B*, I, 454 et suiv.
- FORTUNAT, a décrit en vers latins l'église Saint-Vincent, *A*, I, 324. — Voy. *B*, IV, 195.
- FORTUNATISSIMUS, qualification donnée à un roi de France, *A*, II, 33.
- FOSSAT (Aicart del), troubadour, *A*, IV, 34.
- FOUAGE imposé sur la Guyenne en 1368, *A*, II, 554.
- FOUGÈRES (Fragment de la vie du B. Vital, par Étienne de), *B*, III, 381 et 402.
- FOUILLOUX (Jacques du). Son ouvrage sur la vénerie, *B*, I, 298.
- FOULCHER DE CHARTRES, l'un des premiers croisés, *A*, II, 451.
- FOURBISSIME. Pourquoi n'est pas dans le dictionn. de l'Académie, *B*, II, 314.
- FOURCHEUX. Voy. *Montrond* (Fourcheux de).
- FOURNIER (Le père), auteur des *Annales de l'Église d'Embrun*, *B*, V, 399.
- FOURNIVAL, village entre Amiens et Beauvais, *A*, II, 33. — Famille de ce nom, II, 32. — Notice sur Richard de Fournival, par M. P. Paris, *A*, II, 32. Voy. *Abladane*, *Amour*.
- Fous, *A*, III, 569.
- FRANÇAIS (Histoire des), par M. S. de Sismondi, *A*, III, 509. — (Histoire des), par M. Monteil, *A*, I, 581; II, 93; 586. — (Vie privée des), par M. de la Bedollière, *B*, IV, 276. — massacrés en Sicile, *A*, IV, 579. — protecteurs des chrétiens d'Orient, *B*, II, 7.
- FRANÇAISE (Domination) en Sicile, *A*, IV, 579. — (De la monarchie), par M. de Montlosier, *A*, IV, 175. — (Langue), *A*, IV, 217. — Sa diffusion au moyen âge, *B*, II, 543. — *L'advis et devis des langues*, *B*, V, 290 et 339. — L'empereur Maximilien, les rois d'Angleterre Henri VIII et Edouard VII parlaient français, 354. — Voy. *Lézardière* (Mlle de).
- FRANCE (Histoire du midi de la), par M. Mary-Lafon, *A*, IV, 273. — (Histoire de), sous Louis XIII, par M. Bazin, *A*, I, 515. — Mémoire sur sa population au XIV^e siècle, par M. Dureau de La Malle, *A*, II, 169, 188. — (Histoire de), par M. Michelet, *A*, III, 102; V, 502. — par M. Mennechet, *A*, I, 516. — (Lettres sur l'histoire de), par M. Aug. Thierry, *A*, IV, 174. — (Dissertations sur l'histoire de) au XIV^e siècle, *A*, III, 1. — (Histoire littéraire de la), par les Bénédictins et l'Acad. des Insér.
- et R.-L., *A*, III, 199; V, 401; *B*, V, 316. — (Histoire litt. de la), par M. Ampère, *A*, II, 92. — (Essai sur la formation territoriale et politique de la), par M. Miguet, V, 512. — (Des changements dans le climat de la), par M. Fuster, *B*, II, 460. — La France au XIX^e siècle, par T. Allom et C. J. Delille, *B*, II, 78. — (Société de l'histoire de). Ses séances, *B*, I, 481; III, 460. — Voy. *Armorial*, *Bibliographie*, *Bohémiens*, *Etats-généraux*, *Pouvoir*, *Sarrasins*, *Summaria*, etc.
- FRANCIA, *B*, I, 173.
- FRANCISCAINS. Influence de l'ordre de Saint-François au XIII^e siècle, *A*, V, 175.
- FRANCKS (Les) dans le midi de la France, *A*, IV, 274. — Strophe d'un chant guerrier (en allemand) par lequel les Francs célébraient leurs victoires sur les Romains, *B*, V, 298. — (Études germaniques pour servir à l'hist. des), par M. Ozanam, *B*, V, 377, 423.
- FRANÇOIS I^{er}. Ses efforts pour faire avancer, en France, l'étude des langues anciennes, *B*, V, 307, 354. — Son alliance avec le chef des pirates barbaresques, 74. — Son portrait, par Bonivard, *B*, II, 394. — Sa captivité. Voy. *Paris* et *B*, V, 428. — (Récit d'un combat de) contre un sanglier, *A*, II, 281.
- FRANÇOIS II. Portrait de ce prince, par Bonivard, *B*, II, 396.
- FRANÇOIS, duc de Bretagne, donne une sauvegarde aux pèlerins qui venaient au pardon de Tréguier, *B*, III, 242.
- FRANÇOIS (Lettres de), archevêque de Rouen, *A*, IV, 135, 145.
- FRANÇOIS (E. M.), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 268, 533.
- FRATERNITÉ (Lettres de), *B*, III, 364 et suiv.
- FRÉDÉRIC II (L'empereur). Ses guerres contre les Chypriotes, *A*, II, 4 et suiv. — Ses rapports personnels avec Louis VII, *A*, III, 128-130. — Poésies du moyen âge sur ce prince, pub. par Jacob Grimm, *B*, I, 474.
- FRÉDÉRIC II, roi de Prusse (Lettre de), contre la France, *B*, IV, 357.
- FREMAUX (Jehan), trouvère, *A*, V, 291.
- FRÈRE (M. Ed.). Voy. *Rouen*.
- FRESNES (Gervais de), *B*, I, 73.
- FRESQUES découvertes dans la cathédrale de Brunswick, *B*, II, 89.
- FRÉVILLE (Ernest de), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, archiviste-paléographe, membre de la Soc. de l'Éc. des ch.,

A, I, 48. — Sa mission à Amiens, *A*, I, 408. — attaché aux trav. hist. de la Bibl. roy., *A*, II, 200. — attaché aux travaux préparatoires de la coll. des Lettres de Henri IV, *A*, II, 596. — secrétaire de la commission nommée pour les inscriptions de l'église Saint-Denis, *A*, IV, 296. — membre correspond. de l'Académie de Rouen, *A*, IV, 587. — Rempporte le prix à l'Académie de Rouen, sur cette question mise au concours : Tracer l'histoire du commerce maritime de Rouen, *B*, II, 580; III, 80. — auxiliaire de l'Académie des inscriptions, III, 270.

A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Inventaire des meubles de Gabrielle d'Estrées, *A*, III, 148. — Des grandes compagnies, III, 258; V, 232. — Ambassade de don Pèdre, *B*, I, 344. — Rouen et son commerce maritime, III, 17. — Bulletin bibliograph., *A*, I, 407; II, 295; *B*, I, 88, 184; II, 178, 285; III, 275; IV, 177.

FROIDURE en 1329, *A*, II, 164.

FROISSART (Jean), chroniqueur. Texte faux de ce chroniqueur, mal à propos adopté par M. Dacier, *A*, I, 86. — (Illuminated illustration of), par M. Humphreys, *B*, I, 386.

FUFUS (M.). *Maternus*, *B*, IV, 324, 325.

FULCOIR DE BEAUVAIS, sous-diacre de Meaux, *A*, III, 529 et suiv.

FULDENSES (*Traditiones et antiquitates*), *B*, I, 380.

FUMECHON (Henri de), *B*, I, 38.

FUSÉES DE GUERRE. En quoi elles diffèrent des tubes lançant des matières inflammables employés au moyen âge, *B*, III, 432 et suiv., 534. — Identifiées avec le feu grégeois, *B*, III, 339 et suiv.

FUSTAILLER (Jean). Voyez *Mâcon*.

FUSTER (M.), auteur d'un livre sur les changements arrivés dans le climat de la France, *B*, II, 450.

FUSUM, dans les textes de la basse latinité, ne désigne point une composition semblable à celle de nos fusées de guerre, *B*, III, 534.

G

GACHARD (M.). Ses travaux sur l'histoire de Belgique, *B*, II, 84. — Voy. *Belgique*.
GACHES et ses Mémoires, par M. Casim. Raffi, *B*, I, 378.

GADEBLED (M.), secrétaire de la commission des archives, *B*, V, 254 et 255, note.

GALATA (Monuments et inscriptions du moyen âge à), *B*, II, 490 et suiv.

GALIEN (Traduction arabe manuscrite d'un ouvrage de), *B*, I, 194.

GALLERAND, prétendu vicomte de Melun, *B*, I, 251.

GALLIA, *B*, I, 171, 172.

GALLIA CHRISTIANA, corrigé à propos des premiers évêques de Maillezais, *A*, II, 156. — Additions et corrections faites à ce recueil, *A*, I, 494, 538, 540, 550; *B*, III, 384. — Erreurs du *Gallia* sur l'histoire ecclésiastique de Digne, relevées par M. Guichard, *B*, III, 444. — (Corrections du texte d'une bulle donnée par le), *B*, IV, 330, n. 2. — Voy. *Troyes*.

GALLIÆ, peuple de la Gaule, *B*, V, 394 et 396.

GALLOIS (Insurrection de paysans), *A*, III, 561.

GALLO-ROMAINS (Tombeaux). Voy. *Tombeaux*.

GAND (Congrès à), pour régler l'orthogra-

phe de la langue flamande, *A*, III, 205.

GAND (Pierre de), trouvère, *A*, V, 291.

GANDOR (ou Graindor), de Douay, trouvère, auteur de l'une des versions du roman de Godefroi de Bouillon, *A*, II, 443; V, 290.

GARD (Académie royale du). Prix proposé par elle, *A*, V, 103.

GARDE et bail des enfants, *B*, I, 414-417, 419; V, 51.

GARDE FÉODALE (Revue de la) de Saint-Maur-des-Fossés, *B*, V, 67.

GARDET (Ed.-J.), élève pensionnaire de l'École des chartes, *A*, IV, 296. — membre de la Soc. de l'Éc. des chartes, *ibid*.

GARENNE, *B*, IV, 196.

GARIN LE LOHERRAIN (Roman de), traduit en prose par Ph. de Vigneulle, *A*, V, 541.

— (La mort de), poème du XII^e siècle, publié par M. Ed. Dumeril, *B*, II, 275.

GARLANDE (Jean de). Sa préface au Traité des mystères de l'Église, *A*, V, 203.

GARNIER (M.), archiviste de Dijon, *A*, III, 309. — Ses rectifications à deux chartes de Charles le Chauve, *ibid*.

— Ses Chartes bourguignonnes des VIII^e, IX^e, X^e et XI^e siècles, IV, 563, 564.

GARNIER (M. Ch.-Ed.), *B*, III, 533; IV, 438; V, 91, 421.

- GARNIER**, clerc de Pont-Sainte-Maxence, auteur d'une vie de Thomas Becket, *A*, IV, 210.
- GASPARI** (M. de), *A*, I, 492; *B*, IV, 329.
- GASSAR** (Achille-Firmin), médecin d'Augsbourg et chroniqueur au XVI^e siècle, *A*, V, 469.
- GATIEN-ARNOULT** (M.), éditeur de *las Leys d'amors*, *A*, IV, 365.
- GAUCOURT** (Épître de Jean Castel à Charles de), *A*, II, 472.
- GAULE** (De l'état civil des personnes et de la condition des terres dans la; par J.-C. Perreciot, *B*, II, 586. — (Histoire de la) sous l'administration romaine; par M. Am. Thierry, *A*, I, 574; *B*, V, 70. — (Numismatique de la) narbonnaise; par M. de la Saussaye, *A*, III, 595.
- GAULOIS** (La mort volontaire chez les), *A*, 548 et suiv. — La langue gauloise se rapproche, suivant Bonivard, de la langue des Germains, *B*, V, 297, 298, 302, 306. — Voy. *Carnoët, Celtique, Inscriptions, Nîmes*.
- GAULURT** (Pierre de Mornay, dit). Sa biographie, *B*, IV, 44 r.
- GAUTIER LE LONG**, trouvère tournaïsen, *A*, V, 290.
- GEISSEN** (Catalogue critique des mss. de l'université de), *A*, V, 203.
- GELÉE** (Claude), lieutenant criminel de la prévôté de Paris, *B*, II, 436, 444.
- GELLONE** (Le monastère de). Voy. *Saint-Guillem du Désert*.
- GENCAY** (Barthélemy de l'isle Bouchard, seigneur de), *A*, I, 226.
- GENÈVE** (Fuite et séjour des Estiennes à), *A*, I, 570 et suiv. — Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de cette ville, *A*, III, 589; V, 96; *B*, III, 445; V, 419. — Personnages comptés par erreur comme évêques de Genève, *A*, III, 590. — (Franchises de), *A*, V, 98. — (Chroniques de), par Bonivard, *B*, II, 389 et suiv. — (Hôpitaux de) au moyen âge, III, 446. — Ravages exercés sur les bords du lac de Genève, *B*, IV, 434. — Voy. *Arts*.
- GÉNIN** (M. F.) éditeur des Lettres de Marguerite d'Angoulême, *A*, III, 510. — Son livre des Variations du langage français, examiné et critiqué, *B*, II, 89 et suiv., 289 et suiv. — lauréat de l'Académie française, *B*, II, 597.
- GÉNOIS**. Leur commerce en Orient, *B*, I, 311, 485; II, 490. — Inscriptions génoises à Constantinople, 492. — en relation avec les Arabes d'Afrique, V, 140, 151.
- GENTILSHOMMES à merci de rats**, c'est-à-dire anoblis récemment, *B*, II, 394, n.
- GEOFFROI DE MONTBRAI**, évêque de Coutances, *B*, IV, 342 et suiv.
- GEOFFROI MARTEL**, comte d'Anjou, fondateur de l'abbaye de Sainte-Marie-des-Dames, à Saintes, *B*, III, 192.
- GEOFFROI DE PARIS**. Voy. *Godefroi*.
- GÉRANDO** (M. de). Sa participation à la fondation de l'Ecole des chartes, *A*, I, 2 et suiv.; *B*, IV, 154 et suiv. — Sa mort, *A*, IV, 187. — Son éloge funèbre, par M. Beugnot, *A*, V, 299.
- GÉRARD**, architecte de la cathéd. de Cologne, *B*, II, 79.
- GÉRARD DE LANGRES**, mari d'Anne Musnier, *A*, I, 289. — Son anoblissement, 291.
- GÉRAUD** (Hercule), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, archiviste-paléographe, membre de la Soc. de l'Éc. des chartes, *A*, I, 48. — attaché à la collection des cartulaires, 317. — Son Mémoire sur Ingeburge de Danemark obtient une médaille à l'Acad. des Inscr. et B.-L., *A*, V, 612. — Sa mort, *A*, V, 517. — Notice sur sa vie et ses travaux, *A*, V, 490. — Voy. *Livres*.
- A publié dans la Bibliot. de l'Éc. des chartes : Deux chartes de Charles le Chauve, *A*, I, 205; III, 309. — Historique du glossaire de du Cange, *A*, I, 498. — Visite à la bibliot. d'Alençon, 535. — Calendrier dressé pour l'année 1381, II, 272. — Organisation des archives départem., 506. — Guillaume de Nangis et ses continuateurs, *A*, III, 17. — Les Routiers au XII^e siècle, 125. — Mercadier, 417. — Trois abbés pour une abbaye, *A*, IV, 344. — Le comte-évêque, *A*, V, 8. — Ingeburge de Danemark, *B*, I, 1 et 93. — Bulletin bibliogr., *A*, II, 83, 89, 289, 292, 404; III, 304, 309, 412, 510, 585; IV, 382, 496, 573; V, 171.
- GERBEROI** (Château et vidamie de) réunis à l'évêché de Beauvais en 1192, *A*, V, 31. — (Pierre, vidame de), fait une donation à l'abbaye de Saint-Lucien de Beauvais en 1190, *B*, III, 351.
- GERBERT**. Explication du traité de Gerbert sur l'*Abacus*, par M. Chasles, *A*, IV, 382. — (Statue élevée à), *B*, I, 573.
- GERMAIN** (Dom Michel). Lettres de ce bénédictin, *B*, III, 257.
- GERMAINS**. Leur association jurée appelée ghilde, *A*, IV, 178. — La conquête des Germains a-t-elle déterminé la formation des langues romanes? *A*, II, 531. — Leur invasion a-t-elle été la cause de la

- formation du français? *A*, II, 484. — Histoire de la législation des anciens Germains, par Davoud-Oghlou, *B*, II, 172. — La Germanie au VIII^e et au IX^e siècles, par M. Mignet, *A*, V, 511. — Chaire pour l'enseignement des langues et littératures d'origine germanique, créée au Collège de France, *A*, II, 585. — Études germaniques, par M. Ozanam, *B*, V, 377. — *Scriptores rerum germanic.*, par Pertz, *B*, I, 475. — Voy. Guérard.
- GERMER-DURAND (M.), *B*, IV, 310.
- GERONIMO, *Hieronymus*, Jérôme, frère prêcheur, chroniqueur de Forlì, *A*, V, 474, note 3.
- GÉRUSEZ (M. E.), auteur des Essais d'histoire littéraire, *A*, I, 516, 595.
- GETA, serviteur d'Amphitryon, dans Vital de Blois, *B*, IV, 474 et suiv.
- GÉVAUDAN (Contribution pour les routiers fournie par le), *B*, I, 234.
- GILDE, association jurée des Germains, *A*, IV, 178. — Ghildes comparées aux confréries, *B*, III, 442.
- GIADISOPHE, ou Commentaires de M. Vergniaud-Romagnesi sur quelques inscriptions de Saint-Benoît-sur-Loire, etc., par M. Du Faur de Pibrac, *B*, II, 79.
- GIANFILIPPI (Vente des manuscrits du marquis), *A*, IV, 297.
- GIELÉE (Jacqueinars), de Lille, auteur du *Renart le nouvel*, *A*, V, 290.
- GIFFART (Messire Olivier), se distingue à la bataille de Castillon, *B*, III, 246.
- GILLES DE PARIS, auteur d'un poème intitulé *Karolinus*, *B*, I, 169.
- GILON DE REIMS, auteur d'une vie de saint Louis, reproduite en partie dans la Chronique de Guillaume de Nangis, *A*, III, 19.
- GINESTE (Bertrand), frère mineur du XIV^e siècle, *B*, IV, 484.
- GINGINS DE LA SARRAZ (de). Ses travaux sur l'histoire de Suisse, *B*, II, 82; IV, 428 et suiv.
- GINGUENÉ (Notice sur), par M. Daunou, *A*, III, 227 et suiv. — Édition de son Histoire littéraire d'Italie, 235.
- GIOCONDO (Giovanni), Jean Joconde, dominicain, chargé de dresser les plans du nouveau pont Notre-Dame à Paris, *B*, II, 38.
- GIRARDOT (M. A. de). Son Histoire manuscrite du chapitre de Saint-Étienne de Bourges, *B*, II, 576. — Voy. *Assemblée; Bourges*.
- GIRART D'ORLÉANS, peintre, *B*, I, 544.
- GIRAUD (M. l'abbé). Recherches sur une ancienne colonie de Phocéens à la côte de Provence (*Cathedra*, aujourd'hui la Cadière), *B*, V, 74.
- GIRAUD (M. Ch.), de l'Institut. Son histoire du droit français au moyen âge, *B*, II, 589. — Ses notes sur la traduction des Institutes par Pasquier, IV, 269.
- GIRAULT le canonnier, *B*, III, 246.
- GISLEMAR, moine du IX^e siècle, hagiographe, *A*, I, 321.
- GIZAY (Prieuré de), en Poitou, *A*, I, 226.
- GLOSSAIRE de la basse latinité. Premiers essais d'un travail de ce genre, *A*, I, 498. — Historique du Glossaire de du Cange, 498-510. — Critique de cet ouvrage, par Ad. de Valois, 501. — Édition des bénédictins de Saint-Maur, 503. — Abrégé d'Adelung, 507. — Édition de M. Henschell, 508.
- GN (Prononciation de) dans l'ancien français, *B*, II, 209 et suiv.
- GOBERT (Questions résolues par l'Académie des inscriptions et belles-lettres relativement aux grands prix fondés par le baron), *A*, I, 319.
- GODEFROI DE BOUILLON (Analyse du roman de), *A*, II, 437 et suiv.
- GODEFROI ou GEOFFROI DE PARIS, poète chroniqueur. Son récit du supplice de Jacques de Molay, *A*, III, 3 et suiv.
- GODEFROY DE SAINT-VICTOR, auteur d'un poème sur les philosophes de Paris, *A*, I, 324.
- GODET (M.), éditeur et annotateur de Bodin, *B*, III, 522 et suiv.
- GOFFER, forêt royale, *A*, I, 548.
- GOMONT (M. H.), traducteur de Chaucer, *B*, III, 528.
- GONDEBAUD, roi des Bourguignons. Inscription qu'il fit graver à Genève, *B*, III, 447.
- GONNELIEU (Jean de), membre du conseil des états de 1358, *A*, II, 382.
- GORHIGOS, ville de la Petite Arménie, *B*, I, 310, 491, 506; II, 125.
- GORRIER (Ballade du), *B*, V, 121.
- GOSSEN (L. P.), élève de l'École des chartes, *B*, III, 533. — archiviste paléographe, V, 255. — Sa thèse sur l'état civil et religieux des lépreux en France, *B*, V, 244.
- GOTHS (Le suicide chez les), *A*, III, 552. — (De l'origine et des actes des), par Jornandès, *A*, IV, 392.
- GOUFIER, abbé de Saint-Maur des Fossés, *B*, I, 240 et suiv.
- GOURDON (Objets d'orfèvrerie mérovin-gienne trouvés à), *B*, III, 80.
- GOURDON (Bertrand, sire de), regardé

- à tort comme meurtrier de Richard Cœur de Lion, *A*, III, 433, 434. — fait hommage à Philippe-Auguste et à Louis VIII, 446.
- GOURMANDER.** Emploi de ce mot dans son sens propre et primitif, *B*, I, 370.
- GOURNAY-EN-BRAY** (Recherches histor. sur la ville de), par M. de la Mairie, *B*, I, 471.
- GOUBAY** (Marie de). Fac-simile de son écriture, *B*, III, 527.
- GRAFIO**, synonyme de *Comes*, *A*, I, 417. — Il présidait le *mallum*, *ibid.*
- GRANDOR.** Voy. *Gandor*.
- GRAMMAIRE** (Travaux sur la). Voy. *Guesard*, *Wey*. — Grammaires romanes inédites, publiées, *A*, I, 125 et suiv. — Formes grammaticales du vieux français, *A*, I, 465.
- GRASSEYEMENT** (Conséquences du) dans l'ancien français, suivant M. Génin, *B*, II, 217.
- GRAVEILLANT**, bourg situé près de Carcassonne, *B*, II, 369.
- GRAVURE** ancienne datée, *B*, I, 483. — La plus ancienne gravure connue avec une date, par M. de Reiffenberg, *B*, II, 85.
- GRÉA** (Ad.), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 533; IV, 188; V, 91, 421.
- GRÈCE** (Plan d'une insurrection de la), en 1614, *A*, II, 532. — Mémoire sur l'histoire et l'étude de la langue grecque, dans l'occident de l'Europe, depuis la fin du V^e siècle jusqu'à celle du XIV^e, *B*, V, 69. — Les Grecs du Bas-Empire font les premiers usage du feu grégeois vers 670, *B*, III, 338.
- GRECQUE** (Langue). Voy. *Inscriptions grecques*.
- GRÉGOIS** (Feu). Voy. *Feu grégeois*.
- GRÉGOIRE DE NYSSÉ**, désapprouve les pèlerinages, *B*, II, 2.
- GREIFSWALDE**, *A*, V, 457.
- GRENOBLE** Voy. *Assemblée*.
- GREPPO** (M.). Ses études archéologiques sur les eaux thermales ou minérales de la Gaule, à l'époque romaine, *B*, V, 78.
- GRESBAN OU GREBAN** (Ardoul). Son Mystère de la Passion, comparé à celui qui fut représenté à Troyes, *A*, III, 453.
- GREZ** (Jean de), maréchal de France, *A*, III, 12 et 15.
- GRIGNAN** (Madame de). Appréciation de son caractère et de ses rapports avec sa mère, madame de Sévigné, *A*, IV, 316 et suiv. — Lettres et billets de sa main, 319 et suiv.
- GRIM**, chapelain de Thomas Becket, auteur de son corps l'archevêque, et a le bras coupé, *A*, IV, 238, 239.
- GRIMBLOT** (M. P.), *B*, V, 320.
- GROS**, monnaie, *A*, V, 122.
- GROSEAU**, *Grasellum*, fontaine célèbre à Malaucène, près de Vaison, *B*, IV, 328-332. — Inscription grecque, monastère, château du pape Clément V au Grosseau, 329 et suiv. — Atelier monétaire, 331, 332.
- GROSSIUS** (Jean), auteur d'une Chronique de Bâle, *A*, V, 464, note.
- GROUILLER**, le même que *crouler*, *B*, II, 306.
- GRUYÈRES** (Comtes de), *B*, IV, 429.
- GUADET** (M. J.), *A*, I, 336.
- GUALA**, cardinal envoyé en France par Innocent III, au sujet du divorce de Philippe-Auguste avec Ingeburge, *B*, I, 109 et suiv.
- GUÉRANGER** (Dom Prosper), auteur des Institutions liturgiques, *A*, V, 188.
- GUÉRARD** (E. C. Benjamin), de l'Institut, élève de l'ancienne École des chartes, *A*, I, 44. — professeur à l'École des chartes, *A*, I, 13, 50. — membre du conseil de perfectionnement, *B*, III, 266. — officier de la Légion d'honneur, 449. — directeur de l'École des chartes, V, 169. — Son Polyptyque d'Irminon, *B*, I, 371.
- A publié dans la Bibl. de l'École des chartes : Des impositions publiques dans la Gaule, *A*, I, 336. — La terre salique, III, 113. — Notice sur M. Daunou, 209. — Leçon d'ouverture de son cours à l'École des Chartes sur les Institutions et la Géographie de la France, *B*, IV, 361. — Bulletin bibliogr., *A*, II, 190; V, 188.
- GUÈRE**, signifie beaucoup, *B*, II, 331.
- GUESCLIN** (Bertrand du), confirme les privilèges de l'évêché de Tréguier, *B*, III, 237. — Sa hache d'armes, IV, 417.
- GUESSARD** (Francis), élève pensionnaire de l'Éc. des ch., archiviste-paléogr., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 48. — attaché aux travaux préparat. de la collection des pièces relatives à l'hérésie albigeoise, *A*, III, 518. — obtient une médaille à l'Acad. des Inscriptions et B.-L., *B*, I, 554; — un prix à l'Acad. française, II, 597 et III, 79. — répétiteur à l'École des chartes, *B*, III, 174. — membre de la Légion d'honneur, 449. — Sa mission à Rome, *B*, V, 427.
- A publié dans la Bibliot. de l'Éc. des ch. : Grammaires romanes inédites du XIII^e siècle, *A*, I, 125; voy. aussi *A*.

- II, 93. — Examen critique de l'Histoire de la formation de la langue française, par M. Ampère, II, 478; III, 63. — Compte rendu de la séance annuelle de l'Acad. des inscriptions (1843), IV, 558. — Biographie de Pierre de Mornay, évêque d'Orléans et d'Auxerre, chancelier de France, etc., sous Philippe le Bel, V, 143. — Biographie d'Étienne de Mornay, chancelier de France sous Louis Hutin, 373. — Compte rendu de la séance annuelle de l'Acad. des inscriptions et belles-lettres (1844), 607. — Examen critique de l'ouvrage intitulé : *des Variations du langage français*, par M. F. Génin, B, II, 189, 289. — Compte rendu de la séance annuelle de l'Acad. des inscriptions (1846), 571. — *Id.* de la séance publique de l'Acad. de Rouen (1846), 580. — *Id.* de la séance annuelle de l'Acad. des inscriptions (1847), III, 510. — Gau-luet, ou le Sire de Gaules, IV, 441. — Bullet. bibl., A, I, 574; II, 298; IV, 365.
- GUIART (Notice sur Guillaume), B, III, 1.
- GUIBERT de Nogent, A, IV, 304.
- GUICHARD (M. Firmin), auteur d'une Histoire de la ville de Digne, B, III, 441 et suiv. — annonce un travail général sur les communes de Provence, 444.
- GUIENNE. Voy. *Guyenne*.
- GUIGNARD (Philippe), élève pensionné de l'École des chartes, membre de la Soc. de l'Ec. des ch., A, IV, 296. — archi-viste paléographe, B, I, 559. — archi-viste du département de l'Aube, A, IV, 502. — Ses Lettres sur les reli-ques de saint Bernard et de saint Mala-chie, B, II, 575.
- A publié dans la Bibliot. de l'Ec. des ch. : Mandement de Philippe le Long relatif aux juifs de Troyes, B, V, 413.
- GUIGNON (Jean-Pierre), roi des méné-triers, A, V, 351 et suiv. — réorga-

nise la corporation des ménétriers, 354 et suiv. — se nomme des lieutenants, *ibid.* — se démet de l'office de roi et en demande la suppression, 369.

GUILLERMY (M. de), B, IV, 270. Voy. *Saint-Denis*.

GUILLAUME LE CONQUÉRANT (Statue élevée à), B, I, 300; II, 91. — favorise le commerce, III, 21 et suiv. — (Richesse de), V, 285.

GUILLAUME (Le comte), fondateur de l'ab-baye de Saint-Guillem du Désert, A, II, 179.

GUILLAUME LE PIEUX, duc d'Aquitaine, B, IV, 58. — Guillaume IX, A, I, 554 et suiv.; B, IV, 58. — Guillaume X, *ibid.* — Voy. *Aquitaine*.

GUILLAUME, dit le Charpentier, vicomte de Melun, B, I, 250.

GUILLAUME DE L'OLIVE, condamné comme Vaudois, B, III, 92.

GUILLAUME DE TYR, A, IV, 305.

GUILLAUME III (Lettres de), de Louis XIV et de leurs ministres, publ. par M. Grim-blot, B, V, 320.

GUILLEBERT DE LANNON et ses Voyages en 1413, 1414 et 1421, commentés par Joachim Lelewel, B, II, 277.

GUILLET-DESGROIS (M.), B, IV, 187.

GUINARD (M. F. Ch.), B, III, 533.

GUINTERNE, instrument de musique (XVI^e siècle), B, V, 361.

GUIONAGE, terme de droit, B, III, 254.

GUIRIANDE de Julie, B, V, 427.

GUSTAVE-ADOLPHE et son temps, par Gfo-rrer, B, II, 81.

GUTTENBERG (Jean), inventeur de l'im-primerie. — (Essai historique et criti-que sur), par le chev. de Carro, B, III, 263.

GUY DE THOUARS, comte de Bretagne, A, I, 369.

GUYENNE (La), se révolte en 1368, A, II, 554 et suiv. — Correspondance du XIV^e siècle, relative à cette province, IV, 80.

H

HABITS du clergé, B, III, 481. — des religieux, 487. — des religieuses, 497. — Voy. *Costume*.

HAGENBACH (Pierre de), A, I, 459.

HAGUENAD (Acquisition de médailles par la ville de), B, I, 195.

HAIBER (M.), traducteur de l'Histoire d'In-nocent III, par M. Hurter, A, IV, 573; V, 171.

HAIMARD, trésorier de Philippe-Auguste, B, V, 203.

HAIMERIC, abbé de Saint-Julien de Tours, B, I, 441 et suiv.

HAINAUT (La comtesse de), A, II, 361.

HALDENBURG (Château de), A, I, 446.

HALLIWEL (J. Orchard). Son *Dictionary of archaic and provincial words*, B, I, 386. — Voy. *Reliquie*.

- HALLMANN (M. E.), *B*, II, 285, 286.
- HAM (Roman de), *A*, II, 193.
- HAMBOURG. Antiquités du droit hambourgeois, par J. M. Lappenberg, *B*, II, 81. — Voy. encore *A*, V, 457 et suiv.
- HANGARVILLE (D'), *B*, IV, 498, note.
- HANGEST (Jacques de), *B*, I, 55.
- HANOVRE (Pays de), *A*, V, 458.
- HANSÉATIQUES (Villes), visitées par les Bohémiens en 1417, *A*, V, 457-460.
- HANTONNE. Voy. *Southampton*.
- HARCOURT (G. de), *A*, III, 12 et suiv.
- HAREWELL (Jean), évêque de Bath et chancelier d'Aquitaine, *A*, II, 565 et suiv.
- HARLAY (Achille de), *B*, II, 445 et 458.
- HARPIN, comte de Bourges, l'un des premiers croisés, *A*, II, 444.
- HASE (M.), de l'Institut, membre de la commission de l'Éc. des chartes, *A*, I, 50. — du conseil de perfectionnement de cette École, *B*, III, 1-5.
- HASTING, chef de pirates normands, *A*, I, 344.
- HATTON, archevêque de Cologne (Légende sur), *B*, IV, 240.
- HAUTOIS. — Voy. *Ménétriers*.
- HAUTEFORT (Épigramme à madame d'), *A*, V, 321.
- HÉBRAÏQUE (Langue). Progrès de son étude en Europe, au XVI^e siècle, *B*, V, 307.
- HEEREN, professeur d'hist. à l'univ. de Göttingue. Sa mort, *A*, III, 416.
- HEINSIUS (Nic.), *B*, IV, 482.
- HÉLIE, archevêque de Bordeaux, accusé de complicité dans les excès commis en Guyenne par les routiers, *A*, III, 435.
- HÉLINAUD, trouvère; puis moine de l'abbaye de Froidmont, *A*, V, 33.
- HELLO (M. C. C.), *A*, I, 516.
- HÉLOÏSE, supposée l'auteur d'un titre en vers du rouleau mortuaire du R. Vital, *B*, III, 389.
- HELVETTERI, véritable nom des Suisses, selon Bonivard, *B*, V, 346. — Étymologie de ce nom, 347.
- HÉMERVY (Jeanne). Son procès avec Regnault d'Azincourt, *B*, III, 316.
- HÉNAULT (Abrégé chronologique du président), continué par M. Daunou, *A*, III, 235.
- HENRI II, roi de France. Portrait de ce prince, par Bonivard, *B*, II, 395.
- HENRI III, roi de France, *B*, II, 546 et suiv. — (Lettre de) à Montaigne, III, 527.
- HENRI IV, roi de France, *B*, II, 547 et suiv. — Sa politique en 1607, I, 345, 346. — (Lettres adressées à), par Montaigne, III, 527. — (Lettre de), à Montaigne, *ibid.* — Collection des lettres missives d'), *A*, II, 596; III, 208, 416; *B*, IV, 86.
- HENRI II, roi d'Angleterre. Sa haine contre Thomas Becket, *A*, IV, 225 à 229. — Ses finances, *B*, V, 287.
- HENRI V, empereur, *A*, I, 440.
- HENRI LE LIBÉRAL, comte de Champagne, sauvé par Anne Musnier, *A*, I, 289; II, 264. — Charte de lui en faveur de Gérard de Langres, *A*, I, 292; *B*, I, 334.
- HENRI DE GEROLDSECK, év. de Strasbourg, reconnaît les droits et privilèges des habitants, *A*, I, 449, 450.
- HENRIADE (La), louée par M. Daunou, *A*, III, 235.
- HENRY (M.), *B*, V, 74.
- HENTICA, mot de la basse latinité expliqué, *B*, V, 244, note 2.
- HEPTAMÉRON, ou Histoire des amants fortunés; Nouvelles de la reine Marguerite de Navarre, publ. par le bibliophile Jacob, *A*, III, 513.
- HÉRÉSIE ALBIGEOISE (Collection de pièces relatives à l'), *A*, III, 517.
- HÉRICHER (M. Le), auteur de l'Avranchin monumental et historique, *B*, V, 78.
- HÉRICOURT (M. Achmet d'). Voy. *Arras*, *Bethune*.
- HERMAN (Martin), peintre, *B*, III, 448.
- HERMIÈRES (L'abbaye d') échange une tenure en censive contre une tenure en fief, *B*, IV, 520.
- HÉRON (Jean), chevalier anglais, l'un des combattants de Montendre, *A*, I, 377.
- HÉRON DE VILLEFOSSÉ (Et.), élève de l'École des chartes, *B*, III, 533. — archiviste paléographe, V, 255. — Sa thèse sur le roman de l'Image du monde, 246.
- HERRADE DE LANDSBERG, abbesse de Hohenbourg, auteur du *Hortus deliciarum*, *A*, I, 239, 242, 260.
- HERVÉ, vicomte de Melun, *B*, I, 249.
- HESSE, visitée par les Bohémiens en 1418, *A*, V, 460, 461.
- HESSELIN (Denis), élu de Paris, incarcéré en 1499, *B*, II, 36.
- HEST (Lorens du), faiseur de harpes à Paris, *A*, IV, 530.
- HIATUS. Nos pères ne le craignaient pas, selon M. Ampère, *A*, III, 90; — en avaient horreur, suivant M. Génin, *B*, II, 226.
- HIERO KOMIO, près de Patras, en Morée. Donation de ce monastère à l'abbaye de Cluny, *B*, V, 308.
- HILDEGAIRE, évêque de Meaux, auteur

- d'une Vie de saint Faron, *A*, I, 322.
- HILDEGARDE, abbesse de Saint-Loup, *B*, I, 437 et suiv.
- HIMLY (L. A.), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 263-532. — archiviste paléographe, *V*, 255. — Sa thèse sur Wala et Louis le Débonnaire, 241.
- HISTOIRE (Commission pour l'enseignement de l'), *B*, IV, 531. — (Cours d'), par M. Daunou, *A*, III, 236 et suiv.
- HISTORIA QUADRIpartita, ou Vie de Thomas Becket, *A*, IV, 213.
- HISTORIENS DES GAULES ET DE LA FRANCE (Recueil des), tom. XIII, *B*, V, 427; — tom. XX, *A*, II, 83. — Voy. *France*.
- HISTORIQUES (Notices et mémoires), par M. Mignet, *A*, V, 511. — (Publications et travaux) de M. L. Polain, *B*, IV, 272.
- HOHENBOURG, abbaye fondée par sainte Odile, et dirigée par Herrade, *A*, I, 241, 242, 254, 257.
- HOLSTEIN (Pays de), *A*, V, 458.
- HOMICIDE commis par un clerc, *B*, IV, 139. — (Lettres de rémission données à l'occasion d'un), 258.
- HONGROIS (Conversion des) au christianisme, *B*, II, 9.
- HONORES, au moyen âge, *B*, IV, 203 et 204.
- HONORIUS, scolastique italien du XVI^e siècle, *A*, II, 145.
- HORTUS DELICARUM (Notice sur le), *A*, I, 239 et suiv.
- HORTUS REGIUS BLESENSIS, par Abel Brunyer, *A*, II, 308.
- HOSDENC (Gilles de), *B*, I, 59.
- HOSPICES pour les pèlerins, *B*, II, 17; III, 446.
- HOSTAGE, en allemand *Gyssel*, coutume encore usitée au XVI^e siècle. Ce que c'était, *B*, V, 303.
- HÔTEL DE VILLE. Voy. *Paris*.
- HOUPENDARE (Jean), *B*, V, 47 et 56.
- HROTSVITHA (Théâtre de), *B*, I, 570.
- HUCBALD (Mémoire sur), et sur ses traités de musique, par E. de Coussemaker, *A*, III, 506-509.
- HUGOT (L. P. H.), élève pensionn. de l'Ec. des ch., archiv.-paléographe, membre de la Soc. de l'Ec. des ch., archiviste de la ville de Colmar, *A*, I, 46.
- HUGUENOTE (Stances sur la mort d'une), *B*, V, 336.
- HUGUES CAPET dans l'histoire et le roman; thèse soutenue à l'École des chartes, par M. Chatel, *B*, V, 246, 247.
- HUGUES, duc de Bourgogne. Voyez *Bourgogne*.
- HUGUES LE BRUN, comte de la Marche, *A*, I, 369.
- HUGUES DE FRANCE, l'un des premiers croisés, *A*, II, 553.
- HUGUES DE MOREVIL, ennemi et meurtrier de Thomas Becket, *A*, IV, 235.
- HUILES grasses ou siccatives employées pour la peinture, *B*, I, 541 et suiv.
- HUMBERT II, dauphin de Viennois, *A*, I, 263. — Ses luttes avec l'archevêque de Vienne, 266 et suiv. — Il cède le Dauphiné à la France, 269. — Il est nommé chef de la croisade contre les Turcs, en 1345, I, 274. — abandonne ses États à Charles, fils du duc de Normandie, 283. — Sa mort, 284.
- HUMBLET PREVOT, gentilhomme, complice d'une tentative de rapt en 1405, *B*, III, 317.
- HUNAUDAYE (Le seigneur de), se distingue à la bataille de Castillon, *B*, III, 246.
- HURON (Ed.), élève de l'École des chartes, *B*, III, 533. — archiviste paléographe, *V*, 255. — Sa thèse sur les armoiries, 246.
- HURTER. Son Histoire d'Innocent III, *A*, IV, 573. — cité, *V*, 8, note. — Son Histoire des institutions et des mœurs de l'Eglise au moyen âge, 171.
- HUS (Lettres de Jean), avec une préface de Luther; trad. par M. de Bonnechose, *B*, III, 265.
- HUSBERGEN (Bataille de), *A*, I, 447, 448.
- HUSZENOSSEN. Voy. *Monétaires*.
- HUYNES (Dom), auteur d'une histoire de l'abbaye de Saint-Florent de Saumur, *A*, III, 414, 475.
- HYÈRES (Promenades pittoresques à), *A*, V, 405.
- HYPERPÈRE, espèce de monnaie, *A*, V, 121.

I

I parasite, dans l'ancien français. Exemples de mots où il s'est introduit, *A*, III, 77.

IBELIN. Famille française d'Orient, *A*, II,

4 et suiv. — (Jean d'), jurisconsulte français d'Orient, *A*, II, 21.

IBN-KHALDOUN (Hist. des Arabes et des Berbères, par). Fragments de cet ou-

- vrage trouvée à Constantine, *A*, II, 199.
- ICCIUS, ICIUS et ITIUS, ancien port du pays des Morins, *B*, IV, 314-316.
- ICONIUM ou KONIEN, en Asie Mineure, *B*, I, 303, 306, 491 et suiv.
- ICONOGRAPHIE (Manuel d') chrétienne, grecque et latine, *B*, I, 461. — Voy. *Danys*.
- ICONOLOGIE CHRÉTIENNE (Esprit de l') au moyen âge, *B*, IV, 229-235.
- IDYLLES d'Ausone, *B*, I, 291.
- IGRITZ (?), ville d'où les Bohémiens ont prétendu qu'ils venaient, *A*, V, 467, note 1.
- IMAGE DU MONDE (Le roman de l'), *B*, V, 246.
- IMBERDIS (M.). Voy. *Auvergne*.
- IMMUNITÉ, sous les rois francks. Son origine, son étendue et ses conséquences, *A*, II, 98 et suiv.; *B*, IV, 202-223. — à Strasbourg, *A*, I, 440, 443.
- IMPORTATION (Droits d'), *B*, III, 471 et suiv.
- IMPOSITIONS publiques dans la Gaule, sous les Francs, *A*, I, 336; *B*, IV, 199 et suiv. — Du Cange pense qu'il n'y en avait pas sous la première race, *A*, II, 293 et 294. — Voy. *Revenus publics*.
- IMPRIMERIE (De l') aux XV^e et XVI^e siècles. — (Opinions diverses sur l'origine de l'), *A*, III, 221. Voy. *Rouen*.
- INDICTION pisane en retard sur l'indiction ordinaire, *B*, V, 140-146.
- INDIEN (Manuscrit) donné à la Bibliothèque royale, *A*, IV, 504.
- INDUSTRIE (Études sur les lettres, les arts et l') pendant le XV^e siècle, *B*, V, 321.
- INGEBURGE DE DANEMARK, reine de France. Histoire de cette princesse, *B*, I, 3-27 et 93-118.
- INJURES (Délit d'), jugé par le peuple, *A*, I, 435.
- INNOCENT III. Son énergie et son activité dans l'affaire du divorce de Philippe-Auguste et d'Ingeburge de Danemark, *B*, I, 19 et suiv. — (Histoire du pape) et de ses contemporains, par M. Fréd. Hurter, *A*, IV, 573.
- INNOCENTS (Fête des), à Tournay, *A*, III, 568 et suiv. — Evêque des Innocents à Cambrai, 569; — à Lille, *ibid*.
- INONDATION, *A*, II, 164, 165.
- INSCRIPTIONS. — bourguignonne placée à Genève par le roi Gondebaud, *B*, III, 447. — phénicienne trouvée à Marseille, IV, 426. — grecque contenant la traduction d'un édit de Dioclétien, qui fixe un maximum pour le prix des denrées, *A*, IV, 586. — Version latine du même document, V, 298. — Inscriptions romaines, *A*, III, 590. — grecques et latines découvertes à Vaison ou dans les environs, *B*, IV, 305-338. — celtique en caractères grecs, 312. — copte sur une bague, 313, note. — grecques, 309, 313, 329. — en vers grecs et latins, 309; — en vers latins léonins, 333. — sur une lampe, 316. — sur une tuile, 327. — tumulaires, 308, 318, 325. — votives, 307, 308, 309, 314, 316, 324, 326. — latines (Recueils d'); commission nommée pour en préparer la publication, *A*, IV, 587. — Voy. *Bois-sieux*, *Bonnar-Bachi*, *Charleville*, *Galata*, *Génois*, *Metz*, *Notre-Dame*, *Orléansville*, *Paphos*, *Pomponiana*, *Tenez*, *Troie*, *Turbie*, *Victoria*.
- INSTITUT. Voy. *Académie*.
- INSTITUTES (Interprétation des) de Justinien, par Et. Pasquier, *B*, IV, 269; — coutumières, par Loysel, II, 283.
- INSTITUTIONS LITURGQUES, par le R. P. dom Prosper Guéranger, *A*, V, 188.
- INTERDICTION (Sentence d'), prononcée par le pape Innocent III, sur les Etats de Philippe-Auguste, et ses effets, *B*, I, 24 et suiv.
- INTÉRÊT de l'argent au moyen âge, *B*, II, 110.
- INTERMÈDE lyrique dans une œuvre dramatique au XV^e siècle, *A*, III, 463.
- ISABELLE, sœur de saint Louis, *A*, I, 401.
- ISABELLE DE BAVIÈRE (Charte inédite et secrète de la reine), *B*, V, 329. — Elle fait un dépôt clandestin dans l'abbaye de la Trinité de Vendôme, 333 et suiv. — Elle jouait de la harpe, *A*, IV, 530.
- ISSOUDUN (Découverte à) d'un petit oratoire du IV^e siècle, *A*, IV, 92.
- ITALIE (De la poésie provençale en), *A*, IV, 23, 189. — (Apparition des Bohémiens en); voy. *Bologne*, *Forlì*, *Pape*. — Mots et costumes de ce pays mis à la mode et adoptés en France au XVI^e siècle, *B*, V, 305. — Vanité italienne, 356. — Voy. encore *Arabes*, *Archivio*.
- ITHIER (*Itherius*), donné en otage par Gaiflier à Pepin, et plus tard notaire ou chancelier de celui-ci, *A*, III, 524 et suiv.
- ITHIER (Bernard), bibliothécaire de l'abbaye de Saint-Martial de Limoges, auteur de notes historiques sur les marges des livres de l'abbaye, *A*, IV, 344 et suiv.
- IVRY (Bataille d'), *B*, II, 551.

J

- JACOBI A VORAGINE *Legenda aurea*, publiée par J. G. Th. Grosse, *B*, I, 292.
- JACOBINS (Couvent des), à Dijon. Son droit d'asile violé. Ses privilèges, *B*, II, 255 et suiv.
- JACOBS (Alfred), élève boursier de l'Ecole des chartes, *B*, IV, 187; *V*, 91, 124.
- JACQUES V, roi d'Ecosse. Voy. *Liber domesticili*.
- JACQUES DE GYSOING, trouvère, *A*, V, 290.
- JAFFA (Ruines franques près de); *B*, II, 501.
- JAL (Archéologie navale, par M.), *B*, III, 354; *IV*, 245.
- JAMBES (Jean de). Voy. *Chambes*.
- JANIN (Eugène), élève pensionnaire de l'Ec. des ch., membre de la Soc. de l'Ec. des ch., *A*, II, 309. — archiviste paléographie, *IV*, 569. — chargé de classer les archives du département de Loir-et-Cher, *B*, I, 480. — auxiliaire de l'Académie des inscriptions, *III*, 270.
- A publié dans la Bibl. de l'Ec. des ch.: Lettre adressée à la commune de Saint-Quentin, par Jean de Ribemont, clerc du parlement, *B*, III, 155. — Documents relatifs à la peine de bannissement aux XIII^e et XIV^e siècles, 419. — Bull. bibliog., *B*, V, 80.
- JARGEAU (Prise de), *B*, II, 156; *III*, 507.
- JEAN, roi de France, prend possession de la Bourgogne, *A*, IV, 559.
- JEAN, chanoine de Coutances, écrivain du XII^e siècle, *B*, IV, 342 et suiv.
- JEAN, chanoine de Saint-Victor, annaliste (Extrait de), *A*, III, 8.
- JEAN II, duc de Bourbon (Epîtres à), *B*, V, 111, 114, 122. — Vers sur son fou, *ibid.*, 123.
- JEAN VI, duc de Bretagne, confirme les privilèges de l'évêché de Tréguier, *B*, III, 239.
- JEAN (Jacques), épiciier et bourgeois de Paris, vend au duc Louis d'Orléans deux manuscrits, *A*, V, 67.
- JEAN D'ASSIDA, évêque de Périgueux. Son tombeau dans l'église de Saint-Etienne, *B*, IV, 54.
- JEAN DE BRUGES. Voy. *Eyck* (Jean van).
- JEAN DE DOUAX, trouvère, *A*, V, 290.
- JEAN DE TAMBOC, dit que la mort n'est point un mal, *A*, IV, 457.
- JEAN SANS PEUR, duc de Bourgogne, *B*, II, 256. — enlève Isabelle de Bavière dans l'église de Marmoutier, *V*, 337. —
- Ses restes trouvés dans l'église de Saint-Bénigne de Dijon, *A*, II, 595.
- JEAN SANS TERRE, roi d'Angleterre, *A*, I, 370. — Son procès fut-il décidé par les seuls pairs de France? *B*, IV, 298 et suiv. — Mémoire sur l'arrêt de la cour des pairs de France qui le condamna, *V*, 1. — Ses finances, 289. Voyez *Rôles*.
- JEANNE D'ARC (Mémoire justificatif de Thomas Basin pour), *A*, III, 333. — (Fragment de Chastellain sur la prise de), *IV*, 67. — Lettre de Jeanne aux habitants de Riom, *V*, 519. — (Opposition du gouvernement de Charles VII à), *B*, II, 146. — Sa vie d'après Perceval de Caigny, 149 et suiv. — Ses exploits à Orléans, *III*, 500-509. — Orthographe de son nom, *A*, IV, 486. — Épisode de sa vie, *ibid.* — Après son supplice, on refuse de croire à sa mort, *B*, III, 116. — (Statue élevée à), *B*, IV, 189. — (Armure de), 417.
- JEANNE DE CONSTANTINOPLÉ, comtesse de Flandre (Histoire de), *A*, III, 295.
- JÉRÉMIE, en Syrie (Ruines franques près de), *B*, II, 502.
- JÉRÔME (Saint), *B*, II, 3.
- JÉRUSALEM (Siège de) par les croisés, *A*, II, 456. — Grand nombre de pèlerins qui y viennent avant les Croisades, *II*, 2. — (Description du temple de), *B*, IV, 385, 391. — (Du Saint-Sépulcre à), *IV*, 391. — (Monuments francs de), *II*, 502. Voy. *Saint-Sépulcre*. — (De la jurisprudence dans le royaume de) au XIII^e siècle. Voy. *Assises*.
- JETOIRS, *B*, III, 525 et 526.
- JEU DE PAUME de Versailles (Salle du), monument historique, *B*, IV, 360.
- JEUX DÉFENDUS, *B*, III, 481.
- JEUX FLORAUX, *A*, I, 150. — Leur origine, *IV*, 365. — (Académie des) à Toulouse. Prix proposé par elle, 588.
- JHOTA (Jacques de), banquier pisan, auquel Richard Cœur de Lion emprunte des sommes considérables, *A*, V, 14, 36.
- JOLLY (M. Eugène), *B*, IV, 187, 530; *V*, 92, 421.
- JONGLEURS. Voy. *Ménétriers*. — (Rue des), *A*, III, 378, 379; *V*, 372.
- JORNANDÈS (Vers adressés à), *A*, II, 146. — Ses ouvrages traduits, par M. A. Savagner, *IV*, 392.
- JOSSÉLIN I^{er}, vicomte de Melun, *B*, I, 249.

JOUBERT (Dom), ancien bénédictin, employé aux archives sous l'Empire, *B*, II, 75, III, 415.

JOUER à Bernart le Becant, *A*, IV, 287.

JOURSANVAULT (Archives de M. de), *A*, I, 516; *B*, V, 439.

JOUX (Vallée et abbaye de), *B*, IV, 429.

JOYAUX de femme au XVI^e siècle, *A*, III, 166, 167.

JUDex (Du) au moyen âge, *B*, IV, 219 et suiv.

JUGEMENT rendu en faveur de l'église de Saint-Léonard de Bellême contre le comte de Rotrou, par les *proceres* et *burgenses* de Bellême, *A*, I, 543. — Jugement lombard de l'an 762, *B*, III, 43.

JUGES. Comment ils étaient représentés sur les monuments figures du moyen âge, *B*, V, 36.

JUIFS, serfs de l'église de Strasbourg, *A*, I, 447. — (Les) de Niort, II, 153, 167. — Leurs suicides au moyen âge, IV, 461. — (Cimetière des) à Dijon, IV, 557. — Mandement de Philippe le Long contre les Juifs de Troyes, *B*, V, 413. — Hist. de la littérat. juive au moyen âge, par M. Zunz, *B*, II, 186. — Du Juif er-

rant, par M. Coremans, 84. — Voyez *Croisades*.

JUPITER, dans Vital de Blois, *B*, IV, 486 et suiv.

JURIDICTION municipale de Strasbourg, supérieure à celle de l'évêque, *A*, I, 450. — ecclésiastique. Ses empiètements sur la juridiction royale, *B*, III, 287 et suiv. — du roi des ménétriers sur les ménétriers des diverses villes de France, *A*, IV, 534 et suiv.

JURIDICTIONS privées ou patrimoniales, sous les deux premières races, *A*, II, 97. Voy. *Immunité*.

JURISPRUDENCE dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre au XIII^e siècle, utile pour l'étude de la jurisprudence de l'Europe aux XI^e et XII^e siècles, *A*, II, 289, 291, 292. — Voy. *Assises*.

JURY. Ses rapports avec l'assise au moyen âge, *A*, I, 545.

JUSTICE (Des droits de), *B*, IV, 193. — Attributs avec lesquels on la représentait dans l'antiquité et le moyen âge, *B*, V, 37.

JUSTICIERS itinérants sous les Plantagenets, *B*, V, 265.

K

KARISTACUM, *villa regis palatii*, *A*, I, 213.

KAROURE, espèce de monnaie, *A*, V, 123.

KEMPIS (Thomas a) est-il l'auteur de l'Imitation? *B*, II, 85.

KERDREL (Audren de), élève pensionnaire de l'Ecole des chartes, membre de la

Société de l'Ec. des chartes, *A*, II, 309, 407. — Son discours à l'Assemblée nationale en faveur de l'Ecole des chartes, *B*, V, 85.

KIBOURG (Comté de), *A*, I, 446.

KORF. Ses travaux paléographiques sur les notes tironiennes, *B*, I, 443 et suiv.

L

L redoublée. Comment se prononçait-elle dans l'ancien français? *B*, II, 213.

LAVORDE (M. Léon de). Voy. *Académie, Arts*.

LADOULAYE (M. Ed.). Note de lui sur les éditions du grand Coutumier de Charles VI, *B*, V, 45, note. — Voy.: *Académie des Inscript., Femmes, Institutes coutumières, Propriété, Romains*.

LACABANE (Léon). élève de l'ancienne Ecole des chartes, employé à la Bibliothèque royale, *A*, I, 43. — Président de la Soc. de l'Ec. des ch., *A*, I, 407; II, 407; III, 415; IV, 595; V, 410; *B*, I, 387; II, 382; III, 359; IV, 360; V, 322. — chevalier de

la Légion d'honneur, *B*, I, 478. — professeur à l'Ecole des chartes, III, 174. — Voy. encore *A*, V, 517.

A publié dans la Biblioth. de l'Ec. des chartes les articles suivants : Mémoire sur la mort d'Etienne Marcel, *A*, I, 79 et suiv. — Recherches sur les auteurs des grandes Chroniques de France, dites de Saint-Denis, II, 57 et suiv. — Conséquences historiques d'une erreur de nom, 554 et suiv. — Dissertations sur l'histoire de France au XIV^e siècle; mort de Philippe le Bel; avènement de Louis Hutin, III, 1. — De la poudre à canon, et de son intro-

- duction en France, *B*, I, 28 et suiv.
- LA CALLE, en Algérie, *B*, V, 135.
- LACROIX (M. Paul), dit *le bibliophile Jacob*, éditeur des *Nouvelles de la reine Marguerite de Navarre*, *A*, III, 513. — Voy. *B*, III, 359, 463, 536.
- LA DEHORS (Pierre de), *B*, V, 226.
- LA FONTAINE (Autographe de) trouvé à Château-Thierry, *A*, V, 104.
- LAGACHE (M. Ludovic), *B*, IV, 187; V, 92, 421.
- LAGET DE HASENBAUMER, élève pensionnaire de l'Éc. des ch., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., employé à la section judiciaire des Archives nationales, *A*, I, 49. — archiviste-paléographe, II, 589. — A publié dans la *Bibl. de l'Éc. des ch.* un article bibl., *A*, II, 195.
- LAGNY (Récit de la délivrance de), en 1432, *B*, I, 137.
- LAGRISE (Pierre), abbé de Saint-Martial de Limoges, *A*, IV, 347 et suiv.
- LA HARPE (Notice sur), par M. Daunou, *A*, III, 227 et suiv. — Edition de son *Lycee*, 235.
- LAJAZZO, ville de la Petite Arménie, *B*, I, 310, 490.
- LALANDE (Lettre de) sur le calendrier républicain, *B*, I, 195.
- LALANNE (Ludovic), élève pensionnaire de l'Ecole des chartes, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, II, 407. — attaché à la coll. des mon. inéd. de l'hist. du tiers état, *B*, II, 597. — obtient une médaille, à l'Acad. des Inscr. et B.-L., pour un Essai sur l'origine du feu grégeois, *A*, II, 93. — expert dans l'affaire Libri, *B*, IV, 358. — Voy. *Curiosités, Feu grégeois*. — A publié, dans la *Biblioth. de l'Éc. des chartes* les articles suivants : Nom donné à la Marne par un poète du XII^e siècle, *B*, I, 169. — Des pèlerinages en Terre Sainte avant les croisades, II, 1. — Controverse à propos du feu grégeois, III, 338, 440, 523. — Bulletin bibliographique, *A*, II, 509; IV, 291, 392, 492; V, 200, 511; *B*, I, 289, 294, 380, 461, 554; II, 79, 81, 86, 460, 467; III, 522, 525, 528; IV, 261.
- LAMBERT LE BÈGUE, prêtre de Liège, fondateur des béguinages, *B*, II, 286.
- LAMBERT LI TORS, auteur du roman d'*Alexandre*, *B*, III, 351.
- LAMPE en terre cuite, *B*, IV, 316.
- LANCELOT DU LAC (Epée attribuée à), *B*, IV, 416.
- LANDRESSE (Ernest CLERC DE), élève de l'ancienne Ecole des chartes, *A*, I, 43. — bibliothécaire de l'Institut, *A*, V, 204.
- LANGLOIS (M.), *B*, V, 169, 421.
- LANGRES (Les marques de la magistrature de), *A*, I, 313. — (L'évêque de), membre du conseil des états de 1358, II, 382.
- LANGUEDOC (État du) au commencement du règne de Charles VII, *B*, I, 125 et suiv.; 145 et suiv. — (Les États de), 160, 161, 216. — Mode d'élection des députés aux états généraux, dans le Languedoc, II, 427. — Rareté des monuments de son droit coutumier, II, 99.
- LANGUE. Mots et caractères grecs employés dans des chartes latines du moyen âge, *B*, I, 444-449. — Influence de la langue vulgaire en France, dans les chartes latines du XIII^e siècle, *A*, I, 541. — Extension de la langue française, *B*, II, 544. — limousine, *A*, I, 151; — comparée à la langue française, *ibid.* — (Études sur la) française, *A*, I, 460. — Histoire de sa formation, par M. Ampère; critiquée par M. Guessard, II, 478; III, 63. — latine, s'est altérée, comment et pour quoi? II, 483 et suiv. Voy. *Latin*. — Système de M. Raynouard sur l'origine des langues romanes, II, 515. — De la négation dans les langues romanes, *B*, V, 244. — Mémoire sur l'hist. et l'étude de la langue grecque dans l'Occident, par M. Renan, *B*, V, 69. — Révolutions du langage en France, par M. Wey, *B*, IV, 275. — Advis et devis des langues; traité de philologie, composé à Genève en 1563 par Fr. de Bonivard, *B*, V, 298 et 339. — Changements et mouvement continu des langues, 297 et suiv. — Chaire pour l'enseignement des langues et littératures de l'Europe méridionale, au collège de France, *A*, II, 585. — Documents écrits en langue d'oc et en langue d'oïl. Voyez la *Table chronologique des documents*, publiée ci-dessus, pages 1 et suiv. — Voy. *Française* (langue), *Gand, Synthèse, Toscane*.
- LANLEFF (Prétendu temple druidique à), *B*, I, 573.
- LANNON. Voy. *Guillebert de Lannoy*.
- LAO (?), rivière traversée par les Bohémiens fuyant d'Égypte, *A*, V, 452.
- LAON. Tentative de Robert le Coq pour livrer cette ville à Charles le Mauvais, *A*, II, 362. — (Lettre de la commune de) au maire et aux jurés de Saint-Quentin, *B*, III, 422-425. — (Evêques de). Voyez *Le Coq*. — Hist. de la ville de) et de ses institutions, par M. Melleville, *B*, III, 527.
- LAPPENBERG (M. J. M.). Voy. *Hambourg*.

- LARCHIER** (Guillemin), artiller du roi, *B*, I, 53. — (Raymond), 44 et 51.
- LARDIÈRES** (Bruinelle de), I, 59. — (Anculphie et Pierre de), 73.
- LAROMIGUIÈRE** (Notice sur M.), par M. Dauhou, *A*, III, 227.
- LASTETRIE** (M. Ferdinand de). Son Histoire de la peinture sur verre en France, *A*, II, 587. — Ses discours à la Chambre des députés et à l'Assemblée constituante en faveur de l'Ecole des chartes, *A*, V, 616; *B*, II, 469; *V*, 83.
- LATILLY** (Pierre de), évêque de Châlons et chancelier de France; accusé, se justifie, *A*, III, 11.
- LATIN**. Comment et pourquoi s'est-il altéré? *A*, II, 483 et suiv. — dans les couvents d'hommes au XIII^e siècle, *B*, III, 491. — dans les couvents de femmes. Voyez *Femmes*, *Fontevraud*. — Inhabileté du moyen âge à employer le latin, et des savants du XVI^e siècle à comprendre le latin du moyen âge, *V*, 304, 339 et suiv.
- LATINITÉ** (Basse et moyenne). Voy. *Glossaire*.
- LA TOUR** (Pierre de), *B*, II, 369 et suiv.
- LAUNA**, petit bras de rivière, *B*, I, 170.
- LAUNIA**, nom donné à la Marne par Gilles de Paris, *B*, I, 170; *V*, 439.
- LAUNICILD**. Voy. *Thinx*.
- LAUSANNE** (Cartulaire de), *A*, II, 512. — Recueil des chartes de l'évêché de cette ville, *B*, IV, 431. — (Droits de l'évêque de), *ibid*.
- LA VACHE** (Jacques), *A*, II, 379.
- LAVAL** (Essai historique sur le pays et la ville de), *B*, I, 375. — (Archives du dép. de la Mayenne, à), *A*, I, 407.
- LA VALLIÈRE** (Le duc de), *B*, III, 535; *IV*, 480.
- LAZARISTES** (Les) ou Arméniens de Venise, éditeurs de la traduction de Moïse de Khorène, faite par M. Levaillant de Florival, *A*, III, 589.
- LE BAS** (M. Philippe), de l'Institut, a publié dans la Bibliothèque de l'Ecole des chartes, des fragments inédits de deux romans grecs, *A*, II, 409. — Sa mission en Grèce, *B*, I, 194.
- LEBEUV** (L'abbé) réfuté, *A*, II, 59 et suiv.; *B*, II, 74, note 3.
- LE BEURIER** (L'abbé), élève pensionnaire de l'Ecole des chartes, *B*, I, 298. — membre de la Soc. de l'Ec. des ch., II, 288. — archiviste paléographe, III, 175, 516.
- LEBRUS** (Frère Matthieu), chroniqueur de Saint-Denis, *A*, II, 466.
- LE CARON**, élève boursier de l'Ecole des chartes, *B*, V, 169, 421.
- LE CAUCHETEUR** (Colart), orateur des bonnes villes aux états généraux de 1357, *A*, II, 353.
- LECOINTRE-DUPONT** (M.), *B*, V, 178 et suiv. — Voy. *Poitou*.
- LE COQ** (Robert), évêque de Laon, partisan du roi de Navarre, et l'un des principaux instigateurs des troubles des années 1356, 1357 et 1358. — Acte d'accusation dressé contre lui, *A*, II, 356 et suiv. — Sa biographie, 360.
- LE FÈVRE** (Henri), commissaire-examineur au Châtelet, *A*, V, 485.
- LE FORT** (Guill.), *B*, II, 369 et suiv.
- LEGENDA AUREA**. Voy. *Jacobi a voragine*.
- LEGENTIL** (M.), *B*, V, 169.
- LÉGER** (Saint), évêque d'Autun, *B*, IV, 266; *V*, 74, 78.
- LEGLAY** (Edward), élève pensionnaire de l'Ec. des ch., archiviste paléog., membre de la Soc. de l'Ec. des ch., *A*, I, 47. — conservateur-adjoint des archives du département du Nord, chevalier de l'ordre de Léopold, *A*, V, 520. — conseiller de préfecture, *B*, II, 187. — sous-préfet à Tournon, III, 176. — Son Hist. des comtes de Flandre, *B*, I, 372.
- LEGONIDEC** (Monument élevé à), *B*, II, 88.
- LEHÉROU**. Voy. *Mérovégiens*.
- LEIPSIQ**, visitée par les Bohémiens en 1418, *A*, V, 460, 461.
- LELONG** (Eltéur du P.), *B*, V, 400, note 2.
- LE LORRAIN** (Pierre), monnayeur, *A*, V, 487.
- LE MESLE** (M. Georges), *B*, IV, 186.
- LENOBLE** (Alexandre), élève de l'ancienne École des ch., membre de la Soc. de l'Ec. des ch., *A*, I, 43.
- A pub. dans la Bibl. de l'Ec. des ch.: Notice sur le *Hortus deliciarum*, *A*, I, 259. — Note sur l'édit de Paris de 1563, II, 286. — Lettre d'Abailard à Héloïse, III, 172. — Bull. bibliogr., *A*, I, 103; III, 302; *V*, 516; *B*, II, 82.
- LENOIR** (M. Albert). Voy. *Architecture*.
- LE NORMANT** (M. Ch.), conservateur au départ. des médailles de la Bibliothèque royale, *A*, I, 582. — Appréciation et extraits des divers rapports par lui faits à l'Institut, au nom de la Commission des antiquités nationales, *A*, IV, 558; *V*, 608; *B*, II, 571; III, 510; *V*, 70, 425.
- A publié dans la Bibl. de l'Ec. des ch.: Restitution d'un poème barbare relatif à des événements du règne de Childébert I^{er}, *A*, I, 321. — Traité de l'office du podesta. II, 313.

- LE NORMANT (Guillaume). Extrait de son Bestiaire, *B*, V, 40.
- LEO MARSIANUS. Voyez *Marsi* (Léon de).
- LÉON X. Anecdote sur ce pape, *B*, II, 398.
- LEPICART (Jehan), secrétaire et confident d'Isabelle de Bavière, *B*, V, 333. — trahit la reine et devient son géolier, 336 et suiv.
- LÉPREUX (Etat civil et religieux des), *B*, V, 244.
- LE PRÉVOST (M.), de l'Institut. Sa polémique au sujet du cœur de saint Louis, *A*, IV, 497; *V*, 106. — Voy. *Eure et Saint-Martin du Tilleul*.
- LE ROUX DE LINCE, élève pensionnaire de l'École des chartes, archiviste paléogr., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 36. — chevalier de la Légion d'honneur, *B*, I, 388. — Sa publication des quatre livres des Rois, *A*, III, 207; *B*, II, 195. — Son Histoire de l'hôtel de ville de Paris, *B*, II, 575.
- A publié dans la Bibl. de l'École des ch. les articles suivants: Chansons historiques des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, *A*, I, 359. — Analyse du roman de Godefroi de Bouillon, II, 437. — La Vie et la Mort de saint Thomas de Cantorbéry, par Garnier de Pont-Sainte-Maxence, IV, 208. — La bibliothèque de Charles d'Orléans à son château de Blois, en 1427, V, 59. — Titre relatif à la corporation des drapiers de Paris, en 1219, 476. — Procès-verbal des délibérations tenues à l'hôtel de ville de Paris pendant la captivité de François I^{er}, 545. — Recherches historiques sur la chute et la reconstruction du pont Notre-Dame à Paris, *B*, II, 32. — Tentative de rapt commise par Regnaut d'Azincourt, III, 316. — Inventaire des vieilles armes conservées au château d'Amboise, du temps de Louis XII, IV, 412. — Bulletin bibliogr.: *A*, I, 511, 579; II, 579; III, 199, 202, 297, 591; IV, 293, 583; V, 198, 401, 408; *B*, I, 379, 566; II, 275; III, 263; V, 316.
- LESPARRE (Florimont de). Notice sur sa vie, par M. Rabanis, *A*, V, 292.
- LETRONNE (M.), de l'Institut, garde général des Arch. du roy., *A*, I, 581. — directeur de l'Éc. des ch., *B*, III, 174. — membre du conseil de perfectionnement, 175. — Son discours pour l'inauguration de la nouvelle École des chartes, 450. — Son Rapport sur la prétendue découverte faite dans la Sainte-Chapelle de Paris, du cœur de saint Louis, *A*, IV, 496. —
- Sa mort, *B*, V, 168. — Vente de sa bibliothèque, *ibid.*, 391. — Voy. *Mérovigiens*.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. l'article suivant: Sur l'authenticité d'une lettre de Thibaud, roi de Navarre, relative à la mort du roi saint Louis, *A*, V, 105.
- LETRONNE (Alfred), élève boursier de l'École des chartes, *B*, V, 169, 327, 421.
- LETTRES (Permutation des) dans le passage du latin au français. Idées de MM. Dietz et Ampère sur ce point, *A*, III, 94 et suiv.
- LETTRES conjointes, monogrammatiques, *B*, III, 39 et 40.
- LE VAILLANT DE FLORIVAL, élève de l'ancienne Éc. des ch., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 45. — traducteur de l'Histoire d'Arménie de Moïse de Khorène, *A*, II, 512; III, 585.
- LEVASSON-SÈRESVILLE (J.), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, *A*, I, 46.
- LÉVÊQUE (Portrait de Guillaume), abbé de Saint-Germain des Prés, *B*, II, 88.
- LEYMARIE (M.). Son Histoire du Limousin, *B*, II, 576; III, 530; — des paysans, V, 417.
- LEYS D'AMORS (Las), *A*, I, 126, 127, 149. — Publiées par M. Gatién-Arnoult, *A*, IV, 365.
- LÉZARDIÈRE (Théorie des lois politiques de la monarchie française, par M^{lle} de), *A*, V, 397.
- LEZURIER (M. Ch.-Paul), *B*, III, 533; V, 91.
- L'HÉRMITE (Étienne). Épithalame composé pour son mariage, *B*, III, 109.
- LIBER DOMICILII, ou Compte des dépenses de la table et de l'écurie du roi d'Ecosse Jacques V, *B*, V, 155.
- LIBERTÉS de l'Église gallicane. Dissidence du clergé et des magistrats sur la définition de ces libertés, *A*, V, 591, 600, 603, 605. — Voy. *Du Puy, Marca (P. de), Montchal, Richelieu*.
- LIBRAIRIE (Des anciens règlements de la) en France, *B*, V, 367-371. — Démêlés des libraires avec les bouquinistes, 368.
- LIBRI (M.), de l'Institut, *B*, IV, 87 et 480. — Notes relatives à la vente de sa bibliothèque et aux poursuites dirigées contre lui, *B*, III, 462, 535; IV, 88, 279, 358, 437; V, 326. — (Lettre à), par M. Naudet, *B*, V, 381.
- LICORNE (Symbolisme de la), *B*, II, 84; IV, 237.
- LIÈGE. Chronique liégeoise du XII^e siècle, *B*, III, 214 et suiv. — (Accidents à

- Saint-Lambert de), III, 218 et suiv.
— (Description des fonts baptismaux de Saint-Lambert de), 226. — (Travaux de M. L. Polain sur l'hist. de), IV, 272.
- LILLE. (Fête des Innocents à), A, III, 569.
— Ordonnance de la municipalité de cette ville sur les homicides, IV, 265.
— (Société royale des sciences et des arts de). Prix proposés par elle, B, I, 91. — Prix proposé par l'Association Lilloise, A, III, 519.
- LILLERONNE (Canons du concile de), B, V, 198.
- LIMASSOL ou LIMISSO, en Chypre (Inscriptions françaises à), B, II, 540.
- LIMOGES (Échec des routiers devant), B, I, 198.
- LINDAU. L'empereur Sigismund y donne, en 1417, des lettres de protection aux Bohémiens, A, V, 454-456, 459.
- LINDENBROG. De quels manuscrits s'est-il servi pour son édition des formules, A, IV, 8 et suiv.
- LINGE au XVI^e siècle, A, III, 163.
- LION (Symbolisme du), B, IV, 237.
- LIONS ou LYONS (Jean de), maître des artileries du roi, B, I, 54. — (Milet de), 56.
- LISEUX (Prise de) par les Français, A, III, 329; — par les Bretons, 345. — (Tyrrannie d'un capitaine de), 361. — Jourdain, évêque de), donne, en 1200, aux chartreux de Val-Dieu, une rente sur les salines de Touques, A, I, 538. — Voyez *Basin*.
- LITHUANIE. Codex diplomaticus Lithuaniae, par Edouard Raczynski, B, I, 474.
- LITTÉRATURE. Études sur les lettres, B, V, 321.
- LITTRÉ (M.), de l'Institut, membre de la commission de l'Hist. littér., A, V, 621.
A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. l'art. suivant : Opuscule relatif à la peste de 1348, composé par un contemporain, A, II, 201.
- LITURGIE. Liturgiarum orientalium collectio, par Eusèbe Renaudot, B, III, 350. — Voy. *Guéranger*.
- LIVRES (Essai sur les) dans l'antiquité, par H. Gérard, A, I, 522, 523. — Guill. d'Arcot, enlumineur de livres à Louvain, B, V, 421. — Bréviaire public enchainé à l'intérieur de la cathéd. du Mans, 424. — Voy. *Privilege*.
- LOBAT (Pierre), B, V, 226.
- LOHMANN (Arnaud), chevalier gascon, fait une donation à l'abbaye de Saint-Sever, A, III, 282.
- LOCHES (Archives de). Vols qui y sont commis, A, IV, 399. — (Église collégiale de), B, III, 201; IV, 49. — (Tours de), 402.
- LODS ET VENTES, B, I, 404-407.
- LOIRE (Débordement de la), A, II, 164.
- LOIS. Ce terme, dans les anciens monuments, désigne les lois romaines, B, II, 108. — Voyez *Lézardière* (Mlle de).
- LOISEAU-GRANDMAISON (Ch.-An.), élève boursier de l'Éc. des ch., B, III, 533; V, 91, 421.
- LOISEL (Antoine). Ses Institutes coutumières, B, II, 283. — Lettre de lui à Montaigne, III, 527.
- LOMBARD (Droit) au VIII^e siècle, B, III, 43-54. — Guerre des Lombards en Orient au XIII^e siècle, A, II, 4 et suiv. — Chronique perdue relative à cette guerre, 4, 17.
- LÔNE, B, I, 171.
- LONG (M. le Dr). Voy. *Vocontii*.
- LONGPÉRIER (M. Adrien de), premier employé au cabinet des médailles, A, III, 519. — conservateur des antiques au Musée du Louvre, B, III, 360. — Son Essai sur les médailles des rois de Perse de la dynastie sassanide, A, II, 92. — Voy. encore B, V, 407, note 3, et 422.
- LONGUEVILLE (Duchesse de), sœur du grand Condé. Ses Lettres inédites, A, IV, 401. — Fragment sur sa conversion, 403. — Elle refuse un bénéfice à l'abbé de Fortia, B, I, 454.
- LONGUEVILLE (Le comte de), A, II, 377.
- LORRIS (Robert de), A, II, 375. — (Stalle de l'église de), représentant la Folie, B, IV, 232.
- LOTHAIRE, empereur, A, I, 440.
- LOUANDRE (MM. F. C. et Charles). Voy. *Abbeville*, *Tacite*.
- LOUIS LE DÉBONNAIRE (Nouvelle attribution d'un denier de), B, IV, 331, 332. — (Wala et), V, 241.
- LOUIS VII, roi de France, assiste à l'entrevue de Henri II et de Thomas Becket, A, IV, 231. — Ses rapports personnels avec Frédéric Barberousse, A, III, 128-130.
- LOUIS VIII. (Lettres de non préjudice accordées par lui au chapitre d'Orléans), B, IV, 519.
- LOUIS IX. Historiens de son règne et de sa vie contenus dans le t. XX du recueil de dom Bouquet, A, II, 83. — Son hist. par Guill. de Nangis, rédigée d'après celles de Geoffroi de Beaulieu et de Gilon de Reims, III, 19. — Examen de sa vie, écrite par Geoffroi de Beaulieu, V, 205. — Document rappelant sa croisade en

- Afrique, *B*, V, 144. — Chanson sur ses *Établissements*, *A*, I, 370. — Ses deux haches d'armes, *B*, IV, 414. — Sa mort, *A*, II, 162. — Sa statue à Tunis, 595. — Attribution à saint Louis d'un cœur trouvé à la Sainte-Chapelle de Paris, *A*, IV, 496; *V*, 106; *B*, I, 190.
- LOUIS X, dit le Hutin. Son avènement au trône, *A*, III, 1, 10 et suiv.
- LOUIS XI (Lettre familière de), *B*, IV, 423-426. — Ses rapports avec Thomas Basin, *A*, III, 337 et suiv. — à Péronne, V, 507. — fait transférer les reliques de saint Florent à Saumur, III, 475 et suiv. — séjourne à Écouys, 496. — Son goût pour la chasse, 497. — Armes qui lui ont appartenu, *B*, IV, 412 et suiv. — (Requête de Baude à), *B*, V, 107. — (Traité de tendresse de), *B*, V, 213.
- LOUIS XII. Voy. *Armes*.
- LOUIS XIII (Sonnet sur une guérison apparente de), *A*, V, 334. — Récit de sa dernière maladie, écrit par Dubois, son valet de chambre, *B*, IV, 1-3. — Son cabinet d'armes, IV, 419. — Lettre de lui à Richelieu, V, 428.
- LOUIS XIV (Fragments des Mémoires inédits de Dubois, sur l'enfance et la jeunesse de), *B*, IV, 1. — Son ambassadeur fait relever l'église de Saint-Georges, à Constantinople, *B*, II, 496. — (Lettres de), de Guillaume III et de leurs ministres, publ. par M. P. Grimblot, *B*, V, 320. — (Une province sous), par M. Thomas, *B*, I, 76, 554. — (Le gouvernement de), par M. Clément, *B*, V, 70. — Voy. *A*, II, 510.
- LOUIS XVI institue des assemblées provinciales, *B*, II, 179.
- LOUIS IV, empereur, *A*, I, 439.
- LOUIS, fils de Philippe-Auguste. Le poème intitulé *Karolinus* lui est dédié, *B*, I, 169.
- LOUIS, duc d'Orléans, frère de Charles VI, préside aux préparatifs du combat de Montendre, *A*, I, 377. — achète ou fait exécuter plusieurs manuscrits, V, 64 et suiv.
- LOUIS DE SAVOIE, roi de Chypre, *A*, V, 432.
- LOUIS DE SAVOIE, régente de France. Ses lettres à MM. de l'hôtel de ville de Paris lors de la captivité de François I^{er}, son fils, *A*, V, 562, 564.
- LOUVAÏN (Cession d'un cens à un couvent de), *B*, IV, 77. — Voy. *Livres*.
- LOUVART, chef de cotereaux dans le Limousin, au XII^e siècle, *A*, III, 132, 134, 147, 421, 429; *A*, V, 18.
- LOUVIERS (Jean de), chevalier, cède ses droits sur diverses familles de serfs, *A*, I, 545.
- LOUVRE (Représentation du vieux) dans un tableau du XV^e siècle, *B*, II, 88.
- LOYALÈS, canoniste, *A*, IV, 351.
- LUBECK (Sépulture antique trouvée à), *B*, II, 185.
- LUCAÏN (Épigramme inédite sur), *A*, II, 130.
- LUÇON (Abbaye de), érigée en église cathédrale, *A*, II, 163.
- LUCUS AUGUSTI, Luc, *B*, IV, 306, n. 2.
- LUDRE (M. le vicomte de), fait un don à la Société de l'École des chartes, *A*, IV, 187.
- LUGDUNENSIS provincia, *B*, I, 173. — Voy. *Lyonnais*.
- LUI. Origine et emploi de ce mot, *A*, III, 87.
- LULLI, surintendant de la musique de la chambre, *A*, V, 277, 278.
- LUNA (Alvaro de), pratique en Castille une politique avantageuse à la France, *B*, I, 141, 209. — Cabales contre lui, 217 et suiv. — Sa mort, 228.
- LUNEBOURG, *A*, V, 457.
- LUNUS. Voy. *Men*.
- LUSIGNAN (Monnaies et sceaux des rois de Chypre de la maison de), *A*, V, 118, 413. — (Livon VI de), dernier roi d'Arménie, 425. — Voy. *Arménie*, *Chypre*. — (Château de) pris par les Anglais, *A*, II, 166, 167.
- LUXEMBOURG (Bibliothèque du), *B*, V, 255.
- LUXEMBOURG (Louis de), comte de Saint-Pol. Son portrait, par Chastellain, *A*, IV, 74. — (Waleran de), membre du conseil des états de 1358, II, 382. — Voy. *Saint-Pierre*.
- LUXURE ET CHASTETÉ, *B*, V, 31 à 44.
- LUYNES (Coupe d'argent donnée à la Bibli. roy., par M. le duc de), *A*, V, 519.
- LYON (Fragments de sculpture découverts à), *A*, III, 206. — (Archevêque de), membre du conseil des états de 1358, II, 382.
- LYONNAIS (Recueil des inscriptions du), par M. de Boissieux, *B*, V, 78.

M

- M redoublée. Comment se prononçait-elle dans l'ancien français? *B*, II, 214.
- MARILLON (Dom). Ms. dont il s'est servi pour son édition des *Formule Andega-*

- ventes, *A*, IV, 7. — Sa correspondance avec l'Italie, publiée par M. Valery, *B*, III, 257.
- MACHAUT (Guillaume de). Extraits de ses poésies, *A*, V, 421 et suiv.; *B*, I, 494.
- MACON (Warin, comte de), IX^e siècle, *A*, I, 213. — *De urbe et antiquit. Matisconensibus*, par J. Fustailhier, trad. par M. Baux, *B*, III, 265. — Voy. *Mascon*.
- MAGICIENS, *B*, III, 102, 103.
- MAGNE (Tentative d'insurrection dans le), *A*, II, 532 et suiv.
- MAGNIMONTENSIS *pagus*, le Mesmontois, *A*, IV, 550, 551.
- MAGNIN (M. Ch.), de l'Institut, a publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Fragment d'un comique du VII^e siècle, *A*, I, 517. — auteur d'une note relative à la Bibl. nationale, *B*, V, 381.
- MAHIEUX DE GANT, troubère, *A*, V, 291.
- MAHOMET réprouve le suicide, *A*, IV, 242.
- MAÏ (Le cardinal Angelo). Son édition de l'Amphitryonéide de Vital de Blois, *B*, IV, 474.
- MAILLARD DE CHAMBURE (M.). Fouilles qu'il fait exécuter dans l'église Saint-Bénigne de Dijon, *A*, II, 595.
- MAILLART (Jean), auteur de la révolution qui sauva Paris pendant la captivité du roi Jean, *A*, I, 80 et suiv.
- MAILLEZAIS (Fragments inédits d'une chronique de), *A*, II, 148. — Notes sur des critiques relatives à cette publication, III, 109 et 204. — (Ancienne bibliothèque de), II, 150, 151.
- MAILLOTINS ou MAILLEYS (Ballade d'Eust. Deschamps sur la sédition des), *B*, I, 367-370.
- MAINARD, abbé de Saint-Julien de Tours, *B*, I, 441 et suiv.
- MAINE-ET-LOIRE (Archives du département de), *A*, III, 412.
- MAINIER, abbé de Saint-Florent de Saumur, *B*, I, 441 et suiv.
- MAIN-MORTE (Gens de), déclarés incapables de posséder des immeubles en France, *A*, V, 59a. — Sévérité de l'édit du 16 avril 1639 à leur égard, *ibid*.
- MAINNEVILLE, *A*, II, 369.
- MAINTENON (Yon de), *A*, III, 58, note 2.
- MAIRES DU PALAIS, *B*, IV, 365, 376.
- MAISTRE (Le président Le), *B*, II, 453 et 458.
- MAÎTRES DE LA CITÉ, chefs de la municipalité à Strasbourg, *A*, I, 443, 447, 449.
- MAÎTRES des œuvres de la ville de Paris, en 1499, *B*, II, 38.
- MAÎTRISE de salle, *A*, V, 260, 345, 357.
- MAÎZIÈRES (Philippe de), *A*, V, 423.
- MAJORDAIN (Dictionnaire), *B*, I, 386.
- MAJORITÉ féodale, *A*, IV, 286; *B*, II, 272.
- MALACÈNE, ville du département de Vaucluse. Ses inscriptions, ses antiquités, ses origines, *B*, IV, 324-332. — Ses églises, 330.
- MALEMORT, autrefois Beaufort, château du Limousin, *A*, III, 132.
- MALHERBE (Autographe de), *B*, V, 172.
- MALIPIERO (Pascal), doge de Venise, *A*, III, 185.
- MALLET (M. Ed.), *A*, III, 590; V, 97 et 98; *B*, III, 447; V, 416.
- MALLUM. Sens et étymologie de ce mot, *A*, I, 410 et suiv. — Différentes espèces de *Mallum*, *ibid*. — Formes de la procédure suivie devant chacun d'eux, *ibid*.
- MALTE (Documents sur les archives de), *B*, II, 567; III, 206.
- MAMISTRA, ville de Cilicie occupée par les croisés, *A*, IV, 514.
- MANASSÈS, vicomte de Melun, *B*, I, 253.
- MANCHE (Hist. des guerres de religion dans la), *B*, I, 471.
- MANCINEL, *A*, IV, 461.
- MANGEART (M.), traducteur de Censorinus, *A*, V, 200.
- MANNIRE (De), titre premier de la loi salique, expliqué, *A*, I, 409 et suiv. — Étymologie de ce mot, *A*, I, 422.
- MANNITIO. Voy. *Ajournement*.
- MANNOURY, famille de Normandie favorisée par Louis XI, *A*, III, 360 et suiv.
- MANOSQUE (Ville de), *B*, V, 409, 410.
- MANS (Valeur des deniers du), *B*, V, 196, 205. — (Géographie ancienne du diocèse du), par M. Cauvin, *B*, I, 554. — (Cathédrale et musée du), *B*, II, 185; V, 424.
- MANTELL (Jacques). Sa signature, *B*, IV, 482.
- MANTOUE (Concile de), *A*, III, 184, 194.
- MANUMISSION (Acte de), *B*, III, 31.
- MANUSCRIT du IV^e siècle, *A*, II, 306, 307. — des Épîtres de saint Jérôme, *B*, I, 92. — de la chanson d'Antioche, *A*, II, 441. — des poèmes français sur Thomas Becket, IV, 214. — Ventes de Mss., IV, 297; V, 519; *B*, II, 91, 383; III, 461; IV, 191. — Les Manuscrits français de la Bibliothèque du roi, etc., par M. P. Paris, *A*, I, 579; III, 507; *B*, I, 195; IV, 524. — Manuscrits grecs acquis en Orient par M. Minoïde Minas, V, 300.
- MARCA (Pierre de). Graves circonstances dans lesquelles il publie son livre *De Concordia sacerdotii et imperii*, *A*, V, 597 et suiv.

- MARCEL** (Étienne), prévôt des marchands de Paris, *A*, II, 352 et suiv. — fait prendre aux Parisiens des chaperons mi-partis bleu et rouge, 357; — les convoque à Saint-Jacques de l'Hôpital, *ibid.* — Mémoire sur sa mort, *A*, I, 79.
- MARCELLIN** (Saint), apôtre des Alpes-Maritimes. Légende de sa vie, *B*, V, 399.
- MARCHEGAY** (Paul), élève pensionnaire de l'École des ch., archiviste-paléographe, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 48. — archiviste du départ. de Maine-et-Loire, *A*, II, 199. — découvre le nom de l'auteur des peintures de Saint-Aubin d'Angers, *B*, III, 271. — Ses travaux aux archives du département de Maine-et-Loire, III, 412. — obtient de l'Institut une médaille pour son Recueil des archives d'Anjou, *A*, V, 609; *B*, II, 575. — Voy. encore *B*, II, 593.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. les articles suivants : Duel judiciaire entre des communautés religieuses (1098), *A*, I, 552. — Fragments inédits d'une chronique de Maillezaïs, II, 148. — Translation des reliques de saint Florent de Roye à Saumur, III, 475. — Bulletin bibliogr., *A*, II, 193; *V*, 294.
- MARCHÉS** (Aimerigot), chef de compagnies, au XIV^e siècle, *A*, III, 268.
- MARCHESELLI**, *B*, IV, 479.
- MARCHÉS** et foires. Impositions qui s'y percevaient, *B*, IV, 206 et suiv.
- MARCK**, **MÉRCHÉ**, mots bretons (signifiant cheval, jument) usités chez les Gallo-Grecs, *B*, V, 298.
- MARCS** (Rapports des différents), *B*, V, 193.
- MARGUARD**, abbé de Fulde, *B*, I, 381.
- MARCUFE**, auteur d'un recueil de formules. Manuscrits qui ont servi à ses éditeurs, *A*, IV, 4. Voy. *Appendix*.
- MARGUERITE** d'Angoulême (Lettres de), sœur de François I^{er}, publ. par M. Génin, *A*, III, 510.
- MARGUERITE D'AUTRICHE** (Correspondance de) avec Philippe II, publ. par M. de Reiffenberg, *A*, V, 196.
- MARGUILLIERS** laïques des églises de Paris (Thèse sur les), soutenue par M. Boissierand à l'École des chartes, *B*, V, 243.
- MARIAGE**. Partage des biens entre époux après sa dissolution (XIV^e siècle), *B*, I, 417. — Le mari délinquant encourt la perte des meubles de sa femme et des conquêts communs, 419, 420. — Le mari est mandataire légal et nécessaire de sa femme, 431. — Traité du contrat de mariage, par M. P. Odier, *B*, III, 161.
- MARIGNY** (Enguerran de) rend ses comptes, est injustement condamné, *A*, III, 8 et suiv. — Commissions chargées de vérifier ses comptes, 9, 12 et 15; *V*, 378. — (Jean de), évêque de Beauvais, son frère, *A*, III, 12.
- MARIN D'ARBEL** (Euphranor), élève de l'ancienne École des chartes, membre de la Société de l'Éc. des ch., *A*, II, 585.
- MARION**, avocat au parlement de Paris, *B*, II, 441 et suiv.
- MARION** (Jules), élève pensionnaire de l'École des chartes, *A*, IV, 296. — archiviste-paléog., *B*, I, 559. — membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *ibid.* — attaché aux travaux de publication des Cartulaires de France, *V*, 298. — membre de la commission des archives, *B*, III, 449. — Sa notice sur la cathédrale de Laon, 528.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. les articles suivants : Notice sur l'abbaye de la Bussière, *A*, IV, 549. — Rapport au roi sur les doléances du clergé aux états généraux de 1413, *B*, I, 277. — Procès criminel intenté à Jean de Bauffremont par la commune de Dijon, II, 254. — Notes d'un voyage archéologique dans le sud-ouest de la France, III, 177; *IV*, 46. — Note sur les églises de Verneuil-sur-Seine et de Médan, 144. — Bull. bibl.: *A*, V, 508; *B*, I, 477, 563; *II*, 586; *IV*, 266.
- MARIUS** (*Sexatus*), dans une inscription antique, *B*, IV, 314, note 3.
- MARLBOROUGH** (Découverte de la correspondance du duc de), *A*, IV, 588.
- MARLE** (Regnault de), président au parlement, *A*, V, 481.
- MARLY**. Voy. *Thibault de Marly*.
- MARMANDE** (Exécution faite à) de plusieurs femmes accusées de sorcellerie, en 1453, *B*, V, 372-377.
- MARMOUTIER**, près Tours, abbaye, *A*, I, 552.
- MARNE** (Nom donné à la), par un poète du XIII^e siècle, *B*, I, 169.
- MARNIER** (M. A. J.), éditeur du Conseil de Pierre de Fontaines, *B*, II, 271 et suiv. — Voy. *Coutumes*.
- MAROC**, en relation avec les chrétiens au moyen âge, *B*, III, 518; *V*, 135.
- MAROT** (Clément), a pillé le poète Henri Baude, *B*, V, 97, 103, 106.
- MARQUE** (Peine de la) prononcée, au XIV^e siècle, contre un voleur, *B*, III, 421, 424.
- MARSAIS** (Lucas de), auteur présumé de la chronique de Maillezaïs, *A*, II, 152.

- MARSEILLE** (Inscription phénicienne trouvée à) en 1845, *B*, IV, 426. — Dans l'antiquité on y gardait du poison aux frais du public pour ceux qui voulaient se donner la mort, *A*, III, 551. — Son commerce en Orient, *B*, I, 306. — Ses relations avec l'Algérie, au moyen âge, *A*, II, 389. — (Petition relative aux archives de la ville de), *B*, I, 387. — Voy. *Provence*.
- MARSI** (Léon de), *Leo Marsicanus*, évêque d'Ostie, auteur d'une chronique du Mont-Cassin, au XIII^e siècle, *A*, I, 308.
- MARTEAU**, sieur de la Chapelle, prévôt des marchands de Paris, est élu député de la ville de Paris aux états généraux de 1588, *B*, II, 433 et suiv.
- MARTIAL** (Vers faussement attribués à), *A*, II, 123.
- MARTIN** (L'abbé J.-C.), auteur d'un recueil d'inscriptions de Vaison, *B*, IV, 305.
- MARTONNE** (Alfred de), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, *A*, IV, 296. — membre de la Soc. de l'Éc. des chartes, *ibid.* — professeur d'histoire à Draguignan, *B*, V, 92.
- MARTY-LAVIAUX** (Charles), élève boursier de l'Éc. des ch., *B*, III, 268, 599; IV, 188. — archiviste paléographe, *V*, 255. — membre de la Soc. de l'Éc. des ch., 322. — Sa thèse. Voy. *Firgilius Maro*. A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. un art. bibliog., *B*, V, 377.
- MARUGES** (Étienne de), nom donné par erreur au chancelier de France Étienne de Mornay, *A*, V, 373.
- MARY-LAFON**. Son Histoire du midi de la France, *A*, IV, 273.
- MASCOU** (Josseran de), *A*, I, 91.
- MAS-LATRIE** (Louis de), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, *A*, I, 49. — attaché à la publication des *Olim* du parlement de Paris, II, 200; *B*, IV, 438. — chargé de diverses missions littéraires, *A*, I, 216; *B*, I, 480; II, 92, 382, 468. — archiviste-paléogr., *A*, II, 589. — remporte un prix à l'Acad. des Inser. et B.-L. pour son Histoire de Chypre, IV, 559. — secrétaire-trésorier de l'Éc. des ch., *B*, III, 174. — expert dans l'affaire Libri, IV, 358. — répétiteur général à l'Éc. des ch., *V*, 389.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch.: Diplôme inédit de Charles, roi de Provence, de l'an 862, *A*, I, 491. — Chartes relatives aux états de Bone et de Bougie, en Afrique, II, 388. — Notice sur les monnaies et les sceaux des rois de Chypre de la maison de Lusignan, *V*, 118, 413. — Des relations politiques et commerciales de l'Asie Mineure avec l'île de Chypre, sous les Lusignan, *B*, I, 301, 485; II, 121. — Notes d'un voyage archéologique en Orient, II, 489. — Documents sur le commerce maritime du midi de la France, III, 203. — Bulle de l'an 1290, relative à la ville de Tlem-sen, en Algérie, III, 517. — Charte de nolisement de l'an 1264, pour un voyage de Pise à Bougie, IV, 244. — Lettre à M. Beugnot sur les sceaux de l'ordre du Temple, et sur le temple de Jérusalem au temps des croisades, IV, 385. — Documents relatifs à l'histoire de l'Algérie au moyen âge. Relations avec les Pisans, *V*, 134. — Donation à l'abbaye de Cluny du monastère de Hiero-Komio, situé près de Patras, en 1210, *V*, 308. — Bulletins bibl., *A*, II, 89; III, 409, 414; IV, 288; *B*, I, 560; III, 159, 354; IV, 270, 434, 436. — Voy. *Saint-Étienne-du-Mont*.
- MASMOUDIS**, puissante tribu berbère, en Afrique, *B*, V, 137, 138.
- MASQUE**. Privilège de se masquer à Rouen, *A*, I, 107.
- MATHILDE**, abbesse de Caen (Rôle funèbre de), *B*, III, 379 et 394.
- MATRONA** ou *Materna*, la Marne, synonyme de *Launia*, *B*, I, 170, 171, 172.
- MATRONES JURÉES**, *B*, IV, 513.
- MATTHIEU** (Le comte). Voy. *Beaumont-sur-Oise*.
- MATTHIEU PARIS**. Importance et autorité de sa chronique, *B*, V, 5, 22. — traduit par M. Huillard-Bréholles, *A*, II, 89.
- MAUGOUVERNE** (Abbé de), *A*, I, 105.
- MAUNY** (Baronie de), *B*, V, 222.
- MAURGARD** (M^e Raymond de), écolier de l'Université de Paris, *A*, V, 480.
- MAURITANIE** (Occupation romaine de la), *B*, V, 76.
- MAVORTIUS** (Centon virgilien du poète), *A*, II, 130.
- MAXIMIN**, évêque arien, *A*, II, 306, 307.
- MAYENCE** (Journal de la Société établie à) pour l'hist. et les antiquités rhénanes, *B*, II, 82.
- MAYNARD** (Fr.). Ses poésies, *B*, V, 426.
- MAZARIN**. Arrêts du parlement qui mettent sa tête à prix. Remontrances du clergé, *A*, V, 600. — Voy. encore *B*, IV, 481.
- MAZZUCHELLI**, *B*, IV, 479.
- MECKLEMBOURG** (Pays de), visité par les Bohémiens, *A*, V, 453.
- MÉDAILLES** antiques, *A*, III, 405, 500, 501. — romaines trouvées à Sceaux

- (Loiret), par M. Grouchy, V, 412. — de l'ancienne Afrique (Annonce d'un ouvrage sur les), par MM. Falbe et Lindberg, etc., III, 580. — gauloises, 291, 405, 499. — mérovingiennes, 292, 406, 501. — carlovingiennes, 293, 406, 503. — de la troisième race, 293, 407, 503. — provinciales, *ibid.* — historiques, 294. — (Image des) reproduite par l'application de la pile voltaïque au daguerréotype, IV, 92. — (Vol de), B, V, 327. — Voy. *Monnaies*.
- MÉDAN (Église de). Inscription curieuse gravée sur la cuve baptismale, B, IV, 149 et suiv., 280.
- MÉDOC (Le) ravagé par Jean de Fabas, B, II, 559 et suiv.
- MEDULLI, peuple de la Gaule, B, V, 394 et 397.
- MÉLICOQ (M. de la Fons de), B, II, 384. — Voy. *Artois et Noyon*.
- MELUN (Charte inédite de l'an 1183, relative à l'histoire des vicomtes de), B, I, 239-276. — Liste des vicomtes de Melun pendant les XI^e et XII^e siècles, 246; — liste rectifiée, 258.
- MÉMOIRES DE L'INSTITUT DE FRANCE. Voy. *Académie des Inscript. et B.-L.*
- MEMORIALIS LIBER, A, V, 200 et 201.
- MEN, Dieu *Lunus*, B, IV, 309 et suiv.
- MÉNAGE (Gilles), A, I, 460, 461.
- MÉNAGIER (Le) de Paris, B, IV, 353; V, 78.
- MÉNÉTRIERS (Recherches sur l'hist. de la corporation des), A, II, 587; III, 377 et suiv.; IV, 525 et suiv.; V, 254 et suiv., 339 et suiv.
- MENGES, B, IV, 498, note.
- MÉRANIE (Agnès de), femme de Philippe-Auguste, B, I, 18, 95, 103.
- MERCADIER, chef de routiers, à la fin du XII^e siècle, A, III, 147. — Sa vie et ses exploits, 417-436. — Il est assassiné, à Bordeaux, 437. — Voy. encore A, V, 15, 18, 36.
- MERCURE (Culte de) dans les Gaules, B, IV, 314. — Inscriptions votives en son honneur, 314-316. — Son rôle dans l'Amphitryonéide de Vital de Blois, 486.
- MÉREAUX (Mémoire sur les), par M. J. de Fontenay, B, III, 525.
- MÈRE FOLLE, A, I, 105.
- MÉRELOX (Étienne de), nom donné par erreur au chancelier de France Étienne de Mortay, A, V, 374.
- MÉRIMÉE (M. Prosper), de l'Académie française, B, IV, 317, 334 et suiv. — Voy. *Académie*.
- MERLET (M. Lucien), B, IV, 187; V,
- MÉRODE-WESTERLOO (Mémoire du feld-marchal, comte de), A, II, 307.
- MÉROVÉE, fils de Chilpéric, se suicide, A, III, 556.
- MÉROVINGIENS (Récits des temps), par M. Augustin Thierry, A, I, 404; IV, 174. — Études sur l'histoire, les lois et les institutions de l'époque mérovingienne, par M. de Pétigny, 570; B, I, 179, 372, 550; II, 466. — Diplômes et chartes de l'époque méroving., pub. par M. Letronne, B, I, 466; II, 274. — Histoire des institutions et du gouvernement des Mérovingiens, jusqu'à l'édit de 615, par M. Lehuérou, A, V, 285. — Voy. *Orfèverie, Médailles*.
- MÉRU (Charte de), 1191, B, I, 58 et suiv. — (Barthélemi et Thibaut de), 59.
- MESMONTAIS (Le), A, IV, 550, 551.
- MESNIL (Guillaume du), B, I, 73. — (Michel dou), trouvère, A, V, 291.
- MESURES de capacité, B, V, 163.
- MÉSUY (M. l'abbé), B, IV, 479.
- MÉTIER (Maîtres des) à Strasbourg, A, I, 435. — Obligations des gens des métiers envers l'évêque de Strasbourg, 437. — dominant dans le conseil de cette ville, 453 et suiv. — y absorbent la bourgeoisie, 455. — y sont répartis en 20 tribus, 455 et 456. — Voy. *Ménétriers*.
- METZ. Manière dont les suicidés y étaient traités, A, IV, 60. — visité par les Bohémiens en 1430, V, 524. — (Inscription antique trouvée à), en 1522, 540. — (Chronique de), par Ph. de Vigneulles, 542. — (Histoire du parlement de), par E. Michel, B, II, 177. — (Cathédrale de), A, IV, 504; B, II, 175; IV, 85. — (Archives de), A, II, 594. — Catalogue des Mss. de la bibl. de Metz, rédigé par M. J. Quicherat, A, IV, 187.
- MEURTHE (Hist. du département de la), par M. H. Lepage, B, I, 471.
- MÉVIL (Sainte-Marie), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, B, I, 299. — membre de la Soc. de l'Éc. des ch., 387. — archivist-paléographe, III, 175, 516. — auxiliaire de l'Académie des inscriptions, III, 270.
- A publié, dans la Bibl. de l'École des ch., un article bibliograph., IV, 274.
- MICHAUD. Nouvelle édition de son Histoire des Croisades, A, III, 409.
- MICHEL (Jean), évêque d'Angers, est-il l'auteur du Mystère de la Passion ou de la Résurrection? A, III, 473.
- MICHEL (M. l'abbé), curé de Nancy. Description du manuscrit de formules qui lui appartient, A, IV, 9 et suiv.

- MICHEL** (M. E.). Voy. *Metz*.
MICHEL (M. FRANCISQUE). Voy. *Normandie, Races maudites*.
MICHELANT (M. Hedri), *B*, III, 350.
MICHELET (M.). Voy. *France (Histoire de)*.
MICHON, avocat au parlement, *B*, V, 224.
MIDDELBURG (Traité contre les erreurs de Paul de), *A*, III, 374.
MIE, ma *mie*. Pourquoi ce mot se trouve dans le dictionnaire de l'Académie, *B*, II, 332.
MIGNE (M. l'abbé). Voy. *Démonstrations*.
MIGNET (M.). Ses *Notices et Mémoires historiques*, *A*, V, 511.
MIGNOTTEMENT, d'une manière mignarde, *B*, V, 359.
MILES, traduit par *chevalier*, au moyen âge. Erreurs qui, d'après Bouivard, en sont la suite, *B*, V, 339.
MILICE CHRÉTIENNE (Ordre de la), fondé par le duc de Nevers en 1616, *A*, II, 546.
MILLIARESUS, monnaie, *B*, V, 138.
MILON LE BRÉBAN, *A*, II, 258, 266.
MINERVE (Vœu à), *B*, IV, 326, 327.
MINIHY, nom des lieux d'asile en Bretagne, *B*, III, 233 et suiv.
MIRACLES (Collections de) en vogue au moyen âge, *B*, IV, 341 et 342. — Notice sur un traité inédit, du XII^e siècle, intitulé *Miracula Ecclesie Constantiensis*, 339.
MIRANDOLE (Pic de la), *B*, V, 356.
MIREBEAU (bourg et château de), près Dijon, *B*, II, 255 et suiv.
MIROIR. Sa signification, comme symbole, en archéologie, *B*, V, 37. — Le *Mirouer* du monde, traité de morale du XIII^e siècle, *B*, IV, 430.
MIRON. Son ambassade en Suisse, *B*, II, 83.
MISNIE, Saxe actuelle, visitée par les Bohémiens en 1418, *A*, V, 460, 461.
MOEURS (Procès pour outrage aux), en 1470, *B*, IV, 506.
MOIS. Leurs noms dans le *Hortus deliciarum*, *A*, I, 255. — Voy. *Calendrier*.
MOÏSE DE KHORÈNE, auteur arménien du V^e siècle, *A*, III, 585.
MOISENAT, village du domaine de l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés, *B*, I, 240 et suiv.
MOLAY (Jacques de), grand maître du Temple. Sa mort et ses dernières paroles, *A*, III, 2 et suiv.
MOLÉ (1588), *B*, II, 448 et 458.
MOLIÈRE. Sa comédie du *Docteur amoureux*, *B*, I, 300. — (Dictionnaire des locutions de), II, 597; III, 79.
MOLINIER (Guillaume), rédacteur de *las Leyes d'amors*, *A*, IV, 368.
MONARCHIE FRANÇAISE. Voy. *Montlosier, Lézardièrre* (M^{lle} de).
MONASTÈRES. Influence de leur établissement sur l'état social de la Belgique, *B*, I, 562. — (Tendance au suicide dans les), *A*, IV, 251.
MONÉTAIRES (Corps des), à Strasbourg, *A*, I, 436. Voy. *Monnoyers*.
MONGEZ (Notice sur M.), *A*, III, 230.
MONGOLS (Invasions des): Leur influence sur le commerce, *B*, I, 311, 323.
MONNAIES épiscopales de Strasbourg, *A*, I, 432. — Monnaie et juridiction monétaire acquises par la ville de Strasbourg, 450. — Monnaies anglo-saxonnes et carlovingiennes découvertes dans le Lancashire, II, 596. — de Louis XI et de Henri II trouvées à Rosay, III, 112. — étrangères du moyen âge, 506. — normandes, *B*, III, 22, 23. — Histoire monétaire de la Normandie au XII^e siècle, V, 178 et suiv. — Monnaies des rois de Chypre, de la maison de Lusignan, V, 118, 413. — de Savoie et de Provence, V, 410 et 411. — françaises de la collect. de M. Rousseau, 422. — Voy. *Aquis Vason, Médailles, Seyne*.
MONNOYERS du Saint-Empire, *A*, V, 96.
MONOSTICHA de *Moribus*, vers latins de P. Syrus, *A*, II, 122.
MONREALE, abbaye, près Palerme. Le corps de saint Louis y est déposé, *A*, V, 105. — Voy. *ibid.*, 206.
MONSIEUR. Voy. *Titres*.
MONTAGU-MARIGNY (Origines de la maison de) et de celle de Montagu-Somhermon, *A*, IV, 556.
MONTAIGLON (Anatole de Courde de), élève de l'École des chartes, *B*, III, 533; V, 44, 91, 421.
A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch.: Le livre de Géta et de Birria, ou l'Amphitryonéide, *B*, IV, 474; V, 425.
MONTAIGNE. Ce qu'il dit de la mort volontaire, *A*, IV, 471. — (Documents inédits sur), pub. par M. Payen, *B*, III, 527.
MONTAIGU (Maurice, seigneur de) et de Commequiers, *A*, I, 369.
MONTAUBAN (Le seigneur de) se distingue à la bataille de Castillon, *B*, III, 246.
MONTAUSIER (M. de), gouverneur du Dauphin, fils de Louis XIV. Voy. *Dubois* (Mémoires de).
MONT-CASSIN (Vers inédits de Charlemagne tirés de la bibl. du), *A*, I, 305. — (Histoire du), par D. Luigi Tosti, *A*, III,

- 207; IV, 504; B, IV, 177. — *Commentari della guerra di Cipro*, de Sereno, publiés par les Bénédictins du Mont-Cassin, B, IV, 434.
- MONTCHAL, archevêque de Toulouse, l'un des présidents de l'assemblée du clergé tenue à Mantes, en 1641, A, V, 589 et 597. Voy. *Du Puy* (Pierre).
- MONTDIDIER, A, II, 360.
- MONTEIL (M.). Voy. *Français* (Hist. des).
- MONTÉLIMART (Charte d'affranchissement de), B, III, 33 et suiv.
- MONTENDRE (Trois ballades sur le combat de), par Christine de Pisan, A, I, 376.
- MONTESQUIEU. Son opinion sur le suicide, A, IV, 473. — Son opinion sur les impôts dans la Gaule, B, IV, 199.
- MONTFAUCON (Dom B. de). Sa correspondance avec l'Italie, publ. par M. Valéry, B, III, 257.
- MONTFLEURY, château de Humbert II, dauphin de Viennois, devenu monastère de filles, A, I, 268.
- MONTFORT (Simon de), A, I, 401.
- MONTGOMMERY. Titres de cette famille aux archives d'Alençon, A, I, 539, 540. — Voy. *Caen*.
- MONTGRAVIER (M. Azéma de). Voy. *Mauritanie*.
- MONTHOLON (De), avocat au parl. de Paris, 1588, B, II, 440 et suiv.
- MONTLOSIER, auteur du livre: *De la Monarchie française*, A, IV, 175.
- MONTLUC (Blaise de), maréchal de France. Lettre de lui sur le siège de Rabastens, B, I, 459. — Voy. B, II, 545 et suiv.
- MONTMARTRE (L'abbesse de) concourt à la fondation de l'hospice des Ménétriers, à Paris, A, III, 388.
- MONTMORENCY (Le sire de) fait sa soumission à Jeanne d'Arc, B, II, 147, 148, 165. — (Claude de), baron de Fosseux, I, 59. — (Matthieu de), connétable de France, IV, 144. — (Discours du sire de), aux bourgeois de Paris, A, V, 551.
- MONTPELLIER (Documents sur le commerce maritime de), B, I, 306; III, 203 et suiv. — (Les artistes gothiques de), I, 473. — Note sur la bibl. de cette ville, IV, 278.
- MONTPENSIER (Épigramme à M^{lle} de), A, V, 321.
- MONTROD (Maxime FOURCHEUX de), élève pensionnaire de l'École des chartes, archiviste-paléographe, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., A, I, 46. — correspondant du ministère de l'instr. pub., 580. — chargé des recherches préparatoires pour la continuation des Tables de Brequigny, II, 594. — Son Histoire d'Étampes, 404. — Son ouvrage sur les guerres saintes d'outre-mer, *ibid.*
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Vers inédits de Charlemagne, A, I, 305.
- MONT-SAINT-JEAN (Ponce de), sire de Charny, A, IV, 552.
- MONT-SAINT-VINCENT, assiégé et pris, B, I, 147.
- MONUMENTS HISTORIQUES (Commission des), B, V, 92.
- MOOYER (M.). Voy. *Normands*.
- MORALITÉS, par Baude, B, V, 95, 117.
- MORANGIS (Stances à M^{me} de), A, V, 321, 322.
- MORÉE (Recherches sur la principauté française de), par M. Buchon, B, I, 554.
- MOREL (Estienne), B, I, 51.
- MORELOT (L.-S.-E.-H.), élève pensionnaire de l'École des chartes, B, I, 298. — membre de la Soc. de l'Éc. des ch., 387. — archiviste-paléographe, III, 175. — chargé d'une mission relative à l'hist. de la musique, 272.
- MOREVEL, Montrevel, noms donnés par erreur à Charles Louviers, seigneur de Maurevert, B, II, 335.
- MORTALE, organisateur de compagnies de brigands à Ancône, 1353, A, III, 259.
- MORIN (Martin), imprimeur à Rouen, B, I, 89.
- MORIN (Jean), prévôt des marchands de Paris, sous François I^{er}, A, V, 551 et suiv.
- MORMAISON (Teire de), B, III, 249.
- MORNAY (Pierre de), évêque d'Orléans et d'Auxerre, ambassadeur, chancelier de France sous Philippe le Bel, A, V, 143-170. — (Étienne de), chancelier de France, A, III, 11 et suiv.; V, 373-396. — (Pierre de), dit Gauquet, B, IV, 441. — (Duplessis). Lettre de lui à Montaigne, III, 527. — (M. de), I, 480. — (Hist. de la maison de), B, I, 554.
- MORT VOLONTAIRE (Opinions et législation sur la) au moyen âge, A, III, 539; IV, 242, 456.
- MORTAGNE (Bailliage de), B, III, 97, 98, 101, 108.
- MORTAING (Charte relative au couvent des Dames Blanches de), B, I, 191.
- MORTEMAR (Le seigneur de), dépositaire de la bibliothèque de Charles d'Orléans, A, V, 63.
- MORTS (Des monuments paléographiques concernant l'usage de prier pour les), B, III, 361. — (Rouleaux des), 369 et suiv.
- MOSA, la Meuse, B, I, 172.

- MOSELLE (La)**. Sujet d'un poème d'Ausone, *B*, I, 29.
- MOULIN**, procureur au parlement de Paris, *B*, II, 446 et 458.
- MOULIN (Guillaume Du)** fabrique de la poudre, en 1338, *B*, I, 36.
- MOULINS (Assemblée provinciale de)**, *B*, II, 180.
- MOUSKES (Philippe)**, *A*, V, 291. — Était-il seigneur ou évêque de Tournay? *B*, II, 84.
- MOUTIER-LES-MAUFAITS**, en Poitou, *A*, I, 557.
- MOUZON (Châtellenie de)**, *B*, IV, 75.
- MUISIS (Gilles Le)**, chroniqueur et trouvère, *A*, V, 291.
- MULLINHEIM (Faction des)**, à Strasbourg, *A*, I, 452 et suiv.
- MUMMOLIN (Saint)**, abbé de Fleury-sur-Loire, meurt à Bordeaux, *B*, IV, 61.
- MUNCH (M.)**. Voy. *Munkalif*.
- MUNDAT (HAUT)**. Voy. *Ruffach*.
- MUNDEBURDIUM**. Ses effets quant à la compétence judiciaire, *A*, I, 414.
- MUNICIPALE (De l'ancienne organisation) des villes de France**, *A*, IV, 150. — Organisation municipale de la ville d'Alais, *B*, II, 102 et suiv. — Lois municipales de Strasbourg codifiées, *A*, I, 451.
- MUNICIPES (Régime des)**, *A*, I, 431 et 432.
- MUNKALIF (Cartulaire du monastère de)**, en Norwege, pub. par M. P. A. Munch, *B*, II, 185.
- MUSÉE DES THERMES et hôtel de Cluny**, *A*, V, 410.
- MUSICALES (Collections) des bibliothèques du département du Nord**, par M. E. de Coussemaker, *B*, I, 297.
- MUSICIENS**. Voy. *Ménétriers*. — Musiciens des provinces émancipées de la corporation de Paris, *A*, V, 367, 368.
- MUSIQUE ancienne des rois de France**, *B*, I, 554. — (Corps de), attaché à la cour au XIV^e siècle, *A*, III, 381. — Musique de Louis XIV, *B*, IV, 6 et suiv. — Musique en France (Influence des Italiens sur la), *A*, IV, 536. — (Leçons de), *IV*, 529. — Académie royale de Musique, *V*, 277 et suiv. — (Écoles de), 257. — (Anciens instruments de), sculptés dans l'église de Saint-Julien, à Paris, 342, 343. — (Compositeurs de), 340 et suiv. — (Impression de la) en caractères mobiles, *B*, II, 86. — Voy. *Ménétriers*, *Morelot*, *Musicales (Collections)*, *Organistes*, *Orgues*, *Petrucci*.
- MUSKIE (Anne)**, héroïne du XII^e siècle, sauve la vie de Henri le Libéral, comte de Champagne, *A*, I, 289. — Son éloge, 295.
- MYNOÏDE MINAS (M.)**. Sa mission en Orient, *A*, V, 300.
- MYRON (François)** fait l'inventaire des biens de Gabrielle d'Estrées, *A*, III, 156.
- MYSTÈRE représenté à Troyes au XV^e siècle**, *A*, III, 448. — Autre mystère, *V*, 37. — (Partie chantée dans un), 52. — Rôle joué par Bonivard dans un mystère de la Passion de saint Blaise, *B*, V, 340.
- MYTHOLOGIE allemande**, par J. Grimm, *B*, I, 382. — ésoptique, *IV*, 481.

N

- N** redoublée. Comment se prononçait-elle dans l'ancien français? *B*, II, 216.
- NANCY (Manuscrits de la bibliothèque de)**, catalogués par M. Thomassy, *A*, III, 111, 206.
- NANGIS (Guillaume de)**, chroniqueur du XIII^e siècle, *A*, III, 17. — moine de Saint-Denis, et garde des chartes de l'abbaye, de 1289 à 1299, *ibid.* — Indication d'une source où il a puisé, *B*, III, 214. — Qualifications qu'il donne à saint Louis, *A*, V, 211. — Ses continuateurs, *A*, I, 82 et suiv.; III, 27-46.
- NANTES saccagé par les Northmans**, en 877, *A*, I, 358.
- NANTEUIL (Modillons de l'église de)**, *B*, IV, 230.
- NAPLES (Commission chargée par le roi de)** de publier les documents qui intéressent les royaumes de Naples et de Sicile, *A*, V, 410. — (Documents des archives de), *B*, III, 205.
- NAPOLEON**. Ses opinions littéraires; projet d'une école spéciale d'histoire conçu par lui en 1807, *B*, IV, 165.
- NARBONNE (Documents sur le commerce maritime de)**, *B*, III, 203. — (Aimeri, vicomte de), *B*, IV, 145.
- NATALI (De die)**, *A*, V, 200.
- NAUD**. Sens de ce vieux mot, *A*, II, 245.
- NAUDET (M.)**, de l'Institut, directeur du conservatoire à la Bibl. roy., *A*, I, 582. — membre de la commission de l'Éc. des ch., *A*, I, 50. — du conseil de perfectionnement, *B*, III, 175; IV, 187. — Sa collaboration au t. XX du Recueil

- des hist. des Gaules, *A*, II, 83. — Sa Lettre à M. Libri, relative à la Bibliothèque nationale, *B*, V, 381.
- NAVARRÉ** (Dictionnaire des antiquités de la), par don J. Yanguas, *A*, V, 99. — (Jeanne de), sœur de Charles le Mauvais. Son entrevue avec Étienne Marcel, *A*, II, 358. — (Charles le Mauvais, roi de). Voy. *Charles le Mauvais*. — (Philippe de), *A*, II, 370, 371. — (Thibaud, roi de). Sur l'authenticité de sa Lettre relative à la mort de saint Louis, *A*, V, 105 et suiv. Voy. *Philippe de Navarre*.
- NÉCROLOGES**, *B*, III, 362 et suiv. Voy. *Morts*.
- NEDJM-EDDIN-HASSAN-ABDAB**, écrivain arabe, *B*, I, 31.
- NÉERLANDAIS** (Dictionnaire), du XIV^e et du XV^e siècles, *B*, I, 382.
- NEMALONI**, peuple de la Gaule, *B*, V, 394 et 395.
- NEMOURS** (Château de). Jacques de Brézé y est détenu, *B*, V, 222.
- NÉOPLATONICIENS** (École des). Prière dans le style de cette école, *A*, IV, 269.
- NESLE** (Jean de), chancelier du Dauphin fils de Charles VI, harangue les députés aux états de 1413, *B*, I, 279.
- NEUCHÂTEL** (Canton de). Monuments de son histoire pub. par M. Matile, *A*, II, 512; *B*, I, 568.
- NEUILLY-SUR-MARNE** (Pierre de), *B*, IV, 520.
- NEUILLY** (Ét. de), Président à la cour des aides, député de Paris aux états généraux de 1588, *B*, II, 433.
- NEUMANN**. Voy. *Peuples*.
- NEUSS** (Siège de), en 1474, *B*, IV, 417.
- NEUSTRIA**, *B*, I, 172; IV, 341.
- NEVERS** (Le duc de). Tentative d'insurrection organisée en son nom dans le Magne, *A*, II, 532. — chef de la famille de Gonzague-Paléologue, 535. — Ses prétentions sur la Grèce, 536 et suiv. — (Archives de), IV, 386. — (Églises du diocèse de), *B*, I, 376.
- NICÉE** (Description de), *A*, II, 446.
- NICETAS EUGENIANUS**. Voy. *Amours de Drosille et Chariclès*.
- NICHOLAS** (Jehan), traducteur de la Bible en français, *A*, V, 65.
- NICOSIE**, capitale de l'île de Chypre, *A*, V, 134. — (Inscriptions françaises à), *B*, II, 506.
- NIMBE** (Sur le), *B*, II, 185.
- NIMES**. Nom de cette ville en gaulois, *B*, IV, 312. — (Terreur à), en 1432, *B*, I, 145.
- NION** (Claude), roi des Ménécriers, *A*, IV, 548.
- NIORT**, *A*, II, 153, 167. — Voy. *Archives*.
- NIVELT**. Sa mythologie ésoptique, *B*, IV, 481.
- NOAILLÉ** (Abbaye de), près Poitiers. Chartes des VIII^e et IX^e siècles qui en proviennent, *A*, II, 75. — (La ville de), prise par les cotereaux en 1183, III, 136.
- NOBLESSE**. Des faux gentilshommes au XVI^e siècle, *B*, II, 397. — Explication des monuments figurés représentant la Noblesse et la Vilenie, *B*, V, 31 à 44. — (Revue historique de la), *A*, II, 195.
- NOGENT** (Château de), occupé par les routiers, *B*, II, 256.
- NOGENT-LE-ROTHOU**. Vignobles autour de cette ville, vers l'an 1200, *A*, I, 538.
- NOIERS** (Le seigneur de), *A*, III, 12 et suiv.
- NOINTEL** (Le marquis de) fait réédifier l'église de Saint-Georges à Constantinople, *B*, II, 496.
- NOLISSEMENT** (Charte de) de l'an 1264, *B*, IV, 244.
- NOMS** (Orthographe des anciens), *A*, IV, 275, 276. — Forme particulière des noms propres, aux cas obliques, dans le latin du IX^e siècle, *B*, III, 414. — Noms grecs en caractères latins, *B*, IV, 316, 317. — Noms latins en caractères grecs, *ibid.* — Liste de noms germaniques, avec leur signification, *B*, V, 348-353.
- NORMANDIE** (Histoire des ducs de) et des rois d'Angleterre, publ. par M. Michel, *A*, II, 193. — (Tableau de la) au XV^e siècle, *A*, III, 318, 322, 332, 348. — (Des revenus publics en) au XII^e siècle, *B*, V, 173, 242, 257, 422. — (Hist. du parlement de). Voy. *Floquet*. — (Journal des savants de), *B*, I, 470. — (Lettres sur l'histoire monétaire de la) et du Perche, par M. Lecointre-Dupont, *B*, III, 526. — (Fonctionnaires sous les ducs de), *B*, V, 262. — Louis XI reprend la Normandie, cédée à son frère, *A*, IV, 52. — La haute Normandie, réunie par Mapeau au parlement de Paris, 59. — Voy. *Antiquaires*, *Coutumes*, *Diaire*, *Rouen*.
- NORMANDS** (Invasions des) au midi de la Loire, *A*, I, 343 et suiv. — Ils prennent et perdent Angers, en 873, I, 345, 349, 350. — dévastent la Bretagne en 877, *ibid.*, 358. — Position de leur camp lors du siège de Tours, *B*, I, 439. — (Hist. des expéditions maritimes des), par M. Depping, *B*, I, 293. — (Invasions des) en Espagne et en Portugal, par M. Mooyer, *B*, II, 87. — Influence de leur invasion en Belgique, 562. — (Ex-

- péditions des), III, 20 et suiv. — (La Charte aux), *A*, IV, 42. — Son inexécution donne lieu à un soulèvement, sous Charles VI, 49. — Charles VII la confirme, *ibid.* — Atteintes portées à la Charte aux Normands, 54. — Les Nupieds l'invoquent, 57. — Louis XIV la reconnaît, 58.
- NOSTRADAMUS** (César), *B*, III, 34 et 35.
- NOTES TIRONIENNES**, usitées en Touraine jusqu'au commencement du XI^e siècle, *B*, I, 443, 446-449. — Voy. *Souscriptions*.
- NOTRE-DAME-DE-LA-VICTOIRE**, près Senlis, reconstruite par Louis XI, *A*, III, 477.
- NOTRE-DAME de Vaison**, *B*, IV, 333 et suiv.
- NOTRE-DAME-LA-GRANDE** de Poitiers. (Détails archéologiques sur), *B*, III, 187 et suiv.
- NOTRE-DAME de Paris** (Tradition relative aux marches de), *B*, IV, 188. — (Vices et Vertus figurés sur les bas-reliefs et sur les vitraux de), *V*, 31-44.
- NOTRE-DAME de Chartres**, *B*, V, 31-34.
- NOTRE-DAME d'Amiens**, *B*, V, 31-34.
- NOTRE DAME DE-NAZARETH** (Chapelle de), à Entrechaux. Son bas-relief, *B*, IV, 317. — Inscription trouvée sous son autel, 318 et suiv.
- NOUVELLES** (Jean de), auteur d'une chronique, *A*, I, 90.
- NOYON**. (Les reliques de saint Florent déposées à), *A*, III, 479. — (Evêque de), 479, 491. — (Correspondance entre le corps municipal de) et celui de Paris, en 1413, *B*, II, 52, 63, 69, 384.
- NOYON** (Claude), dit Lafont, roi des ménestriers, *A*, IV, 548.
- NUMÉRATION**. Les chiffres arabes et la valeur de position de ces chiffres ne sont pas de l'invention des Arabes, *A*, IV, 382-386.
- NUMISMATIQUE** (Revue de la) française, dirigée par MM. Cartier et De la Saussaye, *A*, III, 290, 405, 499.
- NU-PIEDS**, *A*, I, 122; IV, 57.
- ORANT**, évêque de Liège, *B*, III, 216, 225, 229.
- ORSEQUENS** (Julius), auteur du *Liber de Prodigis*, *A*, V, 200.
- OCTAVIEN**, cardinal envoyé en France par le pape pour lever l'interdit prononcé contre Philippe-Auguste, *B*, I, 94 et suiv.
- OCTROIS** de la ville de Rennes, *B*, I, 530 et suiv.
- OCULISTES** (Cachets d') romains. Recherches sur ces monuments, *B*, III, 260; IV, 82.
- ODILE**, abbesse de Hohenbourg, *A*, I, 241.
- ODIN**. Son suicide, *A*, III, 551.
- ODON** (Le marquis), père de Tancrède, *A*, IV, 312.
- OFFICES** (Remarques d'Eude Rigaud sur la célébration des), *B*, III, 486.
- OFFICIAUX** (Empiètements des) sur la juridiction royale, *B*, I, 409; III, 386 et suiv.
- OFFICIERS** (Les grands) de la couronne n'avaient pas, par cette seule qualité, le droit de participer au jugement des pairs de France, *B*, V, 20.
- OGIER-LE-DANOIS** (Recherches sur), *A*, III, 521. — Origine de son surnom, *B*, II, 337. — *La Chevalerie Ogier de Danemarque*, par Raimbert de Paris, poème publié par M. J. Barrois, *A*, IV, 389.
- OGIVE** (Mosquées de Damas et du Caire construites en), *B*, II, 503.
- OL**. De l'emploi de cette notation dans la langue française, *B*, II, 228 et suiv.
- OLIM** (Les) du parlement de Paris, *A*, I, 576; *B*, I, 262; IV, 438.
- OMODÉ** (M. le colonel), *B*, I, 44.
- OPOIX** (M. Christophé), auteur d'une Histoire de Provins, *B*, II, 467. — (M. Armand), éditeur de ce livre, *ibid.*
- OPTATUS GALLUS**, ouvrage pseudonyme de Claude Hersent, condamné par le parlement, *A*, V, 594. — Voy. *De Marca, Du Puy, Montchal, Richelieu*.
- OR** (Rapport de la valeur de l') à la valeur de l'argent, au XII^e siècle, *B*, V, 206 et 207.
- ORAN** (Province d'), *B*, V, 76. Voy. *Afrique*.
- ORANGE**. Document sur l'histoire de cette ville, *A*, I, 492. — Son aqueduc antique, *B*, IV, 329. — Son cirque, *ibid.*, note 1. — prise par les routiers, *B*, I, 133. — (Principauté d'), III, 42.
- ORANGE** (Fleur d'). Sens et emploi de cette locution, *B*, II, 324.
- ORDERIC VITAL**. Manuscrit de son Histoire ecclésiastique à la bibliot. publ. d'Alençon, *A*, I, 536. — Publicat. de cet ouvrage par M. Aug. Le Prévost, *B*, I, 563.
- ORDONNANCES** des rois de France. Collec-

- tion qui en aurait été faite en 1315, *A*, III, 59. — (Table chronol. des), publiée par M. Pardessus, *B*, V, 80. — Ordonn. inédite de Charles V, de 1376, *B*, III, 213.
- ORELLI (M.), de Zurich, *A*, I, 465.
- ORFÈVRERIE mérovingienne (Objets d') trouvés à Gourdon (Saône-et-Loire), *B*, III, 80.
- ORGANISTES de la chapelle du roi, *A*, V, 340 et suiv., 361 et suiv.
- ORGE MONT (Pierre d'), chancelier de France, auteur des chroniques de Saint-Denis, depuis 1350 jusqu'en 1379, *A*, II, 66 et suiv.
- ORGETORIX. Son véritable nom, suivant Bouvard, est le mot tudesque *Ehrenrich*, honorable, *B*, V, 347.
- ORGUES apportées de Naples, *B*, IV, 422.
- ORIENS CHRISTIANUS. Additions à cet ouvrage, *B*, V, 311.
- ORIENT (Notes d'un voyage archéologique en), *B*, II, 489.
- ORLÉANS délivré par la Pucelle, *B*, II, 150 et suiv. — (Faveur accordée par Louis VIII au chap. d'), IV, 519. — (Chronique du siège d') en 1429, et institution de la fête de sa délivrance, *B*, III, 500-509. — visité par les Bohémiens en 1447, *A*, V, 529. — (Évêque et cathédrale d'), *B*, III, 31.
- ORLÉANS (Le duc d'), *A*, II, 372.
- ORLÉANS (Parti d') au XV^e siècle, *B*, IV, 450 et suiv.
- ORLÉANS (Henriette-Anne d'Angleterre, duchesse d'). Lettre de Bossuet sur sa mort, *B*, I, 174 et suiv.
- ORLÉANS (Louis d'), avocat au parlement de Paris, *B*, II, 433, 441.
- ORLÉANSVILLE (Inscription trouvée à), *A*, V, 103, 411.
- ORMES (Guillaume des), sénéchal de Carcassonne, *B*, II, 365. — Son rapport à la reine Blanche sur le siège de Carcassonne, 371.
- ORNE (Archives du départ. de l'), *A*, I, 539.
- ORTHOGRAPHE. L'ancien français en avait-il une? *A*, III, 65 et suiv. — de Voltaire; voy. *Voltaire*.
- OSANN (M.). Son édition de Vital de Blois, *B*, IV, 505.
- OST (De l') et de la chevauchée, ou du service militaire des fiefs nobles en France, *B*, V, 247.
- OTBERT, évêque de Strasbourg, *A*, I, 440.
- OUVÈSE, Ouvèse (Pont antique de la rivière d'), *B*, IV, 306, note 2, 311.
- OVIDE, *B*, IV, 482, 483.
- OZANAM (M.). Voy. *Germanis*.

P

- PACIFIQUES ou Capuchonnés (Confrérie des), fondée pour la destruction des routiers, *A*, III, 139-147, 258, note 2.
- PAGI de Normandie aux XI^e et XII^e siècles, *B*, V, 258.
- PAILLARD DE ST-AIGLAN (Ch. Alph. Matth.), élève pensionnaire de l'École des chartes, membre de la Soc. de l'Éc. des chartes, *A*, I, 49. — substitut au tribunal d'Availles, IV, 90. — Son mémoire sur l'établissement des monastères et l'invasion des Normands en Belgique, couronné par l'Acad. de Bruxelles, 502, 562. — Voy. encore *B*, V, 390.
- A publié dans la Bibl. de l'École des ch. : Mémoire sur les invasions des Northmans au midi de la Loire, *A*, I, 343. — Notice sur Jean Boutillier, auteur de la *Somme rurale*, *B*, IV, 89. — Bulletin bibliog., *A*, I, 512; III, 506; V, 288.
- PAILLARDS (Les). Nom qu'on donnait aux routiers et cotereaux, *A*, III, 136.
- PAIN-ET-CHAIR (Maitre Jean), *A*, V, 481.
- PAIRIE (Annuaire de la) et de la noblesse, *A*, IV, 292.
- PAIRS. Un vassal ne pouvait être jugé que par ses pairs de fief, *B*, V, 13. — de France (Mémoire sur l'arrêt de la cour des) qui condamne Jean sans Terre; par M. Beugnot, *B*, V, 1. — Siégeaient-ils seuls dans les procès des grands vassaux de la couronne? *B*, IV, 298 et suiv.; V, 4, 13, 18. — ecclésiastiques, *B*, V, 25.
- PALAIS (La grande salle du) à Paris, *B*, V, 102.
- PALAISEAU (Fisc de), *B*, III, 31.
- PALATINAT du Rhin (Histoire du), par M. Häusser, *B*, I, 382.
- PALÉOLOGUE (Hélène), *A*, V, 434.
- PALÉOLOGUE, nom donné au duc de Nevers (1612) par les Maniotes, *A*, II, 534.
- PALERME (Documents des archives de), *B*, III, 205.
- PALME (Signification symbolique de la), *B*, V, 35.
- PALSGRAVE (Jean), grammairien du XVI^e siècle, *B*, II, 359.
- PAMPHLET, au XVII^e siècle. Voy. *Bans*.

- PAMPHYLUS**, poème du moyen âge, *B*, IV, 481, 482.
- PARÈS** (Essai historique sur la puissance temporelle des), par M. Daunou, *A*, III, 232 et suiv. — (Histoire de la lutte des) avec les empereurs de la maison de Souabe, *B*, V, 166. — Le pape donne, en 1422, des saufs-conduits aux Bohémiens, *A*, V, 471 et suiv.
- PAPHOS** (Inscriptions françaises à), *B*, II, 542.
- PAPON**, historien de Provence, *B*, V, 409, 410.
- PAPYRUS** égyptien (De l'influence du) sur la littérature grecque, *A*, IV, 276.
- PARACLET** (Abbaye du), *B*, III, 255.
- PARDISSUS** (M.), de l'Institut, président de la commission de l'Éc. des ch., *A*, I, 50. — président du conseil de perfectionnement de l'Éc. des ch., *B*, III, 175. — continuateur du Recueil des ordonnances des rois de France, *A*, II, 198; *B*, V, 80.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Formules inédites, *A*, I, 217. — Fragment d'un commentaire inédit de la loi salique, 409. — Des juridictions privées ou patrimoniales, sous les deux premières races, II, 97. — De la formule *Cum stipulatione subnexa*, 425. — Notice sur les Mss. de formules, suivie de 14 formules inédites, IV, 1. — De la juridiction exercée par la cour féodale du roi sur les grands vassaux de la couronne, pendant les XI^e, XII^e et XIII^e siècles, *B*, IV, 281.
- PARIS** (Langage à) au moyen âge, *B*, II, 192. — (Quelques points de la coutume de) au XIV^e siècle, I, 396-435. — (Marguilliers laïques des églises de), V, 243. — (Correspondance du corps municipal de) avec celui de Noyon en 1413, II, 52; — avec d'autres villes, 55 et suiv. — (Assaut de) par la Pucelle, II, 164. — visité par les Bohémiens en 1427, *A*, V, 521-524. — (Hist. de l'hôtel de ville de), par MM. le Roux de Lincy et V. Cailliat, *B*, I, 468; III, 262. — (Procès-verbal des délibérations tenues à l'hôtel de ville de), pendant la captivité de François I^{er}, *A*, V, 545. — (Élection du député de la prévôté de) aux états généraux de 1588, *B*, II, 422. — (Registres de l'hôtel de ville de) pendant la Fronde, publ. par MM. le Roux de Lincy et Douet d'Areq, V, 384. — Voy. *Palais, Parlement, Pont, Université, Voie romaine*.
- PARIS** (M. Paulin), de l'Institut, *A*, II, 59 et suiv. — membre du conseil de perfectionnement de l'École des chartes, *B*, III, 266. — Voy. *Manuscrit*.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Notice sur Richard de Fournival, *A*, II, 32. — Recherches sur Ogier-le-Danois, III, 521.
- PARISCALME** et *Pariscelalme*, espèce de navire, *B*, IV, 245.
- PARISIS** (Deniers). Leur usage en Normandie, *B*, V, 192. — Leur valeur, 205.
- PARLEMENT** de Paris (Origine du), *A*, I, 577. — (Quelques points de la jurisprudence du), *B*, I, 396. — (Procès au), en 1405, III, 323. — (Arrêt du) sur la fête des Innocents, *A*, III, 568 et suiv. — prend part à l'élection des députés aux états généraux en 1588, *B*, II, 433. — Voy. *Style*.
- PARLOIR** aux bourgeois (Sentences du) de Paris, *B*, III, 262.
- PAS**, **POINT**. Observations sur ces négations artificielles, *B*, II, 337.
- PASCAL** (Blaise). Épisode de sa vie, *A*, IV, 111. — Sa famille, V, 302. — (Vie de Jacqueline), V, 301 et suiv. Voy. *Perrier* (Madame).
- PASCWETHER**, comte breton, *A*, I, 354-358.
- PASQUIER** (Étienne). Sa traduction des Institutes, publiée par M. le duc Pasquier, *B*, IV, 269. — Voy. *Giraud* (M. Ch.).
- PASQUIER** (M. le duc), de l'Académie française, *A*, III, 312.
- PASSIONAL** (Le vieux), pub. par M. Hahn, *B*, I, 293.
- PASTOURAUX**, *A*, II, 162, 163.
- PATAY** (Bataille de), *B*, II, 157.
- PATIN** (M.), de l'Académie française, *A*, III, 519.
- PATOIS** du midi de la France (Notices et extraits de quelques ouvrages en), par M. G. Brunet, *A*, II, 90. — des paysans de comédie, *B*, II, 252. — Voy. *Dialectes*.
- PATRU** (Olivier), *A*, I, 460.
- PAUL DIACRE**. Renseignements sur sa vie et ses écrits, *B*, IV, 278. — (Vers de Charlemagne adressés à), *A*, I, 306.
- PAUL** (Éléonore de), demoiselle d'honneur de Marie d'Anjou, *B*, III, 139.
- PAYSANS** (Hist. des) en France, par M. Leymarie, *B*, V, 420.
- PEAGER**, officier épiscopal à Strasbourg, *A*, I, 436.
- PIÉGES** (Origine des), *B*, III, 465 et suiv.
- PÈDRE** de Tolède. Mémoire sur son ambassade en France en 1603, *B*, I, 344 et suiv.
- PEGUTTAÏN** (Aimeric de), troubadour, *A*, IV, 31, 100.

- PEINTRES** (Corporation des) à Strasbourg, *A*, I, 449. — provinciaux de France, *B*, III, 448. — Épigramme contre un mauvais peintre (XV^e siècle), III, 70.
- PEINTURE** (Guide de la), par Denys, moine byzantin, *B*, I, 461. — Au XII^e siècle. Voy. *St-Aubin d'Angers*. — Peintures à fresque dans la cathéd. de Brunswick, *B*, II, 89. — Peinture à l'huile, avant Jean Van Eyck, I, 540 et suiv. — sur verre, *A*, II, 587. — Portrait d'un abbé de St-Germain-des-Prés en 1405, *B*, II, 88.
- PÉLERINAGES** (Mémoire sur les) en Terre Sainte avant les croisades, *B*, II, 1. — Liste chronologique de ces pèlerinages, 23.
- PELET** (Sires de), issus des anciens vicomtes de Narbonne, *B*, II, 95.
- PELLET** (Jean), cordelier. — Voy. *Coquillon*.
- PENTECÔTE** (Procession de la), *B*, IV, 345-349.
- PÉQUIGNY**. Voy. *Picquigny*.
- PÉQUIN**. De l'origine et du sens de ce mot, *B*, II, 339.
- PERCHE** (Rareté des documents relatifs aux monastères du) avant le XIII^e siècle, *A*, I, 539. — Voy. *Normandie*.
- PERDRIER DE BAUBIGNY** (Généalogie de la famille), *B*, IV, 151, 152.
- PÉRIGUEUX** (Bourg et cité de). Ses consuls, *B*, III, 442. — Ses monuments antiques, IV, 46. — Périgueux et les deux derniers comtes de Périgord, par M. L. Dessalles, 54.
- PERMUTATION** réciproque du B et du V, *B*, IV, 320. — du C et du T, 401.
- PÉRONNE** (Péage de), *B*, III, 253.
- PERRÉAL** (Jean), architecte de l'église de Brou. — Voy. *Brou*.
- PERRIER** (Madame), sœur de Pascal, *A*, IV, 129. — Extraits de ses Mémoires, V, 316.
- PERRUCQUET**, prétentieux, *B*, V, 365.
- PERTZ** (M. G. H.). Voy. *Brunswick, Germains*.
- PÉRUGIN** (le), peintre, *B*, III, 69.
- PESASON**, pied, *A*, II, 395.
- PESCO** (P), village du dioc. de Liège, *B*, II, 74.
- PESTE** de 1348 (Poème latin relatif à la), par Syn. de Covino, *A*, II, 201.
- PÉTONY** (Jules de), élève de l'ancienne École des chartes, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 45. — Ses travaux aux archives du dép. de Loir-et-Cher, 516. — Son ouvrage sur les trois Brunier, II, 308. — Ses études sur l'hist. et les institutions de l'époque mérovin-gienne, IV, 90; *B*, I, 179, 372. — remporte pour cet ouvrage le prix Gobert à l'Acad. des inscriptions, 478, 550. — membre corresp. de l'Acad. des inscriptions, *B*, II, 468. — Son hist. du Vendômois, V, 422.
- A publié dans la Bibliot. de l'Éc. des chartes : Notice sur Jacques Brunier, *A*, I, 263. — L'abbé Vert, *B*, I, 454. — Charte secrète d'Isabeau de Bavière, V, 329.
- PETIT-CÉLIER** (Enguerrand du), *A*, II, 375.
- PETITOT**, peintre en émail de Louis XIV, forcé d'abjurer le protestantisme, *B*, V, 420.
- PÉTRARQUE**, *A*, IV, 255; *B*, II, 574.
- PETRUCCHI** (Ottaviano dei), inventeur de l'impression des notes de musique en caractères mobiles, *B*, II, 86.
- PEUPLES** (Mémoire sur l'origine et les émigrations des) qui ont habité au nord de la mer Noire et de la mer Caspienne, par M. Neumann, *B*, I, 553.
- PEY BERLAND** (Tour de) à Bordeaux, *B*, IV, 67.
- PHÉNICIEN**. Inscription phénicienne, *B*, IV, 426.
- PHÉNIX**. Signification symbolique de cet oiseau, *B*, V, 35.
- PHILIPPE I**. Voy. *Fœu*.
- PHILIPPE-AUGUSTE**. Sa politique contre Jean sans Terre, *B*, V, 2. — assiège Thouars, *A*, I, 366. — Dialogue entre lui et Pierre le Chantre, II, 398. — Histoire d'Ingeburge, sa femme; voy. *Ingeburge*. — Voy. encore, *B*, II, 254; III, 253.
- PHILIPPE LE HARDI**. Sa vie, par Guillaume de Nangis, *A*, III, 19. — Voy. encore IV, 580; *B*, IV, 521.
- PHILIPPE LE BEL**. Lettre écrite par lui à l'évêque d'Auxerre, Pierre de Mornay, relativement à son différend avec Boniface VIII, *A*, V, 154. — Son traité du 6 juin 1295 avec Éric, roi de Norwège, IV, 359 et 501. — Mémoire qui lui est adressé sur le gouvernement de son royaume, *B*, III, 273 et suiv. — Sa mort, *A*, III, 1 et suiv.
- PHILIPPE LE BON**, duc de Bourgogne, *B*, II, 254 et suiv.; V, 425.
- PHILIPPE de Navarre** (Notice sur la vie et les écrits de), par M. Beugnot, *A*, II, 1 et suiv., 290.
- PHILIPPE** (Lettre de), trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers, au frère de saint Louis, *A*, I, 389.

- PHILISTINS dévorés par les rats, *B*, IV, 238.
- PHILOLOGIE (Revue de), par M. Léon Renier, *B*, I, 298.
- PHILOSOPHIE (Nouvelles écoles de), critiquées par M. Daunou, *A*, III, 241. — Philosophie de Condillac, 243.
- PHOCIENS (Recherches sur une colonie de), *B*, V, 74.
- PIASTRA, métaux laminés, *B*, V, 147.
- PIBRAC (M. du Faur de), *B*, II, 79.
- PICARDIE (Villes de) prises par Louis XI, *A*, III, 476-479. — Voy. *Antiquaires*, *Artois*, *Coutumes*.
- PICHON (M. J.), *A*, III, 109 et 204; — éditeur du *Ménagier de Paris*, *B*, V, 78. — Voy. encore *B*, IV, 440.
- PICQUIGNY (Vers sur le traité de), *B*, V, 110. — (Jean de), orateur de la noblesse aux états généraux de 1357, *A*, II, 353.
- PIRCA. Observations sur ce mot, *B*, II, 341.
- PIEDFER (Jacques), prévôt des marchands, en 1499, *B*, II, 34.
- PIÉMIN, monticule, à Vaison. Étymologies diverses de ce nom, *B*, IV, 307.
- PIEROS LI BORGHE, trouvère, *A*, V, 290.
- PIERRE de Luxembourg (Couteau de saint), *B*, IV, 417.
- PIERRE L'ERMITE, prédicateur de la première croisade, *A*, II, 444, 446.
- PIERRE LE CHANTRE. Voy. *Philippe-Auguste*.
- PIERRE-BUFFIÈRE, ville du Limousin prise par les cotereaux, *A*, III, 136.
- PIERRELATTE. Sa chartre, *B*, III, 39 et suiv. — Ses seigneurs, 42.
- PIERRIERS de Turquie, *B*, II, 369.
- PIMPRENEAUX, monnaie, *B*, V, 210.
- PIU (Abbaye de Notre-Dame du), près Poitiers. Dérèglements de ses religieux en 1650, *A*, I, 233.
- PISE (Histoire de), par Roncioni, publiée par M. Bonaini, *B*, IV, 436. — Commerce des Pisans, au moyen âge, en Orient, I, 311; — dans l'Afrique septentrionale, IV, 244; V, 134. — Documents sur l'hist. de Pise, II, 87. — Banquiers pisans; voy. *Casanova*, *Jhota*.
- PITHOU (Pierre). Voy. *Du Puy*.
- PITRA (Dom). Voy. *Léger* (Saint).
- PLAISANCE (Prince de), *A*, III, 569.
- PLANE (M. de la), auteur d'une hist. de Sisteron, *B*, V, 402, note 2.
- PLATON (Vers attribués à); traduction latine, *A*, IV, 268.
- POCIOLLUS (Puisseux ou Puteaux?), village du Pincerais, *B*, II, 72.
- PODESTA (Traité de l'office du), dans les républiques municipales de l'Italie, *A*, II, 313.
- POEV-D'AVANT (M.). Sa collection de médailles, *B*, V, 406, 407.
- POILLEVILAIN (Jean), *A*, II, 375.
- POIRIER (Dom), bénédictin, *A*, III, 18.
- POITIERS (Découverte d'un carquois d'or à), *B*, II, 90. — (Évêques de), *A*, I, 553 et suiv.; III, 481, 496. — (Prise de) par les Anglais, II, 166. — (Cathédrale de), *B*, IV, 49. — (Documents historiques tirés des archives de), publiés par M. Berger de Xivrey, *A*, I, 225. — Compte de dépenses faites par cette ville en 1451, I, 229.
- POITIERS (Le comte de), en 1357, *A*, II, 353.
- POITOU (Essai sur les monnaies du), par M. Lecoindre-Dupont, *A*, III, 596.
- POLICE municipale de la ville de Rennes, *B*, I, 538.
- POLNOIR. Voy. *Polvoir*.
- POLOGNE (Idée de la république de) au XVIII^e siècle, *A*, I, 579.
- POLVOIR ou PULVOIR (Heuves), peintre de Tours, *A*, IV, 489. — Héliote, sa fille, amie de Jeanne d'Arc, 486.
- POLYPTYQUE d'Irminon, pub. par M. Guérard, *B*, I, 371.
- POMPEIUS (Q.), *Pompeia Sexta*, dans une inscription antique, *B*, IV, 318. — Famille Pompeia chez les Voconces, 321, 322.
- POMPOSIANA, en Narbonnaise (Inscription inédite de), *A*, V, 407.
- PONT-NEUF (Le), à Paris, au XVII^e siècle, *B*, V, 368 et 369.
- PONT-NOTRE-DAME (Le), à Paris. Recherches historiques sur sa chute et sa reconstruction en 1499, *B*, II, 32 et suiv.
- PONTIFEX DEANE, *B*, IV, 318 et suiv.
- PONTOISE (Jacques de), *A*, I, 91.
- PORTS-DE-CÉ (Défaite des routiers aux), *B*, I, 139.
- PORTAGE, sorte de droit, *B*, III, 255.
- PORT-ROYAL (Projet d'un nouveau), conçu en 1807, *B*, IV, 156, 159, 160, 171 et suiv.
- PORTE DU THEIL (La). Son mémoire, aujourd'hui perdu, sur la vie d'Ingeburge de Danemark, *B*, I, 3.
- PORTEVIN (Jehan), roi des ménestriers, *A*, IV, 546.
- PORTO-PISANO, *B*, IV, 246 et suiv.
- POT-DE-FER, espèce de canon ou bombarde, *B*, I, 37. — Pots-à-feu, III, 339.
- POUANS, près Arcis-sur-Aube (Armes et bijoux découverts à), *A*, III, 598.
- POUDRE à canon (De la) et de son intro-

- duction en France, *B*, I, 28. — connue des Arabes avant de l'être des Européens, 31. — employée en Italie en 1326; — en France en 1338, 35; — aux sièges de Puy-Guillem et de Cambrai en 1339, 38 et suiv. — Les Français en font usage avant les Anglais, 44. — En quoi elle diffère du feu grégeois des Byzantins, *B*, III, 439. Voy. *Feu grégeois*.
- POULET-MALASSIS (M.), *B*, IV, 187.
- POUVOIR (Du) spirituel dans ses rapports avec l'État, par M. Filon, *B*, I, 294.
- PRAGMATIQUE-SANCTION (De la) attribuée à saint Louis; par M. R. Thomassy, *B*, I, 294. — Mémoire de Thomas Basin sur la pragmatique-sanction de Charles VII, *A*, III, 340.
- PRAGUE (Législation de la ville de), *B*, II, 81.
- PRANGINS (Sires de), *B*, IV, 430.
- PRAT (L'abbé). Son rôle auprès de M. et madame de Grignan, *A*, IV, 342.
- PRATO (*Domenico da*), auteur de la traduction italienne du poème de Vital de Blois, *B*, IV, 479.
- PRÉAUX (Ricilde et Anfride, abbesses de Saint-Léger de), omises dans le *Gallia christ.*, *B*, III, 383.
- PRESLES (Raoul de), avocat au parlement, *A*, III, 11.
- PRÊTEURS, magistrats municipaux de Strasbourg, *A*, I, 456. — officiers du duc de Normandie, *B*, V, 263.
- PRÉVÔT, officier épiscopal à Strasbourg, *A*, I, 434 et suiv. — agent financier du duc de Normandie, *B*, V, 263. — Prévôt de Paris, *B*, II, 422, 428 et suiv. — Prévôt de Saint-Julien, officier de la corporation des ménestriers, *B*, III, 395. — Prévôt des étourdis, 569.
- PRIMAZ, religieux de Saint-Denis et chroniqueur, *A*, II, 59 et suiv.
- PRIMOGENITURE (Droit de), *B*, V, 409.
- PRIoux (M.). Voy. *Braine*.
- PRIVILÈGE du roi. Était-il nécessaire pour la réimpression d'un livre? *A*, V, 590.
- PROCÉDURE (Statuts du comte Pierre sur la) dans le comté de Savoie, *B*, IV, 429. — (Réforme de la), proposée en Normandie en 1453, *A*, III, 334. — Voy. *Style*.
- PROCÈS criminel soutenu contre un chevalier du comté de Beaumont-sur-Oise (1250), *B*, IV, 405. — contre Jean de Beaufremont, pour avoir séquestré un alchimiste (1455), *B*, II, 254. — contre R. d'Azincourt (1405), pour tentative de rapt, *B*, III, 323. — contre un bourgeois de Paris, pour outrage aux mœurs (1470), *B*, IV, 506. — contre Jacques de Brézé, meurtrier de sa femme (1477), *B*, V, 211 et suiv. — (Mémoire adressé à Philippe le Bel pour abréger les), *B*, III, 274. — pour la possession des reliques de saint Florent, *A*, III, 486.
- PROCESSION de la Pentecôte, *B*, IV, 345-349.
- PROCIDA (Jean de), *A*, IV, 578.
- PRODEFENSOR, magistrat municipal de la curie, est-il le même que *professor*? *A*, I, 223.
- PRODRÔME (Th.). Voyez *Amours*.
- PROFESSOR. Voyez *Prodefensor*.
- PRONONCIATION du latin au XI^e siècle, *A*, I, 326. — du français au moyen âge, étudiée sommairement par M. Ampère, *A*, III, 93; — *in extenso*, par M. Génin, *B*, II, 189 et suiv., 289 et suiv.
- PROPRIÉTÉ foncière en Occident (Hist. du droit de), par M. Ed. Laboulaye, *A*, I, 103.
- PROTESTANTS favorisés par Marguerite de Navarre, *A*, III, 512. — (Idées des) sur le suicide, IV, 467. — Voy. *Assemblée, Petitot*.
- PROVENÇALE (Ile), près de la côte de Carmanie, *B*, I, 315.
- PROVENCE. Étendue des pays compris sous ce nom, *B*, I, 306. — (Documents sur le commerce maritime de la), *B*, III, 205 et suiv. — (Faits ignorés de l'histoire de), *B*, III, 444. — Langue provençale, *B*, III, 31. — La poésie provençale en Italie, *A*, IV, 23 et suiv. — Voy. *Digne, Seyne*.
- PROVERBES (Anciens) basques et gascons, *B*, I, 298.
- PROVINS (Denier de) du XII^e siècle, suspendu au bas d'une charte, *B*, I, 242. — Explication du type de ce denier et classification des monnaies provinoises, 263 et suiv. — (Histoire de), par M. F. Bourquelot, *A*, I, 214; II, 191, 587. — (Histoire et description de), par M. Chr. Opoix, *B*, II, 467. — (Une Vaudoise arrêtée à), III, 89. — Voy. *Musnier (Anne)*.
- PRUNAI (Jean de), auteur du XIV^e siècle, *B*, III, 5.
- PUBLIUS SYRUS (Sentence de), *A*, II, 122. — Autres sentences à lui attribuées, 117.
- PUCELLES (Fausses) qui, après le supplice de Jeanne d'Arc, veulent se faire passer pour elle, *B*, III, 116. — Voy. *Jeanne d'Arc*.
- PUISEUX (Raoul de), *B*, I, 73.
- PUISEUX (Aimar de), surnommé *Cadorat*, ami de Louis XI, *B*, IV, 424.
- PULVERATICUM, péage à Seyne en Pro-

vence, supprimé en 1759, *B*, V, 404.
PUY-GUILLEM (Siège de) en 1339, *B*, I, 38 et suiv.
PUY (Renaud du), *B*, II, 369 et suiv.

PUYS (Laurent du), gardien d'Isabelle de Bavière, *B*, V, 336 et 337.
PUZIGNAN, en Dauphiné, donné à Rodrigue de Villandrando, *B*, I, 153.

Q

QUADRIO (l'abbé), *B*, IV, 479.
QUANTIN (M.). Voy. *Diplomatique, Yonne*.
QUATREBARBES (M. de). Voy. *René*.
QUERCI (Tableau du) sous Charles VII, *B*, I, 202.
QUENNEL (Le P.). Ses lettres à Magliabechi, *B*, III, 257.
QUENNOY (Le) assiégé, *B*, I, 42.
QUEUX (La), en Brie, *B*, I, 52.
QUICHERAT (Julien), élève pensionnaire de l'Éc. des ch., archiviste-paléog., membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 47. — chargé de cataloguer les Mss. de la bibl. d'Arras, *A*, III, 111, 206; — des bibl. de Charleville et de Metz, IV, 187. — répétiteur général à l'Éc. des ch., *B*, III, 174. — membre de la Légion d'honneur, 449. — expert dans l'affaire Libri, IV, 358. — professeur à l'Éc. des ch., *B*, V, 389. — président de la Soc. de l'Éc. des ch., *ibid*.

A publié dans la Biblioth. de l'Éc. des ch. : Fragment d'un versificateur latin sur les figures de rhétorique, *A*,

I, 51. — Lettres de rémission en faveur des enfants de Rob. Estienne, 565. — Fragments inédits de littérature latine, II, 115. — Recherches sur le chroniqueur Jean Castel, 461. — Thomas Basin, III, 313. — Fragments de Georges Chastellain, IV, 62. — Invocation à l'Éternel, par Tiberianus, 267. — Rodrigue de Villandrando, *B*, I, 119, 197. — Hist. de Jeanne d'Arc, d'après une chronique inédite du XV^e siècle, II, 143. — Titres concernant Raymond du Temple, III, 55. — Chronique liégeoise (1117-1119), 214. — Henri Baude, poète du temps de Louis XI, V, 93. — Bulletin bibliogr., *A*, I, 404, 576, 579; II, 86, 88, 91, 301, 303, 403, 506; III, 102, 107, 196, 295, 580; IV, 79, 89, 376, 570, 584; V, 176, 202, 203, 405, 502; *B*, I, 85, 571; II, 175, 597; III, 354; IV, 81, 82.

QUIERBURN (Le comte de), tué au siège de Neuss, en 1474, *B*, IV, 417.

QUINET (M. Edgar), *A*, II, 585.

R

RABASTENS (Siège de), *B*, I, 459.
RABELAIS (Polémique relative à un autographe de), *B*, III, 359, 463, 536.
RABOUIN, espèce de monnaie, *A*, V, 122.
RACES maudites (Histoire des) de la France et de l'Espagne, par M. Fr. Michel, *B*, III, 515 et 525.
RACINE (Vers de) prononcés selon la méthode de M. Génin, *B*, II, 246 et suiv. — (Lettre de) à Boileau, V, 423.
RAFFIN (Bertrand de), évêque de Rodez, *A*, II, 565.
RAIMBERT de Paris, auteur du poème d'*O-gier de Danemarque*, *A*, IV, 389.
RAIMOND d'Antioche, *A*, II, 340 et suiv.
RAÏS, dignité en Orient, *A*, II, 396, 517.
RAMUS (Pierre). Ses travaux sur le français jugés par Bonivard, *B*, V, 345.
RAOUL DE CAES. Son histoire, *A*, IV, 306 et suiv., 516 et suiv.
RAOUL-ROCHETTE (M.), de l'Institut, membre de la commission de l'École des

chartes, *A*, I, 50; — du conseil de perfectionnement, *B*, III, 175.

RAPPORT. — Peut-on dire *Sous le rapport de*? *B*, II, 342.

RAFT (Tentative de) à Paris, en 1405, *B*, III, 316.

RAT (Le) employé comme symbole dans la sculpture du moyen âge, *B*, IV, 229-243; V, 426.

RAYMOND BÉRENGER II, comte de Provence, *B*, V, 400 et 401.

RAYNOUARD (M.), de l'Institut. Son Lexique roman, *A*, II, 298. — Son système sur l'origine des langues romanes, apprécié par M. Fauriel, *A*, II, 515. — formule la théorie de la déclinaison romane, qu'il appelle règle de l'S, *A*, III, 72. — Voy. encore *A*, I, 125 et suiv., 465.

RÉ (Île de), incendiée, *A*, II, 163.

RECOMMANDATION (De la), sous les rois francks, *B*, IV, 202.

REDET (X. L.), élève pensionnaire de l'École des ch., archiviste-paléographe, mem-

- bre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 46. — archiviste du département de la Vienne, 225.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. l'article : Chartes des VIII^e et IX^e siècles, provenant de l'abbaye de Noailly, *A*, II, 75.
- REDORTE** (Le château de la), en Carcassais, *B*, II, 377.
- REGNIER-DESMARETS**, *A*, I, 460.
- REIFFENBERG** (M. de), *B*, I, 374; II, 84. — Don fait par lui à la bibl. de l'École des ch., IV, 439. — Voy. *Belgique*, *Chevalier*, *Diest*, *Gravure*, *Marguerite*.
- REIMS**. Voyage et sacre de Charles VII dans cette ville, *B*, II, 159 et suiv. — (Ravages des cotereaux dans le diocèse de), *A*, III, 128. — (Toiles de) importées en Orient, *B*, III, 211. — (L'archevêque de) aux états de 1358, *A*, II, 382. — (Droits appartenant à l'archev. de) sur la châtellenie de Mouzon, *B*, IV, 75, 76. — (Hist. de), par dom G. Marlot, *B*, I, 295. — (Essai histor. sur les rues et les monuments de), par M. Prosper Tarbé, 472. — (Catalogue de la biblioth. de), 297. — (Prix proposés par l'Acad. de), *A*, III, 520; *B*, I, 195; III, 535.
- REINAUD** (M.), de l'Institut, auteur, avec M. Favé, d'un ouvrage intitulé : Du feu grégeois, des feux de guerre, etc., *B*, III, 338, note 2.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. les articles suivants : Controverse à propos du feu grégeois, *B*, III, 427. — Réponse aux objections de M. Lalanne, 534.
- RELIGIEUX** (Le) de Saint-Denys; historien de Charles V et de Charles VI, *A*, II, 62 et suiv.
- RELIGES** mentionnées dans l'Itinéraire de saint Antonin en Terre Sainte, *B*, II, 4.
- RELIQUIE ANTIQUE**. Fragments d'anciens mss. concernant la littérat. anglaise, *B*, I, 383.
- RENART** (Il faut dire *Roman de*, et non *Roman du*), *B*, II, 343. — (Les romans du) analysés, *B*, I, 379.
- RENAUD FITZ-OURS**, meurtrier de Thomas Becket, *A*, IV, 235.
- RENÉ** (Le roi). Ses œuvres, pub. par M. de Quatrebarbes, *B*, I, 567, 568. — Ses peintures, *B*, III, 69, 448.
- RENÉ II**, duc de Lorraine. Voy. *Djim*.
- RENIER** (M. Léon), *B*, IV, 310, note 2. — Voy. *Philologie*.
- RENNES** (Histoire de), *B*, I, 472. — (Notice historique sur la commune de), 522. — (Droits patrimoniaux de), 530 et suiv.
- RENTES** de l'hôtel de ville de Paris, *A*, V, 306 et 592. — viagères et perpétuelles dans les anciennes villes de France, *A*, IV, 154, 157.
- RÉOLE** (Siège de), *B*, II, 547.
- REPENTIN** (Philippe de), décapité, *A*, II, 359.
- REQUIEN** (M.), directeur du musée Calvet d'Avignon, *B*, V, 406.
- RESSONS**. Voy. *Sainte-Marie*.
- REVENUS PUBLICS** (Exploitation des), *B*, V, 280. — Des revenus publics en Normandie au XII^e siècle, *B*, V, 173, 242, 257.
- REYNARD** (Eugène), élève pensionnaire de l'École des chartes, *B*, I, 299; II, 382. — archiviste-paléographe, III, 175, 516. — Voy. *B*, III, 176.
- RHÉTORIQUE** (Fragment inédit d'un versificateur latin ancien sur les figures de), *A*, I, 51; — publié de nouveau en Allemagne, IV, 79.
- RHODANTHE** et **Dosiclès**. Voy. *Amours*.
- RHODES** (Monuments francs de l'île de), *B*, II, 499.
- RIBADEO**, en Galice (Comté de), *B*, I, 121, 141, 142, 229.
- RIBAudeau**, ribaudequin, espèce de charrette portant de petits canons, *B*, IV, 262.
- RIBEMONT** (Jean de), *B*, III, 155.
- RICARD** (J. M. E.), élève pensionnaire de l'École des chartes, *B*, I, 298. — membre de la Soc. de l'Éc. des ch., 387.
- RICASOLI** (Le chevalier César de), *B*, IV, 480.
- RICHARD COEUR DE LION**. Qui lui porta le coup mortel? *A*, III, 432 et suiv. — Chanson sur sa mort, *A*, I, 361. — Ses finances, *B*, V, 288. — Monnaie fausement attribuée à ce prince, *A*, V, 127.
- RICHARD**, comte de Cornouailles, frère du roi d'Angleterre Henri III, *A*, I, 401.
- RICHARD**, prince de Salerne, un des premiers croisés, *A*, IV, 308.
- RICHARD LE BRETON**, meurtrier de Thomas Becket, *A*, IV, 235.
- RICHÉLIEU** (Le cardinal de), accusé de vouloir se faire patriarche de l'Église gallicane, *A*, V, 589, 594. — (Épigramme au cardinal de), 327. — (Lettres du duc d'Épernon et de Louis XIII à), *B*, V, 428 et 429.
- RICHER**, archev. de Sens, *B*, I, 332, 342.
- RICHER** (Jacques), *A*, V, 80.
- RIEN**. Sens de ce mot, *B*, II, 343.
- RIFFLARD**, personnage comique du XV^e siècle, *A*, III, 460, 465.
- RIGADIS regina**, personnage mentionné

- par le grammairien *Virgilius Maro*, *A*, II, 139.
- RIBOULT** (Le château de), en Artois, *B*, I, 42.
- RIME** (La) est d'un faible secours pour faire connaître la prononciation, *B*, II, 220.
- RIQUET**, ingénieur du canal de Languedoc, *A*, IV, 91.
- RISHOMME** (François), roi des ménétriers, *A*, IV, 548.
- RIVAIL** (Aimar du). Son *Traité De Allobrogibus*, pub. par M. de Terrebasse, *B*, I, 376.
- RIVIÈRE** (Dom Polycarpe de la), *B*, V, 398, 399.
- ROANNEZ** (Mademoiselle de). Notice sur sa vie et ses rapports avec Blaise Pascal, *A*, V, 1.
- ROBE** de femme au XVI^e siècle, *A*, III, 158 et suiv.
- ROBECK** écrit en faveur du suicide et se tue, *A*, IV, 475.
- ROBERT** (Le roi). Poème satirique contre lui, *A*, I, 325.
- ROBERT**, comte de Flandre, *A*, II, 451.
- ROBERT** de Normandie, *A*, II, 459.
- ROBERT**, frère de Tancrède, omis par du Cange dans sa Généalogie des princes normands, *A*, IV, 310.
- ROBERT I^{er}**, abbé de Saint-Germain-des-Près, *B*, III, 417, note.
- ROBERTET** (Jacques), érudit, *B*, V, 98. — (Jean). Sa vie et ses ouvrages, *B*, III, 69. — (Florimond), fils du précédent, ministre de Louis XII, *ibid*.
- ROCHE-SUR-YON** (La), en bas Poitou, *A*, I, 553 et suiv. — (Othon, seigneur de), 557.
- ROCHEGUDE** (Monnaies trouvées à), *B*, V, 406 et suiv.
- ROCHES** (Guillaume des), sénéchal d'Anjou et de Maine, *A*, I, 369.
- RODEZ** (Les habitants de) se révoltent contre leur évêque, *A*, II, 563 et suiv.
- RODOLPHE**, comte de Habsbourg, *A*, I, 446, 447.
- RODRIGUEZ**, nom injurieux dans le Midi, *B*, I, 119. — (Le Petit), lieutenant de Villandrando, *B*, I, 205, 208, 233.
- ROGER** DE SAINT-LÔ, peintre, *B*, III, 69.
- ROR** de la bazoche de Rouen, *A*, I, 100. — Rois et royaume des ménétriers ou des violons, *A*, III, 394; IV, 543; V, 257 et suiv., 369.
- ROIS** (Traduction des Quatre livres des), *A*, III, 207; *B*, II, 195 et suiv.
- ROLAND**, le paladin. Son trépas annoncé à Charlemagne par le comte Théodoric, *A*, I, 311. — Représenté sur le tombeau d'Ogier-le-Danois, *A*, III, 536. — (Chanson de), *B*, II, 195 et suiv.
- RÔLES** de l'échiquier d'Angleterre, *B*, V, 176. — de l'échiquier de Normandie, 174 et 276. — normands et anglais de Jean sans Terre, 175.
- ROLLE** (Hipp.), élève de l'ancienne École des chartes, bibliothécaire de la ville de Paris, *A*, I, 44.
- ROMAINMÔTIER** (Abbaye de), *B*, IV, 430.
- ROMAINS**. Leurs idées et leurs lois en matière de suicide, *A*, III, 540 et suiv. — (Mémoire sur la composition des tribunaux et l'administration de la justice chez les), par M. Laboulaye, *A*, IV, 569. — Voy. *Curie*.
- ROMANE** (Poésie). Notices et extraits de mss. relatifs à son histoire, par M. A. Keller, *B*, I, 296. — Voy. *Langues*.
- ROMANS**, ville du Dauphiné, *A*, I, 267.
- RONCONI**. Son histoire de Pise, *B*, IV, 436. — Voy. encore *B*, III, 43; V, 440.
- ROSAY** (Découverte de monnaies d'or à), *A*, III, 112.
- ROSE** (M.), *B*, V, 169, 421.
- ROSIÈRE** (George Havart, seigneur de la), *A*, III, 188.
- ROSOY** (Hugues de), *A*, I, 549, note.
- ROTE**. Tableau des assises de ce tribunal au XV^e siècle, *A*, III, 335.
- ROTHOU III**, comte de Perche, fonde la chartreuse de Val-Dieu, *A*, I, 537.
- ROUARD** (M.), auteur de *Rapports sur des fouilles d'antiquités*, à Aix, *A*, V, 202.
- ROUEN** (Scène dans le château de) en 1449, *A*, III, 327. — Entrée de Charles, duc de Normandie, dans cette ville, 346; *B*, II, 596. — (De l'imprimerie et de la librairie à), par M. Ed. Frère, *B*, I, 88. — (Bibliothèque des échevins de), II, 596. — (Requête en vers des suppôts de la bazoche de), *A*, I, 99, 100. — (Monnaie de), *B*, V, 178 et suiv.; — sa valeur, 197. — (Recherches historiques sur), par M. Ch. Richard, *B*, II, 178. — (Histoire de) pendant l'époque communale (1150-1382), par M. Cheruel, *A*, V, 610; *B*, I, 184. — (Histoire de) au XV^e siècle, par M. Cheruel, *A*, I, 406. — (Histoire du commerce maritime de), *B*, II, 582. — (Académie de), *A*, III, 204; *B*, I, 374, 387; II, 580; III, 80. — Voy. encore *A*, I, 99-102, 105; IV, 43-60.
- ROULEAUX** des morts, *B*, III, 369 et suiv.
- ROUSSEL**, roi des ménétriers, *A*, IV, 547.
- ROUSSEL** (M.). Voy. *Urbain V*.
- ROUSSILLON** (Documents sur le commerce

- maritime du), *B*, III, 205. — (Expédition des routiers en), *B*, I, 215. — Chancelier établi dans cette province par Louis XI, *A*, III, 354, 256.
- ROUTIERS** (Les) au XII^e siècle, *A*, III, 125-147. — au XIII^e siècle, 417-447, — au XV^e siècle. Tableaux de leurs mœurs, *B*, I, 124, 127, 140, 148, 152.
- ROUVRES**, château de Normandie. Voy. *Charlotte de France*.
- ROXOLANI**. Mémoire de Daunou sur ce peuple, *A*, III, 222.
- ROXAN** (Siège de), *B*, II, 561.
- ROYE**, en Picardie, privée des reliques de saint Florent, *A*, III, 475 et suiv.
- ROZIÈRE** (Eugène de), élève pensionnaire de l'École des chartes, *B*, I, 298. — remporte un prix à l'Institut pour son Histoire de Chypre, *A*, IV, 561. — Ses *Formulæ andegavenses*, *B*, I, 291. —
- membre de la Société de l'Éc. des ch., 387. — archiviste-paléographe, *B*, III, 175, 516. — répétiteur à l'Éc. des ch., 174.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Notice sur les archives de Malte, *B*, II, 567. — Des erreurs de dates contenues dans les registres du Trésor des chartes, III, 148. — Bull. bibliogr., 444.
- RUBENS** (Autographes de), *B*, V, 172, 256.
- RUFFACH** (Terre de), *A*, I, 432.
- RULHIÈRE** (Notice sur), par M. Daunou, *A*, III, 227. — Son Histoire de l'anarchie de Pologne, 234.
- RURALE** (Somme), ouvrage de jurisprudence, *A*, IV, 261; *B*, III, 123. — Voy. *Bouthillier*. — Paroles rurales, *B*, V, 362.
- RUTILIUS LUPUS**, *A*, I, 56.
- S**
- S** (Règle de l') dans le provençal et dans l'ancien français, *A*, I, 131 et suiv. — Son histoire; comment et par qui découverte, III, 72 et suiv. — M. Ampère l'étend et la perfectionne, 74. — L'S finale se prononçait-elle dans l'ancien français? *B*, II, 347. — S éliée dans les poètes latins, *A*, I, 61. — Addition euphonique de cette lettre au commencement de certains noms de lieux, *B*, V, 405.
- SABBAT**, *B*, III, 100, 104.
- SAGES** (Jeu des SEPT), d'Ausone, *B*, I, 290.
- SAIN** (Joseph), *B*, I, 443.
- SAINT-ANDOCHE** (Charte de Charles le Chauve en faveur du monastère de), à Autun, *A*, I, 205.
- SAINT-ANDRÉ** (Église de), à Angoulême, *B*, III, 202.
- SAINT-ANDRÉ** (Église de), à Bordeaux, *B*, IV, 62 et suiv.
- SAINT-ANGE** (Affaire du Père), épisode de la vie de Pascal, *A*, IV, 111.
- SAINT-AUBIN** d'Angers. Travaux de peinture faits dans cette abbaye, *B*, III, 271.
- SAINT-BÉNIGNE** de Dijon. Fouilles faites dans cette église, *A*, II, 595.
- SAINT-BENOÎT-SUR-LOIRE**. Ses inscriptions, *B*, II, 79.
- SAINT-BERTIN** (Fouilles exécutées sur l'emplacement de l'ancienne église de), *B*, I, 91.
- SAINT-BONIFACE** (Richard, comte de). Sa cour au XIII^e siècle; ses relations avec le troubadour Sordello, *A*, IV, 98.
- SAINT-BONNET** (M. de). Sa collection d'antiquités, à Malaucène, *B*, IV, 324 et suiv.
- SAINT-BRIS** (Théodore), élève pensionnaire de l'École des chartes, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 49.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Lettre adressée en Égypte à Alphonse, comte de Poitiers, frère de saint Louis, *A*, I, 389.
- SAINT-BRUNO** (Église de), à Bordeaux, *B*, IV, 74.
- SAINT-CHAMOND** (Incendie de la bibliothèque de), *A*, III, 205.
- SAINT-CHÉRON** (M. Alexandre de), traducteur d'un ouvrage de M. Hurter, *A*, IV, 573. Voy. encore V, 171.
- SAINT-CYPRIEN**, abbaye, à Poitiers, *A*, II, 165.
- SAINT-DENIS** (Abbaye de). Ses marchés, du VII^e au IX^e siècle, *B*, IV, 206-210. — (Chroniques de); leur rédaction, *A*, II, 57, 466 et suiv.; — leur publication par M. Bellaguet, *B*, I, 466. — (Inscription du portail de la basilique de), *A*, I, 408. — Commissions nommées pour la restauration du monument et de ses inscriptions, III, 206; IV, 296. — (Monographie de l'église de), par M. de Guilhermy, *B*, IV, 270. — Voy. *Chronique, Religieuse*.
- SAINT-ÉLOI** (Église de), à Bordeaux, *B*, IV, 74.
- SAINT-ÉLOI** (Église de), à Paris. Étienne

- Marcel y assemble les corps des métiers, *A*, II, 358.
- SAINT-ÉTIENNE (Église de), à Périgueux, *B*, IV, 52 et suiv.
- SAINT-ÉTIENNE-DE-VAUX (Abbaye de), en Saintonge, *A*, II, 148, 154, 160.
- SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT (Notice sur la paroisse de), *A*, II, 195.
- SAINT-ÉTIENNE-LE-VIEUX (Église de), à Caen, *B*, III, 189.
- SAINT-EUTROPE (Église de), à Saintes, *B*, III, 181 et suiv.
- SAINT-ÉVROUL (Abbaye de), en Normandie. Charte de confirmation de ses privilèges, *A*, I, 540.
- SAINT-FARON (Abbaye de). Ogier de Danemark s'y retira, et y reçut la sépulture, *A*, III, 525 et suiv.
- SAINT-FLORENT (Corps de saint Florent, transféré dans l'abbaye de), près Saumur, *A*, III, 475 et suiv. — Ses cartulaires, *V*, 296. — Voy. *Saumur*.
- SAINT-FRONT (Église de), cathédrale de Périgueux, *B*, IV, 48 et suiv.
- SAINT-GALL (Hist. de la biblioth. de), par M. Weidmann, *A*, III, 302.
- SAINT-GERAIS (Chapelle de), à Angoulême, *B*, III, 201.
- SAINT-GENÈS. Voy. *Saint-Julien*.
- SAINT-GERMAIN (Église de), à Saintes, *B*, III, 193.
- SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (Église de), primitivement Saint-Vincent, *A*, I, 322. — (Charte de l'an 789 en faveur de l'abbaye de), *B*, II, 73 et suiv. — Deux autres chartes de l'an 794, III, 412 et suiv. — Voy. *Droctovee*, *Lévêque*.
- SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS (Église de), à Paris. Le dauphin Charles y a une entrevue avec Étienne Marcel, *A*, II, 352. — (Satire contre des dames du quartier), *B*, V, 105.
- SAINT-GERMAIN (De), maître des comptes, *B*, II, 457 et 458.
- SAINT-GRAAL (Le), *B*, III, 260.
- SAINT-GUILLEM-DU-DÉSERT, abbaye. Critique des deux chartes de sa fondation, *A*, II, 177 et suiv.
- SAINT-HILAIRE (Église de), à Melle, *B*, III, 189.
- SAINT-IGNY (Jean de), dessinateur et graveur, *B*, III, 448.
- SAINT-JACQUES-DE-L'HÔPITAL. Étienne Marcel y harangue les Parisiens, *A*, II, 357.
- SAINT-JEAN (Église de), à Angoulême, *B*, III, 201.
- SAINT-JEAN-D'ACRE (Monuments francs à), *B*, II, 501.
- SAINT-JEAN-DE-JÉRUSALEM (L'ordre de), par Paul Sauer, *B*, I, 293. — (Documents des archives de l'ordre de), II, 567; III, 206.
- SAINT-JEAN-EN-L'ÎLE, prieuré fondé dans une île de l'Essonne, à Corbeil, par Ingeburge de Danemark, *B*, I, 117 et 118.
- SAINT-JULIEN ET SAINT-GENÈS (Hospice et église de), fondés à Paris, par la corporation des ménétriers, *A*, III, 388 et suiv.; *V*, 257, 342 et suiv.
- SAINT-LÉGER. Voy. *Préaux*.
- SAINT-LOUP, près de Tours, abbaye, *B*, I, 436-453.
- SAINT-LOUP-DE-NAUD (Notice histor. et archéol. sur le prieuré de), près Provins, *A*, II, 244 et suiv.
- SAINT-MACAIRE (Siège de), *B*, II, 548.
- SAINT-MAIXENT, abbaye, résiste aux Anglais, *A*, II, 167.
- SAINT-MARC GIRARDIN (M.), de l'Institut, *B*, IV, 474.
- SAINT-MARTIAL de Limoges, abbaye. Son histoire, de 1213 à 1220, *A*, IV, 344-353.
- SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS, prieuré, reçoit en don l'église de Méru, *B*, I, 59. — Sa juridiction, IV, 506 et suiv.
- SAINT-MARTIN-DE-TOURS, abbaye. Ses démêlés avec l'évêque de Séz, *A*, I, 544. — Donations diverses qui lui sont faites aux XI^e et XII^e siècles, 549, note.
- SAINT-MARTIN-DU-TILLEUL (Histoire de), par M. le Prévost, *B*, V, 383.
- SAINT-MAUR-EN-BRIE, *B*, I, 52.
- SAINT-MAUR-LES-FOSSÉS, abbaye. Revue de sa garde féodale, en 1274, *B*, V, 66.
- SAINT-MÉRY (Église de), à Paris, *A*, V, 371.
- SAINT-MICHEL (Église de), à Bordeaux, *B*, IV, 70 et suiv.
- SAINT-OMER (Classement des archives de la cathédrale de), *A*, IV, 502.
- SAINT-OUEN de Rouen. Restauration de cette église, *B*, I, 484.
- SAINT-PALAIS (Église de), à Saintes. Voy. *Sainte-Marie*.
- SAINT-PAUL (Église de), à Bordeaux, *B*, IV, 74.
- SAINT-PÉTERSBOURG (Académie des sciences de). Prix proposé par elle, *B*, V, 328.
- SAINT-PIERRE (Église de), ancienne cathédrale de Saintes, *B*, III, 193.
- SAINT-PIERRE-LE-VIF (Abbaye de), à Sens, *A*, II, 248 et suiv.
- SAINT-PIERRE-MONT (Abbaye de). Sépulture d'Albert de Briey, découverte sous ses décombes, *A*, IV, 588.
- SAINT-POL (Le comte de), *A*, II, 394; III, 12 et suiv.

- SAINT-QUENTIN. Charte de commune de cette ville, la plus ancienne que l'on ait après celle de Strasbourg, *B*, III, 74, note. — (Lettres adressées à la commune de), par Jean de Ribemont, III, 155; — par les échevins de Valenciennes et de Laon, 420 et suiv. — (La maison de la Monnaie à) était le siège de la juridiction de l'échevinage de la vicomté-le-roi, *B*, III, 421, note 1.
- SAINT-QUIRIACE, église à Provins, *A*, II, 258, 264; *B*, I, 334.
- SAINT-RIQUIER (L'abbé de), membre du conseil des états de 1358, *A*, II, 382.
- SAINT-SALOINE (Chapelle de), à Saintes, *B*, III, 179.
- SAINT-SAUVÉUR-LE-VICOMTE, assiégé, *A*, I, 49, 55 et suiv.
- SAINT-SÉPULCRE à Jérusalem. Sa description, *B*, IV, 391. — figuré sur les monnaies des rois de Syrie, *A*, V, 130.
- SAINT-SEURIN (Église de), à Bordeaux, *B*, IV, 68 et suiv.
- SAINT-SÉVER (Abbaye de), en Gascogne, *A*, III, 282.
- SAINT-SULPICE de Bourges, abbaye, *B*, IV, 211 et suiv.
- SAINT-VICTOR de Marseille, abbaye, *B*, IV, 329, 330.
- SAINT-VIGOR (Église de), donnée à l'abbaye de Marmoutier, *A*, I, 549, note.
- SAINT-AUDE (Jean de), avocat, *A*, II, 358.
- SAINTÉ-CHAPELLE (Restauration de la), à Paris, *A*, II, 512. — Polémique au sujet de la découverte d'un cœur dans cette église. Voy. *Louis IX*.
- SAINTÉ-CHAPELLE de N.-D. de Vessivière, (Histoire de la), *B*, I, 295.
- SAINTÉ-CROIX (Fondation et histoire de l'abbaye de), à Bordeaux, *B*, IV, 57 et suiv. — Description de son église; son cavalier colossal, *ibid*.
- SAINTÉ-CROIX-DE-TALMONT, abbaye en bas Poitou, *A*, I, 552 et suiv.
- SAINTÉ-EULALIE (Église de), à Bordeaux, *B*, IV, 74.
- SAINTÉ-GENEVIÈVE (Bibliothèque de). Sa translation, *A*, III, 598. — Sa reconstruction, IV, 503.
- SAINTÉ-MARIE-DE-BONNE-COMBE, abbaye de l'ordre de Cîteaux, *B*, III, 252.
- SAINTÉ-MARIE-DE-RESSONS, *B*, I, 59.
- SAINTÉ-MARIE-DES-DAMES (Église de), ou de Saint-Palais, à Saintes, *B*, III, 187 et suiv.; IV, 58, 59.
- SAINTÉ-MARIE-MAJEURE (Église de), à Rome, *B*, III, 38.
- SAINTÉ-MILBURGE de Wenlock (Prieuré de). Voy. *Serfs*.
- SAINTES (Antiquités de la ville de), *B*, III, 177 et suiv. — Son musée archéologique, 194. — (Mémoire sur les antiquités de), par M. Carrette, *A*, III, 596. — Son château, 180. — Voy. *Santone*.
- SAINTRAILLIES (Poton de), *B*, I, 213, 236.
- SAINTRE (Chronique du Petit Jehan de), *A*, IV, 584.
- SAINTS. Continuation du recueil des Bollandistes (*Acta Sanctorum*), par les PP. Jésuites de Bruxelles (LIV^e vol.), *B*, III, 347.
- SAISINE (De la), d'après la coutume de Paris, *B*, I, 435.
- SALAMANDRE (Symbolisme de la) au XIII^e siècle, *B*, V, 40.
- SALAUT (Jehan), exécuteur testamentaire d'Isabelle de Bavière, *B*, V, 334.
- SALAZAR, capitaine espagnol au service de la France, *B*, I, 147, 221, 222.
- SALIQUE (Loi). Commentaire inédit du titre 1^{er}, *A*, I, 409. — Terre salique, III, 113. — Est-ce la terre du salien ou la terre de la maison? 115. — La terre salique est celle de la *sala* ou maison, 118 et suiv.
- SALISBURY (Le comte de). Sa descente en France et sa mort, *B*, III, 501.
- SALMON (André), élève pensionnaire de l'École des ch., membre de la Société de l'École des ch., *A*, IV, 296. — bibliothécaire honoraire de la ville de Tours, *B*, II, 597. — Voy. encore *B*, IV, 531.
- A publié dans la Bibl. de l'École des ch.: Notice sur l'abbaye de Saint-Loup, près Tours, *B*, I, 436. — Chronique du siège d'Orléans, III, 500. — Bulet. bibl., IV, 183.
- SALOMON (Le temple de), à Jérusalem. Sa destination du temps des croisades, *B*, IV, 394. — Voy. *Sceau de l'ordre du Temple*.
- SALOMON, roi des Bretons, concourt avec Charles le Chauve à reprendre Angers sur les Northmans, *A*, I, 348 et suiv. — Sa prétendue soumission à Charles le Chauve, 349. — Sa mort, 354.
- SALON, prétendu vicomte de Melun, *B*, I, 248.
- SALVANDY (M. de), de l'Institut, ministre de l'instruction publique. Son discours à la chambre des députés en faveur de l'École des chartes, *B*, II, 472 et suiv. — Son discours à la séance d'inauguration de la nouvelle École, III, 455.
- SALVINI (L'abbé), *B*, IV, 478 et 480.
- SAMIT, étoffe en usage au moyen âge, *B*, V, 309.

- SANCTIO, CONSANCTIO**, noms anciens de la rivière d'Ubaye, *B*, V, 399.
- SANGA**, personnage d'un poème du XI^e siècle, *B*, IV, 494.
- SANNIO**, *B*, IV, 494.
- SANTAREM** (M. de). Voy. *Cosmographie*.
- SANTONE** (Histoire de l'Eglise) et aunisienne, par M. l'abbé Briand, *B*, I, 376.
- SARCOPHAGE** trouvé à Salonique, *A*, V, 300.
- SARRASINS** (Les), *A*, I, 365. — Leur séjour dans les Alpes, *B*, III, 260. — se servent du feu grégeois pendant les croisades, 339. — Existe-t-il en France des populations tirant leur origine de ce peuple? 428. — Voy. *Arabes*.
- SARREBRUCK** (Le comte de), *A*, II, 377.
- SATALIE**, ville d'Asie Mineure, *B*, I, 305, 316, 326, 492; II, 123.
- SAUGER** (M. P.). Voy. *St-Jean-de-Jérusalem*.
- SAULCY** (M. de), de l'Institut. Voy. *Académie*.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. un mémoire intitulé : Tancrède, *A*, IV, 301 et 505.
- SAUMADA** (Bernard), *A*, III, 56.
- SAUMAISE**, *B*, V, 429.
- SAUMUR** (Recherches historiques sur la ville de), par J. A. Bodin, *B*, III, 522. — (Hist. mss. de St-Florent de), par dom Huynes, *A*, III, 414.
- SAUSSAYE** (M. de la), de l'Institut. Sa Numismatique de la Gaule narbonnaise, *A*, III, 595. — Voy. *Académie*.
- SAVAGNAC** (Sanche de), chef de routiers, vers 1180, *A*, III, 136.
- SAVARY DE MAULÉON**, sénéchal d'Anjou et de Maine, *A*, I, 367, 369.
- SAVERDUN** (Charte relative à), *B*, I, 191.
- SATUSE** (Jean de), *B*, I, 278.
- SAVIGNY** (Charte relative à l'abbaye de), *B*, I, 191.
- SAVIGNY** (M. de), *A*, V, 83, 84; *B*, IV, 220.
- SAVOIE** (Armes des ducs de), *A*, V, 433. — Jugement de Bonivard sur les chroniqueurs de Savoie, *B*, II, 402. — Voy. *Procédure*.
- SAVONAROLE**, *A*, IV, 463.
- SAXONIA**, *B*, I, 172. — Saxe, voy. *Misnie*.
- SAXONS** (Vers latins rimés sur l'expédition de Chlotaire II contre les), *A*, I, 322, 323.
- SCALES** (Le seigneur de) et Robert de Scales, combattants de Montendre, *A*, I, 377.
- SCEAU**. A quel seigneur appartient le droit de se constituer par son propre sceau un procureur, *B*, I, 419. — de la corporation des ménétriers de Paris, *A*, III, 390. — des rois de Chypre de la maison de Lusignan, *A*, V, 118, 413. — de l'ordre du Temple, *B*, IV, 385. — Sceaux dans le Brandebourg, II, 185. — Sceau grotesque, III, 260. — Sur une collection de sceaux des rois et reines de France, *A*, IV, 476.
- SCEAUX** (Loiret). Tombeaux gallo-romains qui y sont découverts, *A*, V, 412.
- SCHAEFER** (Wilhelm), chroniqueur de Hesse, plus connu sous le nom de Dilich, *A*, V, 460, note 5.
- SCHLEGEL** (M. de), *A*, I, 465.
- SCHNEIDER** (J. L.), élève pensionnaire de l'École des ch., archiviste-paléographe, membre de la Société de l'Éc. des ch., *A*, I, 46. — attaché à la continuation des Tables chronol. de Bréquigny, II, 594.
- SCHÖFFENMEISTER**. Voy. *Ammeister*.
- SCHWARTZ** (Berthold), n'est pas l'inventeur de la poudre, mais de la grosse artillerie, *B*, I, 28, 47 et suiv.
- SCHWEIGHAEUSER** (Alfred), élève de l'École des chartes, *B*, III, 532. — archiviste-paléographe, V, 255. — Sa thèse sur les négations artificielles, 244.
- SCOTT** ou **LESCOT**, philosophe du moyen âge, *B*, V, 365.
- SECRÉTARIERIE D'ÉTAT** (Archives de la), réunies aux archives de la République, *B*, V, 170, 390.
- SEDENA, EDENA**, noms latins de la ville de Seyne, *B*, V, 400 et suiv.
- SÉEZ** (Evêques de). Leurs démêlés avec l'abbaye de Marmoutier, *A*, I, 544 et 549, note.
- SEGALAUNI**, *B*, I, 171.
- SEGESTA, EGESTA**, ville de Sicile, *B*, V, 405.
- ΣΕΥΘΑΡΧΟΣ**, nom gaulois dans une inscription, *B*, IV, 312.
- SÉQUIER** (Lettre du chancelier), en faveur du poète Adam Billaut, *B*, V, 314.
- SÉGUR**, prieur en Albigeois, *B*, IV, 77.
- SEGUSIANI** ou *Segusiavi*, peuple de la Gaule, *B*, III, 260.
- SÉNÉCHAL** de Normandie. Ses attributions, *B*, V, 266 et 267.
- SENS** (L'archevêque de), *A*, II, 246, 267, 377. — (Inscription romaine trouvée à), *B*, IV, 531.
- SENTENCES** latines inédites de l'antiquité, *A*, II, 116. — chrétiennes, II, 147.
- SÉPULCRE** (Saint-). Voy. *Saint-Sépulcre*.
- SÉRÉNADÉS** publics donnés à Paris, *A*, IV, 541, 542.
- SERENO** (Mémoires de), publiés par les Bénédictins du Mont-Cassin, *B*, IV, 434.
- SERFS**. Forme de leur affranchissement chez les Lombards, *B*, III, 49. — Insurrection des serfs du prieur de Sainte-Milburge

- de Wenlock vers 1163, *A*, III, 561. — Partage de serfs, *B*, IV, 523.
- SERGEANTS. De leur office, *B*, I, 411-414. — Voy. encore *V*, 303.
- SERLON, chanoine de Bayeux, *B*, III, 385.
- SERMENT déferé aux prêtres accusés, *B*, III, 483.
- SERPENT (Symbolisme du), *B*, IV, 237.
- SERRA DI FALCO (Le duc di), *A*, V, 106.
- SERRE-LONGUE (Bernard Hugon de), *B*, II, 369 et suiv.
- SERVITUDES, au XIV^e siècle, *B*, I, 410.
- SÉVERAC (Alsias de), *A*, III, 62. — (Amauri de), maréchal de France, *B*, I, 126, 128.
- SÉVIGNÉ (Histoire de mad. de), par M. Aubenas, *A*, IV, 294. — (Mémoires sur la vie de mad. de), par M. Walckenaer, *B*, I, 464. — (Autographe de mad. de), *A*, V, 518.
- SEWIN, archevêque de Sens, *A*, II, 246.
- SEXTUS, affranchi de Marcellus, *B*, IV, 316.
- SEYNE (Notice hist. sur), en Provence, *B*, V, 393. — capitale des *Edenates*, 394. — A-t-elle eu des évêques ? 398, 399. — Sa commune et son consulat, 400 et suiv. — (Monnaie du comte de), 406 et suiv.
- SÉZANNE, *B*, III, 253.
- SICILE (La), berceau de la poésie italienne, *A*, IV, 189. — La possession de cette île assurée à l'Empire germanique, *A*, V, 166, 167.
- SIDON (Château de Saint-Louis près de), *B*, II, 501.
- SIÈGES. Voy. *Carcassonne*, *Orléans*, *Poudre à canon*, *Rabastens*, *Thouars*, *Vic*.
- SIEYÈS (Les), en Provence, *B*, V, 395.
- SIGELGAYTE, fille de Gaymar, prince de Salerne, *A*, IV, 307.
- SIGISMOND, empereur, donne des lettres de protection aux Bohémiens, *A*, V, 454, 456, 459, 473.
- SIGNATURES autographes du roi Philippe I^{er} et d'autres grands personnages sur une charte de l'an 1092, *A*, I, 541 et 542.
- SILLY (Fondation de l'abbaye de), *A*, I, 548. — Donations diverses qui lui sont faites, 541 et 548.
- SILVESTRE (M.). Sa collection de poésies, romans, chroniques, *A*, II, 579.
- SILVESTRE (M.), éditeur de la *Paléographie universelle* et du *texte slave des Évangiles*, *B*, I, 85, 86.
- SILVIUS [*Sax. Silvius Silvester*], *B*, IV, 314.
- SIMÉON (Le comte). Part qu'il prend à la fondation de l'École des chartes, *A*, I, 2, 25. — Sa mort, III, 311.
- SIRMOND (Formules de). Mss. où elles se trouvent, *A*, IV, 5.
- SISMONDI (Simonde de). Son Histoire des Français, *A*, II, 509; III, 127. — Sa mort, 597.
- SISTERON, en Provence, visité par les Bohémiens, *A*, V, 470 et 532. — Son bailliage se ligue avec celui de Seyne, *B*, V, 402.
- SLAVES (Évangiles). Voy. *Silvestre*.
- SMYRNE, prise par les chrétiens, *B*, I, 485. — Ses monuments au moyen âge, II, 500. — reprise par Tamerlan, II, 133.
- SOCIÉTÉS SAVANTES (Ordonnance relative à l'annuaire des), *B*, I, 572. — Voy. *Académie*, *Antiquaires*, *France*.
- SOGIONTIL, SONTIONTIL, SENTIL, peuple de la Gaule, *B*, V, 395, note 6.
- SOLESMES (Bénédictins de). Voy. *Institutions liturgiques*.
- SOLLINIENSUM (*Civitas*), *B*, V, 395, 398, 399.
- SOMBERNON (Garnier, sire de), fondateur de l'abbaye de la Bussière, *A*, IV, 550.
- SOMME-LE-ROI (Mss. dit la). Miniatures qu'il renferme, *B*, V, 34.
- SOMME RURALE. Voy. *Rurale* (Somme).
- SORBON (Robert), *A*, I, 372.
- SORCELLERIE, *B*, II, 186; III, 83-109. — Exécution de sorcières en 1453, *V*, 372.
- SORDELLO, troubadour du XIII^e siècle. Sa biographie, par M. Fauriel, *A*, IV, 93.
- SORET (Henri), élève boursier de l'École des chartes, *B*, V, 169, 421.
- SOT (Le), personnage comique du XV^e siècle, *A*, III, 456.
- SOTARD, mot expliqué, *B*, I, 370.
- SOUABE (Empereurs de la maison de), *B*, V, 166.
- SOUCY, près Sens, *A*, V, 517.
- SOUS d'or de Genève, au temps des Bourguignons, *A*, III, 589.
- SOUS, SUR, ne se confondaient pas dans la prononciation, *B*, II, 348.
- SOUSCRIPTIONS en notes tironiennes dans les chartes de la Touraine, jusqu'au commencement du XI^e siècle, *B*, I, 443. — en lettres grecques dans les actes latins de la même province, *B*, I, 444.
- SOUTHAMPTON, pris et pillé par les Français, *B*, I, 37.
- SPECKLIN (Daniel), ingénieur et écrivain de Strasbourg, *A*, V, 472, note.
- SPECULUM *humanæ salvationis*, l'un des derniers monuments de la poésie latine rimée, *A*, I, 325.
- STADLER (Eugène de), élève pensionnaire de l'École des ch., archiviste-paléographe, membre de la Soc. de l'École des ch., employé aux Archives du royaume, *A*, I, 47. — Voy. *A*, III, 184.
- STAEL (Mad. de). Billet d'elle à M. Daunou, *A*, III, 249.

STATISTIQUE. Voy. *France* (Population de la).

STATUAIRE chrétienne, *B*, V, 75.

STATUES élevées par la ville de Strasbourg, *A*, I, 448. — Statues équestres colossales au portail des églises du Poitou, *B*, III, 189. — Statues élevées à *du Cange*, à *Jeanne d'Arc*, etc. Voy. ces noms.

STIPULATIONE SUBNEXA (*Cum*). Origine et explication de cette formule, *A*, II, 425 et suiv. — *Stipulatio aquiliana*, 432 et suiv.

STRASBOURG (Essai sur l'histoire municipale de), *A*, I, 430-459. — visité probablement par les Bohémiens, V, 469. — (Bibliothèque de), II, 594.

STROZZI (Philippe). Sa mort, *A*, IV, 461.

STUMPF (Jean), chroniqueur suisse du XVI^e siècle, *A*, V, 462, note; *B*, V, 298, 303, 346, 349.

STYLE d'une cour de justice, *B*, I, 403. — *Stilus parlamenti*, recueil des règles de la procédure du parlement de Paris, en 1330, *A*, III, 38.

SUARÈS, marquis d'Aulan. Extrait de ses mss., *B*, IV, 323.

SUBSIDÉ levé pour la guerre de Flandre en 1328, *A*, I, 169.

SUBSTANTIFS (Des) dans le vieux français, *A*, I, 475.

SUICIDE. Voy. *Mort volontaire*.

SUISSE, visitée par les Bohémiens, *A*, V, 461, 469, 475, 533. — (Hist. de), *B*, I, 382. — (Archives de l'hist. de la), *A*, V, 516; *B*, II, 82. — Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, *B*, IV, 428. — Les Suisses, improprement appelés de ce nom, V, 346 et 347. — Voy. *Zurich*.

SUMMARIA brevis, etc. Opuscule anonyme du XIII^e siècle, sur la politique de la France, *B*, III, 273.

SUNNIS, essoine ou excuse judiciaire. Ses effets devant les tribunaux mérovingiens, *A*, I, 426 et suiv.

SUSE (Inscription de l'arc de), *B*, V, 396 et 397.

SYNAGOGUES. Voy. *Églises*.

SYNCOPE (Exemples imaginaires de), *B*, II, 352.

SYNTHÈSE, dans les langues, *A*, II, 481.

SYRIE, *A*, I, 365. — (Monuments franques de), *B*, II, 501 et suiv.

T

T euphonique, *B*, II, 308. — Voy. *Permutation*.

TABARCA, en Algérie. Ses bancs de coraux exploités au moyen âge, *B*, V, 135.

TABARY (M.), bouquiniste, *B*, I, 92; V, 427.

TABLE des diplômes de Bréquigny. Erreur de date, *B*, IV, 330, note 1.

TABLE de Flandre peinte, donnée par Charles VIII au receveur Briçonnet, *B*, IV, 422.

TABOUROT (Jean de), chanoine de Langres, auteur de l'Orchésographie, *A*, V, 264.

TACITE (Traduction de), par M. Ch. Loubandré, *B*, II, 77.

TACTIQUE (Mémoire anonyme sur la), adressé à Philippe le Bel, *B*, III, 274 et suiv.

TAILLANDIER (M.), exécuteur testamentaire de M. Daunou, *A*, III, 250. — Ses discours à la chambre des députés en faveur de l'École des chartes, *A*, V, 620; *B*, I, 479; II, 486.

A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Élection du député de la prévôté de Paris aux états généraux de 1588, *B*, II, 422.

TAILLECOL (Alain de), chef de compagnies, en 1369, *A*, III, 279.

TAILLES (Emploi des) dans la comptabilité, *B*, V, 277.

TAILLIAR (M.). Ses recherches sur la langue d'oïl, *A*, IV, 184; *B*, V, 423.

TALANT, château fort, près Dijon, *B*, II, 257 et suiv.

TALBOT. Récit de sa mort, *B*, III, 247, 507. — Son épée, *B*, IV, 418.

TALENT, synonyme de *besant*, *B*, V, 208.

TALMONT (Guillaume II et Pépin, seigneurs de), *A*, I, 553.

TANCARVILLE (Le comte de), *A*, II, 377.

TANGRÈDE (Notice sur la vie et la croisade de), *A*, IV, 301 et suiv.

TANLAY (Château de), *B*, I, 554.

TANTE. Formation de ce mot, *B*, II, 308.

TAPIA, mot roman, *A*, II, 395.

TAPIAS (B.), fait une donation à l'hôpital de Pierrelatte, *B*, II, 39 et suiv.

TAPISSERIES (Devises pour des), *B*, V, 128.

TARDIEU (Amédée), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, *A*, IV, 296. — membre de la Soc. de l'Éc. des chartes, *ibid.* — archiviste-paléographe, *B*, I, 559. — géographe du ministère des affaires

- étrangères, *A*, V, 204; *B*, V, 327.
- A publié dans la Bibl. de l'Ec. des chartes : Un article bibliogr., *B*, I, 76.
- TARDIF** (Adolphe), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 268, 532; IV, 188. — Sa thèse sur les comtes du palais, *B*, V, 242. — archiviste-paléographe, 255. — membre de la Soc. de l'Ec. des ch., 419.
- TARDIF** (Jules), élève boursier de l'École des chartes, *B*, III, 533; IV, 188; V, 91, 421.
- TARDIF** (M. René), *B*, III, 533.
- TARQUAIS**, nom du carquois au moyen âge, *B*, IV, 402.
- TARSE**, en Cilicie, *A*, IV, 508.
- TAVERNIERS**. Ordonnance qui leur défend de donner à boire après l'heure du couvre-feu, *A*, III, 403.
- TAXES** prohibitives dans l'ancienne France, *B*, III, 465 et suiv.
- TELL** (Recherches sur Guillaume), *B*, IV, 430.
- TEMPÉRATURE**. Voy. *France*.
- TEMPLE** (Lettre à M. Beugnot sur les sceaux de l'ordre du) et sur le temple de Jérusalem au temps des croisades, *B*, IV, 385. — Ce qu'était le *Temple-Domini*, à Jérusalem, 394. — Ce qu'était le *Temple-Salomon*, *ibid*.
- TEMPLE** (Raïmond du), architecte de Charles V, *B*, III, 55 et suiv. — (Charles du), son fils, 56, 58.
- TEMPLIERS** (Donation faite aux), *B*, IV, 76. — (Abolition de l'ordre des), *A*, II, 163. — Les templiers à Mayence, *B*, II, 82.
- TEMPOREL** des abbayes normandes au XIII^e siècle, *B*, III, 487.
- TENEZ** (Inscriptions trouvées à), *A*, V, 411.
- TENTES** au XVI^e siècle, *A*, III, 162.
- TERMES**, château de Languedoc, *A*, V, 28. — (Olivier de), *B*, II, 369 et suiv.
- TERRE**. Du prix et des revenus des terres cultivées au moyen âge, *A*, I, 547.
- TERREDASSE** (M. de). Voy. *Rivail*.
- TESTAMENT** d'un chevalier mourant sous les armes, *A*, III, 282. — d'Étienne de Mornay, chancelier de France, V, 389 et suiv. — de la mule Barbeau, *B*, V, 99. — Des testaments suivant la coutume d'Alais, *B*, II, 108.
- TESTONNER** (Se), orner sa tête, *B*, V, 359.
- TEULET** (J. B. T. Alex.), élève pensionnaire de l'École des chartes, employé aux Archives du royaume, archiviste-paléographe, membre de la Soc. de l'Ec. des ch., *A*, I, 45. — appelé comme expert en Angleterre dans le procès du comte de Stirling, 20. — membre de l'ordre de Saint-Philippe de Hesse, V, 103. — Son édition des Œuvres d'Eginhard, IV, 562; V, 103. — auxiliaire de l'Académie des inscript., *A*, I, 45; II, 594; *B*, III, 270.
- A publié dans la Bibl. de l'Ec. des ch. : Charte inédite du VII^e siècle, *A*, II, 568. — Extraits du Trésor des chartes, IV, 354. — Bulletin bibliogr., II, 403.
- THÉÂTRE** au VII^e siècle, *A*, I, 521. Voy. *Mystères*, *Tragédie*.
- THÉODORIC** (Le comte), annonce le trépas de Roland, *A*, I, 311.
- THÉODULFE**, *A*, I, 310.
- THÉOPHREDE** (Saint), auteur d'un poème intitulé *Micrologus*, sur la décadence du monde, *A*, I, 325.
- THÉOPHILE**, moine allemand du XII^e siècle. Son Traité des divers arts, *A*, V, 176; *B*, I, 541.
- THÉOTOLON**, archevêque de Tours, *B*, I, 437 et suiv.
- THERMES** (Palais des), à Paris, *B*, I, 300, 573; III, 260.
- THÉVENIN**, chargé de payer les enlumineurs et les scribes de Louis d'Orléans, *A*, V, 65, 74.
- THÉZART** (Louis), membre du conseil des états de 1358, *A*, II, 382.
- THIBAUT VI**, roi de Navarre et comte de Champagne. Chartes où il intervient, *B*, III, 254, 255; IV, 522.
- THIBAUT VII**, comte de Champagne, *A*, I, 292. — (Lettre de), relative à la mort de saint Louis, *A*, V, 165 et suiv. — (Charte de), *B*, I, 343. — Voy. *Tunis*.
- THIBAUT DE MARLY**. Ses vers sur le suicide, *A*, IV, 256.
- THIERRI III**, roi des Francs, *B*, IV, 61.
- THIERRY** (M. Amédée), de l'Institut. Son Histoire de la Gaule sous l'administration romaine, *A*, I, 574; *B*, V, 70.
- THIERRY** (M. Augustin), de l'Institut. L'Académie Française lui décerne le prix Gobert, pour ses *Récits des temps mérovingiens*, *A*, I, 515; II, 511; V, 621. — Compte-rendu de ses ouvrages historiques, IV, 174.
- THINX**, *Garathinx*, *Launichild*, institutions du droit lombard, *B*, III, 46 et suiv. — *Thinch*, plaid forain, *A*, I, 441.
- THOMASSY** (Raymond), élève pensionnaire de l'École des chartes, archiviste-paléographe, membre de la Soc. de l'Ec. des

- ch., *A*, I, 47. — chargé du catalogue des mss. de la bibliothèque de Nancy, III, 111, 206. Voy. *Pragmatique*.
- A** publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Critique de deux chartes de fondation de l'abbaye de Saint-Guillem-du-Désert, *A*, II, 177. — Bulletin bibliogr., 307.
- THOU** (J. A. de). Sa signature, *B*, IV, 484.
- THOUARS** (Chanson sur le siège de), *A*, I, 366. — (Le vicomte de), III, 185.
- THURAT** en Albigeois (Prise de), par les grandes compagnies, *A*, V, 249.
- THURROT** (Notice sur M.), par M. Daunou, *A*, III, 227. — Édition de ses Œuvres posthumes, 235.
- TIBERIANUS**, poète latin de la décadence, *A*, IV, 267. — Vers de lui, 269.
- TIRAN** (M. Melchior). Sa mission en Espagne, *A*, III, 598.
- TIRON** (Hist. de l'abbaye de), *B*, V, 72.
- TIRONIENNES** (Notes). Voy. *Souscriptions*.
- TITRES**. *Dominus*, seigneur, monsieur; origine et emploi de ces titres, suivant Bonivard, *B*, V, 340-342.
- TITRES FUNÉRAIRES**, *B*, III, 375 et suiv.
- TLEMSÉN**, en Algérie (Bulle de 1290, relative à), *B*, III, 517.
- TRÈSE** (De la) dans l'ancien français, *B*, II, 355.
- TOILETTE** de femme au XVI^e siècle, *A*, III, 158 et suiv.
- TOMBEAUX** gallo-romains trouvés à Sceaux (Loiret), par M. de Grouchy, *A*, V, 412. — Tombeau d'Ogier-le-Danois, III, 533 et suiv.
- TORREAU** (Guillaume), secrétaire de Charles VII, *A*, III, 188.
- TORREL** (Guillaume), l'un des gardiens d'Isabelle de Bavière, *B*, V, 336, 337.
- TORS** (Raimond de), troubadour, *A*, IV, 34.
- TOSCANE** (Langue de la) au XIII^e siècle, *A*, IV, 196.
- TOSTI** (Le R. P.), auteur d'une histoire de l'abbaye du Mont-Cassin, *B*, IV, 177.
- TOULON** (Séjour des Barbaresques à), *B*, V, 74.
- TOULOUSE** bloquée par les routiers en 1439, *B*, I, 216. — (Contributions votées par la ville et la sénéchaussée de), 230, 236, 237. — (Hist. des institutions de la ville de), par M. Al. du Mége, 377. — (Raimond VI, comte de), a-t-il participé au jugement de Jean sans Terre? V, 24.
- TOUQUES**, en Normandie. Ses salines au XIII^e siècle, *A*, I, 538.
- TOURAINÉ** (Abbayes de la), énumérées par Grégoire de Tours, *B*, I, 438.
- TOURNAY** (Fête des Innocents à), *A*, III, 568 et suiv. — (Extrait d'un ancien registre de), *B*, I, 45. — (Rech. sur l'hist. et l'architecture de la cathédrale de), par M. Le Maître d'Anstaign, 468. — (Bailiage royal de), III, 101, 108.
- TOURNE-BOUELLE**. Ce que cette expression signifie, *A*, IV, 566.
- TOURNOIS** (Introduction des deniers) en Normandie, *B*, V, 187 et suiv. — Leur valeur, 205.
- TOURS** bloqué par les routiers, *B*, I, 140, 155. — Alerte donnée dans cette ville en 1437, 204, 232. — (Église de), III, 36. — (Bibliothèque et archives de), *A*, I, 516; IV, 398; *B*, II, 597. — (Armorial des maires de), par M. Lambron de Lignim, IV, 183.
- TOUSSAC** (Charles), échevin de Paris, *A*, II, 357.
- TRACY** (Guillaume de), meurtrier de Thomas Becket, *A*, IV, 235.
- TRADITION** (Formalité de la), à Neuchâtel, en Suisse, en 1158, *B*, I, 569; — à Genève, en 1453, III, 446, note.
- TRADUCTION**. Erreurs du moyen âge dans la traduction du latin en français, *B*, V, 307, 339 et suiv. — Exemple de traduction littérale au XIII^e siècle, III, 484.
- TRAGÉDIE** païenne. A quelle époque disparaît-elle? *A*, I, 517 et suiv.
- TRAITÉ** d'Avignon, entre le Dauphin et Amé VI, comte de Savoie, *A*, II, 360. — de Mantes. Noms de ceux qui y assistèrent, 361.
- TRAITES** et douanes dans l'ancienne France, *B*, III, 465.
- TRANCHANT** (M. L. Ch.), *B*, III, 533; V, 91. — auditeur au conseil d'État, V, 420, 421.
- TRANSPOSITIONS** de lettres (Exemples de), *B*, II, 221.
- TRÉBISONDE** (Aspres coménats, ou blancs d'argent de), *B*, V, 70.
- TRÉGUIER** (Privilèges de l'église et de la ville de), *B*, III, 233.
- TREMBLEMENT** de terre, *A*, II, 164.
- TRÉMOILLE** (Louis de la), sire de Joigny et de Tonnerre, *A*, IV, 555.
- TRENCVEL** (Raimond), *B*, II, 363 et suiv.
- TRÉSOR DES CHARTES** (Notices sur le), *A*, IV, 354; *B*, I, 79. — (Extraits du), *A*, IV, 354; *B*, IV, 257; V, 372. — (Ancien registre du), IV, 257; V, 202. — (Des erreurs de date contenues dans les registres du), III, 148.
- TRÉSOR PUBLIC** et trésor privé des ducs

de Normandie, *B*, V, 278 et suiv.
TRES VALLES, in pago Magnimontensi, plus tard le village de la Bussière, *A*, IV, 550, 551.
TRÉVIRE (Hist. des), par Steiniger, *B*, II, 186.
TRIE (Matthieu de), chambellan du roi, *A*, III, 12 et suiv.
TRINITÉ (Opinion de Pascal sur la), *A*, IV, 114.
TRINITÉ de Vendôme (Abbaye de la), *B*, V, 333 et suiv. — (Miséricorde d'une stalle de l'église de la), IV, 243.
TRISTIBUS FRANCIE (DE), *A*, II, 402.
TRIULLATI, peuple de la Gaule, *B*, V, 394 et 396.
TROGUE-POMPÉE, historien. Sa famille, *B*, IV, 321, 322.
TROIE (Inscription grecque découverte près de l'emplacement de), *B*, II, 498.
TROUBADOURS (Dictionnaire de la langue des), par M. Raynouard, *A*, II, 298.
TROUVÈRES (Les) de la Flandre et du Tournaisis, par M. Arthur Dinaux, *A*, V, 288-292.
TROYES (Fredsendis et Alvidis, abbesses de), omises dans le *Gallia christiana*, *B*, III, 384. — (Formes usitées à) pour l'élection des députés aux états généraux, II, 427. — (Prise de) par la Pu-

celle, 159. — (Rente assise sur le portage de), III, 254. — (Juifs de), V, 413. — (Académie juive à), *ibid.* — Voy. *Archives de l'Aube, Mystère.*
TUBA. Ce que signifie ce mot dans la légende d'un sceau des templiers, *B*, IV, 400.
TUGDUAL (Saint), évêque de Tréguier, *B*, III, 233.
TUILLE romaine avec la marque de fabrique, *B*, IV, 327.
TUNIS. Ses relations avec les chrétiens au moyen âge, *B*, V, 135 et suiv. Voyez *Afrique septentrionale*. — Ses évêques au moyen âge, III, 518. — (Lettre de l'évêque de) à Thibaud, roi de Navarre, *A*, V, 106. — (Statue de saint Louis envoyée à), *A*, II, 595.
TUNZINUS, synonyme de *Centenarius*. Nature et compétence du *Mallum* qu'il présidait, *A*, I, 419.
TURBIE (Inscription de LA), *B*, V, 393 et suiv.
TURCS. Leurs progrès contre les chrétiens au XIV^e siècle, *B*, II, 129.
TURENNE. Voy. *Beaufort*.
TURIN (Documents des archives de), *A*, V, 433; *B*, III, 207.
TURLUPINS, *A*, I, 105.

U

UCENI, peuple de la Gaule, *B*, V, 394 et 395.
ULPHILAS. Fragment extrait d'un ancien ms. sur sa vie et sa doctrine, *A*, II, 306.
UNION CHRÉTIENNE (Communauté des filles de l'), *B*, I, 443.
UNIVERSITÉ de Paris. Ses doléances et son refus de payer les taxes, en 1411, *B*, I, 278 et suiv. — (Émeute d'écoliers de l'), en 1453, *A*, V, 479 et suiv. — Sa célébrité au XVI^e siècle, *B*, V, 301.
URBAIN IV (Statue élevée au pape), *B*, I, 300.

URBAIN V (Rech. hist. sur la vie et le pontificat d'), par M. Roussel, *A*, II, 587.
URSION, vicomte de Melun. Voy. *Melun*.
USEZ, noms anciens de cette ville, *A*, I, 497. Voy. *Uzès*.
USSAC (D.), gouverneur de la Réole, *B*, II, 548.
USSEL, en Bourbonnais, *B*, I, 144, 158, 236.
UTER FELIX, formule qui se trouve sur des ustensiles antiques, *A*, V, 412.
UZÈS (M. d'), *B*, V, 427.

V

V. Voy. *Permutation*.

VAISON (Ville de). Ses inscriptions, *B*, IV, 305-338. — Chorographie de son diocèse, 307, 317, 328, 329. — Sa divinité topique, 308, 309. — Ses évêques, 329, 330. — Ses anciennes églises et son cloître, 333 et suiv.

VAISSELLE au XVI^e siècle, *A*, III, 164.

VAISSÈTE (Dom). Erreur de ce savant rectifiée, *B*, I, 132.

VAL-DE-RUEIL. Voy. *Faudreuil*.

VAL-DIEU (Chartreuse de), près Mortagne. Sa bibliothèque, *A*, I, 535. — Cartulaire et archives de Val-Dieu, 537, 539.

- VALAIS** (Hist. du), *B*, II, 82 et 83.
- VALENCAY** (Léonor d'Étampes de), évêque de Chartres. Son rôle dans l'assemblée du clergé de 1641, *A*, V, 592.
- VALENGUENNES**, *A*, III, 569. — (Éroulement du beffroi de), VI, 399. — (Commune de). Lettre par elle adressée, en 1280, à celle de Saint-Quentin, *B*, III, 420, 422. — (Histoire ecclési. de la ville et comté de), par Simon Le Boucq, publ. par M. A. Prignet, *B*, I, 373.
- VALENTINE DE MILAN**, femme de Louis d'Orléans, *A*, IV, 530.
- VALERY** (M.). bibliothécaire du château de Versailles. Voy. *Mabillon*, *Montfaucon*.
- VALETS de chambre du roi** (Charges de), *B*, IV, 4, 7, 21.
- VALLEE** (Jean de), *B*, V, 226.
- VALLET de VIRIVILLE** (Auguste), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, archivist-paléographe, membre de la Société de l'Éc. des ch., *A*, I, 48. — attaché aux travaux histor. de la Biblioth. royale, *A*, III, 312. — chargé de classer les archives de la cathédrale de Saint-Omer, IV, 502. — répétiteur à l'École des chartes, *B*, III, 174. — Ses Archives historiques du dép. de l'Aube, *A*, III, 111, 202. — Médaille accordée à cet ouvrage par l'Acad. des inscript., 596.
- A publié dans la Bibliothèque de l'École des chartes : Les marques de la magistrature de Langres, *A*, I, 313. — Notice d'un mystère du XV^e siècle représenté à Troyes, III, 448. — Lettres inédites de madame de Grignan, IV, 316. — Épisode de la vie de Jeanne d'Arc, 486. — Notice d'un mystère du XV^e siècle, tiré de la biblioth. d'Arras, V, 37. — Notices et extraits de chartes et de mss. du *British Museum*, *B*, III, 110. — Notes et docum. pour servir à l'Histoire de l'École des chartes, IV, 153. — Bulletin bibliogr., *A*, III, 516; IV, 292, 294, 389; V, 196; *B*, II, 84, 85, 274, 280; III, 164, 165, 167, 262, 525; IV, 185, 272.
- VALOIS** (Charles, comte de), fait condamner Marigny, *A*, III, 9 et suiv. — Voy. aussi *B*, IV, 522.
- VALOIS** (Adrien et Charles de). Voyez *Glossaire*. — Voy. encore *B*, V, 394.
- VANDERBOURG** (Notice sur M. de), par M. Daunou, *A*, III, 230.
- VAN-PRAET** (Notice sur M.), par M. Daunou, *A*, III, 230 et suiv.
- VAQUEIRAS** (Rimbaud de), troubadour, *A*, IV, 27.
- VARENNES** (Aymon de), auteur du roman de Florimont, *B*, II, 193.
- VARIN** (M. Pierre), *B*, V, 390.
- VARIN** (Quintin), peintre, *B*, III, 448.
- VARIUS** (Notice sur le Thyeste de), *A*, I, 52.
- VASSAUX directs du roi, grands vassaux de la couronne**. Leur position depuis Hugues Capet, *B*, IV, 282 et suiv.
- VASSY** (Enguerrand de) donne une terre à l'abbaye de Sainte-Marie d'Ardenne, *A*, I, 550.
- VATICAN** (Note sur la bibliothèque du), *B*, III, 276; V, 427.
- VAUDOIS** (Les) du XV^e siècle, *B*, III, 81 et suiv. — Ce qu'étaient les Vaudois, du XI^e au XV^e siècle, 98 et suiv. — Origine du nom de Vaudois appliqué aux sorciers, 105.
- VAUDREUIL**, en Normandie (Devis des travaux de peinture exécutés au château de), *B*, I, 540-545.
- VAUGELAS**. Ses remarques sur la langue française, *A*, I, 461. — sauve le mot *autrui* que l'Académie voulait rejeter, *A*, III, 85.
- VAULABELLE** (M. Ach.), *B*, V, 90.
- VAULCHIER du DESCHAUX** (René de), élève pensionnaire de l'Éc. des ch., memb. de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 49. — archiviste-paléographe, II, 589.
- VEAMINI**, nom de peuple sur le trophée de la Turbie, *B*, V, 394 et 396.
- VEAMINII**, nom de peuple sur l'arc de Suse, *B*, V, 397.
- VENDÉE** (Description du dép. de la), par M. J. A. Cavoleau, *B*, I, 375.
- VENDÔME** (Château de), *B*, V, 332. — (Abbaye de la Trinité de). Voy. *Trinité*.
- VENDÔMOIS** (Hist. archéologique du), par M. de Pétigny, *B*, II, 279; V, 422.
- VENETTE** (Jean de), l'un des continuateurs de Guillaume de Nangis, auteur d'une histoire des Trois Maries, en vers français, *A*, III, 29-46.
- VENISE**. Son alliance avec la maison d'Anjou contre la maison d'Aragon, *A*, III, 185. — Description de son arsenal, en 1459, 189. — (Documents extraits des archives de), *B*, III, 208. — (Peintures historiques à), *A*, V, 422. — Son commerce en Orient, *B*, I, 311, 485.
- VENTADOUR** (Le comte de), *A*, II, 577. — (Bernard de), troubadour, IV, 27.
- VENTS** (Rose des), dans le *Hortus deliciarum*, *A*, I, 246.

- VERBUM** (Erreur de ceux qui traduisent par mot, *B*, V, 343.
- VERGNAUD-ROMAGNESI** (M.). Son Commentaire sur quelques inscriptions de Saint-Benoît-sur-Loire, *B*, II, 79.
- VERGNE** (Pierre de la), *B*, V, 221.
- VERGOBRETUS**. Explication donnée par Bonivard de ce mot, *B*, V, 299.
- VERGUNI**, peuple de la Gaule, *B*, V, 394 et 396.
- VERGY** (Prieuré de), *A*, IV, 551.
- VERGY** (Guillaume II, sire de), *B*, II, 255.
- VERMANDOIS** (Éléonore de), comtesse de Beaumont-sur-Oise, *B*, I, 60.
- VERNEUL-SUR-SEINE** (Château et seigneurie de), *B*, IV, 144, 145. — (Eglise de), 146 et suiv.
- VERNON** (Château de), *B*, V, 222, 229.
- VÉRONE** (Désordres politiques de), au XIII^e siècle, *A*, IV, 98.
- VÉRONNE** (Pierre de), vend au duc d'Orléans plusieurs manuscrits, *A*, V, 64, 77.
- VERRE** (Manière de modeler des anciens dans la peinture sur), *A*, V, 183. — Fabrication des vitres coloriées au XII^e siècle, 180. — (Histoire de la peinture sur), par M. Ferd. de Lasteyrie, II, 587. — Devises et sujets pour des verrières, *B*, V, 128.
- VERRIERS** (Les gentilshommes) dans l'ancienne Lorraine, par M. Beaupré, *B*, III, 356.
- VERSAILLES** (Robert, seigneur de), *B*, I, 240 et suiv.
- VERSIFICATION** latine (Exemples de) au XII^e siècle, *B*, III, 385 et suiv.
- VESICA PISCIS**. Véritable signification de la figure iconographique qui porte ce nom, *B*, IV, 235.
- VESPRO SICILIANO** (*La Guerra del*), par M. Amari, *A*, IV, 577.
- VESUBIANI**, peuple de la Gaule, *B*, V, 397.
- VEZELAY** (Commune de), *A*, IV, 178. — (Insurrection des habitants de) contre leurs abbés, *B*, V, 244.
- VIG-FESENZAC** (Siège de), *B*, II, 550.
- VICES ET VERTUS** (Dissertation sur les monuments figurés du moyen âge représentant les), *B*, V, 31.
- VICOMTES** (Fonctions des) en Normandie, *B*, V, 264.
- VICTORIA**. Inscription en l'honneur de cette déesse, *B*, IV, 306.
- VIDAL** (Pierre), troubadour, *A*, IV, 27.
- VIDAL** (Raymond), grammairien provençal du XIII^e siècle, n'est-il pas le même que Raymond Vidal de Bezaudun, troubadour? *A*, I, 162. — Sa grammaire publiée, 125 et suiv.
- VIEILLE** (M. Émile), *B*, IV, 188; V, 169.
- VIENNE**, en Dauphiné (Restauration du temple d'Auguste à), *B*, I, 573. — (Agilmar, archev. de), *B*, IV, 210. — Humbert II y entre à la suite d'une émeute, *A*, I, 266. — (Fouilles faites à), V, 104.
- VIENNE** (Augier de), troubadour, *A*, IV, 26.
- VIENNE** (Jean de), amiral de France, *B*, I, 55.
- VIENNOIS** (Humbert II, dauphin de), *A*, I, 263.
- VIGEOIS** (Chronique du prieur de), *A*, II, 440.
- VIGNEULLES** (Philippe de), chroniqueur. Sa vie et ses ouvrages, *A*, V, 540.
- VILLANDRANDO** (Rodrigue de). Histoire de sa vie, *B*, I, 119 et suiv., 197 et suiv. — Titres signés de lui, 157, 235, 237, 238. — Notice sur sa famille, 120 et suiv.; 229.
- VILLANDRAU** (Origine de la ville de), *B*, I, 121.
- VILLANI** (Matthieu), historien, *A*, I, 81 et suiv.
- VILLARS** (Archambaut de), l'un des sept combattants de Montendre, *A*, I, 377 et suiv.
- VILLEFRANCHE** (Assemblée provinciale de), *B*, II, 180.
- VILLEMONTÉ** (Charles de), procureur du roi au Châtelet, *B*, II, 436, 443 et suiv.
- VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON** (États du Languedoc, tenus à), *B*, I, 146, 161.
- VILLENEUVE-AU-CHEMIN** (Charte relative à), *B*, I, 192.
- VILLES FAMEUSES** (Ordre des), d'Ausone, *B*, I, 290.
- VILLES MAJEURES**, *A*, V, 357.
- VILLIERS** (Pierre de), souverain maître de l'hostel de Charles V, *A*, III, 276.
- VILLON**. Comment il a été détourné du suicide, *A*, IV, 459. — Ses vers sur les peintures du moyen âge, *B*, IV, 229.
- VILVORDE**. Voy. *Béguines*.
- VIN** de singe, vin de lion, vin de mouton, vin de cochon, symboles des divers genres ou degrés de l'ivresse, *A*, I, 314.
- VINCENNES** (Jacques de Brézé détenu au château de), *B*, V, 222.
- VIOLE** (Aignan), premier avocat de la cour des aides, *B*, V, 61.
- VIOLON**, principal instrument des ménestriers, *A*, V, 259. — servant d'enseigne aux écoles de danse, 266. Voy. *Roi des ménestriers*.

- VIOLONS** (Les vingt-quatre) de la chambre du roi, *A*, IV, 539; *V*, 256, 259. — Leurs privilèges, 345. — Leur suppression, 365.
- VIRE** (Prise de), en 1368, *A*, III, 274 et suiv.
- VIRGILE** (Notices latines inédites sur), *A*, II, 127. — Épigramme sur ses œuvres, 129. — Épigrammes à lui attribuées, 131. — (Poèmes supposés de), *B*, IV, 483.
- VIRGILIUS MARO** (Dissert. sur le grammairien), *A*, II, 130 et suiv. — Examen de ses œuvres par M. Marty-Laveaux, *B*, V, 245; par M. Ozanam, 378.
- VISITES pastorales** d'Eude Rigaud, *B*, III, 479 et suiv.
- VITAL**, abbé de Savigny (Rôle funèbre de), *B*, III, 380 et suiv.
- VITAL** de Blois, poète latin du moyen âge. Son *Amphitryonéide*, *B*, IV, 474 et suiv.; *V*, 425.
- VITET** (M.), de l'Institut, *A*, IV, 565 et suiv. Voy. *Académie*.
- VITRI** (Philippe de), traducteur des *Métamorphoses* d'Ovide en vers, *B*, IV, 231.
- VOCONTII**, peuple de la Gaule, *B*, IV, 306, 308. — Préfet de la province des Voconces, 318 et suiv. — Observations sur la variante *Bocontii*, 319, 320. — Recherches sur les antiquités romaines du pays des Vocontiens, par M. Long, *B*, II, 573.
- VORTU**. Philippe 1^{er} fait vœu en 1199 de partir pour la Palestine. Eudes de Châlou accomplit le vœu à sa place et reçoit des privilèges, *A*, II, 405.
- VOIE ROMAINE** découverte dans la rue Saint-Jacques, à Paris, *A*, III, 598.
- VOIRIE** (Droit de), *B*, III, 351.
- VOISIÈRE** (Jean de LA), *B*, II, 452.
- VOISINS** (Pierre des), *B*, II, 370 et suiv.
- VOLTAIRE** (Orthographe de) discutée, *B*, II, 228 et suiv.
- VOLTINA** ou **VOLTINIA** (Tribu), *B*, IV, 318, 319.
- VOULTON** (Notice sur le prieuré de), près Provins, *B*, I, 331. — Liste de ses prieurs, 338. — Description de son église, 340.
- VRAI**, n'a pas la même origine que *Vers* ou *Voir*, *B*, II, 223.
- VUALDROMAR**, abbé de Saint-Germain-des-Prés, en 697, *A*, II, 568.
- W**
- WAILLY** (Jean de), chancelier du duc de Guyenne, fils de Charles VI, *B*, I, 280.
- WAILLY** (M. Natalis de), de l'Institut, membre de diverses commissions de l'Académie des Inscriptions, *A*, II, 511; *B*, III, 460. — Observations sur des sceaux publiés par lui, *B*, IV, 385.
- A publié dans la Bibl. de l'Éc. des ch. : Notice sur une collection de sceaux des rois et reines de France, *A*, IV, 476. — Examen critique de la vie de saint Louis, par Geoffroy de Beaulieu, *V*, 205. — Notice sur une chronique anonyme du XIII^e siècle, *B*, I, 389. — Notice sur Guillaume Guiart, III, 1. — Mémoire sur un opuscule anonyme intitulé : *Summaria brevis*, etc., 273.
- WALL** et Louis le Débonnaire, *B*, V, 241.
- WALCKENAER** (M.), secrétaire perpétuel de l'Acad. des inscript. et belles-lettres, *A*, IV, 565; *V*, 614; *B*, II, 576. — membre du conseil de perfectionnement de l'Éc. des chartes, III, 175. — Erreur dans sa Géographie des Gaules, *V*, 394 et suiv. — Voy. *Séguin*.
- WALTER** (Gabriel), chroniqueur suisse, *A*, V, 464, note.
- WALTHER** de Géroldseck, évêque de Strasbourg, *A*, I, 446-449.
- WARIN**, comte de Mâcon, au IX^e siècle, *A*, I, 207.
- WEHRELD**. Sens de ce mot, *B*, II, 173.
- WEIDMANN** (M.). Voy. *Saint-Gall*.
- WEY** (Francis), élève pensionnaire de l'Éc. des chartes, archiviste-paléographe, membre de la Soc. de l'Éc. des ch., *A*, I, 48. — Chevalier de la Légion d'honneur, *B*, II, 468.
- A publié dans la Biblioth. de l'Éc. des ch. un article intitulé : Étude sur la langue française à propos de l'ouvrage posthume de G. Fallot, *A*, I, 460. — Voy. *Langues*.
- WINCHESTER** (Congrès d'archéologues anglais à), *B*, II, 90.
- WINCKELMANN**, *B*, IV, 498, note.
- WITDENIERS** (Osbern), occupait Thomas Becket à titre d'écrivain, *A*, IV, 219.
- WITEVALE** (Richard), chevalier anglais, l'un des combattants de Montendre, *A*, I, 377.
- WOLF**, auteur d'un *Traité grammatical* du vieux français, *A*, I, 465.
- WOODSTOCK** (Découverte à) de la corres-

- pondance du duc de Marlborough, *A*, IV, 588. — des *Reliquiæ antiquæ*, *B*, I, 383.
 WURFAND, comte de Rennes, *A*, I, 354, 355, 357.
 WRIGT (M. Th.), éditeur de l'*Amphitryonéide* de Vital de Blois, *B*, IV, 505 ;

X

- XAINTRAILLES. — Voy. *Saintrailles* (Poton de).
 XIVREY (Berger de). — Voy. *Berger de Xivrey*.

Y

- Y. De l'emploi de cette lettre dans l'orthographe française, en particulier à la fin des noms de lieux, *A*, III, 304-308.
 YÉMENIZ (M.). Voy. *Mâcon*.
 YONNE (Annuaire statist. du départ. de l'), *B*, V, 380, 381.
 YVES (Saint-) de Kermartin, professeur à l'Université de Paris, *B*, III, 233.
 YVETOT (Essai historique sur), par Alex. Fromentin, *B*, I, 374.

Z

- ZAMET, riche financier du XVI^e siècle, *A*, III, 148 et suiv.
 ZINGRI (?), pays de l'Égypte d'où les Bohémiens ont dit qu'ils venaient, *A*, V, 467, note 1.
 ZIZIME. Voy. *Djim*.
 ZODIAQUE, dans le *Hortus deliciarum*, *A*, I, 246.
 ZORN (Faction des), à Strasbourg, *A*, I, 452 et suiv.
 ZURICH. Manière dont on y traitait les cadavres de suicidés, *A*, IV, 460. — Mémoires de la Soc. d'histoire de Suisse, publiés à Zurich, *A*, V, 516 ; *B*, II, 82.

ERRATA.

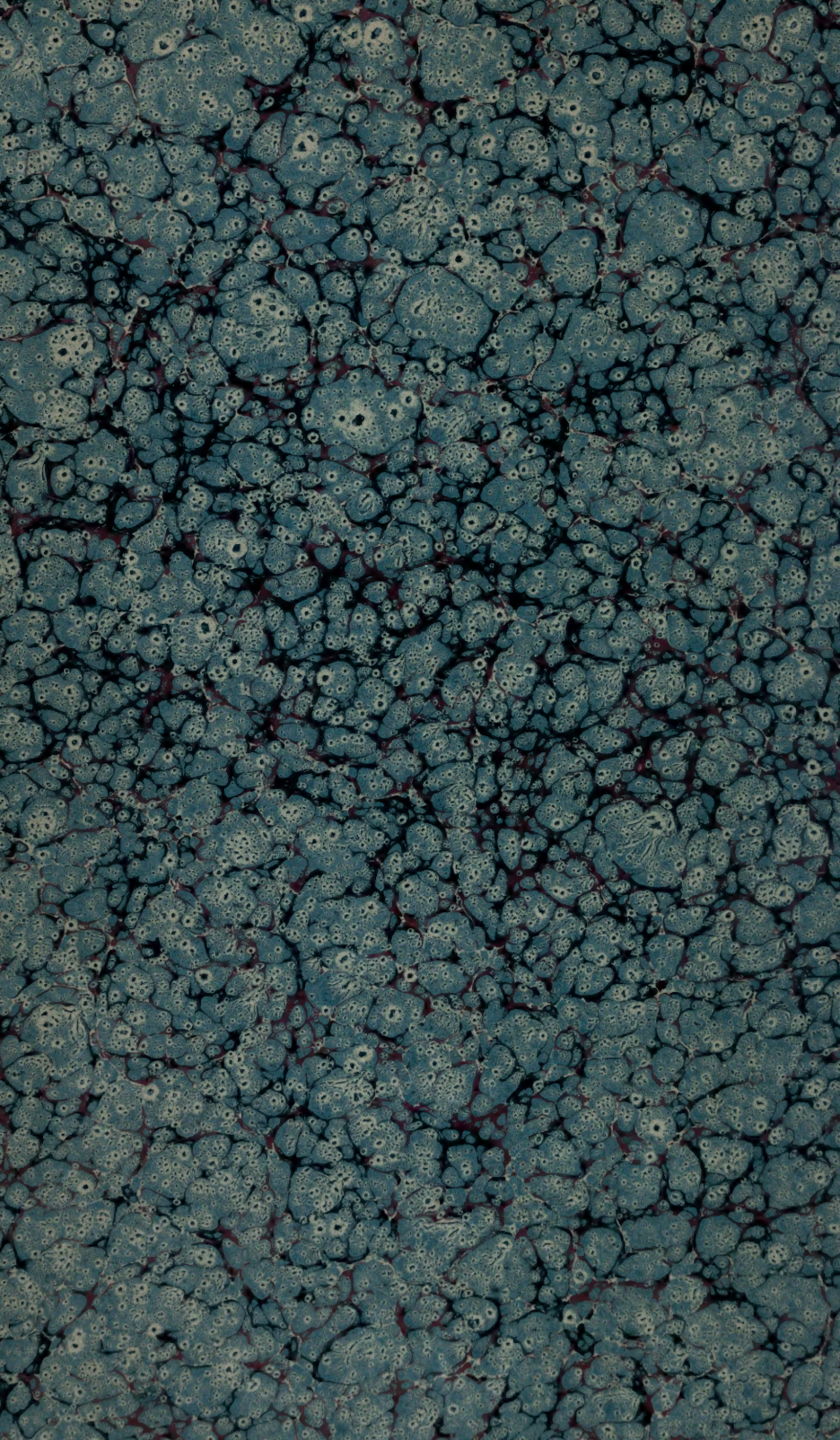
II^e SÉRIE.

- T. V. P. 381, l. 29, *au lieu de s'est tracée, lisez s'est tracé.*
P. 431, l. 35, *au lieu de 172, 355, lisez 172, 256.*
P. 433, l. 3 de la note, *au lieu de dixième, lisez onzième.*
P. 439, l. 8 et 9, *au lieu de 24,000 fr., lisez 24,000 florins.*
Ibid., l. 5 en remontant, *au lieu de T. II, p. 241, lisez T. I, p. 241.*
P. 440, l. 9, *au lieu de T. IV, p. 318 et 419, lisez T. IV, p. 318 et 319.*
Ibid., même ligne, *au lieu de AECI. . . . , lisez AEDI. . . .*

TABLE.

- P. 8. 1250 (environ). — *Getæ et Birriæ liber...* Reportez cet article à la date : 990 (?)
P. 9. 1295, 6 juin. — *Traité d'alliance, etc.,* *au lieu de A, II, 359, lisez A, IV, 359*
et 501.
P. 10. 1363, juin. — *Trois lettres de rémission...* Reportez cet article à la date :
1453, juin.
P. 13, col. 2, lig. 6 en remontant, *au lieu de 1436, 17 mars ; lisez 1439, 17 mars.*
P. 20, dans l'art. ALLEMANDE (Langue), *au lieu de voyez Langue gauloise, lisez*
voy. Gaulois.
P. 21, à l'art. ANTONIN, *supprimez Voy. Archéologiques.*
P. 24, après l'art. AUBE, *ajoutez AUBENAS (M. Adolphe). Voy. Sévigné.*
P. 27, après l'art. BELGIQUE, *insérez BELLAGUET (M. L.). Voy. Saint-Denis.*
P. 28, à l'art. BIBLIOGRAPHIE, *ajoutez Bibliographie analytique (Revue de), A, I,*
406 ; II, 91.
P. 34, dans l'art. CARTIER, *supprimez Voy. Chartrain (Monnaies au type).*
P. 40, après l'art. CURIE, *ajoutez CURIOSITÉS bibliographique, par M. L. Lalanne,*
B, I, 465. — biographiques, par le même, III, 531.





D
111
B5
t.10

Bibliothèque de l'École
des chartes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
